La pièce où c’est arrivé

mémoire de la maison blanche

Jhon Bolton

Ancien conseiller à la sécurité nationale des États Unis

CHAPITRE 1

LA LONGUE MARCHE VERS L'ANGLE DE L'AILE OUEST DU BUREAU

L'un des attraits d'être conseiller en sécurité nationale est la multiplicité et le volume des défis auxquels vous êtes confrontés. Si vous n'aimez pas l'agitation, l'incertitude et le risque - tout en étant constamment submergé d'informations, de décisions à prendre et de la quantité de travail, et animé par des conflits de personnalité et d'ego internationaux et nationaux au-delà de toute description - essayez autre chose. C'est grisant, mais il est presque impossible d'expliquer aux étrangers comment les pièces s'emboîtent, ce qu'elles ne font souvent pas de manière cohérente.

Je ne peux pas offrir une théorie complète de la transformation de l'administration Trump car aucune n'est possible. La sagesse conventionnelle de Washington sur la trajectoire de Trump est cependant fausse. Cette vérité reçue, attirante pour les paresseux intellectuellement, est que Trump a toujours été bizarre, mais dans ses quinze premiers mois, incertain dans sa nouvelle place, et tenu en échec par un «axe d'adultes», il a hésité à agir. Au fil du temps, cependant, Trump est devenu plus sûr de lui, l'axe des adultes est parti, les choses se sont effondrées et Trump n'a été entouré que de «oui les hommes».

Certaines parties de cette hypothèse sont vraies, mais le tableau d'ensemble est simpliste. L'axe des adultes à bien des égards a causé des problèmes persistants non pas parce qu'ils ont réussi à gérer Trump, comme l'ont dit les High-Minded (une description appropriée que j'ai tirée du français pour ceux qui se considèrent comme nos meilleurs parieurs moraux), mais parce qu'ils l'ont fait précisément L'opposé. Ils n'ont pas fait assez pour rétablir l'ordre, et ce qu'ils ont fait était si transparent, égoïste et si méprisant publiquement de nombreux objectifs très clairs de Trump (dignes ou indignes) qu'ils ont nourri l'état d'esprit déjà suspect de Trump, ce qui rend plus difficile pour ceux qui sont venus plus tard d'avoir de légitimes échanges politiques avec le président. J'avais depuis longtemps le sentiment que le rôle du conseiller à la sécurité nationale était de s'assurer qu'un président comprenait les options qui s'offraient à lui pour toute décision qu'il devait prendre, puis de veiller à ce que cette décision soit prise par les bureaucraties compétentes. Le processus du Conseil de sécurité nationale était certainement différent pour les différents présidents, mais ce sont les objectifs essentiels que le processus devrait atteindre.

Parce que, cependant, l'axe des adultes avait si mal servi Trump, il a deviné les motivations des gens, a vu des complots derrière des rochers et est resté incroyablement mal informé sur la façon de gérer la Maison Blanche, sans parler de l'énorme gouvernement fédéral. L'axe des adultes n'est pas entièrement responsable de cet état d'esprit. Trump est Trump. J'en suis venu à comprendre qu'il croyait qu'il pouvait diriger la branche exécutive et établir des politiques de sécurité nationale par instinct, en s'appuyant sur des relations personnelles avec des dirigeants

étrangers, et avec une mise en scène télévisuelle toujours à l'esprit. Désormais, l'instinct, les relations personnelles et la mise en scène font partie du répertoire de tout président. Mais ils ne le sont pas tous, sur une longue période. L'analyse, la planification, la discipline et la rigueur intellectuelles, l'évaluation des résultats, les corrections de cap, etc. sont le blocage et la prise en compte de la prise de décision présidentielle, le côté peu glamour du travail. L'apparence ne vous emmène que si loin.

Sur le plan institutionnel, il est donc indéniable que la transition et le démarrage de Trump ont été irrémédiablement bâclées. Des processus qui auraient dû immédiatement devenir une seconde nature, en particulier pour les nombreux conseillers de Trump sans service préalable, même dans des postes de direction exécutifs juniors, ne se sont jamais réalisés. Trump et la plupart de son équipe n'ont jamais lu le «manuel de l'opérateur» du gouvernement, ne réalisant peut-être pas que cela ne ferait pas automatiquement d'eux des membres de «l'État profond». Je suis entré dans le chaos existant, voyant des problèmes qui auraient pu être résolus dans les cent premiers jours de l'administration, sinon avant. Le roulement constant du personnel n'a évidemment pas aidé, pas plus que le Hobbesian bellum omnium contra omnes de la Maison Blanche («guerre de tous contre tous»). Il peut être un peu long de dire que la description de Hobbes de l'existence humaine comme «solitaire, pauvre, méchante, brutale et courte» décrivait avec précision la vie à la Maison Blanche, mais à la fin de leur mandat, de nombreux conseillers clés se seraient penchés vers elle . Comme je l'ai expliqué dans mon livre Surrender Is Not an Option, 1 mon approche pour accomplir des choses au gouvernement a toujours été d'absorber autant que possible les bureaucraties où je servais (État, justice, Agence des États-Unis pour le développement international), donc je pourrait plus facilement atteindre mes objectifs.

Mon objectif n'était pas d'obtenir une carte de membre mais d'obtenir un permis de conduire. Cette pensée n'était pas courante à la Maison Blanche de Trump. Lors des premières visites dans l'aile ouest, les différences entre cette présidence et les précédentes que j'avais servies étaient stupéfiantes. Ce qui s'est passé un jour sur une question particulière avait souvent peu de ressemblance avec ce qui s'est passé le lendemain ou le surlendemain. Peu semblaient s'en rendre compte, s'en soucier ou avoir un intérêt à le réparer. Et ça n'allait pas beaucoup s’améliorer, conclusion déprimante mais incontournable à laquelle je suis parvenu seulement après avoir rejoint l'Administration.

L'ancien sénateur du Nevada, Paul Laxalt, un de mes mentors, aimait à dire: «En politique, il n'y a pas de conceptions immaculées.» Cette perspicacité explique puissamment les nominations à des postes de direction très élevés. Malgré les multiples titres de presse comme «J'ai été très surpris lorsque le président Smith m'a appelé…», de telles expressions d'innocence ne sont invariablement liées qu'à la vérité. Et à aucun moment la concurrence pour les emplois de haut niveau n'est plus intense que pendant la «transition présidentielle», une invention américaine qui est devenue de plus en plus élaborée au cours des dernières décennies. Les équipes de transition fournissent de bonnes études de cas aux écoles supérieures de commerce sur la façon de ne pas faire des affaires. Ils existent pour une période fixe et éphémère (de l'élection à l'inauguration) puis disparaissent à jamais. Ils sont submergés par les ouragans d'informations entrantes (et la désinformation); analyses de stratégies et de politiques complexes et souvent concurrentes; de nombreuses décisions de personnel conséquentes pour le gouvernement réel; examen et pression des médias et des groupes d'intérêt.

Indéniablement, certaines transitions sont meilleures que d'autres. La façon dont ils se déroulent en dit long sur l'administration à venir. La transition de 1968 à 1969 de Richard Nixon a été le premier exemple de transitions contemporaines, avec des analyses minutieuses de chaque agence principale du pouvoir exécutif; En 1980-1981, Ronald Reagan a été un jalon dans la mise en œuvre de la maxime «Le personnel est une politique», concentrée sur la sélection de personnes qui adhéreraient à la plateforme de Reagan; et la transition de 2016-2017 de Donald Trump était ... celle de Donald Trump.

J'ai passé la nuit des élections, du 8 au 9 novembre, dans les studios de Fox News à Manhattan, en attendant de commenter à l'antenne les priorités de politique étrangère du «prochain président», que tout le monde s'attendait à voir se produire à 22 heures, juste après que Hillary Clinton ait été déclarée gagnant. Je suis finalement passé à l'antenne vers trois heures du matin le lendemain. Voilà pour la planification préalable, non seulement chez Fox, mais aussi dans le camp du président élu. Peu d'observateurs pensaient que Trump gagnerait, et, comme avec l'échec de la campagne de 1996 de Robert Dole contre Bill Clinton, les préparatifs préélectoraux de Trump étaient modestes, reflétant le destin imminent. En comparaison avec l'opération d'Hillary, qui ressemblait à une grande armée dans une certaine marche vers le pouvoir, celle de Trump semblait être composée de quelques âmes robustes avec du temps à la main. Sa victoire inattendue a donc pris sa campagne au dépourvu, entraînant des combats immédiats avec les bénévoles de la transition et la mise au rebut de presque tout son produit préélectoral. Tout recommencer le 9 novembre n'était guère propice, en particulier avec la majeure partie du personnel de transition à Washington, et Trump et ses plus proches collaborateurs à Trump Tower à Manhattan. Trump n'a pas beaucoup compris ce que l'énorme géant fédéral a fait avant de gagner, et il n'a pas acquis beaucoup, voire aucune, de plus grande prise de conscience pendant la transition, ce qui n'augurait rien de bon pour sa performance au pouvoir.

J'ai joué un rôle insignifiant dans la campagne de Trump, sauf pour une rencontre avec le candidat le vendredi matin 23 septembre, à Trump Tower, trois jours avant son premier débat avec Clinton. Hillary et Bill avaient un an d'avance sur moi à la Yale Law School, donc, en plus de discuter de la sécurité nationale, j'ai proposé à Trump mes réflexions sur la façon dont Hillary se comporterait: bien préparée et scénarisée, suivant son plan de match quoi qu'il arrive. Elle n'avait pas changé depuis plus de quarante ans. Trump a fait la plupart des discussions, comme lors de notre première réunion en 2014, avant sa candidature. Comme nous l'avons conclu, il a déclaré: «Vous savez, vos opinions et les miennes sont en fait très proches. Très proche."

À ce stade, j'ai été largement engagé: Senior Fellow à l'American Enterprise Institute; Contributeur de Fox News; un habitué du circuit parlant; d'avocat dans un grand cabinet d'avocats; membre des conseils d'administration; conseiller principal d'une société mondiale de capital-investissement; et auteur d'articles d'opinion au rythme d'environ un par semaine. Fin 2013, j'ai formé un PAC et un SuperPAC pour aider les candidats à la Chambre et au Sénat qui croyaient en une politique de sécurité nationale américaine forte, distribuant des centaines de milliers de dollars directement aux candidats et dépensant des millions en dépenses indépendantes dans les campagnes de 2014 et 2016, et je me prépare à le faire à nouveau en 2018. J'avais beaucoup à faire. Mais j'avais également servi dans les trois dernières administrations républicaines2, et

les relations internationales m'ont fasciné depuis mes jours au Yale College. J'étais prêt à rentrer.

De nouvelles menaces et opportunités se présentaient à nous rapidement, et huit ans de Barack Obama signifiaient qu'il y avait beaucoup à réparer. J'avais longuement réfléchi à la sécurité nationale de l'Amérique dans un monde tumultueux: la Russie et la Chine au niveau stratégique; L'Iran, la Corée du Nord et d'autres aspirants d'armes nucléaires voyous; les menaces tourbillonnantes du terrorisme islamiste radical au Moyen-Orient tumultueux (Syrie, Liban, Irak et Yémen), en Afghanistan et au-delà; et les menaces dans notre propre hémisphère, comme Cuba, le Venezuela et le Nicaragua. Bien que les étiquettes de politique étrangère ne soient d'aucune utilité, sauf pour les paresseux intellectuels, si on me presse, j'aimais dire que ma politique était «pro-américaine». J'ai suivi Adam Smith sur l'économie, Edmund Burke sur la société, The Federalist Papers sur le gouvernement et la fusion de Dean Acheson et John Foster Dulles sur la sécurité nationale. Ma première campagne politique a eu lieu en 1964 au nom de Barry Goldwater.

Je connaissais des hauts responsables de la campagne Trump comme Steve Bannon, Dave Bossie et Kellyanne Conway des associations précédentes, et je leur avais parlé de rejoindre une administration Trump, le cas échéant. Une fois la transition amorcée, j'ai pensé qu'il était raisonnable d'offrir mes services de secrétaire d'État, comme d'autres. Lorsque Chris Wallace a quitté le plateau Fox le 9 novembre, après le rappel de la course, il m'a serré la main et a dit, souriant largement, «Félicitations, monsieur le secrétaire.» Bien sûr, il n'y avait pas de pénurie de prétendants pour diriger le Département d'État, ce qui a généré une spéculation médiatique sans fin sur qui était le «précurseur», à commencer par Newt Gingrich, en passant par Rudy Giuliani, puis Mitt Romney, puis de nouveau à Rudy. J'avais travaillé avec chacun d'eux et je les respectais, et chacun était crédible à sa manière. J'ai prêté une attention particulière parce qu'il y avait des bavardages constants (sans parler de la pression) que je devais me contenter d'être secrétaire adjoint, évidemment pas ma préférence. Ce qui est venu ensuite a démontré la prise de décision trumpienne et a fourni (ou aurait dû) une leçon de prudence.

Alors que tous les premiers «principaux prétendants» étaient philosophiquement largement conservateurs, ils ont apporté différents horizons, différentes perspectives, différents styles, différents avantages et inconvénients. Parmi ces possibilités (et d'autres comme le sénateur du Tennessee Bob Corker et l'ancien gouverneur de l'Utah Jon Huntsman), y avait-il des attributs et des réalisations communs et cohérents que Trump recherchait? Évidemment non, et les observateurs auraient dû demander: Quel est le véritable principe régissant le processus de sélection du personnel de Trump? Pourquoi ne pas avoir Giuliani comme procureur général, un emploi pour lequel il a été fait? Romney en tant que chef de cabinet de la Maison Blanche, apportant ses compétences indéniables en matière de planification stratégique et de gestion? Et Gingrich, avec des décennies de théorisation créative, en tant que tsar de la politique intérieure de la Maison Blanche?

Trump ne cherchait-il que des personnes de «casting central»? On a beaucoup parlé de sa prétendue aversion pour ma moustache. Pour ce que ça vaut, il m'a dit que ce n'était jamais un

facteur, notant que son père en avait aussi un. À part les rétrécissements et ceux qui sont profondément intéressés par Sigmund Freud, ce que je ne suis certainement pas, je ne crois pas vraiment que mon apparence ait joué un rôle dans la pensée de Trump. Et s'ils l'ont fait, Dieu aide le pays. Les femmes attirantes, cependant, entrent dans une catégorie différente en ce qui concerne Trump. La loyauté était le facteur clé, ce que Giuliani avait prouvé au-delà de l'aventure dans les jours qui ont suivi la publication de la bande Access Hollywood début octobre. Lyndon Johnson aurait dit un jour à propos d'un assistant: «Je veux une vraie loyauté. Je veux qu'il embrasse mon cul dans la fenêtre de Macy à midi et me dise que ça sent les roses.» Qui savait que Trump avait lu tant d'histoire? Giuliani a par la suite été extrêmement gracieux envers moi, disant après s'être retiré de la mêlée du secrétaire d'État: «John serait probablement mon choix. Je pense que John est formidable. »3

Le président élu m'a appelé le 17 novembre et je l'ai félicité pour sa victoire. Il a raconté ses récents appels avec Vladimir Poutine et Xi Jinping, et a hâte de rencontrer cet après-midi le Premier ministre japonais Shinzo Abe. "Nous vous aurons ici dans les prochains jours", a promis Trump, "et nous examinerons un certain nombre de situations." Certaines des premières annonces du nouveau président sont arrivées le lendemain, avec Jeff Sessions choisi comme procureur général (éliminant cette option pour Giuliani); Mike Flynn en tant que conseiller à la sécurité nationale (récompensant de manière appropriée le service de campagne implacable de Flynn); et Mike Pompeo en tant que directeur de la CIA. (Quelques semaines après l'annonce de Flynn, Henry Kissinger m'a dit: «Il partira dans un an.» Même s'il ne pouvait pas savoir ce qui allait se passer, Kissinger savait que Flynn faisait le mauvais travail.) passé, de nouveaux postes au Cabinet et à la Maison Blanche sont apparus publiquement, y compris, le 23 novembre, le gouverneur de Caroline du Sud Nikki Haley en tant qu'ambassadeur auprès de l'ONU, avec un grade au Cabinet, une mesure bizarre à prendre avec le secrétaire d'État non élu. Haley n'avait aucune qualification pour le poste, mais c'était idéal pour une personne ayant des ambitions présidentielles de cocher la case «politique étrangère» sur son CV de campagne. De rang de cabinet ou non, l'ambassadeur de l'ONU faisait partie de l'État, et une politique étrangère américaine cohérente ne peut avoir

qu'un seul secrétaire d'État. Pourtant, Trump était là, choisissant des postes subalternes dans l'univers de l'État sans secrétaire en vue. Par définition, il y avait des problèmes à venir, surtout quand j'ai entendu un membre du personnel de Haley que Trump la considérait comme secrétaire. Haley, a déclaré son membre du personnel, a décliné l'offre en raison du manque d'expérience, qu'elle espérait manifestement acquérir en tant qu'ambassadrice des Nations Unies.4

Jared Kushner, que Paul Manafort m'avait présenté au cours de la campagne, m'a appelé pour Thanksgiving. Il m'a assuré que j'étais «toujours dans le mélange» pour le secrétaire d'État et «dans tout un tas de contextes différents. Donald est un grand fan de la vôtre, comme nous le sommes tous. » Pendant ce temps, le New York Post a rendu compte de la prise de décision à Mar-a-Lago à Thanksgiving, citant une source: «Donald se promenait pour demander à tout le monde de savoir qui devrait être son secrétaire d'État. Il y avait beaucoup de critiques envers

Romney et beaucoup de gens comme Rudy. Il y a aussi beaucoup de gens qui plaident pour John Bolton. »5 Je savais que j'aurais dû travailler plus dur au primaire de Mar-a-Lago! Je suis certainement reconnaissant du soutien considérable que j'ai eu parmi les Américains pro-israéliens (juifs et évangéliques), les partisans du Deuxième Amendement, les Cubano-Américains, les Vénézuéliens-Américains, les Taïwanais-Américains et les conservateurs en général. De nombreuses personnes ont appelé Trump et ses conseillers en mon nom, dans le cadre du vénérable processus de lobbying pour la transition.

Le trouble de propagation de la transition reflète de plus en plus non seulement les échecs organisationnels mais le style de décision essentiel de Trump. Charles Krauthammer, un critique acerbe du sien, m'a dit qu'il avait eu tort plus tôt de caractériser le comportement de Trump comme celui d'un garçon de onze ans. «Je suis parti de dix ans», a fait remarquer Krauthammer. «Il est comme un enfant d'un an. Tout est vu à travers le prisme de savoir si cela profite à Donald Trump. » C'est certainement ainsi que le processus de sélection du personnel est apparu de l'extérieur. Comme un stratège républicain me l'a dit, la meilleure façon de devenir secrétaire d'État était «d'essayer d'être le dernier homme debout».

Le vice-président élu Pence a appelé le 29 novembre pour demander à se réunir à Washington le lendemain. Je connaissais Pence de son service au Comité des affaires étrangères de la Chambre; il était un fervent partisan d'une solide politique de sécurité nationale. Nous avons facilement discuté d'une série de questions de politique étrangère et de défense, mais j'ai été frappé quand il a dit à propos de l'État: "Je ne qualifierais pas cette décision d'imminente." Compte tenu des informations parues dans la presse selon lesquelles Giuliani a retiré sa candidature à la fonction de secrétaire à peu près à cette époque, il se pourrait que tout le processus de sélection de l'État ait recommencé, une évolution presque sans précédent jusque dans la transition.

Lorsque je suis arrivé au bureau de transition le lendemain, le représentant Jeb Hensarling partait après avoir vu Pence. Hensarling, a-t-on appris, était si sûr d'obtenir du Trésor qu'il a dit à son personnel de commencer à planifier. Le fait qu'il n'ait pas été nommé correspondait à la conclusion de la représentante Cathy McMorris Rodgers selon laquelle elle ne devait pas être secrétaire à l'Intérieur après qu'on lui avait dit qu'elle le ferait, ainsi qu'à l'ancien sénateur Scott Brown en apprenant qu'il ne deviendrait pas secrétaire aux Anciens Combattants. Le schéma était clair. Pence et moi avons eu une conversation amicale d'une demi-heure, au cours de laquelle j'ai raconté, comme je l'ai fait à plusieurs reprises avec Trump, la célèbre remarque d'Acheson lorsqu'on lui a demandé pourquoi lui et le président Truman avaient une excellente relation de travail: «Je n'ai jamais oublié qui était président, et qui était secrétaire d'État. Et lui non plus. »

Trump a annoncé Jim Mattis au poste de secrétaire à la Défense le 1er décembre, mais l'incertitude concernant l'État persistait. Je suis arrivé à Trump Tower le lendemain pour mon entretien et j'ai attendu dans le hall de l'organisation Trump avec un procureur général d'État et un sénateur américain également en attente. En règle générale, le président élu était en retard sur le calendrier, et qui devrait sortir de son bureau, mais l'ancien secrétaire à la Défense Bob Gates. J'ai supposé plus tard que Gates était là pour faire du lobbying pour Rex Tillerson en tant que secrétaire à l'énergie ou à l'État, mais Gates n'a donné aucun indice sur sa mission, échangeant simplement des plaisanteries en partant. Je suis finalement entré dans le bureau de Trump, pour une réunion qui a duré un peu plus d'une heure, à laquelle ont également

assisté Reince Priebus (qui deviendra bientôt le chef de cabinet de la Maison Blanche) et Bannon (qui serait le stratège en chef de l'administration). Nous avons parlé des points chauds du monde, des menaces stratégiques plus larges comme la Russie et la Chine, le terrorisme et la prolifération des armes nucléaires. J'ai commencé avec mon histoire de Dean Acheson et, contrairement à mes précédentes réunions Trump, j'ai fait la plupart des discussions, répondant aux questions des autres. Je pensais que Trump écoutait attentivement; il n'a pas passé ni reçu d'appels téléphoniques, et nous n'avons pas été interrompus jusqu'à ce qu'Ivanka Trump soit entrée pour discuter des affaires familiales, ou peut-être essayer de ramener vaguement Trump dans les délais.

Je décrivais pourquoi l'État avait besoin d'une révolution culturelle pour être un instrument politique efficace lorsque Trump a demandé: «Maintenant, nous discutons du secrétaire d'État ici, mais considéreriez-vous le poste d'adjoint?» J'ai dit que non, expliquant que l'État ne pouvait pas fonctionner avec succès à partir de ce niveau. De plus, j'étais inquiet de travailler pour quelqu'un qui savait que j'avais concouru pour son travail et qui pourrait se demander constamment s'il avait besoin d'un dégustateur. À la fin de la réunion, Trump a pris ma main dans les deux et a dit: «Je suis sûr que nous travaillerons ensemble.»

Ensuite, dans une petite salle de conférence, Priebus, Bannon et moi avons caucus. Tous deux ont déclaré que la réunion s'était «extrêmement bien déroulée» et Bannon a déclaré que Trump n'avait «jamais rien entendu de tel auparavant» en termes de portée et de détails de la discussion. Néanmoins, ils m'ont pressé de prendre le secrétaire adjoint, qui m'a dit qu'ils n'étaient pas optimistes que j'obtiendrais le poste le plus élevé. J'ai expliqué à nouveau pourquoi l'idée de l'adjoint était irréalisable. Le lendemain, j'ai appris que Trump allait interviewer Tillerson pour l'État, la première fois que j'ai entendu le nom de Tillerson élevé, ce qui expliquait probablement pourquoi Priebus et Bannon m'avaient demandé d'être nommés au poste de député. Ni Trump ni les autres n'ont soulevé la question de la confirmation du Sénat. La plupart des candidats à Trump pourraient s'attendre à une opposition démocrate importante, voire unanime. Les vues isolationnistes bien connues de Rand Paul signifiaient qu'il serait un problème pour moi, mais plusieurs sénateurs républicains (dont John McCain, Lindsey Graham et Cory Gardner) m'ont dit que son opposition serait vaincue. Néanmoins, après cette réunion, il y a eu un silence de Trump Tower, me convaincant que je resterais un simple citoyen.

Cependant, la nomination de Tillerson le 13 décembre n'a fait que déclencher une nouvelle vague de spéculations (pour et contre) à propos de mon adhésion. Un conseiller de Trump m'a encouragé en disant: «Dans quinze mois, vous serez secrétaire. Ils connaissent ses limites. » L'une de ces limitations était la relation de Tillerson depuis ses années à ExxonMobil avec Vladimir Poutine et la Russie, précisément à un moment où Trump faisait l'objet de critiques précoces mais croissantes pour «collusion» avec Moscou pour vaincre Clinton. Alors que Trump a finalement été justifié par la collusion, sa réaction défensive a délibérément ignoré ou nié que la Russie se mêle du monde aux États-Unis et dans de nombreuses autres élections, et au débat sur les politiques publiques plus largement. D'autres adversaires, comme la Chine, l'Iran et la Corée du Nord, se mêlaient également. À l'époque, j'avais souligné la gravité de l'ingérence étrangère dans notre politique. McCain m'a remercié début janvier, disant que j'étais un «homme de principe», ce qui ne m'aurait probablement pas fait aimer Trump si il l'avait su.

À la Défense, il y a eu également des troubles au sujet du poste de secrétaire adjoint, Mattis ayant fait pression pour que Michèle Flournoy, responsable de l'ère Obama. Flournoy, une

démocrate, aurait peut-être été secrétaire à la Défense elle-même si Clinton avait gagné, mais pourquoi Mattis la voulait dans une administration républicaine était difficile à

comprendre.6 Par la suite, Mattis a également fait pression sur Anne Patterson, un officier de carrière du service extérieur, pour combler les critiques travail de sous-secrétaire à la défense pour la politique. J'avais travaillé plusieurs fois avec Patterson et je savais qu'elle était philosophiquement compatible pour un poste de direction dans une administration démocratique libérale, mais à peine dans une administration républicaine. Le sénateur Ted Cruz a interrogé Mattis sur Patterson, mais Mattis n'a pas pu ou n'a pas voulu expliquer ses raisons, et la nomination, sous l'opposition croissante des sénateurs républicains et d'autres, s'est finalement effondrée. Tous ces bouleversements ont amené Graham et d'autres à conseiller que je reste en dehors de l'administration à ses débuts et que j'attende pour rejoindre plus tard, ce que j'ai trouvé convaincant.

Pendant un certain temps, il a été envisagé de devenir directeur du renseignement national, auquel l'ancien sénateur Dan Coats a finalement été nommé début janvier. Je pensais que le bureau lui-même, créé par le Congrès après les attentats du 11 septembre pour mieux coordonner la communauté du renseignement, était une erreur. C'est devenu simplement une superposition bureaucratique. L'élimination ou la réduction substantielle du bureau du directeur était un projet que j'aurais entrepris avec enthousiasme, mais j'ai conclu rapidement que Trump lui-même n'était pas suffisamment intéressé par ce qui serait nécessairement un dur coup politique. Étant donné la guerre qui a suivi, prolongée et presque irrationnelle entre Trump et la communauté du renseignement, j'ai eu de la chance que le travail du directeur ne me soit pas parvenu.

Et donc la transition de Trump s'est terminée sans aucune perspective visible de mon entrée dans l'administration. J'ai rationalisé le résultat en concluant que si le processus de prise de décision post-inaugural de Trump (en utilisant ce mot de manière lâche) était aussi peu conventionnel et erratique que ses sélections de personnel, j'allais bien rester à l'extérieur. Si seulement on pouvait dire ça pour le pays.

Puis, moins d'un mois après l'administration, Mike Flynn s'est auto-détruit. Cela a commencé avec les critiques de Flynn face aux prétendues remarques de l'ambassadeur russe Sergei Kislyak, quelqu'un que je connaissais bien; il avait été mon homologue moscovite à une époque où j'étais sous-secrétaire d'État au contrôle des armements et à la sécurité internationale dans l'administration Bush 43. Les critiques se sont intensifiées de façon spectaculaire lorsque Flynn a apparemment menti à Pence et à d'autres sur la conversation Kislyak. Pourquoi Flynn mentirait à propos d'une conversation innocente, je n'ai jamais compris. Ce que les hauts responsables de l'administration, et en fait Trump lui-même, m'ont dit quelques jours plus tard, était plus logique, à savoir qu'ils avaient déjà perdu confiance en Flynn pour ses performances insuffisantes (tout comme l'avait prédit Kissinger), et le «problème russe» était tout simplement une histoire de couverture politiquement pratique. Flynn a démissionné tard le 13 février, après une journée à la Maison Blanche Sturm und Drang, quelques heures seulement après que Kellyanne Conway a malheureusement reçu le travail injuste et malheureux de dire au corps de

presse vorace que Flynn avait la pleine confiance de Trump. Telle est la définition même de la confusion et du désordre.

La confusion et le désordre ont malheureusement également marqué le personnel du NSC au cours des trois premières semaines de l'administration. Les choix du personnel étaient en plein désarroi, car le directeur de la CIA, Mike Pompeo, a personnellement pris la décision stupéfiante, presque sans précédent, de refuser l'autorisation «d'informations sensibles compartimentées» à l'un des choix de Flynn d'être un directeur principal, l'un des postes les plus élevés du NSC7. le dégagement critique, comme chacun le savait, a effectivement empêché cette personne de travailler au NSC, un coup dur pour Flynn. Il a également fait face à d'innombrables batailles avec des responsables de carrière détachés au NSC pendant le mandat d'Obama, mais, comme d'habitude, toujours là au début de la présidence Trump. Ces batailles ont provoqué des fuites fréquentes de sang bureaucratique sur le sol de la Maison Blanche et de l'Eisenhower Executive Office Building, le grand tas victorien de granit gris de West Executive Avenue abritant la majeure partie du personnel du NSC.

De même, sur l'un des problèmes liés à la campagne de signature de Trump, à savoir l'immigration clandestine, la Maison Blanche est tombée sur une erreur après l'autre au début, essayant d'élaborer des décrets exécutifs et des directives politiques. Les contestations judiciaires étaient inévitables et susceptibles d'être vivement contestées dans un système judiciaire rempli de huit ans de nominations à Obama. Mais la Maison Blanche était entièrement propriétaire des débâcles initiales en matière d'immigration, trahissant un manque de préparation à la transition et de coordination interne. Un câble de «canal de dissidence» de l'État, destiné à être interne, a trouvé son chemin sur Internet, signé par plus d'un millier d'employés, critiquant l'initiative en matière d'immigration. La presse s'en est régalée, même si les arguments du câble étaient faibles, décousus et mal présentés. Mais d'une manière ou d'une autre, le câble et les arguments similaires des commentateurs des médias et des opposants à Hill sont restés sans réponse. Qui était en charge? Quel était le plan?

Étonnamment, Tillerson a appelé trois jours après que le Comité sénatorial des relations étrangères a approuvé sa nomination le 23 janvier par un vote de parti de 11 à 10, me retirant d'une réunion du conseil d'administration de l'entreprise. Nous avons parlé pendant trente minutes, principalement sur les questions d'organisation de l'État et sur le fonctionnement du processus décisionnel interinstitutions. Tillerson était courtois et professionnel, et ne souhaitait absolument pas m'avoir comme adjoint. Bien sûr, si j'avais été à sa place, j'aurais ressenti la même chose. Tillerson a déclaré plus tard à Elliott Abrams, qu'il considérait également, qu'il voulait quelqu'un qui travaillerait dans les coulisses pour le soutenir, pas quelqu'un qui avait attiré l'attention du public, comme je l'avais fait à l'ONU et en tant que commentateur Fox. Tillerson m'a demandé si j'étais intéressé par quelque chose d'autre que le député, et j'ai dit non, ayant déjà eu le deuxième meilleur poste d'ambassadeur des Nations Unies. Tillerson a ri et nous avons parlé des relations souvent tendues entre les secrétaires et les ambassadeurs des Nations Unies. Il était clair qu'il n'avait pas parlé à Haley de leur relation et qu'il n'avait aucune idée de comment gérer cette bombe à retardement.

Je craignais que Tillerson soit susceptible d'être capturé par la bureaucratie du Département d'État. Il avait passé toute sa carrière de quarante et un ans chez Exxon, dans un environnement où il y avait des paramètres clairs pour la performance, les déclarations de profits et pertes étant des maîtres d'œuvre difficiles et où la culture d'entreprise n'était guère

sujette à un changement révolutionnaire de l'intérieur. Après des années à se percher au sommet de la hiérarchie d'Exxon, croyant que tous ses subordonnés faisaient partie de la même équipe, il aurait été remarquable que Tillerson, assis dans la suite du septième étage du secrétaire, assume autre chose au sujet des carriéristes des étages inférieurs. lui ou posté dans le monde entier. Précisément en raison de ses antécédents, Tillerson aurait dû s'entourer de gens familiers avec les forces et les faiblesses des services publics et étrangers, mais il a choisi une voie très différente. Il n'a ni cherché une révolution culturelle (comme je l'aurais fait), ni embrassé «le bâtiment» (comme tous ceux qui y travaillaient s'y sont référés), ni cherché à contrôler la bureaucratie sans la changer fondamentalement (comme l'a fait Jim Baker). Au lieu de cela, il s'est isolé avec quelques aides de confiance et a payé le prix inévitable.

Mais avec Flynn, assez ou injustement, s'écraser et brûler, le travail de conseiller à la sécurité nationale, que je n'avais pas envisagé auparavant en raison de la proximité de Flynn avec Trump, était maintenant ouvert. La presse a spéculé que le successeur de Flynn serait un autre général, mentionnant David Petraeus, Robert Harwood (anciennement Navy, maintenant à Lockheed, poussé vigoureusement par Mattis), ou Keith Kellogg (un partisan de longue date de Trump et maintenant secrétaire exécutif du NSC). Tillerson semblait ne pas être impliqué, un autre signe de problème, à la fois parce qu'il n'était pas au courant et parce qu'il ne semblait pas réaliser le problème potentiel pour lui si un allié de Mattis obtenait le poste, ce qui pourrait rendre les relations de Tillerson avec la Maison Blanche plus difficile. En effet, les reportages notaient généralement le profil bas de Tillerson8.

Bannon m'a envoyé un texto le vendredi 17 février, me demandant de venir à Mar-a-Lago pour rencontrer Trump le week-end de la fête du Président. Ce jour-là, Joe Scarborough de MSNBC a tweeté: «Je me suis fermement opposé à @AmbJohnBolton pour SecState. Mais l'ancien ambassadeur des Nations Unies est Thomas Jefferson à Paris par rapport à Michael Flynn. » Dans Trumpworld, cela pourrait être utile. Pendant la primaire de Mar-a-Lago ce week-end, un invité m'a dit qu'il avait entendu Trump dire plusieurs fois: «Je commence à vraiment aimer Bolton.» N'avais-je pas conclu auparavant que je devais travailler plus dur cette foule?

Trump a interviewé trois candidats: le lieutenant-général HR McMaster, auteur de Dereliction of Duty, une superbe étude des relations civilo-militaires en Amérique; Le lieutenant-général Robert Caslen, commandant de West Point; et moi. J'avais rencontré et parlé à McMaster des années auparavant et j'admirais sa volonté d'épouser des positions controversées. Rencontrant Caslen pour la première fois, je l'ai vu comme un fonctionnaire aimable et hautement compétent. Les deux étaient en uniforme, démontrant immédiatement leurs compétences en marketing. Moi, j'avais toujours ma moustache.

Trump m'a salué chaleureusement, me disant à quel point il me respectait et qu'il était heureux de me considérer comme conseiller à la sécurité nationale. Trump a également demandé si j'envisagerais un "titre comme celui de Bannon" (qui était également présent dans le bar privé du premier étage de Mar-a-Lago, avec Priebus et Kushner), couvrant des questions stratégiques. Ainsi, apparemment, je pourrais être l'un des nombreux «assistants du président» génériques, dont il y avait déjà trop à la Maison Blanche de Trump, avec seulement des efforts limités pour définir leurs rôles et responsabilités. C'était un non-départ complet pour moi, alors j'ai poliment refusé, disant que je n'étais intéressé que par le poste de conseiller en sécurité nationale. Comme Henry Kissinger l'aurait dit un jour: «Ne prenez jamais un poste au gouvernement sans boîte de réception.»

Le président m'a assuré que le successeur de Flynn aurait toute latitude pour les questions d'organisation et de personnel, ce qui me paraissait essentiel pour gérer un personnel efficace du NSC et un processus interinstitutions. Nous avons couvert toute la gamme des problèmes mondiaux, un tour d'horizon, comme le Département d'État aime à l'appeler, et Trump a interrompu à un moment donné: «C'est tellement génial. John sonne comme à la télévision. Je pourrais juste continuer à écouter. J'aime cela." Kushner a demandé: «Comment gérez-vous le fait que vous êtes si controversé, que les gens vous aiment ou vous détestent?» Alors que j'ouvrais la bouche pour répondre, Trump a dit: «Ouais, comme moi! Les gens m'aiment ou me détestent. John et moi sommes exactement pareils. » J'ai seulement ajouté que l'on devrait être jugé sur la performance, en énumérant quelques-unes de mes réalisations en matière de politique étrangère. La réunion s'est terminée par une discussion sur la Russie, comme l'a dit Trump, "Je vous ai vu parler l'autre jour de la question INF", faisant référence au Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire avec la Russie. Il a ensuite expliqué pourquoi il était si inéquitable qu'aucune nation autre que la Russie et l'Amérique (comme la Chine, l'Iran ou la Corée du Nord) n'était limitée dans le développement de capacités à portée intermédiaire, et que les Russes violaient le traité. C'était presque exactement ce que j'avais dit, donc je ne doutais pas qu'il regardait et absorbait toujours Fox News! J'ai suggéré que nous disions à Poutine de se conformer aux obligations INF de la Russie ou nous nous retirerions, ce que Trump a accepté.

Bannon et moi sommes partis ensemble, Bannon disant: "C'était super." Néanmoins, j'ai clairement l'impression que Trump allait choisir un général. Je suis retourné à mon hôtel et plus tard dans la journée, Bannon et Priebus m'ont demandé de déjeuner avec eux à Mar-a-Lago le lendemain matin. Priebus a suggéré des alternatives au poste de conseiller à la sécurité nationale, en disant de Trump, "Souvenez-vous avec qui vous avez affaire." Ils ont promis une réelle influence, l'accès à Trump et l'inévitabilité du roulement de l'administration, ce qui signifie que je deviendrais finalement secrétaire d'État ou quelque chose du genre. Sur la base de mon expérience gouvernementale, j'ai expliqué que pour gérer la bureaucratie, il fallait contrôler la bureaucratie, pas seulement la regarder depuis la Maison Blanche. Le NSC était un mécanisme pour coordonner les agences de sécurité nationale, et le travail exigeait quelqu'un qui avait de l'expérience à des niveaux inférieurs sur la façon dont cela fonctionnait et ne fonctionnait pas. Je n'ai pas fait d'impression. Je pense que Trump leur avait en effet dit: «Faites-le entrer dans l'administration pour qu'il puisse nous défendre à la télévision.» C'était exactement la dernière chose que j'avais l'intention de faire, concernant les politiques que je n'avais pas ou presque rien à voir avec la formulation. À un moment donné, Bannon a dit: «Aidez-moi ici, ambassadeur», ce qui était en fait ce que j'essayais de faire, même s'il voulait dire que je devrais lui dire quoi d'autre m'inciterait à rejoindre l'administration.

De retour à Washington, j'ai vu dans l'avion Wi-Fi que Trump avait choisi McMaster. Ce n'était pas une surprise, mais j'ai été surpris d'entendre Trump dire ensuite: «Je connais John Bolton. Nous allons lui demander de travailler avec nous à un titre quelque peu différent. John est un gars formidable. Nous avons eu de très bonnes rencontres avec lui. Il en sait beaucoup. Il avait un bon nombre d'idées, que je dois vous dire, je suis très d'accord. Nous allons donc parler à John Bolton à un titre différent. »

Je n'avais clairement pas fait valoir mon point de vue sur le meilleur rôle pour moi, certainement pas pour Kushner, qui m'a envoyé un texto peu de temps après: «Super passer du temps

ensemble - nous voulons vraiment vous mettre dans l'équipe. Parlons cette semaine pour trouver le bon endroit, car vous avez beaucoup à offrir et nous avons une chance unique de faire du bien. » Madeleine Westerhout, secrétaire de Trump dans «l'Outer Oval» (la pièce où les assistants personnels de Trump étaient assis), a appelé mardi pour me connecter à Trump, mais j'avais mon téléphone portable silencieux et je ne l'ai pas attrapé. Comme on pouvait s'y attendre, Trump était attachée lorsque j'ai rappelé plus tard, j'ai donc demandé à Westerhout si elle savait quel était le sujet, craignant une véritable presse de plein droit. Elle a dit: «Oh, il voulait juste vous dire à quel point vous êtes merveilleux» et a dit qu'il voulait me remercier d'être venu à Mar-a-Lago. Je lui ai dit que c'était très gentil, mais ne voulant pas surcharger son emploi du temps, j'ai dit qu'il n'avait pas vraiment besoin de rappeler, espérant éviter la balle. Quelques jours plus tard, Westerhout, toujours exubérant à l'époque, a laissé un autre message disant que le président voulait me voir. J'étais convaincu que je serais lancé sur une position amorphe, mais heureusement, j'ai quitté le pays pendant près de deux semaines et j'ai encore esquivé la balle.
Vous pouvez courir, mais vous ne pouvez pas vous cacher, et une réunion avec Trump était finalement prévue pour le 23 mars, après le déjeuner avec McMaster au mess de la Maison Blanche. J'ai envoyé un texto à Bannon à l'avance pour être transparent: je n'étais intéressé que par les postes de secrétaire d'État ou de sécurité nationale, et aucun n'était ouvert pour autant que je sache. Par coïncidence, je suis entré dans l'aile ouest pour la première fois en plus de dix ans alors que la mêlée de presse attendait à l'extérieur pour interviewer les membres de la Maison républicaine rencontrant Trump sur l'effort infructueux d'abroger Obamacare. Juste ce dont j'avais besoin, même si je n'avais pas l'intention de répondre à des questions. À l'époque de Twitter, cependant, même un non-récit est une histoire, comme un journaliste l'a tweeté:

GLENN THRUSH John Bolton vient d'entrer dans l'aile ouest - je lui ai demandé ce qu'il faisait, il a souri et a dit «soins de santé !!!!»

J'ai vu plus tard que Bob Costa du Washington Post avait tweeté pendant que j'entrais:

ROBERT COSTA Trump veut faire entrer John Bolton dans l'administration. C'est pourquoi Bolton est au WH aujourd'hui, selon un confident de Trump.cours
Convo en.

J'ai eu un déjeuner parfaitement agréable avec McMaster, discutant de l'Irak, de l'Iran et de la Corée du Nord, et nous sommes ensuite allés à l'Anneau pour voir Trump, qui venait de terminer le déjeuner avec le secrétaire au Trésor Steven Mnuchin et Nelson Peltz, un financier de New York.
Trump était assis derrière le bureau Resolute, qui était complètement nu, contrairement au bureau de son bureau de New York, qui semblait toujours couvert de journaux, de rapports et de notes. Il nous a pris en photo tous les deux, puis McMaster et moi nous sommes assis devant le bureau pour notre discussion. Nous avons parlé un peu de l'effort d'abrogation d'Obamacare, puis nous nous sommes tournés vers l'Iran et la Corée du Nord, répétant une grande partie du terrain que McMaster et moi avions couvert au déjeuner. Trump a dit: «Vous

savez, vous et moi sommes d'accord sur presque tout sauf l'Irak», et j'ai répondu: «Oui, mais même là, nous sommes d'accord que le retrait d'Obama des forces américaines en 2011 nous a conduits au gâchis que nous avons maintenant.» Trump a ensuite dit: "Pas maintenant, mais au bon moment et pour le bon poste, je vais vous demander de venir dans cette administration, et vous allez être d'accord, non?" J'ai ri, tout comme Trump et McMaster (même si je me sentais un peu mal à l'aise en son nom), et j'ai répondu: «Bien sûr», pensant que j'avais à nouveau esquivé la balle que j'avais craint. Aucune pression, aucune précipitation et aucun travail amorphe à la Maison Blanche sans boîte de réception.

La réunion a duré environ vingt minutes et plus, puis McMaster et moi sommes partis, en nous arrêtant au bureau de Bannon à la sortie. Bannon et moi avons rendu visite à Priebus pendant un certain temps, rencontrant Sean Spicer dans le couloir, puis le vice-président, qui m'a chaleureusement accueilli. L'atmosphère m'a rappelé un dortoir de l'université, avec des gens qui se promenaient dans et hors des chambres des autres, discutant d'une chose ou d'une autre. Ces gens n'étaient-ils pas en pleine crise pour essayer d'abroger Obamacare, l'un des problèmes emblématiques de Trump en 2016? Ce n'était pas une Maison Blanche que j'ai reconnue des anciennes Administrations, c'était certain. La chose la plus inquiétante que j'ai entendue était Mike Pence disant: «Je suis vraiment content que vous entriez», ce qui n'était pas ce que je pensais faire! Je suis finalement parti vers deux heures quinze, mais j'avais l'impression que j'aurais pu traîner tout l'après-midi.

Je pouvais voir ce modèle de contact avec la Maison Blanche de Trump durer pendant une période indéterminée, et dans une certaine mesure, il l'a fait. Mais j'ai mis fin aux cents premiers jours de l'administration dans mon esprit sur ce que j'étais prêt à faire et ce que je n'étais pas. Après tout, comme le dit Caton le Jeune dans l'une des répliques préférées de George Washington dans sa pièce préférée: «Quand le vice prévaut et que les hommes impies dominent, le poste d'honneur est une station privée.»

La vie sous Trump, cependant, ne ressemblait pas à la vie dans Caton éponyme de Joseph Addison, où le héros s'efforçait de défendre la République romaine défaillante contre Jules César. Au lieu de cela, la nouvelle administration ressemblait beaucoup plus à la chanson des Eagles «Hotel California»: «Vous pouvez vérifier à tout moment / mais vous ne pouvez jamais partir.»

Il ne fallut pas longtemps avant que Bannon et Priebus m'appellent et m'envoient à nouveau un SMS pour venir à la Maison Blanche dans une certaine mesure, alors qu'ils cherchaient à surmonter les décalages entre Trump, McMaster et Tillerson. La manifestation la plus palpable des problèmes a été l'Iran, en particulier l'accord nucléaire de 2015, qu'Obama a considéré comme un couronnement (l'autre étant Obamacare). L'accord a été mal conçu, abominablement négocié et rédigé, et entièrement avantageux pour l'Iran: inapplicable, invérifiable et inadéquat dans sa durée et sa portée. Bien qu'il ait prétendument résolu la menace posée par le programme d'armes nucléaires de l'Iran, l'accord n'a rien fait de tel. En fait, il a exacerbé la menace en créant un semblant de solution, en détournant l'attention des dangers et en levant les sanctions économiques qui avaient gravement nui à l'économie iranienne, tout en permettant à Téhéran de procéder essentiellement sans entrave. De plus, l'accord n'a pas pris au sérieux les autres menaces que l'Iran faisait peser: son programme de missiles balistiques (un effort à peine déguisé pour développer des vecteurs d'armes nucléaires); son rôle permanent de banquier central mondial du terrorisme international; et ses

autres activités malveillantes dans la région, grâce à l'intervention et à l'augmentation de la force de la Force Qods, le bras militaire externe du Corps des gardiens de la révolution islamique, en Irak, en Syrie, au Liban, au Yémen et ailleurs. Libérés des sanctions, bénéficiant du transfert de 150 millions de dollars en «espèces sur palettes» dans des avions-cargos et du dégel d'environ 150 milliards de dollars d'actifs dans le monde, les ayatollahs radicaux de Téhéran ont repris leurs activités.

Trump et d'autres candidats du GOP de 2016 ont fait campagne contre le Plan d'action global conjoint, le titre officiel de l'accord iranien, et il était largement considéré comme prêt à l'extrême onction après son inauguration. Mais une combinaison de Tillerson, Mattis et McMaster a frustré les efforts de Trump pour se libérer de cet accord misérable, ce qui leur a valu les applaudissements des médias adorateurs comme un «axe d'adultes» empêchant Trump de se livrer à des fantasmes sauvages. Si seulement ils savaient. En fait, de nombreux partisans de Trump ont vu leurs efforts comme l'empêchant de faire ce qu'il avait promis aux électeurs. Et McMaster ne se faisait aucune faveur en s'opposant à l'expression «terrorisme islamique radical» pour décrire des choses comme… le terrorisme islamique radical. Jim Baker me disait quand je travaillais pour lui au département d'État de Bush 41 et insistait pour que Baker sache que Bush ne voulait pas: «John, le gars qui a été élu ne veut pas le faire.» C'était généralement un signal que je devais arrêter de pousser, mais dans l'appareil infantile de sécurité nationale de l'administration Trump, ce que "le gars qui a été élu" voulait n'était qu'un des nombreux points de données.

Début mai, après avoir eu une autre discussion à la Maison Blanche avec Priebus et Bannon, ils m'ont emmené à ce qui s'est avéré être une séance photo avec Trump et Pence dans la colonnade qui relie la résidence à l'aile ouest. «John, je suis ravi de vous voir», a déclaré Trump en marchant le long de la colonnade, entouré de photographes. Nous avons parlé des Philippines et de la menace chinoise de placer la quasi-totalité de la mer de Chine méridionale sous sa souveraineté. Lorsque nous avons terminé, Trump a dit assez fort pour que la foule de journalistes à la traîne entende: «Rex Tillerson est-il là? Il devrait parler à John. " Et avec cela, Trump était parti pour l'Ovale. Priebus a déclaré: «C'était formidable. Nous voulons vous faire revenir régulièrement ici. »

La vie à la Maison Blanche a développé son propre rythme, Trump ayant congédié le directeur du FBI James Comey plus tard en mai (sur la suggestion de Kushner, selon Bannon), puis rencontré le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov (que je connaissais depuis plus de vingt-cinq ans à ce point) et prétendument moins prudent dans la discussion de documents classifiés, qualifiant Comey de «fou», selon le New York Times impartial.9 J'étais en Israël fin mai pour prononcer un discours et j'ai rencontré le Premier ministre Bibi Netanyahu, qui Je m'étais rencontré pour la première fois dans le Bush 41 ans. La menace de l'Iran a été au centre de notre attention, comme cela aurait dû l'être pour tout Premier ministre israélien, mais il était également douteux de confier la tâche de mettre fin au conflit israélo-palestinien à Kushner, dont la famille Netanyahu connaissait depuis de nombreuses années. . Il était assez politicien pour ne pas s'opposer publiquement à l'idée, mais comme une grande partie du monde, il se demandait pourquoi Kushner pensait qu'il réussirait là où Kissinger avait échoué.

J'étais de retour à la Maison Blanche en juin pour voir Trump marcher avec Priebus jusqu'à l'Outer Oval. Trump nous a vus par sa porte ouverte et a dit: «Salut, John, donne-moi juste une minute, je signe les commissions des juges.» J'étais heureux de lui donner tout le temps dont il

avait besoin, car le record croissant de Trump sur les nominations judiciaires, en temps opportun grâce à la confirmation des juges Neil Gorsuch et Brett Kavanaugh, était pour les conservateurs la plus haute priorité et la plus grande réussite de son mandat. Lorsque Priebus et moi sommes entrés, j'ai félicité Trump de se retirer de l'accord de Paris sur le climat, ce que «l'axe des adultes» n'avait pas réussi à l'empêcher de faire et que j'ai vu comme une victoire importante contre la gouvernance mondiale. L'Accord de Paris a été une mascarade pour ceux qui sont vraiment préoccupés par le changement climatique. Comme dans de nombreux autres cas, les accords internationaux ont donné l'apparence d'aborder des problèmes majeurs, donnant aux politiciens nationaux quelque chose à mériter, mais n'ont fait aucune différence perceptible dans le monde réel (dans ce cas, donnant une marge de manœuvre à des pays comme la Chine et l'Inde, qui sont restés essentiellement sans entraves).). J'ai donné à Trump une copie d'un de mes articles de 2000 intitulé "Faut-il prendre la gouvernance mondiale au sérieux?" du Chicago Journal of International Law, non pas parce que je pensais qu'il le lirait, mais pour lui rappeler l'importance de préserver la souveraineté américaine.

J'ai mis en garde Trump contre le gaspillage de capital politique dans une recherche insaisissable pour résoudre le différend arabo-israélien et j'ai fermement soutenu le déplacement de l'ambassade américaine en Israël à Jérusalem, la reconnaissant ainsi comme la capitale d'Israël. Concernant l'Iran, j'ai demandé instamment qu'il poursuive son retrait de l'accord sur le nucléaire et a expliqué pourquoi le recours à la force contre le programme nucléaire iranien pourrait être la seule solution durable. «Vous dites à Bibi que s'il utilise la force, je le soutiendrai. Je lui ai dit cela, mais vous lui répétez », a déclaré Trump, sans que je le lui demande. Alors que la conversation avançait, Trump a demandé: «Vous vous entendez avec Tillerson?» et j'ai dit que nous n'avions pas parlé depuis janvier. Bannon m'a dit quelques jours plus tard que Trump était satisfait de la réunion. Et en effet, quelques semaines plus tard, Tillerson a appelé pour me demander d'être envoyé spécial pour les rapprochements libyens, ce que j'ai vu comme un autre exercice de vérification de la case; si on le lui demandait, Tillerson pourrait dire à Trump qu'il m'avait offert quelque chose mais je l'ai refusé. Tillerson a demandé presque simultanément à Kurt Volker, un proche associé de McCain, de devenir envoyé spécial pour l'Ukraine. Aucun de ces emplois ne nécessitait un emploi à plein temps au gouvernement, mais je pensais que vous étiez dans l'administration ou non, et les maisons de transition ne fonctionneraient pas.

La Corée du Nord était également dans l'esprit de l'administration, avec la libération d'Otto Warmbier, qui a subi un traitement barbare aux mains de Pyongyang et est décédé à son retour aux États-Unis. La brutalité du Nord nous a dit tout ce que nous devions savoir sur son régime. De plus, Pyongyang lançait des missiles balistiques, y compris le 4 juillet (combien réfléchi), puis un autre le 28 juillet, ce qui a finalement conduit à de nouvelles sanctions du Conseil de sécurité des Nations Unies le 5 août. Quelques jours plus tard, Trump a été invité à menacer " du feu et de la fureur comme le monde n'a jamais vu »contre la Corée du Nord10, bien que Tillerson ait immédiatement dit que les Américains devraient« bien dormir la nuit »et« ne pas se préoccuper de cette rhétorique particulière de ces derniers jours », clarifiant à peine les choses11. si Tillerson faisait caca la Corée du Nord ou Trump, qui a fait monter les enchères le 11 août en disant que les États-Unis étaient «verrouillés et chargés» sur la Corée du Nord.12 Il y avait peu de preuves visibles que de nouveaux préparatifs militaires étaient en cours.

Le 30 août, Trump a tweeté que nous avions parlé à la Corée du Nord pendant vingt-cinq ans sans résultat, et il était inutile de parler plus avant. Trump a réitéré le point le 7 octobre: les

présidents et leurs administrations discutent avec la Corée du Nord depuis 25 ans, les accords conclus et les sommes d'argent massives versées ... n'a pas fonctionné, les accords ont été violés avant que l'encre ne soit sèche, ce qui fait des imbéciles des américains négociateurs. Désolé, mais une seule chose fonctionnera!

Mattis, en Corée du Sud, a presque immédiatement contredit Trump, affirmant qu'il y avait toujours de la place pour la diplomatie, bien qu'il l'ait rapidement reculée, affirmant qu'il n'y avait pas de lumière du jour entre lui et le président.13 La dissonance devenait de plus en plus forte. La Corée du Nord est intervenue avec son sixième essai d'armes nucléaires le 3 septembre, celui-ci presque certainement thermonucléaire, suivi douze jours plus tard par un missile au-dessus du Japon, soulignant le point de Trump dans son tweet. Presque immédiatement après, le Premier ministre japonais Abe a écrit un éditorial du New York Times concluant que «plus de dialogue avec la Corée du Nord serait une impasse» et disant: «Je soutiens pleinement la position des États-Unis selon laquelle toutes les options sont sur la table». ce qui est aussi proche que n'importe quel politicien japonais peut arriver à dire qu'il pourrait soutenir des opérations militaires offensives14. En revanche, Tillerson annonçait que nous voulions «amener la Corée du Nord à la table pour un constructif et dialogue productif» 15. prise du «bâtiment». Lorsque Trump a annoncé de nouvelles sanctions financières contre la Corée du Nord, la Chine a répondu en disant que sa banque centrale avait ordonné à toutes les banques chinoises de cesser de faire des affaires avec Pyongyang, ce qui était tout un pas en avant si cela était effectivement réalisé (et beaucoup étaient douteux) .16 L'Iran est resté le le point d'éclair le plus visible, cependant, et en juillet, Trump a dû faire face à sa deuxième décision de certifier que l'Iran se conformait à l'accord sur le nucléaire. La première décision de le faire avait été une erreur, et maintenant Trump était sur le point de la répéter. J'ai écrit un éditorial pour The Hill qui est apparu sur son site Web le 16 juillet 17, déclenchant apparemment une bataille d'une journée à l'intérieur de la Maison Blanche. McMaster et Mnuchin ont tenu une conférence téléphonique pour informer les journalistes de la décision de certifier la conformité iranienne, et la Maison Blanche a envoyé par courrier électronique des «points de discussion» aux médias expliquant la décision alors que leur appel était en cours. Mais un analyste extérieur m'a dit: «Il y a du chaos au NSC», les points de discussion ont été retirés et la décision de certifier la conformité a été annulée.18 Le New York Times, citant un fonctionnaire de la Maison Blanche, a fait rapport sur près d'une heure confrontation entre Trump, d'un côté, et Mattis, Tillerson et McMaster, de l'autre, sur la question de la certification, confirmant ce que j'avais entendu plus tôt. D'autres sources ont dit la même chose.19 Trump a finalement succombé, mais pas joyeusement, et seulement après avoir de nouveau demandé des alternatives, dont ses conseillers ont dit qu'il n'y en avait pas. Bannon m'a envoyé un texto, "POTUS a adoré ... Votre éditorial l'a conduit sur l'Iran."

Trump m'a appelé quelques jours plus tard pour me plaindre de la façon dont la question de la certification de l'Iran avait été gérée, et en particulier des «personnes du département d'État» qui ne lui avaient donné aucune option. Puis il a dit, se référant à ma dernière conversation avec Tillerson, «J'entends ce dont Rex vous a parlé ne fonctionnera pas. Ne prenez pas de

position à moitié là-bas. S'il vous offre quelque chose de vraiment génial, d'accord, peu importe, mais sinon, attendez. Je vais vous appeler », concluant l'appel en disant que je devrais« venir [le voir] la semaine prochaine »sur l'Iran. Bannon m'a envoyé un texto juste après: "Nous en parlons tous les jours." J'ai dit à Bannon que j'écrirais un plan sur la façon dont les États-Unis pourraient se retirer de l'accord avec l'Iran. Ce ne serait pas difficile.

Le lendemain, Sean Spicer a démissionné de son poste de porte-parole de la Maison Blanche pour protester contre la nomination d'Anthony Scaramucci au poste de directrice des communications, Sarah Sanders étant choisie comme successeur de Spicer. Une semaine plus tard, Trump a licencié Priebus, nommant John Kelly, alors secrétaire à la sécurité intérieure et ancienquatre général de marineétoiles, en tant que chef d'état-major de la Maison Blanche. Le lundi 31 juillet, Kelly a licencié Scaramucci. À la mi-août, une controverse a éclaté à propos des commentaires de Trump sur les manifestants néonazis à Charlottesville, en Virginie. Il a licencié Bannon le 18 août. Est-ce ce que les écoles de commerce ont enseigné sur la gestion de grandes organisations?

Ce qui ne se passait pas, c'était un signe de vie de la Maison Blanche sur ma stratégie de sortie de l'accord avec l'Iran, que j'avais précédemment transmis à Bannon. Lorsque j'ai demandé à rencontrer Trump, Westerhout m'a suggéré de voir d'abord Tillerson, ce qui aurait été une perte de temps pour nous deux. Je soupçonnais que les efforts de Kelly pour apporter de la discipline aux opérations de la Maison Blanche et limiter l'anarchie du bureau ovale en particulier avaient entraîné la suspension de mes privilèges "sans rendez-vous", ainsi que ceux de beaucoup d'autres. Je pensais qu'il serait dommage de laisser mon plan pour l'Iran se dessécher, j'ai donc suggéré au rédacteur en chef de la National Review Rich Lowry de le publier, ce qu'il a fait fin août20. Le ministre iranien des Affaires étrangères, Javad Zarif, a immédiatement dénoncé mon plan comme «Un énorme échec pour Washington.» 21 Je savais que j'étais sur la bonne voie. La plupart des médias de Washington, au lieu de se concentrer sur la substance du plan, ont plutôt écrit sur ma perte d'accès à Trump, probablement parce qu'ils comprenaient mieux l'intrigue du palais que la politique. Kushner m'a envoyé un texto pour dire: «Vous êtes toujours les bienvenus à la Maison Blanche» et «Steve [Bannon] et moi étions en désaccord sur beaucoup de choses, mais nous étions synchronisés sur l'Iran». En fait, Kushner m'a invité à me rencontrer le 31 août pour examiner son nouveau plan de paix au Moyen-Orient, avec l'Iran. Après une interruption relativement longue, je ne pensais pas que cette réunion était accidentelle.

Néanmoins, aucun mot de Trump, bien qu'une autre certification de conformité de l'Iran, exigée tous les quatre-vingt-dix jours par la loi, soit venue à échéance en octobre. La Maison Blanche a annoncé que Trump ferait un discours majeur sur l'Iran le 12 octobre, j'ai donc décidé de ne plus être timide, en téléphonant à Westerhout pour demander une réunion. À ce moment-là, Tillerson aurait qualifié Trump de «putain de crétin», ce qu'il a refusé de nier catégoriquement. Des rumeurs ont circulé selon lesquelles Kelly voulait démissionner de son poste de chef d'état-major et que Pompeo le remplacerait, même si des rumeurs circulaient régulièrement selon lesquelles Pompeo remplacerait McMaster. J'étais toujours concentré sur l'Iran et j'ai écrit un autre éditorial pour The Hill, espérant que la magie pourrait fonctionner à nouveau.22 Il est apparu le 9 octobre, le même jour que j'ai déjeuné avec Kushner dans son bureau de l'aile ouest. Bien que nous ayons parlé de son plan pour le Moyen-Orient et de l'Iran, ce qui a

vraiment attiré son attention, c'est la photo que j'ai apportée de l'entrée voyante du bureau du conseil spécial Robert Mueller, situé dans le bâtiment où se trouvait mon SuperPAC.

Les médias ont rapporté que les conseillers de Trump le pressaient de refuser de certifier l'Iran comme se conformant à l'accord nucléaire, mais que les États-Unis restent néanmoins dans l'accord. J'ai vu cela comme une auto-humiliation, mais les défenseurs de l'accord étaient si désespérés qu'ils étaient prêts à concéder un point critique sur la conformité juste pour sauver l'accord. Trump m'a appelé en fin d'après-midi du 12 octobre (le discours ayant été reporté au vendredi 13) pour parler. "Vous et moi sommes ensemble sur cet accord, vous pouvez être un peu plus difficile que moi, mais nous voyons la même chose", a-t-il déclaré. J'ai répondu que je pouvais voir dans la couverture médiatique qu'il était susceptible de discréditer l'Iran mais qu'il restait toujours dans l'accord, ce qui, selon moi, était au moins un pas en avant. J'ai demandé à discuter davantage de la question quand il y aurait plus de temps. «À cent pour cent», a déclaré Trump. "Cent pour cent. Je sais que c'est votre avis. Je regarde très attentivement ce que vous dites. » J'ai demandé s'il mettrait une ligne dans son discours que l'accord était en cours de révision 24h / 24 et 7j / 7 et qu'il était susceptible d'être résilié à tout moment (éliminant ainsi la nécessité d'attendre quatre-vingt-dix jours avant d'avoir un autre tir au retrait et de faire clairement le lutte contre le retrait plutôt que la «conformité», comme les partisans de l'accord l'ont préféré). Nous avons parlé du langage que Trump pourrait réellement utiliser lorsqu'il dictait aux autres dans la pièce.

Trump a ensuite soulevé le sujet du Corps des gardiens de la révolution islamique d'Iran, lui demandant s'il devait le désigner comme organisation terroriste étrangère, le soumettant ainsi à des sanctions et contraintes supplémentaires. Je l'ai exhorté à le faire en raison du contrôle de l'organisation sur les programmes nucléaires et de missiles balistiques de l'Iran, et de son large soutien au terrorisme islamique radical, sunnite et chiite. Trump a déclaré qu'il entendait que l'Iran serait particulièrement contrarié par cette désignation spécifique, et il pourrait y avoir un retour de flamme contre les forces américaines en Irak et en Syrie, ce que j'ai appris plus tard était la position de Mattis. Mais son argument était mal orienté; si Mattis avait raison, la réponse était de fournir plus de protection à nos troupes ou de les retirer pour se concentrer sur la principale menace, l'Iran. En fin de compte, il aurait fallu près de deux ans pour que les Gardiens de la révolution soient désignés comme organisation terroriste étrangère, ce qui montre l'immense résistance d'une bureaucratie enfouie.

Trump a également déclaré qu'il envisageait de dire quelque chose sur la Corée du Nord, ce que je l'ai exhorté à faire. Vendredi, il a déclaré: «Il y a aussi beaucoup de gens qui croient que l'Iran a affaire à la Corée du Nord. Je vais demander à nos agences de renseignement de faire une analyse approfondie et de rendre compte de leurs conclusions au-delà de ce qu'elles ont déjà examiné. »23 J'étais ravi. J'ai dit que j'avais hâte de parler à nouveau avec lui, et Trump a dit: «Absolument». (Plus tard, en novembre, le jour de mon anniversaire, par pure coïncidence, je suis sûr, Trump a renvoyé le Nord sur la liste des États parrainant le terrorisme, dont l'administration Bush 43 l'avait par erreur retiré.)

Je pensais que l'appel de Trump avait accompli quatre choses : (1) le discours annonçant que l'accord avec l'Iran faisait l'objet d'un examen continu et pouvait être retiré à tout moment par les États-Unis; (2) augmenter le lien entre l'Iran et la Corée du Nord; (3) en précisant que les Gardiens de la Révolution devraient être désignés comme une organisation terroriste étrangère;

et (4) obtenir un engagement renouvelé que je pouvais le voir sans d'autres approbations. Ironiquement, en m'ayant sur le haut-parleur, tous ces points étaient clairs pour quiconque était dans l'Ovale avec lui. En fait, je me demandais si je pouvais faire beaucoup plus si j'étais réellement dans l'administration, plutôt que de simplement appeler de l'extérieur quelques heures avant un discours comme celui-ci.

Kushner m'a renvoyé à la Maison Blanche le 16 novembre pour discuter de son plan de paix au Moyen-Orient. J'ai demandé instamment que nous nous retirions du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, plutôt que de suivre le plan de Haley de le «réformer». (Voir chapitre 8.) Le Conseil était une imposture lorsque j'ai voté contre en 2006, ayant aboli son prédécesseur tout aussi sans valeur24. Nous n'aurions jamais dû rejoindre, comme Obama l'a fait. J'ai également plaidé pour le financement de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies, censé être conçu pour aider les réfugiés palestiniens, mais qui, au fil des décennies, était devenu, en fait, un bras des apparats palestiniens plutôt que l'ONU. Kushner a dit deux fois combien je gérerais mieux l'État que la direction actuelle. Début décembre, Trump, remplissant son engagement de 2016, a déclaré Jérusalem capitale d'Israël et a annoncé qu'il y déplacerait l'ambassade des États-Unis. Il m'avait appelé quelques jours auparavant, et j'avais exprimé mon soutien, même s'il avait clairement déjà décidé d'agir. Elle était attendue depuis longtemps et n'a absolument pas réussi à produire la crise dans la «rue arabe» que les «experts» régionaux avaient sans cesse prédit. La plupart des États arabes ont tourné leur attention vers la menace réelle, qui était l'Iran, pas Israël. En Janvier, les États Unis réduit son financement de l'Office secours et travaux Nations Unies,contribue seulement 60 millions $ d'une tranche attendue de 125 millions $, soit environ un sixième de l'exercice total estimé 2018 contribution États .Unis de 400 million.25 $

Trump nouveau invité moi à la Maison Blanche le 7 décembre. J'étais assis dans le hall de l'aile ouest en admirant l'énorme arbre de Noël lorsque Trump est venu diriger Chuck Schumer et Nancy Pelosi, juste après une réunion des dirigeants du Congrès. Nous avons tous serré la main et les différents dirigeants ont commencé à poser pour des photos devant l'arbre. Pendant que je regardais.

John Kelly m'a saisi le coude et a dit: «Sortons d'ici et retournons pour notre réunion.» Nous sommes allés à l'Oval et Trump est arrivé presque immédiatement, avec Pence; nous avons échangé des salutations; puis Pence est parti et Kelly et moi nous sommes assis devant Trump, qui était derrière le bureau de Resolute. J'ai salué le déménagement de l'ambassade à Jérusalem et nous nous sommes rapidement tournés vers l'Iran et la Corée du Nord. J'ai expliqué certains des liens entre les deux États voyous, notamment la vente par le Nord de missiles Scud à l'Iran il y a plus de vingt-cinq ans; leurs essais de missiles conjoints en Iran après 1998 (à la suite de protestations japonaises, Pyongyang avait déclaré un moratoire sur les essais de lancement depuis la péninsule après avoir posé un projectile dans le Pacifique est du Japon); et leur objectif commun de développer des vecteurs d'armes nucléaires. En ce qui concerne les capacités nucléaires, le prolifératéur pakistanais A. Q. Khan avait vendu aux deux pays leur technologie de base d'enrichissement d'uranium (qu'il avait volée pour le Pakistan à la société européenne Urenco Ltd.) et des conceptions d'armes nucléaires (initialement fournies au Pakistan par la Chine). La Corée du Nord avait construit le réacteur en Syrie détruit par Israël en septembre 200726, presque certainement financé par l'Iran, et j'ai décrit comment

l'Iran pouvait simplement acheter ce qu'il voulait de la Corée du Nord au moment opportun (si ce n'était déjà fait).

La menace que la Corée du Nord acquière des armes nucléaires livrables se manifeste de plusieurs manières. Premièrement, la stratégie dépend de l'analyse des intentions et des capacités. Les intentions sont souvent difficiles à lire; les capacités sont généralement plus faciles à évaluer (même si notre intelligence est imparfaite). Mais qui veut parier sur ce qui est vraiment dans l'esprit des dirigeants de la seule dictature communiste héréditaire du monde, face aux preuves tangibles de l'accélération des capacités nucléaires et de missiles? Deuxièmement, une Corée du Nord dotée d'armes nucléaires peut mener un chantage contre des États voisins non dotés d'armes nucléaires comme le Japon et la Corée du Sud (où nous avons nous-mêmes d'importantes forces déployées) et même contre les États-Unis, en particulier sous la direction d'un président faible ou inconscient. Les dangers ne viennent pas simplement du risque d'une première frappe mais de la simple possession, sans parler des incitations à la prolifération en Asie de l'Est et ailleurs créées par un Pyongyang nucléaire. Troisièmement, le Nord a démontré à plusieurs reprises qu'il vendra n'importe quoi à quiconque avec de l'argent comptant, de sorte que les risques de devenir une Amazon nucléaire sont loin d'être négligeables.

J’ai expliqué pourquoi et comment une frappe préventive contre les programmes nucléaires et de missiles balistiques de la Corée du Nord fonctionnerait; comment nous pourrions utiliser des bombes conventionnelles massives contre l’artillerie de Pyongyang au nord de la zone démilitarisée, qui menaçaient Séoul, réduisant ainsi considérablement le nombre de victimes; et pourquoi les États-Unis s'approchaient rapidement d'un choix binaire, en supposant que la Chine n'agissait pas de façon spectaculaire, soit de quitter le Nord avec des armes nucléaires, soit d'utiliser la force militaire.

Les seules autres alternatives étaient de rechercher la réunification de la péninsule sous la Corée du Sud ou un changement de régime dans le Nord, qui nécessitaient tous deux une coopération avec la Chine, que nous n'avions même pas commencé à aborder avec eux. Trump a demandé: «Selon vous, quelles sont les chances de guerre avec la Corée du Nord? Moitié-moitié?" J'ai dit que je pensais que tout dépendait de la Chine, mais probablement cinquante-cinquante. Trump s'est tourné vers Kelly et a dit: "Il est d'accord avec vous."

Au cours de cette conversation (qui a duré environ trente-cinq minutes), Trump a exprimé son mécontentement envers Tillerson, affirmant qu'il ne semblait pas avoir le contrôle de l'État. Trump a demandé pourquoi, et j'ai dit que c'était parce que Tillerson n'avait pas rempli les rangs subalternes de nominations qui feraient avancer les politiques de l'administration et qu'il avait, en fait, été capturé par les carriéristes. J'ai également expliqué pourquoi l'État avait besoin d'une «révolution culturelle» en raison de son désir de mener sa propre politique étrangère, en particulier sous les présidents républicains, au cours desquels Trump et Kelly ont hoché la tête affirmativement. Trump a demandé à Kelly ce qu'il pensait que Tillerson faisait de mal, et Kelly a dit que Tillerson essayait de trop centraliser la prise de décision de ses propres mains. J'ai accepté, mais j'ai dit que la délégation de pouvoirs devait aller de pair avec la mise en place des bonnes personnes pour la déléguer. Kelly a accepté, disant: «Délégation avec supervision». Trump a ensuite dit à Kelly: «John connaît cet endroit [l'État] en arrière et en avant.» Kelly hocha la tête d'accord. Je pensais qu'il était frappant que Trump n'ait pas élevé McMaster. Alors que nous terminions la réunion, Trump a déclaré: «Vous êtes toujours prêt à prendre la bonne

position, n'est-ce pas?» J'ai ri et dit: «Pour la bonne position, oui.» Alors que Kelly et moi regagnions le hall de l'aile ouest, il a dit: «Le gars vous aime. Après que nous soyons restés ici toute la journée, il m'appellera à la maison à neuf heures trente du soir et me dira: «Vous venez de voir Bolton à la télévision? «J'ai dit à Kelly de m'appeler si je pouvais être utile et j'ai quitté le bâtiment.

Une semaine avant Noël, j'ai rencontré à nouveau Kushner sur le plan de paix au Moyen-Orient pendant environ quarante minutes et j'ai eu quelques autres appels de rechange avec lui au cours du mois. A part ça, les choses étaient calmes pour le reste du mois. Bonne année!

Le 6 janvier 2018, lors d'un tourbillon de commentaires de presse sur le nouveau livre Fire and Fury sur Trump, il a tweeté qu'il était un «génie très stable». Alors qu'une autre décision présidentielle requise par la loi approchait de savoir si les sanctions avant l'accord avec l'Iran devaient entrer en vigueur, j'ai décidé de m'asseoir. Ils savaient comment m'obtenir s'ils le voulaient, et personne n'a pris contact. Trump a repris ce qu'il avait fait en octobre, empêchant les sanctions de revenir en vigueur mais ne certifiant pas que l'Iran respectait l'accord. Pas de progrès.

Et puis la Corée du Nord est revenue sous les projecteurs lorsque la Corée du Sud a accueilli les Jeux olympiques d'hiver. Pence et Ivanka Trump ont représenté les États-Unis, au milieu de spéculations sur des pourparlers avec la délégation nord-coréenne. J'ai donné des interviews applaudissant Pence pour ne pas avoir laissé le Nord gagner un avantage de propagande ou conduire des coins entre nous et la Corée du Sud. Pence a tweeté en réponse, "Bien dit @AmbJohnBolton", un joli signal. Bien sûr, le président sud-coréen Moon Jae-in faisait tout son possible à des fins politiques nationales pour souligner son «succès» à faire participer des Nord-Coréens de haut niveau, en particulier la sœur cadette de Kim Jong Un, Kim Yo Jong (sanctionnée par les États-Unis en tant que violateur connu des droits de l'homme). En fait, Kim Yo Jong avait une mission, invitant Moon au nord, qu'il a instantanément accepté. Il s'est avéré plus tard que Séoul avait payé les frais de participation de Pyongyang aux Jeux, non pas de l'esprit olympique, mais selon un modèle triste et bien établi.27 La gauche sud-coréenne adorait cette «politique du soleil», qui considérait fondamentalement qu'il était agréable de La Corée du Nord apporterait la paix à la péninsule. Au lieu de cela, encore et encore, il a simplement subventionné la dictature du Nord.

Le 6 mars, j'ai eu une autre rencontre avec Trump. En attendant dans le hall de l'aile ouest, j'ai regardé à la télévision des journalistes lui demander pourquoi il pensait que le Nord était maintenant prêt à négocier, et Trump a répondu joyeusement: «Moi». J'espérais qu'il comprenait que la Corée du Nord craignait vraiment que, contrairement à Obama, il ne soit prêt, si nécessaire, à recourir à la force militaire. Je suis allé à l'Anneau vers 16 h 40, une fois de plus assis devant le bureau Resolute complètement propre. Trump m'a dit, juste au moment où Kelly est entrée, "Ai-je demandé cette réunion ou l'avez-vous fait?" J'ai dit que je l'avais fait et il a répondu: «Je pensais que oui, mais je suis content que vous soyez venu parce que je voulais vous voir.» Nous avons commencé par parler de la Corée du Nord, et j'ai expliqué que je pensais que Kim Jong Un essayait de gagner du temps pour terminer les quelques tâches (bien que critiques) encore nécessaires pour parvenir à une capacité d'armes nucléaires livrable. Cela signifiait que Kim Jong Un maintenant particulièrement craignait la force militaire; il savait que les sanctions économiques à lui seul ne l'empêcheraient pas d'atteindre cet objectif. Je n'étais pas sûr que Trump ait compris, mais j'ai également fait état de la vente par la Corée du

Nord d'équipements d'armes chimiques et de précurseurs chimiques à la Syrie, probablement financés par l'Iran.28 Si cela est vrai, ce lien pourrait être crucial pour la Corée du Nord et l'Iran , montrant à quel point Pyongyang était dangereux: vend maintenant des armes chimiques, bientôt assez d'armes nucléaires. Je l'ai exhorté à utiliser cet argument pour justifier à la fois la sortie de l'accord sur le nucléaire iranien et l'adoption d'une position plus dure envers la Corée du Nord. Kelly a accepté et m'a exhorté à continuer de battre en public, ce que je lui ai assuré que je ferais.

À propos de l'accord sur le nucléaire iranien, Trump a déclaré: «Ne vous inquiétez pas, je m'en sors. J'ai dit qu'ils pourraient essayer de le réparer, mais cela n'arrivera pas. » Il se tourna vers combien il voulait licencier Tillerson, disant: «Vous savez ce qui ne va pas. J'adorerais t'avoir là-bas. » Mais il a dit qu'il pensait que la confirmation, avec seulement une majorité républicaine de 51 à 49 ans, serait difficile. «Ce fils de pute Rand Paul votera contre vous, et McConnell craint de persuader d'autres républicains, qui ont besoin de son vote sur les juges et autres choses. Qu'entends-tu?" J'ai dit que je n'obtiendrais pas le vote de Paul, mais je serais surpris s'il entraînait d'autres républicains avec lui. (Le nombre réel au Sénat, cependant, semblait de plus en plus être de 50 à 49, car la santé de John McCain continuait de se détériorer, ce qui laissait entrevoir la possibilité qu'il ne revienne jamais à Washington.) J'ai également dit, sur la base de conversations antérieures avec des sénateurs républicains, que nous pourrions rassembler une poignée de démocrates, surtout en année électorale. Je doutais d'avoir persuadé Trump, et il a demandé: «À quoi d'autre seriez-vous intéressé?» J'ai répondu: «Conseiller pour la sécurité nationale». Kelly a rompu son silence pour souligner que ce travail ne nécessitait pas de confirmation du Sénat, et Trump a demandé joyeusement: "Donc, je n'ai pas à me soucier de ces clowns là-haut?" et Kelly et moi avons dit: "D'accord."

Je me suis ensuite lancé dans une description de ce que je pensais être les tâches essentielles du travail du conseiller à la sécurité nationale, à savoir veiller à ce que toute la gamme des options soit présentée au président et que ses décisions soient ensuite exécutées, ce à quoi Kelly hocha vigoureusement la tête. J'ai dit que je pensais que ma formation en tant que plaideur m'avait équipé pour ce rôle, parce que je pouvais présenter les options de manière équitable mais avoir toujours mon propre point de vue (comme on le fait avec les clients), et que j'avais compris qu'il prenait les décisions finales, encore une fois lui racontant l'histoire de Dean Acheson / Harry Truman. Trump et Kelly ont tous deux ri. Trump m'a demandé ce que je pensais que McMaster avait bien fait, et j'ai dit que c'était une vraie réussite d'écrire une bonne stratégie de sécurité nationale au cours de la première année d'un président, quelque chose qui ne s'était pas produit, par exemple, dans le mandat de Bush 43, parmi autres. Trump a demandé ce que je pensais que Mattis avait bien fait, et j'ai cité la forte augmentation du budget de la défense au cours des années Obama que l'administration avait récemment gagnées. Avant de pouvoir terminer, Trump et Kelly ont déclaré simultanément que la victoire budgétaire était l'accomplissement de Trump, pas celui de Mattis. J'ai pensé que c'était une véritable révélation sur l'attitude de Trump envers Mattis.

La réunion s'est terminée après environ trente-cinq minutes, et Trump a dit: «D'accord, restez patient, je vous appellerai.» Kelly et moi sommes sortis de l'Ovale et il a demandé: «Avez-vous pensé à la réaction des médias si vous vous faites nommer?» Je l'avais fait, en disant que j'avais déjà vécu cela lors de ma nomination à l'ambassade des Nations Unies. Kelly a dit: «Oui, c'était scandaleux. Mais pensez-y encore une fois, car il est sérieux. » J'avais tellement

supporté les médias au fil des ans que je me moquais vraiment de leur réaction; à ce moment-là, mon tissu cicatriciel avait des cicatrices. Comme le duc de Wellington l'a dit un jour (peut-être de manière apocryphe), mon attitude était: «Imprimez et soyez damnés».

Je me sentais bien jusqu'à ce soir. En m'adressant à une levée de fonds en Virginie du Nord pour la députée républicaine Barbara Comstock, que j'ai rencontrée pour la première fois au ministère de la Justice de Reagan, j'ai entendu que Kim Jong Un avait invité Trump à se rencontrer, et il avait accepté. J'étais au-delà du silence, consterné par cette erreur stupide. Pour un président américain, accorder à Kim un sommet sans aucun signe d'une décision stratégique de renoncer aux armes nucléaires - en fait, le donner pour rien - était un cadeau de propagande au-delà de toute mesure. C'était pire par ordre de grandeur que les cliquetis de Madeleine Albright avec Kim Il Sung pendant les années Clinton. Heureusement, je n'ai eu aucune entrevue avec Fox ce soir-là à cause de la collecte de fonds, alors j'ai eu le temps d'y penser. Le lendemain, Sarah Sanders a semblé faire marche arrière, affirmant que notre politique actuelle n'avait pas changé.

Mardi, alors que j'avais quitté la Maison Blanche, la Maison Blanche avait annoncé la démission de Gary Cohn à la présidence du Conseil économique national. Larry Kudlow a été nommé pour le remplacer. Entre-temps, en février, le secrétaire du personnel de la Maison Blanche, Rob Porter, a démissionné en raison des informations personnelles préjudiciables révélées dans son enquête sur les antécédents du FBI, suivie peu de temps après par le membre de longue date de Trump, Hope Hicks, alors directeur des communications. La saignée s'est poursuivie le 13 mars, avec l'annonce que Tillerson avait été sans cérémonie en licenciétant que secrétaire d'État; que Pompeo serait nommé pour le remplacer; et que l'adjointe de Pompeo à la CIA, Gina Haspel, un officier du renseignement de carrière, lui succéderait. Kushner m'a appelé le lendemain pour une autre réunion sur son plan de paix au Moyen-Orient, que je trouvais à nouveau difficile de croire comme une coïncidence. Puis, le 16 mars, Jeff Sessions a repris la saignée en licenciant le directeur adjoint du FBI, Andrew McCabe.

La vie dans le monde, cependant, continuait de rouler. Une escouade russe, utilisant des armes chimiques de la famille Novichok, a attaqué l'ancien espion russe Sergei Skripal et sa fille à Salisbury, en Angleterre. Après que Moscou ait dédaigneusement refusé de répondre à l'attaque, le Premier ministre May a expulsé vingt-trois agents des services secrets russes non déclarés.29 Lors d'entretiens, j'ai eu une opinion très dure de la façon dont l'Amérique devrait réagir à cette attaque, une opinion que je continue d'avoir. Il était donc troublant de lire que Trump avait félicité Poutine d'avoir "remporté" sa réélection à la présidence de la Russie, sur l'avis de McMaster, qui avait été rapidement et largement divulgué aux médias. Néanmoins, Trump a ensuite expulsé plus de soixante «diplomates» russes dans le cadre d'un effort à l'échelle de l'OTAN pour montrer sa solidarité avec Londres.30 Comme plusieurs membres de la Chambre m'ont aidé dans ma campagne de conseiller à la sécurité nationale, nous en étions à quelques jours du choix de Trump qui remplacerait McMaster. J'ai serré les dents, car le travail semblait plus ardu qu'auparavant, mais j'ai décidé de ne pas reculer maintenant.

Le mercredi 21 mars, mon téléphone portable a sonné alors que je descendais une promenade enneigée de George Washington Parkway pour faire une interview au studio Fox's DC (le gouvernement fédéral et la plupart des écoles et des entreprises de la région étant fermées). "Bonjour, Monsieur le Président," dis-je, et Trump répondit: "J'ai un travail pour vous qui est probablement le travail le plus puissant de la Maison Blanche." Alors que je commençais à

répondre, Trump a dit: «Non, vraiment mieux que le chef d'état-major», et nous avons ri tous les deux, ce qui signifiait que Kelly était probablement dans la pièce avec lui. «Et vous n'aurez pas à traiter avec les démocrates au Sénat, pas besoin de ça. Vous devriez entrer et nous en parlerons, aujourd'hui ou demain. Je veux quelqu'un avec de la gravité, pas un inconnu. Vous avez un grand soutien, un grand soutien de toutes sortes de personnes, un grand soutien, comme ces gars du Freedom Caucus »(un groupe de républicains à la Chambre). J'ai remercié Trump, puis j'ai appelé ma femme et ma fille, Gretchen et JS (Jennifer Sarah), pour leur dire, soulignant que pour Trump, ce n'était jamais fini jusqu'à ce que quelque chose soit annoncé publiquement, et parfois pas à ce moment-là.

J'ai rencontré Trump dans l'Ovale le lendemain à quatre heures. Nous avons commencé ce qui semblait être une autre interview, en parlant de l'Iran et de la Corée du Nord. Une grande partie de ce que Trump a dit remonte à ses jours de campagne, avant qu'une série de discours ne l'ait positionné dans le grand courant républicain de politique étrangère. Je me demandais s'il réfléchissait à me faire une offre, mais au moins il a dit sans équivoque qu'il allait sortir de l'accord avec l'Iran. Il n'a presque rien dit du prétendu prochain sommet avec Kim Jong Un, une omission que j'ai eu du mal à lire. Le plus gros bloc de temps a été consacré à discuter de nouveau de la façon dont je pensais que le NSC devrait fonctionner. Bien que je n'aie pas mentionné Brent Scowcroft par son nom, le système que j'ai expliqué, comme Kelly le savait bien, était ce que Scowcroft avait fait dans l'administration Bush 41. Premièrement, il incombait au NSC de fournir au président les options disponibles ainsi que les avantages et les inconvénients de chacun. Deuxièmement, une fois qu'une décision a été prise, le NSC était l'exécutif du président pour s'assurer que les bureaucraties exécutaient la décision. Tout cela a résonné avec Trump, bien qu'il ne m'ait pas directement proposé le poste, demandant à la place: «Donc, vous pensez que vous voulez faire ça?» Je commençais à me demander si cette réunion, qui dure maintenant une heure, n'allait pas se résorber de manière non concluante lorsque Westerhout est venu dire à Trump qu'il avait une autre réunion. Il s'est levé, et bien sûr moi aussi. Nous avons serré la main au bureau de Resolute. Bien qu'il n'y ait pas eu d '«offre» et d' «acceptation» claires, Kelly et moi savions ce qui s'était réellement passé, à la manière Trumpienne.

Étant donné les expériences déjà racontées ici, et plus encore, pourquoi accepter le poste? Parce que l'Amérique était confrontée à un environnement international très dangereux et je pensais savoir ce qui devait être fait. J'avais des opinions bien arrêtées sur un large éventail de questions, développées lors de précédentes études sur les services publics et le secteur privé. Et Trump? Personne ne pouvait prétendre à ce stade ne pas connaître de près les risques en magasin, mais je pensais aussi pouvoir y faire face. D'autres ont peut-être échoué pour une raison ou une autre, mais je pensais pouvoir réussir. Avais-je raison? Continuer à lire.

En dehors de l'Ovale, j'ai rencontré l'avocat de la Maison Blanche Don McGahn entrant avec des dossiers sur d'éventuelles nominations judiciaires. Kelly et moi avons parlé pendant quelques minutes, et j'ai dit qu'il était clair pour moi qu'aucun de nous ne pouvait accomplir quoi que ce soit à moins de travailler ensemble, ce qui était mon intention, et il a facilement accepté. J'ai également demandé quel pourrait être le moment d'une annonce, et il a pensé le lendemain ou la semaine suivante au plus tôt. J'ai appris plus tard (tout comme Kelly) que quelques minutes après mon départ de l'Ovale, Trump a appelé McMaster pour lui dire qu'il annoncerait le changement plus tard le même après-midi. Je suis allé dans le hall de l'aile ouest pour

récupérer mon manteau, et la réceptionniste et un membre du personnel des communications de la Maison Blanche ont dit qu'il y avait une foule de journalistes et de photographes qui m'attendaient pour sortir par la porte nord de l'allée. Ils m'ont demandé si cela me dérangerait de sortir par le «chemin du retour», par la porte sud-ouest de la Maison-Blanche jusqu'à la dix-septième rue, et de marcher «derrière» le bâtiment du bureau exécutif d'Eisenhower pour manquer la presse, ce que j'ai fait avec plaisir. J'ai de nouveau appelé Gretchen et JS et j'ai commencé à penser aux préparatifs pour commencer à la Maison Blanche.

Sur le chemin du studio Fox News pour une interview sur l'émission de Martha MacCallum, Trump a tweeté: Je suis heureux d'annoncer qu'à compter du 9/9/18, @AmbJohnBolton sera mon nouveau conseiller à la sécurité nationale. Je suis très reconnaissant pour le service du Général RH McMaster qui a fait un travail remarquable et restera toujours mon ami. Il y aura un transfert de contact officiel le 4/9.

À ce stade, mon téléphone portable ressemblait à une grenade à main qui partait, avec des appels entrants, des e-mails, des tweets et des alertes de nouvelles.

Il me restait maintenant environ deux semaines pour faire la transition nécessaire de la vie privée à la fonction publique, et le rythme était frénétique. Le lendemain, Trump m'a appelé lors de son briefing sur le renseignement, disant: «Vous obtenez une excellente presse», que l'annonce «jouait très gros», obtenait «d'excellentes critiques… la base adore ça», etc. Il a dit à un moment donné: «Certains d'entre eux pensent que vous êtes le mauvais flic», et j'ai répondu: «Lorsque nous jouons la routine du bon flic / mauvais flic, le président est toujours le bon flic.» Trump a répondu: "Le problème, c'est que nous avons deux mauvais flics", et j'ai pu entendre les autres dans l'Ovale pour le briefing d'information rire, tout comme moi.

Depuis que Trump avait annoncé que je commencerais le 9 avril, la première priorité était le processus de vérification des conseils de la Maison Blanche. Cela consistait à remplir des formulaires détaillés et à être interrogé par les avocats du bureau du conseil sur les questions de divulgation financière, les conflits d'intérêts possibles, les exigences de cession d'actifs (pas que j'avais beaucoup à céder), le dénouement des relations de travail existantes, le gel de mon PAC et SuperPAC pendant mon service gouvernemental, etc. Il fallait également ce que les baby-boomers appelaient l'entretien «sexe, drogues et rock and roll», où généralement le piège n'était pas ce que vous aviez fait de stupide dans votre vie, mais si vous les aviez admises en réponse à des questions ou si vous les aviez proposées si elles étaient exotiques. suffisant. Depuis mon dernier emploi au gouvernement en tant qu'ambassadeur des Nations Unies, j'avais reçu une grande couverture médiatique, j'ai donc pris soin de mentionner même les choses bizarres que des journalistes paresseux, partiaux et incompétents avaient publiées à mes frais, y compris que Maria Butina avait essayé de me recruter comme un agent russe. (Je ne pense pas que la presse soit «un ennemi du peuple», mais, comme l'a dit Dwight Eisenhower en 1964, ses rangs sont remplis de «chroniqueurs et commentateurs à la recherche de sensations» dont les écrits les marquent comme un peu plus qu'intellectualoid.) Puis il y avait l'échantillon d'urine obligatoire que j'ai fourni pour le dépistage des drogues; n'oublions pas cela.

J'ai également essayé de consulter d'anciens conseillers à la sécurité nationale, à commencer bien sûr par Kissinger, qui a déclaré: «J'ai une grande confiance en vous et je vous souhaite plein succès. Vous connaissez le sujet. Vous connaissez la bureaucratie. Je sais que tu es capable de le gérer. » Et le plus important, Kissinger, comme tous les prédécesseurs avec qui

j'ai parlé, républicains et démocrates, a offert son soutien. J'ai parlé à Colin Powell (qui avait été mon patron lorsqu'il était secrétaire d'État lors du premier mandat de Bush 43), Brent Scowcroft, James Jones, Condi Rice, Steve Hadley, Susan Rice, John Poindexter et Bud McFarlane, ainsi que Bob Gates, qui avait été l'adjoint de Scowcroft puis le secrétaire à la Défense. Scowcroft a dit succinctement: «Le monde est un gâchis, et nous sommes les seuls à pouvoir le redresser.»
J'ai parlé avec d'anciens secrétaires d'État pour lesquels j'avais travaillé, notamment George Shultz et Jim Baker (Powell et Condi Rice, bien sûr, tombaient dans les deux catégories), ainsi que Don Rumsfeld et Dick Cheney. Enfin, j'ai parlé avec le président George W. Bush, qui a été très généreux avec son temps, me souhaitant "tout le meilleur". J'ai demandé à appeler son père, pour lequel j'avais également travaillé, et il a dit que ce serait «difficile» à ce moment-là, alors j'ai simplement demandé qu'il lui transmette mes salutations.
J'ai déjeuné avec McMaster le 27 mars dans la salle Ward, qui fait partie du mess du Navy House. Il a été courtois et disponible dans ses évaluations des problèmes, des politiques et du personnel. Quelques jours plus tard, j'ai déjeuné avec Jim Mattis au Pentagone. Mattis a montré son flair à la presse, en me saluant à l'entrée, en disant qu'il avait entendu dire que j'étais «le diable incarné». J'ai pensé à répondre: «Je fais de mon mieux», mais j'ai mordu ma langue. Nous avons eu une discussion très productive. Mattis a suggéré que lui, Pompeo et moi prenions le petit déjeuner une fois par semaine à la Maison Blanche pour passer en revue les problèmes en suspens. Bien que nous ayons tous été au téléphone plusieurs fois la plupart du temps, les petits déjeuners se sont révélés être une occasion très importante pour nous trois seuls de discuter de questions clés. Quand l'un pouvait voyager, les deux autres se réunissaient, généralement dans la salle Ward, mais souvent à l'État ou au Pentagone.
Quand Mattis et moi avons terminé, il m'a emmené rencontrer Joe Dunford, président des chefs d'état-major interarmées, dont le mandat de président allait durer jusqu'en septembre 2019. J'ai rappelé à Dunford ses remarques sur la question nucléaire de la Corée du Nord à l'été 2018 d'Aspen Security Forum: Beaucoup de gens ont parlé des options militaires avec des mots comme inimaginable. Je changerais probablement cela légèrement et dirais que ce serait horrible et que ce serait une perte de vie contrairement à tout ce que nous avons connu de notre vie, et je veux dire quiconque a été en vie depuis la Seconde Guerre mondiale n'a jamais vu une perte de vie qui pourrait se produire en cas de conflit dans la péninsule coréenne. Mais comme je l'ai dit à mes homologues, amis et ennemis, il n'est pas inimaginable d'avoir des options militaires pour répondre à la capacité nucléaire de la Corée du Nord. Ce qui est inimaginable pour moi, c'est de permettre à des armes nucléaires d'atterrir à Denver, au Colorado. Mon travail consistera à développer des options militaires pour éviter que cela ne se produise.31
Dunford semblait surpris de connaître ses commentaires et nous avons eu une bonne discussion. Dunford avait la réputation d'être un officier militaire exceptionnel, et je n'avais aucune raison d'en douter, à ce moment-là ou plus tard.
J'ai abordé l'idée du petit-déjeuner à trois de Mattis avec Mike Pompeo à la CIA quelques jours plus tard. Il a facilement accepté. Lui et moi avions déjà échangé un certain nombre de courriels, l'un de lui disant: «Je suis vraiment excité de commencer comme co-fondateur du cabinet de guerre. J'enverrai au sénateur Paul vos salutations. J'ai également eu la chance de rencontrer son adjoint et successeur probable, Gina Haspel.

J'avais observé Trump de près pendant ses près de quinze mois de mandat, et je ne me faisais aucune illusion de pouvoir le changer. Un certain nombre de «modèles» du Conseil de sécurité nationale auraient pu être solides sur le plan académique, mais ne feraient aucune différence s'ils se contentaient de tourner dans le vide, de se déconnecter, de s'admirer et de se féliciter des médias sans engager réellement le président en exercice. J'étais déterminé à avoir un processus rigoureux et rigoureux, mais je jugerais ma performance sur la façon dont elle façonnait réellement la politique, et non sur la façon dont les étrangers la comparaient aux administrations précédentes.

Plusieurs décisions découlent de cette analyse. Premièrement, le personnel du NSC (environ 430 personnes à mon arrivée, 350 à mon départ) n'était pas un groupe de réflexion. Son produit n'était pas des groupes de discussion et des documents de travail, mais une prise de décision efficace. L'organisation doit être simple et directe. Je prévoyais d'éliminer de nombreuses structures et employés en double qui se chevauchent. Depuis que Trump m'a donné le plein pouvoir d'embauche et de licenciement, j'ai agi rapidement et de manière décisive, entre autres en ne nommant qu'un seul conseiller adjoint à la sécurité nationale, au lieu de plusieurs, pour renforcer et simplifier l'efficacité du personnel du Conseil de sécurité nationale. J'ai rempli ce rôle critique d'abord avec Mira Ricardel, une experte de longue date de la défense avec de nombreux services gouvernementaux et en tant que cadre supérieur de Boeing, puis avec le Dr Charles Kupperman, un expert de la défense avec des références similaires (y compris Boeing!). Ils avaient de fortes personnalités; ils en auraient besoin.

Le samedi avant Pâques à 18 h 30, j'ai eu une conversation quelque peu bizarre avec Trump. Il a fait presque tout le discours, en commençant par «Rex était terrible» puis en expliquant pourquoi, en se concentrant sur une décision d'engager 200 millions de dollars pour la reconstruction de la Syrie. Trump n'a pas aimé: «Je veux construire notre pays, pas les autres.» En tant qu'ancien élève de l'Agence américaine pour le développement international, j'ai soutenu l'utilisation de l'aide étrangère des États-Unis pour faire avancer les objectifs de sécurité nationale, mais je savais également que ces efforts avaient leurs faiblesses ainsi que leurs forces. J'ai essayé de saisir un mot sur la tranche, mais Trump a continué, disant périodiquement: «Je sais que vous comprenez cela.» Il a ensuite dit: «Vous avez beaucoup de fuites là-bas. Vous pouvez vous débarrasser de qui vous voulez », ce que je me préparais déjà à faire. Finalement, la conversation s'est terminée et nous avons tous les deux dit: "Joyeuses Pâques".

Le lundi de Pâques, Trump a rappelé. J'ai demandé: «Comment se passe le rouleau d'oeufs de Pâques, monsieur le président?» «Génial», a-t-il dit alors que Sarah Sanders, ses enfants et d'autres entraient et sortaient de l'Ovale, puis retournaient à son monologue du samedi soir, disant: «Je veux sortir de ces guerres horribles [au Moyen-Orient]. " "Nous tuons l'Etat islamique pour les pays qui sont nos ennemis", ce que j'ai compris comme signifiant la Russie, l'Iran et la Syrie d'Assad. Il a dit que ses conseillers étaient divisés en deux catégories, ceux qui voulaient rester «pour toujours» et ceux qui voulaient rester «pendant un certain temps». En revanche, Trump a déclaré: «Je ne veux pas du tout rester. Je n'aime pas les Kurdes. Ils ont fui les Irakiens, ils ont fui les Turcs, la seule fois où ils ne courent pas, c'est quand nous bombardons tout autour d'eux avec des F-18. » Il a demandé: "Que devons-nous faire?" Pensant que le rouleau d'oeufs de Pâques n'est peut-être pas le meilleur moment pour discuter de la stratégie au Moyen-Orient, j'ai dit que j'attendais toujours que mon autorisation de sécurité

temporaire soit alignée. Pompeo, qui était arrivé dans l'Ovale, a dit: «Donnez-moi un peu de temps à John et moi…» avant qu'il ne soit interrompu par plus d'enfants et de parents. Il était assez clair que Trump voulait se retirer de Syrie, et en effet lors d'une réunion du NSC le lendemain (voir chapitre 2), il a exprimé précisément ces sentiments. Il restait encore beaucoup à décider, ce qui me donnait confiance que nous pourrions protéger les intérêts américains alors que la lutte pour détruire le califat territorial d'ISIS touchait à sa fin.

Vendredi 6 avril, avant le week-end précédant ma première journée officielle, j'ai de nouveau rencontré Kelly et plusieurs autres personnes pour revoir les procédures de l'aile ouest. J'ai expliqué certains des changements de personnel du NSC que j'avais planifiés et les réorganisations que je souhaitais. J'avais l'autorité de Trump pour faire ces choses, mais cela ne me dérangeait pas d'en informer Kelly à l'avance. Il a passé le reste de la réunion, qui a duré une heure, expliquant comment Trump a agi lors des réunions et des appels téléphoniques. Le président a utilisé un «langage très grossier», a déclaré Kelly, ce qui était vrai, «et bien sûr, il a le droit de le faire», également vrai. Trump méprisait à la fois les présidents Bush et leurs administrations, ce qui m'amène à me demander s'il avait manqué mes presque dix ans de service dans ces présidences. Et Trump a constamment changé d'avis. Je me demandais en écoutant tout cela à quel point Kelly était proche de s'éloigner. Kelly a conclu en disant gracieusement: «Je suis content que vous soyez ici, John. Le président n'a pas eu de conseiller à la sécurité nationale depuis un an et il en a besoin. »

J'ai passé le week-end à lire des documents classifiés et à me préparer pour le 9 avril. Mais comme le chapitre suivant le montrera, la crise syrienne est venue de manière inattendue et inattendue, comme une grande partie des dix-sept prochains mois. Acheson avait écrit sur le remplacement par Roosevelt de Cordell Hull comme secrétaire d'État par Edward Stettinius, ce qui avait conduit la presse à spéculer que Roosevelt "continuerait d'être ... son propre secrétaire d'État". Acheson avait une opinion ferme: «Le président ne peut pas être secrétaire d'État; c'est intrinsèquement impossible dans la nature des deux postes. Ce qu'il peut faire, et a souvent fait avec des résultats malheureux, c'est d'empêcher quiconque d'être secrétaire d'État. »32 Bien qu'il n'ait pas été écrit sur le poste de conseiller à la sécurité nationale, la perspicacité d'Acheson était profonde. C'est peut-être ce que Kelly essayait de me dire dans son dernier commentaire avant de commencer. Et comme Condi Rice me l'a dit bien plus tard, «le secrétaire d'État est le meilleur travail du gouvernement, et le conseiller à la sécurité nationale est le plus difficile.» Je suis sûr qu'elle a raison.

CHAPITRE 2

CRI «HAVOC!» ET LAISSONS ÉLIMINER LES CHIENS DE GUERRE

Le samedi 7 avril 2018, les forces armées syriennes, à l'aide d'armes chimiques, ont attaqué la ville de Douma dans le sud-ouest de la Syrie et d'autres endroits à proximité. Selon les premiers rapports, une douzaine de personnes auraient été tuées et des centaines blessées, dont des enfants, dont certains gravement malades des produits chimiques dangereux.1 Le chlore était

probablement le matériau de base des armes, mais il y avait des allégations d'activité du gaz sarin et peut-être d'autres produits chimiques.2 Bashar al -Le régime d'Assad avait également utilisé des armes chimiques, notamment du sarin, un an plus tôt, le 4 avril 2017, à Khan Shaykhun, dans le nord-ouest de la Syrie. Seulement trois jours plus tard, les États-Unis ont répondu avec force, lançant cinquante-neuf missiles de croisière sur le site présumé d'où provenait l'attaque syrienne syrienne3. La dictature n'avait évidemment pas tiré la leçon. La dissuasion a échoué et la question est maintenant de savoir comment réagir de manière appropriée. Malheureusement, un an après Khan Shaykhun, la politique syrienne est restée dans le désarroi, faute d'accord sur les objectifs et la stratégie fondamentaux.4 Elle était à nouveau en crise. Il était impératif de répondre à cette dernière attaque syrienne par armes chimiques, mais nous avions également un besoin urgent de clarté conceptuelle sur la manière de faire avancer les intérêts américains à long terme. Une réunion du NSC tenue la semaine avant Douma, cependant, indiquait exactement la direction opposée: le retrait américain de la Syrie. Partir risquerait de perdre même les gains limités réalisés dans le cadre des politiques erronées de Syrie-Irak de Barack Obama, exacerbant ainsi les dangers encouragés par son approche. La responsabilité de ce désarroi politique, un an après Khan Shaykhun, incombait à cet endroit emblématique où la balle s'arrête: le bureau Resolute dans le bureau ovale.

À environ neuf heures du matin le 8 avril, dans son style personnel et le style de notre époque, Donald J. Trump, président des États-Unis d'Amérique, a tweeté: Beaucoup de morts, y compris des femmes et des enfants, dans une attaque CHIMIQUE stupide en Syrie. La zone d'atrocité est bloquée et encerclée par l'armée syrienne, ce qui la rend complètement inaccessible au monde extérieur. Le président Poutine, la Russie et l'Iran sont chargés de soutenir Animal Assad. Grand prix……à payer. Ouvrez la zone immédiatement pour l'aide médicale et la vérification. Une autre catastrophe humanitaire sans aucune raison. MALADE!

Quelques minutes plus tard, il a de nouveau tweeté: Si le président Obama avait franchi sa ligne rouge dans le sable, la catastrophe syrienne aurait pris fin il y a longtemps! Animal Assad aurait été l'histoire!

Ces déclarations étaient claires et énergiques, mais Trump a tweeté avant de consulter son équipe de sécurité nationale. Le lieutenant-général HR McMaster, mon prédécesseur en tant que conseiller à la sécurité nationale, était parti vendredi après-midi et je n'ai pas commencé avant lundi. Dimanche, lorsque j'ai essayé d'organiser une réunion, les avocats de la Maison Blanche l'ont bloquée, car je ne deviendrais officiellement fonctionnaire que lundi. Cela a donné au mot «frustration» un nouveau sens.

Trump m'a appelé dimanche après-midi et nous (surtout lui) avons parlé pendant vingt minutes. Il a estimé que sortir du Moyen-Orient de la bonne manière était difficile, un thème qu'il a soulevé à plusieurs reprises pendant l'appel, entrecoupé de digressions sur les guerres commerciales et les tarifs. Trump a déclaré qu'il venait de voir Jack Keane (un général quatre étoiles et ancien vice-chef d'état-major de l'Armée) sur Fox News et qu'il aimait son idée de détruire les cinq principaux aérodromes militaires de la Syrie, ce qui aurait essentiellement détruit la totalité de l'armée de l'air d'Assad. Trump a déclaré: «Mon honneur est en jeu», me rappelant la célèbre observation de Thucydide selon laquelle «la peur, l'honneur et l'intérêt» sont les principaux moteurs de la politique internationale et, finalement, de la guerre. Le président français Emmanuel Macron avait déjà appelé pour dire que la France envisageait fortement de participer à une réponse militaire dirigée par les États-Unis5. Plus tôt dans la

journée, le gendre présidentiel Jared Kushner m'avait dit que le ministre britannique des Affaires étrangères, Boris Johnson, lui avait téléphoné pour relayer essentiellement le même message de Londres. Ces promesses d'assistance sont encourageantes. La raison pour laquelle un ministre des Affaires étrangères appelait Kushner était cependant quelque chose à aborder dans les prochains jours.

Trump a posé des questions sur un membre du personnel du NSC que j'avais prévu de licencier, l'un de ses partisans depuis les premiers jours de sa campagne présidentielle. Il n'a pas été surpris lorsque je lui ai dit que l'individu faisait partie du «problème de fuite» et il a poursuivi: «Trop de gens savent trop de choses.» Cela a mis en évidence mon problème de gestion le plus urgent: faire face à la crise syrienne tout en réorientant le personnel du NSC pour viser dans une direction commune, un peu comme changer les lignes de hockey à la volée. Ce n'était pas le moment de réfléchir tranquillement, sinon les événements nous rattraperaient. Dimanche, je ne pouvais que «suggérer» au personnel du NSC qu'ils faisaient tout leur possible pour vérifier tout ce qu'ils pouvaient au sujet des actions du régime Assad (et si de nouvelles attaques étaient probables), et développer des options américaines en réponse. J'ai convoqué une réunion du personnel du NSC à six heures quarante-cinq heures du matin lundi pour voir où nous en étions et pour évaluer les rôles que la Russie et l'Iran auraient pu jouer. Nous avions besoin de décisions qui s'inscrivent dans une image plus large de la Syrie et de l'Irak post-État islamique, et pour éviter de simplement répondre à un style «détraqué».

J'ai quitté la maison avec mon nouveau détail de protection des services secrets un peu avant six heures du matin, en direction de la Maison Blanche dans deux VUS argentés. Une fois à l'aile ouest, j'ai vu que le chef d'état-major John Kelly était déjà dans son bureau du premier étage, dans le coin sud-ouest, dans le couloir du mien dans le coin nord-ouest, alors je suis passé pour dire bonjour. Au cours des huit prochains mois, lorsque nous étions en ville, nous arrivions généralement vers six heures du matin, un excellent moment pour se synchroniser au début de la journée. La réunion de six quarante-cinq membres du personnel du NSC a confirmé ma conviction - et ce qui semblait être celle de Trump - que la frappe de Douma nécessitait une réponse militaire forte et à court terme. Les États-Unis se sont opposés à l'utilisation par quiconque des ADM («armes de destruction massive») - nucléaires, chimiques et biologiques - comme contraires à notre intérêt national. Que ce soit entre les mains d'opposants stratégiques, d'États voyous ou de terroristes, les ADM ont mis en danger le peuple américain et nos alliés.

Une question cruciale dans le débat qui a suivi était de savoir si le rétablissement de la dissuasion contre l'utilisation d'armes de destruction massive signifiait inévitablement une plus grande implication des États-Unis dans la guerre civile en Syrie. Il n'a pas. Notre intérêt vital contre les attaques par armes chimiques pourrait être justifié sans évincer Assad, malgré les craintes de ceux qui voulaient une action ferme contre son régime et de ceux qui n'en voulaient pas. La force militaire était justifiée pour dissuader Assad et beaucoup d'autres d'utiliser des armes chimiques (ou nucléaires ou biologiques) à l'avenir. De notre point de vue, la Syrie était un spectacle stratégique, et celui qui y a gouverné ne devrait pas nous distraire de l'Iran, la véritable menace.

J'ai appelé le secrétaire à la Défense, Jim Mattis, à 8 h 05. Il pensait que la Russie était notre véritable problème, rappelant l'accord malavisé d'Obama avec Poutine en 2014 pour «éliminer» la capacité d'armes chimiques de la Syrie, ce qui n'était manifestement pas arrivé6. nous étions à nouveau. Sans surprise, la Russie accusait déjà Israël d'être derrière la frappe de Douma.

Mattis et moi avons discuté des réponses possibles à l'attaque de la Syrie, et il a dit qu'il fournirait des options «légères, moyennes et lourdes» à la considération du président, ce que je pensais être la bonne approche. J'ai noté que, contrairement à 2017, la France et la Grande-Bretagne envisageaient de joindre une réponse, ce qui, selon nous, était un plus. J'ai senti, au téléphone, que Mattis lisait un texte préparé.

Par la suite, le conseiller britannique à la sécurité nationale, Sir Mark Sedwill, m'a appelé pour donner suite à l'appel de Johnson à Kushner7. Il était plus que symbolique que Sedwill ait été mon premier appelant étranger. Avoir nos alliés plus étroitement alignés sur nos principaux objectifs de politique étrangère et de défense a renforcé notre main de manière critique et a été l'un de mes principaux objectifs politiques. Sedwill a déclaré que la dissuasion avait manifestement échoué, et Assad était devenu "plus apte à cacher son utilisation" des armes chimiques. D'après Sedwill, j'ai compris que le point de vue de la Grande-Bretagne était de garantir que notre prochain recours à la force soit à la fois militairement et politiquement efficace, démantelant les capacités chimiques d'Assad et rétablissant la dissuasion. Cela sonnait bien. J'ai également pris un moment pour soulever l'accord sur le nucléaire iranien de 2015, même au milieu de la crise syrienne, en soulignant la probabilité, sur la base de mes nombreuses conversations avec Trump, que l'Amérique se retirerait vraiment. J'ai souligné que Trump n'avait pas pris de décision finale, mais nous devions réfléchir à la manière de contraindre l'Iran après un retrait américain et de préserver l'unité transatlantique. Sedwill a été sans aucun doute surpris d'entendre cela. Ni lui ni les autres Européens ne l'avaient entendu auparavant de la part de l'administration, car, avant mon arrivée, les conseillers de Trump avaient presque uniformément résisté au retrait. Il a pris le point stoïquement et a dit que nous devrions parler plus loin une fois la crise immédiate résolue.

À dix heures du matin, je suis descendu au complexe de la salle de situation pour la réunion prévue du Comité des directeurs du Conseil de sécurité nationale, une réunion au niveau du Cabinet. (Les anciens appellent la zone «la salle assise», mais les milléniaux l'appellent «Whizzer», pour les initiales «WHSR», «Salle de situation de la Maison Blanche».) Elle avait été entièrement rénovée et bien améliorée depuis ma dernière réunion là-bas en 2006. (Pour des raisons de sécurité et d'efficacité, j'ai par la suite lancé une importante rénovation supplémentaire qui a commencé en septembre 2019.) Je présiderais normalement le comité des directeurs, mais le vice-président a décidé de le faire, pensant peut-être être utile le premier jour. . En tout cas, j'ai dirigé la discussion, comme c'était la norme, et la question ne s'est plus jamais posée. Cette première session d'une heure a permis aux différents départements de présenter leurs réflexions sur la marche à suivre. J'ai souligné que notre objectif central était de faire payer cher Assad pour l'utilisation d'armes chimiques et de recréer des structures de dissuasion afin que cela ne se reproduise plus. Nous avions besoin de mesures politiques et économiques, ainsi que d'une frappe militaire, pour montrer que nous avions une approche globale et que nous étions en train de construire une coalition avec la Grande-Bretagne et la France. (Les planificateurs militaires du Royaume-Uni, des États-Unis et de la France parlaient déjà.) 8 Nous avons dû considérer non seulement la réponse immédiate, mais ce que la Syrie, la Russie et l'Iran pourraient faire ensuite. Nous avons longuement discuté de ce que nous avons fait et ne savions pas concernant l'attaque de la Syrie et comment améliorer notre compréhension de ce qui s'était passé, en particulier si l'agent du nerf sarin était impliqué ou simplement des agents à base de chlore. C'est là que Mattis a répété presque mot pour mot

ses commentaires précédents, y compris que le Pentagone fournirait une gamme d'options moyenne à lourde.

D'autres travaux sur la Syrie, sans parler de remplir d'autres formulaires gouvernementaux, ont tourné jusqu'à 13 heures, lorsque j'ai été appelé à l'Ovale. L'ambassadeur de l'ONU, Nikki Haley (qui avait participé au comité des principaux via des télécommunications sécurisées depuis New York) appelait à demander quoi dire au Conseil de sécurité cet après-midi. C'était apparemment la façon normale dont elle avait appris ce qu'il fallait faire au Conseil, complètement en dehors du processus régulier du NSC, ce que j'ai trouvé incroyable. En tant qu'ancien ambassadeur de l'ONU moi-même, je m'étais posé des questions sur la performance sans attaches d'Haley à New York au cours de la dernière année; maintenant j'ai vu comment cela fonctionnait. J'étais sûr que Mike Pompeo et moi discuterions de cette question après sa confirmation en tant que secrétaire d'État. L'appel a cependant commencé, Trump demandant pourquoi l'ancien secrétaire d'État Rex Tillerson, avant de quitter ses fonctions, avait approuvé 500 millions de dollars d'aide économique à l'Afrique. Je soupçonnais que c'était le montant approuvé par le Congrès au cours du processus de crédits, mais j'ai dit que je vérifierais. Trump m'a également demandé de consulter un reportage sur l'achat par l'Inde de systèmes de défense aérienne russes S-400 parce que, a déclaré l'Inde, le S-400 était meilleur que le système de défense américain Patriot. Puis nous sommes arrivés en Syrie. Trump a déclaré que Haley devrait essentiellement dire: "Vous avez entendu les paroles du président [via Twitter], et vous devriez écouter." J'ai suggéré qu'après la réunion du Conseil de sécurité, Haley et les ambassadeurs britannique et français s'adressent conjointement à la presse à l'extérieur de la salle du Conseil pour présenter un front uni. Je l'avais fait plusieurs fois, mais Haley a refusé, préférant avoir des photos d'elle seule faisant la déclaration des États-Unis au Conseil. Cela m'a dit quelque chose.

Dans l'après-midi, j'ai rencontré le personnel du NSC chargé du dossier des armes nucléaires iraniennes, leur demandant de se préparer à mettre fin à l'accord de 2015 d'ici un mois. Trump devait avoir l'option prête pour lui quand il a décidé de partir, et je voulais être sûr qu'il l'avait. Il n'y avait aucun moyen que des négociations en cours avec le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne «règlent» l'accord; nous devions nous retirer et créer une stratégie de suivi efficace pour bloquer les efforts de l'Iran pour des armes nucléaires livrables. Ce que j'ai dit ne pouvait pas être surprenant, car je l'avais déjà dit plusieurs fois publiquement, mais je pouvais sentir l'air sortir du personnel du NSC, qui jusque-là avait travaillé fébrilement pour sauver l'affaire.

J'étais de retour dans l'Anneau à 16 h 45 pour que Trump appelle Macron.9 Je me joignais généralement aux appels du président avec des dirigeants étrangers, ce qui était depuis longtemps une pratique courante. Macron a réaffirmé, comme il le faisait publiquement, l'intention de la France de répondre conjointement aux attaques chimiques (et dont, après coup, il a fait honneur!) .10 Il a noté la volonté du Premier ministre britannique Theresa May d'agir rapidement. Il a également évoqué lundi l'attaque contre la base aérienne syrienne de Tiyas, qui abritait une installation iranienne, et le risque de contre-attaque de l'Iran alors que nous planifions nos propres opérations.11 J'ai parlé plus tard avec Philippe Étienne, mon homologue français et le conseiller diplomatique de Macron, pour coordonner la conduite des discussions Trump-Macron.

En écoutant, je me suis rendu compte que si une action militaire commençait le week-end, ce qui semblait probable, Trump ne pourrait pas être hors du pays.12 Une fois l'appel terminé, je

lui ai suggéré de sauter la conférence du Sommet des Amériques au Pérou prévue pour cela. temps et que Pence assiste à la place. Trump a accepté et m'a dit de travailler avec Pence et Kelly. Quand j'ai relayé cela à Kelly, il a gémi à cause des préparatifs déjà faits. J'ai répondu: «Ne me déteste pas le premier jour» et il a convenu qu'un changement était probablement inévitable. Je suis allé au bureau du VP, qui était entre mon bureau et celui de Kelly, pour expliquer la situation. Pendant que nous parlions, Kelly est venue pour dire que le FBI avait fait une descente dans les bureaux de Michael Cohen, un avocat de Trump et «fixateur» en chef pour des accords de non-divulgation avec Stormy Daniels, pas exactement une question de haut niveau. Néanmoins, pendant le temps que j'ai passé avec Trump le reste de la semaine, ce qui était considérable, la question de Cohen n'a jamais été soulevée. Il n'y avait aucune trace de preuves suggérant que Cohen était dans l'esprit de Trump, en ma présence, autre que lorsqu'il a répondu aux questions incessantes de la presse.

Lundi soir, Trump a organisé un dîner semestriel avec les chefs d'état-major interarmées et les commandants des combattants militaires pour discuter de questions d'intérêt. Avec tous en ville, cela a également été l'occasion d'entendre leurs points de vue sur la Syrie. Si cela n'avait pas été mon premier jour, la crise syrienne ayant tout éclipsé, j'aurais essayé de les rencontrer individuellement pour discuter de leurs responsabilités respectives. Cela, cependant, devrait attendre.

Le lendemain, à huit heures trente, j'ai de nouveau parlé avec Sedwill, appelant pour préparer la conversation téléphonique de mai avec Trump, prévue peu de temps après. Sedwill a de nouveau insisté sur la question du calendrier, et je me suis demandé si les pressions politiques intérieures en Grande-Bretagne pesaient sur la pensée de mai, étant donné que le Parlement allait reprendre ses travaux le 16 avril. L'ancien Premier ministre David Cameron n'a pas obtenu l'approbation de la Chambre des communes pour attaquer la Syrie , après que le régime Assad ait franchi la «ligne rouge» d'Obama sur les armes chimiques, cela m'a inquiété comme précédent. De toute évidence, si nous agissions avant que le Parlement ne reprenne ses travaux, je pensais que le risque serait éliminé13. Sedwill était également heureux d'apprendre que le Pentagone pensait plus lourd que léger pour la réponse militaire, qui était conforme aux préférences du Royaume-Uni, et dans la recherche d'un cadre conceptuel plus large pour la Syrie. Lorsque May et Trump ont parlé, elle a fait écho aux commentaires de Sedwill sur la nécessité d'agir rapidement.14 Tout au long de l'appel, Trump a semblé résolu, même s'il était clair qu'il n'aimait pas May, un sentiment qui m'a semblé réciproque. J'ai également parlé fréquemment au cours de la semaine avec mon homologue israélien, Meir Ben-Shabbat, au sujet de rapports concernant une frappe aérienne contre la base aérienne syrienne de Tiyas et la présence très menaçante de l'Iran en Syrie.15 Au cours de la semaine, de plus amples informations sur les attaques ont été reçues, et j'ai passé beaucoup de temps à examiner ces données, ainsi que des rames de documents classifiés sur le reste du monde. Ma pratique dans les emplois gouvernementaux précédents avait toujours été de consommer autant d'intelligence que possible. J'aurais pu être d'accord ou en désaccord avec les analyses ou les conclusions, mais j'étais toujours prêt à absorber plus d'informations. La preuve de l'utilisation d'armes chimiques du régime Assad était de plus en plus claire dans les rapports publics, bien que des commentateurs de gauche, et même certains sur Fox, aient déclaré qu'il n'y avait aucune preuve. Ils avaient tord.

La deuxième réunion du Comité des principaux responsables de la Syrie, convoquée à 13 h 30, était à nouveau composée en grande partie des divers organismes qui rendaient compte de leur planification et de leurs activités en cours d'élaboration, tous conformes à une réponse ferme. J'ai vite réalisé que Mattis était notre plus gros problème. Il n'avait produit aucune option de ciblage pour le NSC ou pour l'avocat de la Maison Blanche Don McGahn, qui avait besoin d'écrire une opinion sur la légalité de ce que Trump avait finalement décidé. De longue et malheureuse expérience, je savais ce qui se passait ici. Mattis savait où il voulait que Trump se prononce militairement, et il savait également que le moyen de maximiser la probabilité que son point de vue l'emporte était de refuser des informations à d'autres qui avaient un droit légitime de peser. C'était une simple vérité que de ne pas présenter d'options avant à la dernière minute, en veillant à ce que ces options soient truquées dans la «bonne» direction, puis en écrasant, en retardant et en obscurcissant le plus longtemps possible étaient les tactiques par lesquelles un bureaucrate avisé comme Mattis pouvait arriver à ses fins. La réunion du comité des directeurs s'est terminée de manière non concluante, bien que Mattis ait finalement donné un peu de terrain à McGahn après un peu de colère autour de la table du Sit Room. J'étais déterminé à ce que cet obstructionnisme ne se produise pas, mais Mattis avait clairement creusé. Je ne pensais pas qu'il était encore au-dessus de la ligne, mais il avait raison, comme je l'ai dit à Pence et Kelly après la réunion.

À partir de 15 heures environ, j'ai passé environ deux heures dans l'Ovale, dans une «réunion» roulant d'un numéro à l'autre. Trump s'inquiétait de la possibilité de pertes russes en Syrie, compte tenu de la forte présence militaire de la Russie dans ce pays, qui avait considérablement augmenté au cours des années Obama. Il s'agissait d'une préoccupation légitime, et nous y avons répondu en demandant au président des chefs d'état-major interarmées, Joe Dunford, d'appeler son homologue russe, Valery Gerasimov, pour lui assurer que, quelle que soit l'action que nous décidions de prendre, elle ne viserait pas le russe le personnel ou les biens.16 La voie Dunford-Gerasimov a été et est restée un atout essentiel pour les deux pays au fil du temps, dans de nombreux cas bien mieux adapté que les communications diplomatiques conventionnelles pour garantir que Washington et Moscou comprennent clairement leurs intérêts et intentions respectifs.

Un autre appel Trump-Macron a abouti à trois heures quarante-cinq, Macron faisant pression pour une action rapide et menaçant d'agir unilatéralement si nous retardions trop longtemps, une affirmation qu'il avait précédemment déclarée publiquement.17 C'était absurde et potentiellement dangereux; c'était une démonstration de joie, et Trump a finalement réintégré les Français. Macron avait cependant raison de demander une action rapide, ce qui pesait contre la tendance erronée de Trump à avancer lentement. Plus les représailles sont rapides, plus le message à Assad et aux autres est clair. Nous n'avions toujours pas vu d'options du Pentagone et les deux dirigeants n'avaient pas discuté d'objectifs spécifiques. Il semblait néanmoins que Macron souhaitait l'option moyenne parmi les packages cibles, quelle qu'elle soit. Le bas est trop bas, dit-il, et le haut est trop agressif. Je n'avais aucune idée de ce qu'il voulait dire, je me demandais s'il l'avait fait non plus, ou s'il faisait juste des postures.

En préparant Trump à un appel ultérieur avec le président turc Recep Tayyip Erdogan, j'ai souligné que nous avions la bonne formule: (1) une option d'attaque à trois voies proposée avec la France et la Grande-Bretagne, pas seulement une grève américaine unilatérale comme en 2017; (2) une approche globale, utilisant des moyens politiques et économiques ainsi que

militaires, combinée à des messages efficaces pour expliquer ce que nous faisions et pourquoi; et (3) un effort soutenu - et pas seulement ponctuel. Trump semblait satisfait. Il m'a également exhorté: «Faites autant de télévision que vous voulez», en disant: «Allez à la poursuite d'Obama autant que vous le souhaitez», ce qu'il a appelé «une bonne chose à faire». En fait, je ne voulais pas faire de médias cette semaine-là, et il y avait suffisamment d'autres personnes qui griffaient pour passer à la télévision qu'aucune pénurie de voix de l'administration ne serait entendue.

L'appel d'Erdogan s'est avéré être une expérience. En l'écoutant (ses propos étaient toujours interprétés), il sonnait comme Mussolini parlant depuis son balcon de Rome, sauf qu'Erdogan parlait dans ce ton et ce volume au téléphone. C'était comme s'il nous faisait la leçon en se tenant sur le bureau de Resolute. Erdogan a semblé éviter tout engagement à se joindre aux plans de grève américains, mais a déclaré qu'il parlerait à Poutine de façon imminente.18 Trump a exhorté Erdogan à souligner que nous cherchions à éviter les pertes russes. Le lendemain, jeudi, Ibrahim Kalin, mon homologue turc (et aussi le porte-parole de la presse d'Erdogan, une combinaison intéressante), a appelé pour rendre compte de l'appel Erdogan-Poutine. Poutine a souligné qu'il ne voulait pas voir une confrontation plus large avec les États-Unis à propos de la Syrie et que tout le monde devrait agir avec bon sens.19

À huit heures du matin jeudi, Dunford a appelé pour débriefer sa conversation avec Gerasimov tard la nuit précédente. Après la défense russe obligatoire du régime d'Assad, Gerasimov s'est mis au travail, prenant Dunford au sérieux lorsqu'il a souligné que notre intention n'était pas de viser les Russes. Dunford a qualifié Gerasimov de «très professionnel, très mesuré». Dunford et moi avons convenu que c'était un résultat positif, que j'ai transmis à Trump plus tard dans la matinée, avec l'appel téléphonique Erdogan-Poutine.

J'ai rencontré Trump et Pence à une heure trente dans la petite salle à manger dans un petit couloir de l'Oval. Trump a passé beaucoup de temps dans cette salle à manger, avec une télévision à écran large sur le mur en face de sa chaise, généralement tournée vers Fox News. C'est ici que sa collection de papiers officiels, journaux et autres documents résidait habituellement, plutôt que sur le bureau Resolute de l'Oval. Trump voulait retirer la plupart des troupes américaines de Syrie et persuader les États arabes de déployer plus de leurs propres forces là-bas, ainsi que de payer pour la présence américaine restante. Il ne voyait pas cette substitution des forces arabes aux forces américaines comme une réorientation stratégique, mais comme un moyen de détourner la critique politique intérieure américaine pour ses commentaires publics de plus en plus directs sur le retrait de la Syrie. J'ai dit que j'examinerais la question. Avec une réunion complète du NSC (le terme approprié uniquement lorsque le président préside la réunion) à venir cet après-midi, j'ai également dit à Trump que Mattis était essentiellement sablé par Mattis sur la gamme d'options cibles. Trump semblait troublé, mais il n'a offert aucune véritable direction.

La réunion du NSC, convoquée à trois heures dans la salle assise, a duré environ soixante-quinze minutes et s'est terminée sans résultat. La réponse proposée par le Pentagone à l'attaque par armes chimiques de la Syrie était beaucoup plus faible qu'elle n'aurait dû l'être, en grande partie parce que Mattis avait empilé les options présentées à Trump d'une manière qui ne laissait guère de choix réel. Au lieu de trois choix (léger, moyen et lourd), Mattis et Dunford (qui ne semblaient pas faire quelque chose que Mattis ne voulait pas, mais qui ne semblait pas non plus très content de tout) ont présenté cinq options. Je n'avais vu ces options que quelques

heures avant la réunion du NSC, ce qui rendait impossible une analyse vraiment réfléchie par le personnel du NSC. Plus inutile, les cinq options n'ont pas augmenté ou diminué dans un ordre particulier. Au lieu de cela, deux ont été caractérisés comme «à faible risque» et trois ont été considérés comme «à haut risque». Une seule option a été classée comme prête à l'emploi (l'une des options à faible risque), une option partiellement prête (l'autre à faible risque). De plus, même au sein des alternatives, les cibles potentielles ont été combinées de manière incompréhensible;
choisir et choisir parmi les divers éléments des cinq options aurait laissé les choses encore plus confuses. Nous ne cherchions pas des options à une échelle compréhensible, mais une collection de pommes, d'oranges, de bananes, de raisins et de poires, «incommensurables», comme l'ont dit des cibles nucléaires.
Étant donné l'impératif de frapper rapidement pour souligner notre sérieux, que Trump a maintenant accepté, cela n'a laissé que peu ou pas de choix, d'autant plus que la Grande-Bretagne et la France, pour leurs propres raisons, nous avaient fait part de leur désir de frapper le plus tôt possible. Si Trump avait insisté sur l'une des «options les plus risquées», plusieurs jours se seraient écoulés et nous étions déjà près d'une semaine entière depuis l'attaque de la Syrie. Si nous suivions le calendrier 2017, les représailles auraient dû avoir lieu aujourd'hui. De plus, parce que Mattis recommandait de ne frapper que des cibles liées aux armes chimiques, même les options que Trump et d'autres avaient demandées n'avaient pas été incluses. En outre, Mattis a déclaré sans réserve que causer des victimes russes signifierait que nous serions en guerre avec la Russie, malgré nos efforts pour éviter de telles pertes et la conversation Dunford-Gerasimov. Lors de l'attaque d'avril 2017 avec des missiles de croisière, les États-Unis avaient frappé des cibles à une extrémité d'un aérodrome militaire syrien où il n'y avait pas de Russes, même si nous savions que les Russes étaient situés près d'une autre piste du même aérodrome.20 Personne ne semblait s'en soucier particulièrement sur les pertes potentielles iraniennes, bien que les Russes et les Iraniens se trouvent de plus en plus sur tout le territoire syrien détenu par les forces d'Assad. Cette présence étrangère accrue était une partie de plus en plus importante du problème stratégique au Moyen-Orient, et agir comme si elle n'était pas simplement autorisée par Assad à les utiliser comme boucliers humains. Mattis cherchait des excuses pour ne pas faire grand-chose, mais il avait tort tactiquement et stratégiquement.
En fin de compte, bien que Trump ait déclaré toute la semaine qu'il voulait une réponse significative, il n'a pas décidé d'en faire une. Et son choix ultime parmi les options a manqué le point stratégique central, que Mattis devait connaître. La raison même pour laquelle nous étions dans la salle de repos était que la frappe américaine de 2017 n'avait pas établi des conditions de dissuasion dans l'esprit d'Assad suffisamment puissantes pour qu'il n'utilise plus d'armes chimiques. Nous savions qu'il avait utilisé des armes chimiques non seulement à Douma quelques jours auparavant, mais dans plusieurs autres cas depuis avril 2017, et il y avait d'autres cas possibles où nous étions moins sûrs21.L'attaque du 7 avril 2018 était tout simplement la pire des lot. L'analyse en 2018 aurait dû être: quelle doit être la taille pour réussir à établir la dissuasion cette fois, étant donné que nous avons échoué la dernière fois?
À mon avis, cela aurait inévitablement dû inclure des attaques au-delà des installations abritant le programme d'armes chimiques de la Syrie. Nous aurions dû détruire d'autres ressources militaires syriennes, notamment des quartiers généraux, des avions et des hélicoptères (c'est-à-

dire des cibles liées à la décision d'utiliser des armes chimiques et les vecteurs pour larguer les bombes contenant les armes elles-mêmes), et menacer également le régime lui-même, tel comme en attaquant les palais d'Assad. Ce sont tous des points que j'ai soulevés, sans succès. Le fait que nous n'ayons pas réussi à augmenter le niveau de notre réponse a pratiquement garanti qu'Assad, la Russie et l'Iran poussaient tous un soupir de soulagement.

Mattis a poussé sans relâche pour ses options inoffensives. Pendant que Pence essayait de m'aider, le secrétaire au Trésor Steven Mnuchin a fermement soutenu Mattis, bien qu'il ne sache manifestement pas de quoi il parlait. Nikki Haley a expliqué que son mari était dans la garde nationale, nous devons donc essayer d'éviter les pertes militaires. Lorsque McGahn a de nouveau demandé plus d'informations sur les cibles, Mattis a catégoriquement refusé de les fournir, même si McGahn ne le demandait toujours que pour son analyse juridique, pour ne pas agir en tant que cible, ce qui n'était pas de son ressort (tout comme les commentaires de Mnuchin et Haley). C'était magnifique. McGahn m'a dit plus tard qu'il n'avait pas contesté Mattis directement parce qu'il ne voulait pas perturber davantage la réunion; il a ensuite pu obtenir ce dont il avait besoin pour son avis juridique. Le mieux que nous puissions dire, selon la formule de Dunford, était que Trump avait décidé de frapper «le cœur de l'entreprise [d'armes chimiques syriennes]». Nous tirerions plus de deux fois plus de missiles qu'en 2017 et sur des cibles plus physiques22. Cependant, la question de savoir si cela entraînerait la destruction de plus de quelques bâtiments supplémentaires était une question très différente.

Même si le président avait décidé de la grève optimale, le processus décisionnel était totalement inacceptable. Nous avions expérimenté un stratagème bureaucratique classique par un bureaucrate classique, structurant les options et les informations pour que seules ses options paraissent acceptables afin de réussir. Bien sûr, Trump n'a pas aidé en n'étant pas clair sur ce qu'il voulait, en sautant au hasard d'une question à l'autre, et en général frustrant les efforts pour avoir une discussion cohérente sur les conséquences d'un choix plutôt que d'un autre. Les médias ont décrit la réunion, dont les détails ont été rapidement divulgués, comme Mattis l'a emporté en raison de sa «modération». En fait, l'esprit de Stonewall Jackson habitait Mattis et ses acolytes. («Il y a Jackson comme un mur de pierre», comme l'ont dit les Confédérés lors de la première bataille de Bull Run.) Cependant,un meilleur résultat, il pour obtenirfaudrait plus de luttes bureaucratiques et une nouvelle réunion du NSC, perdant ainsi un temps plus critique. C'était un non-partant, et Mattis le savait. En effet, la Syrie avait déjà éloigné l'équipement et les matériaux de plusieurs cibles que nous espérions détruire.23 J'étais convaincu d'avoir agi en tant que courtier honnête, mais Mattis jouait avec des cartes marquées. Il savait bien mieux que moi la réaction de Trump dans de telles situations. Comme McGahn me l'a souvent chuchoté pendant le chevauchement de nos mandats à la Maison Blanche, reflétant le contraste avec nos expériences antérieures au sein du gouvernement, «ce n'est pas l'administration Bush».

À la fin de la réunion, j'ai senti que Trump voulait juste décider de quelque chose et revenir à l'Anneau, où il se sentait plus à l'aise et en contrôle. J'avais été déjoué par un opérateur bureaucratique expert. J'étais déterminé à ce que cela ne se reproduise plus. Plus important encore, le pays et le président n'avaient pas été bien servis. J'étais déterminé que cela ne se reproduirait pas non plus. Au cours des prochains mois, j'ai essayé de nombreuses façons d'ouvrir la planification militaire du Pentagone pour des contingences similaires, d'obtenir plus

d'informations à l'avance pour aider à rendre le processus décisionnel politico-militaire plus complet et agile, parfois avec succès, parfois non.
Après avoir quitté le Sit Room, nous avons indiqué à la presse que nous n'avions pas pris de décision finale et que le NSC se réunirait à nouveau vendredi à 17 heures, ce qui ferait penser à toute action militaire plusieurs jours plus tard. Mais nous étions clairs entre nous que nous visions un discours de Trump à la nation vendredi à 17 heures (au milieu de la nuit, heure de la Syrie), dans lequel il annoncerait l'attaque trilatérale. J'ai immédiatement participé à une courte conférence vidéo avec Sedwill et Étienne, dans une autre salle du complexe Sit Room. J'ai expliqué quelles étaient nos décisions, afin que nous soyons tous prêts pour les prochains appels entre Trump, Macron et May. J'ai ensuite couru jusqu'à l'Oval, où Trump a parlé en premier avec May à environ quatre heures quarante-cinq; elle était heureuse du résultat de la réunion du NSC, dont les militaires britanniques et français avaient déjà discuté, un autre signe que Mattis nous avait complètement trompé.
En attendant dans l'Anneau l'appel de Macron, Trump s'est mis à parler de Tillerson et à quel point il ne l'aimait pas, se souvenant d'un dîner avec Tillerson et Haley. Haley, a déclaré Trump, était en désaccord avec Tillerson, qui a répondu: «Ne me parle plus jamais de cette façon.» Avant que Haley puisse dire quoi que ce soit, Tillerson a déclaré: «Vous n'êtes rien d'autre qu'un con, et ne l'oubliez jamais." Dans la plupart des Administrations, Tillerson aurait été licencié, alors je me demandais s'il l'avait jamais dit. Et s'il ne l'avait pas fait, pourquoi Trump m'a-t-il dit qu'il l'avait fait? Après cela, l'appel de Macron était sans particularité.
Dans la plupart des Administrations, Tillerson aurait été licencié, alors je me demandais s'il l'avait jamais dit. Et s'il ne l'avait pas fait, pourquoi Trump m'a-t-il dit qu'il l'avait fait? Après cela, l'appel de Macron était sans particularité. Entre-temps, nos préparatifs se sont accélérés. Quand je suis finalement parti tard dans la soirée, Kushner est venu dans mon bureau pour dire que Trump pensait que j'avais fait «un excellent travail». Je ne le pensais pas, mais cela signifiait que j'allais probablement terminer la quatrième journée de travail.
Vendredi, j'ai appelé plusieurs États arabes pour vérifier leur intérêt à constituer la force expéditionnaire arabe que Trump cherchait à remplacer par les troupes américaines en Syrie et en Irak. Il avait imaginé qu'en plus de la main-d'oeuvre, les Arabes paieraient aux États-Unis le «coût majoré de vingt-cinq pour cent», puis il est passé au «coût majoré de cinquante pour cent» pour nos forces restantes. Je ne pouvais qu'imaginer les réactions. Il était clair pour moi, cependant, que sans quelque chose des nations arabes, Trump retirerait presque certainement les quelques forces américaines restantes en Syrie, et le plus tôt possible. J'ai parlé avec le ministre qatari des Affaires étrangères Mohammed bin Abdulrahman al-Thani; Cheikh Tahnoon bin Zayed al-Nahyan, mon homologue des Émirats arabes unis; et Abbas Kamel, chef du service national de renseignement égyptien. J'ai dit clairement que l'idée venait directement du président et ils ont tous promis de la prendre très au sérieux. Plus tard, expliquant le contexte, j'ai remis tout cela à Pompeo quand il est devenu secrétaire d'État, disant que nous n'allions nulle part vite. Il a facilement accepté, et c'est là que ça s'est terminé.
À neuf heures quinze du matin, Kelly m'a demandé à son bureau, disant que Trump venait d'appeler, souhaitant notamment revoir le plan de grève qu'il avait accepté la veille. Nous avons eu Mattis et Dunford au téléphone, puis nous nous sommes connectés à Trump, qui était toujours dans la résidence. "Je n'aime pas les cibles", a-t-il dit, "cela pourrait être critiqué comme rien", faisant ainsi essentiellement le point que j'avais soulevé lors de la réunion du

NSC jeudi. Il était désormais également «un peu préoccupé» par les «panaches chimiques» après l'attaque, bien que Mattis ait souligné la veille que le ministère de la Défense ne pensait pas qu'il y en aurait. Trump a déclaré qu'il envisageait de tweeter qu'il avait prévu d'attaquer mais qu'il l'avait annulé car il n'y avait plus de bonnes cibles, bien qu'il garderait son «doigt sur la détente». J'ai presque implosé, et je ne pouvais qu'imaginer ce que faisaient Mattis et Dunford. Kelly semblait nonchalante, ayant sans doute subi cet exercice d'innombrables fois. «Nous ne supprimons rien», a répété Trump.

J'ai dit que nous aurions dû nous mettre d'accord sur une grève plus lourde, mais nous avons maintenant dépassé le point de changer d'avis et de ne faire que tweeter; les autres ont accepté. Trump était irrité par l'Allemagne et prêt à sortir de l'OTAN, et également déterminé à arrêter Nord Stream II (un projet de gazoduc baltique de gaz naturel reliant directement la Russie à l'Allemagne). Le Nord Stream II n'était pas directement pertinent ici, mais une fois rappelé, il a demandé à Mnuchin de s'assurer qu'il y travaillait. "Ne gaspillez pas cette crise [syrienne] à Merkel", a-t-il dit, se référant au projet de pipeline. Trump a ensuite lancé de possibles actions russes en représailles à une frappe syrienne, comme couler un navire de la marine américaine, ce que Mattis lui a assuré était très peu probable, malgré la présence de plusieurs navires de guerre russes en Méditerranée orientale. Après plus de divagations, Trump a semblé se contenter d'aller de l'avant et Kelly a dit rapidement: "Nous prendrons cela comme un ordre de départ pour 2100", ce qui signifie l'heure actuellement prévue pour le discours de Trump vendredi soir annonçant l'attaque. Trump a dit: "Oui." L'appel de Trump à Kelly et l'intervention de Kelly reflétaient «combien de [mon] travail Kelly [faisait]», comme McMaster me l'avait dit la semaine précédente. Néanmoins, j'étais heureux cette fois que l'expérience de Kelly à la Maison Blanche de Trump ait stoppé le chaos croissant de cette discussion téléphonique et permis à une décision mûrement réfléchie (si elle était insuffisante, à mon avis) d'aller de l'avant. Heureusement, la journée n'a plus provoqué de hoquet et nous avons commencé à appeler les principaux législateurs de la Chambre et du Sénat. Macron a rappelé pour dire qu'après avoir parlé avec Poutine, tout allait bien à Moscou. Poutine avait donné la ligne standard selon laquelle les forces d'Assad n'avaient pas mené d'attaque aux armes chimiques, mais il était clair que Macron et nous savions tous que Poutine mentait. Poutine a également déclaré combien il serait malheureux en termes de relations publiques si les attaques d'Assad avaient été faussement signalées, à partir desquelles j'ai cru comprendre que Macron supposait que la Russie menait des campagnes d'influence en Grande-Bretagne et en France sur la Syrie, et peut-être aussi en Amérique. Après l'appel, je suis resté avec Trump dans l'Ovale pendant encore une demi-heure. Trump a demandé comment les choses se passaient, observant: «C'est pour cela que vous vous entraînez.» Comme il l'avait fait quelques jours auparavant, il a évoqué la possibilité d'une grâce pour Scooter Libby, que j'ai fortement appuyée. Je connaissais Libby depuis l'administration Bush 41 et sentais que son traitement dans l'affaire Valérie Plame démontrait toutes les raisons pour lesquelles le concept de «conseil indépendant» était si gravement vicié et si injuste. Trump a signé le pardon quelques heures plus tard. Dans l'après-midi, Stephen Miller a fait venir l'équipe de rédaction du discours du président pour parler de son discours du soir à la nation. Le brouillon avait l'air bien, et vers 17h00, de retour dans l'Anneau, Trump a parcouru le discours mot à mot jusqu'à ce qu'il soit satisfait. Pompeo a appelé vers 15 h 40 et je l'ai félicité pour la réussite de ses audiences de confirmation jeudi. Il avait demandé à Gina Haspel de dire à Trump qu'il était prêt à prendre des

mesures encore plus énergiques contre la Syrie, ce qui était bon à savoir au cas où les choses se décolleraient de nouveau dans les prochaines heures. Les opérations réelles pour l'attaque étaient bien en cours en début de soirée. Comme il s'agissait d'une attaque «time-on-target», certaines armes ont été lancées bien avant les autres afin qu'elles arrivent toutes aussi près que possible de simultanément sur leurs cibles.

À huit heures trente, plusieurs d'entre nous se sont rendus à la salle de réception diplomatique, où le discours serait diffusé. Nous n'avons pas traversé la colonnade, pour éviter d'informer quiconque que quelque chose allait se passer, mais à travers la pelouse sud sombre, obtenant ainsi une vue rapprochée à couper le souffle de la Maison Blanche illuminée la nuit. Trump était à l'étage dans le logement et a pris l'ascenseur au rez-de-chaussée vers huit heures quarante-cinq. Nous avons parcouru rapidement le discours une fois de plus. Trump l'a bien livré, a serré la main des assistants autour de lui et est retourné dans les quartiers d'habitation. Je suis retourné à mon bureau pour faire mes valises et rentrer chez moi, découvrant avec étonnement que l'aile ouest était pleine de touristes à neuf heures trente du soir!

La frappe s'est déroulée presque parfaitement, les défenses aériennes syriennes tirant plus de quarante missiles sol-air, dont aucun n'a touché nos missiles de croisière entrants.24 Nous pensions qu'Assad était surpris par l'ampleur de la destruction et qu'il n'y avait pas de panache chimique. Samedi, Trump a tweeté joyeusement à propos de l'attaque et a parlé à May et Macron, 25 ans qui étaient également satisfaits des représailles et de l'unité occidentale qu'elle avait démontrée. Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a critiqué la grève pour ne pas avoir l'autorisation du Conseil de sécurité, et donc son incompatibilité avec le «droit international», que certains d'entre nous trouvaient ridicule. J'ai passé la majeure partie de la journée dans l'aile ouest au cas où une activité de suivi pourrait être nécessaire.

Avons-nous réussi à dissuader Assad? En fin de compte, nous ne l'avons pas fait. Après ma démission, le monde a appris qu'Assad avait de nouveau utilisé des armes chimiques contre des populations civiles en mai 2019.26 et qu'il y avait probablement également eu d'autres utilisations. En bref, alors qu'en 2017 la grève américaine a produit peut-être douze mois de dissuasion, la grève un peu plus grande de 2018 n'a produit qu'environ treize mois. Et sur la politique plus large de la Syrie et la gestion de l'hégémonie régionale croissante de l’Iran, ce débat sur la Syrie n'a fait que souligner la confusion qui pèserait sur la politique américaine pendant mon mandat et au-delà. Pour emprunter la célèbre phrase du professeur Edward Corwin, la politique syrienne est restée «une invitation à la lutte».

CHAPITRE 3

L'AMERIQUE SE LIBERE

Lundi après l'attaque en Syrie, j'ai pris l'avion avec Trump en Floride, faisant mon premier tour sur Marine One de la pelouse sud à Joint Base Andrews, puis Air Force One à Miami. Notre destination était à proximité de Hialeah pour un rassemblement stimulant les efforts de Trump

pour créer un climat commercial positif. L'audience de plus de cinq cents personnes était principalement composée d'Américains cubains et vénézuéliens, et lorsque Trump m'a présenté, dans le contexte de la grève en Syrie, j'ai reçu une ovation debout. Trump, visiblement surpris, a demandé: «Lui donnez-vous tout le crédit? Vous savez que cela signifie la fin de son travail. » Ce que c'est drôle. Le sénateur Marco Rubio, cependant, avait préfiguré l'ovation plus tôt lorsqu'il a soulevé ma nomination en tant que conseiller à la sécurité nationale: "C'est une mauvaise journée pour Maduro et Castro, et une grande journée pour la cause de la liberté." J'avais longtemps travaillé sur ces questions, et la foule le savait même si Trump ne le savait pas. L'Air Force One s'est envolée ensuite pour Palm Beach, puis nous avons roulé en voiture pour Mar-a-Lago. J'ai continué à préparer le sommet de Trump avec le Premier ministre japonais Abe, en mettant l'accent sur le programme d'armes nucléaires de la Corée du Nord, le principal objectif du voyage d'Abe.

Même la simple tâche de préparer Trump pour la visite d'Abe s'est avérée ardue et signe de choses à venir. Nous avons organisé deux séances d'information, l'une principalement sur la Corée du Nord et les questions de sécurité, et l'autre sur les questions commerciales et économiques, correspondant au calendrier des réunions entre Abe et Trump. Bien que la première réunion Abe-Trump ait porté sur des questions politiques, notre salle de briefing était remplie de types de politiques commerciales qui, après avoir entendu qu'il y avait eu un briefing, ont erré. Trump était en retard, j'ai donc dit que nous aurions une brève discussion sur le commerce et puis allez en Corée du Nord. C'était une erreur. Trump, déclenché par un commentaire selon lequel nous n'avions pas de meilleur allié que le Japon, s'est plaint avec discernement de l'attaque du Japon sur Pearl Harbor. Les choses se sont dégradées à partir de là. Peu de temps après, Abe est arrivé et la session s'est terminée. J'ai mis Kelly de côté pour discuter du «briefing» infructueux et il a dit: «Vous allez être très frustré par ce travail.» J'ai répondu: «Non, je ne le suis pas, s'il y a des règles de procédure minimales. Ce n'est pas un problème Trump; c'est un problème du personnel à la Maison Blanche. » "Je n'ai pas besoin d'une conférence de votre part", rétorqua Kelly, et je répondis: "Je ne vous donne pas de cours, je vous dis les faits, et vous savez que c'est vrai." Kelly a fait une pause et a dit: «Ce fut une erreur de les laisser [les commerçants] entrer», et nous avons convenu de régler le problème la prochaine fois. Mais en vérité, Kelly avait raison et j'avais tort. C'était un problème Trump, et il n'a jamais été résolu.

Abe et Trump ont d'abord eu une réunion en tête-à-tête, puis eux et leurs délégations se sont réunis dans la salle de bal White and Gold de Mar-a-Lago, qui était en effet très blanche et très or, à 15 heures. Abe m'a salué en disant: « Bienvenue à nouveau », car nous nous connaissions depuis plus de quinze ans. Comme cela est typique lors de ces réunions, la presse s'est alors précipitée, les caméras ont tourné. Abe a expliqué que, lors du face-à-face, lui et Trump avaient «forgé une compréhension mutuelle» que toutes les options étaient sur la table concernant la Corée du Nord, où nous avions besoin d'une «pression maximale» et de la menace d'une puissance militaire écrasante1. , c'était mon point de vue, bien qu'à ce moment-là, Pompeo était en train de négocier où le sommet de Trump avec Kim Jong Un aurait lieu. La visite d'Abe était parfaitement programmée pour renforcer la détermination de Trump à ne pas céder le magasin. Après que les médias se soient déplacés à contrecœur, Abe et Trump ont eu une longue discussion sur la Corée du Nord, puis se sont tournés vers les questions commerciales.

Pendant que cette réunion se poursuivait, la presse explosait sur autre chose. Dans les heures mouvementées qui ont précédé la grève en Syrie, Trump avait initialement accepté d'imposer davantage de sanctions à la Russie. La présence de Moscou en Syrie était cruciale pour soutenir le régime d'Assad et peut-être faciliter (ou au moins autoriser) les attaques par armes chimiques et autres atrocités. Par la suite, cependant, Trump a changé d'avis. "Nous avons fait valoir notre point de vue", m'a dit Trump tôt samedi matin, et nous pourrions "les frapper beaucoup plus fort si besoin est plus tard." De plus, les États-Unis venaient d'imposer des sanctions substantielles à la Russie le 6 avril, comme l'exige la «Countering America's Adversaries Through Sanctions Act» 2, que Trump détestait parce que la Russie était sa cible. Trump pensait que reconnaître l'ingérence de la Russie dans la politique américaine, ou dans celle de nombreux autres pays d'Europe et d'ailleurs, impliquerait implicitement qu'il avait été de connivence avec la Russie dans sa campagne de 2016. Cette opinion est erronée à la fois sur le plan de la logique et de la politique; Trump aurait pu avoir une main plus forte face à la Russie s'il avait attaqué de ses efforts électorale subversion, plutôt que de les ignorer, d'autant plus que les actions concrètes, telles que les sanctions économiques, prises par son administration étaient en fait assez robustes. Quant à son appréciation de Poutine lui-même, il n'a jamais émis d'opinion, du moins devant moi. Je n'ai jamais demandé quel était le point de vue de Trump, peut-être craignant ce que j'entendrais. Son point de vue personnel sur le leader russe est resté un mystère.

J'ai essayé de le persuader d'appliquer les nouvelles sanctions, mais il n'achetait pas. J'ai dit Mnuchin et je ferais en sorte que le Trésor ne fasse aucune annonce. Heureusement, comme de nombreux hauts fonctionnaires ne connaissaient que trop bien le tour des montagnes russes des décisions de l'administration, il y a eu une pause intégrée avant que l'approbation initiale de Trump de nouvelles sanctions ne soit effectivement mise en œuvre. Une décision finale de ne pas aller devait être prise samedi, alors j'ai dit à Ricky Waddell, l'adjoint de McMaster et toujours à bord, de faire passer le mot pour arrêter toute motion en avant. Le personnel du NSC a informé le Trésor d'abord, puis tous les autres, et le Trésor a convenu qu'il alerterait également tout le monde sur les sanctions.

Lors des talk-shows du dimanche matin, cependant, Haley a déclaré que le Trésor allait annoncer des sanctions à la Russie lundi. Immédiatement, il y a eu des drapeaux rouges et des sonnettes d'alarme. Jon Lerner, le conseiller politique de Haley, a déclaré à Waddell que la mission américaine auprès des Nations Unies à New York connaissait les ordres concernant les sanctions contre la Russie et a déclaré: «Elle [Haley] vient de glisser», un euphémisme à couper le souffle. L'attraction magnétique pour les caméras de télévision, une maladie politique courante, avait créé le problème, mais c'était aussi une faute de processus: les sanctions étaient à annoncer par le Trésor. L'ambassadeur auprès de l'ONU n'avait aucun rôle à jouer, sauf, dans ce cas, à voler la vedette par erreur. Trump m'a appelé à 18 h 30 pour me demander comment les émissions du dimanche s'étaient déroulées, et je lui ai parlé de l'erreur russe et de ce que nous faisions pour y remédier. "Ouais, qu'est-ce qui se passe avec ça?" Demanda Trump. "C'est trop." J'ai expliqué ce que Haley avait fait et Trump a dit: «Elle n'est pas étudiante, vous savez. Appelez les Russes et dites-leur. » C'est ce que j'ai fait en appelant l'ambassadeur américain à Moscou, Anatoly Antonov, que je connaissais de l'administration Bush 43, peu de temps après. Je n'étais pas sur le point de lui dire ce qui s'était réellement passé, alors j'ai juste dit que Haley avait fait une erreur honnête. Antonov était un homme solitaire, car les habitants

de Washington avaient maintenant peur d'être vus parler aux Russes, alors je l'ai invité à la Maison Blanche pour se rencontrer. Cela a plu à Trump lorsque je lui ai fait un compte rendu plus tard, car maintenant nous pouvions commencer à parler de la réunion qu'il voulait avec Poutine. J'ai également renseigné Pompeo sur Haley et les événements de la journée en Russie, et j'ai senti au téléphone qu'il secouait la tête avec consternation.

Malgré le calme de Moscou, la presse américaine a déchaîné lundi la rumeur des sanctions contre la Russie. Trump a informé la presse de Sanders que nous avions frappé durement la Russie avec des sanctions et envisagions plus, espérant que cela arrêterait le saignement causé par les commentaires de Haley. J'ai parlé au secrétaire par intérim de l'État, John Sullivan, qui a reconnu que l'État avait une responsabilité générique, car à l'époque de Tillerson-Haley, il n'y avait eu essentiellement aucune communication entre l'État et notre mission des Nations Unies à New York. Haley était un électron libre, auquel elle s'était évidemment habituée, communiquant directement avec Trump. J'ai raconté à Sullivan les matchs hurlants entre Al Haig et Jeane Kirkpatrick au début de l'administration Reagan, et Sullivan a ri, "Au moins, ils parlaient."

Mardi, la presse aboyait toujours. Haley m'a appelé à neuf heures quarante-cinq, inquiet d'être laissé de côté: «Je ne vais pas le prendre. Je ne veux pas avoir à en répondre. » Elle a nié qu'elle ou la mission américaine avait été informée du retour en arrière de samedi. J'ai dit que je vérifierais plus loin, même si son propre personnel avait admis dimanche qu'elle avait fait un faux pas. J'ai encore fait vérifier Waddell auprès du Trésor, qui était fatigué d'être blâmé. Ils ont souligné qu'ils avaient clairement indiqué à tout le monde vendredi, y compris au représentant de l'ambassadeur de l'ONU, que, quelle que soit la décision de Trump, aucune annonce ne serait faite avant lundi matin, juste avant l'ouverture des marchés américains. Je pensais que c'était un point révélateur. Le Trésor a également confirmé qu'ils avaient appelé samedi, comme l'avait fait le personnel du NSC, pour assurer le suivi. Et de toute façon, pourquoi notre ambassadeur des Nations Unies devrait-il faire cette annonce? Waddell a de nouveau parlé avec l'aide de Haley, Jon Lerner, qui a dit: «Elle n'aurait pas dû le faire… c'était un lapsus.» Pendant ce temps, Trump a grogné sur la façon dont la presse faisait tourner ce qui était, sans aucun doute, un renversement de politique, car il craignait que cela ne le rende faible sur la Russie.

La traînée de poudre, cependant, était sur le point d'éclater sur un autre front, alors que Larry Kudlow informait la presse des discussions sur Trump-Abe. Sanders voulait que je rejoigne Kudlow, mais j'ai choisi de ne pas le faire, pour la même raison que j'ai refusé d'aller aux talk-shows du dimanche: je ne voyais aucun intérêt à être une star de la télévision lors de ma première semaine de travail. Dans une couverture en direct du briefing de Kudlow, a posé la question inévitable sur les sanctions contre la Russie, Kudlow a déclaré qu'il y avait eu une certaine confusion momentanée et a ensuite fait valoir les points que Trump avait dictés à Sanders sur Air Force One. Haley a immédiatement renvoyé un message à Fox's

Dana Perino: «Avec tout le respect que je vous dois, je ne suis pas confus», et, boum, la guerre a recommencé, du moins pendant un certain temps. Haley a obtenu un bon titre de livre de l'incident. Mais, avec tout le respect que je vous dois, Haley n'était pas confus. Elle avait tort.

Après que Trump et Abe ont joué au golf mercredi matin, il y a eu un déjeuner de travail, principalement sur les questions commerciales, qui n'a pas commencé avant 15 heures. Les deux dirigeants ont tenu une conférence de presse conjointe, et un dîner entre les deux

délégations a commencé à sept heures quinze, beaucoup de nourriture en peu de temps. Je suis retourné à Washington dans l'avion de la Première Dame, considérant ce sommet comme un véritable succès sur des questions de fond comme la Corée du Nord.

Cependant, je me concentre maintenant sur l'Iran et sur l'opportunité offerte par la prochaine décision de levée des sanctions, le 12 mai, de forcer la question du retrait. Pompeo m'avait appelé en Floride mardi soir, tourné vers le haut pour savoir quoi faire sur l'accord nucléaire iranien. Je ne pouvais pas dire s'il était encore câblé après son difficile processus de confirmation, ce qui était tout à fait compréhensible, ou s'il était joué par des gens de l'État qui devenaient de plus en plus agités que nous pourrions enfin nous retirer. Après un va-et-vient difficile, parfois éprouvant, sur les inévitables critiques de la part des Hauts-Pensés qu'une décision de retrait entraînerait, Pompeo a déclaré qu'il demanderait à l'État de réfléchir plus profondément à ce qui allait suivre de notre sortie, ce qu'ils avaient résolument résisté à faire. jusqu'ici. Je craignais que la nervosité évidente de Pompeo à propos de la rupture de l'accord sur le nucléaire iranien n'entraîne encore plus de retard. Sachant que la bureaucratie de l'État saisirait l'indécision pour faire obstacle à la disparition d'un autre accord international sacré, l'hésitation au niveau politique de l'administration pourrait être fatale.

Trump est resté en Floride le reste de la semaine, mais de retour à Washington, je me suis concentré sur l'Iran. J'avais longtemps cru que la menace nucléaire de l'Iran, bien qu'elle ne soit pas aussi avancée sur le plan opérationnel que celle de la Corée du Nord, était aussi dangereuse, potentiellement davantage en raison des obsessions théologiques révolutionnaires motivant ses dirigeants. Le programme nucléaire de Téhéran (ainsi que son travail sur les armes chimiques et biologiques) et ses capacités de missiles balistiques en ont fait une menace à la fois régionale et mondiale. Dans le Moyen-Orient déjà tendu, les progrès de l'Iran dans le domaine nucléaire ont inspiré d'autres pays - la Turquie, l'Égypte, l'Arabie saoudite - à prendre des mesures, à terme, compatibles avec le fait d'avoir leurs propres capacités en matière d'armes nucléaires, preuve du phénomène de prolifération à l'œuvre. L'Iran a également eu la distinction douteuse d'être le banquier central mondial du terrorisme international, avec un dossier actif en particulier au Moyen-Orient pour soutenir les groupes terroristes avec des armes et des finances, et en déployant ses propres capacités militaires conventionnelles dans des pays étrangers au profit de sa stratégie. objectifs. Et après quarante ans, la ferveur de la révolution islamique iranienne n'a montré aucun signe de ralentissement chez ses dirigeants politiques et militaires.

J'ai rencontré le britannique Mark Sedwill, puis mon homologue allemand, Jan Hecker, et j'ai longuement parlé par téléphone avec le français Philippe Étienne. Même si j'ai dit à plusieurs reprises qu'aucune décision finale n'avait été prise, j'ai également essayé par tous les moyens possibles d'expliquer qu'il n'y avait aucune possibilité de «fixer» l'accord, comme le Département d'État l'avait plaidé pendant plus d'un an. Pour mes trois homologues et leurs gouvernements, c'était une dure nouvelle. C'est pourquoi je n'arrêtais pas de le répéter, sachant, ou du moins espérant, que Trump se retirerait de l'accord dans quelques semaines. La nouvelle serait un coup de tonnerre et je voulais être certain d'avoir fait tout mon possible pour que nos alliés les plus proches ne soient pas surpris. Avec des visites imminentes à la Maison Blanche de Macron et Merkel, il y avait de nombreuses opportunités pour une discussion complète de ces questions, mais ils devaient savoir à l'avance que Trump voulait sortir cette fois-ci. Probablement.

Je m'attendais, malgré son vacillement quand j'étais à Mar-a-Lago, que Pompeo instillerait une certaine discipline à State, mais il avait rencontré un problème de confirmation avec Rand Paul. Paul a finalement déclaré son soutien à Pompeo, en échange de la déclaration de Pompeo (1) que la guerre en Irak de 2003 avait été une erreur, et (2) au moins selon un tweet de Paul, que le changement de régime était une mauvaise idée et que nous devrions nous retirer de Afghanistan dès que possible. J'étais désolé pour Pompeo, car j'étais sûr que ce n'était pas sa véritable opinion. Je n'ai jamais été contraint de devoir me rétracter pour obtenir un vote, ou même pour obtenir le poste de NSC auprès de Trump, donc je n'ai jamais eu à prendre la décision de Pompeo. Plus tard dans la journée, John Sullivan de State m'a parlé de sa visite de courtoisie avec Paul lors de son processus de confirmation. Paul avait dit qu'il voterait pour Sullivan pour une seule raison: "Votre nom n'est pas John Bolton." Kelly m'avait également dit qu'au cours des négociations de Pompeo, Paul avait dit que j'étais «la pire putain de décision» que Trump ait prise. Kelly a répondu: «Il me semble être un gars sympa», ce qui a déclenché Paul sur une autre tirade. Tout cela m'a rendu fier.

Au cours de ces deux premières semaines mouvementées, j'ai également participé à plusieurs réunions et appels liés au commerce. J'étais un commerçant libre, mais je suis d'accord avec Trump que de nombreux accords internationaux ne reflètent pas le véritable «libre-échange» mais gèrent le commerce et sont loin d'être avantageux pour les États-Unis. J'ai particulièrement convenu que la Chine avait joué le jeu. Il a poursuivi des politiques mercantilistes au sein de la soi-disant Organisation mondiale du commerce (OMC), tout en volant la propriété intellectuelle des États-Unis et en s'engageant dans des transferts de technologie forcés qui nous ont volé des capitaux et du commerce incalculables pendant des décennies. Trump a compris qu'une forte économie intérieure américaine était essentielle à la projection efficace de la puissance politique et militaire américaine (pas, comme je commençais à comprendre, qu'il voulait faire beaucoup de projection), ce précepte s'appliquant à la Chine et à tout le monde. Et je n'avais aucun camion avec les processus de prise de décision et d'arbitrage de l'OMC qui étaient destinés à subsumer la prise de décision nationale. Je suis entièrement d'accord sur ce point avec le représentant américain au commerce, Bob Lighthizer, un ancien collègue de Covington & Burling, où nous étions associés au milieu des années 70.

La prise de décision sur les questions commerciales sous Trump, cependant, a été douloureuse. Il aurait pu y avoir une voie ordonnée, en utilisant la structure interinstitutions du NSC, coprésidée avec le Conseil économique national de Kudlow, pour développer des options de politique commerciale, mais il n'y avait qu'une seule personne qui pensait que c'était une bonne idée: moi. Au lieu de cela, les questions ont été discutées lors de réunions hebdomadaires, présidées par Trump, dans la salle Roosevelt ou l'Oval, qui ressemblaient plus à des combats de nourriture au collège qu'à une prise de décision prudente, sans effort interinstitutions de niveau inférieur pour trier les problèmes et les options. Après ces séances, si j'avais cru au yoga, j'aurais probablement pu en utiliser. J'ai assisté à ma première réunion commerciale fin avril, en préparation d'un voyage Mnuchin-Lighthizer à Pékin. Trump a admis que «les tarifs sont le meilleur ami d'un homme», ce qui était effrayant, mais au moins il a dit à Mnuchin: «Vous allez en Chine pour leur botter le cul.» Ça m'a plu. En me regardant, Trump a déclaré que la Chine appliquait strictement les sanctions contre la Corée du Nord parce qu'elle craignait une guerre commerciale avec nous, ce qui n'était que partiellement correct: à mon avis, la Chine n'appliquait pas strictement les sanctions.3 Mnuchin et Kudlow ont prédit une dépression

mondiale si un une véritable guerre commerciale a éclaté, mais Trump les a écartés: «Les Chinois s'en foutent de nous; ce sont des tueurs de sang-froid [sur le commerce]. » Je pouvais voir que les problèmes commerciaux seraient une course folle.

Macron est arrivé le 24 avril pour la première visite d'État de l'administration Trump, remplie d'une cérémonie qui a dû impressionner même les Français. Malheureusement pour la presse, rien ne s'est mal passé. Les délégations française et américaine se sont alignées sur la pelouse sud, avec le président et la première dame dans la salle de réception diplomatique, attendant l'arrivée des Macrons et les fanfares militaires jouant. J'ai demandé à Dunford à un moment donné le nom d'une des chansons, et il a demandé au commandant du district militaire de Washington, mais aucun d'eux ne savait. "Une autre déception", a déclaré Dunford, et nous avons tous deux ri. L'apparat militaire était impressionnant, en particulier lorsque le Old Guard Fife and Drum Corps, vêtu d'uniformes de la guerre révolutionnaire, a défilé en jouant «Yankee Doodle». Cela compensait une grande agonie bureaucratique.

Avant le face-à-face Macron-Trump dans l'Ovale, la foule de la presse s'est précipitée pour les photos et les questions habituelles. Trump a qualifié l'accord avec l'Iran de «fou», de «ridicule», etc. 4 Je me demandais si cette fois les gens le prendraient au sérieux. La presse ayant été débarrassée de l'Ovale, Trump et Macron ont parlé seuls plus longtemps que prévu, l'essentiel étant, comme Trump me l'a dit plus tard, d'expliquer à Macron que nous quittions l'accord avec l'Iran.5 Macron a essayé de persuader Trump ne pas se retirer mais a échoué. Au lieu de cela, Macron a travaillé pour piéger Trump dans un cadre de négociation plus large de «quatre piliers» qui a été discuté lors de la réunion élargie dans la salle du Cabinet après le tête-à-tête (les quatre piliers étant: gérer le programme nucléaire iranien maintenant; le gérer demain ; Programme de missiles balistiques de l'Iran; et paix et sécurité régionales) .6 Macron était un politicien intelligent, essayant de transformer une défaite claire en quelque chose qui semblait au moins quelque peu positif de son point de vue. S'exprimant presque entièrement en anglais lors de la réunion, il a dit sans ambiguïté sur l'accord: "Personne ne pense que c'est un accord suffisant" 7, arguant que nous devrions travailler pour "un nouvel accord global" basé sur les quatre piliers. Au cours de la réunion, Trump a demandé mon avis sur l'accord avec l'Iran. J'ai dit que cela n'empêcherait pas l'Iran d'obtenir des armes nucléaires et qu'il n'y avait aucun moyen de «corriger» les défauts fondamentaux de l'accord. Connaissant le penchant de Trump pour faire face à n'importe quoi, j'ai mentionné la célèbre observation d'Eisenhower "Si vous ne pouvez pas résoudre un problème, agrandissez-le", et j'ai dit que je pensais que c'était ce que Macron semblait faire. C'est quelque chose que nous pourrions explorer après avoir retiré et réimposé les sanctions américaines, ce que Mnuchin a affirmé que nous étions «complètement prêts» à faire.

Le constructeur Trump a déclaré: «Vous ne pouvez pas construire sur de mauvaises bases. Kerry a fait une mauvaise affaire. Je ne dis pas ce que je vais faire, mais si je mets fin à l'accord, je suis prêt à conclure un nouvel accord. Je préfère essayer de tout résoudre que de le laisser tel quel. » Nous devrions, a-t-il dit, "obtenir un nouvel accord plutôt que de réparer un mauvais accord" .8 (Macron a déclaré à Trump lors d'un appel ultérieur qu'il était impatient de trouver un nouvel accord, qui n'a produit aucune résonance de la part de Trump.) La réunion a ensuite porté sur le commerce et d'autres questions, et s'est interrompue vers 12 h 25 pour préparer la conférence de presse conjointe. Lors de cet événement, aucun des deux dirigeants n'a dit grand-chose de nouveau ou de différent sur l'Iran, bien qu'à un moment donné, Trump ait

observé: «Personne ne sait ce que je vais faire…, bien que, Monsieur le Président, vous ayez une assez bonne idée. ”9 Plus tard, le dîner d'État en cravate noire était très agréable, si vous aimez manger jusqu'à 10h30 le soir. Même à cela, Gretchen et moi avons sauté les divertissements suivants, tout comme John Kelly et sa femme, Karen, que nous avons rencontrés alors que nous prenions tous des porte-documents et des vêtements de travail dans nos bureaux sur le chemin du retour.

Les préparatifs pour quitter l'accord ont fait un grand pas en avant lorsque Mattis a convenu le 25 avril: "Si vous décidez de vous retirer, je peux vivre avec." À peine un enthousiasme enthousiaste, mais cela signifiait au moins que Mattis ne mourrait pas dans un fossé. Malgré cela, Mattis a abondamment réaffirmé son opposition au retrait chaque fois qu'il en avait l'occasion, ce à quoi Trump a déclaré résolument quelques jours plus tard: "Je ne peux pas rester". C'était la déclaration définitive que nous partions. Plus tard dans la matinée du 25 avril, Trump m'a de nouveau souligné qu'il voulait que Mnuchin soit complètement prêt avec «les sanctions les plus lourdes possibles» à notre sortie. J'ai également rencontré Étienne ce matin-là, et j'ai eu clairement l'impression que Macron n'avait pas pleinement informé la partie française du tête-à-tête avec Trump. C'était une excellente nouvelle, car cela signifiait que Macron avait parfaitement compris que Trump lui avait dit que nous allions nous retirer.

Le sommet Trump-Merkel du 27 avril a été une «visite de travail» plutôt qu'une «visite d'État», donc pas aussi grand que celui de Macron. Le tête-à-tête de Trump avec Merkel n'a duré que quinze minutes avant la plus grande réunion de la salle du Cabinet, qu'il a ouverte en se plaignant du fait que l'Allemagne «nourrit la bête» (c'est-à-dire la Russie) via le pipeline Nord Stream II, se dirigeant vers l'Union européenne (UE), qui, selon lui, a horriblement traité les États-Unis. Il était clair pour moi que Trump pensait que l'Allemagne était la captive de la Russie. Trump a également utilisé une ligne que j'ai plus tard entendue un nombre incalculable de fois: «l'UE est pire que la Chine, sauf plus petite» 10, ajoutant que l'UE a été mise en place pour profiter des États-Unis, ce que Merkel a contesté (en anglais, car toute la réunion était). Elle a également demandé un délai de trois à quatre mois pour imposer des tarifs mondiaux sur l'acier et l'aluminium que Trump envisageait, afin que l'UE puisse négocier avec les États-Unis. Trump a répondu qu'il ne voulait pas négocier avec l'UE. Dommage qu'il ne se sente pas de cette façon à propos de la Corée du Nord, je me suis dit.11 Trump s'était déjà tourné vers l'échec de l'Allemagne à respecter son engagement de l'OTAN d'augmenter les dépenses de défense à 2% du PIB, décrivant Merkel comme l'un des grands danseurs de claquettes. sur l'OTAN, ce qu'elle faisait maintenant sur le commerce.12 Merkel continuait de faire pression pour une prolongation, même de deux mois, des tarifs, mais Trump a dit que ce serait une perte de temps, tout comme l'OTAN. Il a demandé quand l'Allemagne atteindrait 2%, et Merkel a répondu 2030, innocemment, ce qui a même fait sourire les Allemands et Trump a dit qu'elle disait la même chose depuis seize mois. Sur les tarifs, Merkel a finalement dit qu'il pouvait faire tout ce qu'il voulait parce qu'il était un homme libre.

La mention de l'Iran n'était pas nécessaire. Merkel nous a demandé de rester dans l'accord, et Trump a réagi avec indifférence. Lors de l'événement de presse, Trump a déclaré à propos de l'Iran: "Ils ne feront pas d'armes nucléaires", et c'était à peu près tout. Le lendemain, une autre attaque israélienne putative contre les positions iraniennes en Syrie13 était peut-être plus mouvementée13, ce qui inquiétait Mattis et d'autres au Pentagone, pourrait provoquer des représailles iraniennes (probablement par le biais de milices chiites de substitution en Irak)

contre les forces américaines. Rien ne s'est passé, et de toute façon Trump ne semblait pas inquiet. En informant Netanyahu de ses réflexions sur l'Iran, Trump a déclaré que tout l'accord était basé sur des mensonges, que l'Iran avait joué les États-Unis pour des imbéciles, et qu'Israël devrait se sentir libre d'échanger l'accord publiquement, ce que Netanyahu était déjà en train de faire.

Au fil des jours, j'ai confirmé tranquillement auprès de Mnuchin, Haley, Coats, Haspel et d'autres que tout indiquait un retrait début mai de l'accord avec l'Iran, et que nous devions tous penser au déploiement approprié de la décision et aux étapes de suivi dans nos domaines respectifs. Mnuchin a insisté sur le fait qu'il avait besoin de six mois pour remettre les sanctions en place, ce que je ne pouvais pas comprendre. Pourquoi ne pas appliquer immédiatement les sanctions réimposées, avec une courte période de grâce, par exemple trois mois, pour permettre aux entreprises d'ajuster les contrats existants et autres? Ce fut un problème permanent avec le Trésor sous Mnuchin. Il semblait aussi soucieux d'atténuer l'impact des sanctions que de les imposer au départ. Pas étonnant que l'Iran, la Corée du Nord et d'autres aient si bien réussi à échapper aux sanctions: ils ont eu beaucoup de temps pour se préparer sous l'approche de Mnuchin (qui était, en substance, la même que celle d'Obama). Pompeo a convenu avec moi que les sanctions devaient prendre effet immédiatement. Nous avons obtenu une petite victoire lorsque Mnuchin a réduit la période de «liquidation» de la plupart des biens et services de 180 jours à 90 jours, à l'exception du pétrole et des assurances, qu'il a maintenus à 180 jours. Bien sûr, le pétrole était l'enjeu économique le plus important en jeu, de sorte que le recul de Mnuchin n'était guère significatif. Et nous ne parlions pas seulement de "résiliation" des contrats existants, mais d'un délai de grâce au cours duquel de nouveaux contrats pouvaient être conclus et exécutés sans aucune interdiction. C'était inutilement vaincu.

Pompeo, Mattis et moi avons eu notre premier petit déjeuner hebdomadaire au Pentagone le 2 mai à six heures du matin, et Mattis a continué de plaider contre le retrait. Il était clair que Trump avait pris sa décision. Pendant le reste de la journée et de la semaine, et pendant le week-end, les préparatifs se sont intensifiés pour l'annonce du retrait, en particulier la rédaction du document officiel de décision présidentielle, pour s'assurer qu'il n'y avait pas d'échappatoires que les partisans pourraient explorer. Stephen Miller et ses rédacteurs de discours travaillaient également sur le discours de Trump, qui progressait bien. Trump avait beaucoup à ajouter, donc la rédaction s'est bien déroulée jusqu'à ce que le texte doive être préparé pour les téléscripteurs. Bien que j'avais prévu que l'annonce de Trump soit le 7 mai, Sanders m'a dit que la Première Dame avait un événement prévu ce jour-là, nous avons donc déplacé le retrait au 8 mai. Et, en fait, même là, Trump a vacillé, s'interrogeant sur une date ou une autre, littéralement jusqu'à presque la dernière minute.

Il y a eu un appel téléphonique final et superficiel de Trump-May sur l'Iran et d'autres questions le samedi 5 et 14 mai et le ministre des Affaires étrangères Boris Johnson est arrivé dimanche soir à Washington pour d'autres discussions. Cette nuit-là aussi, Mattis m'a envoyé un document classifié à la maison s'opposant à nouveau au retrait, mais ne demandant toujours pas de réunion de haut niveau pour en discuter. J'avais envie de dire que sa position était bien préservée et bien écrite pour l'histoire, mais je me suis abstenu. Le Pentagone ne nous disait toujours pas ce qu'il aurait à faire sur le plan opérationnel si les États-Unis se retiraient, après être passés d'une opposition ouverte à une guérilla. Cela ne nous a pas ralentis.

J'ai vu Johnson dans mon bureau lundi à neuf heures du matin, après l'avoir rencontré pour la première fois à Londres en 2017, discutant longuement de l'Iran et de la Corée du Nord. Nous avons examiné les récentes réunions de Trump avec Macron et Merkel, et l'idée des «quatre piliers» de Macron; Johnson a dit qu'ils pensaient dans le même sens. J'ai dit que je serais heureux d'appeler l'idée «les quatre piliers de Johnson», et nous avons tous convenu en riant. Comme Macron, il a souligné que la Grande-Bretagne comprenait parfaitement les faiblesses de l'accord existant, ce qui aurait surpris de nombreux partisans qui adoraient toujours devant son autel.15 J'ai expliqué pourquoi l'annonce allait bientôt arriver, même si, connaissant Trump, je n'ai pas dit qu'elle le ferait. être le lendemain. Nous ne tomberions alors pas simplement dans l'inaction, mais nous ramènerions à toutes les sanctions américaines liées au nucléaire que l'accord avait mises sur la glace. Alors que nous nous séparions, j'ai rappelé à Johnson que je lui avais dit l'été précédent que je voulais aider le Brexit, et que je l'avais toujours fait, même si nous avions eu peu de chance d'en parler. J'ai parlé plus tard avec Sedwill de cette conversation et j'ai été plus tard au téléphone avec Étienne quand il s'est exclamé que Trump venait de tweeter: j'annoncerai ma décision sur le Iran Deal demain de la Maison Blanche à 14h00.

Pas de suspense là-bas. Étienne avait regardé les tweets de Trump plus attentivement que moi! Il ne faisait aucun doute que ce qui allait arriver, ce que j'ai confirmé à l'ambassadeur israélien Ron Dermer et à quelques autres, pas que quiconque avait besoin de beaucoup d'explications.

Le jour J lui-même, Trump a appelé le chinois Xi Jinping à huit heures trente du matin sur plusieurs questions, dont la Corée du Nord. Trump a déclaré qu'il ferait une déclaration sur l'Iran sous peu et a demandé, de manière presque enfantine, si Xi voulait savoir ce qu'il dirait. Xi a dit que cela ressemblait à ce que Trump voulait lui dire, un aperçu complètement ciblé. Trump, dans un "pourquoi pas?" moment, a déclaré que, se sentant confiant en se confiant à Xi, il mettait fin à l'accord sur le nucléaire, ce qui était mauvais, et que nous verrions ce qui s'est passé. Xi a déclaré qu'il garderait la nouvelle confidentielle, ajoutant simplement que les États-Unis connaissaient la position de la Chine, ce qui signifie que Xi n'avait pas l'intention d'en faire un problème bilatéral majeur. Macron a appelé et a demandé ce que Trump avait l'intention de dire sur l'Iran, mais Trump voulait être sûr que Macron serait circonspect. Il a exhorté Macron à ne pas le rendre public, demandant la parole de Macron. Macron a répondu par l'affirmative, estimant que l'Iran ne devrait pas quitter l'accord, pas plus que la France alors qu'ils travaillaient à la conclusion d'un nouvel accord global, comme les deux dirigeants avaient discuté précédemment. Trump ne pensait pas que l'Iran sortirait, car ils faisaient trop d'argent. Trump pensait qu'à un moment donné, il devrait rencontrer le président iranien Rouhani, flattant Macron comme le meilleur des Européens, et qu'il devrait dire à Rouhani Trump avait raison.

Trump a prononcé le discours vers 14 h 15, qui s'est déroulé selon le scénario, en présence de Pence, Mnuchin, Ivanka, Sanders et moi-même. Ensuite, nous sommes tous retournés au bureau ovale, sentant que les choses s'étaient déroulées comme prévu et que le discours serait bien reçu. Quelques minutes après deux heures et demie, j'ai mené une rencontre rapprochée avec des journalistes dans la salle de briefing de la Maison Blanche, qui était enregistrée mais pas à huis clos afin que les images des médias soient, à juste titre, du président prononçant son discours. Avec cela, nous avions fini.

Il avait fallu un mois pour déchiqueter l'accord sur le nucléaire iranien, montrant à quel point c'était facile une fois que quelqu'un avait pris les événements en main. J'ai fait de mon mieux

pour préparer nos alliés, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et la France, à ce qui s'est passé, car ils ne semblaient absolument pas prêts pour un éventuel retrait américain. Il restait encore beaucoup à faire pour mettre l'Iran à genoux ou renverser le régime, malgré la politique déclarée de Trump, mais nous avons pris un excellent départ.

Pendant plusieurs mois après le retrait, les travaux se sont poursuivis pour donner suite à la décision de Trump de réimposer des sanctions économiques et de prendre d'autres mesures pour accroître la pression sur Téhéran conformément à sa décision de se retirer de l'accord sur le nucléaire. Fondamentalement, le plan initial était de ramener en vigueur toutes les sanctions précédentes suspendues par l'accord sur le nucléaire d'Obama, puis de procéder à des ajustements pour combler les lacunes, accroître les activités d'application de la loi et transformer la campagne en «pression maximale» sur l'Iran.16 Le 26 juillet, il Il était temps de tenir une réunion restreinte du Comité des directeurs pour voir comment nous allions, ce que nous avons fait à 14 heures dans la salle assise. La partie la plus intéressante de la réunion a été les efforts de Mattis pour minimiser l'importance globale de l'Iran dans la matrice des menaces internationales auxquelles sont confrontés les États-Unis. Il a déclaré que la Russie, la Chine et la Corée du Nord étaient des menaces plus importantes, bien que ses raisons soient vagues, et j'étais heureux de voir Pompeo et Mnuchin repousser, étant donné que l'Iran était l'une des quatre principales menaces identifiées dans la stratégie de sécurité nationale que Trump avait approuvé avant mon arrivée. Mais le fantôme des protestations de Mattis au sujet de la prise de l'Iran au sérieux nous tiendrait jusqu'à la fin de 2018, quand il est parti, et au-delà. Cette réunion a été si importante qu'elle a été divulguée à la presse et a été rapportée le lendemain17. Entre-temps, la monnaie iranienne a chuté à travers le plancher.

À la mi-août 2018, puis à nouveau en janvier 2019, je me suis rendu en Israël pour rencontrer Netanyahu et d'autres responsables israéliens clés sur une série de questions, mais surtout sur l'Iran. C'était existentiel pour Israël, et Netanyahu était devenu le principal stratège pour faire reculer les programmes d'armes nucléaires et de missiles balistiques de l'Iran. Il a également clairement compris que le changement de régime était de loin le moyen le plus probable de modifier définitivement le comportement iranien. Même si ce n'était pas cela la politique déclarée de l'administration Trump, pourrait certainement se produire lorsque les effets des sanctions se manifesteraient. En outre, étant donné les vues des États arabes producteurs de pétrole du Moyen-Orient, il y avait, et cela avait été tacitement depuis des années, un accord sur la menace commune que l'Iran représentait pour eux et Israël entre eux, bien que pour des raisons différentes. Ce consensus iranien a également rendu possible une nouvelle impulsion pour résoudre le différend israélo-palestinien, ce qui pourrait stratégiquement bénéficier à l'Amérique. La question de savoir si nous pouvions tirer le meilleur parti de ces nouveaux alignements sur le plan opérationnel était bien différente.

Début septembre, les attaques contre l'ambassade des États-Unis à Bagdad et le consulat américain à Bassorah, sans aucun doute, selon moi, par des milices chiites agissant à la demande de l'Iran, ont révélé de nouvelles tensions au sein de l'administration, car de nombreux États et défense se sont opposés à des réponses énergiques. La réticence à exercer des représailles, augmentant ainsi les coûts pour les attaquants et, espérons-le, les dissuade à l'avenir, reflète la gueule de bois des politiques de l'ère Obama. Même après vingt mois de présidence Trump, de nouvelles nominations et de nouvelles politiques n'étaient pas encore en place. Si c'était encore début 2017, le problème aurait pu être compréhensible, mais c'est une

faute professionnelle pure que l'inertie bureaucratique a persisté dans des domaines politiques aussi critiques. Le débat sur la réponse à ce type d'attaques a duré tout au long de mon mandat, en raison de l'obstructionnisme et des désirs impulsifs de Trump de réduire la présence des troupes américaines dans la région, conduisant uniformément dans une direction plus passive. Pour tout ce que Trump détestait au sujet de l'administration Obama, ce n'était pas une petite ironie que ses propres vues idiosyncratiques ont simplement renforcé les tendances existantes de la bureaucratie, au détriment des intérêts américains au Moyen-Orient plus largement.
J'ai également été troublé par la réticence du Trésor à poursuivre la participation de l'Iran au système mondial de messagerie financière connu sous le nom de SWIFT. Il y avait un intérêt considérable parmi les républicains du Congrès à arrêter la connexion continue de l'Iran au système, mais Mnuchin et le Trésor s'y sont opposés. Ils avaient des inquiétudes compréhensibles, mais invariablement ils ne préconisaient aucun changement dans la politique existante, l'attribut caractéristique de l'inertie bureaucratique. La vraie réponse était de resserrer encore plus l'Iran et de travailler pour trouver plus de moyens de surveiller l'Iran de manière globale, et non de lui donner un laissez-passer simplement pour continuer avec des mécanismes de surveillance qui pourraient être remplacés et peut-être même améliorés avec un petit effort.19 Le personnel du NSC et J'ai continué à insister là-dessus, en grande partie dans les coulisses, et j'ai réussi plus tard dans l'année, mais des obstacles encore plus difficiles à notre politique iranienne sont apparus au cours de l'année à venir.

CHAPITRE 4

LA SANGLE DE SINGAPOUR

Alors que nous approchions du retrait du misérable accord nucléaire iranien, Trump se concentra sur le programme d'armes nucléaires de la Corée du Nord. Plus j'en apprenais, plus j'étais découragé et pessimiste à propos d'un sommet Trump-Kim. J'étais profondément sceptique quant aux efforts visant à négocier le Nord de son programme d'armes nucléaires 1, que Pyongyang avait déjà vendu à plusieurs reprises aux États-Unis et à d'autres en échange d'avantages économiques. Malgré la violation répétée de ses engagements, la Corée du Nord a toujours cajolé une Amérique crédule à la table des négociations pour faire plus de concessions, cédant du temps à un prolifératéur, qui profite invariablement du retard. Nous y étions, encore une fois, n'ayant rien appris. Pire, nous légitimions Kim Jong Un, commandant du camp de prisonniers nord-coréen, en lui donnant une rencontre gratuite avec Trump. Cela rappelait

l'observation sombre de Winston Churchill de 1935 sur les politiques britanniques en échec envers l'Allemagne: lorsque la situation était gérable, elle était négligée, et maintenant qu'elle est complètement incontrôlable, nous appliquons trop tard les remèdes alors qu'elles auraient pu guérir. Il n'y a rien de nouveau dans l'histoire. Il est aussi vieux que les livres sibyllins. Il s'inscrit dans ce long catalogue lugubre de la stérilité de l'expérience et de l'inaccessibilité confirmée de l'humanité. Imprévoyance, manque de volonté d'agir lorsque action serait simple et efficace,manque de pensée claire,confusion d'avocat jusqu'à ce que vient l'urgence, jusqu'à ce que frappe son auto-préservation discordante gong. Ce sont les caractéristiques qui constituent la répétition sans fin de histoire2

Ayant enduré huit ans d'erreurs d'Obama, dont je craignais constamment d'inclure des concessions dangereuses à la Corée du Nord, comme l'avait fait sa politique sur l'Iran, sans parler des pourparlers à six échoués de l'administration Bush 43 et du cadre convenu échoué de Clinton, j'étais écœuré par Trump le zèle de rencontrer Kim Jong Un. Pompeo m'a dit que la fascination de Trump pour rencontrer Kim remontait au début de l'administration; il est clair que les options étaient très limitées.

Le 12 avril, au milieu du tourbillon syrien, j'ai rencontré mon homologue sud-coréen, Chung Eui-yong, directeur de leur bureau de la sécurité nationale. En mars, dans l'Ovale, Chung avait lancé l'invitation de Kim à rencontrer Trump, qui a accepté sous l'impulsion du moment. Ironiquement, Chung a reconnu plus tard que c'était lui qui avait suggéré à Kim de faire l'invitation en premier lieu! 3 Tout ce fandango diplomatique était la création de la Corée du Sud, se rapportant plus à son programme «d'unification» qu'à une stratégie sérieuse de la part de Kim. ou la nôtre. La compréhension par le Sud de nos conditions de dénucléarisation de la Corée du Nord n'a aucun rapport avec les intérêts nationaux américains fondamentaux, de mon point de vue. À mon avis, c'était du théâtre risqué, pas du fond. J'ai exhorté Chung à éviter de discuter de la dénucléarisation lors du prochain sommet Nord-Sud du 27 avril, pour empêcher Pyongyang de creuser un fossé entre la Corée du Sud, le Japon et les États-Unis, l'une de ses stratégies diplomatiques préférées. J'ai dit à Trump que nous avions besoin de la coordination la plus étroite possible avec Moon Jae-in pour éviter que la Corée du Nord ne divise entre Washington et Séoul. Je voulais préserver l'alignement américano-sud-coréen et éviter le titre "Trump rejette le compromis sud-coréen", mais il ne semblait pas inquiet.

Plus tard dans la matinée, j'ai rencontré mon homologue japonais, Shotaro Yachi, qui voulait que j'entende leur point de vue dès que possible. La vue de Tokyo sur la réunion imminente Trump-Kim était à 180 degrés de celle de la Corée du Sud, bref, à peu près comme la mienne. Yachi a déclaré qu'ils pensaient que la détermination du Nord à obtenir des armes nucléaires était fixe et que nous approchions de la dernière chance d'une solution pacifique. Le Japon ne voulait rien de la formule «action pour action» qui caractérisait l'échec des pourparlers à six de Bush 43.4. «L'action pour l'action» semblait raisonnable, mais cela a inévitablement fonctionné au profit de la Corée du Nord (ou de tout autre prolifératéur) en offrant des avantages économiques préalables aux le Nord, mais en traînant le démantèlement du programme nucléaire dans un avenir indéfini. Les avantages marginaux pour Pyongyang d'une aide économique même modeste (ou de la libération de la douleur, comme l'assouplissement des sanctions) étaient beaucoup plus importants que les avantages marginaux pour nous de l'élimination progressive du programme nucléaire. Kim Jong Un le savait aussi bien que nous. À ce stade, le Japon souhaitait que le démantèlement commence immédiatement après un

accord Trump-Kim et ne prenne pas plus de deux ans. J'ai toutefois insisté, sur la base de l'expérience en Libye, pour que le démantèlement ne prenne que six à neuf mois. Yachi n'a souri qu'en réponse, mais quand Abe a rencontré Trump à Mar-a-Lago la semaine suivante (voir chapitre 3), Abe a demandé que le démantèlement prenne six à neuf mois! 5 Yachi a également souligné l'enlèvement de citoyens japonais par la Corée du Nord pendant de nombreuses années , une question fortement émotionnelle dans l'opinion publique japonaise et un élément clé de la carrière politique réussie d'Abe. À Mar-a-Lago et plus tard, Trump s'est engagé à poursuivre ce problème et a suivi fidèlement chaque rencontre ultérieure avec Kim Jong Un.

Pompeo, le premier contact de l'administration pour la Corée du Nord en tant que directeur de la CIA, négociait déjà le lieu et la date du sommet, ainsi que la perspective de libérer trois otages américains. Kim voulait la réunion à Pyongyang ou Panmunjom, dont Pompeo et moi avons convenu que nous ne partions pas. Pompeo considérait Genève et Singapour comme les deux choix les plus acceptables, mais Kim n'aimait pas voler. De toute façon, les avions branlants de la Corée du Nord ne pouvaient atteindre aucune des villes et il ne voulait pas être trop loin de Pyongyang. Mon espoir: peut-être que le tout s'effondrerait!

À Mar-a-Lago, Abe a longuement parlé du programme nucléaire de la Corée du Nord, soulignant comme Yachi lors de notre précédente réunion à Washington, que nous avions besoin d'un accord vraiment efficace, contrairement à l'accord sur le nucléaire iranien que Trump avait si souvent critiqué, et qui l'administration Obama elle-même avait souligné qu'elle n'était même pas signée.6 Bien sûr, Pyongyang était tout aussi capable de mentir à propos d'un document signé que non signé, mais il pourrait simplement les tromper. Abe a également exhorté les positions de longue date du Japon selon lesquelles, dans les discussions sur les missiles balistiques, nous incluons les missiles à courte et moyenne portée (qui pourraient toucher des parties importantes des îles japonaises) ainsi que les ICBM (dont le Nord avait besoin pour frapper le continent américain).). De même, le Japon voulait également éliminer les armes biologiques et chimiques du Nord, ce qui, selon moi, devrait faire partie de tout accord avec Pyongyang.7 Trump a demandé à Abe ce qu'il pensait de la récente visite de Kim pour voir Xi Jinping en Chine, et Abe a dit que cela reflétait la l'impact de la menace implicite de l'Amérique d'utiliser la force militaire et la coupure, sous sanctions internationales, d'une grande partie du flux pétrolier en provenance de Chine. Abe a souligné que la frappe américaine contre la Syrie quelques jours auparavant avait envoyé un signal fort à la Corée du Nord et à la Russie. Le père de Kim Jong Un, Kim Jong Il, avait eu peur lorsque Bush 43 a inclus le Nord dans l '«Axe du mal», et la pression militaire était le meilleur levier sur Pyongyang. Je pensais que la présentation convaincante d'Abe influencerait Trump, mais l'impact s'est avéré limité. Les Japonais avaient le même sentiment que Trump avait besoin de rappels continus, ce qui expliquait pourquoi Abe s'est entretenu si souvent avec Trump sur la Corée du Nord tout au long de l'administration.

Le 21 avril, le Nord a annoncé en grande pompe qu'il renonçait à de nouveaux essais nucléaires et de missiles balistiques, car il s'agissait déjà d'une puissance nucléaire. Les médias crédules ont considéré cela comme un grand pas en avant, et Trump l'a qualifié de «grand progrès» .8 Je n'ai vu qu'un autre stratagème de propagande. Si les tests nécessaires étaient maintenant terminés, Pyongyang pourrait simplement achever les travaux nécessaires à la production d'armes et de systèmes de livraison. Chung est revenu le 24 avril avant le sommet

intercoréen de Moon avec Kim à la DMZ. J'ai été soulagé que Chung ait envisagé que la «Déclaration de Panmunjom» des dirigeants ne fasse que deux pages, ce qui signifiait que tout ce qu'elle disait sur la dénucléarisation ne pouvait pas être très précis. J'ai senti que la Corée du Sud croyait que Kim Jong Un était désespérée pour un accord à cause de la pression imposée par les sanctions, et que le développement économique était la priorité absolue du Nord, maintenant qu'il était un «État doté d'armes nucléaires». Je n'ai pas trouvé ce raisonnement réconfortant. Pendant ce temps, Pompeo restreignait les options sur le calendrier et le lieu de la réunion Trump-Kim, probablement le 12 ou le 13 juin, à Genève ou à Singapour.
Le festival Moon-Kim du 27 avril à la DMZ avait tout sauf des colombes avec des branches d'olivier volant mais était en fait presque sans substance. Vendredi matin, heure de Washington, j'ai donné à Trump une copie d'un New York Times édité par Nick Eberstadt, 9 l'un des observateurs coréens les plus astucieux d'Amérique, qui a appelé à juste titre le sommet «PT Barnum-style, a-sucker-is- born» -la diplomatie à chaque minute. " Je ne pensais pas que Trump le lirait, mais je voulais souligner mon point de vue selon lequel l'agenda de la Corée du Sud n'était pas toujours le nôtre et que nous devions sauvegarder nos propres intérêts. Heureusement, la Déclaration de Panmunjom était remarquablement anodine, en particulier sur les questions nucléaires. Moon a appelé Trump samedi pour rendre compte de ses discussions. Il était toujours extatique. Kim s'était engagée à «dénucléariser complètement», proposant de fermer son site d'essais nucléaires de Punggye-ri. C'était juste une autre "concession" factice, comme faire sauter la tour de refroidissement du réacteur de Yongbyon sous Kim Jong Il. Moon a insisté pour que la réunion Trump-Kim se tienne à Panmunjom, suivie immédiatement d'une trilatérale avec les Corées et les ÉtatsUnis. C'était en grande partie un effort de la Lune pour s'insérer dans la séance de photos qui a suivi (comme nous le verrions à nouveau en juin 2019). Trump semblait emporté par l'enlèvement, suggérant même d'avancer la réunion de Kim à la mi-mai, ce qui était logistiquement impossible. Heureusement, Moon a concédé que Kim préférait Singapour, ce qui a aidé à déterminer le lieu. Trump a finalement dit que Pompeo et moi travaillerions avec Moon aux dates, ce qui était rassurant.
Moon avait demandé à Kim de dénucléariser en un an, et il avait accepté, agréablement près d'un délai que j'avais suggéré10. Ironiquement, dans les mois qui ont suivi, il était plus difficile d'amener l'État à accepter un calendrier d'un an que de persuader Kim. Les deux dirigeants ont élaboré une stratégie sur la façon de procéder, et Trump a demandé à Moon de préciser ce que nous devrions demander à la Corée du Nord, ce qui était très utile. C'était une diplomatie intelligente, car quoi que Moon ait écrit, il pouvait difficilement s'y opposer si nous le demandions, et si nous étions plus durs que Moon, il avait au moins eu son mot à dire. Moon a félicité le leadership de Trump. À son tour, Trump l'a pressé de dire aux médias sud-coréens combien Trump était responsable de tout cela. Il a ensuite parlé avec Abe, pour élaborer davantage de stratégies sur le sommet Trump-Kim à la lumière du rapport de Moon sur sa rencontre avec Kim. Abe a répété tous les points clés qu'il avait faits à Mar-a-Lago, en contraste avec la perspective trop optimiste de Moon. Ne faisant pas confiance à Kim, le Japon voulait des engagements concrets et sans ambiguïté, à la fois sur le nucléaire et sur les personnes enlevées. Abe a souligné à Trump qu'il était plus dur qu'Obama, montrant clairement qu'Abe pensait qu'il était nécessaire de rappeler Trump à ce point.
J'ai parlé plus tard avec Pompeo, alors en voyage au Moyen-Orient, qui a écouté les appels d'Abe et de la Lune à partir de là. L'appel à la Lune en particulier avait été «une expérience de

mort imminente», ai-je dit, et Pompeo a répondu: «Un arrêt cardiaque en Arabie saoudite». Après quelques girations supplémentaires, nous nous sommes installés à Singapour pour la réunion au sommet des 12 et 13 juin. Lundi matin, Trump m'a appelé à propos de mes apparitions dans deux des talk-shows du dimanche, où une grande partie de la discussion concernait la Corée du Nord. J'avais été «très bon à la télévision», a-t-il dit, mais je devais le féliciter davantage car «il n'y a jamais rien eu de tel auparavant». Après tout, Moon a déclaré qu'il recommanderait Trump pour le prix Nobel de la paix. Trump a toutefois déclaré qu'il n'aimait pas ma référence au «modèle libyen» pour dénucléariser la Corée du Nord en raison du renversement de Mouammar Kadhafi sept ans plus tard pendant le printemps arabe totalement indépendant du Moyen-Orient. J'ai essayé d'expliquer que le «modèle» pour les analystes de la non-prolifération supprimait complètement le programme nucléaire libyen, et non la disparition imprévisible de Kadhafi.

L'histoire a montré que je n'ai pas réussi. Trump n'a pas compris que le printemps arabe imprévu, qui a balayé la région de façon spectaculaire à partir de 2011, était la raison de la chute ultérieure de Kadhafi, et non sa renonciation aux armes nucléaires en 2003. Ce n'était pas la seule erreur de Trump. Beaucoup se sont engagés dans le sophisme logique classique de «post hoc, ergo propter hoc» («après cela, donc à cause de cela»), illustré dans cette phrase d'une histoire du New York Times 2019: «Le dictateur de la Libye, Mouammar el-Kadhafi, était tué en 2011 après avoir abandonné le programme nucléaire naissant de son pays. »11 Néanmoins, Trump a terminé la conversation en disant:« Excellent travail. » Ironiquement, Trump lui-même a déclaré lors d'une conférence de presse ultérieure que lorsqu'il faisait référence au «modèle libyen», il voulait dire la «décimation totale» de la Libye: «Maintenant, ce modèle aurait lieu [avec la Corée du Nord] si nous ne accord, très probablement. »12 Quelques minutes après que Trump a fait ces remarques, le vice-président m'a donné un high five et a dit:« Il vous soutient! » Trump lui-même a dit: "Vous êtes clair, je l'ai réparé!"

Il y a également eu des développements importants sur le front des otages, où nous obtenions de plus en plus d'indications que la Corée du Nord libérerait trois prisonniers américains si Pompeo s'envolait personnellement vers le Nord pour les recevoir et les renvoyer en Amérique. Lui et moi n'avons pas aimé l'idée d'aller à Pyongyang, mais libérer les otages était suffisamment important pour que nous décidions de l'avaler. (Trump ne se souciait pas de qui avait ramassé les otages, ne le considérant pas comme un problème.) Chung est venu me voir une troisième fois le 4 mai, fournissant plus de détails sur la réunion de Panmunjom. Il a souligné qu'il avait poussé dur Kim à accepter une «dénucléarisation complète, vérifiable et irréversible», qui était depuis longtemps notre formulation remontant à l'administration Bush 43, 13 et serait une étape rhétorique importante pour la Corée du Nord. Selon Moon, Kim avait semblé accessible, dans le contexte d'avant Singapour, mais Kim n'a jamais pris l'engagement publiquement. Moon a exhorté Kim à conclure «un gros problème» avec Trump, après quoi les détails pourraient être discutés au niveau opérationnel, soulignant que tous les avantages que le Nord pourrait recevoir viendraient après avoir accompli la dénucléarisation. Kim, a déclaré Chung, a dit qu'il comprenait tout cela. Moon voulait s'entretenir avec Trump à Washington de la mi-mai à la fin mai avant le sommet Trump-Kim, que nous avons finalement accepté. Plus tard dans la journée, le Japonais Yachi est également venu dans mon bureau pour discuter du sommet Moon-Kim, montrant à quel point le Japon a suivi de près tout le processus. Yachi

voulait contrer l'euphorie émanant de Séoul, pas que j'en étais submergé, soulignant que nous ne devrions pas tomber pour l'approche traditionnelle «action pour action» du Nord.
Pompeo est parti pour Pyongyang le mardi 8 mai, a ramassé les trois otages américains et est retourné avec eux à Washington, arrivant à Andrews jeudi matin à deux heures du matin. Trump a salué les hommes de retour lors d'une incroyable cérémonie d'arrivée en direct, diffusée en direct au milieu de la nuit. Les trois Américains libérés étaient naturellement exubérants, levant les bras pour célébrer quand ils sont sortis de l'avion sous les projecteurs lumineux. Ils ont adoré parler à la presse et ont été les grands succès de la nuit, appréciant, heureusement, un retour de Corée du Nord très différent de celui d'Otto Warmbier mortellement torturé et brutalisé. Le vol de Marine One vers la Maison Blanche, passant très près du monument de Washington illuminé, était presque surréaliste. Trump était sur le nuage neuf, même à trois heures trente du matin, lorsque nous avons atterri sur la pelouse Sud, car c'était un succès que même les médias hostiles ne pouvaient pas diminuer.
Les manœuvres pour la réunion Trump-Kim se sont poursuivies à un rythme soutenu. En particulier, nous nous sommes inquiétés de ce que la Chine faisait pour influencer les Nord-Coréens et avons suivi de près ce que des acteurs chinois clés comme Yang Jiechi, ancien ambassadeur de Chine à Washington pendant Bush 43, ancien ministre des Affaires étrangères, et maintenant conseiller d'État (un poste supérieur à celui des Affaires étrangères). Ministre dans le système chinois), disaient à leurs homologues et en public. Je craignais que Pékin ne prépare le terrain à blâmer les États-Unis si les pourparlers échouaient, avertissant que les «extrémistes» nord-coréens sapaient Kim Jong Un pour avoir libéré les otages américains sans aucune «réciprocité» des États-Unis. Dans ce scénario, il n'y avait pas de consensus au sein du système dans le Nord, et cette forte résistance de l'armée de Pyongyang signifiait que les pourparlers étaient en danger avant même qu'ils ne commencent. La réponse? Concessions plus préventives des États-Unis. C'était l'un des jeux les plus anciens du livre de jeu communiste: des Occidentaux crédules effrayants avec des histoires de divisions entre les «modérés» et les «durs» afin que nous acceptions des résultats autrement désagréables pour renforcer les «modérés». Chung s'inquiétait de l'annonce récente du Nord selon laquelle seuls des journalistes assisteraient à la «fermeture» du site d'essai de Punggye-ri, et non des experts nucléaires, comme ils s'y étaient précédemment engagés. Pyongyang pourrait tout aussi bien inviter les jumeaux Bobbsey. Alors que ce stratagème «détruisait» quelque chose plutôt que «le construisait», le fantôme de Grigory Potemkin célébrait néanmoins sans aucun doute sa pertinence continue.
Chung et moi étions constamment au téléphone la semaine suivante pour préparer la visite de Moon Jae-in à Washington et la réunion Trump-Kim à Singapour. Nous avons parlé à plusieurs reprises de la «fermeture» de Punggye-ri, qui était de la pure farce, à commencer par l'absence d'inspections sur le site aux États-Unis ou à l'étranger, en particulier en examinant les tunnels et les installations souterraines avant toute préparation ou détonation fermant les accès (les entrées du tunnel) . En empêchant ces inspections, la Corée du Nord dissimulait des informations clés. Les experts en criminalistique nucléaire, comme c'était la pratique courante, auraient pu extrapoler des conclusions importantes sur la taille et la portée du programme d'armes nucléaires, d'autres endroits dans le goulag nucléaire du Nord que nous voulions divulguer et inspecter, et plus.14 Nous savions de l'expérience de l'AIEA en Irak en 1991 et par la suite, que j'avais vécu personnellement sous l'administration Bush 41, il y avait d'énormes

quantités d'informations qui pouvaient être très efficacement dissimulées sans inspections adéquates et persistantes sur place avant, pendant et après toute dénucléarisation. Une surveillance internationale ultérieure, comme le fait que l'Agence internationale de l'énergie atomique prélève des échantillons de sol à l'extérieur des puits, ne remplaçait pas les inspections à l'intérieur de la montagne Punggye-ri, comme le Nord le comprenait parfaitement. Cette mascarade de propagande était une preuve non pas de la bonne foi de Pyongyang mais de sa mauvaise foi indubitable. Même CNN a décrit plus tard l'approche de la Corée du Nord comme «comme piétiner sur une scène de crime» .15 Chung pensait que la question pourrait être soulevée lors d'une réunion intercoréenne à Panmunjom plus tard dans la semaine, mais le Nord a annulé la réunion à la dernière minute, une autre gambit typique de Pyongyang. Ils ont ensuite expressément menacé d'annuler la réunion Trump-Kim, se plaignant d'un exercice militaire annuel américano-sud-coréen appelé «Max Thunder». C'était un autre stratagème de propagande, mais cela et les plaintes ultérieures au sujet de ces exercices militaires, absolument essentiels à notre préparation militaire conjointe, se sont avérés influencer Trump au-delà des attentes les plus folles du Nord.

J'ai parlé à Trump de cette éruption nord-coréenne vers 18 h 30, et il a dit que notre ligne de presse devrait être: «Quelle que soit la situation, ça me va. S'ils préfèrent se rencontrer, je suis prêt. S'ils préfèrent ne pas se rencontrer, cela me convient aussi. Je comprendrai parfaitement. " J'ai appelé à nouveau vers sept heures et j'ai écouté longuement Trump critiquer l'exercice militaire sud-coréen-américain: il était contre depuis un an, ne pouvait pas comprendre pourquoi cela coûtait autant et était si provocateur, n'a pas comme piloter des B-52 depuis Guam pour participer, et ainsi de suite. Je ne pouvais pas croire que la raison de ces exercices - pour être complètement prêt pour une attaque nord-coréenne - n'avait pas été expliquée auparavant. Si c'était le cas, il ne s'était clairement pas enregistré. Les militaires compétents exercent fréquemment. Surtout dans une alliance, la formation conjointe est essentielle pour que les pays alliés ne se posent pas de problèmes en temps de crise. «Combattre ce soir» était le slogan des forces américaines en Corée, reflétant sa mission de dissuader et de vaincre l'agression. Une diminution de l'état de préparation pourrait signifier «se battre le mois prochain», ce qui ne l'a pas coupé. Cependant, comme je m'en suis rendu compte, Trump ne voulait tout simplement pas en entendre parler. Les exercices ont offensé Kim Jong Un et étaient inutilement coûteux. Affaire classée.

En attendant, nous travaillions sur la logistique pour Singapour; sur un point critique, Pompeo a suggéré que lui, Kelly et moi soyons avec Trump chaque fois qu'il était avec Kim, ce que Kelly et moi avons facilement accepté. Je m'inquiétais également de la façon dont nous pouvions être cohérents compte tenu des explosions quotidiennes auxquelles tout le monde s'était habitué à la Maison Blanche de Trump. Un tel épisode bizarre à la mi-mai a impliqué des remarques désobligeantes de Kelly Sadler, un membre du personnel des communications de la Maison Blanche, à propos de John McCain. Ses commentaires, congédiant McCain et comment il pourrait voter sur la nomination de Gina Haspel au poste de directeur de la CIA parce que "il est en train de mourir de toute façon", ont été divulgués à la presse, créant immédiatement une tempête. Trump voulait promouvoir Sadler, tandis que d'autres voulaient la congédier, ou du moins lui faire des excuses publiques pour son insensibilité. Sadler a refusé et s'en est sorti parce que Trump, qui méprisait McCain, l'a autorisée. Sadler a transformé sa propre insensibilité en une arme en accusant les autres de fuite, une tactique offensive fréquente à la

Maison Blanche de Trump. Lors d'une réunion du bureau ovale, Trump l'a récompensée avec un câlin et un baiser. Bien que cette débâcle ne soit pas vraiment mon problème, je suis allé voir Kelly à un moment donné, pensant que des gens sûrement rationnels pouvaient obtenir des excuses de ce membre du personnel insoumis. Après une brève discussion, avec seulement nous deux dans son bureau, Kelly a déclaré: «Vous ne pouvez pas imaginer à quel point je suis désespéré de sortir d'ici. C'est un mauvais endroit pour travailler, comme vous le découvrirez. » Il a été le premier à voir Trump le matin et le dernier à le voir la nuit, et je ne pouvais que conjecturer le nombre d'erreurs qu'il avait évitées pendant son mandat. Kelly a attaqué la presse, à juste titre selon moi, et a dit: «Ils viennent aussi pour vous», ce dont je ne doute pas.
La Corée du Nord a continué de menacer d'annuler la réunion Trump-Kim et m'a attaqué par son nom. Ce n'était rien de nouveau, datant de 2002 sous Bush 43, lorsque la Corée du Nord m'a honoré en m'appelant «racaille humaine». Ils ont attaqué mes propos en citant le modèle libyen de dénucléarisation (je me demandais s'ils avaient une source à l'intérieur de la Maison Blanche qui connaissait la réaction de Trump), en disant: «Nous avons déjà fait la lumière sur la qualité de Bolton dans le passé, et nous ne cachons pas nos sentiments de répugnance envers lui. »16 Bien sûr, il était clair pour tous ceux qui étaient de notre côté des négociations qu'ils dénonçaient vraiment le concept même de«complète, vérifiable et dénucléarisationirréversible ».
La Corée du Sud demeure préoccupée par les efforts du Nord pour réduire les exercices militaires conjoints. Même l'administration conciliante de Moon a parfaitement compris que les exercices étaient essentiels à leur sécurité et craignait que ce ne soit un autre effort de Pyongyang pour creuser un fossé entre Séoul et Washington. Chung a déclaré que le Nord essayait clairement de séparer Trump de moi, racontant qu'à la réunion Moon-Kim du 27 avril, plusieurs responsables nord-coréens avaient posé des questions sur mon rôle dans la réunion Trump-Kim. Je me suis senti à nouveau honoré. Mais plus important encore, la Corée du Nord a continué de dénoncer les exercices militaires conjoints, qui attaquent maintenant Moon: «Les autorités sud-coréennes actuelles se sont avérées clairement être un groupe ignorant et incompétent…» 17 De telles attaques étaient le moyen d'intimidation pas si subtil du Nord. Lune à faire le travail du Nord pour cela en nous faisant pression, un stratagème que nous étions déterminés ne réussirait pas.
Plus grave, le chef de cabinet de Kim n'est pas arrivé à Singapour comme prévu le 17 mai. Les préparatifs pour le chef paranoïaque du Nord ont été formidables, même si éclipsés par ce qu'il a fallu à un président américain pour faire un tel voyage. Un retard dans la préparation du terrain pourrait finalement retarder ou même annuler la réunion elle-même. Le lundi 21 mai, aucune équipe avancée nord-coréenne n'était arrivée, il n'y a donc pas eu de réunion avec notre équipe à Singapour. Trump a commencé à se demander ce qui se passait, me disant: "Je veux sortir [de Singapour] avant eux", ce qui semblait prometteur. Il a raconté comment avec les femmes avec qui il était sorti, il n'a jamais aimé les voir rompre avec lui; il a toujours voulu être celui qui fait la rupture. («Très révélateur», a déclaré Kelly lorsque je lui en ai parlé plus tard.) 18 Une question était de savoir si annuler Singapour juste au moment où Moon Jae-in arrivait en ville ou attendre son départ. J'ai exhorté Trump à agir maintenant, car le faire après le départ de Moon semblerait être un rejet explicite de Moon, ce qui n'était pas nécessaire. Trump a accepté, disant: «Je peux tweeter ce soir.» À la demande de Trump, j'ai parlé avec Pence et Kelly, qui ont tous deux convenu qu'il devrait tweeter. J'ai rapporté cela à Trump, et Trump a commencé à dicter ce que son tweet pourrait dire. Après plusieurs ébauches (retapées de

manière appropriée par Westerhout), il (ou elles) ont émergé comme suit: Compte tenu du fait que le dialogue a changé concernant la Corée du Nord et sa dénucléarisation, j'ai respectueusement demandé à mes représentants d'informer la Corée du Nord de mettre fin à la réunion du 12 juin. à Singapour. Bien que j'attende avec impatience de rencontrer et de négocier avec Kim Jong Un,peut nous aurons-être une autre chance à l'avenir. En attendant, j'apprécie grandement la libération des 3 Américains qui sont maintenant chez eux avec leurs familles. Un tweet de suivi dirait: Je suis déçu que la Chine n'ait pas pu faire ce qui est nécessaire, principalement à la frontière [c'est-à-dire l'application des sanctions], pour nous aider à obtenir la paix.

L'Oval se remplissait alors de membres du personnel pour préparer Trump à un dîner avec les gouverneurs des États. En partant, Trump a déclaré qu'il tweeterait probablement après le dîner à «huit ou neuf heures». Je suis retourné dans mon bureau pour informer Pompeo, et il a dit: «Je comprends, allons-y avec la stratégie.» J'ai marché jusqu'au bureau de Pence pour lui parler des tweets; Nous étions tous les deux convaincus que Trump annulerait Singapour ce soir-là. Mais quand nous nous sommes réveillés le lendemain matin, aucun tweet n'était sorti. Trump a expliqué à Kelly plus tard que son téléphone portable ne fonctionnait pas la nuit précédente, mais il m'a dit qu'il voulait laisser Moon s'exprimer avant d'annuler. C'est donc avec un net manque d'enthousiasme que j'ai rencontré Chung et ses collègues pour le petit déjeuner dans la salle Ward, pour discuter de la réunion Moon-Trump plus tard dans la journée. Le Sud voulait toujours Moon à Singapour pour un trilatéral après la réunion Trump-Kim.

Un autre sujet important de notre discussion était une déclaration «mettant fin à la guerre de Corée». À l'origine, je pensais que la «déclaration de fin de guerre» était l'idée du Nord, mais j'ai ensuite commencé à soupçonner que c'était celle de Moon, émanant et soutenant son programme de réunification, une autre bonne raison de ne pas l'acheter. Fondamentalement, l'idée de «fin de la guerre» n'avait aucune justification, si ce n'est qu'elle sonnait bien. Avec la possibilité que rien d'autre n'émerge à Singapour, nous avons risqué de légitimer Kim Jong Un non seulement en le faisant rencontrer un président américain, mais aussi en organisant un «sommet de paix» vaporeux sapant les sanctions économiques en suggérant que le Nord n'était plus dangereux, et pas seulement au niveau nucléaire. J'étais déterminé à arrêter quoi que ce soit juridiquement contraignant et à minimiser les dommages de tout document répréhensible auquel Trump pourrait consentir. Je craignais que Moon ne lance Trump sur ces mauvaises idées, mais, après tout, je ne pouvais pas l'arrêter.

Je me suis rendu à Blair House pour rencontrer Pompeo avant notre réunion de dix heures avec Moon, le ministre des Affaires étrangères Kang Kyung-wha et Chung. Moon était typiquement optimiste quant à Singapour, et après une heure, je suis retourné à la Maison Blanche (Pompeo s'est rendu dans l'État) pour dire à Trump ce dont nous avions discuté. J'ai rejoint l'une des séances d'information sur le renseignement que Trump avait chaque semaine du directeur du National Intelligence Coats, du directeur de la CIA Haspel et des briefers qui les accompagnaient. Je ne pensais pas que ces séances d'information étaient terriblement utiles, et la communauté du renseignement non plus, car la plupart du temps était consacré à écouter Trump, plutôt que Trump à écouter les briefers. J'ai tenté à plusieurs reprises d'améliorer la transmission des renseignements à Trump, mais j'ai échoué à plusieurs reprises. C'était ce que c'était. Quand je suis arrivé de Blair House, Trump a dit aux briefers qu'il avait écrit des tweets sur l'annulation de Singapour la nuit précédente, mais a conclu qu'il pourrait attendre un peu

plus longtemps "car il y avait encore une chance qu'il se détache", et il ne voulait pas pour annuler «avant la dernière minute absolue». Cela m'a fait me sentir plus mal de voir à quel point nous étions proches.

Moon est arrivé, et les deux dirigeants ont accueilli peu après les hordes de presse dans l'Ovale. L'interrogatoire prolongé, principalement sur les questions chinoises, a considérablement raccourci le face-à-face entre Moon et Trump. Après que les deux dirigeants soient entrés dans la salle du Cabinet, Trump a ouvert en disant qu'il y avait environ 25% de chances que la réunion de Singapour se produise, ce que je soupçonne d'avoir également dit à Moon en privé. En réponse, Moon a souligné son soutien à une dénucléarisation complète, vérifiable et irréversible, et son point de vue optimiste selon lequel «zéro pour cent des chances» ne se produirait pas à Singapour. Trump craignait d'apparaître «trop anxieux», mais Moon s'est empressé de lui assurer que c'était vraiment la Corée du Nord qui était inquiète, car rien de tel ne s'était jamais produit auparavant. Trump a dit qu'il voulait une réunion structurée à Singapour, ce qui m'a choqué (et qui ne s'est pas produit de toute façon). Il a demandé pourquoi aucun expert n'était autorisé à visiter Punggye-ri, et nous avons expliqué que beaucoup pensaient, moi y compris, que Kim s'était engagée verbalement à fermer le site d'essai sans vraiment comprendre ce qu'il disait.

Comme si les choses n'étaient pas déjà compliquées, Nick Ayers, le chef de cabinet du vice-président, a téléphoné en fin de soirée pour dire que le vice-ministre des Affaires étrangères de la Corée du Nord, Choe Son Hui, avait lancé une attaque cuisante contre Pence, le qualifiant de "mannequin politique" et fondamentalement menaçant. guerre nucléaire à cause des remarques de Pence dans une récente interview avec Martha MacCallum de Fox.19 Pence est venu sur la ligne pour suggérer que je dis à Trump, ce que j'ai décidé de faire immédiatement. Après avoir rapidement obtenu et examiné la chape complète de Pyongyang, j'ai atteint Trump à dix heures du soir. J'ai expliqué la situation et suggéré que nous demandions des excuses, impliquant au moins que Singapour serait annulée sans un. Trump voulait dormir dessus, que j'ai relayé à Pence (et que Trump a également fait lui-même). J'ai appelé Pompeo à 10 h 25 pour l'informer, lui suggérant de nous rejoindre tôt le lendemain matin. En tant que vice-président, Pence a maintenu les vues fermes sur la sécurité nationale qu'il avait eues pendant ses années à la Chambre des représentants, et je le considérais comme un allié cohérent. Dans le même temps, il a suivi l'exemple prudent d'autres vice-présidents qui étaient circonspects dans leur plaidoyer en faveur des politiques sans savoir d'abord où Trump allait. J'ai respecté les difficultés inhérentes à son travail, croyant qu'il avait fait une grande partie de son meilleur travail lors de conversations privées avec Trump.

Je suis entré encore plus tôt que d'habitude le lendemain, examinant la couverture médiatique asiatique étendue de l'explosion nord-coréenne, mais notant peu de couverture américaine, probablement en raison de l'heure à laquelle le communiqué a été publié. J'ai dit à Kelly ce qui s'était passé et j'ai dit que nous avions un appel de huit heures avec Trump dans la résidence. Ayers est entré pour dire que lui et Pence pensaient que Singapour devrait être annulée; Kelly a accepté, tout comme Pompeo, qui était venu. Nous étions tout autour du haut-parleur pour appeler Trump, et j'ai donné une description complète de l'attaque du Nord contre Pence, et la couverture de la presse internationale et américaine. Trump m'a demandé de lire le texte intégral des remarques du vice-ministre des Affaires étrangères Choe Son Hui, ce que j'ai fait. «Jésus», a déclaré Trump, «c'est fort.» Nous avons tous convenu qu'une déclaration aussi

vitriolique n'aurait pu avoir lieu qu'avec l'approbation expresse de Kim Jong Un; ce n'était pas seulement un fonctionnaire voyou qui sonne. Nos détracteurs nous accuseraient probablement d'avoir réagi de manière excessive, car, après tout, la Corée du Nord parlait souvent en termes vitrioliques. C'était vrai, mais c'était également vrai avant que les administrations américaines aient simplement accepté la rhétorique de la Corée du Nord sans imposer de conséquences. Cela devait cesser, et c'était le moment de le faire.

Trump n'a pas hésité à annuler la réunion de Singapour. Il a dicté une lettre, que nous avons parcourue plusieurs fois mais qui s'est révélée être celle de Trump. La version finale, éditée pour de petites corrections, est devenue publique vers neuf heures quarante-cinq heures du matin, suivie de deux tweets présidentiels. Nous avons également rédigé une déclaration qu'il pourrait lire lors d'une cérémonie de signature de projet de loi ce matin, soulignant que la "pression maximale" sur la Corée du Nord continuerait. J'ai appelé le ministre singapourien des Affaires étrangères Vivian Balakrishnan pour lui dire ce qui se passait, l'attraper à Dubaï tout en changeant d'avion. Il a pris la nouvelle très gracieusement, car il avait annoncé quelques semaines plus tôt que Singapour avait «gagné» le prix d'accueillir le sommet Trump-Kim. Les Sud-Coréens n'étaient pas si aimables. Chung m'a appelé en fin de matinée pour dire que notre annulation était un gros embarras politique pour Moon, venant juste après son retour de Washington, un voyage qui avait suscité de grandes attentes en Corée du Sud. J'ai dit à Chung de lire attentivement ce que Choe Son Hui avait dit au sujet du vice-président américain, mais il n'était pas apaisé, pas plus que Moon, qui m'a publié une version édulcorée des remarques de Chung.20 Le japonais Yachi, en revanche, a dit qu'ils étaient Singapour, très soulagée, avait été annulée.21 Pendant que ce drame se déroulait, le Nord a présenté un petit théâtre à part entière, «fermant» Punggye-ri exactement dans le style Potemkin-village-in-reverse auquel nous nous attendions.

Le soir même, moins de douze heures après l'annonce de l'annulation de Singapour, le toit est tombé. Trump a profité d'une déclaration légèrement moins belliqueuse d'un autre responsable du ministère nord-coréen des Affaires étrangères pour nous ordonner de ramener la réunion du 12 juin dans les délais. C'était une erreur claire à mon avis, un aveu ouvert que Trump voulait désespérément avoir la réunion à tout prix, ce qui a produit des reportages médiatiques sur une «diplomatie qui fait claquer la tête» qui a troublé nos amis du monde entier. Bien sûr, les médias n'avaient aucune idée que nous avions également presque annulé Singapour lundi avant que Trump ne recule. En ressuscitant la réunion, Pompeo a parlé à Kim Yong Chol, son homologue des négociations entre les États-Unis et la Corée du Nord lorsqu'il était directeur de la CIA, et a décidé que ce Kim viendrait à New York pour de nouveaux préparatifs. Pompeo, Kelly et moi avons convenu que nous devrions insister sur une déclaration publique de Kim Jong Un lui-même, plutôt que de nous fier aux déclarations de responsables du ministère des Affaires étrangères, et que nous devrions reporter Singapour d'un mois comme assurance. Nous avons appelé Trump vers 8 h 50 pour faire ces recommandations, mais il n'en avait aucune. Au lieu de cela, il a résumé ce qu'une "lettre extrêmement chaleureuse" (ce qui signifie la déclaration de la Corée du Nord) que nous avions reçue. Il ne voulait pas «risquer l'élan» que nous avions maintenant. J'ai été tenté de répondre: "Quelle dynamique?" mais je l'ai étouffé. Il a poursuivi: «C'est une grande victoire ici. Si nous concluons un accord, ce sera l'un des plus grands accords de l'histoire. Je veux lui faire réussir [Kim] et la Corée du Nord. » C'était déprimant. Nous étions si près d'échapper au piège.

Samedi, nous avons appris à notre surprise collective que Moon et Kim s'étaient rencontrés deux heures plus tôt ce jour-là au DMZ.22 Le ministre des Affaires étrangères Kang a déclaré à Pompeo que Kim avait demandé la réunion, et Moon, comme prévu, avait immédiatement accepté. Chung m'a également fait un compte rendu, disant qu'il n'avait pas été à la DMZ mais que tout s'était bien passé, les deux dirigeants réaffirmant leur accord sur une dénucléarisation complète, vérifiable et irréversible et d'autres questions. Kim a déclaré à Moon qu'il s'attendait à conclure un «accord global» à Singapour, pour lequel le Nord faisait de longs préparatifs. Kim avait été un peu surprise par la décision de Trump de «suspendre» la réunion et était très soulagée que les États-Unis aient changé de position. Moon a souligné que les États-Unis n'accepteraient pas «l'action pour l'action», bien qu'il se soit ensuite retourné et ait laissé entendre qu'il pourrait y avoir une compensation politique américaine si le Nord faisait des progrès substantiels sur notre concept de dénucléarisation, démontrant ainsi, à mon avis, pourquoi nous nécessaire pour sortir Moon de la négociation de la question. Dans le même temps, je craignais que certains types de niveaux de travail des États ne reviennent rapidement et de manière prévisible à l'approche des pourparlers à six échoués sans même remarquer le changement par rapport à notre approche actuelle. Pendant ce temps, Trump était occupé à tweeter qu'il n'y avait pas de division dans son équipe: contrairement à ce que le Failing and Corrupt New York Times voudrait faire croire, il y a zéro désaccord au sein de l'administration Trump sur la façon de traiter avec la Corée du Nord ... et s'il y avait , ça n'aurait pas d'importance. Le @nytimes m'a appelé mal dès le début!

Le lendemain à la DMZ, la Corée du Nord, dirigée par le très agréable Choe Son Hui, a refusé lors des discussions bilatérales avec les États-Unis même d'utiliser le mot «dénucléarisation» à l'ordre du jour de la réunion Trump-Kim. C'était un territoire malheureusement familier et pourquoi je craignais que ce ne soit qu'une question de temps avant que l'État ne commence à boucler, sans parler de Trump, qui était si désireux de «succès» à Singapour. Nous étions en contact quasi constant avec nos homologues sud-coréens et le rythme de nos préparatifs a augmenté de façon spectaculaire. Abe et les Japonais l'ont également fait, espérant qu'ils pourraient tenir Trump en conformité avec ses engagements précédents. Abe a déclaré à Trump le Memorial Day que la façon dont il avait géré le sommet était complètement différente de la façon dont les autres présidents américains l'avaient géré, et que Kim ne s'attendait pas à ce qu'il oserait annuler la réunion. Trump, a déclaré Abe, était maintenant en position de force, espérant évidemment que Trump ne ferait pas les erreurs de ses prédécesseurs. Abe a pressé Trump de défendre non seulement notre concept de dénucléarisation mais, reflétant les positions de longue date du Japon, démantelant également les programmes d'armes biologiques et chimiques de Pyongyang, ainsi que tous leurs missiles balistiques, quelle que soit la portée.

J'ai discuté de la situation avec Trump le lendemain du Memorial Day et, de façon imprévisible, Trump a déclaré: «Nous ne pouvons pas laisser un tas de colombes prendre le relais de la délégation. Dites à Pompeo. Je vais devoir reprendre cet accord. Nous devons discuter de la dénucléarisation [dans le communiqué de Singapour], nous devons l'avoir. » Ensuite, il a dit: «Appelez le chef de la délégation par téléphone», ce que nous avons fait rapidement, en parlant à un officier du service extérieur américain très surpris à Séoul. Après les plaisanteries initiales, Trump a déclaré: «Je suis le seul à vendre l'accord… vous ne devriez pas négocier la dénucléarisation, et vous devriez le leur dire. Vous devez dire «dénucléarisation», sans marge

de manœuvre. » Trump a admis qu'il ne voulait pas d'un «grand programme formel» et qu'il ne voulait «aucune grande formalité». C'était ça. Quelques minutes plus tard, Pompeo a appelé, contrarié que Trump ait parlé directement avec la délégation. J'ai expliqué ce qui s'était passé, y compris ma préoccupation concernant la faiblesse du langage dans le projet de communiqué. "Je suis d'accord avec vous là-dessus", a déclaré Pompeo, ce qui signifie que nous avons dû discuter de la "dénucléarisation", mais il n'était pas clair qu'il se soit rendu compte que les négociateurs de l'État n'étaient pas "d'accord" avec nous pour maintenir la ligne dans les négociations. Pompeo m'a alors dit que Trump voulait amener Kim Yong Chol à une réunion au bureau ovale, ce que Trump considérait comme un «génie». Nous pensions tous les deux que c'était une erreur, tout comme Kelly lorsque je l'ai informé, bien que Pompeo semblait résigné. À ce moment-là, je me suis demandé si je devais simplement m'éloigner du problème de la Corée du Nord et laisser Trump le posséder, au lieu de lutter constamment contre les actions d'arrière-garde et les changements de politique sauvages de Trump. D'un autre côté, nous avions affaire à des armes nucléaires entre les mains d'un régime bizarre, comme je l'ai vu, donc j'étais réticent à lui tourner le dos ou à démissionner.

Trump semblait personnellement indécis quant à savoir s'il voulait que Singapour se produise. Alors que nous discutions de stratégie avant que Pompeo ne parte pour New York pour rencontrer Kim Yong Chol, il a fait des allers-retours avant de conclure: «Je préfère l'avoir [Singapour] plutôt que de ne pas l'avoir. Mais si nous n'obtenons pas de dénucléarisation, nous ne pouvons rien faire d'autre. » Il a dit: «[Si la réunion échoue] j'imposerais des tarifs massifs [soit il voulait dire des sanctions, soit il faisait référence à la Chine, pas à la Corée du Nord]. J'ai décidé de les retarder pour l'instant, mais ils attendent. » Puis est venu le résultat: «Je veux y aller. Ce sera un grand théâtre. » Il n'y a eu aucune discussion sur la venue de Kim Yong Chol à la Maison Blanche, et Pompeo et moi avons convenu en sortant de l'Ovale que nous pourrions encore nous échapper. Cela, malheureusement, a négligé le petit Kim, qui, comme Pompeo nous l'a dit à Kelly et moi peu après 21 heures ce soir-là, était «déterminé à se mettre devant Trump» pour lui remettre une lettre de Kim Jong Un. Kim Yong Chol était également obstinée sur toutes les questions de fond. La seule bonne nouvelle était qu'il n'avait aucune utilité pour Moon et aucun intérêt pour un sommet trilatéral. C'était entre nous, sans avoir besoin des Sud-Coréens. Nous avons mis Trump en jeu, a rapporté Pompeo lors du dîner, et nous sommes finalement arrivés au désir de Kim Yong Chol de lui remettre la lettre de Kim Jong Un. «Très élégant», s'est exclamé Trump, «faisons-le.» Kelly et moi avons expliqué pourquoi nous nous y sommes opposés, mais en vain. Ni les arguments sur l'impact politique potentiel ni sur Kim Yong Chol lui-même (un tueur brutal, et l'homme très probablement personnellement responsable de la torture effectivement fatale d'Otto Warmbier) n'ont fait écho. Nous avons essayé plus tard, avec l'accord du vice-président, au moins de déplacer la réunion hors du bureau ovale, mais cela n'a pas fonctionné non plus. J'ai creusé une photo de Bill Clinton assis dans l'Ovale avec deux généraux nord-coréens, pour montrer que Pyongyang avait déjà joué à ce jeu auparavant, et même cela n'a pas fonctionné.

Le personnel de la sécurité diplomatique de l'État a conduit le moindre Kim de New York pour la réunion ovale d'une heure avec Trump. Nous nous sommes rencontrés pour informer Trump, et Pence a de nouveau tenté de le persuader de le garder ailleurs, comme la salle de réception diplomatique. Trump n'écoutait pas. En fait, il a commencé à songer à emmener Kim Yong Chol dans la chambre Lincoln, dont nous avons également essayé de lui parler. J'ai récupéré

l'interprète américain et je me suis dirigé vers l'entrée sud de la résidence, où Kelly attendait déjà de rencontrer les Nord-Coréens et de les escorter jusqu'à l'Ovale. Pendant que nous y étions, un agent des services secrets m'a dit que le président voulait que je revienne dans l'Anneau. J'étais perplexe, mais carrément étonné quand je suis entré dans l'Ovale et que j'ai rencontré Pence, qui a dit que ni lui ni moi ne serions à la réunion avec Kim. Je pourrais dire à la fois de Pence et Ayers qu'ils étaient quelque peu sous le choc, et Ayers a déclaré que Trump voulait «garder la réunion petite»; ce serait juste Trump, Pompeo et l'interprète du côté américain, et Kim et son interprète du leur. Il y aurait le nombre minimum absolu de personnes présentes pour entendre ce que Trump a dit. À ce moment-là, Trump était dans une frénésie presque, empilant des cadeaux standard de la Maison Blanche (tels que des boutons de manchette) à donner. Une boîte a été légèrement froissée, et Trump a dit durement à Madeleine Westerhout: "Vous avez ruiné celle-ci, prenez-en une autre." Il a ensuite réprimandé le photographe officiel de la Maison Blanche, qu'il ne voulait rester que brièvement pendant que Kim Yong Chol était là. Je n'avais jamais vu Trump aussi forgé. Pence m'a dit: "Pourquoi ne traînes-tu pas dans mon bureau?" ce qui était généreux; aucun de nous n'a pensé que remettre la lettre de Kim Jong Un prendrait plus de quelques minutes. J'étais toujours stupéfait d'être exclu, mais pas plus stupéfait que Pence, qui était stoïque tout au long.

Kim Yong Chol est arrivée à quinze heures et Kelly l'a escorté jusqu'à l'Ovale le long de la colonnade. Kelly nous a dit plus tard que Kim semblait très nerveuse, et juste au moment où ils entraient dans l'aile ouest, il se souvenait qu'il avait laissé la lettre de Kim Jong Un dans la voiture. L'interprète nord-coréen a été renvoyé en course pour le récupérer. On ne peut qu'imaginer Kim Yong Chol réfléchir à la façon d'expliquer au «Grand Successeur» qu'il avait oublié sa lettre. Dans le bureau du vice-président, nous avons regardé la télévision tandis que la presse sur la pelouse sud tentait désespérément de voir ce qui se passait à l'intérieur. Le temps a traîné, c'est le moins qu'on puisse dire. Nous avons eu un moment léger lorsque Don McGahn est venu nous dire que les cadeaux de Trump étaient presque certainement des violations de sanctions, auxquelles il devrait renoncer rétroactivement. Comme McGahn l'a dit fréquemment, ce n'était pas la Maison Blanche de Bush. La réunion s'est finalement terminée à deux heures quarante-cinq. Trump et Pompeo sont sortis de l'Ovale avec Kim Yong Chol et l'ont accompagné jusqu'à l'allée où attendaient ses voitures, puis Trump a parlé à la presse sur le chemin du retour vers l'Ovale.

Une fois que nous avons vu que Kim avait quitté l'Ovale, Pence et moi sommes entrés, et Kelly m'a donné l'original et une traduction approximative de la lettre de Kim Jong Un à Trump, en disant: "Ceci est la seule copie." La lettre était purement gonflée, écrite probablement par un employé du bureau agitprop de la Corée du Nord, mais Trump l'aimait. Ce fut le début de la bromance Trump-Kim. La première famille allait à Camp David pour le week-end, et ils s'étaient tous réunis pour marcher jusqu'à Marine One, qui avait atterri entre-temps. Trump a souri et m'a donné un coup de pouce en quittant à nouveau l'Ovale.

Le reste d'entre nous s'est rendu au bureau de Pence, où Kelly et Pompeo nous ont débriefés. Kim Yong Chol n'avait rien dit de nouveau ou de différent sur la position du Nord. De toute évidence, ce qu'ils voulaient, c'était des assurances politiques avant d'accepter toute dénucléarisation, et Trump avait semblé enclin à donner leur exactement cela. Chose étonnante, comme lors des discussions antérieures avec le Nord, les sanctions économiques semblaient secondaires. Cela signifiait probablement que la Corée du Nord craignait plus la puissance

militaire américaine qu'elle ne craignait la pression économique, et indiquait également très probablement que les sanctions n'étaient pas aussi efficaces que nous le pensions. Kelly a déclaré que le Nord aurait pu donner l'impression qu'il voulait concernant ce que Trump pourrait faire. Trump avait déclaré qu'il était prêt à réduire les exercices militaires américano-sud-coréens et s'était trompé sur le coût et la provocation de ceux-ci. Cela a peut-être été le pire, car la Corée du Nord venait à peine d'entendre le commandant en chef américain que nos capacités militaires dans la péninsule étaient à négocier, malgré nos démentis antérieurs. C'était une concession qui pourrait bouleverser même Moon Jae-in et ses partisans de la «politique du soleil», dont les calculs reposaient sur une forte présence américaine. Pour beaucoup de gens, c'est la présence américaine qui a permis à la gauche politique sud-coréenne de se lancer dans le fantasme de la «politique du soleil». Si nous quittions jamais la Corée, ils seraient effectivement seuls et ressentiraient les conséquences de leur sottise, ce que je croyais craindre eux-mêmes. Aussi mauvais que cela puisse paraître, je sentais que nous pouvions faire reculer Trump du rebord, alors peut-être qu'aucun dommage réel n'avait été fait. Comment cette rencontre aurait-elle pu durer une heure et quinze minutes? La traduction consécutive était une réponse, mais en vérité, toute réunion avec Trump pourrait durer aussi longtemps ou plus longtemps. «Je parle,» l'ai-je entendu dire plusieurs fois pendant mon mandat. "J'aime parler."

Que faire ensuite? Kelly a déclaré qu'il pensait que Trump était prêt pour la possibilité que rien ne se produise à Singapour. Je pensais que c'était optimiste. Nous avons parlé d'établir un calendrier pour montrer que nous n'avions pas éternellement à jouer, tout en Corée du Nord développait et / ou fabriquait encore des composants nucléaires et des missiles balistiques. Nous avons rompu vers 15 h 45 et je suis retourné à mon bureau. À ma grande surprise, vers 16 h 10, mon téléphone a sonné et une voix a dit: «Voici le standard de Camp David», la première fois que j'avais entendu ce message d'accueil. L'opératrice a dit que le président voulait me parler. "La lettre était très sympathique, tu ne crois pas?" »a-t-il demandé, et j'ai accepté, même si j'ai également dit que ce n'était« pas substantiel ». «C'est un processus», a déclaré Trump. «Je comprends cela maintenant. Nous aurons juste une réunion pour apprendre à se connaître, puis nous verrons ce qui se passe. Cela prendra plus de temps que je ne le pensais. » J'ai souligné mon point de vue selon lequel ni l'allégement des sanctions ni la déclaration de «fin de la guerre de Corée» ne devraient intervenir avant la conclusion d'une dénucléarisation complète, vérifiable et irréversible, ce qui a toujours été la politique de l'administration. Il semblait être disposé à cette analyse et à ces conseils. J'ai dit qu'avoir des discussions au fil du temps était acceptable, avec une qualification majeure. Le temps était presque toujours du côté du prolifératéur, et le simple fait de faire tourner l'horloge avait longtemps été un élément central de la stratégie de la Corée du Nord. Notre temps n'était pas indéfini, ce qu'il semblait accepter. «C'était plutôt bien», a-t-il conclu, et l'appel s'est terminé. En fait, Trump a obtenu exactement ce qu'il voulait de la presse; les titres étaient, en fait, "de retour le 12 juin à Singapour".

Au cours du week-end, j'ai informé Chung de la réunion de Kim Yong Chol, et il a dit que Moon était tout simplement ravi du résultat. Faisant écho inconsciemment à Trump, Chung a également déclaré que nous étions confrontés à «un processus», et non à une seule réunion à Singapour. C'est exactement ce que j'avais craint que leur réaction soit. Pendant ce temps, lors des discussions bilatérales entre les États-Unis et la Corée du Nord dans la zone démilitarisée,

le Nord a rejeté notre projet d'approche à Singapour. Le Département d'État, face au rejet, a voulu proposer un compromis, disant en fait: «Vous n'aimez pas celui-là? Celui-ci, ça va?" Et si le Nord n'aimait pas «celui-ci», les négociateurs d'État leur offriraient probablement «un autre», tout en négociant avec eux-mêmes pour voir s'ils pouvaient produire le sourire des Nord-Coréens. Je l'avais déjà vu plusieurs fois auparavant. Heureusement, Pompeo a convenu avec moi que nous ne devrions pas produire de nouveaux projets mais attendre que Pyongyang réponde aux nôtres. Le Nord a finalement commenté verbalement notre ébauche et déclaré qu'il fournirait des commentaires écrits le lendemain. Incroyable comment cela fonctionne. J'ai également poussé à faire avancer les négociations à Singapour, à sortir les Nord-Coréens de leur zone de confort DMZ. Après une lutte avec la délégation américaine plus qu'avec le Nord, nous l'avons fait. Même Chung a convenu qu'il était temps que cette fête mobile arrive à Singapour.

J'ai alors décidé de faire face à la spéculation grandissante de la presse qui m'empêchait de traiter de la Corée du Nord et que je n'irais pas à Singapour. J'ai dit à Kelly: «Je suis déjà allé sur cette piste à quelques reprises» et je ne pensais pas que mon exclusion de la réunion de Kim Yong Chol était accidentelle. Kelly a dit qu'il était «surpris» que je n'étais pas dans la pièce quand il est entré dans l'Ovale avec Kim en remorque. J'ai expliqué ce que Pence avait dit et pourquoi nous étions allés au bureau du VP sans que je demande directement à Trump pourquoi nous ne serions pas inclus. Kelly a déclaré qu'il ne s'attendait pas non plus à la réunion, mais Trump lui avait demandé de rester. J'ai raconté la spéculation que je n'irais pas à Singapour, ce qui, si c'était vrai, signifiait que je ne pouvais pas faire mon travail et que je démissionnerais en conséquence. Kelly a déclaré: "Je ne m'attendais pas à ce que vous disiez autre chose", et a dit qu'il parlerait à Trump, ce que j'ai accepté dans un premier temps. Plus tard dans la matinée, Kelly a rapporté que Trump n'avait «rien signifié» en ne m'ayant pas à la réunion de Kim Yong Chol et que je serais à toutes les réunions de Singapour. Cela m'a satisfait pour le moment.

Immédiatement après son déjeuner avec Trump ce jour-là, le 4 juin, Mattis est venu pour discuter du sommet Trump-Kim, soulignant qu'il était préoccupé par le caractère visqueux de notre position sur le programme nucléaire du Nord, et a demandé, compte tenu des spéculations de la presse, si j'étais aller à Singapour. Quand j'ai dit «Oui», Mattis a dit, «Bien», avec insistance, expliquant qu'il était sûr, dans son évaluation, que le Japon et plusieurs autres États clés de la région ont tous soutenu ma position de ne pas lever les sanctions avant la dénucléarisation complète, ce qui a montré la degré de soutien à notre approche. Je me suis posé la question à cette conversation, car, pour la première fois, j'ai senti que Mattis était incertain et nerveux. Je n'ai pas compris pourquoi jusqu'à ce qu'Ayers me dise quelques jours plus tard que Trump avait passé une grande partie du déjeuner avec Mattis, selon ce qu'il avait entendu, le battre - pour, entre autres, être démocrate - de «manière» personne n'avait jamais vu auparavant. " Mattis devait savoir ce que cela signifiait. C'était quelque chose à regarder.

Mardi 5 juin, Pompeo et moi avons déjeuné avec Trump, dont l'un des sujets importants était le désir continu de Moon d'être présent à Singapour, un sujet qui avait déjà fait surface dans la presse asiatique en raison de fuites en Corée du Sud23. Pompeo et moi avons expliqué à nos homologues de Séoul quelle était notre réflexion. La mauvaise nouvelle au déjeuner était la fascination de Trump pour la perspective qu'il pourrait dire qu'il avait mis fin à la guerre de Corée. Cela ne me dérangeait pas de vendre cette concession au Nord à un moment donné,

mais je pensais que nous ne devrions certainement pas la céder gratuitement, ce que Trump était prêt à faire. Cela ne lui importait tout simplement pas. Il pensait que ce n'était qu'un geste, un énorme score médiatique et n'a vu aucune conséquence internationale. Après le déjeuner, Pompeo et moi sommes allés à mon bureau. Nous avons décidé que nous devions développer quelque chose à offrir comme alternative, mais aucune bonne idée n'a surgi. Je savais que le Japon serait particulièrement troublé que nous puissions faire cette concession, alors j'avais hâte d'entendre ce que Yachi allait me dire lors d'une autre visite à Washington cet après-midi.

J'ai également profité de l'occasion pour demander à Pompeo s'il avait des problèmes avec moi, comme le prétendaient les médias. Il a dit catégoriquement qu'il ne l'avait pas fait, se rappelant comment, ces derniers jours, je l'avais aidé à empêcher un ambassadeur américain errant de prendre directement rendez-vous avec Trump sans lui demander la permission. Pompeo, à l'époque, avait dit: «Que Dieu vous bénisse», ce dont nous avons ri tous les deux. Que même à ce stade précoce, il y avait plus que cela, je ne peux pas dire, mais il ne semblait pas y en avoir.

Lorsque Pompeo et moi avons pris le petit déjeuner dans la salle Ward le lendemain matin (Mattis étant de nouveau hors du pays), nous avons discuté de ce qu'il fallait extraire de la Corée du Nord en échange d'un communiqué de «fin de guerre», y compris peut-être une déclaration de base de leur programmes d'armes nucléaires et de missiles balistiques. Je doutais que le Nord soit d'accord ou d'accord sur l'une de nos autres idées, mais cela pourrait au moins empêcher une concession américaine gratuite de «mettre fin» à la guerre de Corée.

Plus tard dans la journée, le Premier ministre Abe s'est brièvement arrêté à Washington sur le chemin du sommet annuel du G7, qui s'est tenu cette année-là à Charlevoix, au Canada, pour pousser Trump une fois de plus à ne pas céder le magasin. Abe a souligné que les Nord-Coréens «sont des survivants», déclarant: «Ils ont misé leur vie sur leur système. Ce sont des politiciens très coriaces, très astucieux… s'ils pensent que c'est comme si de rien n'était, ils reprendraient leurs anciennes habitudes. » Bien que les deux dirigeants aient eu une bonne conversation sur Pyongyang, les questions commerciales n'étaient pas aussi ensoleillées, avec de longs riffs de Trump sur les déficits commerciaux injustes, d'autant plus que les États-Unis avaient accepté de défendre le Japon: «Nous vous défendons, par traité. Nous vous défendons, mais pas l'inverse. Nous avions de mauvais négociateurs, n'est-ce pas, John? » demanda-t-il en me regardant. «Nous vous défendrons sans traité», a poursuivi Trump, mais a déclaré: «Ce n'est pas juste.»

Sur ce, notre attention est passée de la rencontre avec Kim Jong Un à la participation au G7. Il s'est avéré que la route de Singapour était pavée de ruines de Charlevoix. Les réunions du G7 et les rassemblements internationaux similaires ont eu une rime et une raison à un moment de l'histoire, et font parfois du bon travail, mais à bien des égards, ils sont simplement devenus des cornets de crème glacée auto-léchants. Ils sont là parce qu'ils sont là.

Le 8 juin, Trump avait plus d'une heure de retard en quittant la Maison Blanche sur Marine One pour Andrews. L'Air Force One a atterri à la base de l'Aviation canadienne de Bagotville, à partir de laquelle nous avons héliporté vers le sommet, le Fairmont Le Manoir Richelieu à La Malbaie, au Québec, toujours avec environ une heure de retard. Cela semblait être un bel emplacement, à peu près au milieu de nulle part. Pas que cela importait; comme d'habitude, nous n'avons vu que l'intérieur de l'hôtel spacieux où les sept chefs de gouvernement et leurs délégations sont restés. Trump est arrivé obsédé par l'invitation de la Russie à rejoindre le G7, dont il a été expulsé en 2014 après avoir envahi et annexé la Crimée. Il a trouvé un allié au nouveau

Premier ministre italien, Giuseppe Conte, en poste moins d'une semaine avant son arrivée à Charlevoix.24 Conte était au pouvoir en raison d'une coalition populiste gauche-droite inhabituelle qui a fait de la politique italienne l'une des plus instables d'Europe . Les séances plénières d'ouverture du G7 étaient controversées, Trump étant assiégé pour ses politiques commerciales, jusqu'à ce qu'il riposte: le G7 devrait abolir tous les tarifs, toutes les barrières commerciales non tarifaires et toutes les subventions. Cela a soumis les Européens en particulier, qui n'avaient aucune intention de faire une telle chose. La discussion a vraiment montré l'hypocrisie rampante des négociations commerciales internationales, où le libre-échange était invariablement bon pour tout le monde mais pas pour les secteurs nationaux favorisés, en particulier les agriculteurs de pays comme la France et le Japon, sans parler des États-Unis et du Canada.

Trump a eu des réunions bilatérales avec le Canadien Trudeau et la France Macron, où les conversations sur le commerce bilatéral étaient loin d'être amicales. Trump n'aimait pas vraiment Trudeau ou Macron, mais il les tolérait, croisant moqueusement des épées avec eux lors de réunions, plaisantant sur la ligne droite. Je suppose qu'ils ont compris ce qu'il faisait et ils ont répondu en nature, en jouant parce que cela convenait à leurs intérêts plus larges de ne pas être en conflit permanent avec le président américain. Trump s'est plaint à juste titre à la fois que la Chine ne respectait pas les règles applicables dans le commerce international et s'en était tiré trop longtemps. Avec le Canada, Trump voulait que le nouvel accord de libre-échange nord-américain (ALENA) soit ratifié, ce qui satisferait largement ses objectifs commerciaux avec le Mexique et le Canada. Avec la France, le véritable objectif de Trump était l'UE. Comme d'habitude, il a évoqué ce vieux stand-by, "L'UE est pire que la Chine, seulement plus petite." Trump s'est également plaint de la Chine et de nombreux autres membres de l'OMC qui se disaient «en développement» afin de profiter d'un traitement commercial plus favorable. Ce n'était que l'un des nombreux domaines dans lesquels l'OMC pouvait résister à une réforme en profondeur, que les autres États du G7 prétendaient soutenir, mais jamais tout à fait. Trump a terminé la réunion de Macron en disant: «Vous savez, John a préparé toute sa vie à ce travail. Il était un génie sur Fox TV, vous savez, et maintenant il doit prendre des décisions difficiles, ce qu'il n'avait pas à faire à la télévision, mais il fait un excellent travail. » Les Français en ont profité. Moi aussi, d'ailleurs.

Dans la pure tradition du G7, il y a eu ensuite un dîner élaboré pour les leaders, suivi d'une représentation du Cirque du Soleil. J'ai sauté tout le plaisir de continuer les préparatifs pour Singapour. Malheureusement, également à la manière du G7, les «sherpas», les hauts responsables responsables de la substance du sommet, ont été bloqués sur le communiqué final traditionnel. Les Européens ont adoré jouer à des jeux avec ces communiqués, forçant les États-Unis dans le choix désagréable de faire des compromis sur les principes fondamentaux de la politique ou de paraître «isolés» des autres. Pour la plupart des diplomates professionnels, être isolé est pire que la mort, de sorte que les principes compromettants semblaient bons en comparaison. Un autre sort que les Européens ne pouvaient pas envisager était de ne pas avoir du tout de communiqué final, car s'il n'y avait pas de déclaration finale, la réunion n'aurait peut-être jamais eu lieu, et à quel point ce serait terrible pour l'humanité. Par conséquent, au lieu de profiter du Cirque du Soleil, les autres dirigeants ont commencé à harceler Trump, se plaignant que le sherpa américain était «intransigeant». Le dîner avait également été controversé, les autres dirigeants s'opposant à l'idée mal conçue de Trump de ramener la Russie dans le G7, et

l'ambiance était devenue un peu grossière. Depuis que le G7 a été initialement conçu dans les années 1970 comme un forum pour discuter des questions économiques, la plupart des travaux incombaient au président du Conseil économique national, Larry Kudlow. Le sherpa américain et son équipe d'économie internationale ont fait rapport conjointement à Kudlow et à moi.
Trump aurait dû dire: «Laissez les sherpas, et laissez-les travailler toute la nuit.» Il a conclu, cependant, comme il était un «plus proche», lui et les autres dirigeants se réuniraient dans l'un des salons et négocieraient eux-mêmes. À ce stade, Kudlow avait rejoint le groupe, dans le but d'être amis avec les dirigeants européens sur les questions économiques internationales. Kelly, sentant des ennuis, m'a sollicitée vers dix heures trente. Alors que j'entrais, Kelly sortait en disant: «C'est un désastre» qui, après quelques minutes d'observation, était clair. Les dirigeants étaient assis sur des canapés et des chaises moelleux, avec plusieurs dizaines d'aides en vol stationnaire. Rien de bon ne pouvait en résulter. Trump lui-même semblait très fatigué; en toute équité, il en était de même pour beaucoup d'autres, mais pas Macron et Trudeau, et certainement pas leurs aides, qui poussaient des programmes politiques contraires aux nôtres. C'était du déjà vu pour moi; J'avais participé à des dizaines de ces débâcles lentes au fil des ans. J'ai essayé de juger si Trump voulait vraiment un communiqué du G7 et ferait donc plus de concessions, ou s'il était indifférent. Je ne pouvais pas le dire, mais Trump (qui n'avait pas eu la peine de se préparer) n'avait pas vraiment une idée de ce qui était en jeu. Au moment de mon arrivée, Trump et Kudlow avaient déjà cédé un certain nombre de positions durement combattues. Je suis intervenu sur un point contre une idée allemande sur l'OMC, mais personne ne semblait vraiment comprendre ce qui était en cause, reflétant que ce n'était pas Trump seul qui ne comprenait pas les détails de ce que les sherpas débattaient. Finalement, vers onze heures, les dirigeants ont convenu que les sherpas devraient continuer seuls, ce qu'ils ont fait consciencieusement jusqu'à cinq heures trente samedi. J'aurais dit: «Pourquoi s'embêter? N'ayons tout simplement pas de communiqué », ce qui pourrait avoir mis l'Europe et le Canada à court. Mais comme Jim Baker me l'aurait rappelé, je n'étais pas «le gars qui a été élu».
J'ai trouvé Kudlow et notre sherpa vers 7 h 20 et ils ont confirmé qu'il ne s'était pas passé grand chose du jour au lendemain. Parce que Trump s'est réveillé tard, cependant, nous n'avons pas eu de séance d'information avant la reprise des événements du G7. Cela ne me dérangeait toujours pas de quitter Charlevoix sans communiqué, mais je voulais être sûr que Trump en comprenait les implications. Nous n'avons jamais eu cette conversation. Au lieu de cela, j'ai proposé d'avancer l'heure de notre départ du Canada à 10 h 30 afin de forcer une décision. Nous partions déjà bien avant la fin prévue du G7 pour pouvoir arriver dimanche soir à Singapour à une heure raisonnable, et je proposais juste de partir un peu plus tôt. Ma théorie était qu'une fois sorti de l'atmosphère de serre du sommet, Trump pourrait décider plus calmement comment gérer le communiqué. Kelly et Kudlow étaient d'accord. Trump s'ennuyait déjà, fatigué et en retard pour un petit-déjeuner sur l'égalité des sexes. En apprenant son départ accéléré, les Européens, qui avaient d'autres idées, sont descendus avant que nous puissions l'éloigner de la pièce. La photo désormais célèbre (prise par l'Allemagne) montre que nous ne l'avons pas sorti à temps: C'était comme le dernier combat de Custer. Tout cela était une perte de temps, mais les discussions se sont poursuivies, Kudlow et moi avons fait la plupart des négociations. Nous avons ramassé des nickels et des dix sous (éliminant une disposition européenne selon laquelle l'Iran se conformait à l'accord sur le nucléaire, ce qui

n'était pas le cas). Mais, fondamentalement, tout ce que nous avons fait a été de produire des émissions de carbone qui ont simplement contribué au réchauffement climatique, ce dont les Européens se sont déclarés préoccupés. Trump s'ennuyait toujours, mais nous nous sommes mis d'accord sur un document final, et nous sommes partis pour une conférence de presse avant de monter à bord de Marine One et de retourner à la base aérienne de Bagotville, laissant Kudlow derrière pour tenir le fort. Nous avons rejoint Pompeo et Air Force One est parti pour Singapour, avec douze heures d'avance sur les fuseaux horaires, via la base de l'OTAN de Souda Bay en Crète pour un arrêt de ravitaillement. Nous avions fini avec le G7, pensai-je.

Trump était ravi d'être en route pour rencontrer Kim Jong Un. Une fois en vol, j'ai expliqué à Pompeo ce qui s'est passé à Charlevoix. J'ai essayé de faire la siesteje me suis pour m'ajuster à l'heure de Singapour etréveillé dimanche heure grecque, peu de temps avant d'atterrir à Souda Bay. À l'exception de POTUS, l'Air Force One n'est pas conçue pour les voyages de luxe, sans sièges allongés, et de nombreuses personnes se sont simplement allongées sur le sol. Pendant que je dormais, Trump avait tiré deux tweets retirant son soutien au communiqué du G7, ce qui était sans précédent. Il avait fait réveiller Pompeo quelques heures plus tôt pour venir à son bureau, où il était en colère contre Trudeau en utilisant sa conférence de presse de clôture pour marquer des points contre lui. Trump avait été gracieux envers Trudeau lors de son événement de presse, et il était furieux que Trudeau ne lui ait pas rendu la pareille. Le communiqué portait sur des dommages collatéraux. Personne ne m'a dérangé, et quand je me suis réveillé, je ne pouvais évidemment pas me souvenir des tweets, qui prévalaient de manière prévisible jusqu'à ce que nous atterrissions à Singapour. J'ai appelé Kudlow pour savoir ce qui s'était passé et il a dit que les choses s'étaient terminées dans le bon ordre, sauf pour la conférence de presse de Trudeau. La question immédiate était ce que Kudlow devrait dire dans les talk-shows du dimanche, et la direction de Trump était claire: «Allez juste après Trudeau. Ne frappez pas les autres. Trudeau est un gars «derrière votre dos». » Trump a également voulu invoquer la prochaine réunion de Kim Jong Un, affirmant que le rejet du communiqué du G7 montrait "nous ne prenons aucune merde", un point qui mérite vraiment d'être souligné. Il ne fait aucun doute que Trump voulait que Kudlow et Peter Navarro (un autre assistant du président, que j'ai informé) soient libérés, ainsi que Lindsey Graham (que j'ai également informée). Navarro a déclaré «qu'il y avait [un] endroit spécial en enfer» pour Trudeau en raison de la façon dont il avait traité Trump; Navarro a été critiqué, mais c'était exactement ce que voulait Trump.

Paraissant plus fatigué qu'auparavant, comme s'il n'avait pas beaucoup dormi pendant le vol, Trump était maintenant obsédé par la couverture médiatique de l'arrivée de Kim Jong Un à Singapour et de la couverture de sa propre arrivée tôt dimanche soir. Après l'atterrissage, Trump a décidé qu'il ne voulait pas attendre mardi pour rencontrer Kim mais voulait se rencontrer lundi. J'ai été d'accord. Bien que nous ayons prévu des temps d'arrêt pour que Trump se prépare et se remette du décalage horaire avant de se retrouver face à face avec Kim, moins nous passions de temps à Singapour, moins il y avait de temps pour faire des concessions. Si nous pouvions échapper à Singapour sans catastrophe, nous pourrions peut-être remettre les choses sur les rails. Lundi, Trump a rencontré le Premier ministre singapourien Lee Hsien Loong à l'Istana [Palace], ancienne résidence des gouverneurs généraux britanniques et maintenant la résidence et le bureau principal du Premier ministre. Pompeo et moi avons roulé avec Trump dans «The Beast» (le nom informel de la limousine présidentielle)

et l'avons trouvé de mauvaise humeur. Il pensait que la réunion de Kim allait échouer, et il a attribué cela à la pression chinoise. Trump et Lee ont eu un tête-à-tête, puis Lee a organisé un déjeuner de travail. Le ministre singapourien des Affaires étrangères, Balakrishnan, venait de se rendre à Pyongyang pour préparer le sommet et a déclaré que la Corée du Nord ne souffrait pas économiquement et croyait être un État doté d'armes nucléaires. Trump a répondu qu'il avait pris un long vol pour une courte réunion. Balakrishnan a déclaré que les États-Unis avaient déjà donné trois choses: premièrement, avoir la réunion pour commencer, un «don» que tout le monde, sauf Trump, a vu; deuxièmement, la difficulté de revenir à notre campagne de «pression maximale», également évidente pour tout le monde sauf Trump; et troisièmement, la Chine, parce que nous nous concentrions sur la Corée du Nord lorsque la Chine était le véritable jeu stratégique. Balakrishnan était très convaincant, et Trump n'aurait pas pu être heureux de l'entendre.

Après le déjeuner, de retour à notre hôtel, Pompeo nous a informés de l'état des négociations avec la Corée du Nord, où nous étions dans une impasse. «Il s'agit d'un exercice publicitaire», a déclaré Trump, c'est ainsi qu'il a vu l'ensemble du sommet. Kelly m'a dit pendant que Trump faisait une rencontre avec le personnel de l'ambassade de Singapour aux États-Unis, "La psychologie ici est que Trump veut sortir afin de devancer Kim Jong Un." J'ai accepté, et j'ai espéré que nous pourrions éviter des concessions majeures. Après la rencontre, Trump a déclaré à Sanders, Kelly et moi qu'il était prêt à signer un communiqué sans substance, à tenir sa conférence de presse pour déclarer la victoire, puis à quitter la ville. Trump s'est plaint que Kim Jong Un avait rencontré la Chine et la Russie pour nous désavantager, mais il a déclaré que Singapour serait «un succès quoi qu'il arrive», disant: «Nous devons simplement imposer plus de sanctions, y compris à la Chine pour l'ouverture de la frontière.25 Kim est plein de merde, nous avons trois cents autres sanctions que nous pouvons imposer vendredi. » Tout cela a plongé la logistique dans le désarroi (pas qu'ils aient été très nombreux depuis que nous avons quitté le Canada), mais Kelly et moi avons dit que nous lui répondrions avec des options plus tard dans la journée. Trump a parlé à Moon Jae-in, qui voulait toujours venir à Singapour, mais il aurait dû être clair pour Moon qu'il n'y aurait pas de réunion trilatérale: il n'était même pas dans le bon pays. Nous avons également montré à Trump la brève vidéo de «recrutement» que le personnel du NSC et d'autres avaient produite pour attirer Kim avec la promesse de réussite économique pour Pyongyang s'il abandonnait les armes nucléaires. Trump a accepté de le montrer à Kim mardi (et il l'a ensuite joué lors de sa conférence de presse de clôture).

Les négociations avec le Nord se sont poursuivies tout au long de la journée, censées aboutir à un quasi-accord. J'ai revu ce qui a été marqué comme le «texte de 18 h» peu de temps après avec un groupe de représentants de l'État, de la défense et du NSC. Je leur ai dit catégoriquement que je ne recommanderais pas à Trump de le signer. Pompeo et d'autres membres de l'État sont alors arrivés, et nous nous sommes rencontrés dans le secteur du personnel de la Maison Blanche pour discuter du texte. J'ai expliqué à nouveau pourquoi je ne le signerais pas, même si toutes les langues encore en litige étaient résolues favorablement aux États-Unis, ce qui était peu probable. La Corée du Nord refusait d'accepter une dénucléarisation complète, vérifiable et irréversible, même si elle l'avait déjà fait à plusieurs reprises auparavant. Ils ne rejetaient pas seulement les «mots magiques» mais tout le concept, ce qui rendait tout le sommet vide de sens pour moi. J'ai dit que nous ne devrions accepter aucun langage sur la fin de la guerre sans obtenir quelque chose de concret en retour. Pompeo

est devenu de plus en plus agité, comme il m'avait téléphoné à Mar-a-Lago en avril pour discuter du retrait de l'accord avec l'Iran. J'ai fait remarquer que les démocrates du Congrès nous déchireraient en morceaux sur ce texte parce que c'est ce qu'ils ont fait, et les républicains du Congrès nous déchireraient parce qu'ils savaient qu'il était incompatible avec tout ce qu'ils et nous croyions. Pompeo n'a pas défendu le langage que j'ai critiqué, et il a compris que nous ferions mieux de ne signer aucun document plutôt que d'en signer un mauvais. Tout ce que Pompeo savait, c'est que Trump voulait signer quelque chose. Il ne pouvait se résoudre à admettre, du moins devant les agents de l'État, ce que nous savions tous les deux: qu'ils nous avaient conduits dans un cul-de-sac, où nous concédions point par point sans rien obtenir en retour. Maintenant, nous étions au tout dernier moment, avec peu d'options, aucune n'était bonne.

Il y eut une seconde ou deux de silence, puis, comme par consentement tacite, tout le monde sortit, ne laissant que Pompeo et moi dans la pièce. Après avoir fait des va-et-vient pendant un certain temps, nous avons convenu que nous insisterions pour inclure des références à notre notion de dénucléarisation et à la résolution 1718 du Conseil de sécurité (exigeant de la Corée du Nord de ne pas effectuer d'essais nucléaires ni de lancements de missiles balistiques), en ajoutant de nouveaux paragraphes sur le question des personnes enlevées, et la promesse du retour de la guerre de Corée aux États-Unis demeure. Si cela ne fonctionnait pas, nous reviendrions sur une très brève déclaration, dont la principale vertu était qu'elle serait courte. Pompeo et moi avons expliqué cela aux représentants de l'État, de la défense et du NSC, sachant tous qu'ils allaient probablement négocier longtemps. Trump s'était déjà écrasé plus tôt, pour son propre bien, franchement, et dormirait jusqu'à mardi matin.

Le directeur principal de NSC Asia, Matt Pottinger, m'a réveillé à une heure du matin pour dire que les négociations étaient au point mort, sans surprise, et que Pompeo et Kim Yong Chol se rencontreraient à sept heures du matin à l'hôtel Capella, lieu de la prochaine réunion Trump-Kim, pour voir ce qui pourrait être fait. Trump a finalement émergé à huit heures du matin et nous sommes partis pour le Capella. Trump s'est déclaré satisfait de la "brève déclaration" que nous avions faite, ce qui m'a surpris car il était loin de déclarer la fin de la guerre de Corée. En fait, cela ne disait pas grand-chose. Nous avions esquivé une autre balle. Pendant tout cela, Trump préparait un tweet sur une victoire de 5 à 4 de la Cour suprême dans une affaire de vote dans l'Ohio, et souhaitait également un prompt rétablissement à Kudlow, qui avait eu un accident cardiaque, heureusement mineur, probablement provoqué par le G7.

Ensuite, nous sommes allés à la cérémonie d'arrivée et à la réunion Trump-Kim, puis à leur tête-à-tête, suivis de l'entrée de Kim Jong Un et de quatre assistants dans la salle où devait avoir lieu la réunion principale. Il a serré la main du côté américain, y compris le vôtre, et nous nous sommes assis et avons laissé la presse prendre des photos pour ce qui semblait être une éternité. Lorsque la foule a finalement quitté, Kim a spéculé (tout au long des interprètes) sur le type d'histoires qu'ils essaieraient de préparer, et Trump s'est opposé à la malhonnêteté énorme dans la presse. Trump a déclaré qu'il pensait que la réunion en tête-à-tête avait été très positive et prévoyait que les deux dirigeants auraient un contact direct par téléphone par la suite. En riant, Kim a distingué Trump de ses trois prédécesseurs, affirmant qu'ils n'auraient pas montré le leadership pour tenir le sommet. Trump s'est lissé, affirmant qu'Obama était prêt à commettre des erreurs importantes sur la Corée du Nord, sans même parler d'abord, faisant allusion à leur première réunion (probablement pendant la transition). Trump a déclaré qu'il

savait que Kim et lui allaient s'entendre presque immédiatement. En réponse, Kim a demandé comment Trump l'avait évalué, et Trump a répondu qu'il aimait cette question. Il considérait Kim comme vraiment intelligente, assez secrète, une très bonne personne, totalement sincère, avec une grande personnalité. Kim a dit qu'en politique, les gens sont comme des acteurs.

Trump avait raison sur un point. Kim Jong Un savait exactement ce qu'il faisait quand il a demandé ce que Trump pensait de lui; c'était une question conçue pour susciter une réponse positive, ou risquer de mettre fin à la réunion tout de suite. En posant une question apparemment naïve ou énervée, Kim a en fait jeté le fardeau et le risque de répondre à l'autre personne. Cela montrait qu'il avait accroché Trump.

Kim a affirmé avec force qu'il était attaché à la dénucléarisation de la péninsule coréenne. Même s'il savait qu'il y avait des gens qui doutaient de sa sincérité, ces gens le jugeaient à tort par les actions de ses prédécesseurs. Il était différent. Trump a convenu que Kim avait totalement changé les choses. À la suite de la ligne nord-coréenne standard vieille de plusieurs décennies, Kim a cependant imputé l'histoire troublée des États-Unis et de la Corée du Nord aux politiques hostiles des anciennes administrations américaines. Il a déclaré que, comme lui et Trump se rencontraient fréquemment, ils pourraient travailler pour dissiper la méfiance et accélérer le rythme de la dénucléarisation. J'avais déjà entendu tout cela auparavant, mais Trump ne l'avait pas fait, et il était d'accord avec l'évaluation de Kim, notant qu'il y avait des gens très militants du côté américain, en particulier en ce qui concerne les critiques de Kim envers les anciennes administrations américaines. Fait intéressant, Trump a déclaré qu'il demanderait au Sénat l'approbation de tout accord nucléaire avec la Corée du Nord, contrastant positivement son approche avec la réticence d'Obama à demander la ratification de l'accord sur le nucléaire iranien. À ce stade, Pompeo m'a passé son bloc-notes, sur lequel il avait écrit, "il est tellement plein de merde." J'ai été d'accord. Kim a promis qu'il n'y aurait plus d'essais nucléaires et que leur programme nucléaire serait démantelé de manière irréversible.

Puis vint la capture, perfectionnée par Joseph Staline lors de ses sommets de guerre avec Franklin Roosevelt, lorsque des «extrémistes» furent découverts pour la première fois au Politburo soviétique. Kim a "avoué" qu'il avait des obstacles politiques nationaux qu'il ne pouvait pas facilement surmonter, car il y avait des extrémistes en Corée du Nord ainsi qu'en Amérique. Kim avait besoin d'un moyen de gagner le soutien du public en Corée du Nord, a-t-il déclaré, en gardant un visage impassible, et il s'est ennuyé des exercices conjoints sud-coréens-américains, qui, a-t-il dit, ont énervé les gens. Kim voulait que nous réduisions la portée ou supprimions complètement les exercices. Il a dit qu'il avait soulevé les exercices militaires avec Moon lors de leur premier sommet (qui a produit la Déclaration de Panmunjom), et Moon avait déclaré que seuls les États-Unis pouvaient prendre la décision. Trump a répondu exactement comme je le craignais, réitérant à Kim son refrain constant que les exercices étaient provocateurs et une perte de temps et d'argent. Il a déclaré qu'il passerait outre ses généraux, qui ne pourraient jamais conclure un accord, et déciderait qu'il n'y aurait pas d'exercices tant que les deux parties négocieraient de bonne foi. Il a dit avec éclat que Kim avait économisé beaucoup d'argent aux États-Unis. Kim souriait largement, riant de temps en temps, rejointe par Kim Yong Chol. Tu paries. Nous nous amusions certainement. Dans une couverture médiatique américaine plus tard, il y a eu des fuites, manifestement du DoD, selon lesquelles Mattis était mécontent de ne pas avoir été consulté avant que Trump ne fasse cette concession.

Bien sûr, Kelly, Pompeo et moi non plus, et nous étions assis juste là. Trump a déclaré qu'il savait depuis son premier jour au pouvoir que, pour lui, conclure un accord ou négocier comme ce sommet serait facile. Trump a demandé à Kelly et Pompeo s'ils étaient d'accord. Les deux ont dit oui. Heureusement, il ne m'a pas demandé. Kim a déclaré que les extrémistes en Corée du Nord seraient impressionnés par la décision de Trump sur les exercices et que de nouvelles mesures pourraient être prises au cours de la prochaine phase des négociations. Il a plaisanté en disant qu'il n'y aurait plus de comparaisons de la taille de leurs boutons nucléaires respectifs, car les États-Unis n'étaient plus menacés par la Corée du Nord, acceptant de démanteler une installation d'essai de moteurs-fusées.

Alors que la réunion se poursuivait, Kim s'est félicité ainsi que Trump pour tout ce qu'ils avaient accompli en seulement une heure, et Trump a convenu que d'autres n'auraient pas pu le faire. Ils rirent tous les deux. Trump a ensuite montré Kim et a dit qu'il était le seul qui comptait. Kim a convenu qu'il faisait les choses à sa façon et que lui et Trump s'entendraient. Trump est retourné aux exercices militaires, critiquant à nouveau ses généraux, qu'il annulait pour donner le point à Kim lors de cette réunion. Kim rit de nouveau. Trump a songé que six mois plus tôt, il appelait Kim «petit homme fusée» et a demandé si Kim savait qui était Elton John. Il pensait que "l'homme fusée" était un compliment. Kim continuait de rire. À ce stade, Trump a demandé que nous jouions la version coréenne du film de «recrutement», que la partie nord-coréenne a regardé très attentivement sur les iPads que nous leur avons donnés. À la fin, Trump et Kim voulaient signer la déclaration conjointe dès que possible, mais il s'est avéré que des incohérences de traduction la tenaient, alors la conversation s'est poursuivie. Kim a répété qu'ils avaient eu une bonne discussion, disant qu'il était heureux que lui et Trump aient accepté de suivre l'approche «action pour action». D'une manière ou d'une autre, Trump avait manqué de faire cette concession, mais ce sont effectivement des mots magiques, exactement ceux que je voulais éviter, mais avec lesquels Kim pensait s'éloigner. Kim a demandé si les sanctions de l'ONU seraient la prochaine étape, et Trump a dit qu'il était ouvert à cela et voulait y penser, notant que nous avions littéralement des centaines de nouvelles sanctions sur le point d'annoncer. Pompeo et moi n'avions aucune idée de ce qu'il voulait dire. Trump a distribué des menthes aux Nord-Coréens. Kim était optimiste quant à une progression rapide et se demandait pourquoi leurs prédécesseurs n'avaient pas pu le faire. Trump a répondu rapidement qu'ils avaient été stupides. Kim a convenu qu'il lui fallait, comme Trump, pour accomplir tout cela.

Ensuite, un moment délicat. Kim regarda à travers la table et demanda ce que les autres de notre côté pensaient. Trump a demandé à Pompeo de commencer et Pompeo a déclaré que seuls les deux dirigeants pouvaient s'entendre sur le document historique de la journée. Trump a déclaré avec joie que les États-Unis n'auraient pas pu conclure l'accord avec Tillerson, qui était comme un bloc de granit.

Heureusement, Kim a changé de sujet pour retourner les restes de guerre américains, et je n'ai pas eu à parler. Une deuxième balle a esquivé. Des photographes officiels des deux côtés sont ensuite entrés et la réunion s'est terminée vers 11 h 10. Après un bref arrêt dans une salle d'attente pour que Trump puisse vérifier la couverture télévisée massive et continue, nous avons commencé un déjeuner de travail à 11h30. Un autre groupe de presse est entré et sorti par la suite, et Kim a dit: «C'est comme une journée dans un pays fantastique.» Enfin, quelque chose avec lequel je suis entièrement d'accord. La conversation d'ouverture a été légère, Kim décrivant sa visite la veille au casino et complexe hôtelier Sands de Sheldon Adelson, l'une des

vedettes de la vie nocturne de Singapour. Kim et Trump ont parlé du golf, de Dennis Rodman et de l'équipe féminine américaine de football battant la Corée du Nord aux Jeux olympiques de 2016.
La conversation a dérivé, puis Trump s'est tourné vers moi et m'a dit: «John était autrefois un faucon, mais maintenant il est une colombe. Quelque chose à dire après cette introduction? Heureusement, tout le monde a ri. En essayant de garder un visage honnête, j'ai dit: «Le président a été élu en grande partie parce qu'il était différent des autres politiciens. C'est un perturbateur. J'ai hâte de visiter Pyongyang, ce sera certainement intéressant. »
Kim a pensé que c'était drôle pour une raison quelconque et a déclaré: «Vous serez chaleureusement accueillis. Vous pouvez trouver cela difficile à répondre, mais pensez-vous que vous pouvez me faire confiance? "
C'était délicat, une de ces questions qu'il était bon à poser. Je ne pouvais ni dire la vérité ni mentir, alors j'ai dit: «Le président a un sens précis des gens de son temps dans les affaires. S'il peut vous faire confiance, nous avancerons à partir de là. »
Trump a ajouté que j'étais sur Fox News tout le temps, appelant à la guerre avec la Russie, la Chine et la Corée du Nord, mais c'était très différent à l'intérieur. Cela avait vraiment tous les Nord-Coréens au point. Kim a déclaré: «J'ai beaucoup entendu parler de l'ambassadeur Bolton qui disait de mauvaises choses à notre sujet. À la fin, nous devons avoir une photo pour que je puisse montrer aux durs à cuire que vous n'êtes pas un si mauvais type. »
"Puis-je aller à Yongbyon?" J'ai demandé. Plus de rires.
Trump a déclaré: «John est un grand partisan de cela, je peux vous le dire», montrant à quel point la vérité pourrait être étendue.
J'ai ajouté: «M. Président, je suis ravi que vous regardiez Fox News », et tout le monde a ri. (Trump m'a dit sur le vol de retour à Washington, "Je vous ai réhabilité avec eux." Juste ce dont j'avais besoin.)
Le déjeuner s'est terminé peu après, à midi trente, mais nous étions toujours coincés parce que les déclarations conjointes n'étaient pas prêtes. Trump et Kim ont décidé de marcher dans le jardin de l'hôtel, ce qui a produit des séquences télévisées sans cesse rediffusées, mais rien d'autre. Enfin, nous avons tenu la cérémonie de signature. La délégation nord-coréenne a été très impressionnante. Ils ont tous applaudi à l'unisson parfait, fort et fort, par exemple chaque fois que Kim a dit ou fait quelque chose de remarquable, ce qui était tout à fait un contraste avec la performance irrégulière de la délégation américaine. Trump a réalisé plusieurs entretiens de presse en tête-à-tête avant le début de l'énorme événement médiatique peu après 16 heures, quand il a joué de manière inattendue notre vidéo de "recrutement". La couverture était extraordinaire, puis nous nous sommes rendus à Washington, mon souhait le plus cher, avant que quoi que ce soit ne se passe. Peu de temps après que l'Air Force One était en vol, Trump a appelé Moon, puis Abe pour les informer. (Pompeo est resté à Singapour, se rendant à Séoul, Pékin et Tokyo pour fournir des informations plus détaillées sur ce qui s'est passé.) Trump a dit à Moon que les choses n'auraient pas pu aller mieux, et ils ont tous deux parlé avec éloge de ce qui a été accompli. Trump a demandé à Moon, un peu tard, comment mettre en œuvre l'accord. répétant ce qu'il a dit lors de la conférence de presse, qu'il était debout depuis vingt-sept heures consécutives, quelque chose que Kelly et moi savions à coup sûr que ce n'était pas vrai. Moon a souligné, comme les représentants de Séoul l'ont fait par la suite dans des déclarations publiques, que Kim s'était clairement engagée à dénucléariser. Abe a exprimé

sa gratitude pour le fait que Trump ait soulevé la question des personnes enlevées lors de son face-à-face avec Kim, ne voulant pas pleuvoir pendant le défilé. Trump a dit qu'il pensait que Kim voulait conclure un accord; il était temps de clore un.
J'ai également fait des appels d'information, m'adressant en particulier à Pence pour discuter du point des «jeux de guerre», que les républicains du Congrès critiquaient déjà. Pompeo, coincé à Singapour parce que son avion avait des problèmes de moteur, a déclaré que Mattis l'avait appelé, très inquiet pour la concession. Pompeo et moi avons convenu que nous deux, Mattis et Dunford, devrions parler une fois que nous serons tous retournés à Washington, pour réfléchir à ce qu'il faut faire pour éviter de compromettre dangereusement l'état de préparation des États-Unis sur la péninsule. Notre approche devrait être: «Ne faites pas simplement quelque chose; asseyez-vous là », jusqu'à ce que nous évaluions ce qui était nécessaire. Ce point a été prouvé lorsque j'étais dans le bureau de l'Air Force One de Trump avec lui à regarder Fox News. Un journaliste, citant un porte-parole du Pentagone anonyme, a déclaré que la planification des exercices se poursuivait comme avant, envoyant Trump à travers le toit. Trump voulait que j'appelle Mattis et lui fasse tout arrêter, mais j'ai plutôt demandé à Mira Ricardel, également sur Air Force One, d'appeler d'autres personnes au Pentagone pour leur dire d'éviter les déclarations publiques jusqu'à ce que le contraire soit dit.
Nous avons atterri à Andrews un peu après cinq heures et demie du matin le mercredi 13 juin, et Trump est retourné en voiture à la Maison Blanche. Mes détails des services secrets ont roulé autour du Washington Beltway jusqu'à chez moi, et j'ai remarqué sur le chemin que Trump a tweeté: Just atterri - un long voyage, mais tout le monde peut maintenant se sentir beaucoup plus en sécurité que le jour où j'ai pris mes fonctions. Il n'y a plus de menace nucléaire de la Corée du Nord.
La rencontre avec Kim Jong Un a été une expérience intéressante et très positive. La Corée du Nord a un grand potentiel pour l'avenir!
Il n'y avait aucun moyen de l'arrêter. J'ai parlé avec Yachi le lendemain, et les Japonais, à mon avis, étaient clairement préoccupés par ce que nous avions donné et le peu que nous avions obtenu en retour. J'ai essayé de garder les choses calmes, mais le résultat de Singapour était suffisamment ambigu pour que nous devions faire avancer les choses ou risquer de perdre rapidement le contrôle des événements. Le Japon et la Corée du Sud étaient particulièrement confus quant à l'approche que Trump semblait adopter dans ses conversations avec Moon et Abe, affirmant que Moon en particulier serait le "plus proche" de l'accord sur le nucléaire. Qu'avait exactement en tête le président? ils voulaient savoir. Ni Pompeo ni moi n'en avions la moindre idée, mais nous étions également tous les deux certains que Trump non plus. En fait, je révisais mon point de vue précédent, me demandant si une plus grande implication de la Corée du Sud dans la dénucléarisation ne compliquerait pas tellement les choses que nous pourrions empêcher un effondrement total de notre politique de non-prolifération nucléaire et de notre stratégie de dissuasion conventionnelle dans la péninsule et en Asie de l'Est plus largement.
J'ai également parlé avec Mattis au sujet des «jeux de guerre» et expliqué comment je pensais que nous devrions procéder. Mattis a déclaré que ses homologues japonais et sud-coréens l'appelaient déjà, naturellement très inquiet. Il a également déclaré, que je n'avais jamais entendu auparavant, que six mois plus tôt, Trump avait également presque annulé les exercices parce que la Russie et la Chine s'en plaignaient , ce qui était pour le moins inquiétant. Dunford

était en train de compiler une liste d'exercices qui pourraient être affectés, et nous avons convenu de nous revoir à Washington. Mais Mattis ne partirait pas assez bien seul, affirmant plus tard ce jour-là qu'il voulait publier un communiqué de presse. Quoi qu'il en soit, à mon avis, cela risquait un autre décret présidentiel, dont Mattis n'aimerait sans doute pas le fond. Pourquoi lancer les dés? Probablement parce que c'était un stratagème bureaucratique du ministère de la Défense: si le Pentagone pouvait produire suffisamment de retours en arrière au Congrès, il pourrait éviter la responsabilité de toute dégradation de l'état de préparation en Corée. Mais c'était une stratégie risquée, étant donné le danger que Trump pourrait rendre son interdiction d'exercices encore plus radicale et stricte. Mattis, finalement, a convenu que son département resterait silencieux, mais c'était un effort.

Pompeo, Mattis et moi nous sommes rencontrés pour le petit déjeuner dans la salle Ward le lundi 18 juin, date à laquelle la liste des exercices de Dunford était terminée. Mattis a fait valoir que l'état de préparation a commencé à se détériorer lorsque tous les exercices ont été annulés, et la baisse s'accélérerait avec le temps. Nous étions tous préoccupés par l'objectif, à court et à long terme, de ne pas dégrader l'état de préparation dans la péninsule. Alors que les rotations d'officiers régulièrement planifiées commençaient à se propager dans les rangs et que de nouvelles personnes remplaçaient des personnes plus expérimentées, le manque d'exercices pouvait avoir des conséquences. Cette discussion a fait du 1er septembre une date potentiellement importante.

Mattis craignait d'annuler trop peu d'exercices et d'entraîner la colère de Trump, mais je pensais qu'il était ridicule d'en annuler trop, provoquant des confrontations inutiles avec les républicains de Hill et ne faisant qu'empirer les choses. Nous avons finalement convenu que le Pentagone publierait une déclaration selon laquelle les deux plus grands exercices annuels seraient «suspendus», un mot clé que nous pensions (c'est-à-dire non «annulé»). Dans l'ensemble, cependant, et en se souvenant que les Chinois avaient suggéré à Pompeo à Pékin que nous insistions très fort au cours des deux prochains mois pour progresser avec Pyongyang, nous avons fixé au 1er septembre la date à laquelle évaluer si les négociations étaient effectivement productives.

Pendant le reste de la semaine après son retour de Singapour, Trump était euphorique. Vendredi, lors d'une séance d'information, il s'est exclamé: «Je n'aurais jamais pu faire ça avec McMaster et Tillerson. Pompeo fait un excellent travail. Ce gars se débrouille très bien aussi », a-t-il dit en me montrant du doigt. Trump était heureux qu'il n'y ait plus de jeux de guerre et a dit qu'il était content d'avoir été «annulé» dans ses efforts précédents pour les annuler car sinon, il «n'aurait rien eu à donner!» Trump a également déclaré que Kim Jong Un "avait une séquence vicieuse en lui" et qu'il pourrait être "mercuriel", se souvenant d'un regard irrité que Kim Jong Un a tiré sur l'un de ses responsables lors des pourparlers. Trump avait signé des notes et des photos et des articles de journaux pour que Kim Jong Un se souvienne de la lueur de Singapour, qui ne pouvait pas disparaître assez rapidement pour moi.

Un point important que Trump a soulevé fin juin a souligné le potentiel d'une division croissante entre les États-Unis et Moon Jae-in, qui nous préoccupait de plus en plus. Après avoir vu la Lune en action, Trump a compris que Moon avait un programme différent du nôtre, car tout gouvernement priorise son intérêt national. Pour Moon, cela signifiait probablement mettre l'accent sur les relations intercoréennes plutôt que sur la dénucléarisation. De plus, Trump voulait de bonnes nouvelles sur la Corée du Nord avant les élections au Congrès de 2018. À

cette fin, il souhaitait que le Sud relâche ses efforts en faveur de la réunification avec la Corée du Nord, car la dénucléarisation était la priorité des États-Unis. Cela avait toujours été une déclaration exacte des intérêts américains. Le fixer dans l'esprit de Trump nous a donné au moins un garde-corps pour nous empêcher de perdre complètement notre perspective. Je craignais que Trump ne veuille entendre que de bonnes nouvelles avant les élections, ce qui était bien sûr impossible à garantir. Je craignais également que Pompeo en particulier ne veuille pas être porteur de mauvaises nouvelles, un rôle trop facilement évité en faisant des concessions à la Corée du Nord.

Dans ce qui s'est passé pour accélérer la diplomatie avec la Corée du Nord, Pompeo a prévu un retour à Pyongyang le 6 juillet. Je craignais que la bureaucratie de l'État soit si ravie que les négociations reprennent que, comme dans les pourparlers à six, chaque nouvelle réunion était l'occasion de donner les choses loin. En effet, l'État rédigeait déjà des cartes avec des «positions de repli» pour la délégation américaine avant même de s'asseoir avec de vrais Nord-Coréens en direct après Singapour. J'ai insisté vigoureusement auprès de Pompeo sur le fait qu'aucune négociation sérieuse ne devrait commencer avant que Pyongyang ne se soit engagé à fournir une déclaration de référence complète sur leurs programmes nucléaires et de missiles balistiques. Pour les contrôleurs des armements, il s'agit d'une étape fondamentale, sinon à peine, qui garantit le succès. C'était un métier élémentaire que les négociateurs comparent ce qui était déclaré à ce qui était déjà connu au sujet des capacités d'armes d'un adversaire, et que de telles comparaisons équivalaient à un test de bonne foi dans les négociations, et dans le cas de la Corée du Nord, la sincérité de leur «Engagement» à la dénucléarisation. Si un pays avait grossièrement déformé ses actifs nucléaires, cela nous montrerait exactement à quel point ces négociations sérieuses seraient. J'ai souvent dit que «contrairement à beaucoup d'autres personnes, j'ai confiance en la Corée du Nord. Ils ne me laissent jamais tomber." J'ai également insisté auprès de Pompeo sur ce que les experts de la non-prolifération NSC et IC ont convenu: si les Nord-Coréens voulaient sérieusement renoncer aux armes de destruction massive, ils coopéreraient au travail de désarmement critique (un autre test de leur gravité), qui pourrait alors être fait en un an ou moins. Les agents de l'État souhaitaient une période de désarmement beaucoup plus longue, ce qui était une prescription pour les ennuis. Pompeo n'était pas enthousiasmé par un calendrier de dénucléarisation rapide, peut-être parce qu'il craignait que le Nord ne résiste, ce qui signifiait de mauvaises nouvelles pour Trump, qui n'en voulait aucune avant les élections, provoquant ainsi des maux de tête potentiels pour Pompeo.

Pompeo est parti pour Pyongyang après le feu d'artifice du 4 juillet sur le Mall, qu'il a vu du Département d'État, accueillant la réception traditionnelle des ambassadeurs étrangers. Il a rappelé à Washington vendredi soir à 18h30 (samedi matin Corée) pour parler avec Trump, Kelly et moi. Pompeo a déclaré qu'il avait passé cinq heures dans deux réunions séparées avec Kim Yong Chol, ce qui avait été "incroyablement frustrant", ne produisant "presque aucun progrès". Pompeo s'est de nouveau réuni samedi, et il a rappelé à Washington à 17 h 15 pour signaler qu'il avait revu Kim Yong Chol, mais pas Kim Jong Un, ce qui en disait long sur qui le Nord voulait parler. (Chung de Corée du Sud m'a dit quelques jours plus tard, même s'ils étaient surpris et déçus qu'il n'y ait pas eu de réunion de Kim Jong Un.) Après le départ de Pompeo de Pyongyang, le Nord a qualifié les discussions de «regrettables», présentant une «demande unilatérale et de type gangster pour la dénucléarisation. »26 Voilà pour toutes les bonnes nouvelles. Pompeo a déclaré que la Corée du Nord voulait des «garanties de sécurité» avant la

dénucléarisation, et qu'il n'y aurait de «vérification» qu'après la dénucléarisation, pas avant, ce qui signifie aucune déclaration de base, et donc aucun moyen d'avoir une comparaison significative «avant et après». C'était un non-démarrage total, à mon avis.
Trump a accepté, en disant: «Ce« renforcement de la confiance »est de la merde», la chose la plus intelligente sur Pyongyang qu'il avait dite depuis des mois. Pompeo a ajouté: «C'est tout un effort pour affaiblir les sanctions, une tactique standard de retardement», ce qui était correct. Essayant de fournir de bonnes nouvelles, Pompeo a fait référence à un article du communiqué de presse de la Corée du Nord, affirmant que quelque chose comme Kim Jong Un "a toujours confiance dans le président Trump". Lors des appels téléphoniques du vendredi et du samedi, Trump a demandé quel impact la Chine avait sur la Corée du Nord. Pompeo a minimisé l'influence de la Chine, alors que Trump pensait que c'était beaucoup plus important. Je pensais que l'évaluation de Pompeo était la plus exacte, bien que le rôle de la Chine valait la peine d'être observé. Ensuite, Trump a décidé de ne pas comprendre pourquoi nous avions mené la guerre de Corée et pourquoi nous avions encore tant de troupes sur la péninsule, sans parler de ces jeux de guerre. «Nous allons finir par être des imbéciles», a déclaré Trump. S'agissant de la Corée du Nord, il a déclaré: «C'est une perte de temps. Ils disent essentiellement qu'ils ne veulent pas faire de denuke », ce qui était clairement vrai. Jusqu'à la fin de l'appel, Trump ne semblait pas réaliser que Pompeo n'avait pas réellement vu Kim Jong Un, demandant si Pompeo avait remis la copie autographiée par Trump du CD "Rocket Man" d'Elton John, ce que Pompeo n'avait pas. Faire parvenir ce CD à Kim est resté une priorité élevée pendant plusieurs mois. Pompeo m'a rappelé séparément après l'appel téléphonique de Trump pour discuter de la façon de gérer la presse au Japon, où il s'était arrêté pour faire le plein. La seule chose qui m'a surpris au sujet du comportement de la Corée du Nord est la rapidité avec laquelle ils sont devenus difficiles après Singapour. Ils ne perdaient pas de temps.
Trump voulait évidemment supprimer les mauvaises nouvelles afin qu'elles ne soient pas rendues publiques au milieu de la campagne du Congrès, en particulier l'absence de toute preuve que la Corée du Nord était sérieuse à propos de la dénucléarisation. Au lieu de cela, il a souligné que le Nord ne testait pas de missiles ou d'armes nucléaires. J'ai essayé d'expliquer que le retard avait joué en faveur de la Corée du Nord, comme c'était généralement le cas pour les prolifératrices. Selon toute probabilité, le Nord déplaçait ses armes, ses missiles et ses installations de production dans de nouveaux emplacements plus sûrs, comme il l'avait fait depuis des décennies, et continuait de produire des armes et des vecteurs, ayant conclu que pour l'instant, au moins, leurs programmes d'essais avaient accompli leurs missions27. C'était certainement le point de vue du Japon, partagé à plusieurs reprises, comme lors d'un appel téléphonique que j'ai eu avec Yachi le 20 juillet. Peut-être que certains articles étaient même stockés dans d'autres pays. Cela n'a pas dérangé Trump, qui a dit: "Ils font ça depuis des années." Bien sûr qu'ils l'avaient fait; c'était l'essence même du problème! Mais il a de nouveau vu le contraste entre le programme de réunification du Sud et notre objectif de dénucléarisation, et il a donc décidé de ne pas signer l'accord commercial KORUS jusqu'à ce que Séoul démontre qu'il appliquait toujours fermement les sanctions contre Pyongyang. Peut-être pensait-il pouvoir utiliser KORUS comme levier de négociation, mais la signature de l'accord a été légèrement retardée. il a finalement été signé le 24 septembre 2018.28 Mais vous ne pouvez ignorer les risques de la Corée du Nord que si longtemps, d'autant plus que Trump

pensait que la Chine était derrière la récalcitrance du Nord. Il a peut-être pensé qu'il réglerait les problèmes commerciaux avec la Chine, puis tout le reste se mettrait en place. Si oui, il rêvait.
Vendredi 27 juillet, j'ai convoqué un comité des directeurs d'école pour discuter de ce qui s'était passé depuis Singapour, et il n'y avait pas de désaccord sur le fait que la conclusion n'était «pas grand-chose». Pompeo a insisté sur le fait que la Corée du Nord n'avait fait aucun pas significatif vers la dénucléarisation et qu'il n'y avait «aucune probabilité de succès». Ma prise exactement. Il y avait un accord général sur le durcissement des sanctions de diverses manières, diplomatiquement, économiquement et militairement. Ni Mattis, Pompeo, ni moi n'avons relevé notre date cible du 1er septembre, mais c'était certainement dans mon esprit, avec seulement cinq semaines.
L'approche de la Corée du Nord était différente. Kim a envoyé à Trump une de ses fameuses «lettres d'amour» début août, critiquant le manque de progrès depuis Singapour et suggérant que les deux se retrouvent bientôt. Pompeo et moi avons convenu qu'une telle réunion devait être évitée à tout prix , et certainement pas avant les élections de novembre. Sous une telle pression politique, qui savait ce que Trump pourrait donner? Nous avons également convenu que la meilleure réponse à la lettre était de dire que Pompeo était prêt à retourner à Pyongyang à tout moment. Cependant, lorsque j'ai montré la lettre de Trump Kim Jong Un et expliqué notre recommandation, Trump a immédiatement déclaré: «Je devrais rencontrer Kim Jong Un. Nous devons l'inviter à la Maison Blanche. » Ce fut un désastre potentiel d'une ampleur énorme. J'ai suggéré à la place de me réunir à New York lors de l'ouverture de l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre, mais Trump ne l'a pas eue: "Non, il se passe trop de choses alors." À ce moment-là, d'autres étaient entrés dans l'Ovale, y compris Kelly, à qui j'ai chuchoté en sortant: «Il n'y a aucun moyen qu'il devrait revoir Kim.» Kelly était complètement d'accord. Pompeo, voyageant en Asie, a appelé en fin d'après-midi et j'ai expliqué ce qui s'était passé. Il a dit: «Je veux voir l'image du regard sur votre visage quand POTUS a dit qu'il voulait une visite à la Maison Blanche!» Cela aurait été difficile, dis-je, car ils auraient d'abord dû me décoller du tapis du bureau ovale. Cet après-midi, Trump a tweeté à Kim: "Merci pour votre belle lettre - j'ai hâte de vous voir bientôt!" Bien que ce soit risqué, nous avons rédigé une lettre que Trump a signée le lendemain, offrant Pompeo à Pyongyang. Trump a déclaré qu'il n'aimait pas l'idée, qu'il pensait insultante pour Kim: «Je ne suis pas d'accord avec vous et Pompeo. Ce n'est pas juste pour Kim Jong Un, et j'espère que cela ne gâche rien », a-t-il déclaré en écrivant de sa propre main au bas de la lettre,« j'ai hâte de vous voir bientôt. » Au moins, il l'a signé.

Malgré les plans pour un autre voyage de Pompeo en Corée du Nord, fin août, juste avant son départ pour Pyongyang, les Nord-Coréens ont averti que Pompeo ne verrait pas Kim Jong Un lors de ce voyage, et ne devrait même pas prendre la peine de venir à moins que il présentait des propositions complètement nouvelles, y compris la déclaration de fin de guerre. Ils ont essentiellement averti que la dénucléarisation n'était pas à l'ordre du jour, mais Pompeo voulait ignorer la menace et a tweeté qu'il était impatient de rencontrer Kim Jong Un. De manière inattendue, Trump a déclaré que Pompeo ne devrait pas du tout y aller. Pence et Pompeo se sont disputés, poussant pour le voyage, mais Trump était encore en train de décider comment envoyer le message. Il est finalement revenu au mode Twitter confortable et, comme il le faisait souvent, il a commencé à dicter un tweet. "Qu'en penses-tu, John?" il a demandé, et j'ai immédiatement dit: «Je suis d'accord. En aucun cas, Mike ne devrait aller à Pyongyang face à

tout cela. » Pence a convenu que nous devrions faire preuve de force plutôt que de faiblesse, et en peu de temps, les tweets sont sortis: j'ai demandé au secrétaire d'État Mike Pompeo de ne pas aller en Corée du Nord, pour le moment, car je pense que nous ne faisons pas suffisamment de progrès dans le respect. à la dénucléarisation de la péninsule coréenne…… De plus, en raison de notre position commerciale beaucoup plus stricte avec la Chine, je ne pense pas qu'ils contribuent au processus de dénucléarisation comme ils l'étaient autrefois (malgré les sanctions des Nations Unies qui sont en place) …… Secrétaire Pompeo a hâte de se rendre en Corée du Nord dans un proche avenir, probablement après la résolution de notre relation commerciale avec la Chine. En attendant, je voudrais adresser mes plus sincères salutations et respect au Président Kim. J'ai hâte de le voir bientôt!

Je fus ravi. Une autre balle a esquivé. Peu de temps après, j'ai parlé à Pompeo, qui s'est réconcilié avec la décision de Trump. Trump lui-même a déclaré quelques jours plus tard: «Les sanctions devraient être aussi fortes que possible. Ne leur donnez pas de répit. Mettez plus de sanctions. "

Trump se demandait toujours ce que Xi Jinping disait à Kim Jong Un, et je lui ai dit que ce n'était pas utile. J'ai donné à Trump un téléavertisseur que j'avais rédigé entièrement par moi-même en spéculant sur ce que Xi pourrait dire, sur la base de mes années d'implication dans ces questions. J'espérais que cela pourrait le réveiller ou le faire réfléchir; J'avais essayé tout le reste, alors j'ai pensé que je n'avais rien à perdre. Trump a lu le «script» mais n'y a pas réagi. Au moins, il avait entendu ce que je croyais être la situation réelle. La «transcription» de ma version des «commentaires» de Xi à Kim est la suivante: «Écoutez, Jong Un, vous ne pouvez pas faire confiance à Trump, peu importe le nombre de belles lettres qu'il écrit. Il essaie de te sucer, comme tous les capitalistes vendeurs. Ne tombez pas pour ça. Ce que Trump veut vraiment, c'est transformer la Corée du Nord en Corée du Sud. Trump, Pompeo et Bolton sont tous les mêmes.

Ils ne semblent différents que pour qu'ils puissent jouer avec votre tête.

Les Américains ont un esprit à court terme. Ils sont erratiques et incohérents, et on ne peut leur faire confiance. De plus, Moon Jae-in pense comme eux, sauf qu'il est encore pire. C'est un pacifiste. Nous pouvons courir partout sur la Lune, mais les Américains comprennent le pouvoir.

«C'est pourquoi tu dois rester avec moi. C'est la seule façon pour vous de maintenir votre programme d'armes nucléaires, d'obtenir une véritable aide financière et de conserver le pouvoir. Si vous poursuivez dans cette voie de négociations avec les Américains, vous allez vous accrocher à un arbre à Pyongyang avant trop longtemps, je vous le garantis. Restez avec moi.

«Tout ce que vous avez à faire, c'est de cacher vos armes nucléaires, vos missiles et vos installations de production. Nos amis en Iran continueront de tester vos missiles comme ils l'ont fait pendant deux décennies. En retour, vous pouvez les construire des ogives nucléaires dans vos usines souterraines cachées. J'achèterai plus de pétrole iranien et j'y augmenterai nos investissements en capital, compensant les sanctions américaines. L'Iran fera ce que je dis après cela.

«Pour tromper les États-Unis, continuez de rendre les ossements de leurs soldats. Ils deviennent très émus à propos de telles choses. Même chose avec le Japon. Renvoyez les corps des personnes enlevées par votre père. Abe pleurera en public et commencera à vous donner des valises pleines de billets d'un dollar. «En ce moment, je suis en guerre commerciale

avec Trump. Il inflige des dégâts à l'économie chinoise et si cette guerre commerciale continue, cela pourrait nous faire du mal. Heureusement, Trump est entouré de conseillers de Wall Street qui sont tout aussi à court terme que la plupart des Américains et aussi faibles que Moon Jae-in. J'accepterai d'acheter plus de leur précieux soja et une partie de leur technologie (que je vais ensuite voler et revendre à leurs consommateurs à des prix inférieurs), et cela les amènera à reculer.

«Lorsque nous nous réunirons le mois prochain, je vous expliquerai plus en détail. Je présenterai également des plans d'aide que même le Japon ne peut égaler. Je ne violerai aucune sanction des Nations Unies parce que je n'aurai pas à le faire. Je fournirai des fournitures et une assistance que les sanctions ne couvrent pas, et j'empêcherai la police des frontières de surveiller de trop près ce qui se passe. Ça ira. Non seulement vous n'avez pas à renoncer à vos armes nucléaires, vous pourrez bientôt faire tomber la Corée du Sud sur vos genoux comme des fruits mûrs.
«Pensez à long terme, Jong Un. Vous voulez être du côté gagnant de l'histoire, et c'est la Chine. Les Américains ne sont pas nos amis. »
Le 29 août, pour une raison quelconque, Mattis et Dunford ont tenu une conférence de presse désastreuse, au cours de laquelle Mattis a été interrogé sur l'état de préparation des forces américaines en Corée à la suite de la suspension des jeux de guerre. Il a donné une réponse longue et confuse, dont le fond, cependant, pris équitablement, indiquait une scission de Trump sur la question. Cela a déclenché Trump, sans surprise, sur ce qui n'allait pas avec Mattis, les généraux, les jeux de guerre, etc. J'ai dit que Mattis travaillait à dissiper la confusion, mais Trump voulait tweeter, ce qu'il a fait plus tard:
DÉCLARATION DE LA MAISON BLANCHE Le président Donald J. Trump est convaincu que la Corée du Nord subit une pression énorme de la Chine en raison de nos principaux différends commerciaux avec le gouvernement chinois. Dans le même temps, nous savons également que la Chine fournit à la Corée du Nord une aide considérable, notamment de l'argent, du carburant, des engrais et divers autres produits de base. Ce n'est pas utile! Néanmoins, le président estime que sa relation avec Kim Jong Un est très bonne et chaleureuse, et il n'y a aucune raison pour le moment de dépenser de grandes quantités …… d'argent pour des jeux de guerre conjoints entre les États-Unis et la Corée du Sud. En outre, le président peut reprendre instantanément les exercices conjoints avec la Corée du Sud et le Japon, s'il le souhaite. S'il le fait, ils seront bien plus gros que jamais. Quant aux différends commerciaux entre les États-Unis et la Chine, et d'autres…… différences, ils seront résolus à temps par le président Trump et le grand président chinois Xi Jinping. Leur relation et leur lien restent très forts.
Je pensais que c'était surtout risible, mais cela ne sapait pas nos positions de base. En termes de Trump White House, ce fut une victoire, une bonne journée au bureau. Le lendemain, la Chine a critiqué les tweets - davantage de progrès à mon avis. Mattis a dit à Pompeo et à moi lors de notre petit déjeuner hebdomadaire dans la salle Ward le 30 août qu'il regrettait même d'avoir la conférence de presse qui a précipité cela, et je doutais qu'il en tienne une autre pendant longtemps.

Moon et Trump ont parlé le 4 septembre. Trump s'est plaint qu'il avait eu une réunion phénoménale à Singapour et qu'une bonne amitié s'était établie avec Kim, et que soudain, il n'y a plus d'accord. Il s'est demandé ce qui s'était passé. Bien sûr, Singapour n'avait pas été «phénoménal» à moins que vous ne soyez nord-coréen; KJU ne s'est pas lié d'amitié avec ses ennemis; et il n'y avait pas de vraie affaire. À part ça ... Moon chantait toujours la chanson de Sunshine Policy, affirmant que Kim était entièrement déterminée à améliorer les relations avec les États-Unis et à dénucléariser, mais Kim Yong Chol et les autres autour de lui avaient des manières grossières, une hypothèse intéressante. Moon a suggéré que Trump retrouve Kim Jong Un. Exactement ce dont nous avions besoin. Moon demandait toujours son propre sommet avec Kim à la mi-septembre, ce qu'il voulait probablement pour des raisons de politique intérieure.

Pompeo, Kelly et moi avons donné à Trump une autre lettre de Kim Jong Un le 10 septembre 31, qu'il a lu dans l'Ovale, commentant au fur et à mesure: «C'est une merveilleuse lettre», «C'est une très belle lettre» et «Écoutez à ce qu'il dit de moi », suivi de sa lecture d'un passage oléagineux après l'autre. Comme Kelly et moi l'avons dit plus tard, c'était comme si la lettre avait été écrite par des Pavloviens qui savaient exactement comment toucher les nerfs améliorant l'estime de soi de Trump. Trump voulait rencontrer Kim et il ne voulait rien entendre de contraire, c'est probablement pourquoi il ne voulait pas m'entendre expliquer qu'une autre réunion était bientôt une mauvaise idée: "John, tu as beaucoup d'hostilité", il a dit, à quoi j'ai répondu: «La lettre est écrite par le dictateur d'un petit pays de merde. Il ne mérite pas une autre rencontre avec vous tant qu'il n'aura pas rencontré Pompeo, comme il l'a accepté il y a quelques semaines à peine. » "Vous avez une telle hostilité", a déclaré Trump, "bien sûr, j'ai le plus d'hostilité, mais vous avez beaucoup d'hostilité." Nous avons continué jusqu'à ce que, sorti de nulle part, Trump a déclaré: «Je veux la réunion la première semaine après les élections, et Mike devrait appeler aujourd'hui et le demander. Vous devriez dire que la lettre de [Kim] est extrêmement agréable. Le président a une grande affection pour le président Kim. Il veut publier la lettre parce que c'est si bon pour le public de voir la force de la relation, et il veut avoir une réunion après les élections. Où aimerait-il se rencontrer? "

En dehors de l'Ovale, Kelly m'a dit: «Je suis désolé que la réunion ait été si rude avec toi», et Pompeo semblait découragé. J'ai dit que j'étais ravi du résultat. Après tout, nous venions de gagner un délai de cinq semaines dans toute éventuelle réunion Trump-Kim, pendant laquelle tout pouvait arriver à Trumpworld. Nous devons le prendre et courir.

Un problème continu et très important était le désir implacable de Trump de retirer les actifs militaires américains de la péninsule coréenne, dans le cadre de sa réduction générale des forces américaines dans le monde entier. Le 1er septembre allait et venait, et Mattis a réaffirmé début octobre sa préoccupation pour notre disponibilité militaire dans la péninsule. Lui et Dunford devraient témoigner au Congrès après le 1er janvier pendant le processus budgétaire, et il semblait difficile d'imaginer que le problème ne se poserait pas à ce moment-là. Pompeo a finalement obtenu une autre rencontre avec Kim Jong Un à la mi-octobre, où Kim s'est plaint longuement de nos sanctions économiques mais a offert peu de nouvelles idées de son côté. Le principal résultat de la réunion a été de relancer les discussions de travail, ce que je considérais néanmoins comme inévitable mais une mauvaise nouvelle. C'est là que le train de concession américain commencerait vraiment à avancer. Mais nous avions au moins survécu

aux élections du Congrès de novembre sans catastrophe majeure et nous pouvions maintenant faire face au prochain tour d'enthousiasme de Trump pour rencontrer Kim Jong Un.

CHAPITRE 5

UNE HISTOIRE DE TROIS VILLES - SOMMETS À BRUXELLES, LONDRES ET HELSINKI

Un mois après la rencontre de juin avec Singapour avec Kim Jong Un, trois sommets de juillet se sont succédés: une réunion de l'OTAN à Bruxelles avec nos partenaires américains. alliance la plus importante; Trump et Theresa May à Londres, une «relation spéciale» bilatérale; et Trump et Poutine à Helsinki, terrain neutre pour rencontrer notre ancien et actuel adversaire, la Russie. Avant de quitter Washington, Trump a déclaré: «J'ai donc l'OTAN, j'ai le Royaume-Uni, qui est un peu en ébullition… Et j'ai Poutine. Franchement, Poutine est peut-être le plus simple de tous. Qui penserait? Qui penserait? " Bonne question. Comme je l'ai réalisé au cours de ce mois de juillet chargé, si je ne l'avais pas vu plus tôt, Trump ne suivait aucune grande stratégie internationale, ni même une trajectoire cohérente. Sa pensée était comme un archipel de points (comme des transactions immobilières individuelles), laissant le reste d'entre nous à discerner - ou à créer - une politique. Cela avait ses avantages et ses inconvénients.

Après Singapour, je me suis rendu dans différentes capitales européennes pour préparer les sommets. L'un de mes voyages prévus était à Moscou. Cet arrêt a eu ses complications. Quand j'ai dit à Trump d'aller là-bas pour jeter les bases de son voyage, il a demandé: «Faut-il aller en Russie? Tu ne peux pas faire ça dans un appel téléphonique? En fin de compte, il ne s'est pas opposé lorsque j'ai expliqué pourquoi l'examen des problèmes à l'avance aiderait à nos préparatifs. Peu de temps après, j'ai demandé à Kelly pourquoi Trump se plaignait, et Kelly a répondu: «C'est facile. Il craint que vous ne le surclassiez. » Cela semblerait absurde pour tout président autre que Trump, et bien que cela soit flatteur, s'il est vrai, il est également dangereux. Que devais-je faire exactement maintenant pour surmonter le problème? Je n'ai évidemment pas trouvé de bonne réponse.

Trump voulait vraiment que Poutine se rende à Washington, ce que les Russes n'avaient pas l'intention de faire, et nous nous étions battus sur Helsinki et Vienne comme lieux de rencontre possibles. La Russie a poussé Vienne et nous avons poussé Helsinki, mais il s'est avéré que Trump n'était pas favorable à Helsinki. "La Finlande n'est-elle pas un satellite de la Russie?" Il a demandé. (Plus tard dans la matinée, Trump a demandé à Kelly si la Finlande faisait partie de la Russie.) J'ai essayé d'expliquer l'histoire, mais je ne suis pas allé très loin avant que Trump

ne dise lui aussi qu'il voulait Vienne. «Tout ce qu'ils [les Russes] veulent. Dites-leur que nous ferons tout ce qu'ils veulent. » Après un jockey supplémentaire considérable, cependant, nous nous sommes mis d'accord sur Helsinki.

J'ai atterri à l'aéroport de Moscou Vnukovo le mardi 26 juin et je suis allé le lendemain matin à Spaso House, la résidence de longue date de l'ambassadeur américain à Moscou. Jon Huntsman avait organisé un petit-déjeuner avec des penseurs et des influenceurs russes, dont l'ancien ministre des Affaires étrangères Igor Ivanov, avec qui j'avais connu et travaillé pendant l'administration Bush 43, ainsi que des responsables du NSC et de l'ambassade. Les Russes étaient presque unanimes dans leur pessimisme quant aux perspectives d'amélioration des relations américano-russes, malgré ce qu'ils ont lu sur Trump. Ils pensaient que les vues américaines fondamentales, à la fois au Congrès et parmi le grand public, sur la Russie n'avaient pas changé, ce qui était vrai. J'ai fortement insisté sur la question de l'ingérence électorale, sachant que la plupart des personnes présentes feraient rapidement rapport à leurs contacts au Kremlin et plus largement. Je voulais le mot.

Huntsman et notre délégation se sont ensuite rendus dans les bureaux du Conseil de sécurité de la Fédération de Russie à Staraya Ploshad, difficiles pour le Kremlin, pour rencontrer nos homologues. Mon homologue, Nikolai Patrushev, secrétaire du conseil, était hors du pays, mais nous avions des équipes complètes des deux côtés pour couvrir toutes les questions, de l'Iran au contrôle des armements, dont Poutine et Trump pourraient discuter plus tard. Poutine lui-même avait été très brièvement secrétaire du Conseil de sécurité russe, et Patrushev, comme Poutine un vétéran du KGB (et le FSB, son successeur chargé des questions de renseignement et de sécurité nationales), avait succédé à Poutine en 1999 en tant que directeur du FSB. Patrushev était réputé être encore très proche de Poutine, ce qui n'est pas surprenant compte tenu de leur origine commune. Nous avons déjeuné avec le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, à la maison d'hôtes Osobnyak, une propriété appartenant à l'époque prérévolutionnaire à un riche industriel sympathisant avec les bolcheviks, et où j'avais été un invité fréquent. J'ai continué de faire pression sur la question de l'ingérence électorale, que Lavrov a esquivée en disant que, même s'ils ne pouvaient pas exclure les pirates, le gouvernement russe n'avait rien à voir avec cela.

Depuis Osobnyak, nous sommes montés au Kremlin pour rencontrer Poutine à 14 h 30. Nous sommes arrivés tôt, et pendant que nous attendions, le ministre de la Défense, Sergei Shoygu, avec une délégation militaire quelconque, est venu pour se présenter (et a ensuite rejoint la réunion de Poutine). Nous avons été escortés dans la pièce où l'événement principal aurait lieu, presque certainement la même pièce où j'avais rencontré Poutine pour la première fois en octobre 2001, accompagnant le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld immédiatement après les attentats du 11 septembre.1 La pièce était immense, peinte en blanc et bleu, avec garniture dorée, et une impressionnante table de conférence ovale, blanc et bleu. La foule de la presse était déjà présente, prête à prendre des photos de Poutine alors qu'il entrait par une porte au fond de la pièce (et c'était le fond). Selon les instructions des agents du protocole russe, j'ai attendu au centre de la pièce que Poutine me salue et nous avons serré la main pour les caméras. Il semblait détendu et très sûr de lui, d'autant plus que je me souvenais de cette première réunion en 2001. J'ai également salué Lavrov, Shoygu et Yuri Ushakov (conseiller diplomatique de Poutine et ancien ambassadeur aux États-Unis), et nous nous sommes assis à l'élégant table de conférence. La presse russe a rapporté plus tard (à tort) que Poutine était à

l'heure pour la réunion, contrairement à sa pratique de faire attendre les visiteurs, y compris le pape et la reine d'Angleterre. Je n'ai pas vu la nécessité de les corriger.
Avec les médias présents, Poutine a commencé par noter le déclin des relations russo-américaines, accusant la politique intérieure américaine. Je n'ai pas pris l'appât. Je n'allais pas concurrencer publiquement Poutine quand il avait l'avantage du terrain. Puisque Moscou accueillait alors la Coupe du Monde de la FIFA 2018 et que les États-Unis (avec le Mexique et le Canada) venaient de remporter les matchs pour 2026, j'ai répondu que j'avais hâte d'entendre de lui comment organiser une Coupe du Monde réussie. La presse s'est alors débarrassée de manière disciplinée et nous nous sommes mis au travail.
Le style de Poutine, au moins au début, consistait à lire sur des fiches, en faisant une pause pour l'interprète, mais souvent il déposait les cartes pour dire quelque chose comme: «Vous dites cela au président Trump.» Ouchakov, Shoygu et Lavrov n'ont rien dit à la réunion, sauf pour répondre aux questions de Poutine, pas plus que celles de notre côté (l'ambassadeur Huntsman, le directeur principal du NSC Europe / Russie Fiona Hill, le directeur du NSC Russie Joe Wang et notre interprète). Poutine a parlé pendant près de quarante-cinq minutes, y compris la traduction consécutive, principalement sur l'agenda russe de maîtrise des armements (capacités nationales américaines de défense antimissile, traité INF, nouvel accord START et prolifération des armes de destruction massive). Lorsque mon tour est venu, j'ai dit que nous pouvions suivre l'une des deux approches conceptuelles de la maîtrise des armements: des négociations entre adversaires pour se contraindre mutuellement, ou des négociations entre concurrents pour déconflire des activités susceptibles de créer des problèmes. J'ai utilisé le retrait américain de 2001 du Traité sur les missiles anti-balistiques de 1972 comme exemple de ce dernier, qui a mis Poutine à un soliloque sur les raisons pour lesquelles il pensait que Bob Gates et Condi Rice avaient par la suite trompé la Russie sur cette question. J'ai répondu que Poutine avait laissé de côté une grande partie de l'histoire de 2001 à 2003, où nous avons essayé d'inciter Moscou à se retirer également du Traité ABM et à coopérer mutuellement sur les capacités nationales de défense antimissile, ce que Poutine avait refusé de faire - très probablement, je avait supposé - parce qu'ils avaient alors une technologie efficace de défense antimissile et nous ne l'avons pas fait! Le contrôle des armements n'a pas été un sujet très discuté jusqu'à présent au sein de l'administration Trump. Cela justifiait clairement des conversations beaucoup plus longues avant que Trump ne soit prêt à s'engager.
Concernant la Syrie, Poutine a demandé, concernant notre désir de voir les forces iraniennes se retirer, qui accomplirait cela? C'était l'un de ces moments où Poutine m'a pointé du doigt et a dit que je devrais dire à Trump directement que les Russes n'avaient pas besoin d'Iraniens en Syrie et qu'il n'y avait aucun avantage pour la Russie à les avoir là-bas. L'Iran poursuit son propre programme, étant donné ses objectifs au Liban et avec les chiites, qui n'ont rien à voir avec les objectifs russes, et crée des problèmes pour eux et Assad. L'objectif de la Russie, a déclaré Poutine, était de consolider l'État syrien pour éviter le chaos comme en Afghanistan, tandis que l'Iran avait des objectifs plus larges. Alors que la Russie voulait que l'Iran quitte la Syrie, Poutine ne pensait pas pouvoir garantir un retrait complet et il ne voulait pas que la Russie fasse des promesses qu'elle ne pourrait pas tenir. Et si les Iraniens étaient retirés, ce qui protégerait les forces syriennes contre une agression à grande échelle, ce qui signifie probablement de l'opposition syrienne et de ses partisans occidentaux. Poutine n'avait pas

l'intention de substituer le russe aux forces iraniennes dans le conflit syrien interne, tandis que l'Iran s'est assis et a dit: «Vous vous battez contre la Syrie». Il souhaitait une compréhension claire avec les États-Unis de la Syrie, puis parcourait divers aspects des dispositions militaires américaines et russes là-bas, en se concentrant en particulier sur la zone d'exclusion d'At Tanf (près de la zone tri-frontalière où la Syrie, la Jordanie et l'Irak se réunissent) . Poutine a déclaré avec confiance, à la suite d'une longue ligne de propagande russe , que jusqu'à 5 000 «locaux» près d'At Tanf étaient en fait des combattants de l'Etat islamique, qui suivraient ostensiblement la direction américaine, mais nous trahiraient quand cela leur conviendrait. (Poutine a déclaré que les combattants de l'Etat islamique embrasseraient une certaine partie de notre anatomie, bien que son interprète ne l'ait pas traduite de cette façon!) J'ai pensé que cet échange sur la situation en Syrie était le plus intéressant de toute la réunion. Se référant à l'opposition syrienne, Poutine a fortement insisté sur le fait qu'ils n'étaient pas des alliés fiables pour nous et qu'on ne pouvait leur faire confiance du jour au lendemain. Au lieu de cela, il a demandé instamment que nous fassions avancer le processus de paix syrien. J'ai dit que nos priorités étaient de détruire l'Etat islamique et d'éliminer toutes les forces iraniennes. Nous ne menions pas la guerre civile en Syrie; notre priorité était l'Iran.

Poutine a pris une position très dure à l'égard de l'Ukraine, discutant en détail des aspects politiques et militaires du conflit. Passant à un ton plus conflictuel, il a déclaré que les ventes militaires américaines à l'Ukraine étaient illégales et que ces ventes n'étaient pas le meilleur moyen de résoudre le problème. Il a même refusé de discuter de la Crimée, la rejetant comme faisant simplement partie du dossier historique. Puis, au deuxième moment le plus intéressant de la réunion, il a déclaré qu'Obama lui avait clairement dit en 2014 que si la Russie n'allait pas plus loin que l'annexion de la Crimée, la confrontation avec l'Ukraine pourrait être réglée. Pour une raison quelconque, cependant, Obama a changé d'avis et nous sommes arrivés à l'impasse actuelle. Au moment où j'ai répondu, près de quatre-vingt-dix minutes, sentant que la réunion touchait à sa fin, j'ai seulement dit que nous étions si éloignés l'un de l'autre sur l'Ukraine qu'il n'y avait pas de temps pour aborder les choses en détail, donc nous devrions simplement accepter d'être en désaccord le tableau.

Poutine a également soulevé le sujet de la Corée du Nord, où la Russie a soutenu l'approche «action pour action» souhaitée par le Nord, mais il semblait fondamentalement peu intéressé par la question. Sur l'Iran, il s'est moqué de notre retrait de l'accord sur le nucléaire, se demandant, maintenant que les États-Unis se sont retirés, que se passerait-il si l'Iran se retirait? Israël, a-t-il dit, ne pouvait pas mener une action militaire contre l'Iran seul parce qu'il n'avait pas les ressources ou les capacités, surtout si les Arabes s'unissaient derrière l'Iran, ce qui était absurde. J'ai répondu que l'Iran n'était pas en conformité avec l'accord, j'ai noté le lien entre l'Iran et la Corée du Nord sur le réacteur en Syrie que les Israéliens avaient détruit en 2007, et j'ai dit que nous surveillions attentivement les preuves que les deux proliférateurs coopéraient même maintenant. En tout état de cause, la réimposition de sanctions contre l’Iran a déjà fait des ravages, tant au niveau national qu’en termes de troubles internationaux. Parce que Trump était toujours euphorique à propos de la Corée du Nord, j'ai simplement expliqué le conseil de Xi Jinping de procéder rapidement à nos négociations.

Poutine n'a pas soulevé d'ingérence électorale, mais je l'ai certainement fait, soulignant qu'il y avait encore plus d'intérêt qu'avant en raison de l'approche des élections au Congrès de 2018. Chaque membre du Congrès candidat à la réélection, et tous ses adversaires, avaient un intérêt

personnel direct dans la question, qu'ils n'avaient pas pleinement appréciée en 2016, avec une attention sur les allégations d'ingérence au niveau présidentiel. J'ai dit qu'il était politiquement toxique pour Trump de rencontrer Poutine, mais il le faisait pour protéger les intérêts nationaux américains indépendamment des conséquences politiques et pour voir s'il pouvait faire avancer la relation. Après quelques plaisanteries de clôture, la réunion d'environ 90 minutes s'est terminée. Poutine m'a paru totalement sous contrôle, calme, sûr de lui, quels que soient les défis économiques et politiques de la Russie. Il connaissait parfaitement les priorités de Moscou en matière de sécurité nationale. Je n'avais pas hâte de le laisser seul dans une pièce avec Trump.

Bruxelles

Autrefois, les sommets de l'OTAN étaient des événements importants dans la vie de l'alliance. Au cours des deux dernières décennies, cependant, les rassemblements sont devenus presque annuels, et donc moins qu'excitants. Jusqu'au sommet de l'OTAN de 2017 à Bruxelles, bien sûr. Trump a égayé les choses en ne faisant pas référence à l'emblématique article 5 du Traité de l'Atlantique Nord, qui déclarait qu '«une attaque armée contre un ou plusieurs d'entre eux en Europe ou en Amérique du Nord sera considérée comme une attaque contre tous». Cette disposition est en fait moins contraignante que sa réputation, puisque chaque membre de l'alliance prendra simplement «les mesures qu'il jugera nécessaires». Il n'avait été invoqué qu'une seule fois, après les attentats du 11 septembre contre New York et Washington. Néanmoins, l'OTAN a été une structure de dissuasion efficace, bloquant depuis des décennies l'Armée rouge de traverser Fulda Gap en Allemagne et au cœur de l'Europe occidentale. Bien sûr, les États-Unis ont toujours été le plus gros contributeur de forces. C'était notre alliance, et c'était principalement à notre avantage, non pas parce que nous nous louions pour défendre l'Europe, mais parce que défendre «l'Occident» était dans l'intérêt stratégique de l'Amérique. En tant queguerre froide rempart de lacontre l'expansionnisme soviétique, l'OTAN a représenté la coalition politico-militaire la plus réussie de l'histoire.

L'OTAN a-t-elle eu des problèmes? Bien sûr. Ce n'est pas pour rien que le célèbre ouvrage de Henry Kissinger de 1965 intitulé The Troubled Partnership: A Reappraisal of the Atlantic Alliance. La liste des carences de l'OTAN était longue, y compris, après l'effondrement de l'Union soviétique en 1991, l'abandon irréfléchi par plusieurs membres européens de leur responsabilité d'assurer leur propre défense. Sous le président Clinton, l'Amérique a subi ses propres déclins militaires, car lui et d'autres ont vu l'effondrement du communisme comme «la fin de l'histoire», réduisant les budgets de la défense à consacrer à des programmes de bien-être intérieur politiquement bénéfiques. Cette illusion du «dividende de la paix» n'a jamais pris fin dans une grande partie de l'Europe, mais elle s'est terminée en Amérique avec les meurtres de masse du 11 septembre à New York et à Washington par des terroristes islamistes. L'avenir de l'OTAN a été intensément débattu parmi les experts de la sécurité nationale pendant des décennies, et beaucoup ont préconisé un programme plus large après la guerre froide. Barack Obama a critiqué les membres de l'OTAN pour être des «passagers clandestins», ne dépensant pas de manière adéquate sur leurs propres budgets de défense, mais, en règle générale, il avait simplement honoré le monde de ses opinions, ne faisant rien pour les voir se réaliser.2

Trump, lors de son premier sommet de l'OTAN en 2017, s'est plaint que trop d'alliés ne respectaient pas leur engagement de 2014, pris collectivement à Cardiff, au Pays de Galles, de

dépenser 2% du PIB pour la défense d'ici 2024, ce qui, pour la plupart des Européens, signifiait la défense sur le théâtre européen. L'Allemagne était l'un des pires contrevenants, dépensant environ 1,2% de son PIB pour la défense, et toujours sous la pression des sociaux-démocrates et d'autres gauchistes pour dépenser moins. Trump, malgré ou peut-être à cause de l'ascendance allemande de son père, était sans relâche critique. Lors des consultations sur la grève contre la Syrie en avril, Trump a demandé à Macron pourquoi l'Allemagne ne participerait pas aux représailles militaires contre le régime Assad. C'était une bonne question, sans autre réponse que la politique intérieure allemande, mais Trump a continué, critiquant l'Allemagne comme un terrible partenaire de l'OTAN et attaquant à nouveau le gazoduc Nord Stream II, qui verrait l'Allemagne payer à la Russie, l'adversaire de l'OTAN, des revenus substantiels. Trump a qualifié l'OTAN de «obsolète» lors de la campagne de 2016, mais a fait valoir en avril 2017 que le problème avait été «résolu» dans sa présidence. Son échec notable en 2017 à mentionner l'article 5 aurait même surpris ses principaux conseillers car il a personnellement supprimé toute référence à ce sujet dans un projet de discours.3 Vrai ou non, le sommet de 2017 a ouvert la voie à la crise potentielle à laquelle nous avons été confrontés en 2018.

Cette tempête avait brassé bien avant mon arrivée dans l'aile ouest, mais il était maintenant directement devant. Trump avait raison sur le partage des charges, comme l'avait été Obama, une convergence de vues qui aurait pu ébranler la confiance de Trump dans la sienne s'il y avait prêté attention. Le problème, du point de vue de la crédibilité, de la constance et de la gestion des alliances des États-Unis, était le vitriol avec lequel Trump exprimait si souvent son mécontentement envers les alliés qui n'atteignaient pas l'objectif ou, dans certains cas, ne semblaient même pas intéressés à essayer. En fait, les premiers présidents n'avaient pas réussi à maintenir l'alliance à la hauteur du partage des charges dans l'ère de l'après-guerre froide. Je pensais certainement que, sous Clinton et Obama en particulier, les États-Unis n'avaient pas dépensé suffisamment d'argent pour leur propre défense, indépendamment de ce que faisaient ou ne faisaient pas les alliés. Si ce n'était qu'une critique du style de Trump, ce qui semblait être le cas pour de nombreux critiques, ce serait une banalité. Personnellement, je n'ai jamais hésité à être direct, même avec nos amis les plus proches à l'international, et je peux vous dire qu'ils n'hésitent jamais à nous dire ce qu'ils pensent, en particulier sur les carences de l'Amérique. En fait, ce n'est pas la franchise de Trump, mais l'hostilité voilée envers l'alliance elle-même qui a énervé les autres membres de l'OTAN et ses propres conseillers.

Trump a demandé à appeler le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, à neuf heures du matin le vendredi 29 juin, quelques semaines avant le prochain sommet. Lors de notre rencontre préalable dans l'Ovale, Trump a déclaré qu'il dirait à Stoltenberg que les États-Unis allaient réduire leur "contribution" à l'OTAN au niveau de l'Allemagne et lui demanderait d'informer les autres membres avant le sommet du 11 au 12 juillet. (Ici, nous sommes confrontés à un problème persistant de nomenclature. L'engagement de Cardiff ne concerne pas les «contributions» à l'OTAN, mais les dépenses de défense globales. Si Trump a jamais compris cela, et a simplement abusé du mot «contribution», je ne pourrais jamais le dire. Mais disant qu'il réduirait la «contribution» des États-Unis au niveau de l'Allemagne, cela impliquait que les États-Unis réduiraient leurs dépenses de défense de plus de 4% du PIB de quelque 75%, ce que je ne pense pas qu'il voulait dire. pour payer les dépenses de fonctionnement de son siège et similaires, environ 2,5 milliards de dollars par an. Les membres versent des «contributions» au fonds, mais les dépenses du fonds ne sont pas ce à quoi Trump faisait

référence. Conformément à ma suggestion ultérieure, j'ai persuadé l'Allemagne d'augmenter sa contribution au Fonds commun et les États-Unis à la réduire en conséquence, bien que cela ne devienne définitif qu'en décembre 2019.4)
Avec Stoltenberg en jeu, Trump a déclaré qu'il avait hérité d'un gâchis sur le plan économique et que l'OTAN était flagrante, se plaignant que l'Espagne (il venait de rencontrer le roi) ne consacrait que 0,9% de son PIB à la défense. En arrondissant à l'Allemagne, Trump était heureux lorsque Stoltenberg a déclaré qu'il convenait que les Allemands devaient payer plus, ce qui, en toute honnêteté, a déclaré Stoltenberg de manière cohérente, exhortant les membres de l'OTAN à faire des plans pour respecter leurs engagements de Cardiff d'ici 2024, sinon avant. Trump a poursuivi en disant que les États-Unis ont payé 80 à 90% du coût de l'OTAN, un chiffre dont personne d'entre nous n'a jamais connu la source. Les dépenses totales de défense des États-Unis (dans le monde) représentaient un peu plus de 70% de toutes les dépenses militaires de tous les membres de l'OTAN, mais bien sûr, une grande partie des dépenses américaines concernaient des programmes mondiaux ou d'autres régions spécifiques. Trump viendra plus tard pour dire qu'il pensait qu'en vérité, les États-Unis ont payé 100% du coût de l'OTAN. La source de ce chiffre est également inconnue. Il a déclaré à Stoltenberg qu'à partir de ce moment, parce que cette disparité dans les paiements de l'OTAN était si injuste, l'Amérique ne paierait que ce que l'Allemagne paierait. Trump a admis que Stoltenberg lui accordait régulièrement le mérite de ses efforts pour augmenter les dépenses de l'OTAN par les alliés européens, mais a fait valoir que la seule raison pour laquelle les dépenses avaient augmenté était parce que les alliés pensaient que Trump retirerait autrement les États-Unis de l'OTAN. Trump a souligné à nouveau que nous ne continuerions tout simplement pas à supporter un fardeau de coûts disproportionné. Stoltenberg a déclaré qu'il était totalement d'accord avec Trump que la situation était injuste, mais il a protesté qu'après de nombreuses années de baisse des dépenses de l'OTAN, nous assistions maintenant à une augmentation. Trump a répondu en exhortant Stoltenberg à le dire aux médias et lui a demandé de parler avec moi pour discuter des moyens par lesquels les États-Unis ne «contribueraient» plus de la manière actuelle et injustifiée de payer les coûts de l'OTAN, ce qui n'était pas justifié, et ce qui n'a pas aidé les États-Unis. Jusqu'à présent, a déclaré Trump, les États-Unis étaient dirigés par des idiots, mais pas plus. Les Européens ne nous appréciaient pas, nous gâchaient sur le commerce, et nous ne paierions plus pour le privilège, mais ne paierions que ce que l'Allemagne a payé. Et ainsi de suite, il est allé dans cette veine. Trump a déclaré à la fin qu'il protestait officiellement.
Stoltenberg m'a appelé vers dix heures du matin et j'ai demandé à tout le personnel du NSC et au personnel de la salle de s'asseoir afin que je puisse être aussi direct que possible avec Stoltenberg. Je lui ai donné mon évaluation selon laquelle `` l'axe des adultes '', aujourd'hui largement disparu, adoré par les médias américains, avait tellement frustré Trump qu'il était

maintenant déterminé à faire ce qu'il voulait faire sur plusieurs questions clés, peu importe ce que ses conseillers actuels lui disaient. J'ai dit que nous avions été clairement informés de ce qui pourrait arriver au sommet de l'OTAN. Il ne faut pas penser que de petites mesures palliatives pourraient l'empêcher. C'était clairement quelque chose que Trump avait pensé faire et voulait faire à sa façon, ce qu'il avait maintenant fait. Stoltenberg semblait avoir du mal à accepter à quel point c'était grave, mais après trente minutes d'agression verbale quasi-

continue de Trump, et mon explication, il a compris. Notre ambassadeur auprès de l'OTAN, Kay Bailey Hutchison, m'a appelé vers midi et je lui ai donné une brève description de l'appel Trump-Stoltenberg. J'ai dit que nous nous rendrions tous un mauvais service si nous prétendions que l'appel ne s'était pas passé et que nous reprenions les affaires comme d'habitude.

Plus tard dans la journée, j'ai informé Pompeo. Plutôt que de s'attaquer directement à la question de l'OTAN, il a suggéré de persuader Trump qu'avec tant d'autres batailles en cours (notamment la campagne pour confirmer Kavanaugh à la Cour suprême), nous ne pouvions pas surcharger les républicains avec d'autres questions litigieuses. Il n'y avait que cinquante et un sénateurs républicains, et nous ne voulions en perdre aucun à cause des menaces contre l'OTAN. Pompeo et moi avons convenu que nous deux seuls devrions présenter cette affaire à Trump, en l'absence de généraux, de sorte que Trump ne pensait pas que «l'axe des adultes» se liguait à nouveau avec lui. Kelly a immédiatement accepté notre stratégie, tout comme Mattis, qui a également convenu que Dunford n'avait pas besoin de participer. J'ai rempli McGahn, dont l'accent sur la confirmation de Kavanaugh le rendait plus que disposé à être «Plan B» si Pompeo et moi échouions.

Nous avons rencontré Trump le lundi 2 juillet, et cela s'est avéré plus facile et plus court que prévu. Nous avons expliqué la logique de ne pas entreprendre plus de batailles que nous pouvions gérer, compte tenu de l'importance de la nomination de Kavanaugh, et avons instamment demandé que nous continuions simplement de faire pression pour que les autres membres de l'OTAN portent leurs dépenses de défense au niveau de 2% du PIB. Trump a accepté sans vraiment débattre. Cependant, au cours des jours suivants, il m'a demandé à nouveau pourquoi nous ne nous retirions pas entièrement de l'OTAN, précisément ce que nous avions essayé d'empêcher. De toute évidence, notre travail était encore coupé pour nous. L'une des mesures que j'ai prises pour réduire la probabilité d'une confrontation avec nos alliés à Bruxelles, et ainsi réduire la possibilité que Trump puisse tenir compte de la perspective d'un retrait de l'OTAN, a été d'accélérer les négociations pour parvenir à un accord sur l'inévitable communiqué final. Encore un communiqué que personne ne lirait, même une semaine après qu'il a été convenu comme un possible point d'éclair! J'ai souligné à Hutchison que nous devrions finaliser le communiqué avant même que les dirigeants n'arrivent à Bruxelles pour minimiser les chances d'une nouvelle débâcle du G7. C'était nouveau pour l'OTAN, et j'ai vu que cela a provoqué de nombreux grognements de la part de ceux, comme la France, qui — quelle surprise! —Profité des autres à armement fort vers la fin des réunions internationales avec cette menace diplomatique la plus redoutée: d'accord avec nous ou il n'y aura pas de communiqué final! Je serais toujours heureux de ce résultat, mais il a fallu un ajustement d'attitude considérable pour que l'OTAN puisse conclure le document final à l'avance. Nous avons réussi, mais seulement après une aggravation incessante.

Dans l'intervalle, le lundi 9 juillet, Trump a commencé à tweeter: les États-Unis dépensent beaucoup plus pour l'OTAN que tout autre pays. Ce n'est ni juste ni acceptable. Bien que ces pays aient augmenté leurs contributions depuis mon arrivée au pouvoir, ils doivent faire beaucoup plus. L'Allemagne est à 1%, les États-Unis à 4% et l'OTAN profite…… l'Europe bien plus qu'aux États-Unis Selon certains comptes, les États-Unis paient 90% de l'OTAN, et de nombreux pays sont loin de leur engagement de 2% . En plus de cela, l'Union européenne a un

excédent commercial de 151 millions de dollars avec les États-Unis, avec de grandes barrières commerciales sur les marchandises américaines. NON!
Ces tweets ont répété ce que Trump avait dit à Stoltenberg et à d'autres, mais c'était la première fois que beaucoup les voyaient le dire publiquement. D'autres arrivaient.
Nous sommes partis sur Marine One pour Andrews tôt mardi matin, avec Trump exubérant sur la nomination de Kavanaugh la veille. La famille avait raison de «coulée centrale», a déclaré Trump. Juste avant de monter à bord de l'hélicoptère, Trump s'est entretenu avec la presse assemblée, comme il le faisait régulièrement dans de telles circonstances, notant qu'avec toute l'agitation de l'OTAN et du Royaume-Uni, sa rencontre avec Poutine «pourrait être la plus facile de toutes. Qui penserait? »5 Dans de nombreuses conversations avec Trump pendant le vol, cependant, j'ai pu voir qu'il était mécontent pour une raison quelconque. Nous avons atterri et il est monté avec les trois ambassadeurs américains à Bruxelles (un en Belgique, un auprès de l'UE et un à l'OTAN) dans la Bête à la résidence de notre ambassadeur bilatéral en Belgique, où il résidait. Dans la voiture, il a fustigé Hutchison pour ses interviews du talk-show du dimanche sur l'OTAN, affirmant qu'elle ressemblait à une ambassadrice de l'administration Obama. Il a ensuite dénoncé les dépenses insuffisantes des alliés commerciaux américains de l'OTAN et les injustes déficits avec l'UE. Je n'étais pas dans la Bête, mais je pouvais réciter le script de mémoire. Ce n'était pas un bon début.
Mercredi matin, je suis allé pré-briefer Trump avant le petit déjeuner avec Stoltenberg et ses conseillers. Trump est entré dans une petite salle à manger au deuxième étage de la résidence, où Mattis, Pompeo, Kelly, Hutchison et moi avons attendu et dit: «Je sais que je n'ai pas beaucoup de soutien dans cette pièce.» Il a ensuite procédé à la destruction de l'OTAN. Ce n'était pas vraiment un briefing. Stoltenberg est arrivé, la presse est entrée dans la salle du petit-déjeuner et Trump s'est éloigné: «De nombreux [alliés de l'OTAN] nous doivent énormément d'argent. Cela dure depuis des décennies. » Stoltenberg a expliqué les augmentations annuelles de près de 40 milliards de dollars des dépenses de défense des pays membres de l'OTAN depuis l'arrivée au pouvoir de Trump. Trump a poursuivi: «C'est très triste quand l'Allemagne passe un accord pétrolier et gazier massif avec la Russie. Nous protégeons tous ces pays et ils concluent un accord de pipeline. Nous sommes censés vous protéger, et pourtant vous payez tout cet argent à la Russie… L'Allemagne est totalement contrôlée par la Russie. L'Allemagne paie un peu plus d'un pour cent, nous payons plus de quatre pour cent. Cela dure depuis des décennies… Nous allons devoir faire quelque chose, parce que nous n'allons pas le supporter. L'Allemagne est prise par la Russie. »6
Stoltenberg a tenté de recommencer après le départ de la presse en disant qu'il était content que Trump soit à Bruxelles. Trump n'a pas été apaisé, affirmant que même l'augmentation des dépenses de défense des membres de l'OTAN qui avait été réalisée était une plaisanterie. Il était très mécontent de l'OTAN et très mécontent de l'Union européenne. Il se plaignait, encore une fois, du nouveau bâtiment du siège de l'OTAN, dont les fonds auraient pu être dépensés pour des chars - un point juste, comme de nombreux points soulevés par Trump, important mais souvent submergé par le tsunami de mots. Il a ensuite demandé pourquoi l'OTAN n'avait pas construit un bunker de 500 millions de dollars plutôt que le quartier général, qu'il a appelé une cible plutôt qu'un quartier général, qu'un char pourrait détruire. L'OTAN, a-t-il poursuivi, était très importante pour l'Europe, mais sa valeur pour les États-Unis était moins apparente. Il était à cent pour cent pour l'OTAN, mais l'Amérique a payé plus que ce qui était juste. Stoltenberg a

essayé de temps en temps d'intervenir pour répondre, mais il n'est jamais allé loin. L'UE n'a pas non plus été épargnée, car Trump a critiqué Jean Claude Juncker [président de la Commission européenne] comme un homme vicieux qui détestait désespérément les États-Unis. Juncker, a déclaré Trump, fixe le budget de l'OTAN, bien qu'il n'ait pas décrit comment cela a été accompli. Trump a souligné à nouveau qu'il souhaitait diminuer plutôt que d'augmenter les paiements américains au même niveau que ceux de l'Allemagne, comme ils l'avaient déjà discuté lors de leur récent appel téléphonique. Trump a réaffirmé son amitié personnelle avec Stoltenberg, mais s'est de nouveau plaint que tout le monde savait que nous en profitions, en payant plus dans tous les sens, ce qui n'allait pas continuer. À ce stade, Mattis a essayé de dire quelques mots pour défendre l'OTAN, mais Trump l'a repoussé.

Trump a roulé, demandant pourquoi nous devrions entrer dans la Troisième Guerre mondiale au nom d'un pays qui ne paie pas ses cotisations, comme la Macédoine, qui a ensuite reconnu qu'il ne le dérangeait pas autant que l'Allemagne, un pays riche qui ne paie pas assez. Il s'est plaint de ses propres conseillers, disant que nous ne comprenions pas le problème, même s'il nous a dit la vérité. Trump croyait clairement que la seule façon pour les alliés de dépenser plus était de penser que les États-Unis partaient, ce qui ne le dérangeait pas, car il ne pensait pas que l'OTAN était bonne pour l'Amérique. Stoltenberg a essayé à nouveau, mais Trump a continué à dire qu'un trop grand nombre de membres de l'OTAN ne payaient pas et a répété sa peur que les États-Unis n'entrent dans la Troisième Guerre mondiale au nom de l'un d'eux. Poursuivant sur le thème, il demande pourquoi les États-Unis devraient protéger ces pays, comme l'Allemagne, et supporter ainsi une part disproportionnée des dépenses de l'OTAN. Il a demandé à plusieurs reprises pourquoi les États-Unis devraient payer, se plaignant du fait que les alliés ont ri derrière notre dos lorsque les États-Unis étaient absents, se moquant de notre stupidité. Ensuite, nous étions en Ukraine et en Crimée, Trump demandant si la Russie n'avait pas dépensé beaucoup d'argent en Crimée, ce qu'il ne leur aurait pas permis de faire, bien qu'Obama l'ait fait. Pourquoi les États-Unis devraient-ils risquer la guerre, se demandait Trump, et Stoltenberg a répondu que l'Ukraine était différente, car ce n'était pas un pays de l'OTAN. Trump a répondu que l'Ukraine était très corrompue et le petit-déjeuner a finalement pris fin. Il a rassuré Stoltenberg qu'il était à cent pour cent avec lui, notant qu'il avait soutenu la prolongation du mandat de Stoltenberg en tant que secrétaire général de l'OTAN. Pourtant, les autres alliés devaient payer maintenant, pas sur une période de trente ans, et en tout cas nos dépenses descendaient au niveau de l'Allemagne. À ce stade, Mattis s'était tourné vers moi et avait dit doucement: «cela devient assez idiot», peu de temps après, Trump a dit qu'il disait au général Mattis de ne pas dépenser plus pour l'OTAN. Stoltenberg a déclaré en conclusion que nous étions d'accord sur le message fondamental.

Tout à fait le petit déjeuner. La journée pourrait-elle empirer? Oui. Nous nous sommes rendus en voiture au siège de l'OTAN, ma première visite. Il était certainement architecturalement flamboyant, probablement reflété dans son coût. La cérémonie d'ouverture du sommet est venue en premier et, en raison des caprices de l'attribution des sièges, j'étais à côté de Jeremy Hunt, lors de sa deuxième journée de travail en tant que ministre britannique des Affaires étrangères. En regardant les dirigeants se mélanger et se mêler à la «photo de famille» de rigueur, il a dit: «Certains dirigeants ont de petites conversations, d'autres non; vous pouvez dire en une minute qui ils sont », un aperçu intéressant. Après la cérémonie, la première session du Conseil de l'Atlantique Nord a commencé avec la déclaration par Stoltenberg du

projet de communiqué et des autres documents du sommet adoptés, un petit point ici, contrairement au G7, en raison d'une planification préalable. Je vous remercie. Trump a été le premier orateur. Sa déclaration d'ouverture, soigneusement élaborée par ses rédacteurs de discours, avec l'aide de la vôtre vraiment et d'autres, était assez simple, intentionnellement.

Le premier accord bilatéral de Trump a été avec Merkel, qui a dit légèrement: "Nous ne sommes pas encore complètement contrôlés par la Russie." Au lieu de cela, il voulait parler encore une fois des tarifs plus élevés qu'il envisageait d'appliquer aux importations américaines de voitures et de camions, ce qui frapperait durement l'Allemagne, se plaignant, comme il le faisait souvent, que les tarifs actuels de l'Allemagne sur les voitures américaines étaient quatre fois plus élevés que les nôtres. tarifs sur les leurs. C'est ensuite Macron, que Trump a accusé de toujours divulguer leurs conversations, ce que Macron a nié en souriant largement. Trump a également souri, regardant Mattis comme pour impliquer qu'il savait d'où venaient les fuites du côté américain. Macron voulait connaître la fin de match de Trump dans les guerres commerciales avec la Chine et l'UE, mais Trump a dit que cela n'avait pas d'importance. Pour l'UE, il pensait que cela reviendrait aux tarifs des voitures et des camions, probablement de 25%, puis s'en est pris à Jean-Claude Juncker, qui, selon lui, détestait l'Amérique. Macron voulait toujours un «large accord» avec l'Iran, comme ils l'avaient discuté en avril, mais Trump ne semblait pas intéressé. Avec cela, nous sommes retournés en voiture au centre-ville de Bruxelles. J'ai donné mon siège au dîner des dirigeants à Hutchison ce soir-là, en signe de ce qu'elle avait traversé. D'ailleurs, j'en avais assez et les choses semblaient s'arranger.
Faux. J'ai quitté l'hôtel à sept heures quarante-cinq jeudi matin pour rencontrer Trump, mais il m'a d'abord appelé dans la voiture pour lui demander: «Êtes-vous prêt à jouer dans les grandes ligues aujourd'hui? C'est ce que je veux dire », et il a ensuite dicté ce qui suit:« Nous avons beaucoup de respect pour l'OTAN, mais nous sommes traités injustement. D'ici le 1er janvier, toutes les nations doivent s'engager à deux pour cent, et nous pardonnerons les arriérés, ou nous sortirons, et ne défendrons pas ceux qui ne l'ont pas. Tant que nous ne nous entendons pas avec la Russie, nous n'entrerons pas dans une OTAN où les pays de l'OTAN versent des milliards à la Russie. Nous sommes sortis s'ils concluent l'accord sur le pipeline. » Ce n'était pas finement poli, mais la direction était claire. Comme je me demandais si je démissionnerais d'ici la fin de la journée, l'appel a été interrompu. Je me suis dit que j'avais dix minutes avant de voir Trump pour savoir quoi faire. J'ai appelé Kelly, lui ai expliqué la situation et lui ai dit que, contrairement à ses plans, il devait se rendre au siège de l'OTAN. Toutes les mains sur le pont. Quand je suis arrivé à la résidence de l'ambassade, j'ai localisé l'aide militaire du président (qui porte le fameux «football», qui contient les codes de lancement nucléaire) et lui ai demandé de retrouver Mattis, que je n'avais pas pu élever (c'est une bonne chose que nous n'étions pas ' t en guerre) immédiatement. Il s'est avéré que Mattis rencontrait Trudeau au siège de l'OTAN. Déjà engagé dans l'humour de potence, je me demandais si Mattis faisait défection. Pompeo attendait à la résidence, et j'ai expliqué l'humeur de Trump: "Il va menacer de se retirer aujourd'hui." Heureusement, Trump était généralement en retard, nous avons donc réfléchi à ce qu'il fallait faire, concluant que la pièce de Kavanaugh était toujours notre meilleur argument. Nous avons également pensé à réduire la contribution américaine au budget de fonctionnement de l'OTAN, le Fonds commun, pour égaler celle de l'Allemagne, en réduisant la part actuelle des États-Unis de 22% à 15%.

Trump est entré à huit heures trente; a demandé: «Voulez-vous faire quelque chose d'historique?»; puis a répété ce qu'il avait dit plus tôt: «Nous sommes sortis. Nous n'allons pas combattre quelqu'un qu'ils paient. » Puis il a mentionné qu'il n'avait pas voulu que Hutchison dîne avec lui. «Tu aurais dû être au dîner hier soir», m'a-t-il dit. "Je veux dire que nous partons parce que nous sommes très mécontents", a poursuivi Trump, et s'est tourné vers Pompeo, en disant: "Je veux que vous l'obteniez."

Puis, sorti de nulle part, Trump a déclaré: «Keith Kellogg [le conseiller à la sécurité nationale de Pence] sait tout sur l'OTAN. Vous savez que je le voulais comme conseiller à la sécurité nationale après McMaster. Il ne donne jamais son avis à moins que je ne le demande. Et il n'est pas célèbre parce qu'il n'a jamais été à la télévision. Mais j'aime John, alors je l'ai choisi. » (Comme Pompeo et moi avons réfléchi plus tard, cette déclaration nous a dit exactement qui serait mon remplaçant probable si je démissionnais bientôt. J'ai dit: "Bien sûr, si vous démissionnez, peut-être que Keith serait secrétaire d'État." Nous avons ri. Pompeo a fait une pause pour un moment et dit: "Ou si nous démissionnons tous les deux, Keith pourrait devenir Henry Kissinger et avoir les deux emplois." Nous avons rugi. C'était le point culminant de la journée.)

Avec Trump, nous avons fait notre pitch Kavanaugh avec autant de force que possible, puis parti pour nos véhicules respectifs dans le cortège. Je suis arrivé à Mattis sur le chemin du siège de l'OTAN, le sortant de la plénière réunionsur l'ukraine et la Géorgie qui avait déjà commencé en l'absence de Trump, et je l'ai informé.

À notre arrivée, Trump s'est rendu à son siège entre Stoltenberg et Theresa May (les dirigeants étaient assis autour de l'énorme table du Conseil de l'Atlantique Nord dans l'ordre alphabétique par pays). Trump m'a fait signe et a demandé: «Allons-nous le faire?» Je l'ai exhorté à ne pas le faire, disant qu'il devrait critiquer les membres délinquants pour ne pas avoir dépensé adéquatement pour la défense, mais ne pas menacer de retrait ou de réduction du financement américain. «Alors, montez à la ligne, mais ne la franchissez pas», c'est ainsi que j'ai terminé. Trump hocha la tête mais ne dit rien. Je suis retourné à mon siège sans savoir ce qu'il allait faire. C'était comme si toute la pièce nous regardait. Trump a parlé vers 9 h 25 pendant quinze minutes, sans rien dire sur l'Ukraine et la Géorgie, mais en commençant par dire qu'il voulait enregistrer quelque chose d'une plainte. Il a observé que c'était difficile, car de nombreuses personnes aux États-Unis estimaient que les pays européens ne payaient pas leur juste part, qui devrait être de 4% (par opposition à l'accord de Cardiff de 2% en vigueur en 2014). Pendant des années, a déclaré Trump, les présidents américains viendraient se plaindre, mais partiraient et rien ne se passerait, même si nous avons payé 90%. Nous marchions lentement et rien ne se faisait vraiment. Les États-Unis considéraient l'OTAN comme importante, a déclaré Trump, mais c'était plus important pour l'Europe, qui était loin. Il avait un grand respect pour la chancelière Merkel, notant que son père était allemand et sa mère écossaise. L'Allemagne, se plaignait-il, ne payait que 1,2% du PIB et n'atteignait que 1,5% en 2025. Seuls cinq des 29 membres de l'OTAN en paient actuellement 2%. Si les pays n'étaient pas riches, Trump a reconnu qu'il pouvait le comprendre, mais ce sont des pays riches. Les États-Unis voulaient continuer à protéger l'Europe, a-t-il dit, mais il a ensuite viré dans un riff étendu sur le commerce et l'UE, qui, selon lui, devrait être lié à l'OTAN à des fins d'analyse. L'UE n'accepterait pas les produits américains, et c'était quelque chose que les États-Unis ne pouvaient pas permettre de continuer, mais seule l'Albanie avait abordé ce point lors du dîner de la veille. Tout cela nous a

laissés dans la même position que nous occupions depuis quatre ans. Trump n'était pas d'accord avec les Européens sur certains points, comme l'immigration et le manque de contrôle de l'UE sur ses frontières. L'Europe laissait entrer dans ses pays des gens qui pouvaient être des combattants ennemis, d'autant plus que la plupart étaient des jeunes hommes qui entraient. Trump a de nouveau déclaré qu'il avait un grand respect pour l'OTAN et pour le secrétaire général Stoltenberg. Il s'est plaint que les membres de l'OTAN voulaient sanctionner la Russie, mais l'Allemagne paierait des milliards de dollars à la Russie pour Nord Stream II, nourrissant ainsi la bête, ce qui était une grande histoire aux États-Unis. La Russie nous jouait tous pour des imbéciles, pensait-il, alors que nous payions des milliards à cause du nouveau pipeline, que nous ne devrions pas laisser se produire.8 Les États-Unis voulaient être de bons partenaires avec l'Europe, mais les alliés devaient payer leur part; L'Allemagne, par exemple, pourrait atteindre l'objectif de 2% en ce moment, sans attendre 2030, a-t-il déclaré, appelant Merkel par son nom à travers l'immense chambre. Les États-Unis se trouvent à des milliers de kilomètres, a-t-il dit, notant par exemple que l'Allemagne n'aidait pas l'Ukraine. En tout cas, l'Ukraine n'a pas aidé les États-Unis, elle a aidé l'Europe, servant de frontière de l'Europe avec la Russie. Revenant au point de partage de la charge, Trump a déclaré qu'il voulait que tous les alliés atteignent maintenant l'objectif de 2%, ce que seulement cinq des vingt-neuf faisaient, même parmi les pays les plus riches, même des amis comme la France. Trump a déclaré qu'il ne voulait pas voir les articles de presse émanant de ce sommet de l'OTAN, selon lesquels tout le monde était heureux. Il n'était pas content, car les États-Unis se jouaient. Puis il y a eu plus, et plus encore.

Puis, venant à sa fin, Trump a déclaré qu'il était avec l'OTAN à cent pour cent, à mille millions de pour cent. Mais les alliés devaient payer les 2% d'ici le 1er janvier, ou les États-Unis allaient juste faire leur propre chose. Puis il est revenu sur les raisons pour lesquelles il n'aimait pas le bâtiment du siège où nous étions tous assis, répétant qu'un seul obus de char pouvait le détruire. Trump a terminé en disant qu'il était très attaché à l'OTAN, mais qu'il n'était pas attaché à la situation actuelle. Il voulait que les membres paient ce qu'ils pouvaient, et non dans quatre ou six ans, car la situation actuelle n'était pas acceptable pour les États-Unis. Il voulait que cela soit enregistré.

Trump avait fait ce que j'espérais, bien que son orteil ait dépassé cette ligne plusieurs fois. Pourtant, malgré la réaction stupéfaite dans la vaste chambre du CNA, Trump avait déclaré qu'il soutenait l'OTAN, ce qui rend difficile de interpréter ses propos comme une menace pure et simple de partir. Peut-être que la fièvre était tombée. Quand les gens me demandent pourquoi je suis resté aussi longtemps que je l'ai fait, c'était l'une des raisons.

Quelques minutes plus tard, Merkel est venue parler à Trump à son siège, suggérant que Stoltenberg convoque une «table ronde» informelle où tout le monde aurait une chance de réagir à ce que Trump avait dit. Lors de la réunion, divers gouvernements ont décrit leurs malheurs politiques intérieurs, comme si nous devions nous sentir désolés pour eux ou n'avions pas nous-mêmes de malheurs politiques intérieurs. Le Premier ministre néerlandais Mark Rutte a fait le point le plus révélateur, soulignant qu'il avait toujours dit que Trump avait raison et qu'il avait instillé un sentiment d'urgence depuis son entrée en fonction. En revanche, comme les Européens le comprennent maintenant, a déclaré Rutte, avec Obama l'objectif de 2%, il avait été entièrement pro forma. Les temps avaient changé. Il avait clairement compris le message. Le commentaire le plus stupide est venu du Premier ministre tchèque, qui a déclaré qu'il faisait

tout son possible pour atteindre 2% d'ici 2024, mais que leur PIB augmentait si vite qu'il n'était pas sûr que les dépenses de défense puissent suivre. En fait, cela disait qu'ils s'enrichissaient trop vite pour se défendre adéquatement. Trump a sauté dessus, affirmant qu'il avait un problème similaire, en fait beaucoup plus important, en raison de la croissance économique américaine. Il a dit que la situation était injuste et insoutenable, et devait être amenée à une conclusion, où les alliés ont pris leurs responsabilités, sinon il y aurait des problèmes. Trump a expliqué que l'histoire de Nord Stream était la plus grande histoire de Washington. Les gens disaient que l'Allemagne s'était rendue à la Russie (et c'est certainement ce qu'il avait dit, en fait). Comment pourrions-nous nous défendre contre les Russes, se demandait Trump, si les alliés ne paieraient pas pour cela? Trump a déclaré qu'il aimait la Hongrie et l'Italie, mais il n'était pas juste pour les États-Unis qu'ils ne paient pas leur part allouée. Les États-Unis protégeaient des pays avec lesquels ils n'étaient pas autorisés à faire du commerce. Il n'avait plus rien à dire, mais il a souligné à nouveau qu'il devait y avoir une conclusion satisfaisante, après quoi les États-Unis seraient un excellent partenaire. Trump a déclaré qu'il ne voulait pas blesser son pays en disant à quel point nous avions été stupides, par exemple en dépensant pour protéger Nord Stream.

Trump négociait en temps réel avec les autres dirigeants, pris au piège dans une pièce sans leurs scripts préparés. C'était quelque chose à voir. Certains dirigeants ont déclaré qu'ils ne pouvaient pas accepter ce que Trump avait demandé sur les dépenses de défense, car cela contredisait le communiqué adopté précédemment, que j'ai communiqué à Stoltenberg serait une véritable erreur. Il a accepté et a aidé à éviter ce problème, mais il était clair que les choses étaient dans une situation désespérée. Trudeau du Canada a demandé: «Eh bien, John, est-ce que celui-ci va exploser aussi?» J'ai répondu: "Il reste beaucoup de temps, qu'est-ce qui pourrait mal tourner?" et nous avons ri tous les deux. J'ai donné à Trump une note sur la réduction des dépenses du Fonds commun américain, qu'il a transmise à Stoltenberg, qui a blanchi en le voyant. Mais au moins, cela était maintenant également sur la table. Avec quelques autres commentaires de la foule, la réunion s'est terminée et nous sommes partis pour préparer la conférence de presse de clôture de Trump, qui était reposante par rapport à Singapour. Trump a donné une tournure positive aux événements de la journée. Le résultat est sans équivoque: les États-Unis s'attendent à ce que leurs alliés de l'OTAN respectent les engagements qu'ils ont pris en matière de dépenses de défense. Comme cela aurait dû être banal, mais combien d'efforts avaient été nécessaires pour arriver à quelque chose d'aussi banal. En effet, ce n'était certainement pas la présidence d'Obama. Trump s'est arrêté à la reprise de la conférence des dirigeants sur l'Afghanistan pour faire quelques remarques préparées, notant également le grand esprit qu'il pensait se développer à l'OTAN. Mais il a fallu ensuite le presser de se diriger vers l'aéroport plus ou moins comme prévu, pour éviter que le trafic bruxellois ne soit encore plus bouché qu'il ne l'était déjà. En partant, Merkel parlait. Trump s'est approché d'elle pour lui dire au revoir et elle s'est levée pour lui serrer la main. Au lieu de cela, il l'a embrassée sur les deux joues, en disant: «J'adore Angela.» La salle a éclaté en applaudissements et nous sommes partis pour une ovation debout. Cette nuit-là, Trump a tweeté: Grand succès aujourd'hui à l'OTAN! Des milliards de dollars supplémentaires payés par les membres depuis mon élection. Grand esprit!

C'était une course folle, mais l'OTAN avait envoyé Trump à la rencontre de Poutine à Helsinki avec une alliance publiquement unie derrière lui, plutôt que d'exacerber notre position déjà incroyablement difficile concernant l'avenir même de l'OTAN elle-même.

Londres

Air Force One s'est envolée pour l'aéroport de Stansted à Londres, où nous avons emmené Marine One à Winfield House, la résidence de notre ambassadeur. Nous nous sommes ensuite rendus en automobile à notre hôtel pour porter des vêtements de cérémonie, avons regagné Winfield House et avons pris un hélicoptère jusqu'au palais de Blenheim, où le Premier ministre May organisait le dîner. Construit pour récompenser John Churchill, duc de Marlborough, pour sa victoire de 1704 sur les armées de Louis XIV dans la guerre de succession d'Espagne, marquant incontestablement la Grande-Bretagne comme l'une des grandes puissances mondiales de l'époque, Blenheim était spectaculaire. On nous a dit que c'était le seul bâtiment britannique de style «palais» n'appartenant pas à la famille royale. Winston Churchill est né là-bas, un descendant direct du premier duc. La cérémonie d'arrivée avec des troupes revêtues de rouge et une fanfare militaire au coucher du soleil a été la plus impressionnante, tout comme l'intérieur de l'immense palais. Sedwill et moi nous sommes assis à la table d'honneur avec les dirigeants et leurs conjoints, l'actuel duc de Marlborough, les britanniques ambassadeurs et américain et leurs conjoints. J'aurais pu rester un moment, mais le mauvais temps se rapprochait. Soit nous sommes rentrés à Londres à 22 h 30, soit on ne savait pas quand nous reviendrions. Il est temps de partir! Ta-ta!

Le lendemain, vendredi 13, a débuté avec des articles de presse sur une interview que Trump a accordée à Bruxelles au journal Sun, ruinant fondamentalement la stratégie du Brexit de mai. Je pensais que la stratégie était en chute libre de toute façon, mais c'était, comme on dit à Londres, un problème pour que cela se produise lorsque les dirigeants se rencontraient, soi-disant pour démontrer la relation spéciale au travail. Le Brexit était un problème existentiel pour le Royaume-Uni, mais il était également d'une importance cruciale pour les États-Unis. L'élan fondamental du Brexit a été la perte accélérée du contrôle citoyen sur les mécanismes bruxellois de l'Union européenne. Les bureaucraties établissent des règles que les parlements nationaux doivent accepter comme contraignantes et la perte de souveraineté démocratique est de plus en plus palpable. Pour les Britanniques, ironiquement, Bruxelles était le nouveau George III: une machine à distance (politiquement sinon physiquement), irresponsable et oppressive qu'une majorité d'électeurs britanniques a rejetée en 2016, annulant ainsi quarante-trois ans d'adhésion à l'UE. Pourtant, la mise en œuvre du vote a été désastreusement mal gérée, menaçant ainsi la stabilité politique en Grande-Bretagne elle-même. Nous aurions dû faire beaucoup plus pour aider les Brexiteers, et j'ai certainement essayé. Malheureusement, à part Trump et moi-même, presque personne dans l'administration ne semblait s'en soucier. Quelle tragédie potentielle.

La délégation américaine s'est rendue en hélicoptère à Sandhurst, l'académie militaire britannique, où le ministère de la Défense a organisé un exercice conjoint pour que les forces spéciales américaines et britanniques abattent un camp terroriste. Trump s'est excusé en saluant May, et elle a repoussé l'incident de presse. L'exercice a été bruyant et impressionnant, attirant clairement l'attention de Trump. Je me suis vexé du fait que quelqu'un au cours des dix-huit derniers mois n'avait pas amené Trump à un exercice américain. S'il avait vu de telles

choses auparavant, nous aurions peut-être pu sauver les jeux de guerre dans la péninsule coréenne. De Sandhurst, nous avons héliporté à Chequers, la retraite du week-end du Premier ministre britannique, pour les principales réunions d'affaires de la visite.
Jeremy Hunt et d'autres ont rejoint May et Sedwill, et nous avons commencé la réunion devant une cheminée dans le salon central à deux étages. Après avoir commencé avec le Yémen, une obsession britannique, May s'est tourné vers la Syrie, en particulier comment gérer la présence de la Russie là-bas, soulignant que Poutine ne valorisait que la force, espérant évidemment que Trump y prêterait attention. J'ai expliqué ce que

Poutine m'avait dit quelques semaines auparavant (voir ci-dessus) pour travailler à faire sortir l'Iran de Syrie, à propos duquel les Britanniques étaient à juste titre sceptiques. J'ai dit: «Je ne garantis pas la crédibilité de Poutine», ce à quoi May a répondu: «Eh bien, nous ne l'attendions surtout pas de vous, John!» au rire général.
Cela a conduit à la mission de la Russie sur les Skripals (un ancien officier du renseignement russe et sa fille) 9, décrit par Sedwill comme une attaque aux armes chimiques contre une puissance nucléaire. Trump a demandé, oh, êtes-vous une puissance nucléaire?, Ce que je savais n'était pas une blague.
J'ai demandé à May pourquoi les Russes l'avaient fait, et Trump a dit qu'il avait posé la même question la veille à Blenheim, pensant que cela pourrait être destiné à être un message. May pensait que l'attaque visait à prouver que la Russie pouvait agir en toute impunité contre les dissidents et les transfuges, pour les intimider et pour les autres. Elle a souligné à Trump qu'à Helsinki, il devrait participer à la réunion en position de force, et Trump a accepté, affirmant que Poutine avait demandé la réunion (l'opposé de la vérité), et lui avait assuré qu'il ne donnerait rien. (J'avais appris plus tôt que le ministère de la Justice rendait publics les actes d'accusation de Mueller contre douze officiers russes du GRU pour ingérence dans les élections, 10 que je pensais préférable d'annoncer avant le sommet, à Poutine.)
Au cours du déjeuner de travail qui a suivi, nous avons discuté des difficultés du Brexit, le point de vue de Trump sur les négociations en Corée du Nord, puis la visite de la Chine et de Trump en novembre 2017. Il a dit avoir été accueilli par cent mille soldats et a déclaré: "Il n'y a jamais rien eu de tel auparavant dans l'histoire du monde." Lors de la conférence de presse de clôture, Trump a fait tout son possible pour réprimer la tempête de feu provoquée par son entretien avec Sun. Trump a qualifié la relation américano-britannique de «niveau le plus élevé de spécial», une nouvelle catégorie.11 Après avoir ramené Marine One à Winfield House, nous avons héliporté au château de Windsor pour voir les atouts rencontrer la reine Elizabeth, ce qui a apporté une autre démonstration d'apparat et beaucoup plus de manteaux rouges et de bandes militaires. Trump et la reine ont examiné la garde d'honneur, et ils (et FLOTUS) se sont rencontrés pendant près d'une heure. Le reste d'entre nous avait des sandwichs au thé et aux doigts avec des membres de la famille royale, ce qui était très élégant mais dur pour certains d'entre nous, des colons mal scolarisés. Ensuite, il était de retour sur Marine One, en direction de Stansted et à bord d'Air Force One pour l'Écosse, pour rester au Trump Turnberry golf resort.

La station, sur le Firth of Clyde, était immense, et beaucoup d'entre nous se sont réunis à l'extérieur pour profiter de la vue, jusqu'à ce que quelqu'un vole en véhicule ultra-léger, plus comme un vélo avec des ailes attachées (un démonstrateur de Greenpeace, comme nous l'avons appris plus tard), est venu colporter en battant une bannière appelant Trump «en dessous du pair». Les services secrets ont poussé Trump à l'intérieur, ainsi que tout le monde sauf Kelly et moi, qui pour une raison quelconque sommes restés à l'extérieur pour regarder cet engin disgracieux se rapprocher de plus en plus. Le Service a finalement décidé que Kelly et moi devions également entrer à l'intérieur. C'était une faille de sécurité, mais heureusement seulement du divertissement.

Nous sommes restés à Turnberry jusqu'à dimanche, Trump a joué au golf et nous avons eu plusieurs appels avec le Premier ministre israélien Netanyahu. Le sujet clé était la récente réunion de Netanyahu avec Poutine, et en particulier ce dont ils avaient discuté à propos de la Syrie. Comme il l'avait laissé entendre lors de sa précédente rencontre avec moi, Poutine a dit à Netanyahu que l'Iran devait quitter la Syrie, disant qu'il partageait notre objectif, mais qu'Assad avait des problèmes qui l'empêchaient de l'obliger à faire pression sur les Iraniens; Assad comptait, bien sûr, sur les forces iraniennes pour progresser à Idlib contre l'opposition syrienne et de nombreux groupes terroristes. Traiter avec Idlib était une chose, mais il n'y avait aucune excuse pour Assad d'importer des systèmes d'armes qui ne pouvaient être utilisés que pour menacer Israël. Poutine a dit qu'il comprenait, mais qu'il ne pouvait faire aucune promesse. Israël croyait à juste titre que les États-Unis étaient également préoccupés par la présence continue de l'Iran en Syrie, ce que Poutine a également déclaré comprendre même s'il n'était pas d'accord. Netanyahu a fait pression sur Poutine pour une «frontière permanente» sur les hauteurs du Golan, un objectif israélien de longue date, avec la Syrie d'un côté et Israël de l'autre, ce qui signifie, pour moi, l'élimination de la force de désengagement de l'ONU et des zones de séparation, et retour à une situation frontalière «normale». Israël a depuis longtemps annexé le plateau du Golan et souhaite que cette réalité soit régularisée, donc la normalisation de la situation frontalière serait une étape importante. Je doutais que Trump soulèverait ce problème particulier avec Poutine, impliquant comme il l'a fait un problème à un niveau de spécificité que Trump n'avait pas rencontré auparavant.

L'Air Force One a quitté l'aéroport de Prestwick en milieu d'après-midi le dimanche 15 juillet pour Helsinki. Trump regardait un match de football de la Coupe du monde à Moscou alors que j'essayais de l'informer des questions de maîtrise des armements dont nous pourrions discuter avec Poutine. J'ai expliqué pourquoi l'accord New START d'Obama, que Trump avait critiqué lors de la campagne de 2016, était un désastre et certainement pas quelque chose que nous devrions prolonger de cinq ans, ce que Moscou voulait faire. J'ai expliqué que les républicains du Sénat avaient voté contre le traité en 2010 par une marge de 26 à 13, ce qui, je l'espérais, convaincrait Trump. Nous avons également parlé du traité INF (et pourquoi je voulais le quitter) et de notre programme national de défense antimissile (dont j'ai dit que nous ne devrions pas négocier avec les Russes), mais je ne suis pas allé bien loin. Pendant que nous parlions, alors que Trump regardait la Coupe du monde, il a dit de Mattis: "C'est un démocrate libéral, vous le savez, n'est-ce pas?" Trump a demandé si je connaissais Mark Milley, alors chef d'état-major de l'armée, ce qui était intéressant parce que Milley était un «candidat» à la présidence des Joint Chiefs lorsque le mandat de Dunford a expiré en septembre 2019. Il était largement admis au Pentagone que Mattis était déterminé pour bloquer Milley. J'ai dit à Trump qu'il devrait

obtenir au moins trois noms du ministère de la Défense pour tous les postes de commandement et d'état-major militaires importants. La pratique à mon arrivée était que Mattis envoie un nom pour chaque poste, ce qui, à mon avis, reflétait une baisse significative du contrôle civil sur l'armée, un problème que j'ai poursuivi tout au long de mon mandat en tant que conseiller à la sécurité nationale avec un succès mitigé.

Trump et moi avons également discuté de la façon de traiter la question de l'ingérence électorale avec Poutine, surtout maintenant que les actes d'accusation de Mueller contre les agents du GRU étaient publics. Comme nous n'avions pas de traité d'extradition avec la Russie et que la «constitution» russe interdisait de toute façon les extraditions, les chances que ces accusés soient remis étaient infinitésimales. En conséquence, j'ai déconseillé d'exiger que les Russes le fassent, comme le suggéraient de nombreux démocrates et républicains. Demander quelque chose que nous savions ne pas pouvoir nous faire paraître impuissant. Au lieu de cela, j'ai suggéré à Trump de dire: «J'adorerais qu'ils viennent aux États-Unis pour prouver leur innocence», ce qu'il semblait aimer. "Vous devriez obtenir du crédit pour cela", a déclaré Trump. Il voulait dire que si le piratage russe en 2016 était si grave, Obama aurait dû en faire plus, ce qui était tout à fait vrai.

J'ai remis à Trump un document que j'avais demandé au bureau du conseil de la Maison Blanche de rédiger, exposant nos objections à l'ingérence électorale russe. Trump y a apporté plusieurs modifications, reflétant son malaise général à l'égard du sujet. C'est précisément pour faire face à ce malaise que j'ai demandé le papier. Trump pourrait faire valoir notre opposition intense à l'ingérence électorale en remettant le papier à Poutine, évitant ainsi la nécessité d'une longue conversation. Finalement, Trump a décidé de ne pas utiliser le document. Il voulait que je soulève l'ingérence électorale, ce que j'ai dit que je ferais dans le déjeuner de travail prévu, mais évidemment je ne serais pas dans le tête-à-tête avec Poutine qu'il voulait tant.

Helsinki

Nous avons atterri à Helsinki et avons roulé jusqu'à l'hôtel Kalastajatorppa (allez-y, essayez de le prononcer). Lundi matin, j'ai traversé le tunnel jusqu'à la maison d'hôtes de l'hôtel pour informer Trump pour son petit-déjeuner avec le président finlandais Sauli Niinisto. J'avais traversé ce tunnel pour la première fois en septembre 1990 avec Jim Baker, pour aider à préparer George HW Bush pour ses rencontres avec Mikhail Gorbachev, après l'invasion du Koweït par Saddam Hussein en août. Au cours de la journée, la télévision finlandaise a diffusé à l'infini des images du sommet Bush-Gorbatchev, probablement la dernière fois que des dirigeants américains et soviétiques / russes se sont rencontrés à Helsinki. J'étais l'une des rares personnes de l'entourage de Trump à se souvenir même de ce sommet, et encore moins à y avoir assisté. Lors de notre brève réunion préparatoire, Trump s'est principalement plaint de Jeff Sessions pour sa dernière transgression, affirmant qu'il avait «perdu la raison». La discussion de fond que nous avons eue a porté sur l'ingérence électorale russe. Trump est resté, comme il l'avait été depuis le début, ne voulant ou ne pouvant admettre aucune ingérence russe parce qu'il pensait que cela porterait atteinte à la légitimité de son élection et au récit de la chasse aux sorcières contre lui.

Nous sommes partis à neuf heures et demie du matin au complexe de Mantyniemi, où se trouve le président finlandais, pour le petit déjeuner. Bien que nous ayons couvert un certain nombre de sujets, Niinisto voulait faire trois remarques sur la Russie, la première étant de savoir

comment traiter avec Poutine. Niinisto a rappelé à Trump que Poutine était un combattant, et Trump devrait donc riposter s'il était attaqué. Deuxièmement, Niinisto a souligné l'importance de respecter Poutine et que si la confiance était établie, il pourrait être plus discret. Enfin, comme pour se préparer à un match de boxe, Niinisto a averti Trump de ne jamais fournir une ouverture ni même donner un pouce. Il a terminé son discours d'encouragement par un dicton finlandais: "Les Cosaques prennent tout ce qui est lâche." Niinisto a déclaré que la Finlande avait une armée de 280 000 hommes, si tout le monde était appelé12, pour bien faire comprendre que le prix serait élevé s'ils étaient envahis. Trump a demandé si la Finlande voulait rejoindre l'OTAN, et Niinisto a donné la réponse finlandaise compliquée, ne disant pas oui ou non, mais laissant la porte ouverte. Niinisto est revenu à son discours d'encouragement, affirmant que Poutine n'était pas stupide et n'attaquerait pas les pays de l'OTAN. Bien que Poutine ait commis une erreur en provoquant un conflit dans le Donbass ukrainien, il ne pensait pas que Poutine rendrait la Crimée. Trump a blâmé Obama et a promis de ne pas accepter un tel comportement, à mon immense soulagement, soulignant que Poutine n'aurait pas agi ainsi s'il avait été président à l'époque.

De retour au Kalastajatorppa, nous avons appris que l'avion de Poutine partait tard de Moscou, suivant son schéma de faire attendre ses invités. J'espérais que Trump serait suffisamment irrité par cela qu'il serait plus dur avec Poutine qu'autrement. Nous avons envisagé d'annuler la réunion si Poutine était suffisamment en retard, et nous avons décidé qu'en tout état de cause, nous ferions attendre Poutine pendant un certain temps au palais présidentiel finlandais (où le sommet devait se tenir, comme en 1990) une fois qu'il serait arrivé. .

Nous avons transpiré lors d'une réunion en tête-à-tête d'une durée étonnamment longue d'un peu moins de deux heures. Trump a émergé vers quatre heures quinze et a informé Kelly, Pompeo, Huntsman et moi. La plupart de la conversation a porté sur la Syrie, avec un accent particulier sur l'aide humanitaire et la reconstruction (que la Russie voulait que nous et l'Occident en général financions), et sur la sortie de l'Iran. Trump a déclaré que Poutine avait passé beaucoup de temps à parler et qu'il avait écouté, ce qui était un changement. En fait, l'interprète américain a déclaré à Fiona Hill et Joe Wang plus tard que Poutine avait parlé pendant 90% du temps (hors traduction); Elle a également déclaré que Trump lui avait dit de ne prendre aucune note, de sorte qu'elle ne pouvait que nous faire un compte rendu de sa mémoire sans aide. Il était clair, a déclaré Trump, que Poutine «veut sortir» de la Syrie et qu'il aimait Netanyahu. Trump a également déclaré que Poutine ne semblait pas se soucier beaucoup d'une manière ou d'une autre de notre départ de l'accord nucléaire iranien, bien qu'il ait déclaré que la Russie resterait. Sur les questions commerciales avec la Chine, Poutine a commenté la position difficile des États-Unis, et Trump avait répondu qu'il n'avait pas le choix. Poutine voulait que les États-Unis fassent plus d'affaires en Russie, notant que l'UE en faisait vingt fois plus que l'Amérique. L'essentiel était qu'il n'y avait pas d'accord sur quoi que ce soit, pas de concessions, pas de réel changement dans la politique étrangère de fond. Je fus ravi. Et soulagé. Pas de succès, mais cela ne m'a pas dérangé du tout, car j'avais longtemps vu tout ce sommet comme un exercice massif de contrôle des dégâts.

Ensuite, nous sommes arrivés à une ingérence électorale, que Trump a dit avoir soulevée en premier. Malheureusement, Poutine était prêt à lancer une courbe, offrant d'essayer en Russie les agents du GRU qui viennent d'être inculpés (à quel point réfléchi), en vertu d'un traité non spécifié, disant en outre qu'il laisserait les enquêteurs de Mueller entrer pour faire leur travail,

tant qu'il y aurait réciprocité avec en ce qui concerne Bill Browder, un homme d'affaires dont l'avocat en Russie, Sergei Magnitsky, a été arrêté et tué par le régime Poutine. Le grand-père de Browder, Earl Browder, était secrétaire général du Parti communiste américain depuis de nombreuses années dans les années 30 et 40, épousant un citoyen soviétique. Le petit-fils capitaliste, désormais citoyen britannique, avait bien réussi financièrement en Russie, mais le meurtre de Magnitski et les mesures prises contre ses investissements l'ont poussé à lancer une campagne internationale contre Moscou. Il a persuadé le Congrès d'adopter une loi permettant aux États-Unis de sanctionner les violateurs russes des droits de l'homme; plusieurs autres pays ont emboîté le pas. Selon Poutine, Browder avait donné à la campagne, à la fondation et à d'autres parties de l'empire galactique de Clinton quelque 400 millions de dollars qu'il avait essentiellement volés à la Russie, ce qui a attiré l'attention de Trump. C'était de l'air chaud, mais Trump était très excité à ce sujet. J'ai essayé de dégonfler son enthousiasme, du moins jusqu'à ce que je puisse en savoir plus sur le traité que Poutine avait soulevé. Cela semblait être un piège s'il y en avait un. Nous nous sommes ensuite dirigés vers le déjeuner de travail, maintenant plus comme un dîner tôt.

Trump a demandé à Poutine de décrire le face-à-face, et Poutine a déclaré que Trump avait d'abord soulevé la question de l'ingérence électorale, puis a déclaré qu'il espérait que nous pourrions fournir une explication commune de la question (quoi que cela signifie). Poutine a déclaré que nous ne devrions tous promettre plus de cyberattaques. Bien sûr, ça marchera. Il a suivi avec ce qu'ils avaient dit sur l'Ukraine, la Syrie, l'Iran et la Corée du Nord, avec quelques commentaires de Trump, et tout cela semblait sans histoire, tout comme Trump l'avait décrit plus tôt. Ils ont également abordé la maîtrise des armements, mais seulement superficiellement. J'ai décidé de laisser ce dernier problème mentir, inquiet que cela ne fasse que risquer de le rouvrir. Trump a demandé si quelqu'un avait des questions, j'ai donc demandé à Poutine de développer la question de la frontière entre la Syrie et Israël de 1974, pour voir si nous pouvions en savoir plus sur ce qu'il avait dit à Netanyahu. Poutine a précisé qu'il ne parlait que d'un renforcement de l'application des lignes de désengagement, et non de véritables «frontières». J'ai également posé des questions sur l'aide humanitaire et la reconstruction de la Syrie, car j'étais sûr que plus Poutine en disait sur la quantité d'aide nécessaire, moins Trump serait intéressé. Ce qu'ils voulaient vraiment tous deux discuter, c'était l'augmentation du commerce et des investissements américains en Russie, une conversation qui a duré étonnamment longtemps étant donné qu'il y avait si peu à dire, avec si peu d'entreprises américaines vraiment désireuses de plonger dans le marécage politique et économique russe.

Après le déjeuner, nous sommes allés à la conférence de presse Trump-Poutine, qui a commencé vers 18 heures13. Comme Kelly m'a observé à un moment donné, il y avait maintenant deux assistants militaires dans la salle, chacun portant le football nucléaire de son pays. Poutine a lu une déclaration préparée, écrite bien avant la réunion, mais il a déclaré publiquement que Trump avait d'abord soulevé la question de l'ingérence électorale, répondant: «l'État russe n'a jamais interféré et ne va pas interférer dans les affaires intérieures américaines, y compris l'élection », comme il l'avait fait lors de ma précédente rencontre avec lui. Fiona Hill, une russophone, a noté ce choix de mots, car évidemment si l'ingérence avait été faite par une "organisation non gouvernementale" ou une "société" (pas qu'il y ait beaucoup de versions vraiment indépendantes de l'une ou l'autre en Russie), on pourrait dire avec un visage modestement droit que ce n'était pas «l'Etat russe» qui avait agi. Nous aurions dû faire

davantage pour souligner ce point, mais, encore une fois, cela aurait nécessité de convenir explicitement qu'il y avait ingérence en premier lieu. Trump a lu sa déclaration anodine et les questions à la presse ont commencé. Poutine a mentionné à un moment donné que Trump avait soutenu la position bien connue des États-Unis selon laquelle l'annexion de la Crimée était illégale, mais cela s'est perdu dans le remaniement.

Je pensais que nous pourrions être d'accord, pendant un certain temps. Un journaliste américain a demandé à Poutine pourquoi les Américains devraient croire ses dénis d'ingérence dans nos élections de 2016, et Poutine a répondu: «D'où vous vient cette idée que le président Trump me fait confiance ou que je lui fais confiance? Il défend les intérêts des États-Unis d'Amérique, et je défends les intérêts de la Fédération de Russie… Pouvez-vous citer un seul fait qui prouverait définitivement la collusion? C'est un non-sens absolu. " Puis, après avoir montré plus de connaissances sur les récentes inculpations de Mueller qu'il n'aurait pu être prudent, Poutine a évoqué le Traité d'entraide judiciaire de 1999. Poutine l'a mal nommé (ou il a été mal traduit) lors de la conférence de presse, bien que nous ayons conclu à ce moment-là que cela devait être ce qu'il avait soulevé lors de son face à face avec Trump. Poutine a déclaré que Mueller pourrait profiter du traité, et que la Russie devrait également pouvoir en profiter pour poursuivre Bill Browder pour ses crimes présumés, comme il l'avait lié à Trump lors de leur rencontre. La description de Poutine de ce qui pourrait être possible en vertu du traité était loin de ce qu'il fournissait réellement, mais au moment où nous l'avons expliqué à la presse, Poutine avait marqué son point de propagande.

Cependant, Poutine a également déclaré qu'il souhaitait que Trump remporte les élections de 2016 "parce qu'il a parlé de ramener la relation américano-russe à la normale", un écart important par rapport à la ligne publique standard que les pays n'interfèrent pas dans la politique intérieure des autres. et travaillerait avec la personne élue. Cela a pâli à son tour avant la réponse de Trump vers la fin de la conférence de presse, lorsque Trump a déclaré: «Mon peuple est venu vers moi - Dan Coats est venu vers moi et quelques autres - ils ont dit qu'ils pensaient que c'était la Russie. J'ai le président Poutine; il vient de dire que ce n'est pas la Russie. Je dirai ceci: je ne vois aucune raison pour laquelle ce serait le cas, mais je veux vraiment voir le serveur. Mais j'ai — j'ai confiance dans les deux parties… J'ai donc une grande confiance dans mes services de renseignement, mais je vais vous dire que le président Poutine a été extrêmement fort et puissant dans son déni aujourd'hui. ” Kelly et moi, assis l'un à côté de l'autre dans le public, étions presque figés à nos sièges par la réponse de Trump. Il était évident que des mesures correctives importantes seraient nécessaires en raison de cette blessure auto-infligée, mais ce que cela serait exactement n'était pas évident. La couverture médiatique immédiate a été catastrophique.

Une fois les entretiens individuels de Trump terminés, nous avons couru à l'aéroport pour embarquer sur Air Force One, qui a décollé à 20 heures, heure locale. Dan Coats avait essayé de me joindre, et je l'ai appelé immédiatement après notre envol. Il était pour le moins bouleversé. "Des ondes de choc traversent Washington", a-t-il dit, et la communauté du renseignement voulait une déclaration de sa part pour éviter que la communauté ne soit totalement sapée. Coats avait préparé quelque chose qui, à son avis, était nécessaire pour défendre la communauté, et je lui ai demandé de ne pas le diffuser pendant quelques minutes jusqu'à ce que je puisse parler à Kelly. Je n'ai détecté aucun indice qu'il envisageait de démissionner, mais son sentiment d'urgence était palpable. J'ai raccroché et j'ai trouvé Kelly,

qui pensait qu'une déclaration pourrait être utile si Coats parlait des efforts anti-ingérence de l'administration Trump, qui étaient bien plus importants que ce qu'Obama avait fait. Coats n'a pas voulu apporter de modifications à la déclaration, qu'il m'a lue par téléphone. Je ne pensais pas, ceteris paribus, que c'était si mauvais ou inattendu. Je ne voyais toujours aucune indication que Coats pourrait démissionner, alors je lui ai dit d'aller de l'avant et de publier la déclaration.

Les commentaires de Coats, publiés quelques instants plus tard, ont ajouté de l'huile sur le feu mais étaient mineurs par rapport à ce que la presse faisait déjà. Nous avons travaillé dur pour faire des recherches sur le MLAT, confirmant le point de vue initial selon lequel Poutine avait totalement déformé le traité, à la fois comment il s'appliquait à Bill Browder et ce que l'équipe de Mueller pourrait obtenir. C'était de la pure propagande, à la soviétique. Nick Ayers a appelé pour dire que Pence voulait souligner que Trump avait dit à deux reprises qu'il avait confiance dans la communauté du renseignement américain, ce qui, selon moi, était une bonne idée. J'ai dit à Trump ce que Pence allait faire, ce qu'il a soutenu, et en fait, il a publié son propre tweet dans le même sens. Néanmoins, le maelström de la presse s'est poursuivi sans relâche. Après un peu plus de réflexion, j'ai noté les quatre points que je pensais que Trump devait faire: «(1) J'ai toujours soutenu le CI; (2) il n'y a jamais eu de «collusion avec la Russie»; (3) l'ingérence russe (ou tout autre étranger) est inacceptable; et (4) cela ne se produira pas en 2018. » J'ai tapé ceci et l'ai remis à Kelly, Sanders, Sarah Tinsley (directrice principale des communications NSC), Miller, Bill Shine (ancienFox News cadre supérieur de), Dan Scavino (le gourou des médias sociaux de Trump) et d'autres, puis (vers minuit) Heure finlandaise) a fait une sieste. Nous avons atterri à Andrews à 21 h 15, heure de Washington, et je suis rentré chez moi.

Le lendemain, toute l'équipe de communication senior de la Maison Blanche a discuté avec Trump dans l'Ovale. Toujours surpris par la réaction négative, il avait revu la transcription de la conférence de presse et décidé qu'il avait mal parlé. Dans la ligne où il a dit: «Je ne vois aucune raison pour laquelle ce serait», ce qui signifie: «Je ne vois aucune raison pour laquelle ce serait la Russie», avait-il voulu dire «ne serait pas [la Russie], »Inversant ainsi le sens de la phrase. Trump était réputé pour ne jamais s'éloigner de quelque chose qu'il a dit, en fait, creuser généralement lorsqu'il était mis au défi, donc c'était un revirement surprenant. Bien sûr, ce changement à lui seul n'a pas éliminé le problème de ses autres déclarations acceptant l'équivalence morale entre le point de vue de Poutine et celui de notre propre communauté du renseignement. Mais pour les gens du bureau de presse, Trump a fait toute sorte de déclaration corrective était un progrès. Stephen Miller a rédigé des remarques préparées, que Trump a prononcées en début d'après-midi.

Ce n'était guère la façon de nouer des relations avec la Russie, et Poutine devait rire à voix haute de ce avec quoi il s'était enfui à Helsinki. Condi Rice a appelé pour me dire qu'elle n'allait pas faire de commentaire public sur Helsinki, mais elle a dit: «Vous savez, John, que Poutine ne connaît que deux façons de traiter les gens, de les humilier ou de les dominer, et vous pouvez» t le laisser s'en tirer. " J'ai été d'accord. Beaucoup de gens appelaient divers hauts fonctionnaires à démissionner, notamment Kelly, Pompeo, Coats et moi-même. J'étais en poste depuis un peu plus de trois mois seulement. Les choses ont évolué rapidement dans l'administration Trump!

CHAPITRE 6

LA RUSSIE ENTRAÎNANTE

Défenestrater le traité INF

Depuis mes jours au sein de l'administration de George W. Bush, j'avais voulu soustraire les États-Unis au traité INF (forces nucléaires à portée intermédiaire). Cela peut sembler un défi de taille, mais j'y étais déjà allé. Je savais quoi faire, après avoir aidé Bush 43 à sortir l'Amérique du dangereux traité ABM de 1972, qui empêchait les États-Unis de mettre en place une défense nationale efficace contre les missiles. Il n'y avait pas de courbe d'apprentissage. Et comme l'un des rares résultats concrets d'Helsinki devait être une coopération accrue entre les conseils de sécurité nationale américain et russe, les outils étaient à portée de main. J'ai proposé à Nikolai Patrushev que nous nous réunissions à Genève, et il a accepté le 23 août. La Russie avait violé le traité INF pendant des années, tandis que l'Amérique était restée en conformité et l'avait regardé se produire. À l'exception des missiles et des lanceurs d'une portée comprise entre 500 et 5 500 kilomètres (310 à 3 420 miles), l'accord Reagan-Gorbatchev entre les États-Unis et l'URSS visait à empêcher une guerre nucléaire en Europe. Au fil du temps, cependant, l'objectif fondamental de l'INF a été vicié par les violations persistantes de la Russie, les réalités stratégiques mondiales modifiées et les progrès technologiques. Avant même que Trump n'entre en fonction, la Russie avait commencé le déploiement effectif de missiles violant les interdictions de l'INF dans l'enclave de Kaliningrad sur la mer Baltique, jetant les bases d'une menace substantielle pour les membres européens de l'OTAN. De plus, et avec des conséquences à plus long terme encore plus importantes, le traité ne liait aucun autre pays (à l'exception, en théorie, des autres États successeurs de l'URSS), y compris bon nombre des plus grandes menaces pesant sur les États-Unis et leurs alliés. La Chine, par exemple, possédait la plus grande partie de ses grandes capacités de missiles en croissance, déjà déployées, dans la zone interdite par les INF, mettant en danger des alliés américains comme le Japon et la Corée du Sud, ainsi que l'Inde et la Russie elle-même, une belle ironie. La force de missiles balistiques à portée intermédiaire de l'Iran menaçait l'Europe et était sur le point de s'étendre, tout comme celles de la Corée du Nord, du Pakistan, de l'Inde et d'autres puissances nucléaires potentielles. Enfin, le traité INF était dépassé sur le plan technologique. Bien qu'il interdise les missiles lancés au sol dans les limites de ses portées interdites, il n'interdit pas les missiles lancés par mer et par air des eaux voisines ou de l'espace aérien qui pourraient toucher les mêmes cibles que les missiles lancés au sol.

L'essentiel, c'est que le traité INF ne lie que deux pays, et l'un d'eux triche. Un seul pays au monde a été effectivement empêché de développer des missiles à portée intermédiaire: les États-Unis. Cela n'avait aucun sens aujourd'hui, même s'il l'a été lors de son adoption au milieu des années 80. Les temps changent, comme les libéraux aiment à le dire.

Patrushev et moi nous sommes rencontrés à la mission américaine auprès des Nations Unies à Genève. Auparavant, le personnel du NSC avait largement consulté le gouvernement américain sur l'ordre du jour, et Pompeo et moi avions discuté plusieurs fois des questions de maîtrise des

armements; il était d'accord avec mon approche de Patrushev. Dans le style typique de la guerre froide, Patrushev et moi avons commencé par la maîtrise des armements et la non-prolifération, en particulier l'Iran et la Corée du Nord. Les Russes ont suivi l'approche de Poutine lors de notre réunion à Moscou, en se concentrant sur la «stabilité stratégique», leur expression fondamentale pour attaquer notre retrait du Traité ABM. Ils ont affirmé, ce qu'ils n'avaient pas fait en 2001 lorsque nous nous sommes retirés, que la défense antimissile était intrinsèquement déstabilisante stratégiquement, et ils voulaient clairement des négociations plus détaillées entre les deux conseils de sécurité sur cette proposition. Je les ai rapidement désabusés de cette notion, puis j'ai expliqué à nouveau que nous nous étions retirés du Traité ABM pour faire face, au moins au début, aux menaces pesant sur la patrie des pays émergents dotés d'armes nucléaires et aux lancements accidentels de la Russie et de la Chine. Patrushev a déclaré que nos niveaux de confiance respectifs détermineraient le succès que nous obtiendrions, pointant vers le Traité INF, où il a affirmé qu'il y avait des allégations «contradictoires» de «conformité». C'était de la pure propagande. La Russie avait violé le traité INF pendant plus d'une décennie, un point soulevé à plusieurs reprises pendant l'administration Obama, en vain. Comme pour tous les traités américains, les départements de la défense et des États étaient remplis d'avocats; nous ne pouvions pas violer un traité si nous le voulions.

Comme d'habitude, les Russes avaient une longue liste de violations présumées des États-Unis à discuter dans les moindres détails; nous avions une liste encore plus longue derusses réelles sur violationslesquelles je ne voulais absolument pas perdre de temps. Nous avons envisagé la possibilité théorique d '«universaliser» le FNI en faisant venir la Chine, l'Iran et d'autres, mais c'était un fantasme qu'ils détruiraient volontairement de grandes quantités de leurs arsenaux de missiles existants, ce qui serait nécessaire pour se conformer aux termes du traité. Au lieu de cela, je voulais préciser que le retrait américain du FNI était une possibilité réelle, même s'il n'y avait pas de position officielle américaine, ce qui devait les étonner.

J'ai également dit qu'il était peu probable que nous puissions accepter une prolongation de cinq ans du nouveau START d'Obama 1, pour lequel Moscou et la plupart des libéraux américains priaient. Il y avait de nombreuses raisons de ne pas succomber à une extension instinctive, y compris la nécessité d'impliquer la Chine dans les négociations sur les armes stratégiques pour la première fois, un point de vue que je pouvais voir a pris les Russes par surprise. Nous devions également couvrir les armes nucléaires tactiques (ce que New START n'a pas fait) et les nouvelles technologies poursuivies de manière agressive par la Russie et la Chine (telles que les véhicules à glissement hypersonique) qui n'en étaient qu'aux premiers stades de la conception lorsque New START a été adopté en 2010, comme J'ai expliqué longuement. Enfin, nous devions envisager de revenir au modèle conceptuellement beaucoup plus simple du Traité de Moscou de 2002 (négocié par le vôtre vraiment). Il y avait beaucoup plus à couvrir, mais c'était un bon début. Après Genève, je me suis rendu à Kiev pour participer aux cérémonies du jour de l'indépendance de l'Ukraine et pour m'entretenir avec le président Petro Poroshenko, son Premier ministre et d'autres responsables. Je les ai informés des discussions de l'INF, qui ont directement affecté leur planification de défense. Qui savait qu'un peu plus d'un an plus tard, l'Ukraine occuperait une place si centrale dans la politique américaine?

De retour à Washington, j'ai passé les mois suivants à préparer l'étape dramatique du retrait du FNI. Pour éviter les fuites qui pourraient agiter la presse et l'establishment de la politique étrangère, j'ai pensé que nous devrions poursuivre une approche discrète, discrète mais

accélérée, plutôt que des réunions sans fin entre les membres du personnel qui avaient vécu avec le traité INF toute leur carrière gouvernementale et ne pouvaient pas " t supporter de le voir mourir. Trump, à mon avis, était à bord, bien que je ne sois pas certain qu'il comprenait que le traité INF ne réglementait pas les armes nucléaires en tant que telles, mais seulement leurs véhicules de livraison. Je voulais lancer le retrait américain du traité (ce qui serait un signal important pour la Chine, entre autres), voire un retrait mutuel, avant ma prochaine rencontre avec Patrushev, à Moscou, fin octobre. L'expérience m'a appris que sans délais contraignants, les bureaucraties pouvaient résister au changement avec une ténacité et un succès incroyables.

Nous devions également préparer nos alliés de l'OTAN à la disparition du FNI. Trop de dirigeants politiques européens pensaient qu'ils avaient vécu au-delà de «la fin de l'histoire» et que rien d'extérieur ne devrait être autorisé à troubler leur continent content. C'était une bonne idée: dites-le à la Russie et à la Chine, sans parler de tous les bons amis de l'Europe en Iran. Un exemple des conversations que nous devions avoir eues le 3 octobre avec la ministre allemande des Affaires étrangères Heiko Maas. Maas, un social-démocrate, faisait partie de la coalition de Merkel, et sans doute un partisan de l'INF. Je n'ai pas dit où en était notre réflexion, mais j'ai souligné que l'Europe était déjà sous une menace croissante alors que la Russie procédait sans contestation. J'ai également expliqué pourquoi nous ne discuterions pas de la «stabilité stratégique» avec Moscou, ce qui signifie ce que la Russie n'aimait pas du programme national américain de défense antimissile, que nous n'avions aucune intention de négocier, encore moins de modifier ou d'abandonner.
La meilleure nouvelle est venue lorsque Mattis et moi avons pris le petit déjeuner dans la salle Ward quelques jours plus tard (Pompeo étant absent), à la suite d'une réunion des ministres de la Défense de l'OTAN qui vient de s'achever. Il avait expliqué longuement à ses homologues que la Russie avait violé de manière substantielle l'INF, et il pensait qu'ils comprenaient parfaitement. Mattis a recommandé à Pompeo de répéter ces arguments la première semaine de décembre lors de la réunion des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN, accordant à la Russie, disons, quatre-vingt-dix jours pour revenir au respect du traité, sinon les États-Unis se retireraient. Je pensais que nous devrions sauter la pause de quatre-vingt-dix jours, car il n'y avait aucun moyen que la Russie revienne à la conformité. En outre, le traité lui-même prévoyait, après notification du retrait, un délai de carence de six mois avant l'entrée en vigueur du retrait. Il s'agissait d'une disposition standard dans les accords internationaux, essentiellement la même que la clause du traité ABM que nous avons invoquée en 2001. Avec cette période d'attente intégrée, il n'y avait aucune raison de donner à Moscou plus de temps pour semer davantage de confusion et d'incertitude parmi les Européens; J'ai demandé instamment que nous donnions un préavis et que nous démarrions le chronomètre de 180 jours. Lors d'un de nos petits déjeuners hebdomadaires, le 11 octobre, Mattis, Pompeo et moi avons confirmé que nous étions toujours tous en faveur du retrait. Mattis, cependant, était opposé au retrait mutuel, craignant que cela implique une «équivalence morale». Aucun de nous ne pensait qu'il y avait une équivalence morale, et malgré le point de Mattis, le retrait mutuel donnerait à Trump quelque chose qu'il pourrait annoncer comme un «succès» avec la Russie,

réduisant ainsi peut-être la pression pour faire de vraies concessions dans d'autres domaines. J'ai appelé le secrétaire général de l'OTAN Stoltenberg cet après-midi et lui ai expliqué où nous allions. Il a souligné que nous ne devrions pas donner à la Russie le plaisir de nous séparer, en particulier de l'Allemagne. J'étais d'accord, mais j'ai expliqué à Stoltenberg et à tous ceux qui écouteraient que le retrait américain du FNI ne menaçait pas l'Europe. Ce qui menaçait, ce sont les violations russes du traité et la capacité dont elles disposent désormais de frapper la majeure partie de l'Europe avec des missiles non conformes INF. Stoltenberg a demandé ce que nous entendions par «violation substantielle» et si nous avions totalement abandonné le retour de la Russie à la conformité. Quant à la «violation matérielle», je pensais que la présentation de Mattis à la réunion des ministres de la Défense avait prouvé la «matérialité» selon la définition de quiconque. Quant à la Russie, est-ce que quelqu'un croyait sérieusement qu'il jetterait les actifs existants qui violaient le traité, d'autant plus que la menace croissante des missiles de la Chine le long de ses frontières asiatiques conduisait probablement Moscou autant ou plus que ce qu'elle cherchait à réaliser en Europe? Stoltenberg était optimiste que nous pourrions jouer nos cartes correctement sur cette question.

Le 17 octobre, avant ma rencontre avec Patrushev à Moscou la semaine suivante, j'ai informé Trump de l'état des choses, y compris tout le travail interinstitutions que nous avions fait, notre diplomatie préliminaire avec les alliés de l'OTAN et d'autres, et notre calendrier probable de retrait, lancé. le 4 décembre par Pompeo donnant à la Russie un avis de reprendre la conformité ou autre. Trump a répondu: «Pourquoi devons-nous attendre si longtemps? Pourquoi ne pouvons-nous pas simplement sortir? " J'ai dit que j'étais certainement prêt. J'ai expliqué qu'une fois que nous aurions annoncé notre intention de nous retirer, les Russes feraient probablement de même, nous accusant de violer le traité, ce qui était faux mais qui pourrait nous impliquer dans une série de déclarations récriminelles entre Moscou et Washington. Au lieu de cela, j'ai suggéré, pourquoi n'ai-je pas demandé à Patrushev que les deux pays se retirent mutuellement; cette approche pourrait nous épargner beaucoup de chagrin et nous permettre d'annoncer un accord avec la Russie sur quelque chose d'important. Trump, cependant, a déclaré: «Je ne veux pas faire ça. Je veux juste sortir. " J'avais pensé que le retrait mutuel serait une voie plus attrayante pour Trump, mais sinon, qu'il en soit ainsi. Pour moi, je n'aurais pas pu me soucier moins de ce que Moscou a fait.

J'ai quitté samedi la Joint Base Andrews, volant sans incident pendant vingt minutes jusqu'à ce que nous voyions qu'en répondant à une question d'un journaliste lors d'un rassemblement électoral à Elko, au Nevada, Trump avait dit que nous quittions le traité INF. Ma première pensée a été: «Eh bien, ça règle ça.» Ce n'était pas le moment sur lequel Mattis, Pompeo et moi étions d'accord, mais apparemment Trump avait décidé que «maintenant» était mieux (sous réserve, bien sûr, de lade 180 jours du traité période d'attente). J'ai immédiatement appelé Sanders à Washington, qui n'avait pas entendu la remarque de Trump, et j'ai suggéré que nous rédigions rapidement une déclaration pour incarner son commentaire, avec laquelle elle était d'accord. J'ai ensuite appelé Pompeo, qui a dit que c'était "horrible", Trump pourrait faire une annonce aussi importante que le retrait de l'INF juste en réponse à une question d'un journaliste, une rare occasion pour Pompeo de critiquer explicitement quelque chose que Trump a fait. Je n'étais pas d'accord, car tout ce qu'il avait vraiment fait était d'accélérer notre calendrier, ce qui me convenait parfaitement. Tant que la décision était publique, nous pourrions aussi bien donner un avis formel de retrait pour commencer le chronométrage de six

mois. J'ai dit que nous devrions également annoncer la suspension immédiate de nos obligations conventionnelles, nous permettant ainsi d'entamer la course pour rattraper la Russie, la Chine et d'autres pays capables d'INF. J'avais le personnel du NSC dans l'avion avec moi, j'ai commencé à appeler leurs collègues de l'État et de la Défense pour qu'ils s'occupent de rédiger et d'effacer une déclaration. Malheureusement, la déclaration n'a jamais été publiée, pour des raisons que je ne comprends pas encore, mais presque certainement parce que Mattis et peut-être Pompeo ne voulaient pas donner suite à ce que Trump avait déjà déclaré publiquement.

Après avoir fait le plein à Shannon, en Irlande, nous nous sommes dirigés vers Moscou et j'ai appelé Stoltenberg dimanche matin heure d'Europe. Il avait alors entendu parler de la déclaration de Trump. J'ai expliqué ce qui s'était passé et que maintenant nous allions simplement accélérer nos consultations avec les alliés et les autres, car nous ne pouvions évidemment pas revenir en arrière sur ce que Trump avait dit ouvertement. Stoltenberg craignait que, pour l'instant, une résolution de l'OTAN sur le retrait ne soit pas unanime, et il voulait du temps pour le faire. C'était bien, car aucun de nous n'avait envisagé une résolution de l'OTAN si tôt de toute façon. Stoltenberg n'était pas aussi paniqué que certains Européens, mais il était visiblement nerveux. J'ai dit que je ferais rapport après mes rencontres avec les Russes.

Quand j'ai atterri à Moscou, l'ambassadeur Jon Huntsman m'a rencontré et m'a dit que les Russes étaient agités, jouant sur les craintes des Européens que nous les abandonnions, les laissant sans défense. Cette ligne avait également balayé l'Europe lors du retrait du Traité ABM. Ce n'était pas vrai à l'époque et ce n'était pas le cas maintenant. Quelqu'un aurait dû dire: «Stable dans les rangs, Européens». En tout cas, je ne savais toujours pas pourquoi Trump avait fait ses commentaires au Nevada ou pourquoi la déclaration les développant n'avait pas été publiée. Inexplicablement, Ricardel a reçu le mot d'une réunion dimanche à 16 heures avec Trump à la résidence, demandée par Mattis. J'ai appelé Pompeo, qui ne comprenait pas pourquoi la réunion était urgente, même après avoir parlé à Mattis samedi. Pompeo pensait que Mattis demanderait de revenir à notre calendrier initial pour annoncer le retrait, pas pour rouvrir la décision sous-jacente. Étant donné que Trump avait déjà effectivement fait l'annonce, je n'ai pas vu comment l'annuler et Pompeo a accepté. Il n'était pas contesté que nous avions besoin de plus de discussions avec nos alliés, mais nous étions maintenant dans une position fondamentalement différente qu'avant les commentaires de Trump. Pourquoi donc ne pas déposer un avis de retrait, suspendre nos obligations conventionnelles et passer à autre chose? Pompeo a dit que c'était ce que Mattis voulait éviter, ce qui m'a amené à me demander si Mattis voulait vraiment ralentir le rythme du retrait, ou s'il avait changé d'avis en se retirant et essayait maintenant de jouer pour le temps. Je pouvais imaginer que le High-Minded de Washington était déjà au téléphone avec Mattis, et j'étais intrigué qu'il n'ait pas pris la peine de m'appeler, se précipitant à la place pour planifier une réunion le week-end quand j'étais hors de la ville. J'ai demandé à Pompeo ce qu'il pensait de la question du timing. Il a dit qu'il était agnostique et pouvait vivre avec ça de toute façon.

Ma rencontre avec Patrushev le lendemain a eu lieu au 1A Olsufyevskiy Pereulok, qu'il a décrit avec bonheur comme l'ancien quartier général du «Groupe Alfa» du FSB du Spetsnaz, ou forces spéciales, formé par le KGB en 1974. Le Groupe Alfa était une «tâche de lutte contre le terrorisme» la force », ce qui nous a rappelé, pensais-je, le rôle antérieur de Patrushev à la tête du FSB. Nous avons recommencé avec la maîtrise des armements, car les Russes nous ont

solennellement informés que la doctrine officielle russe n'avait pas l'intention d'utiliser la puissance militaire à des fins offensives et que la puissance défensive était la clé de la stabilité stratégique. Patrushev a expliqué pourquoi ils ne voulaient pas que nous quittions l'INF, notant les critiques de notre décision par certains de nos alliés européens utiles. En réponse, j'ai exposé les raisons pour lesquelles nous estimions que la Russie était en violation et pourquoi les capacités de la Chine, de l'Iran et d'autres ont rendu impossible l'universalisation du traité, comme nous l'avions cru possible. L'ancien ministre des Affaires étrangères, Igor Ivanov, a résumé le mieux la réaction russe: "Si vous voulez partir, allez-y, mais la Russie restera." C'était bien pour moi.

Nous avons ensuite eu droit à une conférence sur nos violations présumées de New START. Pour la deuxième fois, j'ai expliqué à Patrushev et à sa délégation pourquoi il était peu probable que nous étendions simplement New START, étant donné les débats de ratification, où de nombreux républicains ont objecté que des questions clés, telles que les armes nucléaires tactiques, n'étaient pas du tout abordées. J'ai de nouveau fait pression pour un format du Traité de Moscou de 2002, qui était plus simple, plus clair et qui avait bien fonctionné. Patrushev n'a pas rejeté l'idée. Au lieu de cela, il a souligné que le traité de 2002 était plus compliqué qu'il n'y paraissait car il reposait sur les dispositions de vérification de START II, ce qui n'était pas tout à fait vrai, mais je n'ai pas pris le temps de revenir sur la question. Ce qui m'a frappé, c'est que, même avec la disparition de l'INF, ils semblaient prêts à envisager le modèle de 2002. Il y a peut-être encore de l'espoir.

Tard dans l'après-midi, avec les réunions de la journée terminées à l'exception d'un dîner organisé par le ministre des Affaires étrangères Lavrov à Osobnyak, j'ai appelé Ricardel pour voir ce qui s'était passé lors de la réunion de dimanche avec Trump. Elle a dit que Mattis avait commencé par faire obstruction au plan de dix-huit mois qu'il devait retirer de l'INF, qui était maintenant en lambeaux. Il voulait retourner là où nous étions avant que Trump ne parle au Nevada et publier un communiqué de presse à cet effet. Je ne comprenais toujours pas comment nous pouvions revenir en arrière, prétendant que nous nous consultions pour savoir s'il fallait quitter le traité, ou que la Russie pourrait prendre des mesures pour revenir à la conformité (pour laquelle il n'y avait pas le moindre indice). Quel était le but de cette mascarade? Trump a déclaré qu'il ne voyait aucune raison de ne pas procéder au retrait, comme il l'avait dit, mais qu'il ne s'opposait pas à faire une annonce officielle le 4 décembre, ce qui était contradictoire et ignorait la nouvelle réalité créée par sa propre déclaration. Après la réunion de Trump, Mattis, Pompeo et Ricardel se sont disputés sur le projet de déclaration de Mattis, qui au mieux a brouillé les eaux, mais qui visait en fait à faire reculer ce que Trump avait dit. J'ai dit à Ricardel de faire tout ce qu'elle pouvait pour le tuer.

Le tout m'a dérouté, mais Trump l'a rendu encore plus théorique (si cela était possible) plus tard dans la journée de lundi, dans une autre de ses rencontres avec la presse habituelle alors qu'il quittait l'entrée sud pour embarquer sur Marine One. Il a dit: «Je résilie l'accord. La Russie l'a violé. Je mets fin à cela ... »A la question de savoir si cela représentait une menace pour Poutine, Trump a répondu:« C'est une menace pour qui vous voulez. Cela inclut la Chine et la Russie, et quiconque veut jouer à ce jeu. Vous ne pouvez pas jouer à ce jeu avec moi2. »Qu'y avait-il d'autre à dire? Je ne m'en rendais pas compte à l'époque, mais je me suis demandé plus tard, avec la démission de Mattis dans deux mois, si c'était sa tentative de création d'héritage, pour montrer qu'il avait combattu jusqu'au bout pour préserver l'INF. Toute l'affaire était une

perte de temps et d'énergie, sans parler de la confusion pour les amis étrangers et les ennemis. J'ai parlé avec Pompeo plus tard dans l'après-midi, et il a insisté sur le fait que Mattis ne cherchait pas vraiment à changer de politique. Je me sentais loin et frustré, mais j'ai décidé de continuer à travailler pour minimiser le temps disponible pour les opposants à notre retrait pour annuler ce que Trump avait déjà dit deux fois publiquement. Vers 16 heures, heure de Moscou, j'ai appelé Trump et il a confirmé qu'il ne pouvait pas voir de quoi il s'agissait ni pourquoi Mattis pensait que c'était si important. J'ai dit à Trump que je disais aux Russes qu'il avait clairement déclaré que nous partions, et Trump a dit: «J'aime notre façon de procéder.» C'était tout ce dont j'avais besoin.
Le lendemain, j'ai rencontré le ministre russe de la Défense, Sergei Shoygu. En ce qui concerne l'INF, il semblait moins préoccupé que Mattis. Il a déclaré (par l'intermédiaire d'un interprète) que le message de Trump était sans ambiguïté et que les Russes l'avaient entendu clairement. Il est allé plus loin, affirmant que dans les circonstances actuelles, un homme raisonnable pouvait voir que la situation en vertu du Traité INF était irréaliste à cause de la Chine et des changements technologiques depuis l'INF de 1987. Shoygu a préféré essayer de réécrire le traité pour amener d'autres à le rejoindre, car il pensait que notre retrait unilatéral n'était favorable qu'à nos ennemis communs, ce qu'il a répété plus tard. Je pensais que la référence implicite à la Chine était indubitable. Shoygu a ajouté que cela faisait un moment depuis sa signature, et le défi était que les technologies étaient en possession de pays qui ne devraient pas les avoir. Je me souviens qu'il a conclu en convenant que l'efficacité du Traité était expirée. C'était la chose la plus sensée que l'on ait dite en Russie à ce sujet. Chose intéressante, Shoygu et Mattis ne s'étaient jamais rencontrés et, en effet, à ce moment-là, Pompeo et Lavrov ne s'étaient pas encore rencontrés, et ici je parlais tout le temps à ces Russes.
Cet après-midi-là, Huntsman et moi avons déposé une couronne sur un pont près du Kremlin, à moins de cent mètres de la cathédrale Saint-Basile, où Boris Nemtsov avait été assassiné, beaucoup pensaient les agents du Kremlin. Nous avons ensuite déposé une couronne sur la tombe du soldat inconnu de la Russie, le long du mur du Kremlin, une cérémonie à laquelle j'avais assisté pour la première fois avec Donald Rumsfeld presque exactement dix-huit ans plus tôt. Ma rencontre avec Poutine a suivi juste après, commençant exactement la même que la réunion précédente, même salle richement décorée, mêmes arrangements, même table de conférence. Poutine était manifestement déterminé à faire valoir, alors que les médias étaient présents, qu'il était mécontent que les États-Unis se soient retirés du traité INF. Il a noté que l'aigle du Grand Sceau des États-Unis tenait des branches d'olivier dans une serre (bien qu'il n'ait pas noté que l'aigle tenait des flèches dans l'autre) et a demandé si l'aigle avait mangé toutes les olives. J'ai dit que je n'avais pas apporté de nouvelles olives avec moi. Voilà pour les plaisanteries de style soviétique.

Une fois la presse sortie, Poutine a dit qu'il avait reçu des rapports sur mes réunions précédentes et que leur camp appréciait beaucoup nos contacts et que c'était toujours un plaisir de me rencontrer. Nous avons longuement discuté de nos positions respectives sur l'INF, mais ce qui a vraiment intéressé Poutine était «Qu'est-ce qui vient ensuite?», C'est-à-dire ce que nous envisagions concernant le déploiement en Europe? Ayant fait valoir plus tôt que la Russie et l'Amérique étaient en fait les deux seuls pays liés par l'INF, j'ai répondu que je pensais que Poutine avait déclaré lors de notre dernière réunion que la Russie comprenait les implications

stratégiques de ce fait, ce qui signifie que la Chine est une région balistique et hypersonique grand et grandissante de la Chine. capacités de missiles de glissement. Poutine a reconnu qu'il avait reconnu le problème de la Chine, mais a déclaré qu'il n'avait pas mentionné vouloir se retirer du FNI, convenant avec moi que la Russie et les États-Unis étaient les deux seuls pays liés par le traité. Pour l'instant, a-t-il poursuivi, le retrait n'était pas le point le plus important, mais plutôt les plans futurs de Washington. Comme je le réitérerai lors de ma conférence de presse suivante, je lui ai dit que les États-Unis n'avaient pas encore pris de décision finale concernant les déploiements futurs.3 De toute évidence, Poutine était le plus inquiet de ce que nous pourrions déployer en Europe, et plus tard cette semaine-là, il a vu un moyen pour intimider les Européens en laissant entendre que nous revenions à la confrontation du milieu des années 80 sur le déploiement de missiles américains Pershing II. Poutine a fait valoir ce point publiquement, menaçant de viser tout pays qui acceptait des missiles américains non conformes aux conditions INF.4 Bien sûr, la Russie le faisait déjà par le biais de ses déploiements à Kaliningrad, entre autres choses, ce qui était l'une des principales raisons pour lesquelles nous quittions le traité.

Poutine a rappelé que nous étions tous les deux des avocats, disant: «Nous pourrions continuer à parler comme ça jusqu'à l'aube», puis nous avons échangé des blagues sur les avocats. Au sujet de New START, nous avons examiné nos positions respectives et j'ai de nouveau insisté sur les avantages de revenir à un accord de type Traité de Moscou. Pourquoi passer par l'agonie de la renégociation de New START, en ajoutant, par exemple, des réductions ou des limitations sur les armes nucléaires tactiques, qui étaient d'une importance majeure pour les États-Unis étant donné le grand nombre de ces armes dont la Russie disposait? 5 En réponse aux questions de Poutine, j'ai dit nous n'avions pas l'intention de nous retirer de New START, mais nous étions également essentiellement certains de ne pas permettre qu'il soit simplement prolongé de cinq ans comme le demandait la Russie (avec presque tous les démocrates du Sénat). Heureusement, nous avons évité de longues discussions sur qui violait l'INF ou le nouveau START, mais qui ne l'était pas, mais j'ai insisté pour que de tels détours montrent à quel point ces traités pouvaient être perturbateurs, plutôt que de faire avancer l'objectif tant vanté d'apaiser les tensions.

Concernant la Syrie, Poutine a souligné que les Russes n'avaient pas besoin d'une présence iranienne et que la bonne chose à faire pour nous deux était de les inciter à partir. Il a mentionné qu'il avait discuté du sujet avec Netanyahu. J'ai souligné que s'étant retirés de l'accord sur le nucléaire iranien, les États-Unis réimposaient des sanctions contre l'Iran, que nous nous attendions à mordre fortement, et elles n'étaient pas échangeables uniquement pour sortir l'Iran de la Syrie. Poutine a déclaré qu'il comprenait notre logique et a reconnu notre point de vue selon lequel le peuple iranien était fatigué du régime. Il a toutefois averti que si nous déclarions la guerre économiquement contre eux, cela consoliderait le soutien au régime. J'ai expliqué pourquoi nous ne voyions pas les choses de cette façon et pourquoi des sanctions sévères réduiraient le soutien au régime, qui était déjà soumis à d'énormes tensions. Poutine a également reconnu que nous avions chacun nos théories sur la façon de traiter avec l'Iran, et nous verrions laquelle fonctionnerait. Poutine a plaisanté à nos dépens sur l'Arabie saoudite et le meurtre de Khashoggi, disant que la Russie vendrait les armes des Saoudiens si nous ne le faisions pas, ce qui était sans aucun doute correct, et a souligné pourquoi Trump ne voulait pas renoncer à nos ventes d'armes en attente. Nous avons terminé vers 7 h 05, après une heure et

trois quarts. (Poutine a ensuite déclaré à Trump lors du centenaire du 11 novembre à Paris que lui et moi avions eu une belle conversation à Moscou, et que j'étais très professionnel et spécifique, pas que cela ait eu un impact sur Trump.) Comme nous nous serrions bien la main - au revoir, Poutine a souri et a dit qu'il avait vu que j'allais dans le Caucase.

Je suis rentré chez moi en pensant que la Russie, toujours heureuse de nous blâmer, en particulier avec des Européens toujours nerveux, mènerait une campagne d'opposition pro forma contre notre retrait INF, irritante mais pas menaçante. Je ne prévoyais pas d'effort de propagande majeur ni quoi que ce soit qui pourrait entraver notre retrait final. Dans l'intervalle, les séances d'information à l'intention des alliés de l'OTAN à Bruxelles et dans les capitales se déroulaient bien. En revenant de Tbilissi, mon dernier arrêt, j'ai parlé à Stoltenberg, qui a dit que de plus en plus d'alliés comprenaient maintenant la logique de notre position. Il a également déclaré, cependant, que plusieurs pays refusaient toujours d'admettre que la Russie violait l'INF parce qu'ils craignaient que s'ils convenaient que les Russes étaient en violation, cela pourrait signifier qu'un jour sur la route, ils pourraient donc devoir accepter des armes nucléaires sur leur territoire. C'était fou, à mon avis: les alliés de l'OTAN étaient prêts à nier la réalité parce qu'ils craignaient les conséquences de l'admettre. Pensaient-ils vraiment que s'ils ne l'admettaient pas, ce ne serait pas vrai? Beaucoup ont réclamé plus de retard avant le retrait, un moyen à peine voilé de gagner du temps pour l'empêcher complètement, c'est pourquoi l'obstructionnisme palpable de Mattis m'a inquiété. À Paris pour le centenaire de l'armistice en novembre, j'ai rencontré Sedwill, Étienne et Jan Hecker (notre homologue allemand) pour discuter du désir de l'Allemagne de retarder encore 60 jours notre retrait. Je n'étais pas d'accord, en particulier compte tenu du désir évident de Trump de quitter le plus tôt possible, mais le problème n'était toujours pas résolu.

Lors d'un sommet de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est à Singapour à la mi-novembre, où j'ai accompagné le vice-président Pence, nous avons eu un «retrait» bilatéral impromptu avec Poutine dans un coin de la grande salle de conférence. Nous étions entourés de services secrets et d'autres agents de sécurité, nous avons donc attiré beaucoup d'attention au moment du départ des autres. Pence voulait soulever la question de l'ingérence dans les élections russes, mais la discussion s'est rapidement tournée ailleurs. Poutine a demandé où en était la réunion avec Trump lors de la prochaine réunion du G20 en Argentine, pour discuter de la stabilité stratégique et de New START, ce qui serait certainement intéressant. Poutine semblait avoir perdu tout intérêt pour l'INF, me disant (par l'intermédiaire d'un interprète) qu'il comprenait nos arguments et notre logique concernant la décision de se retirer de l'INF, ce que je considérais comme une reconnaissance de notre point de vue partagé sur la Chine. J'ai dit que nous reviendrions vers eux sur la planification du G20.

L'Allemagne, cependant, a continué de faire pression pour que cela soit retardé, j'ai donc expliqué à Trump le 26 novembre que nous devrions annoncer le retrait lors de la réunion des ministres des affaires étrangères de l'OTAN le 4 décembre, plutôt que de donner à l'Allemagne 60 jours supplémentaires. La Russie tente toujours d'intimider les Européens et le risque de nouveaux retards n'en vaut tout simplement pas la peine. Trump a accepté, également inquiet maintenant que de nouveaux retards nous rendraient faibles aux yeux de la Russie. Trump était au bon endroit. Le lendemain, nous y étions à nouveau, lors d'une réunion avec Trump sur d'autres sujets, lorsque Mattis a plaidé pour la position allemande d'un délai supplémentaire de soixante jours. Travaillait-il à un ordre du jour non dit? J'ai de nouveau exhorté Trump à

appuyer sur la gâchette le 4 décembre, et il a déclaré: «Je suis d'accord. Ce sera une victoire pour John. Nous annoncerons le retrait le 4 décembre. » Je l'ai ensuite pressé d'annoncer simultanément la suspension de nos obligations conventionnelles en raison de la violation matérielle de la Russie, un concept distinct du retrait, qui nous permettrait de commencer à "violer" le traité alors même que le délai de 180 jours tournait, et Trump a accepté. Kelly, également présente, a demandé: «Alors, le Monty complet, monsieur?» et Trump a dit: "Oui."

Mais, bien sûr, ce n'était pas vraiment fini, et lors du G20 de Buenos Aires le 1er décembre, Merkel a pris un coup de plus dans son bilatéral avec Trump. Elle a déclaré qu'elle était entièrement d'accord pour dire que la Russie était en violation, mais s'est plainte qu'il n'y avait pas eu de pourparlers politiques entre la Russie et les États-Unis, ce qui était absurde, puisque nous avions eu de tels pourparlers non seulement sous Trump mais même sous Obama. Trump a demandé ce que je pensais, et je l'ai exhorté à nouveau à procéder comme prévu, en donnant un avis de retrait le 4 décembre. Trump a dit qu'il ne voulait pas avoir l'air faible pour la Russie, et Merkel a promis qu'elle nous soutiendrait si nous lui donnions soixante jours . Après plusieurs minutes de va-et-vient, Trump a dit qu'il était d'accord avec moi mais accorderait néanmoins à Merkel les deux mois qu'elle voulait, tant que nous pourrions définitivement quitter l'INF à ce moment-là. Pompeo et moi avons souligné qu'il ne s'agissait que de deux mois, et Merkel a accepté. J'ai alors insisté pour que, à ce moment-là, les Allemands disent qu'ils «soutiennent» notre décision de se retirer, et qu'ils n'utilisent pas d'autre mot (comme «comprendre», que Hecker avait déjà essayé avec moi), et Merkel a accepté. Je pensais que c'était tout ce que je pouvais obtenir, mais c'était peu précieux par rapport à l'agonie potentielle que nous pourrions endurer en retirant lentement le pansement. Nous avons discuté d'expliquer cela aux alliés de l'OTAN, et Trump a proposé de dire: «À la demande de l'Allemagne et d'autres, nous mettrons fin au Traité INF dans 60 jours.» Il m'a semblé qu'il n'appréciait toujours pas l'horloge de 180 jours qui devait fonctionner avant que le retrait ne prenne effet, mais il était alors trop tard pour rouvrir la discussion.

L'annonce du 4 décembre s'est bien déroulée et nous avons déposé un avis de retrait le 1er février 2019. Les Russes ont annoncé la suspension immédiate de toute nouvelle négociation sur le contrôle des armements, un avantage secondaire inattendu. Le grand prêtre des contrôleurs américains des armes m'a traité de «tueur à gages de l'accord sur les armes nucléaires», ce que j'ai pris pour un compliment. Il y a eu des remous au fil des mois, mais à 12 h 01 le vendredi 2 août, les États-Unis se sont libérés du traité INF. Une bonne journée!

D'autres traités bilatéraux et multilatéraux impliquant la Russie et les États-Unis devraient également tomber sous le coup, sans parler des nombreux accords multilatéraux que les États-Unis ont conclu à bon escient. Trump, par exemple, a facilement accepté de ne pas signer le Traité sur le commerce des armes à l'époque d'Obama, qui n'avait jamais été ratifié par le Sénat, mais auquel les groupes anti-contrôle des armes aux États-Unis s'étaient longtemps opposés, remontant à mes jours en tant que sous-secrétaire. of State in the Bush 43 Administration.6 S'exprimant lors de la convention annuelle de la NRA le 26 avril 2019 à Indianapolis, Trump a reçu une ovation debout alors qu'il n'a en fait pas signé l'accord juste devant le public.

Trump a également signé l'accord de Paris sur le changement climatique, une décision que j'ai soutenue. Cet accord a eu tout l'impact réel sur le changement climatique de dire vos perles de prière et d'allumer des bougies à l'église (que quelqu'un essaiera d'interdire bientôt en raison de

l'empreinte carbone de toutes ces bougies allumées). L'accord exige simplement que les signataires fixent des objectifs nationaux, mais ne précise pas quels devraient être ces objectifs, ni ne contient de mécanismes d'application. Il s'agit d'une théologie déguisée en politique, un phénomène de plus en plus courant dans les affaires internationales.
La liste des autres accords à rejeter est longue, y compris la Convention sur le droit de la mer et deux autres dont les États-Unis devraient être immédiatement libérés. Le traité de ciel ouvert de 1992 (qui n'est entré en vigueur qu'en 2002) autorise en théorie des vols de surveillance militaire non armés au-dessus des territoires de ses trente signataires, mais est controversé depuis sa création7. Il a fait ses preuves en Russie8 mais est dépassé. et essentiellement sans valeur pour les États-Unis parce que nous n'avons plus besoin de survoler leur territoire. Le retrait des États-Unis serait clairement dans notre intérêt national, privant la Russie, par exemple, de la capacité d'effectuer des vols à basse altitude au-dessus de Washington, DC et d'autres endroits très sensibles. Lorsque j'ai démissionné, il était envisagé de quitter Open Skies et lespresse indiquaient que ces efforts, que je soutiens toujours pleinement, se poursuivaient9.
articles deDe même, la signature du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires devrait être une priorité, de sorte que les États-Unis peut à nouveau effectuer des essais nucléaires souterrains. Nous n'avons pas testé d'armes nucléaires depuis 1992, et bien que nous ayons de vastes programmes pour vérifier la sécurité et la fiabilité de nos stocks, il n'y a pas de certitude absolue sans tests. Nous n'avons jamais ratifié le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, mais nous sommes pris dans les limbes du «droit international». L'article 18 de la Convention de Vienne sur le droit des traités, sans doute fondé sur le «droit international coutumier», prévoit qu'il est interdit à un pays qui a signé mais non ratifié un traité de prendre des mesures qui iraient à l'encontre de «l'objet et le but» du traité . La signature du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires indiquerait clairement que les États-Unis rendront de futurs jugements sur les essais nucléaires souterrains en fonction de leurs propres intérêts nationaux. Ironiquement, les États-Unis ont signé mais n'ont jamais ratifié la Convention de Vienne, et l'applicabilité du «droit international coutumier» fait l'objet d'un débat houleux10. D'autres puissances nucléaires comme la Chine et l'Inde n'ont pas ratifié ou non signé le traité, c'est pourquoi il n'est toujours pas entré en vigueur. Les États-Unis n'ont pas signé d'autres traités, notamment en vertu de Bush 43 lorsque nous avons signé le Statut de Rome instituant la Cour pénale internationale.11

Protéger les élections américaines contre les actes de guerre
Pendant la campagne de 2016, j'ai appelé les efforts russes pour interférer dans les élections un «acte de guerre contre nos structures constitutionnelles12, et j'ai regardé avec consternation les rapports de la rencontre de Poutine avec Trump lors de la réunion du G20 de 2017 à Hambourg, en Allemagne, où Poutine a catégoriquement nié toute ingérence russe13. mais aussi des capacités militaires et clandestines substantielles. En conséquence, l'une des premières choses que j'ai abordées a été notre capacité à entreprendre des cyber-opérations offensives contre nos adversaires, y compris les groupes terroristes et d'autres «acteurs non étatiques». Il y avait une lutte de longue haleine en cours entre ceux qui étaient favorables à l'approche de l'administration Obama, estimant que seuls les efforts de défense sur le cyberespace, à la plus rare des exceptions près, étaient suffisants, contre l'opinion plus solide

selon laquelle les capacités offensives étaient cruciales. La stratégie d'Obama reposait sur l'idée fallacieuse que le cyberespace était relativement bénin, même intact, et que la meilleure approche était de résoudre les problèmes et de ne pas risquer d'aggraver les choses. Je ne comprenais pas pourquoi le cyberespace devrait être sensiblement différent du reste de l'expérience humaine: initialement un état d'anarchie à partir duquel la force et la détermination, soutenues par des armes offensives substantielles, pourraient créer des structures de dissuasion contre des adversaires potentiels qui finiraient par ramener la paix. Si, comme nous le savions avec une certitude croissante, la Russie, la Chine, la Corée du Nord, l'Iran et d'autres nous contestaient dans le cyberespace14, il était temps de riposter. Une telle stratégie n'a pas été conçue pour accroître les conflits dans ce nouveau domaine, mais pour les limiter. En réalité, une stratégie basée uniquement sur la défense a garanti plus de provocations, plus de conflits et plus de dégâts, à la fois aux entreprises et aux autres entités privées ainsi qu'au gouvernement américain.

Cette approche avant-gardiste n'était guère révolutionnaire. Avant mon arrivée dans l'aile ouest, il y avait eu de longues discussions interinstitutions pour changer les règles de l'ère Obama régissant la prise de décision cybernétique. Ces règles avaient une autorité si centralisée pour les cyber-infractions et étaient si lourdement bureaucratiques que les cyber-actions offensives réelles sous Obama étaient rares. En mettant l'accent sur le processus plutôt que sur la politique, Obama a inhibé les opérations américaines dans le cyberespace sans jamais avoir à le dire explicitement, évitant ainsi le débat public légitime que nous aurions dû avoir sur ce nouveau domaine de la guerre. Malheureusement, l'inertie bureaucratique, les combats de gazon et certains véritables problèmes non résolus ont paralysé l'administration Trump, mois après mois. Cela devait changer. L'une des premières choses que j'ai faites a été de clarifier les lignes d'autorité au sein du personnel du NSC traitant des questions de sécurité nationale et intérieure, car elles étaient au fond exactement la même chose. J'ai également balayé les billets et fiefs compétitifs et duplicatifs et permis au personnel du NSC de parler d'une seule voix. Avec le bois mort enlevé, nous étions partis, bien que des batailles bureaucratiques incroyablement frustrantes et l'obstructionnisme se poursuivent.

Nous devions faire deux choses: premièrement, nous avions besoin d'une cyber-stratégie de l'administration Trump, et deuxièmement, nous devions abandonner les règles de l'ère Obama et les remplacer par une structure décisionnelle plus agile et plus rapide. Un travail considérable avait déjà été accompli au moment de mon arrivée, mais il a fallu déployer d'énormes efforts pour faire les premiers essais bureaucratiques pour arriver à la fin. J'ai souvent pensé que si nos bureaucrates luttaient aussi durement contre nos adversaires étrangers qu'ils le faisaient les uns contre les autres lorsque des «problèmes de gazon» étaient en jeu, nous pourrions tous nous reposer beaucoup plus facilement. Malgré un dur labeur considérable, il a fallu encore cinq mois, jusqu'au 20 septembre, avant que nous puissions rendre publique la nouvelle cyber-stratégie15. .16 Même un cyber-expert de l'administration Obama a déclaré: «Ce document montre à quoi peut ressembler une stratégie nationale sur une question qui n'est vraiment pas partisane. Il établit un bon équilibre entre les actions défensives et la recherche de conséquences pour les acteurs malveillants. De plus, il est clair que cette stratégie est le reflet d'un processus d'élaboration de politiques solide dans toutes les administrations. »17 La refonte de la stratégie a été assez difficile, mais la suppression des anciennes règles était en fait encore plus difficile. Le processus interinstitutions était figé. Le Département de la sécurité

intérieure et d'autres voulaient garder une mainmise sur le Département de la défense, tout comme la communauté du renseignement. Le Pentagone ne voulait la surveillance de personne, y compris de la Maison Blanche, et a adopté une approche «tout ou rien» dans les négociations qui n'a fait que rendre furieux tous les autres participants. En conséquence, les positions politiques se sont durcies de plus en plus au cours des dix-huit mois qui ont suivi le début de l'administration. Je me sentais comme Ulysses S. Grant avant Richmond, en disant: «Je propose de me battre sur cette ligne, si cela prend tout l'été», ce qui semblait optimiste. Mattis a affirmé à plusieurs reprises que nous ne serions pas en mesure d'entreprendre des opérations cybernétiques offensives avant les élections de novembre (qu'il savait être ma priorité absolue) si son opinion ne prévalait pas, ce qui était une procédure opérationnelle standard pour lui: souligner que le timing était urgent , ce que Mattis a dit quand cela lui convenait, et prédire le destin et la tristesse s'il ne réussissait pas.

Nous devions bouger. Le 7 août, nous avons eu une réunion du comité des directeurs que j'ai ouverte en disant que pendant dix-neuf mois, après des dizaines de réunions de niveau inférieur improductives, l'administration Trump n'avait pas réussi à remplacer les règles d'Obama. Nous avions maintenant un projet de mémorandum présidentiel qui donnait aux décideurs politiques plus de souplesse et de discrétion, mais sans exclure de la prise de décision ceux qui avaient des enjeux légitimes dans le résultat. J'ai dit que s'il y avait encore des dissensions, je les soumettrais au président pour prendre une décision. Cela a attiré l'attention de tout le monde. Comme dans beaucoup de ces réunions au niveau du Cabinet, cependant, plusieurs des «directeurs» ne pouvaient parler qu'à partir de points de discussion préparés, comptant sur leur personnel pour les aider. Je pensais qu'il devrait y avoir une règle selon laquelle, si ce n'était pas assez important pour que les secrétaires du Cabinet comprennent personnellement les problèmes, ils ne devraient pas du tout participer à la réunion. Mattis voulait toujours des changements majeurs, mais Gina Haspel, Sue Gordon (l'adjoint de Dan Coats) et Jeff Sessions (et le FBI) ont tous aimé le projet tel qu'il était. Pompeo et Mnuchin n'avaient pas grand-chose à dire mais n'étaient pas en désaccord. Malheureusement, Mattis n'a pas pu ou n'a pas voulu expliquer les raisons des changements qu'il souhaitait. Au cours de la première année et plus de l'administration, m'avait-on dit, le schéma commun était que Mattis tiendrait le coup, Tillerson serait d'accord, tout le monde se plierait sans commentaire significatif, mettant ainsi fin à la réunion. Cela a peut-être fonctionné plus tôt, mais je ne l'avais pas. J'ai clôturé la réunion en disant que nous avions un large consensus sur la voie à suivre (même si Mattis n'était pas d'accord), et j'espérais que nous pourrions avancer rapidement pour finaliser le projet de mémorandum de décision.
Mattis est parti rapidement, mais les avocats de la défense et d'autres ont traîné et ont convenu que nous étions très proches de quelque chose avec lequel le ministère pourrait vivre, malgré Mattis. Au cours des prochains jours de négociations approfondies, Mattis est resté obstiné et il y a eu des reculs de la part des éléments de la communauté du renseignement, qui était jalouse de l'autorité de la National Security Agency. Cela reflétait une tension de longue date, presque existentielle, entre la CIA et le Pentagone. Néanmoins, j'ai dit à Trump que nous faisions des progrès. Après des retards bureaucratiques internes à la Maison Blanche trop fastidieux et inexplicables à raconter, le 15 août, Trump a signé notre directive et nous avons été lancés. Nous nous sommes concentrés initialement sur les questions liées aux élections pour

commencer rapidement à créer une dissuasion contre l'ingérence non seulement en 2018 mais également lors des futures élections américaines. D'autres étapes suivraient pour jeter les bases d'une cyber-capacité complète.

Nous avons également rédigé un nouvel ordre exécutif, sous les autorités présidentielles existantes, facilitant l'application de sanctions contre les efforts étrangers pour interférer avec les élections.18 Cela a évité d'obtenir une nouvelle législation, qui aurait presque certainement été bloquée dans des querelles partisanes. Même certains républicains, craignant les faibles réponses de Trump aux provocations russes, voulaient adopter une législation, mais nous avons patiemment expliqué pourquoi notre décret serait en fait plus efficace, sans le sniping partisan qu'aucune législation ne produirait inévitablement. Plus important encore, il n'y avait aucune garantie que le Congrès puisse même se mettre d'accord avant les élections de 2018, et l'impératif devait avancer rapidement. Le 12 septembre, assis dans sa petite salle à manger avec un certain nombre de personnes discutant de la question du mur frontalier du Mexique, j'ai expliqué à Trump la pensée derrière le décret: c'était un moyen de montrer notre diligence et de réfuter les critiques sur le fait que l'administration n'était pas agressif dans la défense de l'intégrité des élections, ainsi que pour empêcher toute action mal avisée du Congrès. Il a demandé: "A qui est cette idée?" et j'ai dit que c'était le mien, après quoi il a dit: «Oh» et a signé l'ordre. Comme Shahira Knight, alors directeur des affaires législatives de la Maison Blanche, me l'a dit plus tard, heureux d'avoir la perspective d'une législation électorale effectivement exclue, "Félicitations, c'était incroyable."

À la fin du mois de septembre, nous disposions d'un cadre politique de sécurité électorale substantiel, et nous pouvions accélérer nos efforts pour protéger les élections de novembre 2018, non pas que nous n'ayons pas déjà travaillé dur sur les défenses bien au-delà de la seule cybersécurité. Un mois seulement après mon arrivée, le 3 mai 2018, Sessions, le directeur du FBI Wray, le secrétaire du Département de la sécurité intérieure Kirstjen Nielsen, le directeur du National Intelligence Coats, et d'autres ont informé Trump de ce qui était déjà en cours pour accroître la sécurité pour novembre. Trump voulait que les agences d'exploitation soient plus visibles en générant des informations sur le travail considérable accompli, que les médias sous-déclaraient. Et en effet, les ministères et les organismes eux-mêmes estimaient qu'ils faisaient du bon travail, ils savaient quelle était la menace et personne ne les empêchait d'essayer de se défendre contre elle. Nous avons tenu une deuxième réunion du CNS le 27 juillet pour revoir nos efforts, tous les organismes d'exploitation déclarant qu'ils étaient bien mieux préparés qu'ils ne l'avaient été à ce stade de la campagne de 2016 et beaucoup plus conscients des types de menaces qu'ils dans leurs domaines respectifs.

Nous avons suivi cette réunion du NSC avec un briefing dans la salle de presse de la Maison Blanche le 2 août, avec Coats; Nielsen; Wray; Le général Paul Nakasone, directeur de la National Security Agency, qui était également le siège du US Cyber Command; et moi-même. Chaque responsable a raconté l'histoire de ce que faisait son agence, ce que nous aurions dû faire plus tôt, et le briefing a été bien reçu, à contrecœur, par la presse. Une histoire a appelé le briefing une «démonstration de force» de l'administration pour prouver que nous faisions quelque chose sur l'ingérence électorale. Incapables de critiquer l'adéquation de l'effort global, les médias se sont donc mis à dire que Trump suivait une politique et nous en suivions une autre.19 Malheureusement, il y avait quelque chose à cela, car Trump s'est opposé à

plusieurs reprises à la critique de la Russie et nous a pressés de ne pas l'être. critique la Russie publiquement.
Tout ce travail préparatoire était essentiel, notamment parce qu'il pourrait être nécessaire d'informer le Congrès sur des menaces particulières. Au sein du groupe restreint d'agences qui avaient des intérêts cybernétiques offensifs en jeu, il y avait des divisions d'opinion claires sur ce qu'il fallait partager avec le Congrès et sur la rapidité avec laquelle cela entrerait dans la presse. Il s'agissait souvent de questions complexes, car l'un des objectifs de nos adversaires n'était pas seulement d'affecter des élections particulières, mais de semer la peur et la méfiance dans l'ensemble du corps politique, sapant ainsi la confiance des citoyens dans l'intégrité du système dans son ensemble. Avec des informations incertaines et incomplètes, dont des conclusions dures ne sont pas immédiatement sorties, cela pourrait causer plus de dégâts de les divulguer prématurément et trop largement, risquant ainsi de devenir des munitions dans les batailles politiques partisanes. Je ne pensais pas que nous devrions faire le travail des assaillants pour eux, diffuser de la désinformation, que ce soit au Congrès ou à des campagnes potentiellement attaquées. Heureusement, l'ingérence étrangère a été suffisamment réduite en 2018 pour que les quelques incidents que nous avons connus aient finalement été résolus de manière satisfaisante. Mais il était clair que les instincts de «couverture postérieure» de certains fonctionnaires et bureaucraties étaient potentiellement de graves problèmes si les enjeux augmentaient.

L'administration Trump a imposé de nouvelles sanctions économiques substantielles aux citoyens et entités russes en 2017, liées à l'annexion de la Crimée, ajoutant à ce qu'Obama avait fait, ainsi que l'extension d'autres sanctions; fermé les consulats russes à San Francisco et Seattle; expulsé plus de soixante agents de renseignement russes (opérant aux États-Unis en tant que «diplomates») après l'attaque de Moscou contre les Skripals; 20 ont imposé des sanctions pour avoir enfreint la loi sur le contrôle des armes chimiques et biologiques et l'élimination de la guerre, également exigée par l'attaque contre les Skripals; sanctionné l'Agence russe de recherche sur Internet, une branche du mécanisme russe de cyber-infraction; et a pénalisé plus de trois douzaines de responsables russes pour violations des sanctions américaines liées à la Syrie.21 Alors que de nouvelles violations ont été découvertes, de nouvelles sanctions ont été imposées à chaque personne et personne morale impliquée.
Trump les a présentés comme des réalisations majeures, mais presque tous ont suscité l'opposition, ou du moins une grogne et des plaintes de la part de Trump lui-même. Un exemple concernait les sanctions liées à l'attaque par armes chimiques contre les Skripals. Ce statut n'a été utilisé que récemment pour la première fois, après que Kim Jong Un a ordonné que son demi-frère soit assassiné en Malaisie à l'aide d'armes chimiques, et après les attaques par armes chimiques du régime Assad en Syrie. On a critiqué le fait que les sanctions imposées n'étaient pas suffisamment étendues, mais Trump s'est opposé à toute sanction. Trump a finalement approuvé des sanctions avant le sommet d'Helsinki mais a reporté leur annonce jusqu'à la fin du sommet. Nous avons expliqué à Trump que ces sanctions n'étaient que les premières de ce qui était probablement une série, car la loi applicable prévoyait des sanctions de plus en plus strictes si la nation accusée ne fournissait pas de preuves convaincantes qu'elle avait renoncé à des armes chimiques et / ou biologiques, notamment permettre aux inspecteurs internationaux de vérifier la conformité. Personne ne pensait que la Russie le ferait. Lorsque

Helsinki a conclu, l'État a annoncé les sanctions, car aucune nouvelle décision n'était requise. Trump, en entendant les nouvelles, a voulu les annuler. Je me suis demandé si toute cette crise avait été causée par la récente visite de Rand Paul à Moscou, qui avait généré une couverture médiatique importante pour lui et où les Russes avaient sans doute souligné qu'ils étaient très mécontents des sanctions. C'était ironique, avec des politiciens libertaires comme Paul si inquiets de la sensibilité tendre du Kremlin. En apprenant la controverse, Mnuchin a appelé Pompeo et moi pour nous blâmer de ne pas lui avoir parlé des nouvelles sanctions, ce qui était inexact parce que les sanctions avaient déjà fait l'objet d'un processus d'examen par le Conseil de sécurité nationale sans objection de quiconque. En quelques heures, Trump a conclu qu'il était détendu à propos de cette décision particulière, mais il pensait toujours que nous étions trop durs avec Poutine. Trump a dit à Pompeo d'appeler Lavrov et de dire qu'un «bureaucrate» avait publié les sanctions - un appel qui peut ou non avoir eu lieu.
En plus de s'opposer aux sanctions, Trump a stoppé une déclaration anodine critiquant la Russie à l'occasion du dixième anniversaire de son invasion de la Géorgie, une erreur totalement infondée. La Russie l'aurait ignoré, mais les Européens ont remarqué son absence et sont devenus encore plus préoccupés par la détermination américaine. C'était typique de Trump, qui en juin 2019 a également bloqué un projet de déclaration sur le trentième anniversaire des massacres de la place Tiananmen et a critiqué le Département d'État pour un communiqué de presse publié avant qu'il ne le sache. Trump semblait penser que critiquer les politiques et les actions des gouvernements étrangers rendait plus difficile pour lui d'avoir de bonnes relations personnelles avec leurs dirigeants. Cela reflétait sa difficulté à séparer les relations personnelles des relations officielles. Je ne connais aucun cas où la Russie ou la Chine se sont abstenues de critiquer les États-Unis de peur d'irriter nos dirigeants sensibles.

Les opinions et les décisions incohérentes de Trump sur la Russie ont rendu tout notre travail compliqué, et les problèmes de cyber et de non-cyber se sont souvent mélangés. De plus, la mise en place d'une cyber dissuasion était plus facile à dire qu'à faire, car presque toutes les opérations cyber-offensives que nous voulions entreprendre restaient nécessairement classées. Ainsi, les personnes directement touchées sauraient qu'elles ont été frappées, mais pas nécessairement par qui, à moins que nous ne le leur disions. En conséquence, il devait y avoir une discussion publique sur nos capacités, pour informer nos adversaires que nos années de passivité étaient terminées et pour rassurer nos amis que l'Amérique était en marche dans le cyberespace. Fin octobre, j'ai fait des déclarations publiques à Washington dans le but de transmettre en termes généraux ce que nous avions fait pour éviscérer les règles de l'ère Obama22. , avec des compromis difficiles entre ce qu'il faut rendre public et ce qu'il faut garder classifié. Plus nous pourrions en dire, plus la dissuasion que nous pourrions établir dans l'esprit des publics et des décideurs du monde entier est grande. Mais, malheureusement, plus nous en disions publiquement, plus nous en révélions sur les capacités que d'autres pourraient utiliser pour améliorer leurs propres programmes cyber, offensifs et défensifs. C'est évidemment un sujet de débat pour les futures Administrations. Mais quelle que soit l'attitude personnelle de Trump, nous avons fait un travail considérable pour protéger les élections américaines, contre la Russie et tout le monde.

CHAPITRE 7

TRUMP VA VERS LA PORTE EN SYRIE ET EN AFGHANISTAN, MAIS IL NE LA TROUVE PAS

La guerre des terroristes islamistes radicaux contre les États-Unis a commencé bien avant le 11 septembre et se poursuivra longtemps après. Vous pouvez l'aimer ou non, mais c'est la réalité. Donald Trump n'a pas aimé cela et a agi comme si ce n'était pas vrai. Il s'est opposé aux «guerres sans fin» au Moyen-Orient, mais n'avait aucun plan cohérent pour ce qui allait suivre le retrait des forces américaines et l'abandon effectif des principaux alliés régionaux au fur et à mesure du retrait. Trump aimait à dire, à tort, que tout était «à des milliers de kilomètres». En revanche, pendant mon séjour à la Maison Blanche, j'ai essayé de fonctionner dans la réalité, avec un succès mitigé.

Syrie: Lawrence d'Arabie, appelez votre bureau

Après nos représailles en avril pour l'attaque d'armes chimiques d'Assad contre Douma, la Syrie a réapparu indirectement, grâce à l'incarcération par la Turquie du pasteur Andrew Brunson. Prédicateur évangélique apolitique, lui et sa famille avaient vécu et travaillé en Turquie pendant deux décennies avant son arrestation en 2016 après un coup d'État militaire manqué contre le président Recep Tayyip Erdogan. Brunson était une monnaie d'échange, accusé cyniquement de complot avec les partisans de Fethullah Gulen, un professeur islamique vivant en Amérique, autrefois allié d'Erdogan mais maintenant ennemi, dénoncé obsessionnellement comme terroriste. Juste après le retour de Trump d'Helsinki, Erdogan a appelé pour donner suite à leur brève rencontre à l'OTAN (et plus tard à un appel téléphonique) à propos de Brunson et de sa «relation» avec Gulen. Erdogan a également soulevé un autre sujet favori, fréquemment discuté avec Trump: la condamnation de Mehmet Atilla, un haut fonctionnaire de la banque turque d'État Halkbank, pour fraude financière résultant de violations massives de nos sanctions contre l'Iran.1 Cette enquête criminelle en cours menaçait Erdogan lui-même en raison d'allégations selon lesquelles lui et sa famille auraient utilisé Halkbank à des fins personnelles, ce qui a facilité davantage la tâche lorsque son gendre est devenu ministre des Finances de la Turquie.2 Pour Erdogan, Gulen et son «mouvement» étaient responsables des charges de Halkbank, donc tout cela faisait partie de une conspiration contre lui, sans parler de la richesse croissante de sa famille. Il voulait que l'affaire Halkbank soit abandonnée, peu probable maintenant que les procureurs américains se soient enfoncés profondément dans les opérations frauduleuses de la banque. Enfin, Erdogan s'est inquiété de la législation en instance au Congrès qui mettrait fin à la vente de F-35 à la Turquie parce qu'Ankara achetait le système de défense aérienne S-400 de la Russie. S'il est consommé, cet achat entraînerait également des sanctions obligatoires contre la Turquie en vertu d'un statut de 2017 contre les sanctions contre la Russie. Erdogan avait de quoi s'inquiéter.

Ce que Trump voulait, cependant, était très limité: quand Brunson serait-il libéré pour retourner en Amérique, qu'il pensait qu'Erdogan avait promis? Erdogan a seulement déclaré que le processus judiciaire turc se poursuivait et que Brunson n'était plus emprisonné mais assigné à résidence à Izmir, en Turquie. Trump a répondu qu'il pensait que c'était très inutile, car il s'attendait à entendre Erdogan lui dire que Brunson, qui n'était qu'un ministre local, rentrait chez lui. Trump a souligné son amitié avec Erdogan, mais a laissé entendre qu'il serait même impossible pour lui de résoudre les problèmes difficiles auxquels est confrontée la relation américano-turque à moins que Brunson ne revienne aux États-Unis. Trump était véritablement agité. Après un riff sur Tillerson et des expressions perplexes à propos de Gulen (qui, selon Trump, était la première fois qu'il en avait entendu parler), il a dit avec incrédulité (et de manière inexacte) qu'Erdogan lui disait que Brunson ne rentrerait pas à la maison. C'est pourquoi personne ne ferait des affaires avec Erdogan, se plaignait Trump, surtout parce que toute la communauté chrétienne américaine était contrariée par ce seul pasteur; ils devenaient fous. Erdogan a répondu que la communauté musulmane en Turquie devenait folle, mais Trump s'est interrompu pour dire qu'ils devenaient fous partout dans le monde, ce qu'ils étaient libres de faire. Si possible, la conversation a ensuite décliné.

Trump avait finalement trouvé quelqu'un qu'il adorait sanctionner, affirmant que «de lourdes sanctions» s'ensuivraient si Brunson n'était pas renvoyé aux États-Unis. Le 2 août, le Trésor a sanctionné les ministres turcs de la justice et de l'intérieur, 3 et deux jours plus tard, la Turquie a sanctionné leurs homologues, Sessions et Nielsen, en réponse.4 Bien que nous ayons discuté de ces mesures avec Trump, il m'a dit plus tard ce jour-là qu'il pensait que c'était insultant à la Turquie pour sanctionner les fonctionnaires du Cabinet. Au lieu de cela, il a voulu doubler les tarifs en vigueur sur l'acier sur la Turquie à 50 pour cent, ce qui a consterné l'équipe économique. Trump avait imposé des tarifs mondiaux sur l'acier et l'aluminium pour des raisons de sécurité nationale en mars 2018, en vertu de l'article 232 de la loi de 1962 sur l'expansion du commerce, une loi peu connue qui a trouvé une grande faveur dans la politique commerciale de Trump. Les motifs de «sécurité nationale» étaient au mieux vaporeux; les 232 tarifs étaient classiquement protectionnistes. Les utiliser maintenant à des fins politiques pour obtenir la libération de Brunson violait toute justification statutaire connue, quelle qu'en soit la cause. Trump, bien sûr, sentait que personne n'allait le défier dans ces circonstances. Nous sommes partis.

Les Turcs, inquiets de l'escalade des problèmes avec l'Amérique, voulaient une issue, ou du moins le pensions-nous, essayant de conclure un échange pour Brunson dans l'enquête criminelle de Halkbank. C'était au mieux inconvenant, mais Trump voulait Brunson, alors Pompeo et Mnuchin ont négocié avec leurs homologues (Mnuchin parce que le Bureau du contrôle des actifs étrangers du Trésor examinait également Halkbank) .5 Dans des conversations à trois, Mnuchin, Pompeo et moi avons convenu rien ne serait fait sans l'accord total des procureurs du ministère de la Justice du district sud de New York, où l'affaire, impliquant plus de 20 milliards de dollars de violations des sanctions contre l'Iran, était pendante. (À l'époque où je travaillais au ministère de la Justice, nous appelions le district sud le «district souverain de New York», car il résistait si souvent au contrôle de «la justice principale», sans parler de la Maison Blanche.) Plusieurs fois, Mnuchin était exubérant, il avait conclu un accord avec le ministre turc des Finances. C'était typique: que Mnuchin négocie avec des fraudeurs turcs ou des mandarins commerciaux chinois, un accord était toujours en vue.

Dans chaque cas, l'accord s'est effondré lorsque la justice l'a fait, c'est pourquoi essayer cette voie pour obtenir la libération de Brunson n'allait jamais fonctionner. Pompeo a déclaré: «Les Turcs ne peuvent tout simplement pas sortir de leur propre chemin», mais ce sont en fait les procureurs de la Justice qui ont rejeté à juste titre les accords ne valant presque rien du point de vue du gouvernement américain. Dans l'intervalle, la monnaie turque a continué de se déprécier rapidement et son marché boursier ne s'est pas beaucoup amélioré.
Nous avons eu un problème avec plusieurs négociateurs des deux côtés. Haley était en train de s'entretenir avec l'ambassadeur de Turquie auprès de l'ONU, ce que les Turcs ont dit ne pas comprendre. Nous non plus. Pompeo a déclaré sombrement qu'il résoudrait ce problème en disant à Haley de cesser de prendre des contacts non autorisés avec les Turcs, en confondant davantage ce qui était déjà assez confus. Heureusement, cette fois, cela a fonctionné. Les efforts diplomatiques, cependant, n'ont rien produit sur Brunson. Trump a laissé les négociations se poursuivre, mais son instinct sur Erdogan s'est avéré correct: seules les pressions économiques et politiques permettraient à Brunson d'être libéré, et ici au moins, Trump n'avait aucun problème à l'appliquer malgré l'heureux discours de Mnuchin. Erdogan est passé presque instantanément de l'un des meilleurs amis internationaux de Trump à être la cible d'une hostilité véhémente. Cela gardait espoir que Vladimir Poutine, Xi Jinping, Kim Jong Un ou d'autres montreraient inévitablement à Trump leurs vraies couleurs, et nous pourrions à ce moment-là reconnecter nos politiques errantes à la réalité. Évidemment, il était également possible que Trump revienne au mode «meilleur ami», ce qui s'est effectivement produit ici quelques mois plus tard. Ironiquement, bien que les médias aient dépeint Trump comme viscéralement anti-musulman, il n'a jamais compris - malgré les efforts répétés des principaux dirigeants alliés en Europe et au Moyen-Orient et ses propres conseillers pour l'expliquer - qu'Erdogan était lui-même un islamiste radical. Il était occupé à transformer la Turquie de l'État laïc de Kemal Ataturk en un État islamiste. Il a soutenu les Frères musulmans et d'autres radicaux à travers le Moyen-Orient, finançant à la fois le Hamas et le Hezbollah, sans parler de son hostilité intense envers Israël, et il a aidé l'Iran à échapper aux sanctions américaines. Cela n'a jamais semblé passer.
Dans l'intervalle, Trump se lasse des retards et de l'obscurcissement turcs, et le 10 août, malgré une autorité juridique douteuse, il a ordonné que les tarifs de l'acier en Turquie soient doublés à 50% et les tarifs de l'aluminium doublés à 20%, probablement la première fois dans l'histoire que les tarifs étaient augmentés par tweet:
Je viens d'autoriser un doublement des tarifs sur l'acier et l'aluminium par
rapport à la Turquie car leur monnaie, la livre turque, glisse rapidement à la
baisse face à notre très fort dollar! L'aluminium sera désormais de 20% et l'acier de 50%. Nos relations avec la Turquie ne sont pas bonnes en ce moment!

La Turquie a riposté avec ses propres tarifs, et Trump a répondu en demandant plus de sanctions. Mnuchin a essayé de ralentir Trump sur les sanctions, ce qui, je le pensais, ne ferait que le frustrer davantage. Le vice-président a ensuite suggéré à Jared Kushner d'appeler le ministre turc des Finances, car ils étaient tous les deux gendres des dirigeants de leurs pays respectifs. Vraiment, qu'est-ce qui pourrait mal tourner? J'ai informé Pompeo et Mnuchin de cette nouvelle «gendre chaîne de», et ils ont tous deux explosé, Mnuchin parce que le gendre turc était le ministre des Finances, son homologue, et Pompeo parce que c'était un exemple de

plus de Kushner faisant de l'international négociations qu'il n'aurait pas dû faire (avec le plan de paix au Moyen-Orient qui n'est pas encore tout à fait prêt). J'ai toujours aimé apporter de bonnes nouvelles. Trump et Kushner s'envolaient vers une collecte de fonds politique dans les Hamptons où Mnuchin était déjà arrivé, et Kushner m'a appelé plus tard pour dire que Mnuchin s'était «calmé». Kushner a également déclaré qu'il avait dit au gendre turc qu'il appelait en sa qualité "personnelle" par "amitié" et ne signalait en aucun cas "la faiblesse" aux Turcs. Je doutais que les Turcs y croient.

Le 20 août, Trump m'a appelé en Israël à propos d'une fusillade ce matin-là près de l'ambassade américaine à Ankara. J'avais déjà vérifié l'incident, trouvant qu'il s'agissait d'une affaire criminelle locale, sans rapport avec les États-Unis. Néanmoins, Trump s'est demandé si nous devrions fermer l'ambassade, augmentant ainsi la chaleur concernant Brunson, et peut-être faire autre chose, comme l'annulation du contrat du F-35 de la Turquie. J'ai appelé Pompeo et d'autres personnes pour les remplir et j'ai demandé au personnel du NSC voyageant avec moi de réfléchir aux options disponibles. Pompeo a pensé que nous devrions déclarer l'Ambassadeur de Turquie persona non grata et a ordonné aux avocats de l'État de contacter le conseil de la Maison Blanche pour s'entretenir davantage. Ces étapes n'étaient pas orthodoxes, mais nous avions consacré des efforts considérables à Brunson et nous n'avions toujours pas obtenu sa libération. Dans quelques jours, cependant, Trump a inversé le cours, décidant de ne rien faire contre notre ambassade ou l'ambassadeur de Turquie, revenant plutôt à l'idée de plus de sanctions. «Vous l'avez sur la Turquie», m'a-t-il dit, ce qui signifie, fondamentalement, quoi faire. Il a réaffirmé ce point de vue quelques jours plus tard, en disant: «Frappez-les, finissez-les. Vous l'avez compris », et il a déclaré à Merkel lors d'un appel téléphonique qu'Erdogan était très obtus sur la question de Brunson, affirmant que nous imposerions des sanctions substantielles dans les prochains jours. Les Qataris, qui prolongeaient la Turquie d'une bouée de sauvetage financière massive6, se sont également portés volontaires pour aider Brunson, mais il était difficile de voir leurs efforts réussir.

En fait, il y a eu très peu de progrès diplomatiques, même si les effets des sanctions et la rupture évidente avec les États-Unis sur Brunson et d'autres questions (comme l'achat du système de défense aérienne russe S-400) ont continué de faire des ravages dans l'économie turque. La Turquie, qui a un besoin urgent d'investissements étrangers directs, évolue rapidement dans la direction opposée, ce qui finit par affecter sa prise de décision. Son système judiciaire a ouvert la voie à une autre audience le vendredi 12 octobre à Izmir, où Brunson était assigné à résidence depuis juillet. Avec des indications solides que le tribunal travaillait à sa libération, le ministère de la Défense s'est préparé à monter un avion en Allemagne au cas où il serait nécessaire de récupérer Brunson et sa famille. Bizarrement, le tribunal a condamné Brunson pour espionnage et crimes connexes (ce qui était ridicule), l'a condamné à cinq ans de prison, puis a décidé, en raison du temps passé et d'autres facteurs atténuants, qu'il était libre de partir. Ce résultat a montré que la solution politique était en place: la prétention d'Erdogan que Brunson était un espion avait été «justifié» à des fins politiques intérieures, mais Brunson est allé libre.7

À 9 h 35, j'ai appelé Trump, qui était comme d'habitude toujours dans le Résidence, et a déclaré que nous étions sûrs à 95% que Brunson était absent. Trump était extatique, tweetant immédiatement, mélangé avec un tweet expliquant pourquoi Ivanka serait un grand ambassadeur des Nations Unies. Il voulait que Brunson soit amené immédiatement à la Maison

Blanche, sans s'arrêter au centre médical américain de Landstuhl, en Allemagne, pour une observation médicale et des soins si nécessaire. Les retards dans l'obtention de l'avion du Pentagone à Izmir ont obligé Brunson à passer la nuit en Allemagne de toute façon. À son tour, cela signifiait que sa visite à la Maison Blanche aurait lieu samedi après-midi, lorsque des membres du Congrès de la Caroline du Nord, son État d'origine et d'autres membres de la famille et des amis seraient présents. Après avoir vu le médecin de la Maison Blanche juste pour s'assurer qu'ils étaient prêts pour la scène sauvage sur le point de se dérouler, Brunson et sa femme ont marché jusqu'à l'aile ouest. Je leur ai parlé brièvement, surpris d'apprendre que Brunson m'avait suivi depuis longtemps et était presque toujours d'accord avec moi. Les Brunson se sont rendus à la résidence pour rencontrer Trump, puis ont marché avec lui le long de la colonnade jusqu'au bureau ovale, où les assemblés les ont accueillis avec des acclamations. La foule de la presse est entrée en tant que pasteur et le président a parlé. À la fin, Brunson s'est agenouillé à côté de la chaise de Trump, a mis son bras sur l'épaule de Trump et a prié pour lui, ce qui, il va sans dire, était la photo du jour. L'affaire Brunson a donc pris fin, mais les relations bilatérales avec la Turquie étaient à leur plus bas niveau jamais enregistré.

Avant sa libération, cependant, les conditions en Syrie se détérioraient déjà. En septembre, nous craignions qu'Assad ne planifie de ravager le gouvernorat d'Idlib, longtemps un bastion de l'opposition dans le nord-ouest de la Syrie. Il abrite désormais des centaines de milliers de Syriens déplacés à l'intérieur du pays, mêlés de terroristes radicaux, ainsi qu'une présence militaire turque destinée à décourager toute attaque contre Assad. La Russie et l'Iran aideraient presque certainement Assad, produisant des effusions de sang et du chaos, et lançant des flux massifs de réfugiés de Syrie en Turquie. Avec des réfugiés légitimes, des milliers de terroristes s'enfuiraient, dont beaucoup se dirigeraient vers l'Europe, leur destination préférée. J'étais particulièrement inquiet qu'Assad puisse à nouveau utiliser des armes chimiques, et j'ai poussé instamment le ministère de la Défense à réfléchir à une éventuelle réponse militaire (si tout va bien avec la Grande-Bretagne et la France) au cas où cela se produirait. Je ne voulais pas être mal préparé, comme en avril. Si nécessaire, les représailles ne devraient pas viser à nouveau à dégrader la capacité d'armes chimiques de la Syrie mais à modifier de façon permanente la propension d'Assad à l'utiliser. Cette fois, Mattis a libéré les Joint Chiefs pour qu'ils fassent ce qu'ils devraient faire; il y avait une planification avancée approfondie, basée sur des hypothèses alternatives, des limites (par exemple, en évitant rigoureusement le risque de victimes civiles) et des objectifs. Contrairement à avril, je sentais que si le pire venait à empirer, nous étions prêts à présenter de véritables options pour Trump.

Entre-temps, Israël n'attendait pas, frappant à plusieurs reprises des cargaisons iraniennes d'armes et de fournitures susceptibles de menacer.9 Jérusalem avait ses propres communications avec Moscou, car Netanyahu ne recherchait pas des cibles ou du personnel russes, seulement des Iraniens et des terroristes. Le véritable problème de la Russie était ses alliés syriens, qui ont abattu un avion de surveillance russe à la mi-septembre 10, ce qui a également incité Moscou à remettre des éléments de son système de défense aérienne S-300 aux Syriens, troublant grandement Israël.11

En Irak, le Samedi 8 septembre, des milices chiites, assurément fournies par l'Iran, ont attaqué l'ambassade de Bagdad et notre consulat de Bassorah, et l'Iran a lancé des missiles contre des cibles près d'Irbil en Irak kurde.12 À venir quelques jours avant l'anniversaire du 11 septembre

et avec l'assaut de 2012 sur notre composé diplomatique de Benghazi dans nos esprits, nous devions penser stratégiquement à notre réponse. Nous n'avons pas. Kelly m'a dit qu'après un événement de campagne, Trump lui avait «déchaîné» encore une fois le désir de quitter complètement le Moyen-Orient. Des Américains morts en Irak, tragiques en eux-mêmes, pourraient accélérer le retrait, à notre détriment à long terme, et celui d'Israël et de nos alliés arabes, si nous n'y réfléchissions pas attentivement. Lundi, cependant, notre «réponse» était à une éventuelle déclaration condamnant le rôle de l'Iran dans les attaques. Mattis s'y est même opposé, arguant toujours que nous n'étions pas absolument sûrs que les milices chiites étaient liées à l'Iran, ce qui a défié la crédulité. Notre indécision s'est poursuivie jusqu'à mardi, lorsque Mattis a précipité une réunion du bureau ovale sur cette déclaration d'un paragraphe, avec Trump, Pence, Mattis, Pompeo, Kelly et moi. Il était maintenant si tard que peu de gens le remarqueraient, quoi qu'il en soit dit. C'était l'obstructionnisme de Mattis au travail: pas de réponse cinétique, et peut-être même pas un communiqué de presse répondant aux attaques contre le personnel et les installations diplomatiques américaines. Quelle leçon l'Iran et les milices ont-ils tiré de notre passivité totale?

On pouvait s'y attendre, il y a eu de nouvelles menaces de la part des milices chiites en quelques semaines et deux autres attaques à la roquette contre le consulat de Bassora. Pompeo a décidé presque immédiatement de fermer le consulat (qui employait plus d'un millier de personnes, y compris des employés du gouvernement et des entrepreneurs) pour éviter une catastrophe de type Benghazi. Cette fois, même Mattis ne pouvait pas nier la connexion avec l'Iran. Ne trahissant aucun sens de l'ironie, cependant, et s'opposant toujours à toute action cinétique en réponse, il craignait que la fermeture du consulat ne signale que nous nous retirions d'Irak. Néanmoins, le 28 septembre, Pompeo a annoncé la fermeture du consulat.13 Lorsque nous arrivons aux événements de l'été 2019 et à la destruction de drones américains et d'autres actes iraniens belligérants dans la région, rappelez-vous bien que ces échecs de l'administration n'ont pas répondu aux provocations. un an plus tôt.

Peu de temps après, Trump s'est retourné contre Erdogan et la Turquie. Alors que l'affaire Brunson a maintenant six semaines de retard, les deux dirigeants se sont rencontrés bilatéralement le 1er décembre lors du sommet du G20 à Buenos Aires, pour discuter largement de Halkbank. Erdogan a fourni une note de service du cabinet d'avocats représentant Halkbank, que Trump n'a fait que feuilleter avant de déclarer qu'il pensait que Halkbank était totalement innocent d'avoir violé les sanctions américaines contre l'Iran. Trump a demandé si nous pouvions joindre le procureur général des États-Unis par intérim, Matt Whitaker, que j'ai évité. Trump a ensuite dit à Erdogan qu'il s'occuperait des choses, expliquant que les procureurs du district sud n'étaient pas son peuple, mais le peuple Obama, un problème qui serait résolu lorsqu'ils seraient remplacés par son peuple.

Bien sûr, cela n'avait aucun sens, car les procureurs étaient des employés de carrière du ministère de la Justice, qui auraient procédé de la même manière si l'enquête Halkbank avait commencé la huitième année de la présidence de Trump plutôt que la huitième année d'Obama. C'était comme si Trump essayait de montrer qu'il avait autant d'autorité arbitraire qu'Erdogan, qui avait déclaré vingt ans plus tôt en tant que maire d'Istanbul, «la démocratie est comme un tramway. Vous montez à l'arrêt que vous voulez, puis vous descendez. »14 Trump continua, affirmant qu'il ne voulait pas que quelque chose de mal arrive à Erdogan ou à la Turquie, et qu'il travaillerait très dur sur la question. Erdogan s'est également plaint des forces kurdes en Syrie

(auxquelles Trump n'a pas répondu), puis a soulevé Fethullah Gulen, demandant une nouvelle fois qu'il soit extradé vers la Turquie. Trump a émis l'hypothèse que Gulen ne durerait qu'une journée s'il était renvoyé en Turquie. Les Turcs ont ri mais ont déclaré que Gülen n'avait pas à s'inquiéter, car la Turquie n'avait pas de peine de mort. Heureusement, le bilatéral a pris fin peu de temps après. Rien de bon n'allait advenir de cette bromance renouvelée avec un autre dirigeant étranger autoritaire.

En fait, les Européens avaient déjà détourné l'attention des risques d'un assaut d'Assad dans le gouvernorat d'Idlib pour s'inquiéter d'une attaque turque dans le nord-est de la Syrie, la région triangulaire à l'est de l'Euphrate, au sud de la Turquie et à l'ouest de l'Irak. Largement sous le contrôle de l'Opposition syrienne, et dominés par des combattants kurdes, plusieurs milliers de soldats américains et alliés y ont été déployés pour soutenir l'offensive continue contre le califat territorial de l'Etat islamique. Commencée sous Obama, dont les politiques erronées en Irak ont fortement contribué à l'émergence de l'Etat islamique et de son califat pour commencer, l'offensive était enfin sur le point de réussir. Il était sur le point d'éliminer les possessions territoriales de l'Etat islamique dans l'ouest de l'Irak et l'est de la Syrie, sans pour autant éliminer l'Etat islamique lui-même, qui détenait encore l'allégeance de milliers de combattants et de terroristes vivant en Irak et en Syrie mais ne contrôlant aucun territoire défini.

Erdogan était censé vouloir détruire le califat, mais son véritable ennemi était les Kurdes, qui, croyait-il avec une certaine justification, étaient alliés au Parti des travailleurs du Kurdistan, ou PKK, en Turquie, que les États-Unis considéraient depuis longtemps comme un groupe terroriste. La raison pour laquelle nous avons été affiliés à un groupe terroriste afin d'en détruire un autre provient de l'échec d'Obama à voir que l'Iran était une menace beaucoup plus grave, maintenant et à l'avenir. De nombreuses parties à ce conflit se sont opposées à l'Etat islamique, notamment l'Iran, son mandataire terroriste Hezbollah et sa Syrie quasi satellite. Téhéran, cependant, contrairement à Obama, se concentrait également sur la prochaine guerre, celle après la défaite de l'Etat islamique. Alors que le califat de l'Etat islamique rétrécissait, l'Iran élargissait sa portée de contrôle dans la région, laissant aux États-Unis son escouade maladroite d'alliés. Cela dit, l'Amérique soutenait depuis longtemps les efforts des Kurdes pour une plus grande autonomie, voire l'indépendance vis-à-vis de l'Irak, et un État kurde nécessiterait des ajustements frontaliers pour les États existants dans le quartier. C'était compliqué, mais ce qui n'était pas compliqué était le fort sentiment de loyauté des États-Unis envers les Kurdes qui avaient combattu avec nous contre l'Etat islamique, et craignaient que leur abandon soit non seulement déloyal mais aurait des conséquences négatives graves dans le monde entier pour tout effort futur de recrutement d'alliés qui pourrait plus tard être considéré comme consommable.

Entre-temps, il y a eu des troubles au Pentagone. Vendredi 7 décembre, lors de notre petit-déjeuner hebdomadaire, Mattis a dit sombrement à Pompeo et à moi-même: "Vous, messieurs, vous avez plus de capital politique que maintenant", ce qui semblait inquiétant. La nomination de Mark Milley pour succéder à Dunford au poste de président des Joint Chiefs serait annoncée le lendemain, avant le match Armée-Marine, mais nous savions que cela allait arriver. Milley, alors chef d'état-major de l'armée, avait impressionné Trump et avait remporté le poste par lui-même. Mattis avait essayé de forcer son candidat préféré sur Trump, mais de nombreux partisans de Trump pensaient que la dernière chose dont il avait besoin était un clone de Mattis

en tant que président. En poussant prématurément, peut-être parce que Mattis savait qu'il partirait bien avant l'expiration du mandat de Dunford le 30 septembre 2019, Mattis avait blessé sa propre cause. Lors de notre prochain petit-déjeuner dans la salle Ward, le jeudi 13 décembre, l'ambiance était décidément malheureuse pour plusieurs raisons, mais en grande partie parce que nous nous sentions tous, silencieusement pour être sûrs, que Mattis arrivait à la fin de sa balade. Cela ne me dérangeait pas que l'obstructionnisme de Mattis partirait avec lui, mais son départ faisait partie d'un schéma problématique, presque inévitable. Aucune des trois administrations républicaines précédentes dans lesquelles j'ai servi n'avait vu quoi que ce soit approcher cette ampleur et cette manière de roulement de haut niveau.
Le 14 décembre, Trump et Erdogan ont parlé par téléphone. J'ai informé Trump au préalable de la situation en Syrie, et il a dit: «Nous devrions sortir de l'enfer», ce que je craignais de dire directement à Erdogan. Trump a commencé par dire que nous approchions très près d'une résolution sur Halkbank. Il venait de parler à Mnuchin et Pompeo, et a déclaré que nous allions avoir affaire au grand-gendre d'Erdogan (le ministre des Finances de Turquie) pour le faire tomber de ses épaules. Erdogan était très reconnaissant, ne parlant pas moins en anglais. Il est ensuite passé en Syrie. Il a déclaré que Trump connaissait les attentes de la Turquie concernant les YPG (une milice kurde syrienne, faisant partie des forces de défense syriennes de l'opposition) et le réseau terroriste FETO (Gulenist), que Erdogan a qualifié de menaces pour la sécurité nationale turque qui empoisonnaient les relations bilatérales entre Washington et Ankara. . Néanmoins, gémit Erdogan, contrairement aux faits, l'Amérique continuait de former les forces des YPG, y compris jusqu'à 30 à 40 000 nouvelles recrues. Il s'est plaint de la divergence entre la volonté politique de Trump et les activités militaires américaines sur le terrain, qui lui posait des questions. La Turquie, a déclaré Erdogan, voulait se débarrasser de l'Etat islamique et du PKK, même si, à mon avis, par «PKK», il faisait vraiment référence aux combattants kurdes en général.

Trump a déclaré qu'il était prêt à quitter la Syrie si la Turquie voulait gérer le reste de l'Etat islamique; La Turquie pourrait faire le reste et nous sortirions. Erdogan a promis sa parole sur ce point, mais a déclaré que ses forces avaient besoin d'un soutien logistique. Puis vint la partie douloureuse. Trump a déclaré qu'il me demanderait (j'écoutais l'appel, comme c'était la coutume) de travailler immédiatement sur un plan de retrait américain, la Turquie prenant en charge la lutte contre Daech. Il a dit que je devrais travailler tranquillement mais que nous partions parce que l'Etat islamique est terminé. Trump a demandé si je pouvais parler, ce que j'ai fait, disant que j'avais entendu ses instructions. Alors que l'appel prenait fin après de nouvelles discussions sur Halkbank, Trump a déclaré qu'Erdogan devrait travailler avec moi dans l'armée (en me disant de faire du bon travail) et Mnuchin sur Halkbank. Erdogan a remercié Trump et l'a appelé un leader très pratique. Peu de temps après, Trump a déclaré que nous devrions rédiger une déclaration selon laquelle nous avions gagné la lutte contre Daech, nous avions achevé notre mission en Syrie et nous sortions maintenant.15 Il ne faisait aucun doute dans mon esprit que Trump s'était emparé du retrait de la Syrie. comme une autre promesse de campagne, comme l'Afghanistan, il était déterminé à dire qu'il avait tenu. J'ai appelé Mattis peu de temps après pour l'informer; il va sans dire qu'il n'était pas ravi.
Ce fut une crise personnelle pour moi. Je pensais que le retrait de la Syrie était une énorme erreur, à la fois à cause de la menace mondiale continue de Daech et du fait que l'influence

substantielle de l'Iran augmenterait sans aucun doute. J'avais fait valoir à Pompeo et Mattis dès juin que nous devrions mettre fin à notre politique fragmentaire en Syrie, en examinant une province ou une région à la fois (par exemple, Manbij, Idlib, la zone d'exclusion du sud-ouest, etc.), et nous concentrer sur la grande image. Avec la plupart du califat territorial de l'Etat islamique disparu (bien que la menace de l'Etat islamique lui-même était loin d'être éliminée), la situation dans son ensemble arrêtait l'Iran. Maintenant, cependant, si les États-Unis abandonnaient les Kurdes, ils devraient soit s'allier avec Assad contre la Turquie, que les Kurdes considéraient à juste titre comme la plus grande menace (renforçant ainsi Assad, le mandataire de l'Iran), soit lutter seuls, face à une défaite presque certaine, pris dans l'étau entre Assad et Erdogan. Que faire?

Premièrement, le 18 décembre, Mattis, Dunford, Coats, Haspel, Pompeo et moi (et quelques autres) nous sommes réunis dans «le réservoir» du Pentagone, plutôt que dans la salle assise, pour attirer moins l'attention. Sur la base de l'appel Trump-Erdogan, les Turcs ont sans aucun doute dit à quiconque écouterait que nous cédions la merci au nord-est de la Syrie. Les dangers potentiels sur le terrain étaient intimidants, à commencer par les milliers de prisonniers de l'Etat islamique détenus par les Kurdes, en attendant une décision sur leur sort. Les estimations du nombre réel de prisonniers variaient, en partie en raison de définitions différentes: étaient-ils des «combattants terroristes étrangers», c'est-à-dire de l'extérieur du Moyen-Orient? De l'extérieur de la Syrie et de l'Irak? Ou local? Quel que soit le nombre, nous ne voulions pas qu'ils se déplacent en masse aux États-Unis ou en Europe. À la mi-décembre, Trump a suggéré d'amener les prisonniers de l'Etat islamique dans le nord-est de la Syrie à Gitmo, mais Mattis s'est opposé. Trump a ensuite insisté pour que d'autres pays reprennent leurs propres ressortissants des camps kurdes, ce qui n'était guère déraisonnable, mais auquel les gouvernements étrangers ont fortement résisté, ne voulant pas que les terroristes rentrent chez eux. Personne ne l'a fait, mais cette résistance n'a guère contribué à une solution. Comme les événements se sont développés, nous n'avons pas résolu le problème avant de quitter la Maison Blanche.

Enfin, combien de temps exactement faudrait-il aux États-Unis et aux autres forces de la coalition pour partir de manière sûre et ordonnée? Les planificateurs de Dunford ont estimé à environ 120 jours; ce n'était certainement pas une question de 48 heures. J'ai posé des questions sur le maintien de la zone d'exclusion d'At Tanf, située à l'intérieur de la Syrie à la jonction trilatérale de la Syrie, de la Jordanie et de l'Irak, pas dans le nord-est de la Syrie, mais que détenaient les forces américaines. Le contrôle d'At Tanf a neutralisé un point de passage frontalier clé sur la route entre Bagdad et Damas, ce qui a obligé l'Iran et d'autres à traverser l'Irak vers la Syrie à un poste frontalier plus éloigné au nord. Étonnamment, Mattis était sceptique quant à la valeur d'At Tanf, probablement parce qu'il était concentré sur ISIS plutôt que sur l'Iran. L'Iran était ma principale préoccupation, et je suis resté ferme sur At Tanf tout au long de mon mandat de conseiller à la sécurité nationale. D'ailleurs, pourquoi céder du territoire pour rien?

Comme nous en avions convenu, Mattis, Dunford, Pompeo et moi avons commencé à appeler nos alliés pour les préparer à ce qui allait se passer, sans aucun signe de soutien. Le Français Étienne m'a dit que Macron voudrait certainement parler à Trump de la décision, ce qui ne m'a pas surpris. D'autres réactions étaient également prévisibles. J'étais dans l'Ovale cet après-midi-là quand l'appel de Macron est arrivé, et il n'était pas content. Trump l'a écarté, disant que

nous en avions fini avec Daesh et que la Turquie et la Syrie prendraient soin de tous les restes. Macron a répondu que la Turquie se concentrait sur l'attaque des Kurdes et qu'elle ferait un compromis avec l'Etat islamique. Il a supplié Trump de ne pas se retirer, disant que nous gagnerions dans un délai très court et que nous devrions terminer le travail. Trump a accepté de consulter à nouveau ses conseillers, me disant que je devrais parler aux gens de Macron (ce que j'avais déjà fait), et à Mattis et Dunford qu'ils devraient parler à leurs homologues. Presque immédiatement, Mattis a appelé pour dire que la ministre française de la Défense, Florence Parly, n'était pas du tout satisfaite de la décision de Trump. L'ambassadeur d'Israël Ron Dermer m'a dit que c'était le pire jour qu'il ait connu jusqu'à présent dans l'administration Trump.

Le lendemain, mercredi 19 décembre, Mattis, Pompeo et moi avons pris notre petit déjeuner hebdomadaire dans la salle Ward, dominée par la Syrie, malgré notre longue discussion au Pentagone la veille. De nombreux articles de presse sont apparus, remplis d'inexactitudes16, qui, selon moi, provenaient en grande partie du Pentagone, via des alliés au Congrès. Plus tard dans la journée, Trump a tweeté une vidéo avec sa propre explication, et les appels de la presse et du Congrès ont submergé la Maison Blanche, qui, à l'exception du NSC, s'est à nouveau concentrée sur le mur frontalier du Mexique et les sujets liés à l'immigration. Les républicains au Congrès se sont opposés presque uniformément à la décision de Trump en Syrie, mais ont largement déclaré qu'ils éviteraient les médias, une inhibition que les démocrates ne partageaient pas. Le consentement républicain à des politiques de sécurité nationale erronées, cependant, n'a pas aidé le pays ou finalement le parti. J'ai rendu compte de la réaction négative de Hill ce matin-là, mais Trump ne l'a pas cru, s'appuyant probablement à nouveau sur les assurances de Rand Paul qu'il représentait la véritable base du parti. Comme si cela ne suffisait pas, la Turquie a arrêté un garde national du Texas en service à la base aérienne d'Incirlik, près d'Adana (ce problème, contrairement à celui de Brunson, a été résolu rapidement).

Jeudi, Trump a compris qu'il était malmené par la couverture médiatique du retrait de la Syrie, ce qui n'était qu'une petite fraction de ce qui arriverait s'il quittait complètement l'Afghanistan. Nous avons conclu qu'il n'était pas judicieux de fixer une date limite pour le retrait, mais avons souligné qu'il devrait être «ordonné». L'armée turque a fourni une bouée de sauvetage potentielle à cet égard. Ils savaient très bien qu'il devait y avoir des pourparlers entre militaires sur un transfert ordonné du pouvoir dans une région par ailleurs essentiellement non gouvernée avant que le transfert proposé par Trump ne puisse réussir. Ces pourparlers prendraient du temps, et la délégation américaine envisageait en effet de se rendre à Ankara uniquement le lundi soir de Noël, la semaine prochaine.

Cet après-midi-là, j'ai appris que Mattis était seul dans l'Ovale avec Trump, et une cérémonie de signature de projet de loi avait lieu très tard. Pendant que nous parlions, Mattis est sorti, avec Trump juste derrière lui. Je pouvais dire instantanément que quelque chose se passait. Mattis semblait stupéfait de me voir attendre, mais il m'a serré la main sans beaucoup d'expression. Trump a dit: «John, entrez», ce que j'ai fait, avec seulement nous deux dans l'Ovale. "Il part", a déclaré Trump. "Je ne l'ai jamais vraiment aimé."

Après la cérémonie de signature du projet de loi, Trump et moi avons discuté pendant environ vingt minutes sur la façon de gérer le départ de Mattis. Trump voulait publier un tweet avant que la machine de relations publiques de Mattis ne démarre. Mattis avait donné à Trump une longue lettre de démission expliquant pourquoi il partait, sans aucun doute écrite pour une large

diffusion publique, que Trump n'avait pas réellement lue. Au lieu de cela, il l'avait simplement laissé sur le bureau de Resolute, d'où il avait été retiré pour la cérémonie de signature du projet de loi. Lorsque nous avons récupéré la lettre, j'ai lu avec surprise que Mattis voulait servir jusqu'à la fin février, passant le reste de son temps en tant que secrétaire à la défense à témoigner devant le Congrès et à prendre la parole lors de la réunion des ministres de la défense de l'OTAN en février. Ce qui était encore plus surprenant pour Trump, étant donné la teneur de sa conversation avec Mattis, était la substance de la lettre, rejetant les politiques de Trump. J'ai expliqué à Trump que le calendrier était complètement intenable, même si je n'étais pas sûr qu'il s'enfonçât. Il était, cependant, de plus en plus expressif à propos de combien il n'aimait pas Mattis. "J'ai créé un monstre quand je l'ai nommé" Mad Dog "", a déclaré Trump, ce qui était au moins partiellement correct. (Le vrai surnom de Mattis était «Chaos».) Je suis retourné à mon bureau pour appeler Pompeo à 17 h 20, et à ce moment-là, le tweet de Trump était sorti et le blitz de presse de Mattis était en cours. Pompeo a déclaré que Mattis s'était arrêté par l'État sur le chemin de la Maison Blanche, lui donnant une copie de la lettre de démission. Mattis a déclaré: «Le président ne fait plus attention à moi. C'est sa façon de dire qu'il ne veut pas de moi. C'est l'heure de partir." J'ai pensé que toutes ces choses étaient vraies, et Pompeo a accepté.

Toute cette agitation sur Mattis, bien sûr, a affecté les drames syriens et afghans parallèles, en particulier parce que Mattis a fait de l'ordre de Trump pour que les forces américaines quittent la Syrie le facteur déterminant de sa démission. Néanmoins, la question de la succession demeure. Samedi, deux jours après la réunion de Mattis dans l'Ovale, Trump m'a dit vers 18 h 15 qu'il n'attendait pas le mois de février pour le départ de Mattis et avait décidé de nommer le secrétaire adjoint à la défense, Pat Shanahan, secrétaire par intérim de la défense. (À ce stade, Trump était déchiré entre la nomination de Shanahan pour le poste à temps plein et la nomination du général à la retraite Jack Keane.) De plus, Trump voulait maintenant que Mattis sorte immédiatement, sans même venir au Pentagone lundi. J'ai souligné que c'était presque Noël, et Trump a déclaré: «Noël n'est pas avant mardi. Nous devrions le renvoyer aujourd'hui. »

Dimanche 23 décembre, j'ai parlé avec Trump juste avant un appel à dix heures avec Erdogan. Trump venait de terminer «une bonne conversation» avec Shanahan, qu'il avait trouvé «très impressionnant». Trump s'est demandé pourquoi il n'avait pas été aussi impressionné lors de leurs précédentes rencontres. Il a fourni sa propre réponse, avec laquelle je suis d'accord, que Shanahan "avait été retenu là-bas [au Pentagone] par Mattis", ajoutant: "Il vous aime et Pompeo." Une date de début du 1er janvier, cependant, laisserait Mattis en place jusqu'au 31 décembre, et Trump grondait à nouveau qu'il le voulait immédiatement. J'ai dit que je verrais ce qui pourrait être fait et j'ai immédiatement appelé Shanahan, qui était à Seattle avec sa famille. J'ai suggéré que, Noël ou pas Noël, il devrait penser à retourner à Washington immédiatement. J'ai également appelé Dunford, l'atteignant alors qu'il atterrissait à la base aérienne de Bagram en Afghanistan. Je lui ai dit ce qui s'était passé avec Erdogan sur la Syrie et avec Mattis, ce qu'il appréciait parce que personne d'autre n'avait transmis la nouvelle du Pentagone. J'ai assuré à Dunford que Trump voulait qu'il reste président des Joint Chiefs, ce que j'ai en quelque sorte inventé, mais que je pensais être vrai et approprié pour apaiser les inquiétudes suscitées par l'agitation causée par Mattis. Au moins pour l'instant, nous semblions de nouveau stables.

Mais la Syrie était toujours en mouvement. Au cours du week-end, Trump a décidé qu'il voulait un autre appel avec Erdogan pour faire deux points: premièrement, n'attaquez pas de troupes

américaines en Syrie, et deuxièmement, assurez-vous d'attaquer ISIS et non les Kurdes, les deux points étant corrects, mais c'était un peu de temps pour les remplir après son appel précédent avec Erdogan et la publicité qui a suivi.17 Donc, après les salutations et les remarques d'ouverture, Trump a déclaré que, d'abord, il voulait qu'Erdogan se débarrasse de Daech et que nous fournirions de l'aide si la Turquie en avait besoin. . Deuxièmement, il a pressé Erdogan de ne pas poursuivre les Kurdes et de les tuer, notant que beaucoup de gens les aimaient pour avoir combattu avec nous pendant des années contre l'Etat islamique. La Turquie et les Kurdes devraient poursuivre les forces restantes de l'Etat islamique ensemble. Trump a reconnu qu'une telle stratégie pourrait être un changement pour Erdogan, mais il a souligné à nouveau le soutien des Kurdes aux États-Unis. Trump est ensuite venu avec ce qu'il pensait être le point fort: la perspective d'un commerce américain considérablement plus important avec la Turquie. Erdogan a pris soin de dire qu'il aimait les Kurdes et vice versa, mais a ajouté que les YPG-PYD-PKK (trois groupes kurdes en Turquie et en Syrie, dont les neuf initiales dont Erdogan s'est ébranlé comme s'il épelait son propre nom) manipulaient les Kurdes et ne les représentait pas. Il a souligné que son gouvernement avait des députés et des ministres kurdes, que les Kurdes avaient un amour et une sympathie particuliers pour lui, et qu'il était le seul dirigeant à pouvoir organiser de grands rassemblements dans les régions kurdes. Il n'avait l'intention de tuer que des terroristes. Nous avions déjà entendu tout cela auparavant, et c'était de la propagande standard du régime Erdogan.

Rassemblements! Quel appel à Trump! À ce stade, reconnaissant peut-être qu'il était entraîné dans un piège pour les Kurdes - ceux qu'Erdogan avait l'intention de décimer contre ceux qui aimaient venir l'entendre, une distinction avec laquelle nous n'avions rien à faire pour aider Erdogan - Trump m'a demandé de dire ce que je pensé aux commentaires d'Erdogan. Sous l'impulsion du moment, j'ai dit que nous devrions nous en remettre aux discussions militaires à militaires à venir pour distinguer les terroristes des non-terroristes. Mon sentiment était que l'analyse de cette question n'irait absolument nulle part, retardant ainsi notre départ de Syrie.

La veille de Noël et le jour de Noël étaient calmes. À neuf heures quarante-cinq heures du soir de Noël, mes détails des services secrets et moi sommes partis pour Andrews, où, sous des précautions de sécurité extraordinaires, Trump, la Première Dame et un petit groupe de voyageurs sont montés à bord d'Air Force One pour se rendre en Irak (huit heures avant Heure de Washington). Je me suis endormi et je me suis réveillé à temps pour voir que le mot du voyage n'avait toujours pas été rompu et que la sécurité était assez bonne pour que nous puissions continuer vers notre destination à la base aérienne d'al-Asad, où nous nous attendions, entre autres, pour rencontrer le Premier ministre irakien Adil Abdul Mahdi et plusieurs hauts responsables. Trump s'est également levé «tôt», même s'il était déjà l'heure de l'après-midi en Irak, et nous avons passé pas mal de temps dans son bureau à bavarder parce que si peu d'autres étaient encore debout. Nous avons varié de ce qu'il dirait aux troupes de l'armée et de la marine à al-Asad et dans le discours sur l'état de l'Union en janvier, à l'envoi d'un voeux de nouvel an à Xi Jinping et à la question de savoir si Trump devrait obtenir le prix Nobel de la paix. Trump a également soulevé la rumeur politique répandue selon laquelle il déverserait Pence du billet en 2020 et se présenterait à la place avec Haley, demandant ce que je pensais. Les potins de la Maison Blanche étaient courants qu'Ivanka et Kushner étaient en faveur de cette approche, ce qui était lié au fait que Haley avait quitté son poste d'ambassadrice des Nations Unies en décembre 2018, lui permettant ainsi de faire de la politique à travers le

pays avant d'être nommée au billet en 2020. L'argument politique en faveur d'Haley était qu'elle pouvait reconquérir des femmes électrices aliénées de Trump. En revanche, a-t-on dit, les évangéliques soutenant Pence n'avaient nulle part où aller en 2020, de sorte que leurs votes n'étaient pas menacés si Haley le remplaçait. J'ai expliqué que c'était une mauvaise idée de larguer quelqu'un de fidèle, et que cela risquait d'aliéner les personnes dont il avait besoin (qui pourraient rester à la maison, même si elles ne votaient pas pour l'de Trump adversaire) sans nécessairement générer de nouveaux soutiens à cause du remplacement. Cela semblait également être la pensée de Trump.

Nous avons atterri à al-Asad vers sept heures quinze, heure locale, dans une obscurité presque totale et sous la sécurité la plus stricte possible. Nous nous éloignâmes d'Air Force One dans des Humvees lourdement blindés, en direction de la tente où les commandants américains nous rencontreraient. Au fur et à mesure que nous avancions, il est devenu clair que nous n'étions pas vraiment sûrs si Abdul Mahdi venait réellement ou non. Pour des raisons de sécurité, il avait reçu un préavis minimal, mais nous avons entendu dire qu'un avion était en route de Bagdad, la seule incertitude étant de savoir si Abdul Mahdi y était! Saluant le président et la première dame dans la tente, disposés avec des tables, des chaises et des drapeaux, étaient le lieutenant-général de l'armée Paul LaCamera, le commandant de l'opération Inherent Resolve (en Irak et en Syrie); Le général de brigade de l'armée de l'air Dan Caine (surnommé «Raisin»); le commandant adjoint; et plusieurs autres. Je voulais un peu plus de «résolution inhérente» au sein de l'administration, alors j'ai pris LaCamera à part et l'ai exhorté à souligner la menace de l'Iran en Syrie, en plus de tout ce qu'il avait l'intention de dire.

Si je devais choisir un moment précis qui a sauvé la présence militaire américaine en Syrie (au moins jusqu'à la fin de mon mandat à la Maison Blanche), c'est bien celui-ci: assis dans cette tente, à la table de conférence de fortune, avec le président et Première Dame en tête, et le reste d'entre nous sur les côtés, après la représentation obligatoire avant le pool de presse itinérant. La presse est partie vers 20 heures, et LaCamera et ses collègues ont commencé ce que je pensais être un briefing standard, où ils ont parlé et le président a écouté. Étaient-ils pour une surprise! LaCamera n'est arrivé que dans la mesure où «il est clair que nous devons quitter la Syrie», lorsque Trump a interrompu avec des questions et des commentaires. LaCamera a déclaré à un moment donné: "Je peux protéger nos intérêts en Syrie tout en me retirant, et je peux le faire à partir d'ici." Trump a déclaré qu'il avait dit à Erdogan de ne pas attaquer les forces américaines en Syrie, et LaCamera et Caine expliquaient ce qu'ils faisaient actuellement contre l'Etat islamique lorsque Trump a demandé: «Pouvez-vous leur en faire chier en sortant?» Ils ont tous deux répondu: «Oui, monsieur», et Trump a dit: «C'est ma commande; sortez d'ici. " LaCamera a ensuite expliqué que les États-Unis avaient cherché à renforcer la «capacité de partenariat» au fil des ans, mais Trump s'est interrompu pour dire qu'il avait accordé des prorogations répétées du temps nécessaire pour vaincre Daesh et qu'il en avait assez de le faire. Il a ensuite demandé: «Que pouvons-nous faire pour protéger les Kurdes?» et je suis intervenu pour dire aux commandants que le président avait expressément dit à Erdogan qu'il ne voulait pas que des dommages soient causés aux Kurdes qui nous avaient aidés en Syrie. LaCamera et Caine ont expliqué qu'ils pourraient achever le califat territorial d'ISIS dans les deux à quatre prochaines semaines. "Faites-le", a déclaré Trump, "vous avez le droit à cela", demandant pourquoi Mattis et d'autres n'auraient pas pu terminer le travail au cours de la

dernière année et demie. Trump en est venu à croire qu'il entendait beaucoup de ces informations pour la première fois, ce qui peut être vrai ou non, mais c'était néanmoins son avis.
Alors que la discussion avançait, LaCamera a déclaré que la base d'al-Asad était également essentielle pour maintenir la pression sur l'Iran. Trump a demandé avec perplexité: «Rester en Irak met plus de pression sur l'Iran?» L'ambassadeur des États-Unis en Irak, Douglas Silliman, a répondu «Oui» avec insistance, et LaCamera et d'autres ont accepté. Trump a commencé à clore la réunion en disant qu'il voulait «un retrait vicieux» de la Syrie et qu'il voyait la présence américaine continue en Irak comme «une cheville ouvrière» pour un certain nombre de raisons.
J'ai décidé de tenter ma chance en demandant à LaCamera et Caine quelle était la valeur de la zone d'exclusion At Tanf. LaCamera disait: «Je n'ai pas encore informé mes patrons -» quand je l'ai interrompu, j'ai montré POTUS et j'ai dit: «Vous êtes maintenant.» LaCamera, à son crédit, s'est rétabli rapidement et a déclaré que nous devrions nous accrocher à Tanf. Trump a répondu: "D'accord, et nous déciderons du calendrier à ce sujet plus tard." Trump et la Première Dame se sont déplacés peu de temps après dans une tente du mess à proximité pour rencontrer des membres du service, et Stephen Miller, Sarah Sanders et moi sommes restés avec LaCamera, Caine et les autres commandants pour rédiger une déclaration que nous pourrions publier publiquement. Nous avons écrit que le président et les commandants «ont discuté d'un retrait fort, délibéré et ordonné des forces américaines et de la coalition de Syrie, et de l'importance continue de la présence américaine en Irak pour empêcher une résurgence de la menace territoriale de l'Etat islamique et pour protéger d'autres intérêts américains. », Qui ont tous convenu que c'était un bon résumé de la réunion18.
Je pensais que le résultat était fantastique, non pas parce que nous avions une décision finale sur l'activité militaire américaine en Syrie, mais parce que Trump était reparti avec une appréciation très différente de ce que nous étions. faire et pourquoi c'était important. Combien de temps cela durerait était une question distincte, mais j'avais prévu de bouger alors que l'impression était forte. Et pourquoi les conseillers de Trump ne l'avaient-ils pas envoyé plus tôt en Irak ou en Afghanistan? Nous avions tous échoué collectivement sur ce point.
Au moment où nous avons terminé la rédaction de la déclaration, il était clair que le Premier ministre Abdul Mahdi ne venait pas, une grosse erreur de sa part. Ses conseillers l'ont convaincu qu'il était inconvenant pour le Premier ministre irakien de rencontrer le président sur une base américaine, bien que notre installation soit complètement entourée d'une base irakienne (qui était autrefois la nôtre également). Ils ont eu un bon appel téléphonique à la place, et Trump a invité Abdul Mahdi à la Maison Blanche, un signe positif. Nous sommes montés dans un hangar, où Trump s'est adressé aux troupes, recevant un accueil enthousiaste. Même les Américains insensibles à l'égard de notre pays et indifférents à sa grandeur seraient émus par l'enthousiasme, l'optimisme et la force d'esprit de nos militaires, même au milieu du désert irakien. C'était vraiment la «résolution inhérente» de l'Amérique dans la chair. Le rassemblement s'est terminé vers 22h25, et nous avons roulé en voiture vers l'Air Force One pour voler jusqu'à la base aérienne de Ramstein en Allemagne pour faire le plein.
J'ai appelé Pompeo pour rendre compte de la visite en Irak, puis j'ai parlé à Shanahan et Dunford (qui était en Pologne, qui venaient de quitter al-Asad la nuit précédente). Nous avons atterri à Ramstein à une heure quarante-cinq heures du matin, heure allemande, nous y avons rencontré les commandants américains, puis nous sommes montés dans un hangar avec une grande foule de militaires attendant de saluer le commandant en chef (à deux heures du matin!).

Trump a serré la main et a pris des selfies avec de nombreux membres du service le long de la corde que la base avait façonnée. Ensuite, retour à Air Force One, direction Andrews, où nous avons atterri à cinq heures quinze du matin le 27 décembre, le tout avec vingt minutes de retard sur le programme d'origine.

Trump m'a appelé plus tard dans l'après-midi pour exhorter à avancer rapidement avec «le plan de deux semaines» pour achever le califat territorial de l'Etat islamique en Syrie. J'ai dit que j'avais entendu «deux à quatre semaines» de LaCamera et Caine, qu'il n'a pas contesté, mais il a quand même dit: «Appelez ça« le plan de deux semaines ». J'ai informé Dunford plus en détail, ayant découvert presque immédiatement après le départ de Mattis que Dunford pouvait gérer le tableau confus et souvent conflictuel des priorités de Trump en Syrie (retirer, écraser ISIS, protéger les Kurdes, décider comment gérer At Tanf, ne pas libérer les prisonniers, maintenez la pression sur l'Iran). C'étaient des explosions présidentielles, des commentaires spontanés, des réactions instinctives, pas une stratégie cohérente et linéaire, mais des morceaux que nous devions parcourir pour arriver à un résultat satisfaisant. Ce que Dunford et moi craignions, ainsi que bien d'autres, était le retour de l'Etat islamique dans les régions qu'il contrôlait auparavant, menaçant ainsi une fois de plus de devenir une base à partir de laquelle lancer des attaques terroristes contre l'Amérique et l'Europe.

Je voulais également minimiser tout gain potentiel pour l'Iran, ce que Mattis n'a jamais semblé prioriser mais que Dunford a mieux compris. Lui et moi avons discuté de l'élaboration d'un plan pour tenir compte de toutes ces priorités, ce qui était difficile mais de loin supérieur au style Mattis, qui a viré d'insister sur le fait que nous devions rester en Syrie indéfiniment pour dire, en fait, qu'il irait à l'encontre du président en faisant exactement ce que il a dit: retirez-vous immédiatement. Depuis Erdogan semblait croire que "le seul bon Kurde est un Kurde mort", malgré les grands rassemblements, Dunford pensait que l'objectif militaire immédiat de la Turquie en Syrie serait d'expulser les Kurdes de la zone le long de la frontière turco-syrienne, puis de déplacer des centaines de milliers de Les réfugiés syriens de Turquie traversent la frontière pour pénétrer dans la zone frontalière aujourd'hui largement dépeuplée. Il a suggéré de créer une force de surveillance basée sur l'OTAN, soutenue par le renseignement, la surveillance et la reconnaissance américains; couverture d'air; et une capacité de «composer le 911» pour intervenir si des éléments de la force de surveillance rencontraient des problèmes, avec un minimum de forces américaines sur le terrain19. J'étais également heureux lorsque Dunford a rapidement accepté de maintenir les forces américaines à At Tanf, ce que Mattis n'avait pas. Il y avait peut-être une voie à suivre.

Dunford lui a suggéré de rejoindre le voyage de début janvier que j'avais prévu de faire en Turquie, puis de rester ensuite pour parler à leurs militaires, ce que j'ai accepté. De cette façon, les Turcs entendraient un message du gouvernement américain unifié, diminuant ainsi leur capacité à exploiter les différences entre les différents acteurs américains, toujours une stratégie préférée des gouvernements étrangers. J'ai informé Pompeo de ces discussions, disant que nous avions empêché un très mauvais résultat en Syrie et que nous étions sur le point de construire quelque chose d'adéquat et de faisable. Pompeo voulait être sûr que l'envoyé du Département d'État chargé de la Syrie était présent pour les réunions avec la Turquie, ce que j'ai accepté à contrecœur. C'est parce que Pompeo lui-même m'avait dit deux jours avant Noël que Jim Jeffrey, un ancien ambassadeur des États-Unis en Turquie, "n'avait aucun amour perdu pour les Kurdes et considérait toujours la Turquie comme un partenaire

fiable de l'OTAN". C'étaient des signes avant-coureurs évidents d'un cas avancé de «clientite», une maladie chronique du Département d'État où la perspective étrangère devient plus importante que celle des États-Unis.20 Pompeo, Shanahan, Dunford, et j'ai accepté de rédiger une déclaration d'une page « principes »sur la Syrie pour éviter les malentendus, ce que la Défense jugeait particulièrement important.

Le chef de la majorité au Sénat, Mitch McConnell, a appelé le 4 janvier alors que je partais pour Israël, mon premier arrêt devant la Turquie, pour dire: «Je vous avais en tête» à propos de la Syrie et de l'Afghanistan, notant qu'il y avait «un niveau élevé d'alarme» autour le Sénat sur les développements récents. J'ai dit que l'objectif clé de mon voyage était de savoir exactement ce que nous allions faire en Syrie.

En effet, lors d'une réunion officieuse avec la presse voyageant avec moi le dimanche 6 janvier à l'hôtel King David de Jérusalem, j'ai dit: «Nous nous attendons à ce que ceux qui ont combattu avec nous en Syrie, dans l'opposition, en particulier les Les Kurdes, mais tous ceux qui ont combattu avec nous, ne sont pas mis en danger par le retrait de la coalition. C'est un point que le président a très clairement exprimé dans ses conversations avec le président turc Erdogan. »21 C'est en fait ce que Trump a dit, et c'était exact quand je l'ai dit en Israël. Plus tard dans la journée, heure de Washington, interrogé par un journaliste sur mes remarques alors qu'il montait à bord de Marine One pour Camp David, Trump a déclaré: «John Bolton est, en ce moment, là-bas, comme vous le savez. Et j'ai deux grandes stars. Et John Bolton fait un excellent travail, et Mike Pompeo fait un excellent travail. Ils sont très forts et ils travaillent dur… Nous arrivons à de très bons résultats. »22 Il est également vrai, bien sûr, que Trump a encore changé d'avis lorsque les Turcs ont repoussé après avoir lu ceci et d'autres commentaires que j'ai faits à Jérusalem, rencontre avec le Premier ministre Netanyahu. Mais c'est là que nous étions au début du voyage.

Trump m'a appelé vers onze heures quarante-cinq heures du soir le 6 janvier pour lui dire: «Tu es réveillé, non?» ce que je n'étais assurément pas. Quelqu'un lui avait dit que les Turcs n'étaient pas satisfaits de plusieurs de mes remarques rapportées dans la presse. Bien sûr, je n'avais rien dit de ce que Trump n'avait pas dit à Erdogan. Néanmoins, Trump a déclaré à plusieurs reprises lors de ce bref appel, "Ma base veut sortir [de Syrie]", ce qui signifiait que visiter la Turquie serait certainement amusant. En effet, le lendemain, alors que nous nous envolions de Jérusalem, l'ambassade d'Ankara entendait qu'Erdogan était tellement irrité qu'il pourrait annuler la réunion prévue avec moi. Dans les cercles diplomatiques, cela a été perçu comme léger, mais je l'ai vu comme une preuve que notre politique en Syrie était juste sur le point, du point de vue américain, sinon de la Turquie.

Après mon arrivée à Ankara à 16 h 35, heure locale, Pompeo a appelé pour signaler que Trump était mécontent d'une histoire du New York Times, remplie encore plus que le quota habituel d'erreurs, relatant des contradictions dans notre politique syrienne, citant des déclarations de responsables de l'administration .23 Bien sûr, bon nombre des contradictions sont venues de Trump lui-même, et Pompeo a convenu qu'il avait fait quelques déclarations traquant les miennes (comme dire que nous n'autoriserions pas la Turquie à «massacrer les Kurdes», ce qui n'avait pas retenu l'attention des médias mais qui (Nous avons certainement convenu que notre ambassade ne devrait pas plaider pour une rencontre avec Erdogan et que nous étions peut-être arrivés au moment où nous savions que c'était inévitable, où le désir de Trump de quitter la Syrie est entré en collision avec sa déclaration sur la protection des Kurdes. C'était quelque

chose qu'Erdogan ne tolérerait pas. Trump m'a appelé environ une heure plus tard. Il n'aimait pas le rapport sur les désaccords internes de l'administration, mais il était surtout inquiet de savoir si le ministère de la Défense travaillait toujours dur sur «le plan de deux semaines» pour vaincre le califat de l'Etat islamique. Je l'ai exhorté à appeler Shanahan pour se rassurer et lui ai dit que je voyais Dunford peu de temps à Ankara, et que je ferais également un suivi avec lui.
Ironiquement, le lendemain, le Washington Post a rapporté malheureusement que Trump et moi étions en fait sur la même page sur la Syrie25 - malheureusement parce que le Post contredisait sa propre histoire de la veille26.Toute cette couverture médiatique confuse révèle à la fois les incohérences au sein de Trump. propres réflexions et reportages basés sur des sources de seconde et de troisième main, exacerbés par un président qui a passé une part disproportionnée de son temps à regarder son administration couverte par la presse. Il est difficile au-delà de la description de mener une politique complexe dans une partie litigieuse du monde lorsque la politique est sujette à modification instantanée en fonction de la perception du patron de la façon dont les informations inexactes et souvent déjà obsolètes sont rapportées par des écrivains qui n'ont pas la L'intérêt de l'administration à cœur en premier lieu. C'était comme élaborer et exécuter une politique à l'intérieur d'un flipper, pas dans l'aile ouest de la Maison Blanche.
Entre-temps, contrairement à la déclaration de principes, Jim Jeffrey a fait circuler une carte à code couleur montrant quelles parties du nord-est de la Syrie il proposait de laisser la Turquie prendre le relais et que les Kurdes pourraient conserver. Dunford n'aimait pas du tout ce que la carte montrait. J'ai demandé si notre objectif ne devait pas être de garder les Turcs entièrement de leur côté de la frontière avec la Syrie à l'est de l'Euphrate, et Dunford a dit que c'était certainement sa position. J'ai dit que je voulais que le nord-est de la Syrie ressemble à ce qu'il est maintenant, mais sans que les troupes américaines soient présentes; Je savais que cela pouvait être une «mission impossible», mais je pensais que cela devrait au moins être l'objectif que nous cherchions même si nous ne pouvions pas l'atteindre. Dunford était d'accord. À ce stade, Jeffrey a finalement erré et nous avons examiné le projet de déclaration de principes que nous pourrions donner aux Turcs. J'ai ajouté une nouvelle phrase pour préciser que nous ne voulions pas voir les Kurdes maltraités et j'ai pris soin de montrer que nous n'acceptions pas une présence turque, militaire ou autre, dans le nord-est de la Syrie. Dunford et Jeffrey ont accepté le projet qui, avec la carte, à la lumière des développements après mon départ de la Maison Blanche, est maintenant purement une question d'intérêt historique.

Sans surprise, Erdogan nous a fait savoir qu'il annulait sa rencontre avec moi parce qu'il devait prononcer un discours au Parlement. Comme nous l'avons appris plus tard, le discours d'Erdogan était une attaque planifiée contre ce que j'ai présenté comme la position américaine. Erdogan n'a pas bougé d'un pouce de son insistance pour que la Turquie ait les mains libres dans le nord-est de la Syrie, ce que nous ne pourrions pas permettre si nous voulions empêcher les représailles contre les Kurdes. Erdogan a essentiellement prononcé un discours de campagne (juste avant les élections locales et provinciales nationales, au cours desquelles les partisans d'Erdogan s'en tireraient bientôt mal) en disant «pas de concessions», et qu'il n'était «pas possible… de faire des compromis» sur ce point27. retour, j'ai parlé avec Pompeo pour l'informer des réunions avec la Turquie. Nous avons convenu que nos points de vue sur les Kurdes étaient «inconciliables» avec ceux de la Turquie et ils devaient être «très prudents».

Pompeo a déclaré que le ministre turc des Affaires étrangères Mevlut Cavusoglu essayait de le joindre et qu'il avait l'intention de dire: «Vous avez le choix. Vous pouvez soit nous avoir à votre frontière, soit les Russes et les Iraniens [qui se déplaceraient très certainement dans le nord-est de la Syrie lorsque nous nous retirerions]. Votre choix." J'ai dit que cela me semblait juste.
Ensuite, j'ai appelé Trump pour me présenter. Il pensait que les Turcs étaient prêts depuis des mois à pénétrer en Syrie, c'est pourquoi il voulait commencer par sortir, avant que la Turquie n'attaque les Kurdes avec notre peuple toujours en place. Il a poursuivi: «Erdogan ne se soucie pas d'ISIS», ce qui était vrai, et a déclaré que les États-Unis resteraient capables de frapper ISIS après notre départ de Syrie, également vrai. Trump s'est concentré sur son discours ce soir-là sur le mur frontalier du Mexique, le premier de son administration du bureau ovale, et il a ajouté: «Ne montre aucune faiblesse ni rien», comme s'il ne se rendait pas compte que je décrivais des choses qui étaient déjà arrivées. «Nous ne voulons pas être impliqués dans une guerre civile. Ce sont des ennemis naturels. Les Turcs et les Kurdes se battent depuis de nombreuses années. Nous ne nous impliquons pas dans une guerre civile, mais nous finissons Daech. »
Pendant ce temps, j'ai appris que Dunford pensait que les commandants militaires turcs étaient beaucoup moins intéressés à entrer en Syrie qu'Erdogan et cherchait des raisons qu'ils pourraient utiliser pour éviter de mener des opérations militaires au sud de leur frontière, tout en disant qu'ils protégeaient la Turquie des attaques terroristes. Pour eux, a déclaré Dunford, "c'est notre frontière mexicaine avec les stéroïdes." Dunford avait procédé conformément à la déclaration de principes, proposant une zone tampon de vingt à trente kilomètres, dont les armes lourdes kurdes seraient retirées, et qui seraient patrouillées par une force internationale composée en grande partie d'alliés de l'OTAN et similaires, qui garantirait qu'il n'y aurait pas d'incursions kurdes en Turquie, et vice versa, comme nous en avions discuté plus tôt à Washington. Les États-Unis continueraient de fournir une couverture aérienne et des capacités de recherche et de sauvetage à la force internationale, ce qui, selon Dunford et moi, nous permettrait également de garder le contrôle de l'espace aérien au-dessus du nord-est de la Syrie. Bien que Dunford ne l'ait pas souligné, parce que nous restions à al-Asad en Irak, sous la direction de Trump, nous serions également en mesure, si le besoin s'en faisait sentir, de revenir rapidement et en force dans le nord-est de la Syrie pour supprimer toute réapparition sérieuse d'un Menace terroriste de l'Etat islamique. Étant donné que la véritable priorité d'Erdogan était la politique intérieure, à mon avis, cet arrangement pourrait suffire. Nous devions maintenant convaincre les Européens d’accepter, mais c’était un problème pour un autre jour. Pendant que nous jouions cette chaîne ou développions une meilleure idée, ce qui pourrait prendre des mois, nous avions un bon argument pour maintenir les forces américaines à l'est de l'Euphrate.
Quant aux Kurdes, Jeffrey présenterait l'idée à leur commandant, le général Mazloum Abdi, pour voir comment il réagissait. Dunford était fataliste, estimant que les options de Mazloum étaient assez limitées et qu'il pourrait tout aussi bien envisager une assurance maintenant. J'ai ensuite parlé à Pompeo, qui pensait que c'était la bonne ligne à suivre et que d'autres dans la région l'appuieraient. Les États arabes n’aimaient pas la Turquie, et ils disposaient de ressources financières qui pourraient permettre aux alliés de l’OTAN et à d’autres de justifier plus facilement leur participation à une force de surveillance multinationale. Obtenir un partage plus équitable de la charge de nos alliés, l'OTAN en particulier, était un thème constant de

Trump, et un thème correct. Dans le conflit du golfe Persique de 1990-1991, George HW Bush avait financé nos efforts de guerre en sollicitant des contributions des bénéficiaires de la région, comme le Koweït et l'Arabie saoudite, ainsi que d'autres bénéficiaires plus éloignés, comme le Japon. Cela a été fait avec une teinte d'embarras, appelée légèrement «l'exercice de la coupe d'étain», mais cela a fonctionné, et personne n'a suggéré que c'était déshonorant. Il n'y avait aucune raison pour que cela ne fonctionne plus.

J'ai continué d'expliquer cette approche en Syrie à Trump. Dans l'Ovale pour un autre numéro le 9 janvier, Dunford a fait une présentation plus détaillée sur les raisons pour lesquelles une force internationale dans une zone tampon au sud de la frontière turque était faisable, nous permettant de nous extirper sans mettre en danger les Kurdes et nos autres alliés anti-ISIS, sans parler de notre réputation internationale. Dunford a maintenant vigoureusement défendu de rester à At Tanf, que le roi Abdallah de Jordanie avait également pressé Pompeo lors de sa visite, notant que plus nous restions à At Tanf, plus la Jordanie était sûre contre le risque que le conflit en Syrie se propage de l'autre côté de la frontière en son pays. Trump était heureux que le «plan de deux à quatre semaines» soit en cours, bien qu'il attendait toujours des résultats dans deux semaines, ce qui n'était pas le cas. Il semblait satisfait, mais cela n'a pas empêché une longue digression sur l'échec de Mattis à gagner en Afghanistan et en Syrie. Puis il s'est demandé pourquoi, après avoir combattu la guerre de Corée dans les années 1950, nous étions toujours là, tout en critiquant le chargement et l'ingratitude de divers alliés à travers le monde. Pour mémoire, j'ai discuté avec Trump à plusieurs reprises de l'histoire de la division «temporaire» de la péninsule coréenne en 1945, de la montée de Kim Il Sung, de la guerre de Corée et de son importance pour la guerre froide - vous savez, ce vieux truc - mais Je n'ai évidemment eu aucun impact. Nous avons enduré ce cycle à plusieurs reprises, toujours avec le même résultat. Tous les quelques jours, quelqu'un appuyait par inadvertance sur un bouton quelque part, et Trump répétait ses répliques à partir de la même bande originale du film.

Dunford a fait un bon travail en se défendant, et avec un minimum d'interférences gérées par moi, parce que je pensais qu'il valait mieux laisser Trump l'entendre de quelqu'un d'autre pour un changement. D'autres dans la pièce (Pence, Shanahan, Coats, Haspel, Mnuchin, Sullivan, etc.) sont restés largement silencieux. Ce fut la plus longue conversation entre Dunford et Trump que j'aie vue, la première sans la présence de Mattis. Dunford s'est bien comporté, et je me suis demandé comment les choses auraient pu être différentes si Mattis n'avait pas agi comme un «général cinq étoiles», commandant tous les généraux quatre étoiles, mais un vrai secrétaire à la Défense, qui dirigeait tout le vaste Pentagone machinerie. En voyant Dunford se produire, il m'est apparu qu'il y avait une sagesse cachée dans l'interdiction statutaire pour les anciens officiers généraux de devenir secrétaire à la Défense. Ce n'était pas la crainte d'une prise de contrôle militaire, mais, ironie du sort, que ni le côté civil ni le côté militaire de la direction du Pentagone n'ont si bien fonctionné lorsque les deux étaient militaires. Le rôle politique plus large et inévitable du secrétaire ne convenait pas à quelqu'un ayant une formation militaire, laissant Mattis juste pour superviser Dunford et les autres chefs d'état-major, qui n'avaient vraiment pas besoin de plus de supervision militaire. Il a également souligné à quel point Mattis n'était pas convaincant lors des réunions dans la salle assise ou dans l'ovale. Il peut avoir établi une réputation de guerrier-érudit pour avoir emporté avec lui sur le champ de bataille une copie des Méditations de Marc-Aurèle, mais il n'était pas un débatteur.

Toutes ces négociations sur notre rôle en Syrie ont été compliquées par le désir constant de Trump d'appeler Assad sur des otages américains, ce que Pompeo et moi avons jugé indésirable. Heureusement, la Syrie a sauvé Trump de lui-même, refusant même d'en parler à Pompeo. Lorsque nous avons rapporté cela, Trump a répondu avec colère: «Vous leur dites qu'il sera frappé durement s'il ne nous rend pas nos otages, alors putain de dur. Tu lui dis ça. Nous voulons qu'ils reviennent dans une semaine d'aujourd'hui, ou ils n'oublieront jamais à quel point nous les frapperons. » Cela a au moins retiré l'appel Trump-Assad de la table. Nous n'avons pas donné suite à la discussion sur la frappe de la Syrie.

Les efforts visant à créer la force de surveillance internationale n'ont toutefois pas progressé. Un mois plus tard, le 20 février, Shanahan et Dunford ont déclaré que ce serait une condition préalable absolue pour d'autres contributeurs potentiels de troupes qu'il y ait au moins quelques forces américaines sur le terrain dans la «zone tampon» au sud de la frontière turque, avec un soutien logistique provenant de al-Asad en Irak. Je n'ai certainement pas eu de problème avec l'idée, mais la soulever avec Trump était sans aucun doute risquée. Dans un pré-briefing du bureau ovale pour un autre appel d'Erdogan le lendemain, j'ai dit que le Pentagone croyait qu'à moins que nous gardions «quelques centaines» (une expression délibérément vague) de troupes américaines sur le terrain, nous ne pouvions tout simplement pas mettre sur pied une force multilatérale . Trump réfléchit une seconde puis l'accepta. Erdogan a déclaré qu'il voulait vraiment que la Turquie ait le contrôle exclusif de ce qu'il a appelé la «zone de sécurité» à l'intérieur du nord-est de la Syrie, ce que je pensais inacceptable. Avec le haut-parleur sur le bureau Resolute sur muet, j'ai suggéré à Trump de simplement dire à Erdogan Dunford qu'il s'occupait de ces négociations, l'armée turque serait à Washington le lendemain, et nous devrions simplement laisser les pourparlers entre militaires se poursuivre. Trump a suivi.

Ensuite, je me suis précipité vers mon bureau pour annoncer la bonne nouvelle à Shanahan. Quelques heures plus tard, j'ai appelé Dunford pour m'assurer qu'il avait entendu, et il a dit: «Ambassadeur, je n'ai pas beaucoup de temps pour parler parce que nous allons à l'extérieur en ce moment pour la cérémonie de renommer le Pentagone 'le bâtiment Bolton . ' »Il était aussi content que nous tous et a convenu que« quelques centaines »était une bonne figure de style (ce qui pourrait signifier jusqu'à quatre cents sans trop de licence poétique). Il montrerait clairement aux Turcs qu'il ne voulait aucune de leurs troupes au sud de la frontière. J'ai appelé Lindsey Graham, lui demandant de garder le silence pour que les autres n'aient pas la possibilité de le renverser, ce qu'il a dit qu'il ferait, en se portant également volontaire pour appeler Erdogan, avec qui il avait de bonnes relations, pour lui demander de soutenir pleinement la décision de Trump. . Malheureusement, Sanders a publié un communiqué de presse, sans le clarifier avec quiconque connaissait les faits, ce qui a provoqué une confusion importante.28 Nous avons dû expliquer que « quelques centaines» ne s'appliquaient qu'au nord-est de la Syrie, pas à Tanf, où il y aurait un autre environ deux cents forces américaines, pour un total au nord de quatre cents. Je n'ai délibérément jamais essayé de le préciser, malgré la confusion des médias. Dunford m'a également assuré qu'il avait calmé le commandement central américain, qui s'inquiétait des informations contradictoires, disant: «Ne vous inquiétez pas, le bâtiment porte toujours votre nom.»

Avec des bosses occasionnelles sur la route, c'était la situation dans le nord-est de la Syrie jusqu'à ma démission. Le califat territorial de l'Etat islamique a été éliminé, mais sa menace terroriste est restée intacte. Les perspectives d'une force d'observation multilatérale se sont

détériorées, mais la présence américaine est restée, fluctuant autour de quinze cents à travers le pays. La durée de ce «statu quo» était inconnue, mais Dunford l'a préservé jusqu'à la fin du 30 septembre de son mandat de président des Joint Chiefs. La belligérance d'Erdogan est restée incontrôlée, peut-être en raison de la détérioration de l'économie turque et de ses propres problèmes de politique intérieure. Trump a refusé d'imposer des sanctions pour l'achat du S-400 d'Erdogan, ignorant la consternation généralisée du Congrès.
Lorsque Trump a finalement éclaté le 6 octobre 2019 et a de nouveau ordonné un retrait américain, j'avais quitté la Maison Blanche près d'un mois plus tôt. Le résultat de la décision de Trump a été une véritable débâcle pour la politique américaine et pour notre crédibilité dans le monde. Je ne sais pas si j'aurais pu éviter ce résultat, comme cela s'est produit neuf mois auparavant, mais la réaction politique bipartite fortement négative que Trump a reçue était entièrement prévisible et entièrement justifiée. Pour l'avoir arrêté une deuxième fois, il aurait fallu que quelqu'un se tienne à nouveau devant le bus et trouve une alternative que Trump pourrait accepter. Il semble que cela ne se soit pas produit. Il y a cependant eu de bonnes nouvelles: après des années d'efforts, le 26 octobre, le Pentagone et la CIA ont éliminé le chef de l'Etat islamique Abu Bakr al-Baghdadi lors d'un raid audacieux.29

Afghanistan: une défense avancée
Fin 2018, l'Afghanistan était sans aucun doute une plaie place pour Trump, l'un de ses principaux griefs contre «l'axe des adultes» tant apprécié par les médias. Trump pensait, non sans justification, qu'il avait donné à Mattis toute la latitude qu'il avait demandée pour terminer les talibans, comme pour terminer le califat territorial de l'Etat islamique. En Irak et en Syrie, l'objectif déclaré avait été atteint (s'il aurait dû être le seul objectif est une autre histoire). En Afghanistan, en revanche, l'objectif déclaré n'était pas en vue et les choses allaient indéniablement dans le mauvais sens. Cela grinça Trump. Il croyait avoir eu raison en 2016, il pensait qu'il avait raison après les échecs militaires de 2017 et 2018, et il voulait faire ce qu'il voulait faire. Un compte était à venir.
Trump s'est opposé à une présence militaire américaine continue en Afghanistan pour deux raisons liées: premièrement, il avait fait campagne pour «mettre fin aux guerres sans fin» dans des endroits lointains; et deuxièmement, la mauvaise gestion durable de l'aide économique et de la sécurité, enflammant son instinct contre tant de dépenses frivoles dans les programmes fédéraux. En outre, Trump pensait qu'il avait raison en Irak, et tout le monde était maintenant d'accord avec lui. Eh bien, pas tout le monde.
L'argument sur lequel j'ai maintes et maintes fois insisté, concernant toutes les «guerres sans fin», était que nous n'avions pas commencé les guerres et ne pouvions pas y mettre fin uniquement par notre propre avis. Dans le monde islamique, les philosophies radicales qui ont causé tant de morts et de destructions sont idéologiques, politiques et religieuses. Tout comme la ferveur religieuse a entraîné des conflits humains pendant des millénaires, elle a conduit celui-ci contre l'Amérique et l'Occident plus largement. Il ne partait pas parce que nous en avions assez ou parce que nous trouvions gênant d'équilibrer notre budget. Plus important encore, ce n'était pas une guerre pour rendre l'Afghanistan, l'Irak, la Syrie ou tout autre pays plus agréable et plus sûr où vivre. Je ne suis pas un bâtisseur de nation. Je ne crois pas que ce soit, après tout, une analyse essentiellement marxiste selon laquelle un meilleur mode de vie économique détournerait les gens du terrorisme. Il s'agissait de protéger l'Amérique contre un

autre 11 septembre, ou pire encore, un 11 septembre où les terroristes avaient des armes nucléaires, chimiques ou biologiques. Tant que la menace existait, aucun endroit n'était trop éloigné pour s'inquiéter. Les terroristes ne venaient pas en Amérique sur des voiliers en bois.

Au moment où je suis arrivé, ce débat avait traversé de nombreuses itérations, donc je ne faisais pas face à une table rase. Ma première implication a eu lieu le 10 mai 2018 (plus tard dans la journée après le retour des otages de Corée après minuit), lorsque Zalmay Khalilzad, un ami que je connaissais depuis l'administration Bush 41, qui m'avait succédé comme ambassadeur auprès des Nations Unies en 2007, est venu visiter. «Zal», comme tout le monde l'appelait, afghan-américain et ancien ambassadeur américain en Afghanistan, a déclaré qu'il avait été approché par des personnes prétendant parler au nom de diverses factions talibanes qui voulaient parler de paix. Il avait parlé à d'autres membres du gouvernement américain qui pourraient évaluer la bonne foi de ces approches, mais il voulait me donner une première alerte au cas où elles se révéleraient réelles, ce que fin juillet Khalilzad m'a dit qu'elles avaient fait. Je ne voyais aucune raison pour que de nouveaux contacts ne se poursuivent pas, pas que je m'attendais à beaucoup, et il est d'abord devenu négociateur d'arrière-canal avec les talibans. En un mois, le rôle s'était élargi pour devenir Khalilzad l'un des nombreux «envoyés spéciaux» du Département d'État, un rôle pratique qui évitait de les faire confirmer dans des positions d'État plus traditionnelles.

Compte tenu des éruptions périodiques de Trump sur notre présence militaire continue en Afghanistan, il y avait un sentiment croissant que nous devrions avoir une réunion complète du NSC, ou du moins un briefing militaire, avant la fin de l'année. Je voulais que tout briefing soit aussi loin que possible après les élections, mais pour des raisons que je n'ai jamais comprises, Mattis le voulait plus tôt. Il a finalement été programmé pour le 7 novembre, au lendemain de la mi-session du Congrès. J'étais sûr que Trump serait mécontent de la perte de contrôle de la Chambre par les républicains, quoi qu'il se passe au Sénat. Mattis en particulier voulait-il une décision catégorique de Trump de se retirer, afin que Mattis puisse alors démissionner sur une question de principe? Ou était-ce un effort institutionnel du Pentagone pour que Trump soit carrément responsable, pas les échecs américains pendant la guerre, et surtout pas l'effondrement de la stratégie de contre-insurrection bien-aimée qui avait échoué en Afghanistan et en Irak? Pompeo a convenu avec moi que le briefing aurait dû avoir lieu plus tard en novembre, mais nous n'avons pas pu l'arrêter.

À 13 heures le jour du scrutin, j'ai rencontré Khalilzad, qui pensait qu'il avait plus de temps pour négocier avec les talibans que je ne le pensais, étant donné que je m'attendais à ce que Trump tire la fiche, peut-être le lendemain. Pence m'a dit que Mattis soutenait toujours que nous faisions des progrès militaires en Afghanistan et que nous ne devrions pas changer de cap. Pence savait aussi bien que moi que Trump ne le croyait pas, et il y avait des preuves substantielles que Mattis avait tort. Ici, encore une fois, ce n'est pas tellement que je suis en désaccord avec Mattis sur le fond car il est frustrant qu'il soit déterminé à se heurter au mur sur l'Afghanistan (comme sur la Syrie), et qu'il n'a pas d'autre argument pour éviter d'être la «mauvaise» réponse. Kellogg a participé à la réunion Pence-Mattis et m'a dit plus tard que Mattis avait simplement répété ce qu'il avait dit pendant deux ans. Pas étonnant que Trump ait été frustré par ce qu'il a appelé «ses» généraux. Pour l'instinct de mon avocat plaidant, c'était le moyen sûr de perdre. En vérité, je n'avais pas de meilleure réponse, c'est pourquoi je voulais plus d'espace après les élections avant d'avoir ce briefing.

À 14 heures, le 8 novembre, nous nous sommes réunis dans l'Ovale, avec Pence, Mattis, Dunford, Kelly, Pompeo, Coats, Haspel, moi-même et d'autres personnes présentes. Pompeo a commencé, mais Trump est rapidement intervenu: «Nous sommes battus et ils savent qu'ils nous battent.» Puis il était parti, faisant rage contre l'inspecteur général de l'Afghanistan, mandaté par la loi, dont les rapports documentaient à plusieurs reprises le gaspillage des impôts, mais fournissaient également des informations incroyablement précises sur la guerre que tout autre gouvernement aurait gardées secrètes. "Je pense qu'il a raison", a déclaré Trump, "mais je pense que c'est une honte qu'il puisse rendre ces choses publiques." Mentionnant Khalilzad, Trump a déclaré: «J'entends qu'il est un escroc, bien que vous ayez besoin d'un escroc pour cela.» Pompeo a réessayé, mais Trump a poursuivi: «Ma stratégie [c'est-à-dire ce à quoi« ses »généraux l'avaient discuté en 2017] était fausse, et pas du tout là où je voulais être. Nous avons tout perdu. Ce fut un échec total. Il est un gaspillage. C'est dommage. Toutes les victimes. Je déteste en parler. " Ensuite, Trump a soulevé la première utilisation au combat du MOAB («Massive Ordnance Air Blast»), «à votre insu», a déclaré Trump à Mattis, 30 se plaignant pour la énième fois que le MOAB n'avait pas eu l'effet escompté. Comme c'était souvent le cas, Trump avait la vérité mêlée d'incompréhension et de méchanceté. Mattis avait délégué au commandant américain en Afghanistan le pouvoir d'utiliser le MOAB, de sorte qu'aucune autre autorisation n'était nécessaire. Quant aux effets du MOAB, cela restait sujet à controverse au sein du Pentagone. Une chose était sûre: Mattis n'allait pas gagner cet argument avec Trump, qui savait ce qu'il voulait savoir, point final. Je savais que je ne voulais pas de ce briefing.

Comme on pouvait s'y attendre, Mattis est tombé sur son mur préféré, saluant les efforts des autres membres de l'OTAN.

«Nous payons pour l'OTAN», a déclaré Trump.

«L'EIIS est toujours en Afghanistan», a déclaré Mattis.

Trump a déclaré: «Laissez la Russie prendre soin d'eux. Nous sommes à sept mille milles de là mais nous sommes toujours la cible, ils viendront sur nos côtes, c'est ce qu'ils disent tous », a déclaré Trump en se moquant. «C'est un spectacle d'horreur. À un moment donné, nous devons sortir. » Coats a proposé que l'Afghanistan soit un problème de sécurité des frontières pour l'Amérique, mais Trump n'a pas écouté. «Nous ne sortirons jamais. Cela a été fait par une personne stupide du nom de George Bush », m'a-t-il dit. «Des millions de personnes ont été tuées, des milliards de dollars, et nous ne pouvons tout simplement pas le faire. Encore six mois, c'est ce qu'ils ont dit auparavant, et nous nous faisons encore botter le cul. » Puis il s'est lancé dans une histoire préférée, à propos de la façon dont nous emmenions chaque jour des enseignants par hélicoptère dans leur école, car il était trop dangereux pour eux de partir seuls: «Ça coûte une fortune. L'IG avait raison », a-t-il dit, s'éloignant dans un rapport sur la construction d'un« Holiday Inn d'un milliard de dollars »et disant:« C'est de l'incompétence de notre part. Ils nous haïssent et nous tirent dans le dos, leur ont arraché la tête, les bras, les jambes et d'autres choses [faisant référence à une récente attaque «vert sur bleu» où un garde national de l'Utah a été tué] 31. une bibliothèque et en fait la publicité partout. "

Ça a continué. «Nous devons sortir. Ma campagne était de sortir. Les gens sont en colère. La base veut sortir. Mes gens sont très intelligents, c'est pourquoi [Dean] Heller a perdu [sa candidature à la réélection du Sénat du Nevada]. Il a soutenu Hillary. » Mattis a réessayé, mais Trump était en Syrie: «Je ne comprends pas pourquoi nous tuons ISIS en Syrie. Pourquoi la

Russie et l'Iran ne le font-ils pas? Je joue à ce jeu depuis si longtemps. Pourquoi tuons ISIS pour la Russie et l'Iran, l'Irak, qui est contrôlé par l'Iran? »
Pompeo a cédé en disant: "Si tel est le guide, nous l'exécuterons, mais l'histoire est que nous n'obtiendrons pas la victoire."
Trump a répondu: «C'est le Vietnam. Et pourquoi gardons-nous la Corée du Sud de la Corée du Nord? » Pompeo a dit: «Donnez-nous simplement quatre-vingt-dix jours», mais Trump a répondu: «Plus nous prenons de temps, plus c'est ma guerre. Je n'aime pas perdre des guerres. Nous ne voulons pas que ce soit notre guerre. Même si nous avons gagné, nous n'obtenons rien. »
Je pouvais le voir venir; bien sûr, Mattis a dit: «C'est votre guerre le jour de votre entrée en fonction.»
Trump était prêt: «Le premier jour où j'ai pris mes fonctions, j'aurais dû y mettre fin.» Et ça a continué. Et sur.
Trump a finalement demandé: "De combien de temps avez-vous besoin?" et Pompeo a déclaré: «Jusqu'en février ou mars. Nous préparerons les options de sortie. » Trump était furieux, furieux qu'il entendait ce qu'il avait entendu tant de fois auparavant: "Ils l'ont si bien tapoté." Puis il a recommencé à critiquer Khalilzad, et si quelque chose que les talibans avaient signé valait quoi que ce soit. «Comment pouvons-nous sortir sans que nos gars soient tués? Combien d'équipement laisserons-nous? »
Dunford a parlé pour la première fois, disant: "Pas grand-chose."
"Comment sortir?" demanda Trump.
"Nous allons construire un plan", a déclaré Dunford.
J'étais resté silencieux tout le temps parce que toute la réunion était une erreur.
Inévitablement, Trump a demandé: «John, qu'en pensez-vous?» J'ai dit: "Il semble que mon option soit dans le rétroviseur", expliquant à nouveau pourquoi nous devons contrer les terroristes dans leur base d'attache et pourquoi le programme d'armes nucléaires du Pakistan a rendu impératif d'empêcher un refuge taliban en Afghanistan qui pourrait accélérer la chute du Pakistan vers les terroristes. Dunford a déclaré que si nous nous retirions, il craignait une attaque terroriste contre les États-Unis dans un proche avenir. Trump est reparti - «Cinquante milliards de dollars par an» - jusqu'à ce qu'il descende et ne dise à personne en particulier: «Vous avez jusqu'à la Saint-Valentin.»
La plupart des participants sont sortis de l'Oval découragés, bien que Pompeo et moi soyons restés derrière alors que Sanders et Bill Shine se précipitaient pour dire que Jeff Sessions avait démissionné de son poste de procureur général, le premier de nombreux départs de fin d'année. Un mois plus tard, Trump a nommé Bill Barr pour succéder aux sessions. Un mois plus tard également, après un autre rapport selon lequel nous perdions du terrain face aux talibans, Trump a de nouveau explosé: "J'aurais dû suivre mon instinct, pas mes généraux", a-t-il déclaré, revenant sur le fait que le MOAB n'avait pas l'effet escompté. Il ne voulait plus attendre Khalilzad, mais voulait annoncer le retrait des forces américaines avant la fin de sa deuxième année complète de mandat, ou même avant. S'il attendait sa troisième année, il serait propriétaire de la guerre, alors que si nous sortions la deuxième année, il pourrait encore blâmer ses prédécesseurs. J'ai dit qu'il devait simplement trouver des moyens de prévenir les attaques terroristes contre l'Amérique une fois que nous nous serions retirés. Il a répondu: «Nous dirons que nous allons aplatir le pays s'ils autorisent les attaques de l'Afghanistan.» J'ai

souligné que nous l'avions déjà fait une fois et que nous avions besoin d'une meilleure réponse. J'ai dit que j'aurais peut-être été le seul à m'inquiéter pour le Pakistan si les talibans avaient repris le contrôle à côté, mais Trump s'est interrompu pour dire qu'il s'inquiétait également; le discours devait aborder cette question. Fondamentalement, pendant que nous parlions, le plan du discours a émergé: «Nous avons fait un excellent travail et tué beaucoup de mauvaises personnes. Maintenant, nous partons, même si nous laisserons derrière nous une plate-forme antiterroriste. » Heureusement, le concept d'une plate-forme antiterroriste était déjà bien avancé dans la pensée du Pentagone, mais ce n'était pas le premier choix.32

Lors de mon petit-déjeuner régulier avec Mattis et Pompeo, celui du jour du souvenir de Pearl Harbor, j'ai suggéré que nous cherchions à répondre à trois questions : Le gouvernement afghan s'effondrerait-il après notre départ et, si oui, à quelle vitesse? À quelle vitesse et de quelle manière l'EI, Al-Qaïda et d'autres groupes terroristes réagiraient-ils au retrait? Et à quelle vitesse les différents groupes terroristes pourraient-ils lancer des attaques contre les États-Unis? Nous avions prévu une autre réunion du bureau ovale pour lundi, et Mattis avait à peine commencé avant que Trump ne soit partout sur lui. J'étais désolé pour Mattis, sans parler du pays dans son ensemble. Après une version quelque peu raccourcie de ce qu'il avait dit lors de la réunion précédente, Trump a conclu: «Je veux sortir avant le 20 janvier. Faites vite.» Il s'est ensuite tourné vers ses visites à Walter Reed, où les soldats blessés n'avaient pas eu l'impact sur Trump qu'ils ont sur la plupart des gens, les impressionnant par leur bravoure et leur engagement dans leur mission. Trump avait simplement été horrifié par la gravité de leurs blessures (ignorant également que les progrès de la médecine militaire avaient sauvé de nombreux hommes qui seraient simplement morts lors de guerres antérieures). Ensuite, nous étions de retour au MOAB n'ayant pas l'effet escompté et d'autres refrains, y compris «ce discours stupide» en août 2017 où Trump avait annoncé sa nouvelle stratégie afghane de passer à l'infraction. "J'ai dit que tu pouvais faire tout ce que tu voulais", dit-il, et le fixa, regardant Mattis droit dans les yeux. "Je vous ai donné toute discrétion, sauf pour les armes nucléaires, et regardez ce qui s'est passé." Trump était amer à chaque fois que son discours de 2017 était prononcé, mais on se demande comment il se serait senti si la stratégie avait prévalu. Pompeo m'a dit plus tard que, depuis son perchoir de la CIA à l'époque, il avait l'impression que Mattis avait malheureusement perdu plusieurs mois en 2017 à ne rien faire, craignant que Trump ne se retourne et recommence à parler de retrait. Nous aurions certainement pu utiliser ces mois maintenant.

"Qu'est-ce qu'une victoire en Afghanistan?" Demanda Trump.

Mattis a correctement répondu: «Les États-Unis ne sont pas attaqués.»

Finalement, changeant de tact, Mattis a proposé: «Disons que nous mettons fin à la guerre, pas que nous nous retirions.»

"D'accord, tu es prêt?" Trump n'a demandé à personne en particulier, mais en utilisant cette phrase préférée indiquant que quelque chose de grand allait arriver. «Disons que nous sommes là depuis dix-huit ans. Nous avons fait un excellent travail. Si quelqu'un vient ici, il sera rencontré comme jamais auparavant. C'est ce que nous disons », a-t-il déclaré, bien que Trump ait ensuite élargi le retrait pour inclure l'Irak, la Syrie et le Yémen. Puis Trump est revenu à Mattis: «Je vous ai donné ce que vous avez demandé. Autorité illimitée, pas de blocage. Tu perds. Tu te fais botter le cul. Vous avez échoué." Cette douloureuse répétition montre que

Trump, qui souligne sans cesse qu'il est le seul à prendre des décisions, a eu du mal à en prendre la responsabilité.
«Pouvons-nous retarder [le retrait] pour ne pas perdre plus d'hommes et de diplomates?» Demanda Mattis.
Trump répliqua: «Nous ne pouvons pas nous le permettre. Nous avons échoué. Si ça tournait différemment, je ne le ferais pas. »

Nous nous sommes promenés inconsolablement dans le bureau de Kelly, où nous avons reconnu quoi faire ensuite. Dunford, qui était resté largement silencieux, a déclaré qu'il n'y avait aucun moyen de retirer tout le monde en toute sécurité dans le délai voulu par Trump, et il insisterait pour une autre réunion pour expliquer pourquoi. Kelly, complètement marre de ce point, a déclaré que Trump ne se souciait que de lui-même (il pensait au moins en partie à la réticence de Trump, jusque-là, à se rendre en Irak ou en Afghanistan). Mattis a ensuite dit à Dunford de retirer tout le monde des boonies afghans vers quatre ou cinq bases clés, d'où ils quitteraient le pays, et de sécuriser les trajectoires de vol d'atterrissage et de décollage des avions qui soulèveraient les hommes et l'équipement, comme si un autre Un général de marine quatre étoiles ne pouvait pas le comprendre par lui-même. Honnêtement, je ne sais pas comment Kelly et Dunford se sont retenus de dire à Mattis ce qu'il pouvait faire avec son plan de retrait, mais c'était le phénomène du «général cinq étoiles» au travail. Mattis aurait dû s'inquiéter de persuader Trump, et non des plans concrets sur le terrain en Afghanistan.
Par la suite, j'ai accompagné Pompeo jusqu'à sa voiture devant l'aile ouest, convenant que l'évaluation de Trump des opinions républicaines sur l'Afghanistan était complètement fausse. "Il va être écrasé politiquement", a déclaré Pompeo, "et à juste titre." J'ai conclu que les généraux étaient vraiment dans un cliché, combattant la dernière guerre, ne gérant pas efficacement l'attitude de Trump, dont ils étaient en partie responsables. En tant que retardataire, j'ai vu que ce qui semblait être des succès pour Mattis et ses collègues, comme le discours sur l'Afghanistan d'août 2017, était, rétrospectivement, des erreurs. Trump avait été poussé bien au-delà de l'endroit où il voulait aller, et maintenant il réagissait de manière excessive dans l'autre sens. L'axe des adultes consacré par les médias n'était pas le seul à commettre cette erreur, mais avant de pouvoir nous remettre, nous avons dû admettre la perception erronée de Trump sur laquelle elle reposait. Khalilzad pouvait accélérer le rythme de ses négociations, mais ses efforts étaient déconnectés de ce qui se passait sur le terrain dans son pays. Il semblait qu'il y avait deux mois à venir.
Le 20 décembre, comme Pompeo me l'a dit plus tard, quelques heures avant sa démission, Mattis a remis à Pompeo non seulement sa lettre de démission mais aussi d'autres documents, dont un particulièrement important ici. Il s'agissait d'un projet de déclaration publique sur les plans opérationnels du retrait de l'Afghanistan, qui a essentiellement prévenu tout ce que Trump pourrait en dire dans son discours sur l'état de l'Union de janvier. Abasourdi, Pompeo a déclaré à Mattis qu'il ne pouvait tout simplement pas publier un tel document et qu'il n'y avait aucun moyen de le modifier pour le rendre acceptable. Mattis m'a demandé s'il me l'enverrait au moins et Pompeo a dit qu'il savait que je serais d'accord avec lui. Ni Pompeo ni moi ne savions à

l'époque que le ministère de la Défense avait rédigé un «ordre d'exécution» expliquant ce que le projet de déclaration disait, et l'avait distribué aux commandants américains et aux ambassades du monde entier, tous faisant partie du scénario de démission de Mattis. Nous n'avons évidemment compris cela que de manière floue dans toute la confusion, mais cela a produit une explosion d'articles de presse. Cela reflétait une tactique commune de Mattis, une de dépit, pour dire, en effet, «Vous voulez le retrait? Vous avez le retrait. " Ils ne l'ont pas appelé "Chaos" pour rien.

Même après le départ de Mattis, Shanahan, Pompeo et moi avons continué les petits déjeuners hebdomadaires. Le 24 janvier, reflétant nos points de vue divergents sur des points clés, Shanahan et moi craignions que Khalilzad ne donne trop, non pas parce qu'il était un mauvais négociateur, mais parce que c'était les instructions de Pompeo. Les talibans insistaient pour que le projet de déclaration américano-taliban (lui-même un concept troublant) en cours de négociation indique que toutes les forces étrangères (c'est-à-dire nous) se retireraient d'Afghanistan.33 Cela ne laisserait certainement pas de place aux capacités de lutte contre le terrorisme, même si Trump a déclaré il les voulait. Je craignais que l'État ne soit tellement absorbé par la conclusion d'un accord, qu'il perdait la vue d'ensemble — un problème de service congénital. Pompeo était vigoureusement en désaccord, bien qu'il ait facilement admis que les négociations pouvaient à tout moment tomber dans un fossé, à peine un vote de confiance dans les Taliban en tant que «partenaire de négociation», un terme qu'ils aiment à l'État. Le problème central de la stratégie diplomatique était que si les talibans pensaient vraiment que nous partions, ils n'étaient pas incités à parler sérieusement; ils pouvaient simplement attendre, comme ils l'avaient souvent fait auparavant, et comme les Afghans l'avaient fait depuis des millénaires. Comme le disait le proverbe taliban: «Vous avez les montres, nous avons le temps.» Le petit déjeuner s'est terminé sans résultat, mais Shanahan a appelé plus tard en disant qu'il restait très nerveux à la fois sur le rythme des négociations, qui semblait s'être considérablement accéléré, et sur leur substance. Pompeo voulait juste négocier un accord et déclarer le succès, sans plus. Cette dichotomie a caractérisé le débat interne des mois à venir.

L'état de l'Union a été retardé de plusieurs semaines en raison de la lutte acharnée contre le budget et de la fermeture partielle du gouvernement. Il était finalement prévu pour le 5 février, et le passage clé sur l'Afghanistan était heureusement bref: «En Afghanistan, mon administration a des pourparlers constructifs avec un certain nombre de groupes afghans, dont les Taliban. À mesure que nous progresserons dans ces négociations, nous serons en mesure de réduire notre présence de troupes et de nous concentrer sur la lutte contre le terrorisme. »34 Ce commentaire a reçu peu d'attention, mais il des luttes incarnées qui ont persisté jusqu'à mes derniers jours à la Maison Blanche. Au moins à ce stade, il y avait encore de l'espoir.

CHAPITRE 8

LE CHAOS COMME MODE DE VIE

Si vous pouvez garder la tête froide quand tout le monde autour de vous
perd la sienne et vous blâme pour ça…

RUDYARD KIPLING, «SI -»

Il m'a fallu environ un mois après mon arrivée à la Maison Blanche de Trump pour avoir toute chance d'évaluer systématiquement comment les choses fonctionnaient à l'intérieur. La dysfonctionnalité est apparue à bien des égards, se manifestant souvent par des problèmes de politique spécifiques, dont certains que j'ai décrits tout au long de ce travail.

Il y en avait beaucoup plus. Au cours des derniers mois de 2018 et au début de 2019, alors que la deuxième année de mandat de Trump prenait fin - environ huit à neuf mois après mon arrivée - plusieurs problèmes apparemment disparates et des individus ont convergé pour pousser l'administration encore plus profondément en territoire inconnu.

Au début de juin 2018, par exemple, Kelly a essayé une nouvelle tactique sur le calendrier de Trump, commençant chaque jour dans l'Ovale, à onze heures du matin, avec le temps du «chef d'état-major», dans l'espoir de minimiser les conférences décousues qu'il a prononcées lors de ses renseignements deux fois par semaine. séances d'information. Bien sûr, ce que la plupart des gens ont trouvé frappant, c'est que la journée «officielle» de Trump n'a pas commencé avant presque l'heure du déjeuner. Trump ne flânait pas pendant la matinée. Au lieu de cela, il a passé beaucoup de temps à travailler sur les téléphones de la résidence. Il a parlé à toutes sortes de gens, parfois des responsables du gouvernement américain (je lui ai parlé par téléphone avant son arrivée dans l'Oval presque tous les jours en raison de la presse d'événements qu'il devait connaître ou j'avais besoin de directives), mais il a également parlé longuement aux personnes extérieures au gouvernement. C'était une anomalie parmi les présidents contemporains, quelle qu'en soit la définition.

En revanche, une journée régulière pour le président George HW Bush, décrite par son premier chef de cabinet, l'ancien gouverneur John Sununu, a commencé comme suit:

Le président a commencé sa journée officielle dans le bureau ovale avec une séance d'information qui comprendrait le président, le vice-président, le conseiller à la sécurité nationale Brent Scowcroft et moi. Cette réunion, le Daily Briefing du Président (PDB), a été présentée par la CIA et durerait de dix à quinze minutes. Suite à cela, toujours sur le calendrier de 8h15, Scowcroft disposait d'une demi-heure distincte pour informer le président et nous sur toutes les questions de politique étrangère découlant des événements survenus pendant la nuit ou attendus au cours de la journée à venir. Cette séance d'information s'est transformée en une séance similaire à celle que je dirigerais, abordant toutes les autres questions au-delà de la politique étrangère. Scowcroft y restait généralement aussi. Ma réunion devait se terminer à 9h15.

J'aurais pensé que j'étais mort et allé au paradis pour avoir eu une approche aussi ordonnée pour préparer un jour à venir. Dans l'état actuel des choses, Trump n'avait généralement que deux séances d'information par semaine, et dans la plupart d'entre elles, il a parlé plus longuement que les briefers, souvent sur des questions sans aucun rapport avec les sujets traités.

Le calendrier de Trump était l'anomalie la plus facile à gérer. L'une des plus difficiles a été sa vindicte, comme en témoignent les éruptions constantes contre John McCain, même après la mort de McCain et ne pouvait plus faire de mal à Trump. Un autre exemple de sa vindicte a été

la décision de Trump, le 15 août, de révoquer l'autorisation de sécurité de l'ancien directeur de la CIA, John Brennan. Maintenant, Brennan n'était pas un prix, et pendant son mandat, la CIA est devenue plus politisée qu'à tout autre moment de son histoire. Il a nié tout comportement inapproprié, mais Trump était convaincu que Brennan était profondément impliqué dans l'abus du processus de surveillance de la FISA pour espionner sa campagne de 2016, ce qui a été exacerbé par sa présence constante dans les médias critiquant Trump après son entrée en fonction.

La presse s'est attachée à la révocation immédiatement après l'annonce de Sanders lors de son briefing quotidien à midi. Kelly m'a dit: «Ce truc Brennan explose», après y avoir passé une grande partie de l'après-midi. "C'est grand." Dans une conversation d'une heure seulement entre nous deux, nous avons passé en revue ce qui s'était passé. Kelly a déclaré que de la mi-juillet à la fin juillet, il pensait avoir éloigné Trump de l'idée de retirer les autorisations aux gens, mais Trump y est retourné parce que ses sources médiatiques préférées ne cessaient de marteler. Plus tôt dans la journée, Trump avait voulu révoquer les autorisations d'une longue liste de noms, mais s'était contenté de lire Sanders lors de la réunion d'information, menaçant implicitement de révoquer les autorisations à un moment donné dans le futur. J'ai souligné que l'idée avait commencé avec Rand Paul. C'était en grande partie symbolique, car avoir une habilitation de sécurité ne signifiait pas que Brennan ou quiconque pouvait simplement entrer dans la CIA et lire tout ce qui l'intéressait. Il devait avoir un «besoin de savoir» et, pour tout ce qui était vraiment important, il devait être lu dans les «compartiments» appropriés.

Kelly a déclaré qu'il avait eu une discussion avec Trump à ce sujet, pas la première confrontation de ce genre, mais qui avait manifestement été plus dure que les précédentes. Kelly a dit à Trump que ce n'était «pas présidentiel», ce qui était vrai, et il m'a dit que c'était «nixonien», également vrai. "Y a-t-il déjà eu une présidence comme celle-ci?" Kelly me l'a demandé et je lui ai assuré que non. Je pensais qu'il y avait un cas contre Brennan pour avoir politisé la CIA, mais Trump l'avait obscurcie par l'approche politique flagrante qu'il avait adoptée. Cela ne ferait qu'empirer si plus de clairances étaient levées. Kelly a accepté.

Dans ce qui, à ce stade, était déjà une discussion émotionnelle pour nous deux, Kelly m'a montré une photo de son fils, tué en Afghanistan en 2010. Trump lui avait fait référence plus tôt ce jour-là, en disant à Kelly: "Tu as souffert le pire." Depuis que Trump dénigrait les guerres en Afghanistan et en Irak à l'époque, il avait apparemment laissé entendre que le fils de Kelly était mort inutilement. "Trump ne se soucie pas de ce qui arrive à ces gars-là", a déclaré Kelly. «Il dit que ce serait« cool »d'envahir le Venezuela.» J'ai dit relativement peu au cours de la conversation, qui était principalement Kelly évacuant ses frustrations, très peu desquelles j'étais en désaccord. Je ne pouvais pas voir comment il était possible qu'il reste aux élections de 2020, bien que Trump l'ait annoncé quelques semaines auparavant. Quand j'ai quitté le bureau de Kelly, je n'ai rien dit à personne d'autre.

Peut-être de manière unique dans l'histoire présidentielle, Trump a suscité une controverse sur la participation aux funérailles, à commencer par celle de Barbara Bush en avril 2018, à laquelle Trump n'a pas assisté (bien que quatre anciens présidents et la Première Dame l'ont fait), puis chez John McCain fin août. Kelly a ouvert la réunion hebdomadaire du personnel de la Maison Blanche le 27 août en disant: «Je suis dans une mauvaise situation aujourd'hui», en raison de désaccords persistants avec Trump sur l'opportunité de battre les drapeaux du gouvernement américain en berne et qui assisterait à quels services. La famille de McCain ne voulait pas non

plus que Trump soit aux services, donc le sentiment était mutuel. La décision finale fut que Pence dirigerait la représentation de l'administration à la fois à la cérémonie de la Rotonde du Capitole et aux funérailles de la cathédrale nationale de Washington. Le service a été extrêmement bien suivi, avec toute la socialisation qui accompagne régulièrement même les moments de passage. Parmi d'autres, j'ai salué Bush 43 et Mme Bush, Bush demandant gaiement: "Vous avez toujours un emploi, Bolton?" «Pour l'instant», ai-je répondu, et nous avons tous ri. Lorsque George HW Bush est décédé plus tard lors du G20 de Buenos Aires, Trump a déclaré un jour de deuil national, a publié une déclaration présidentielle appropriée et s'est entretenu cordialement avec George W. et Jeb Bush dans la matinée. Lui et la Première Dame ont assisté au service de la cathédrale nationale le 5 décembre sans incident. Ce n'était pas si difficile à faire après tout.

Au cours de la controverse sur les funérailles de McCain, Trump a tweeté que l'avocat de la Maison Blanche Don McGahn partait à la fin de la bataille de confirmation de Brett Kavanaugh. Bien que McGahn m'ait souvent plaisanté:

«Nous ne sommes plus qu'à un tweet», c'était un exemple classique de l'annonce par Trump de quelque chose de déjà décidé, sans donner à McGahn une chance de l'annoncer en premier. J'aurais dû faire plus attention. Comme Kelly me l'a confirmé plus tard, les tensions entre Trump et McGahn étaient devenues intenables à cause du témoignage (véridique) de McGahn et de la coopération avec l'enquête de Mueller. Même si les avocats extérieurs de Trump avaient approuvé le rôle de McGahn, ils auraient tous été surpris de la franchise avec laquelle il était. Quoi qu'il en soit, la recherche d'un remplaçant a été immédiatement lancée.

L'immigration illégale, une initiative clé de Trump, était une pagaille. L'avocat de la Maison Blanche, John Eisenberg, m'a approché à la mi-mai 2018 pour voir si j'avais un quelconque intérêt à essayer de réparer l'effondrement du processus politique de la Maison Blanche sur l'immigration en général et à la frontière mexicaine en particulier. Je n'avais aucun intérêt à entrer dans cette arène sans le bureau du conseil de la Maison Blanche et la justice pleinement à bord. Don McGahn, qui pour la meilleure des raisons se concentrait à chaque instant sur les nominations judiciaires, a vu la politique d'immigration pour le marécage qu'il était et a décidé de rester en dehors de celui-ci. La justice a ses propres problèmes. Maintenant alerté, cependant, j'ai gardé un œil sur la question, mais j'ai suivi l'exemple de McGahn.

J'ai vu le problème de première main lors d'une réunion du Cabinet sur l'immigration, tenue le 9 mai, le lendemain de notre fuite contre l'accord sur le nucléaire iranien. Le secrétaire à la Sécurité intérieure Kirstjen Nielsen et Jeff Sessions devaient rendre compte de ce que leurs services respectifs faisaient pour fermer la frontière mexicaine, suivis par d'autres membres du Cabinet discutant de leurs domaines. Mais cela ne devait pas être un «briefing» où Trump a écouté avec appréciation les efforts de son équipe, posé quelques questions, puis leur a tapoté le dos. Les choses se sont dégradées après la fin des sessions, juste au début de Nielsen. Trump lui a demandé pourquoi nous ne pouvions pas fermer la frontière, et Nielsen a répondu en énumérant toutes les difficultés auxquelles elle et son service étaient confrontés. Trump l'interrompit, disant devant tout le Cabinet et une coterie des aides de la Maison Blanche, sa voix s'élevant: «Vous avez tort. Nous ne pouvons pas fermer la frontière. Dites-leur que le pays est fermé. Nous n'avons pas les gens [comme les juges d'immigration] pour faire toutes ces choses. C'est tout. C'est comme un cinéma quand il se remplit. »

C'était déjà mauvais, mais ça a empiré. Kelly a essayé de soutenir Nielsen, qui était effectivement son protégé, mais c'était une erreur. Tout le monde savait que Nielsen avait le travail de la sécurité intérieure en grande partie à cause de Kelly, et son intervention donnait l'impression qu'elle ne pouvait pas se défendre, ce qui se révélait malheureusement vrai devant une salle du Cabinet bondée. Kelly et Nielsen ont essayé de retourner les choses vers Sessions, qui semblait dire quelque chose de nouveau et de différent à propos de l'autorité du Département de la sécurité intérieure à la frontière. Il était mal à l'aise de discuter de la question et s'est apparemment renversé, affirmant essentiellement que le ministère n'avait pas l'autorité qu'il venait d'expliquer. Kelly a riposté: «Nous allons faire ce que le procureur général dit illégal et les renvoyer [les immigrants]», et les séances se sont un peu déformées. Mais Trump était toujours après Nielsen, et elle n'avait pas l'esprit de se taire ou de dire: «Nous vous répondrons dans quelques jours avec une meilleure réponse.» Enfin, comme si quelqu'un aurait pu rater le sujet, Trump a déclaré: «J'ai été élu sur cette question, et maintenant je ne serai pas élu», ce qui n'est peut-être pas loin de la vérité politique. J'ai pensé que la réunion touchait à sa fin, ce n'était qu'une question de temps avant que Nielsen et Kelly ne démissionnent. Et, selon de nombreux articles de presse, Nielsen est venu très près du bureau de Kelly juste après. Cette question était un gâchis total et inutile, car il y avait beaucoup à faire pour resserrer les demandes d'asile frauduleuses, injustifiables et inventées aux États-Unis.

Les choses se sont encore aggravées le 20 juin. Dans une politique de «tolérance zéro», Trump était prêt à séparer les enfants de leurs parents (ou des personnes prétendant être leurs parents, mais qui étaient souvent des trafiquants d'êtres humains) à la frontière, en tant qu'administrations antérieures, y compris Obama, avait fait. Mais sous la pression politique, Trump s'est inversé, suspendant Nielsen et Sessions. Après la signature du décret révoquant la «tolérance zéro», Kelly est rentrée chez elle. Il m'a confirmé le lendemain son point de vue selon lequel Trump avait «vendu Sessions et Nielsen», mais personne n'avait un vrai plan que faire ensuite. L'immigration a également été mêlée aux efforts de négociation et de ratification visant à modifier l'accord de l'ALENA avec le Canada et le Mexique; programmes d'aide étrangère en Amérique centrale; et d'énormes combats entre les départements de la justice, de la sécurité intérieure, de la santé et des services sociaux, de l'État et d'autres sur qui avait quelle responsabilité. Ces problèmes étaient dus en grande partie au chaos dans l'élaboration des politiques intérieures, problème qui ne montrait aucun signe de ralentissement.

Malgré mes efforts pour rester en dehors du ragoût d'immigration, il a continué à me poursuivre. Le 4 octobre, Kushner, maintenant impliqué dans l'immigration en raison des retombées de l'effort de révision de l'ALENA, est venu me voir. Il a déclaré que Nielsen et son département négociaient avec le gouvernement mexicain sans autorisation du département d'État, une erreur de processus évidente si elle est vraie. Quelques jours plus tard, un samedi, Kushner a appelé pour dire que Trump avait suggéré de reprendre le portefeuille de l'immigration; il avait refusé parce qu'il pensait que Kelly protégeait Nielsen des conséquences de sa propre incompétence, ce qui rendait le problème impossible à résoudre. "Et Bolton?" Trump a demandé: «Pourrait-il prendre le relais?» Kushner a dit qu'il doutait que je sois intéressé, mais Trump a répondu: «John est génial. Il fait avancer les choses. Il m'apporte toutes ces décisions et tout ça. Vraiment super. Pouvez-vous lui demander s'il le ferait? " Kushner a déclaré que celui que Trump aurait choisi serait dans une bagarre avec Kelly, et Trump a répondu: «John n'a pas peur des combats. Il va le prendre [Kelly]. " Merveilleux, je pensais. Grand samedi.

Lundi matin, Columbus Day, j'ai rencontré Stephen Miller, le responsable politique de l'immigration à la Maison Blanche. Pendant que nous parlions, Kushner est entré et a demandé: «Puis-je rejoindre le complot?» J'avais déjà envoyé un courriel à Pompeo, qui avait convenu que les questions d'immigration liées au Mexique devaient être intégrées plus efficacement dans le processus NSC, qui avait été frustré pendant des mois, voire des années, principalement par le manque de coopération du Département de la sécurité intérieure. Le ministère ne voulait tout simplement pas être coordonné. Mon opinion personnelle était que l'Amérique bénéficierait d'une immigration beaucoup plus légale et contrôlée, alors que l'immigration illégale sapait le principe fondamental de souveraineté selon lequel les États-Unis décidaient qui était autorisé à entrer, et non les candidats à l'immigration. J'étais clair sur une chose: les efforts de Nielsen pour faire venir le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés pour nous aider à décider qui admettre aux États-Unis étaient gravement viciés. Nous pourrions à peine céder ces décisions souveraines fondamentales à un organisme international.
Plus tard dans la semaine, après une réunion indépendante dans l'Ovale, à laquelle assistaient Nielsen, Pompeo et d'autres, Trump battait à nouveau: «Nous faisons le pire travail à la frontière de toute administration. J'ai couru et gagné à la frontière. Nous avons une urgence nationale », a-t-il dit, puis il s'est excité en trouvant de l'argent dans le budget du Pentagone pour construire le mur frontalier qu'il avait promis depuis longtemps. L'agitation de Trump était basée en partie sur des reportages sensationnels des médias sur les «caravanes d'immigrants illégaux» traversant l'Amérique centrale vers notre frontière, qu'il considérait comme une preuve visible qu'il ne respectait pas son engagement de campagne de 2016. En montrant Nielsen, Trump a dit: «Vous êtes responsable de la sécurité des frontières», puis, en montrant Pompeo, il a dit: «Vous n'êtes pas impliqué.» Cela était directement contraire à ce que Trump avait dit à Kushner samedi et m'a convaincu que j'étais heureux d'être aussi peu impliqué dans cet exercice que possible. Cela a continué encore et encore entre Trump et Nielsen. À un moment donné, Pompeo m'a chuchoté: "Pourquoi sommes-nous toujours là?" Bonne question. Nous devions trouver un moyen de sortir de cet accident de train avant que Trump ne nous blâme pour l'effondrement de sa politique frontalière!
Selon Kushner, cependant, cette dernière rencontre avec Nielsen a convaincu Trump que je devrais avoir le contrôle de la question. "Kirstjen n'est pas mentalement capable de le faire", a déclaré Kushner. Deux jours plus tard, Trump m'a dit: «Vous prenez le contrôle de la frontière sud. Elle perd chaque cas. Elle est tellement faible. " Trump voulait déclarer une urgence nationale et en avait déjà parlé à John Eisenberg. «Vous avez ma pleine autorisation», a déclaré Trump, «la première chose est la frontière sud. Vous et moi. Tu es le putain de patron. Quelques heures plus tard, avec seulement Kelly et moi dans l'Ovale, Trump a déclaré: «J'ai dit à John de prendre le contrôle de la frontière.» Cela devenait sérieux. J'ai décidé de présenter à Trump le processus requis pour maîtriser les problèmes d'immigration illégale. S'il l'acceptait, j'interviendrais, mais sinon, j'avais beaucoup d'autres travaux à faire.
J'ai rédigé un «plan» d'une page comprenant l'octroi d'une autorité de négociation internationale principale au Département d'État, la réécriture de toutes les réglementations pertinentes en matière de sécurité intérieure et de justice, la proposition d'une nouvelle législation radicale sur la question, l'acquisition des pouvoirs d'élaboration des politiques au NSC, le remplacement de Nielsen et Sessions, et plus. J'écrivais pour un public d'une personne, mais j'ai montré des brouillons à Pompeo, Miller, Kushner, Eisenberg et à quelques autres, qui étaient généralement

d'accord. Entre-temps, le problème des caravanes devenait de plus en plus névralgique. Trump, tweetant prodigieusement, a demandé que des décrets exécutifs fermant les frontières soient rédigés, et l'atmosphère de la Maison Blanche devenait de plus en plus fébrile. Le matin du 18 octobre, Pompeo et moi étions dans mon bureau pour parler de l'affaire Khashoggi lorsque Kelly nous a demandé à tous les deux de venir à son bureau. Là-bas, une réunion de masse (peut-être quinze personnes) était en cours à la frontière du Mexique, ce que Kelly a résumé lorsque Pompeo et moi sommes entrés. Il a ensuite demandé à Nielsen de décrire son plan, qui prévoyait que le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés dispose de personnel de traitement à la frontière entre le Guatemala et le Mexique. Le bureau du Haut Commissaire séparerait les réfugiés légitimes, qui pourraient alors entrer aux États-Unis (ou dans un autre pays), de ceux qui ne remplissent pas les conditions requises, qui retourneraient dans leur pays d'origine.

Kelly a demandé à Pompeo ce qu'il en pensait, et il a répondu lentement, sachant probablement peu de choses sur ce que Nielsen disait. Je suis intervenu (et Pompeo a reculé joyeusement) pour souligner que le Haut Commissaire n'avait pas vraiment de rôle dans ce genre de travail de traitement de l'immigration; que son budget et son personnel étaient déjà surchargés par, entre autres, la crise des réfugiés vénézuéliens; et qu'en tout état de cause, les États-Unis ne devraient pas sous-traiter les décisions d'admission des États-Unis aux Nations Unies. Nielsen n'a pas pu répondre à ces points, j'ai donc continué à chercher quel serait le rôle de l'agence pour les réfugiés alors qu'elle trébuchait dans ses réponses. Kelly a demandé: "Eh bien, quel est votre plan, John?" Bien sûr, mon plan était quelque chose que je n'avais pas l'intention de discuter dans une foule de la taille d'un stade avant même de l'avoir montré à Trump. J'ai simplement dit: «Oui, j'ai un plan, qu'il [Trump] a demandé et dont je discuterai avec lui.» Cela a poussé Nielsen à faire un vol et à me tourner le dos, en disant "Huh!" ou quelque chose comme ça. J'ai dit: «C'est exactement pourquoi je veux voir le président seul.» La conversation a serpenté pendant quelques minutes de plus, vers dix heures du matin, lorsque j'ai dit à Kelly: «John, nous devrions descendre à l'Ovale pour parler de l'Arabie saoudite», juste pour rappeler à tout le monde que le reste du monde était toujours là-bas. . Au large de Pompeo, Kelly et moi sommes allés. Qu'il suffise de dire que ce n'était pas le «match de cris de blasphème» que les médias crédules ont rapporté plus tard.

Dans l'Ovale, nous abordions le problème de Khashoggi avec Trump lorsque Madeleine Westerhout est arrivée, disant que Kushner voulait rendre compte par téléphone de sa conversation avec le ministre mexicain des Affaires étrangères. Kelly a demandé à haute voix: "Pourquoi Jared appelle-t-il les Mexicains?"

«Parce que je le lui ai demandé», a déclaré Trump d'une voix tout aussi forte. "Comment allons-nous arrêter les caravanes?"

"Kirstjen Nielsen y travaille", a déclaré Kelly, encore fort, et Trump a riposté, "Aucun de vous autres génies n'a été en mesure d'arrêter les caravanes", à ce moment-là, Kelly est sorti de l'Ovale, Trump agitant la main avec dédain. dans le dos de Kelly en partant. Cette conversation pouvait être qualifiée de «crier», mais il n'y avait pas de blasphème ici non plus. Kushner, maintenant sur le haut-parleur, a décrit son appel avec Luis Videgaray, tandis que Pompeo fumait doucement, car Kushner faisait à nouveau son travail. Il y eut une autre conversation décousue, puis Pompeo et moi retournâmes au bureau de Kelly. (Lors d'une conversation avec

Trump en décembre alors qu'il décidait du successeur de Kelly, Trump a reconnu que cet échange avec Kelly était le `` match criant '' dont la presse avait déversé tant d'électrons.)
Plusieurs personnes se pressaient dans le bureau extérieur de Kelly. Il nous a appelés Pompeo et moi; a dit: «Je sors d'ici»; et sortit. Un peu hébété, je suppose, Pompeo et moi avons parlé plus loin de l'Arabie saoudite, mais il nous a alors semblé que Kelly voulait dire plus que «vous pouvez utiliser mon bureau» quand il est sorti. J'ai ouvert la porte pour demander où était Kelly, mais personne ne savait. Je suis entré dans le couloir; l'a vu parler à quelqu'un; l'a attiré dans la salle Roosevelt, qui était vide; et ferme la porte. C'était notre deuxième conversation émotionnelle, encore plus intense que la première. «J'ai commandé des hommes au combat», a-t-il dit, «et je n'ai jamais eu à supporter des conneries comme ça», se référant à ce qui venait de se passer dans l'Ovale.
Je pouvais voir sa démission arriver, alors j'ai demandé: "Mais quelle est l'alternative si vous démissionnez?"
Kelly a dit: «Et si nous avons une vraie crise comme le 11 septembre avec sa façon de prendre des décisions?»
J'ai demandé: «Pensez-vous que ce sera mieux si vous partez? Attendez au moins après les élections. Si vous démissionnez maintenant, toute l'élection pourrait mal tourner. »
"Peut-être que ce serait mieux de cette façon", a-t-il répondu amèrement, alors j'ai dit: "Quoi que vous fassiez sera honorable, mais il n'y a rien de positif dans le fait qu'Elizabeth Warren et Bernie Sanders aient plus d'autorité."
Il a répondu: «Je vais à Arlington», probablement pour visiter la tombe de son fils, ce qu'il a fait à des moments graves. Nous le savions parce que cela arrivait si souvent.

J'ai quitté la salle Roosevelt pour le bureau de Kelly, où Pompeo attendait encore avant de sortir pour parler à la presse de Khashoggi. Après son bâillon de presse, nous avons parlé dans mon bureau de ce qu'il fallait faire, Kelly étant partie. C'était sombre. "Mattis est toujours à l'étranger", a déclaré Pompeo, "le vice-président du Mississippi parle de liberté religieuse, et la seule chose à laquelle Mnuchin pense est de se couvrir le cul. Cela vous laissera juste toi et moi », craignant que Kelly ne puisse partir à tout moment. «S'il [Trump] veut savoir qui sont les vrais guerriers, il suffit de regarder autour de nous. Et Kelly en fait partie. » J'ai été d'accord. Réalisant à quel point tout cela sonnait mal, Pompeo a déclaré: "Tout cela pourrait finir par être le spectacle de Donald, Ivanka et Jared!"
Au milieu de tout cela, en début d'après-midi, j'ai montré à Trump mon plan d'immigration d'une page. Il l'a lu et a dit qu'il était d'accord, mais a ajouté: «Vous savez, la plupart de cela, je ne peux pas le faire avant les élections», ce que j'ai dit avoir compris. Il a demandé s'il pouvait garder le téléavertisseur, l'a plié et l'a mis dans la poche de son manteau de costume. La balle était dans son camp. Et de mon point de vue, c'est là que cela est resté. La question de l'immigration a continué, mais en grande partie sans moi. J'avais fait mes suggestions, qui auraient ou non fonctionné si elles avaient été pleinement mises en œuvre, et finalement Trump en a choisi des morceaux. Mais il l'a fait à sa façon à son époque, ce qui était sa prérogative. Les problèmes d'immigration ont trébuché, plutôt que de former une politique cohérente.

Lors de la controverse sur l'immigration, la bombe de la disparition est survenue, puis l'assassinat du journaliste saoudien Jamal Khashoggi au consulat saoudien à Istanbul. Le traitement par Trump du meurtre de Khashoggi était en contraste frappant avec sa prise de décision habituelle.

Le 8 octobre, Kushner a demandé comment réagir à la tempête grandissante. Mon conseil aux Saoudiens était de révéler immédiatement les faits, quels qu'ils soient, et d'en finir. Kushner a accepté et le lendemain, nous avons discuté avec le prince héritier Mohammed bin Salman, soulignant à quel point cette question était déjà considérée avec sérieux. J'ai exhorté le prince héritier à savoir exactement ce qui était arrivé à Khashoggi, puis à publier le rapport avant que l'imagination des gens n'explose. Pompeo lui a ensuite fait la même remarque. J'ai également proposé que nous renvoyions l'ambassadeur d'Arabie saoudite à Washington à Riyad pour obtenir les faits, puis que nous revenions nous informer. Ce n'était pas orthodoxe, mais l'ambassadeur était le frère cadet du prince héritier et pouvait renforcer directement la température à Washington.

Contrairement à tant d'autres questions, cependant, Trump avait essentiellement déjà décidé de sa réponse, affirmant dans une interview préparée pendant 60 minutes pour le week-end à venir qu'il n'allait pas interrompre les ventes d'armes au Royaume. Samedi, lorsque nous avons accueilli le pasteur Brunson à la Maison Blanche après sa libération de Turquie, j'ai suggéré à Pompeo de se rendre en Arabie saoudite, plutôt que d'envoyer un fonctionnaire de rang inférieur, ce que lui et Trump aimaient. Personne ne pouvait dire que nous ne prenions pas cela au sérieux. Trump a soulevé l'idée avec le roi Salman le 15 octobre, et le roi a déclaré qu'il accueillerait favorablement la visite de Pompeo. Trump ressentait la pression des médias américains, mais la pression le poussait de manière inattendue vers un soutien public plus fort pour le Royaume, pas moins. Le tourbillon de Pompeo a pris du temps, au cours duquel les Saoudiens auraient plus d'occasions de révéler les faits, mais Trump n'attendait pas. Les Saoudiens ont ensuite publié leur version des événements et licencié plusieurs hauts fonctionnaires. Le rapport saoudien n'a pas satisfait la plupart des analystes, mais il reflétait un récit qui n'allait évidemment pas changer. Au cours de cette période, à travers des tweets et des déclarations, Trump a soutenu la version saoudienne émergente et n'a jamais hésité à la fois de l'alliance américano-saoudienne en général ou des ventes massives d'armes déjà négociées avec le Royaume.

Avec les médias dans une frénésie écumante, Trump a décidé de publier une déclaration de soutien sans équivoque à Mohammed bin Salman, qu'il a essentiellement dictée à Pompeo. Le texte n'était absolument pas qualifié et risquait donc de nuire à Trump lui-même si les faits changeaient. Il n'était pas si difficile d'apporter quelques modifications rédactionnelles pour renforcer la protection, mais Pompeo n'accepterait aucun changement ni même réserverait le projet un jour pour un examen plus approfondi. Pompeo a dit: «Il l'a demandé et je l'envoie», une caractéristique «Oui, monsieur, roger cette» réponse. Le lendemain, le 20 novembre, mon anniversaire, Trump a voulu appeler bin Salman pour lui dire que la déclaration allait sortir, disant: «Nous lui faisons une sacrée faveur», à savoir en déclarant que «qu'il l'ait fait ou non , nous sommes aux côtés de l'Arabie saoudite. »

Nous avons débattu si Trump lui-même lirait la déclaration du podium de la Maison Blanche ou si nous publierions simplement le texte. "Cela détournera d'Ivanka", a déclaré Trump. «Si je lis la déclaration en personne, cela prendra le contrôle de l'affaire Ivanka.» (La «chose Ivanka»

était un flot d'histoires sur l'utilisation intensive par Ivanka de son courrier électronique personnel pour les gouvernements affaires du, ce que la Maison Blanche essayait d'expliquer était en fait assez différent de l'utilisation extensive par Hillary Clinton de son courrier électronique personnel pour le gouvernement affaires.) "Putain, pourquoi n'a-t-elle pas changé son téléphone?" Se plaignit Trump. "Quel désordre nous avons à cause de ce téléphone." Puis il s'est tourné vers Pompeo, a décidé d'appeler le prince héritier et a dit: «Dites-lui que c'est incroyable, quelle grande chose je fais. Ensuite, demandez-lui son avis, et nous déciderons quoi faire. » Nous avons décidé de faire une déclaration et de faire répondre Pompeo aux questions, mais il y a eu un débat considérable sur la question de savoir si le texte devrait être publié avant ou après la cérémonie annuelle de pardon à la dinde de Thanksgiving (jeu de mots non prévu). Désolé, prince héritier, mais nous avons nos priorités. (J'ai rencontré le ministre turc des Affaires étrangères le même jour, une autre coïncidence.) Pompeo et Trump ont finalement répondu aux questions, ce que Trump avait voulu faire de toute façon. C'était une émission tout-Trump, évidente pour tout le monde sauf Rand Paul, qui a tweeté qu'il pensait que j'avais écrit la déclaration!
En termes géopolitiques rigoureux, Trump était la seule approche sensée. Personne n'a excusé le meurtre de Khashoggi et peu doutaient qu'il s'agissait d'une grave erreur. Que vous aimiez ou non l'Arabie saoudite, la monarchie, Mohammed bin Salman ou Khashoggi, nous avions d'importants intérêts nationaux américains en jeu. Le retrait de l'appui déclencherait immédiatement les efforts compensateurs de nos adversaires dans la région pour exploiter la situation à notre détriment. Poutine me l'avait dit le plus brutalement à Moscou (voir chapitre 6) le 23 octobre, disant que la Russie pourrait vendre des armes aux Saoudiens si nous ne le faisions pas. Trump ne décidait pas nécessairement sur la base de la réalité géostratégique, mais sur les emplois américains générés par les ventes d'armes, et il s'est retrouvé plus ou moins au bon endroit. Cette approche était exactement la conclusion de Jeane Kirkpatrick dans son essai emblématique de 1979, «Dictatorships and Double Standards» 2: «L'idéalisme libéral n'a pas besoin d'être identique au masochisme, et ne doit pas être incompatible avec la défense de la liberté et de l'intérêt national.»

Les problèmes de gestion du personnel, également cruciaux pour l'élaboration des politiques, ont annoncé une série de changements spectaculaires après les élections au Congrès de novembre 2018. Jim Mattis et son équipe, par exemple, avaient une maîtrise magistrale des relations avec la presse, cultivant soigneusement sa réputation de «savant guerrier». Une histoire dont j'étais sûr que les médias n'avaient pas entendu parler de Mattis a été racontée par Trump le 25 mai, alors que Marine One revenait à la Maison Blanche d'Annapolis après le discours de remise des diplômes de Trump à la Naval Academy. Il a déclaré que Mattis lui avait dit, à propos de la comparution de Trump dans un débat présidentiel prévu avec Clinton quelques jours seulement après la parution de l'histoire d'Access Hollywood, que "c'était la chose la plus courageuse qu'il ait jamais vu quelqu'un faire". Venant d'un militaire de carrière, c'était effectivement quelque chose. Bien sûr, Trump aurait pu inventer, mais sinon, cela a montré que Mattis savait flatter avec les meilleurs d'entre eux.
Il ne faisait aucun doute que Mattis était dans des eaux troubles à l'été 2018, et il s'est progressivement affaibli au cours de l'année. Le dimanche 16 septembre, vers neuf heures quarante-cinq heures du soir, Trump m'a appelé pour me demander si j'avais vu un article du

New York Times bien en vue sur Mattis3 et «le lire attentivement», ce que j'ai dit que j'avais. "Je n'aime pas ça", a déclaré Trump. «Mattis fait toujours ce genre de choses.» J'ai dit que je pensais que l'article était très injuste envers la conseillère adjointe à la sécurité nationale, Mira Ricardel, provoquée par l'inimitié qu'elle avait gagnée de Mattis à ses débuts à la Maison Blanche, où elle résistait aux efforts de Mattis pour embaucher des démocrates avec des vues incompatibles avec celles de Trump. "Elle a empêché Rex de faire venir certains de ses gens aussi, non?" Demanda Trump, ce qui était également vrai. "Que pensez-vous de Mattis?" Trump a demandé, conformément à son style de gestion, que presque personne ne croyait propice à l'instauration de la confiance entre ses subordonnés. Mais il le faisait tout le temps. Et seul un imbécile ne supposerait pas que s'il me posait des questions sur Mattis, il interrogeait sûrement les autres à mon sujet. J'ai donné une réponse partielle, qui était à la fois vraie et importante: j'ai dit que Mattis était «bon à ne pas faire ce qu'il ne voulait pas faire» et qu'il avait «une haute opinion de sa propre opinion». Sur ce, Trump était parti, expliquant qu'il ne faisait pas confiance à Mattis et à quel point il était fatigué des articles de presse constants sur Matt, le plus trompeur de Mattis. Je ne l'ai pas dit à Trump, mais c'était la plus grande blessure auto-infligée par «l'axe des adultes». Ils se croyaient si intelligents qu'ils pouvaient dire au monde à quel point ils étaient intelligents, et Trump ne le comprendrait pas. Ils n'étaient pas aussi intelligents qu'ils le pensaient.

Kelly est venu à mon bureau tard le lendemain matin pour parler de l'article, en disant: «Mattis est juste en mode survie maintenant» et qu'il pointait du doigt les fuites à Ricardel, qui montraient une chutzpah incroyable. J'ai expliqué la théorie du juge Larry Silberman sur l'évaluation des fuites, à savoir: «Cui bono?» ce qui signifie "Qui a tout à gagner?" et qui, dans ce cas, indiquait carrément que Mattis et ses associés étaient les fuites. Kelly avait servi sous Mattis dans les Marines, tout comme Joe Dunford, un alignement remarquable que la presse n'a jamais semblé remarquer et qu'un romancier espion n'aurait pas pu convaincre qu'un éditeur était plausible. Trump, Kelly et moi avons à nouveau discuté de l'article plus tard dans la journée, et Trump a demandé: «Mattis n'a pas aimé annuler l'accord avec l'Iran, n'est-ce pas?» ce qui était un euphémisme. Peu de temps après, les spéculations sur le remplacement de Mattis ont repris sérieusement. Je me demandais si les fuites avaient commencé dans le bureau ovale.

Une semaine plus tard, cependant, alors que j'étais à New York pour les festivités d'ouverture annuelle de l'Assemblée générale des Nations Unies, Kelly m'a appelé pour dire que la Première Dame voulait que Ricardel soit licencié parce que son personnel se plaignait qu'elle n'avait pas coopéré à la préparation du prochain voyage de FLOTUS en Afrique. . J'ai trouvé cela magnifique, et Kelly a dit que «ce n'était pas clair comment cela était arrivé à ce niveau». Il a ensuite caractérisé le personnel de la Première Dame comme un tas de types de sororité grincheux et bavards. Personne ne m'a rien dit de plus, et je pensais que c'était mort. Kelly était toujours à Washington à cause de «cette affaire de Rosenstein», ce qui signifie que le sous-procureur général Rod Rosenstein avait déjà proposé d'invoquer le vingt-cinquième amendement contre Trump, ou qu'il portait un fil dans l'Ovale pour rassembler des preuves à cette fin . Ce fut également une première dans l'histoire de la gestion présidentielle.

Le fait d'être à New York m'a rappelé pourquoi les ambassadeurs des Nations Unies ne devraient pas avoir le rang de Cabinet (l'approche républicaine traditionnelle). Ou, s'ils devaient avoir ce grade, le président devait leur dire qu'il n'y avait néanmoins qu'un seul secrétaire d'État. Haley n'avait jamais reçu ce rappel, et d'après tout ce que j'ai entendu, y compris directement de Trump, elle et Tillerson se détestaient cordialement (enfin, peut-être pas cordialement). Les premières preuves du problème de Haley se sont produites dans sa mauvaise gestion de la question des sanctions contre la Russie au lendemain de l'attaque américaine d'avril contre la Syrie. Il est apparu à nouveau en juin concernant le retrait américain du Conseil des droits de l'homme mal fondé de l'ONU. Trump a accepté de le laisser, ce que tous ses conseillers ont recommandé, le confirmant lors d'une réunion du bureau ovale avec Pompeo, Haley et moi. Trump a ensuite demandé à Haley, "Comment ça se passe?" et elle a répondu en parlant des négociations commerciales avec la Chine, qui ne faisaient pas partie de ses responsabilités. Après un long riff commercial de Trump, avec toutes ses répliques préférées («L'UE est comme la Chine, mais plus petite»), Haley lui a posé une question sur un voyage qu'elle voulait faire en Inde pour visiter le Dalaï Lama.

Le but de ce voyage n'était pas clair, à part une photo avec le Dalaï Lama, toujours bon pour un aspirant pol. Mais le champ de mines dans lequel elle s'est égarée en soulevant la question du commerce avec la Chine a montré une oreille politique: une fois que Trump s'est demandé comment la Chine verrait Haley voir le Dalaï Lama, le voyage était essentiellement mort. Cet épisode a confirmé à Pompeo à quel point Trump avait laissé Haley dériver et pourquoi il devait s'arrêter. En tout cas, le 19 juin, nous nous sommes retirés du Conseil des droits de l'homme.
Le remplacement de hauts fonctionnaires de l'administration en voie de départ pourrait également être difficile, d'autant plus que la moitié du mandat de Trump approche. Choisir le successeur de Haley a été l'un de ces marathon. Après s'être entretenue seule avec Trump, Ivanka et Kushner sur une question «purement personnelle», Haley a déclaré à Kelly (mais pas à Pompeo ou à moi) le 9 octobre qu'elle démissionnait, bien que cette démission ait été accompagnée d'une longue récession s'étendant jusqu'à sa date d'entrée en vigueur le 31 décembre. Peu doutaient que la course à l'investiture présidentielle républicaine en 2024 ait commencé. Dans une déclaration à couper le souffle, assise à côté du président dans l'Ovale, Haley a exclu une course de 2020, juste pour qu'elle puisse rappeler à tout le monde qu'elle était disponible: «Non, je ne cours pas pour 2020… Je peux vous promettre ce que je Je vais faire campagne pour celui-ci. »4 Beaucoup pensaient qu'elle courrait plutôt pour remplacer Pence en tant que colistier de Trump en 2020, soutenu par Kushner et Ivanka, ce qui n'était pas une spéculation oiseuse5. une femelle. Dina Powell, l'une des premières favorites, avait été au NSC et, préférée par la famille, semblait initialement être un shoo-in. Une énorme opposition s'est toutefois développée et la recherche d'autres candidats s'est rapidement poursuivie. Pompeo et moi avons convenu dès le départ que l'ambassadeur des Nations Unies ne devrait pas avoir de rang au Cabinet, mais nous avons d'abord dû convaincre Trump. Il a dit de Powell que le statut de membre du Cabinet «l'aiderait», ce qui m'a laissé sans voix. Si quelqu'un avait besoin de ce genre d'aide, il aurait dû chercher un autre travail. En plus de la question du statut, Pompeo et moi avons discuté, pendant plusieurs semaines, des alternatives possibles, en discutant avec plusieurs d'entre eux pour voir s'ils étaient intéressés. Une fois le tri effectué, nous avons tous deux conclu que l'ambassadeur au Canada Kelly Craft était le choix le plus

logique. En plus d'être qualifié, Craft était déjà dans l'administration, avait été entièrement contrôlé et avait obtenu les autorisations de sécurité appropriées, et était donc prêt à assumer rapidement de nouvelles fonctions.

Entre-temps, la Maison Blanche est passée en mode complot complet, car tout le monde avait une opinion sur qui devrait succéder à Haley. Je n'ai jamais traversé une période où plus de gens m'ont dit de ne pas faire confiance aux autres sur un problème. Peut-être qu'ils allaient bien. La politique intérieure était byzantine, une grande partie se déroulant dans les médias. Les candidats se sont levés et sont tombés, sont entrés et se sont retirés, puis sont entrés à nouveau, se sont rapprochés ou ont été effectivement sélectionnés, seulement pour découvrir qu'un facteur de disqualification les a retirés de la course et nous ramène au début. Même lorsque Pompeo et moi pensions que Trump avait choisi un candidat, nous nous trompions souvent. Comme Pompeo l'a déclaré lors de la réunion du G20 en novembre, "Vous ne pouvez pas le laisser seul pendant une minute." C'était comme être dans une galerie de miroirs. Au fil des semaines, je me suis demandé si nous aurions une candidate à temps pour la faire confirmer avant la fin de l'appel de trois mois de Haley le soir du Nouvel An.
En effet, nous ne l'avons pas fait. Ce n'est que le 22 février, au bureau ovale, lorsque Trump m'a appelé en milieu d'après-midi, que Trump et Kelly Craft ont serré la main à la nomination. J'étais ravi, tout comme Pompeo, mais consterné que près de cinq mois aient disparu sur quelque chose qui aurait pu être résolu en quelques jours seulement après l'annonce de Haley. Trump a dit à Craft: «C'est le meilleur travail au sein du gouvernement à côté du mien», ce que je pensais pas loin d'être faux. Nous avions terminé, du moins avec les délibérations du pouvoir exécutif. Près de cinq mois en préparation.

Alors que les ennuis de Mattis continuaient à augmenter, les spéculations se sont tournées vers la question de savoir si Kelly en aurait finalement assez. Pompeo a dit: «Si Mattis s'en va, Kelly y va aussi», ce qui avait une logique. Cela dépassait désormais le dysfonctionnement du personnel mais signifiait un changement majeur dans la direction de la Maison Blanche. Les problèmes sans fin de Nielsen avec Trump semblaient également indiquer son départ anticipé, une autre incitation pour Kelly à partir, mais elle s'est accrochée. En effet, Nielsen a duré jusqu'en avril 2019, probablement longtemps après qu'elle aurait dû partir volontairement pour son propre bien-être. Kelly et Kushner ne s'entendaient pas non plus depuis la controverse sur l'habilitation de sécurité de Kushner.
Kelly a également eu ses ennuis, un peu comme ceux que j'ai connus, avec le secrétaire au Trésor Mnuchin, un confident de Trump. En juillet 2018, par exemple, Mnuchin n'a cessé de s'inquiéter d'un communiqué de presse qu'il voulait publier sur de nouvelles sanctions contre une banque russe qui avait facilité les transactions financières internationales de la Corée du Nord. Trump a convenu que les sanctions devaient se poursuivre, mais il ne voulait pas de communiqué de presse, pour éviter d'éventuelles réactions négatives de Moscou et de Pyongyang. Mnuchin craignait que le Congrès ne le fasse griller pour avoir couvert la Russie s'il ne publiait rien. Je pensais qu'il était surmené, et quelques jours plus tard, Trump a accepté une libération. Exaspérée, Kelly m'a dit que Mnuchin se souciait plus que tout de ne pas être exposé à aucun risque, malgré son désir démesuré d'assister aux réunions du bureau ovale et de voyager à travers le monde. Quelques jours auparavant, Kelly et moi avions parlé des efforts de

Mnuchin pour participer à des réunions où il n'avait aucun rôle, y compris appeler Trump pour se faire inviter. Kelly a déclaré qu'il était sûr que Mnuchin passait beaucoup moins de la moitié de son temps à son bureau au Trésor, si désireux était-il d'aller aux réunions de la Maison Blanche ou en voyage présidentiel. "Ils le reconnaissent à peine dans son immeuble", a déclaré Kelly avec dédain.

Entre-temps, les efforts de longue date de Mattis pour licencier Ricardel, combinés aux efforts clandestins du personnel de la Première Dame, ont finalement eu leur effet. J'étais à Paris pour des réunions avant l'arrivée de Trump pour assister au centenaire du 11 novembre de la Première Guerre mondiale de l'armistice. Le soir du 9 novembre, alors que je marchais pour dîner avec mes homologues britannique, français et allemand, Kelly m'a appelé d'Air Force One, qui approchait de son arrivée à Paris. Nous étions sur des téléphones non sécurisés, donc nous n'avons pas parlé complètement avant minuit, quand Kelly a dit que le bureau de la Première Dame essayait toujours de faire virer Ricardel. "Je n'ai rien à voir avec cela", a déclaré Kelly.

Samedi, je me suis rendu à la résidence de l'ambassadeur des États-Unis, où Trump séjournait, pour le briefer avant son bilatéral avec Macron. Le temps était mauvais et Kelly et moi avons discuté de l'opportunité de voyager comme prévu vers les monuments de Château-Thierry Belleau Wood et les cimetières américains à proximité, où de nombreux morts de la Première Guerre mondiale ont été enterrés. L'équipage de Marine One disait qu'une mauvaise visibilité pouvait rendre imprudent de se rendre au cimetière. Le plafond n'était pas trop bas pour que les Marines volent au combat, mais piloter POTUS était évidemment quelque chose de très différent. Si un cortège était nécessaire, cela pourrait prendre entre quatre-vingt-dix et cent vingt minutes dans chaque sens, le long de routes qui n'étaient pas exactement des autoroutes, ce qui représentait un risque inacceptable que nous ne puissions pas faire sortir le président de la France assez rapidement en cas d'urgence. C'était une décision simple d'annuler la visite mais très difficile pour un Marine comme Kelly de le recommander, ayant été à l'origine celui qui a suggéré Belleau Wood (une bataille emblématique de l'histoire du Marine Corps). Trump a accepté et il a été décidé que d'autres conduiraient au cimetière à la place. Alors que la réunion prenait fin et que nous nous préparions à partir pour l'Élysée pour voir Macron, Trump nous a mis Kelly et moi de côté et a dit: «Trouvez un autre endroit pour Mira. Le peuple de Melania est sur le chemin de la guerre. » Kelly et moi avons supposé que nous devions trouver un poste équivalent ailleurs dans le gouvernement dans un cadre plus calme à Washington.

La presse a transformé l'annulation de la visite du cimetière en une histoire selon laquelle Trump avait peur de la pluie et s'est réjouie de souligner que d'autres dirigeants mondiaux ont voyagé pendant la journée. Bien sûr, aucun d'eux n'était le président des États-Unis, mais la presse n'a pas compris que les règles pour les présidents américains sont différentes de celles de 190 autres dirigeants qui ne commandent pas les plus grandes forces militaires du monde. Trump a blâmé Kelly, injustement, marquant un moment peut-être décisif dans la fin de son mandat à la Maison Blanche. Trump a été mécontent tout au long du voyage («Il est dans un funk royal», comme le dit Sanders) en raison des résultats électoraux décevants, et rien n'a amélioré les choses. Le reste de la visite à Paris a été similaire. Macron a ouvert leur réunion bilatérale en parlant d'une «armée européenne», comme il l'avait fait publiquement plus tôt6, ce qu'un grand nombre d'autres Américains étaient pleinement disposés à laisser les Européens ingrats sans nous. Macron a presque insulté Trump dans son discours du 11 novembre à l'Arc de Triomphe, déclarant: «Le patriotisme est exactement le contraire du nationalisme. Le

nationalisme est une trahison du patriotisme en disant: «Notre intérêt d'abord. Qui se soucie des autres? »Trump a déclaré qu'il n'avait pas entendu la réplique de Macron parce que son oreillette s'était coupée au point critique.
Après Paris, je me suis envolé pour les Émirats arabes unis puis Singapour pour aider à soutenir le voyage du vice-président au sommet annuel de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est. À 14 h 20 le 14 novembre, Ricardel a appelé pour dire qu'il y avait une histoire du Wall Street Journal, manifestement divulguée par une source hostile, qu'elle était sur le point d'être licenciée. L'histoire était également pleine de spéculations sur le licenciement de Kelly et Nielsen, alors j'ai immédiatement appelé pour atteindre Trump (Singapour ayant treize heures d'avance sur Washington) et d'autres pour savoir ce qui se passait. Entre-temps, un tweet incroyable est sorti du «bureau de la Première Dame» que Ricardel ne méritait plus de travailler à la Maison Blanche. Parlez sans précédent. J'étais encore en train de digérer cela quand Trump m'a rappelé vers 5 h 30 du matin. Il a demandé: «Qu'est-ce que c'est que la première dame?» et a appelé à Westerhout pour lui apporter le tweet, qu'il a lu pour la première fois. "Putain de merde," cria-t-il, "comment ont-ils pu éteindre ça sans me le montrer?" Bonne question, je pensais. "Laissez-moi travailler là-dessus", a conclu Trump. Trump a ensuite appelé Ricardel et les membres du personnel de FLOTUS dans l'Ovale, où ils ont présenté leurs versions du voyage FLOTUS Afrique que Ricardel avait essayé d'éviter de dérailler en raison de l'ignorance et de l'insensibilité des membres du personnel de la Première Dame. Ricardel n'avait jamais rencontré la Première Dame; toutes les critiques provenaient de son personnel. Trump a été à juste titre irrité par le tweet du «bureau de la Première Dame», dont les membres du personnel ont nié être responsables. "Cette déclaration est de la merde", a déclaré à juste titre Trump.
J'ai parlé à Pence de Ricardel lorsque nous avons tous les deux déjeuné en privé. "Elle est géniale", a-t-il dit, et a promis d'être totalement solidaire. Kelly a appelé plus tard dans la journée pour lui dire que Trump lui avait demandé, après la réunion ovale, "de lui trouver un endroit pour atterrir ... nous devrions la garder au gouvernement", et qu'il avait dit: "Ce n'est pas une mauvaise personne, »Malgré les allégations des membres du personnel de FLOTUS.
Kelly a poursuivi en disant: «Paris était un désastre complet» et que Trump s'était plaint sans cesse du fait que l'Air Force One revenait à Washington, et même par la suite. Il a continué à répéter ce qui avait mal tourné, tout en exigeant le licenciement de Mattis et Nielsen, en grande partie en raison du problème de la frontière mexicaine. Kelly a déclaré qu'il avait retiré Trump «d'un certain nombre de rebords» mais qu'il n'était pas du tout sûr de ce qui allait suivre. Je lui ai demandé de me tenir au courant, et il a simplement dit: «D'accord, mon pote», ce qui m'a dit qu'il n'avait plus beaucoup d'amis à la Maison Blanche. Le lendemain, Trump a publié une déclaration selon laquelle Ricardel passerait à un nouveau poste dans l'administration, bien que nous ne l'ayons pas encore fixé. Malheureusement, l'atmosphère a été tellement empoisonnée par le personnel de FLOTUS que Ricardel a décidé de son propre chef de quitter le gouvernement entièrement et de rejoindre le secteur privé. Tout cela était épouvantable pour moi et extrêmement injuste pour Ricardel.
J'ai fait ma propre évaluation du NSC après presque neuf mois. Sur le fond, nous avions respecté une norme de «ne pas nuire», n'entrant dans aucune nouvelle mauvaise affaire et en quittant plusieurs héritées du passé (par exemple, l'accord sur le nucléaire iranien, le traité INF). Mais je pouvais sentir que des troubles venaient sur d'autres fronts.

À l'approche des élections de novembre, les rumeurs tournaient à plein régime. Surtout compte tenu des résultats décevants et après le jour de l'armistice, des rumeurs circulaient constamment sur qui pourrait succéder à Kelly. Une théorie persistante était que Trump sélectionnerait Nick Ayers, chef de cabinet de Pence. Il était pour le moins inhabituel de passer du poste de vice-président au poste de président, mais Jim Baker était passé dede George HW Bush directeur de campagneen 1980 à chef de cabinet de Reagan à la Maison Blanche. Les compétences politiques d'Ayers en faisaient un choix logique, si Kelly décidait de partir, pour un président qui envisageait une campagne de réélection, mais la vraie question était de savoir si Ayers le voulait. Il a cherché à l'avance à définir les termes du rôle, et Trump a semblé disposé à le faire, mais est revenu à plusieurs reprises sur des points clés ou a rejeté toute l'idée d'une description de travail comme irréalisable. Bien que Ayers ait été tenté par le travail, les expériences des deux dernières années l'avaient convaincu que, sans un morceau de papier sur lequel se replier en temps de crise, le risque ne valait pas la peine d'être pris. Bien sûr, c'était une question ouverte de savoir si le morceau de papier aurait jamais valu quelque chose, mais cette question ne trouverait jamais de réponse.
Tandis que ce pot personnel mijotait, le pot Mattis est venu à ébullition. Néanmoins, je m'attendais toujours à ce que Ayers soit nommé pour succéder à Kelly, probablement le lundi 10 décembre 2018. Kelly m'a dit ce matin à six heures trente du matin, l'une de nos dernières premières conversations, qu'après deux jours de travail direct pour Trump en tant que une expérience, Ayers avait décidé que cela ne fonctionnerait tout simplement pas. Kelly était également convaincue que Trump envisageait d'échanger Haley contre Pence en tant que candidat VP 2020, ce qui aurait placé Ayers dans une position impossible. En tout cas, nous étions de retour à la case départ, et le monde entier le savait. La seule bonne nouvelle, c'est que le 10 décembre, Pat Cipollone a commencé comme avocat à la Maison Blanche, pas une minute trop tôt. Le départ de Mattis est rapidement devenu très public.
De nombreux candidats, à l'intérieur comme à l'extérieur, se disputaient le poste de chef de cabinet, mais Trump a tweeté le 14 décembre que Mick Mulvaney, directeur du bureau de la gestion et du budget, serait chef de cabinet par intérim une fois que Kelly serait partie. Kushner est venu cet après-midi pour dire qu'il était ravi de la décision et que la partie «agissante» du titre n'était qu'une mascarade. Comme j'ai reconstitué les choses plus tard, il n'y a pas eu de véritables négociations entre Trump et Mulvaney sur les conditions du travail, donc la décision m'a semblé quelque peu impulsif. Pompeo pensait que Mulvaney ferait essentiellement tout ce qu'Ivanka et Kushner voulaient qu'il fasse, ce qui nous inquiétait tous les deux philosophiquement. Le transfert de Kelly à Mulvaney a pris effet le 2 janvier.

Dans une interview d'octobre 2019, au milieu de la crise de la destitution en Ukraine, Kelly a déclaré qu'il avait dit à Trump: «Quoi que vous fassiez - et nous étions toujours en train d'essayer de trouver quelqu'un pour prendre ma place - j'ai dit, quoi que vous fassiez, n'engagez pas un «oui», quelqu'un qui ne vous dira pas la vérité - ne faites pas ça. Parce que si vous le faites, je pense que vous serez mis en accusation. »7 Trump a catégoriquement nié que Kelly avait fait une telle déclaration:« John Kelly n'a jamais dit cela, il n'a jamais rien dit de tel. S'il avait dit que je l'aurais jeté hors du bureau. Il veut juste revenir dans l'action comme tout le monde. »8 Et Stephanie Grisham, auparavant une des First Lady's Furies, maintenant attachée

de presse de la Maison Blanche, a déclaré ex cathedra:« J'ai travaillé avec John Kelly, et il n'était absolument pas équipé pour manipuler le génie de notre grand président. »9 Ces citations en disent long sur les personnes qui les ont prononcées.
Avec le départ de Kelly et la nomination de Mulvaney, tous les efforts efficaces pour gérer le bureau exécutif du président ont cessé. La stratégie de politique intérieure et la stratégie politique, jamais des arguments solides, ont pratiquement disparu; les décisions du personnel se sont encore détériorées et le chaos général s'est propagé. La crise en Ukraine a suivi. Il y avait beaucoup de preuves que l'hypothèse de Kelly était tout à fait correcte.

CHAPITRE 9

VENEZUELA LIBRE

Le régime illégitime du Venezuela, l'un des plus oppressifs de l'hémisphère occidental, a offert à l'administration Trump une opportunité. Mais cela exigeait une détermination constante de notre part et une pression constante, totale et implacable. Nous n'avons pas respecté cette norme. Le président a vacillé et vacillé, exacerbant les désaccords internes de l'administration plutôt que de les résoudre, et entravant à plusieurs reprises nos efforts pour mener à bien une politique. Nous n'avons jamais été trop confiants de réussir à soutenir les efforts de l'opposition vénézuélienne pour remplacer Nicolas Maduro, l'héritier d'Hugo Chavez. C'était presque le contraire. Les adversaires de Maduro ont agi en janvier 2019 car ils étaient convaincus que cela pourrait être leur dernière chance de liberté, après des années d'essais et d'échecs. L'Amérique a répondu parce que c'était dans notre intérêt national de le faire. C'est toujours le cas et la lutte continue.
Après les efforts infructueux pour évincer Maduro, l'administration Trump n'a pas hésité à discuter publiquement et en détail de la mesure dans laquelle l'opposition était parvenue à évincer Maduro et de ce qui avait mal tourné. De nombreux articles de presse ont répété les détails de ce que nous avions continuellement entendu de l'opposition en 2019, et qui sont discutés dans le texte. Ce n'était pas une situation normale de conversations et d'échanges diplomatiques, et nous avons également entendu de nombreux membres du Congrès et des citoyens américains privés, en particulier des membres des communautés cubano-américaine et vénézuélienne-américaine en Floride. Un jour, lorsque le Venezuela sera de nouveau libre, les nombreuses personnes qui soutiennent l'opposition seront libres de raconter publiquement leurs histoires. Jusque-là, nous n'avons que les souvenirs de gens comme moi qui ont la chance de pouvoir raconter leur histoire pour eux.1
Il y a une histoire de deux décennies d'occasions manquées au Venezuela, étant donné l'opposition généralisée et fermement tenue à Chavez -Régime de Maduro. Peu de temps après être devenu conseiller à la sécurité nationale, alors que Maduro parlait lors d'une cérémonie de remise des prix militaires le 4 août, il a été attaqué par deux drones. Bien que l'attaque ait échoué, elle a montré une vive dissidence au sein de l'armée. Et les images hilarantes de

militaires fuyant énergiquement au son des explosions, malgré la propagande du régime, ont montré à quel point les militaires étaient «loyaux» envers Maduro.

Le régime autocratique de Maduro était une menace en raison de sa connexion avec Cuba et des ouvertures qu'il offrait à la Russie, à la Chine et à l'Iran. La menace de Moscou était indéniable, à la fois militaire et financière, ayant dépensé des ressources substantielles pour soutenir Maduro, dominer l'industrie pétrolière et gazière du Venezuela et imposer des coûts aux États-Unis. Pékin n'était pas loin derrière. Trump a vu cela, me disant après un appel du Nouvel An 2019 avec le président égyptien Abdel Fattah al-Sisi qu'il s'inquiétait pour la Russie et la Chine: "Je ne veux pas rester assis à regarder." Le Venezuela n'avait pas dépassé mes priorités lorsque j'ai commencé, mais une gestion compétente de la sécurité nationale requiert de la flexibilité lorsque de nouvelles menaces ou opportunités se présentent. Le Venezuela était une telle éventualité. L'Amérique s'était opposée aux menaces extérieures dans l'hémisphère occidental depuis la doctrine Monroe, et il était temps de la ressusciter après les efforts d'Obama-Kerry pour l'enterrer.

Le Venezuela était une menace pour son propre compte, comme l'a démontré un incident en mer le 22 décembre, le long de la frontière entre la Guyane et le Venezuela. Des unités navales vénézuéliennes ont tenté de monter à bord de navires d'exploration ExxonMobil, sous licence de la Guyane dans ses eaux territoriales. Chavez et Maduro ont mis l'industrie pétrolière et gazière vénézuélienne dans un fossé, et d'importantes ressources d'hydrocarbures au Guyana constitueraient une menace concurrentielle immédiate juste à côté. L'incident s'est évaporé alors que les navires d'exploration, après avoir refusé les demandes vénézuéliennes de débarquer un hélicoptère à bord de l'un d'eux, se sont rapidement dirigés vers les eaux indéniablement guyanaises.

Peu de temps après l'attaque du drone, lors d'une réunion indépendante le 15 août, le Venezuela est venu et Trump m'a dit avec insistance: «Faites-le», ce qui signifie se débarrasser du régime de Maduro. «C'est la cinquième fois que je le demande», a-t-il poursuivi. J'ai décrit la pensée que nous faisions, lors d'une réunion maintenant réduite à Kelly et moi, mais Trump a insisté sur le fait qu'il voulait des options militaires pour le Venezuela et ensuite le garder parce que "cela fait vraiment partie des États-Unis". Cet intérêt présidentiel pour discuter des options militaires m'a d'abord surpris, mais il n'aurait pas dû; comme je l'ai appris, Trump l'avait déjà préconisé, répondant à une question de presse, presque exactement un an plus tôt, le 11 août 2017 à Bedminster, NJ:

«Nous avons beaucoup d'options pour le Venezuela, et en passant, je ne suis pas va exclure une option militaire. Nous avons de nombreuses options pour le Venezuela.

C'est notre voisin ... c'est - nous sommes partout dans le monde et nous avons des troupes partout dans le monde dans des endroits très, très loin.

Le Venezuela n'est pas très loin et les gens souffrent et meurent. Nous avons de nombreuses options pour le Venezuela, y compris une option militaire possible, si nécessaire. »2

J'ai expliqué pourquoi la force militaire n'était pas la réponse, surtout compte tenu de l'inévitable opposition du Congrès, mais que nous pouvions atteindre le même objectif en travaillant avec les opposants de Maduro. J'ai par la suite décidé de braquer les projecteurs sur le Venezuela, prononçant un discours largement couvert à Miami le 1er novembre 2018, dans lequel j'ai condamné la «troïka de tyrannie» de l'hémisphère occidental: le Venezuela, Cuba et le Nicaragua. J'ai annoncé que l'Administration, dans son renversement en cours de la politique

d'Obama à Cuba, imposerait de nouvelles sanctions contre La Havane et appliquerait également un nouvel ordre exécutif sanctionnant le secteur de l'or du Venezuela, que le régime utilisait pour se maintenir à flot en vendant de l'or de la Banque centrale du Venezuela. . Le discours de la «troïka de la tyrannie» a souligné les affiliations entre les trois gouvernements autoritaires, jetant les bases d'une politique plus tournée vers l'avenir. Trump a aimé l'expression «troïka de tyrannie», me disant: «Vous faites de si grands discours»; celui-ci, comme je l'ai souligné, avait été écrit par l'un de ses propres rédacteurs de discours.

Bien sûr, Trump a également déclaré périodiquement qu'il voulait rencontrer Maduro pour résoudre tous nos problèmes avec le Venezuela, ce que ni Pompeo ni moi ne pensions être une bonne idée. À un moment donné en décembre, j'ai croisé Rudy Giuliani dans l'aile ouest. Il a demandé à venir me voir après une réunion des avocats de Trump, c'est pourquoi il était là. Il avait un message pour Trump de la part du représentant Pete Sessions, qui avait longtemps préconisé que Trump rencontre Maduro, tout comme le sénateur Bob Corker, pour des raisons bien connues d'eux-mêmes. En discutant de cela plus tard, Pompeo a suggéré que nous envoyions d'abord quelqu'un au Venezuela pour voir Maduro, bien que, comme l'intérêt de Trump pour parler avec Maduro ait diminué par la suite, rien ne s'est produit.

Le big bang au Venezuela est survenu le vendredi 11 janvier. Le nouveau jeune président de l'Assemblée nationale, Juan Guaidó, a annoncé lors d'un énorme rassemblement à Caracas que l'Assemblée estimait que la réélection manifestement frauduleuse de Maduro en 2018 était illégitime et donc invalide. En conséquence, l'Assemblée, seule institution légitime du Venezuela, élue au suffrage universel, a déclaré la présidence vénézuélienne vacante. En vertu de la clause de vacance de la Constitution d'Hugo Chavez, Guaidó a déclaré qu'il deviendrait président par intérim le 23 janvier, date anniversaire du coup d'État militaire de 1958 qui a renversé la dictature de Marcos Perez Jimenez, et évincerait Maduro de préparer de nouvelles élections3. ce n'est que tardivement que l'Assemblée nationale allait dans cette direction. Nous n'avons joué aucun rôle pour encourager ou aider l'opposition. Ils ont vu ce moment comme probablement leur dernière chance. Tout était désormais en jeu au Venezuela, et nous devions décider comment réagir. Asseyez-vous et regardez? Ou agir? Je n'avais aucun doute sur ce que nous devions faire. La révolution était en marche. J'ai dit à Mauricio Claver-Carone, que j'avais récemment choisi comme directeur principal du NSC pour l'hémisphère occidental, de publier une déclaration de soutien.4

J'ai informé Trump de ce qui s'était passé, interrompant une réunion avec un étranger qui avait déjà dépassé le calendrier prévu. fin. Trump, cependant, était irrité de n'être informé que d'un éventuel changement au Venezuela, disant que je devrais publier la déclaration en mon nom, pas le sien. J'aurais pu lui rappeler qu'il avait dit il n'y a pas dix jours: «Je ne veux pas rester assis à regarder», et j'aurais probablement dû le faire, mais je viens de publier la déclaration comme la mienne. Maduro a réagi durement, menaçant les membres de l'Assemblée nationale et leurs familles. Guaidó lui-même a été arrêté par l'une des forces de police secrètes du régime mais a ensuite été rapidement relâché.5 Il y avait des spéculations selon lesquelles ce sont des Cubains qui ont saisi Guaidó, mais sa libération a révélé une réelle confusion dans le régime, un bon signe.6

J'ai également tweeté le premier de nombreux tweets du Venezuela viennent condamner l'arrestation de Guaidó par la dictature de Maduro. J'ai été encouragé par le fait que le gouvernement de Maduro m'ait rapidement accusé de mener un coup d'État «contre la

démocratie du Venezuela» 7, une approche suivie par d'autres adversaires qui ont attaqué les conseillers de Trump. Plus important encore, nous avons commencé à concevoir des mesures à prendre immédiatement contre le régime de Maduro, ainsi que contre Cuba, son protecteur et probablement contrôleur, et le Nicaragua. Pourquoi ne pas aller tous les trois à la fois? Les sanctions contre le pétrole étaient un choix naturel, mais pourquoi ne pas déclarer le Venezuela «sponsor d'État du terrorisme», quelque chose que j'ai suggéré pour la première fois le 1er octobre 2018, et aussi renvoyer Cuba sur la liste après que Obama l'ait retiré?

Sous Chavez et maintenant Maduro, les revenus du Venezuela provenant des exportations liées au pétrole ont chuté de façon spectaculaire, la production elle-même ayant chuté, passant d'environ 3,3 millions de barils de pétrole pompés par jour lorsque Chavez a pris le pouvoir en 1999 à environ 1,1 million de barils par jour en janvier 2019. un déclin précipité, ramenant le Venezuela à des niveaux de production sans précédent depuis les années 40, avait déjà considérablement appauvri le pays. Faire en sorte que la production du monopole pétrolier public soit aussi faible que possible, ce que l'opposition a pleinement soutenu 8, aurait peut-être suffi à faire tomber le régime de Maduro. De nombreuses autres sanctions étaient nécessaires pour éliminer les sources de revenus illicites du régime - en particulier le trafic de drogue avec des narco-terroristes opérant principalement en Colombie, avec des refuges au Venezuela - mais la grève de la compagnie pétrolière était la clé9.

Le 14 janvier, j'ai convoqué un comité des directeurs dans le Sit Room pour examiner nos options pour sanctionner le régime de Maduro, en particulier le secteur pétrolier. Je pensais qu'il était temps de tourner les vis et j'ai demandé: "Pourquoi n'irions-nous pas pour gagner ici?" Il est rapidement devenu clair que tout le monde voulait prendre des mesures décisives à l'exception du secrétaire au Trésor Mnuchin. Il voulait faire peu ou rien, arguant que si nous agissions, cela risquerait de nationaliser Maduro le peu qui restait des investissements américains dans le secteur pétrolier au Venezuela et d'augmenter les prix internationaux du pétrole. Mnuchin voulait essentiellement une garantie que nous réussirions, avec le renversement de Maduro, si nous imposions des sanctions. Bien sûr, cela était impossible. Si j'ai un souvenir de Mnuchin de l'administration - et il y avait de nombreuses copies conformes de celui-ci, Mnuchin s'opposant à des mesures sévères, en particulier contre la Chine - c'est ça. Pourquoi nos sanctions n'étaient-elles pas souvent aussi radicales et efficaces qu'elles auraient pu l'être? Ne lisez pas plus loin. Comme me l'a dit en avril le secrétaire au Commerce, Wilbur Ross (un financier renommé, beaucoup plus politiquement conservateur que Mnuchin, qui était essentiellement un démocrate), "Stephen est plus préoccupé par les effets secondaires sur les entreprises américaines que par la mission", ce qui était tout à fait exact. L'argument de Mnuchin en faveur de la passivité était entièrement économique, il était donc important que Larry Kudlow intervienne rapidement pour dire: «Le point de vue de John est aussi mon point de vue.» Keith Kellogg a ajouté que Pence pensait que nous devrions «tout faire» contre la compagnie pétrolière d'État du Venezuela. Cela a eu un effet énorme, car Pence a rarement offert son point de vue dans de tels contextes, pour éviter la boxe du président. Pompeo voyageait, mais le secrétaire d'État adjoint John Sullivan a plaidé pour des sanctions, mais pas avec une grande spécificité. Le secrétaire à l'Énergie, Rick Perry, était fortement en faveur de sanctions sévères, écartant les préoccupations de Mnuchin concernant les actifs pétroliers et gaziers américains limités au Venezuela.

Mnuchin était une minorité d'un, alors j'ai dit que nous enverrions à Trump une note de décision partagée; tout le monde devrait recevoir ses arguments rapidement parce que nous allions vite. Pence avait auparavant proposé d'appeler Guaidó pour exprimer notre soutien, ce qui, après avoir entendu Mnuchin, m'a semblé une bonne idée. L'appel s'est bien passé, augmentant l'urgence que l'Amérique réagisse avec quelque chose de plus qu'une simple rhétorique faisant l'éloge de l'Assemblée nationale du Venezuela. Néanmoins, Mnuchin a poursuivi sa campagne pour ne rien faire; Pompeo m'a dit qu'il avait eu un appel de trente minutes avec Mnuchin jeudi et qu'il avait contre-proposé d'appliquer les sanctions en tranches. J'ai répondu que nous avions une chance de renverser Maduro maintenant, et cela pourrait prendre beaucoup de temps avant d'en avoir une autre aussi bonne. Les demi-mesures n'allaient pas le couper. Pompeo a convenu que nous ne voulions pas reproduire Obama en 2009, en regardant les manifestations pro-démocratie en Iran réprimées tandis que les États-Unis ne faisaient rien. Cela sonnait comme si Pompeo allait dans la bonne direction. Même l'Organisation des États américains, longtemps l'une des organisations internationales les plus moribondes (et cela dit quelque chose), a été réveillée pour aider Guaidó, car un nombre croissant de pays d'Amérique latine se sont levés pour déclarer leur soutien à l'Assemblée nationale provocante du Venezuela.

Le simple fait que Guaidó soit resté libre a montré que nous avions une chance. Nous avions besoin de la décision de Trump sur les sanctions et de savoir si Guaidó était le président par intérim légitime lorsqu'il a franchi le Rubicon le 23 janvier. Le 21, j'ai expliqué à Trump les mesures politiques et économiques possibles à prendre contre Maduro et j'ai dit que beaucoup dépendait sur ce qui s'est passé deux jours plus tard. Trump doutait que Maduro tomberait, disant qu'il était «trop intelligent et trop dur», ce qui était une autre surprise, compte tenu des commentaires antérieurs sur la stabilité du régime. (Il avait déclaré peu de temps auparavant, le 25 septembre 2018, à New York, que «c'est un régime qui, franchement, pourrait être renversé très rapidement par l'armée, si l'armée décide de le faire.» 10 Trump a ajouté qu'il voulait également la gamme la plus complète d'options contre le régime, 11 que j'ai transmise à Dunford plus tard dans la journée. Dunford et moi avons également discuté de ce qui pourrait être nécessaire si les choses tournaient mal à Caracas, mettant potentiellement en danger la vie du personnel américain officiel et même des citoyens américains privés là-bas, ce qui nécessiterait peut-être une évacuation «non permissive» des personnes en danger.

Plus j'y pensais, plus je réalisais que la décision de reconnaissance politique était plus importante maintenant que les sanctions pétrolières. Premièrement, la reconnaissance américaine aurait des implications majeures pour le Federal Reserve Board, et donc les banques du monde entier. La Fed confierait automatiquement le contrôle des actifs du gouvernement vénézuélien qu'elle possédait à l'administration dirigée par Guaidó. Malheureusement, comme nous devions Le régime de duro était si compétent pour voler ou gaspiller ces actifs, il n'y en avait plus beaucoup. Mais les conséquences financières internationales de la reconnaissance étaient néanmoins importantes, car d'autres banques centrales et banquiers privés ne cherchaient pas de raisons d'être du mauvais côté de la Fed. Deuxièmement, la logique de sanctionner le monopole pétrolier du pays et les autres mesures auxquelles Mnuchin et le Trésor résistaient deviendraient sans réponse une fois que nous aurions approuvé la légitimité de Guaidó. À cette fin, j'ai prévu une réunion de huit heures le 22 janvier avec Pompeo, Mnuchin, Wilbur Ross et Kudlow.

Au Venezuela, les tensions montaient. Dans les heures qui ont précédé notre rencontre, des manifestations se sont déroulées toute la nuit, notamment des cacerolazos, des rassemblements traditionnels pour faire cuire des casseroles et des poêles, dans les quartiers les plus pauvres de Caracas, la base d'origine du soutien «Chavista». Les pénuries de produits de base augmentent et les manifestants ont brièvement pris le contrôle des routes menant à l'aéroport de Caracas. Seuls les colectivos, les gangs armés de voyous à moto utilisés par Chavez et Maduro pour semer la terreur et intimider l'Opposition, et que l'Opposition croyait équipés et dirigés par les Cubains12, semblaient rouvrir les routes. Pas militaire. Le ministre de la Défense Vladimir Padrino (l'un des nombreux Latins de prénoms russes de l'époque de la guerre froide) et le ministre des Affaires étrangères Jorge Arreaza avaient tous deux déjà approché l'opposition, explorant provisoirement ce que l'amnistie de l'Assemblée nationale pour avoir fait défection d'officiers militaires signifierait si l'opposition prévalait. Néanmoins, après des années d'hostilité entre les deux parties, une véritable méfiance règne au sein de la société vénézuélienne.

Dans ce contexte, j'ai demandé si nous devions reconnaître Guaidó lorsque l'Assemblée nationale l'a déclaré président par intérim. Ross a parlé en premier, disant qu'il était clair que nous devrions soutenir Guaidó, immédiatement appuyé par Kudlow et Pompeo. Heureusement, Mnuchin était d'accord, disant que nous avions déjà affirmé que Maduro était illégitime, donc reconnaître Guaidó était simplement la prochaine étape logique. Nous n'avons pas discuté des conséquences économiques; soit Mnuchin n'a pas vu la connexion, soit il ne voulait pas lutter contre le problème. J'étais bien de toute façon. Une fois la reconnaissance résolue, nous avons discuté d'autres étapes: travailler avec le «Groupe de Lima» informel des nations latino-américaines pour qu'ils reconnaissent Guaidó (ce qui a pris peu ou pas de conviction), ajuster le niveau de nos avertissements de conseils aux voyageurs, réfléchir à la façon d'éliminer le Les Cubains, et le traitement des paramilitaires russes qui seraient arrivés pour protéger Maduro.13 J'ai considéré la réunion comme une victoire totale.

Plus tard dans la matinée, j'ai parlé avec Trump, qui voulait maintenant des assurances concernant l'accès post-Maduro aux ressources pétrolières du Venezuela, essayant de garantir que la Chine et la Russie ne continueraient pas à bénéficier de leurs accords avec le régime illicite Chavez-Maduro. Trump, comme d'habitude, avait du mal à distinguer les mesures responsables pour protéger les intérêts américains légitimes de ce qui équivalait à une portée excessive du genre qu'aucun autre gouvernement, en particulier démocratique, n'envisagerait même. J'ai suggéré à Pence de soulever la question avec Guaidó dans l'appel prévu plus tard dans la journée, et Trump a accepté. J'ai également appelé plusieurs membres de la délégation du Congrès de la Floride, qui venaient voir Trump sur le Venezuela cet après-midi, alors ils étaient prêts si le problème du champ pétrolier se posait. Les sénateurs Marco Rubio et Rick Scott, ainsi que les membres du Congrès Lincoln Diaz-Balart et Ron DeSantis, ont apporté un soutien très énergique pour renverser Maduro, Rubio disant: «C'est peut-être la dernière chance», et ce succès serait «une grande victoire de politique étrangère . " Au cours de la réunion, ils ont expliqué que l'Assemblée nationale estimait que de nombreux accords commerciaux russes et chinois avaient été obtenus grâce à des pots-de-vin et à la corruption, ce qui les rendait faciles à invalider une fois qu'un nouveau gouvernement était installé.14 La discussion a été très utile et Trump a accepté sans équivoque de reconnaître Guaidó, ce que

Pence, qui assistait à la réunion, était prêt à faire. Trump a ajouté plus tard, "Je veux qu'il dise qu'il sera extrêmement fidèle aux États-Unis et à personne d'autre".
Trump voulait toujours une option militaire, soulevant la question avec les républicains de Floride, qui étaient manifestement stupéfaits, à l'exception de Rubio, qui l'avait déjà entendu et savait comment la dévier poliment. Plus tard, j'ai appelé Shanahan et Dunford pour leur demander comment se déroulait leur réflexion. Aucun de nous ne pensait qu'une option militaire était souhaitable à ce stade. Pour moi, cet exercice visait uniquement à garder Trump intéressé par l'objectif de renverser Maduro, sans perdre vraiment beaucoup de temps sur un non-démarreur. Le Pentagone devrait commencer à la case départ, car sous l'administration Obama, le secrétaire d'État John Kerry avait annoncé la fin de la doctrine Monroe15, une erreur qui s'était répercutée dans tous les départements et agences de sécurité nationale avec des effets prévisibles. Mais c'est la preuve de

ce que certaines personnes pensaient être une blague, quand Trump a ensuite déclaré que je devais le retenir. Il avait raison sur le Venezuela. Dunford a dit poliment à la fin de notre appel qu'il appréciait que j'essaie de l'aider à comprendre comment l'implication de nos militaires pourrait se produire. Bien sûr, j'ai eu le travail facile, en terminant en disant: "Tout ce que j'avais à faire était de passer l'appel." Dunford avait maintenant le problème. Il a ri et a dit: «Tag. Je le suis! " Au moins, il avait toujours le sens de l'humour.
Pence m'a demandé de le rejoindre dans son bureau pour l'appel de Guaidó, qui a duré environ six heures quinze. Guaidó était très reconnaissant d'une vidéo de soutien que Pence avait distribuée plus tôt sur Internet, et les deux ont eu une excellente conversation. Pence a de nouveau exprimé notre soutien et Guaidó a répondu positivement, bien que de manière très générale, à la manière dont l'opposition se comporterait si elle l'emportait. Il a dit que le Venezuela était très satisfait du soutien que les États-Unis apportaient et travaillerait main dans la main avec nous, compte tenu des risques que nous prenions. Je pensais que cela devrait satisfaire Trump. Après l'appel, je me suis penché sur le bureau de Pence pour lui serrer la main, disant: «C'est un moment historique.» Il a suggéré que nous allions à l'Ovale pour informer Trump, qui était assez satisfait du résultat, dans l'attente de la déclaration qu'il ferait le lendemain.
Il m'a appelé vers 9 h 25 le vingt-troisième pour dire que le projet de déclaration qui devait être publié lorsque l'Assemblée nationale a officiellement invoqué la constitution vénézuélienne pour agir contre Maduro était «beau», ajoutant: «Je ne dis presque jamais cela» 16. Je l'ai remercié et lui ai dit que nous le tiendrions au courant. Guaidó a comparu devant une foule immense à Caracas (selon notre ambassade, la plus grande des vingt ans d'histoire du régime Chavez-Maduro), et a prêté serment comme président par intérim. Le sort a été jeté. Pence est venu pour serrer la main et nous avons immédiatement publié la déclaration de Trump. Nous craignions le déploiement imminent de troupes, mais aucune n'est venue (bien que des informations indiquent que, du jour au lendemain, des colectivos ont tué quatre personnes) .17 L'ambassade de Caracas a présenté ses lettres de créance au nouveau gouvernement de

Guaidó, ainsi qu'aux ambassadeurs du groupe de Lima, en guise de soutien. J'ai informé Trump des événements de la journée vers 18 h 30, et il semblait tenir bon.
Le lendemain, le ministre de la Défense Padrino et une série de généraux ont tenu une conférence de presse pour déclarer leur loyauté à Maduro, ce qui n'était pas ce que nous voulions, mais qui jusqu'à présent ne se reflétait pas dans l'activité militaire réelle. L'opposition croyait que 80% ou plus desde rang et

militairesde la plupart des officiers subalternes, dont les familles subissaient les mêmes difficultés que la population civile du Venezuela en général, soutenaient le nouveau gouvernement. Bien que le pourcentage ne puisse être confirmé étant donné la nature autoritaire du régime de Maduro, Guaidó a souvent affirmé qu'il avait le soutien de 90% de la population du Venezuela dans son ensemble.18 Les officiers supérieurs, comme ceux de la conférence de presse, cependant, étaient probablement encore trop corrompus par des années de règle Chavista pour briser les rangs. D'un autre côté, ils n'avaient pas ordonné aux militaires de sortir de leur caserne pour écraser la rébellion, craignant probablement qu'un tel ordre ne soit désobéi, ce qui serait la fin du régime. Le ministre britannique des Affaires étrangères, Jeremy Hunt, à Washington pour les réunions, était ravi de coopérer sur les mesures qu'ils pourraient prendre, par exemple le gel des dépôts d'or vénézuéliens à la Banque d'Angleterre, de sorte que le régime ne pouvait pas vendre l'or pour se maintenir19. sortes de mesures que nous appliquions déjà pour faire pression financièrement sur Maduro. J'ai exhorté Pompeo à faire en sorte que l'État soutienne plus pleinement l'effort contre la compagnie pétrolière publique, où je craignais toujours que Mnuchin tienne, ce qu'il a accepté de faire. Pompeo a également été troublé par des signes que Maduro pourrait encourager les colectivos à menacer le personnel de l'ambassade des États-Unis et a déclaré que Trump l'était également.20
Le premier signe troublant de Trump est arrivé ce soir-là après 20 h 30 lorsqu'il a appelé pour dire: «Je n'aime pas où nous sommes », se référant au Venezuela. Il s'inquiétait de la conférence de presse de Padrino, disant: «Toute l'armée est derrière lui.» Puis, il a ajouté: «J'ai toujours dit que Maduro était dur. Ce gamin [Guaidó] — personne n'a jamais entendu parler de lui. ” Et, "Les Russes ont publié des déclarations brutales." J'ai reculé Trump hors du rebord, expliquant que l'armée était toujours dans sa caserne, ce qui était très important, et que des personnalités militaires de haut rang avaient discuté avec l'opposition pendant deux jours de ce que cela représenterait pour eux s'ils venaient l'opposition ou à la retraite. Les choses étaient toujours très en jeu, et plus le temps passait, plus il était probable que l'armée se fragmenterait, ce dont nous avions vraiment besoin. Je ne pense pas avoir satisfait Trump, mais au moins je l'ai ramené au silence. Dieu savait seulement à qui il parlait ou s'il venait de recevoir un cas de vapeurs parce que les choses étaient encore incertaines. J'étais sûr d'une chose: toute démonstration d'indécision américaine serait désormais vouée à l'échec de l'effort. Je soupçonnais que Trump le savait aussi, mais j'étais étonné que notre politique soit si proche de changer juste trente heures et plus après son lancement. Vous ne pouviez pas inventer ça.

Le lendemain matin, j'ai appelé Pompeo pour lui dire comment Trump avait tout sauf quitté le navire pour le Venezuela et pour s'assurer que Pompeo n'allait pas suivre. Heureusement, j'ai entendu exactement la réaction inverse, Pompeo disant "nous devrions aller au mur" pour faire sortir Maduro. Encouragé, j'ai demandé plus tard à Claver-Carone de faire un suivi auprès des

gens de Guaidó pour s'assurer qu'ils envoyaient des lettres, le plus tôt possible, au Fonds monétaire international, à la Banque des règlements internationaux et à des institutions similaires annonçant qu'ils étaient le gouvernement légitime. .21 Pompeo pensait qu'il y avait une voie à suivre pour la sécurité du personnel américain à Caracas, nous permettant ainsi de conserver une mission allégée, ce qu'il voulait faire. J'ai expliqué comment l'État était souvent si accroché aux questions de sécurité qu'il faisait des concessions sur les questions de politique, arguant qu'il était nécessaire de protéger le personnel officiel. Je ne plaidais certainement pas pour ignorer les risques pour notre peuple, mais je pensais qu'il valait mieux les retirer plutôt que de faire des concessions substantielles à des gouvernements comme Maduro.

Juste après neuf heures du matin, j'ai appelé Trump, le trouvant en meilleure forme que la veille. Il pensait toujours que l'opposition était «battue», se référant à nouveau à l'image de Padrino et de «tous ces beaux généraux» déclarant leur soutien à Maduro. Je lui ai dit que la véritable pression allait commencer, alors que nous imposions des sanctions pétrolières, emportant une part importante des revenus du régime. "Faites-le", a déclaré Trump, qui était le signal clair dont j'avais besoin pour renverser le Trésor s'il était toujours obstructionniste. Sur notre personnel diplomatique de Caracas, cependant, Trump les voulait tous, craignant le retour en cas de problème. Surtout, cependant, il ne semblait pas intéressé, ce qui a été expliqué plus tard dans la journée quand il a annoncé un accord partiel mettant fin à la fermeture du gouvernement, interprété à travers le spectre politique comme une capitulation complète de son projet de mur frontalier au Mexique. Pas étonnant qu'il soit de mauvaise humeur.

J'ai décidé d'appeler Mnuchin, qui pour une raison quelconque se trouvait à nouveau en Californie, et il a convenu que nous devions appliquer des sanctions pétrolières «maintenant que nous avons reconnu le nouveau régime». J'ai appelé Pompeo pour lui annoncer la bonne nouvelle, et il a dit que le ministre vénézuélien des Affaires étrangères venait à New York pour le débat du Conseil de sécurité des Nations Unies que nous et d'autres avions demandé samedi. Nous avons tous les deux pensé que cela pourrait être une opportunité pour Pompeo de le voir seul et d'avoir une évaluation claire de son état d'esprit sans les accros du voisinage à l'écoute, similaire à ce que nous faisions avec d'autres Vénézuéliens dans les missions diplomatiques du monde entier. En raison de la quasi-certitude des russes et probablement veto chinois, nous ne nous attendions à rien de substantiel de la part du Conseil de sécurité, mais c'était un bon forum pour susciter un soutien à la cause de l'opposition. Guaidó a aidé plus tard dans la journée en appelant Cuba à retirer son peuple du Venezuela et à le renvoyer chez lui.22

Le samedi 26 janvier, le Conseil de sécurité s'est réuni à 9 heures du matin et Pompeo s'est mêlé du régime de Maduro. Les membres européens ont déclaré que Maduro avait huit jours pour déclencher des élections ou qu'ils reconnaîtraient tous Guaidó, une amélioration considérable par rapport à ce que nous pensions être la position de l'UE. La Russie a qualifié la réunion de tentative de coup d'État et m'a personnellement dénoncé pour avoir appelé à une expropriation de «style bolchevik» au Venezuela (un honneur!), Montrant ainsi que nous étions sur la bonne voie après le monopole pétrolier23. L'attaché militaire du Venezuela à Washington a déclaré son allégeance à Guaidó. Ces défections et d'autres ont amené l'Opposition de nouveaux avocats qui, en tant que procédure standard, ont maintenant demandé à persuader les officiers et les fonctionnaires civils toujours au Venezuela d'en amener autant qu'il le pouvait. Malheureusement, le Département d'État était dans un tizzy sur les assurances qu'il voulait de Maduro sur la sécurité de notre personnel diplomatique. Il ne s'agissait pas de garantir au

gouvernement vénézuélien une protection adéquate, mais de savoir comment échanger des «notes diplomatiques», totalement inconscientes du contexte politique plus large. L'État avait également retardé la notification à la Réserve fédérale que nous avions reconnu un nouveau gouvernement à Caracas, ce qui était magnifique. Lundi, le bureau des affaires de l'hémisphère occidental de l'État était en révolte ouverte contre les sanctions pétrolières, arguant, comme je l'avais craint, que cela mettrait en danger le personnel de l'ambassade. Le secrétaire adjoint aux affaires de l'hémisphère occidental, Kim Breier, voulait un retard de trente jours dans les sanctions, ce qui était une absurdité tangible. Au début, je ne l'ai pas pris au sérieux. Mais l'argument de Breier a semblé s'élargir de jour en jour, avec essentiellement tout ce que nous avons fait pour faire pression sur le régime de Maduro, laissant notre personnel d'ambassade (dont la plupart était alors du personnel de sécurité, pas des «diplomates») en danger. Si j'étais juste un peu plus cynique, j'aurais pu conclure que Breier et son bureau essayaient en fait de renverser notre politique de base.

Pompeo m'a appelé samedi après-midi, ne sachant pas quoi faire de la résistance de la bureaucratie. Je l'ai persuadé que le bureau de l'hémisphère occidental ne faisait que jouer pour le temps; quel que soit le retard qu'il accepte, il ne constituera que la base de la prochaine demande de retard. Il a finalement convenu qu'il «allait bien si nous [allions] demain» sur les sanctions, ce que nous avons fait. Néanmoins, la rébellion du bureau n'était pas un bon signe. Qui savait ce que la bureaucratie disait aux autres gouvernements, à la forte présence de groupes de réflexion / lobbyistes latino-américains à Washington et aux médias? Mnuchin et moi avons parlé plusieurs fois lundi. Il avait parlé à des dirigeants de compagnies pétrolières tout le week-end, et les sanctions seraient en fait plus agressives qu'il ne l'avait prévu, ce qui était une bonne nouvelle. Les prévisions selon lesquelles nous n'avons pas pu agir contre la compagnie pétrolière publique en raison des impacts négatifs sur les raffineurs de la côte du Golfe se sont avérées surestimées; ayant apprécié la possibilité de sanctions pétrolières pendant des années, ces raffineries étaient «bien positionnées», selon les mots de Mnuchin, pour trouver d'autres sources de pétrole; les importations en provenance du Venezuela représentaient déjà moins de 10 pour cent de leur travail total.

Dans l'après-midi, nous devions dévoiler les sanctions dans la salle de briefing de la Maison Blanche, mais j'ai d'abord été détourné vers l'Ovale. Trump était très heureux de la façon dont «la chose vénézuélienne» se déroulait dans la presse. Il a demandé si nous devions envoyer cinq mille soldats en Colombie au cas où ils seraient nécessaires, ce que j'ai dûment noté sur mon bloc-notes jaune, disant que je vérifierais avec le Pentagone. «Allez vous amuser avec la presse», a déclaré Trump, ce que nous avons fait, lorsque ma note, captée par des caméras, a produit une spéculation sans fin. (Quelques semaines plus tard, le ministre colombien des Affaires étrangères, Carlos Trujillo, m'a apporté un paquet de tampons juridiques comme celui que j'avais dans la salle de briefing, donc je n'ai pas manqué.) Sur le fond, nous pensions que les sanctions pétrolières étaient un coup dur pour Le régime de Maduro, et beaucoup ont affirmé que ce n'était plus qu'une question de temps avant sa chute. Leur optimisme était élevé, alimenté en grande partie parce qu'ils pensaient que les loyalistes de Maduro comme Diosdado Cabello24 et d'autres envoyaient leurs actifs financiers et leurs familles à l'étranger pour des raisons de sécurité, ce qui n'était guère un vote de confiance dans le régime.

Le 30 janvier, mon bureau était rempli de gens, dont Sarah Sanders, Bill Shine et Mercedes Schlapp, pour écouter l'appel de Trump à Guaidó vers neuf heures du matin. Trump lui a

souhaité bonne chance pour les grandes manifestations anti-Maduro prévues plus tard dans la journée. , qui, selon Trump, étaient historiques. Trump a ensuite assuré à Guaidó qu'il retirerait le renversement de Maduro, et a proposé en aparté qu'il était sûr que Guaidó se souviendrait à l'avenir de ce qui s'était passé, ce qui était la manière de Trump de se référer à son intérêt pour les champs pétroliers du Venezuela. Ce fut un grand moment dans l'histoire du monde, a déclaré Trump. Guaidó a remercié Trump pour ses appels à la démocratie et son ferme leadership, ce qui m'a fait sourire. Raffermir? Si seulement il savait. Trump a déclaré que Guaidó devrait se sentir libre d'annoncer les rassemblements plus tard dans la journée qu'il avait appelé, et qu'il avait hâte de rencontrer Guaidó personnellement. Guaidó a répondu qu'il serait très, très émouvant pour les gens d'entendre qu'il avait parlé à Trump lorsqu'ils luttaient contre la dictature. Trump a déclaré que c'était un honneur de lui parler et que l'appel a pris fin.25 C'était sans aucun doute un coup de pouce à Guaidó pour annoncer qu'il avait parlé avec Trump, ce qui était bien sûr ce que nous voulions. Guaidó a tweeté à propos de l'appel avant même que Trump ne le fasse, et la couverture médiatique était uniformément favorable.

À 13 h 30, j'ai rencontré des dirigeants américains de la Citgo Petroleum Corporation, qui appartient majoritairement à la compagnie pétrolière d'État du Venezuela, pour leur dire que nous appuyions leurs efforts, et ceux de l'opposition vénézuélienne, pour garder le contrôle des raffineries de Citgo et les stations-service aux États-Unis, les protégeant ainsi des efforts de Maduro pour affirmer le contrôle. (Comme je leur ai expliqué à eux et à d'autres, nous avons également fourni des conseils à Guaidó à sa demande dans ses efforts pour nommer des personnes aux divers conseils d'administration de la compagnie pétrolière qui, par le biais de filiales, détenaient finalement la propriété de Citgo.) J'ai renvoyé les dirigeants à Wilbur Ross, qu'ils ont rencontré le lendemain, pour obtenir des conseils sur la façon d'éviter les effets d'un privilège du gouvernement russe sur les actions de la compagnie pétrolière vénézuélienne qui pourraient entraîner une perte de contrôle sur les actifs américains, ce qui se trouvait dans sa ruelle. (De Moscou, nous avons appris que Poutine était très préoccupé par les quelque 18 milliards de dollars que le Venezuela devait à Moscou; les estimations des montants réels variaient considérablement, mais elles étaient toutes substantielles.) Les dirigeants américains m'ont dit que, plus tôt dans la journée , Les Vénézuéliens fidèles à Maduro, ayant tenté en vain de détourner les actifs de l'entreprise avant leur départ, avaient fui les États-Unis avec l'un des avions d'affaires de Citgo, en direction de Caracas. J'étais sûr que nous pourrions nous attendre à plus de cela dans les jours à venir.

Même Lukoil, la grande firme russe, a annoncé qu'elle suspendait ses opérations avec le monopole pétrolier du Venezuela, ce qui reflétait au moins une certaine volonté de la Russie de couvrir ses paris.26 Quelques jours plus tard, PetroChina, une importante opération chinoise, a annoncé qu'elle abandonnait le pétrole monopole en tant que partenaire d'un projet de raffinerie chinoise, montrant ainsi un malaise important.27 Par la suite, Gazprombank, le troisième plus grand prêteur de la Russie, étroitement lié à Poutine et au Kremlin, a gelé ses comptes pour éviter de manquer à nos sanctions.28 Nous avons cru Guaidó et l'Opposition en profiterait pour s'entretenir avec des diplomates et des entreprises russes et chinois types d', soulignant qu'il était dans leur intérêt de ne pas prendre parti dans le différend intra-vénézuélien. Au sein du gouvernement américain, nous avions également prévu «le lendemain» au Venezuela et réfléchi à ce qui pourrait être fait pour remettre l'économie du pays, dans un terrible désarroi après deux décennies de mauvaise gestion économique (que Poutine a même dénigrée), sur

ses pieds. Nous avons longuement réfléchi à la manière dont nous pourrions aider un nouveau gouvernement à faire face à la fois aux besoins immédiats de la population et au besoin à plus long terme de réparer la destruction systémique de ce qui aurait dû être l'une des économies les plus solides d'Amérique latine.

Un battement de tambour des reconnaissances diplomatiques de Guaidó s'accélérait et nous espérions que cela démontrerait même aux loyalistes de Maduro que ses jours étaient comptés, et fournirait également une assurance contre l'arrestation de Guaidó et d'autres chefs de l'opposition. Ce n'était pas hypothétique. La police secrète de Maduro est entrée par effraction dans la maison de Guaidó et a menacé sa femme et sa jeune fille. Ils n'ont pas été blessés, mais le signal était clair29. Cela ressemblait beaucoup à une opération dirigée par les Cubains, soulignant à nouveau que la présence étrangère au Venezuela, cubaine et russe, était essentielle pour maintenir Maduro au pouvoir. Les manifestations se sont poursuivies dans tout le pays, sans se laisser décourager par la perspective d'une répression de Maduro. Des contacts continus étaient en cours avec des officiers supérieurs de l'armée au sujet des conditions dans lesquelles ils pourraient se présenter aux côtés de Guaidó, et avec d'anciens membres du cabinet chaviste, des dirigeants syndicaux et d'autres secteurs de la société vénézuélienne pour forger des alliances. Nous pensions que l'élan était resté avec l'opposition, mais ils devaient accélérer le rythme.

Au Venezuela, un plan était en cours d'élaboration, que nous pensions prometteur, pour acheminer des fournitures humanitaires à travers les frontières de la Colombie et du Brésil pour les distribuer autour du Venezuela. Jusqu'à présent, Maduro avait effectivement fermé les frontières, ce qui était possible parce que les terrains difficiles et les forêts et les jungles épaisses rendaient les traversées pratiquement impossibles, sauf aux points de contrôle frontaliers bien connus et établis. Le projet d'aide humanitaire démontrerait les préoccupations de Guaidó pour le peuple vénézuélien et montrerait également que les frontières internationales étaient ouvertes, reflétant le manque croissant de contrôle de Maduro.30 Il y avait également l'espoir que les principaux responsables militaires ne suivraient pas les ordres de fermeture des frontières, mais que, même s'ils le faisaient, Maduro serait placé dans la position impossible de refuser des fournitures humanitaires à ses citoyens pauvres. Maduro était tellement troublé par cette stratégie qu'il a recommencé à me critiquer par son nom, en disant: «J'ai la preuve que la tentative d'assassinat a été ordonnée par John Bolton à la Maison Blanche.» 31 Il a été rejoint par le ministre des Affaires étrangères Arreaza, qui s'est plaint, "Ce qu'il essaie de faire ici, c'est de nous donner des ordres!". 32 Cuba m'attaquait aussi par son nom, donc j'avais le moral plein.

Le président colombien Ivan Duque a rendu visite à Trump à la Maison Blanche le 13 février, et la discussion a porté sur le Venezuela. Trump a demandé aux Colombiens s'il aurait dû parler à Maduro six mois plus tôt, et Duque a déclaré sans équivoque que cela aurait été une grande victoire pour Maduro, ce qui implique que ce serait une erreur encore plus grave de lui parler maintenant. Trump a dit qu'il était d'accord, ce qui m'a beaucoup soulagé. Il a ensuite demandé comment l'effort se déroulait dans son ensemble et si l'élan était avec Maduro ou Guaidó. Ici, l'ambassadeur colombien Francisco Santos a été particulièrement efficace, affirmant que même il y a deux mois, il aurait dit que Maduro avait l'avantage, mais il ne croyait plus que c'était vrai, expliquant pourquoi. Cela s'est clairement inscrit auprès de Trump.

Néanmoins, je craignais que notre propre gouvernement ne fasse preuve d'un véritable sentiment d'urgence. Il y avait, au sein du gouvernement, une mentalité obstructionniste, «pas

inventée ici», sans doute en grande partie parce que sous huit ans d'Obama, les régimes vénézuélien, cubain et nicaraguayen n'étaient pas considérés comme des adversaires américains. Peu ou pas d'attention a été accordée à ce que les États-Unis devraient faire si, de manière peu pratique, les habitants de ces pays décidaient de diriger leur propre gouvernement. Encore plus important, à mon avis, l'influence croissante de la Russie, de la Chine, de l'Iran et de Cuba à travers l'hémisphère n'avait pas été une priorité. En fait, l'administration Trump a donc dû faire face à une avalanche de factures dues en Amérique latine, sans préparation pour les gérer.

L'opposition a affiné sa réflexion sur la manière de «forcer» l'aide humanitaire au Venezuela en provenance de la Colombie et du Brésil, et a fixé au samedi 23 février la date cible. Le samedi précédent, quelque six cent mille personnes s'étaient inscrites à Caracas pour aider. Après beaucoup de coordination entre l'Agence des États-Unis pour le développement international et le Pentagone, des avions-cargos C-17 atterrissaient maintenant à Cúcuta, l'un des principaux points de passage frontaliers colombiens, déchargeant de l'aide humanitaire pour traverser les ponts reliant les deux pays. Au Venezuela, le mouvement vers l'opposition s'est poursuivi. L'évêque catholique de San Cristóbal, qui était également vice-président de la conférence des évêques catholiques du pays, a pris la parole publiquement, faisant spécifiquement référence à une transition du pouvoir loin de Maduro.

Nous avions espéré que l'église jouerait un rôle public plus actif, et cela semblait maintenant se produire. À l'approche du 23 février, les rumeurs se sont intensifiées concernant un chef militaire de haut niveau, probablement le commandant de l'armée vénézuélienne Jesús Suárez Chourio, annonçant publiquement qu'il ne soutenait plus Maduro. Il y avait eu des rumeurs similaires auparavant, mais le plan humanitaire transfrontalier était le facteur clé pour lequel cette fois, cela pourrait être vrai. En même temps, le sénateur Marco Rubio a spécifiquement nommé Suarez Chourio, ainsi que le ministre de la Défense Padrino et quatre autres, comme des personnalités militaires clés qui pourraient bénéficier d'une amnistie s'ils faisaient défection dans l'opposition33. des troupes avec eux, les unités militaires semblant se diriger vers les frontières, puis redoubler vers Caracas pour encercler le palais de Miraflores, la Maison Blanche du Venezuela. Ces prévisions optimistes ne se sont toutefois pas réalisées.

Nous faisions notre part, avec un discours de Trump à la Florida International University de Miami le 18 février, qui aurait pu être un rassemblement de campagne, si enthousiaste était la foule. Les plans pour le vingt-troisième se sont mis en place, le président colombien Duque ayant annoncé qu'il serait rejoint à Cúcuta par les présidents de Panama, du Chili et du Paraguay, et par le secrétaire général de l'Organisation des États américains, Luis Almagro. Cela prouverait de façon convaincante que la révolution du Venezuela n'a guère été «faite à Washington». Les fournitures humanitaires ont augmenté aux frontières, et il a été prouvé que les forces de sécurité de Maduro ont intensifié leur harcèlement des organisations non gouvernementales à l'intérieur du pays. Mercredi, Guaidó a quitté Caracas à l'abri, en direction de la frontière colombienne où, comme prévu, il attendrait du côté vénézuélien pendant que l'aide humanitaire traversait le pont international de Tienditas en provenance de Colombie. Nous avons entendu, cependant, que Guaidó envisageait de traverser la Colombie pour assister à un concert parrainé par Richard Branson à Cúcuta vendredi soir pour soutenir l'aide au Venezuela, puis ramener l'aide à travers la frontière le lendemain, face à une confrontation. avec les forces de Maduro, le cas échéant, directement.

Ce n'était pas une bonne idée, pour plusieurs raisons. C'était très dramatique mais dangereux, pas seulement physiquement, mais plus important, politiquement. Une fois de l'autre côté de la frontière et à l'extérieur du Venezuela, il serait probablement difficile pour Guaidó de rentrer. Qu'arriverait-il à sa capacité de diriger et de contrôler la politique de l'opposition s'il était isolé à l'extérieur du pays, sous réserve de la propagande Maduro disant qu'il avait fui dans la peur ? Nous n'avions aucun moyen de prédire le résultat samedi. Cela pourrait basculer d'un extrême à l'autre: les choses pourraient bien se passer, la frontière étant effectivement ouverte, ce qui constituerait un défi direct pour l'autorité de Maduro, ou il pourrait y avoir de la violence et des effusions de sang aux points de passage, potentiellement avec Guaidó arrêté ou pire. Je pensais qu'essayer de faire traverser la frontière à l'aide humanitaire était bien conçu et tout à fait réalisable. Des plans plus grandioses, cependant, n'étaient pas bien pensés et pouvaient facilement créer des problèmes.

Au milieu de tout cela, alors que le sommet Trump / Kim Jong Un de Hanoi se profile, j'ai interrompu mon itinéraire prévu en Asie, annulant les réunions en Corée afin de pouvoir rester à Washington jusqu'à dimanche pour voir ce qui s'est passé au Venezuela. Bien que l'attention des médias se soit concentrée sur la frontière entre la Colombie et le Venezuela, en particulier à Cúcuta, il y a également eu des développements importants du côté brésilien. Les Pemones, peuple indigène du Venezuela qui détestait Maduro, combattaient les forces de la garde nationale du gouvernement. Les deux parties ont fait des victimes et les Pemones auraient capturé vingt-sept gardes, dont un général, et brûlé un poste de contrôle d'aéroport. Vendredi, les Pemones ont également pris le contrôle de plusieurs routes menant au Venezuela34.

Plus tard vendredi, Guaidó aurait pénétré en Colombie par hélicoptère, aidé par des membres sympathiques de l'armée vénézuélienne35. Ces troupes devaient également aider à acheminer l'aide humanitaire via le postes de contrôle frontaliers samedi. J'ai été déçu, mais au moins nous avons entendu ce soir-là que le concert de Richard Branson était beaucoup mieux assisté qu'un concert Maduro en compétition au Venezuela, ce qui était, je suppose, une sorte de victoire. Le vice-président de Maduro, Delcy Rodriguez, a annoncé que tous les points de passage frontaliers seraient fermés samedi, mais nous avions des informations contradictoires sur ce qui était exactement fermé et ce qui pourrait encore être ouvert.

Samedi matin, de grandes foules se sont massées du côté colombien de la frontière, avec la police anti-émeute à Táchira du côté vénézuélien. Les violences de faible intensité se sont poursuivies à la frontière brésilienne alors que la foule s'y rassemblait également. Des secours ont été construits pendant des semaines à plusieurs postes de contrôle des deux frontières, et des convois supplémentaires ont été préparés pour arriver aux postes de contrôle tout au long de la journée, escortés par des volontaires colombiens ou brésiliens, rencontrés de l'autre côté par des volontaires vénézuéliens. Au moins c'était le plan. Les incidents de jets de pierres, d'affrontements avec la Garde nationale vénézuélienne et de déplacement et de remplacement des barricades ont augmenté tout au long de la journée à mesure que les heures des tentatives de franchissement approchaient. Plusieurs officiers de l'armée et de la marine de niveau intermédiaire ont fait défection, et il a été signalé que des gardes nationaux le long de la frontière faisaient également défection36.

Guaidó est arrivé au pont international de Tienditas vers neuf heures du matin, prêt à traverser. Il y avait des rapports toute la journée qu'il était sur le point de traverser, mais cela ne s'est pas

produit, sans véritables explications. En fait, l'opération a tout simplement échoué, à quelques exceptions près où des volontaires ont tenté d'apporter de l'aide; ils ont réussi à la frontière brésilienne, mais pas à la frontière colombienne. Les Pemones étaient toujours les plus agressifs, s'emparant du plus grand aéroport de la région frontalière brésilienne et capturant plus de troupes de la Garde nationale37. Mais entre les colectivos et certaines unités de la Garde nationale, le niveau de violence contre les tentatives de franchissement des frontières a augmenté et le niveau d'aide passer à travers n'a pas. Il y a eu de grandes manifestations dans les villes du Venezuela, prévues pour coïncider avec l'arrivée de l'aide humanitaire, y compris à l'extérieur de la base militaire de La Carlota à Caracas, avec la foule essayant de convaincre les militaires de faire défection, malheureusement sans succès.

À la fin de samedi, je pensais que l'opposition n'avait pas fait grand-chose pour faire avancer sa cause. J'ai été déçu que l'armée n'ait pas répondu avec plus de défections, en particulier aux niveaux supérieurs. Et j'ai été stupéfait de Guaidó et la Colombie n'a pas exécuté d'autres plans lorsque les colectivos et d'autres ont empêché les expéditions d'aide de venir, brûlant des camions sur les ponts. Les choses semblaient aléatoires et déconnectées, que ce soit par manque de planification préalable ou par défaillance du nerf, je ne pouvais pas le dire immédiatement. Mais si les choses ne s'amélioraient pas dans les prochains jours et que Guaidó ne retournait pas à Caracas, j'allais commencer à m'inquiéter.

Nous entendions que parmi les Vénézuéliens, le sentiment était que samedi avait été une victoire pour Guaidó, ce qui m'a paru très optimiste. Nous avons appris beaucoup plus tard qu'il y avait des spéculations selon lesquelles les Colombiens avaient eu froid aux pieds, craignant qu'un affrontement militaire le long de la frontière ne les attire, et qu'après des années de lutte contre la contre-insurrection et les guerres contre la drogue en Colombie, leurs troupes n'étaient tout simplement pas prêtes pour les conventions conflit avec les forces armées de Maduro. Personne n'a compris avant samedi? Guaidó était à Bogota en milieu d'après-midi, se préparant pour la réunion de lundi du Groupe de Lima. Je n'aimais toujours pas l'idée que Guaidó traverse la frontière en premier lieu, sans parler de traîner en Colombie pendant plusieurs jours, que Maduro utilisait pour propager que Guaidó cherchait l'aide de l'adversaire traditionnel du Venezuela.

J'ai parlé à Pence, qui se rendait à Bogotá pour représenter les États-Unis au Groupe de Lima, et j'ai souligné la nécessité de persuader Guaidó de retourner à Caracas. Un élément clé du succès de l'opposition jusqu'à présent a été sa cohésion, alors que par le passé, elle s'était toujours fragmentée. Chaque jour, Guaidó était hors du pays augmentait le risque que Maduro trouve un moyen de les diviser à nouveau. Pence a accepté et a dit qu'il rencontrerait Guaidó en trilatéral avec Duque. J'ai également exhorté Pence à demander davantage de sanctions contre le régime de Maduro, pour montrer qu'il devait payer un prix pour bloquer l'aide humanitaire. Trump avait déclaré lors du rassemblement de Miami que les généraux vénézuéliens devaient faire un choix, et Pence pourrait dire qu'il développait le point de Trump.

J'ai informé Trump dimanche après-midi, mais il ne semblait pas concerné, ce qui m'a surpris. Il a été impressionné par le nombre de défections de l'armée, qui dans quelques jours serait proche de cinq cents.38 Je soupçonnais que son esprit était sur la Corée du Nord et le prochain sommet de Hanoi. À la fin de l'appel, il a dit: «D'accord, mec», ce qui était son signal habituel, il était satisfait de ce qu'il avait entendu. Alors que je m'envolais pour Hanoi, je me suis de nouveau entretenu avec Pence, sur le chemin du retour à Washington après un discours ferme

à Bogotá devant le Groupe de Lima, qui a dit qu'il y avait «un formidable esprit dans la salle», ce qui était encourageant. Guaidó l'avait impressionné: «Très authentique, très intelligent, et il a prononcé un discours extrêmement fort devant le Groupe de Lima.» J'ai exhorté Pence à rendre son jugement à Trump.

Le Venezuela est tombé de l'écran radar pendant que nous étions à Hanoi, mais quand je suis rentré du Vietnam le 1er mars, il était à nouveau au centre. Guaidó, actuellement en tournée en Amérique latine, réfléchissait enfin sérieusement à la manière de rentrer au Venezuela, par voie terrestre ou par avion direct pour Caracas. J'ai tenu Trump au courant, et il m'a dit le dimanche 3 mars: «Il [Guaidó] n'a pas ce qu'il faut… Restez un peu à l'écart; ne vous impliquez pas trop », ce qui revenait à dire« Ne tombez pas trop enceinte ». Quoi qu'il en soit, Guaidó a pris l'initiative le lendemain, malgré les risques, en volant au Venezuela ce matin-là. Cela montrait le courage dont il avait fait preuve plus tôt et me soulagea grandement. Des prises de vue en direct sur Internet tout au long de la journée ont montré le retour spectaculaire de Guaidó à Caracas, qui s'est avéré être un triomphe. Un inspecteur de l'immigration lui a dit: «Bienvenue chez vous, monsieur le président!» Chevauchant de l'aéroport à travers son pays d'origine, Guaidó a été accueilli par des foules enthousiastes pendant tout le trajet, et aucun signe d'efforts militaires ou policiers pour l'arrêter.

Porté par le retour réussi de Guaidó, j'étais prêt à faire de mon mieux pour augmenter la pression sur Maduro, en commençant par imposer des sanctions à l'ensemble du gouvernement et en prenant plus de mesures contre le secteur bancaire, ce que nous aurions dû faire en janvier, mais qui nous avons finalement mis en place. Lors d'un comité de direction pour discuter de nos plans, Mnuchin était résistant, mais il était dépassé par d'autres, avec Perry lui expliquant poliment comment les marchés du pétrole et du gaz fonctionnaient réellement à l'international, Kudlow et Ross contestant son analyse économique, et même Kirstjen Nielsen appelant pour des sanctions plus strictes. Pompeo était largement silencieux. J'ai dit, encore une fois, nous n'avions que deux choix au Venezuela: gagner et perdre. En utilisant une analogie avec la crise du canal de Suez en 1956, j'ai dit que nous avions Maduro près de la trachée et que nous devions le resserrer, ce qui a fait commencer Mnuchin visiblement. Il craignait que les étapes du secteur bancaire ne nuisent à Visa et Mastercard, qu'il voulait garder en vie «le lendemain» 39. J'ai dit, tout comme Perry et Kudlow, qu'il n'y aurait pas de «jour après» à moins que nous augmentation considérable de la pression, le plus tôt sera le mieux. Ce n'était pas un exercice académique. Quant à la préoccupation de Mnuchin pour le préjudice que nous causerions au peuple vénézuélien, j'ai souligné que Maduro avait déjà tué plus de quarante personnes au cours de cette série d'activités de l'opposition, et des centaines de milliers de personnes risquaient leur vie chaque fois qu'elles descendaient dans la rue pour protester40. ne pensais pas à Visa et Mastercard! Les plus pauvres n'avaient ni Visa ni Mastercard, et ils étaient déjà écrasés par l'effondrement de l'économie vénézuélienne. Vraiment, il y avait une révolution en cours, et Mnuchin s'inquiétait pour les cartes de crédit!

À la fin du 7 mars, nous avons entendu parler de pannes de courant massives à travers le Venezuela, exacerbées par l'état décrépit du réseau électrique du pays. Ma première pensée fut que Guaidó ou quelqu'un avait décidé de prendre les choses en main. Mais quelle que soit la cause, l'étendue ou la durée de la panne, elle a dû nuire à Maduro, emblématique car il s'agissait de la catastrophe globale que le régime représentait pour le peuple. La communication des effets de la panne a été lente, car presque toutes les télécommunications

nationales vénézuéliennes avaient été supprimées. Ce que nous avons appris au fil des jours a confirmé la dévastation. Presque tout le pays a été noirci, l'aéroport de Caracas a été fermé, les services de sécurité semblent avoir disparu, des pillages ont été signalés et les cacerolazos ont recommencé, montrant une insatisfaction populaire persistante à l'égard du régime. Quelle était la gravité des dégâts? Quelques mois plus tard, a-t-on appris, une délégation étrangère en visite a conclu que l'infrastructure de production d'électricité du pays était «irréparable». Le régime a tenté de blâmer l'Amérique, mais les gens ont généralement compris que, comme la désintégration de l'industrie pétrolière vénézuélienne, le réseau électrique national s'était également détérioré au cours des deux décennies de la domination chaviste, parce que le gouvernement n'avait pas entrepris l'entretien nécessaire et les nouveaux investissements en capital. Et où était passé l'argent nécessaire à la compagnie pétrolière d'État et au réseau électrique national? Entre les mains du régime complètement corrompu. Si ce n'était pas l'étoffe des soulèvements populaires, il était difficile de savoir ce qui serait qualifié. Nous avons continué à augmenter la pression, la Justice annonçant la mise en accusation de deux chefs de file du trafic de drogue vénézuéliens (tous deux d'anciens responsables du régime) 41 et par l'expulsion largement appuyée des représentants de Maduro par la majorité des membres de la Banque interaméricaine de développement. 42 Les efforts du Régime pour mettre en place le réseau électrique ont échoué à mesure que les sous-stations électriques explosaient sous les nouvelles charges électriques, reflétant un manque d'entretien et d'équipements désuets à long terme. La perte des télécommunications a également nui à la coordination des activités au niveau national, y compris dans des villes clés comme Maracaibo. Guaidó a poursuivi ses rassemblements, attirant toujours des foules importantes, assurant aux gens que l'opposition pressait. L'Assemblée nationale a déclaré un "état d'alerte" au sujet des pannes, non pas qu'elles avaient le pouvoir de faire quoi que ce soit, mais au moins en démontrant aux gens qu'ils y pensaient, par rapport à la quasi-invisibilité de Maduro, signe d'un désarroi continu du régime. Les contacts avec les responsables du régime se sont poursuivis, Guaidó cherchant des fissures de leadership pour saper l'autorité de Maduro.

Malheureusement, il y avait aussi un désarroi au sein du gouvernement américain, en particulier au Département d'État. Couplé à la trahison du Trésor, chaque nouvelle étape de notre campagne de pression contre le régime de Maduro a pris beaucoup plus de temps et d'efforts bureaucratiques que quiconque ne pouvait justifier. Le Trésor a traité chaque nouvelle décision de sanction comme si nous poursuivions des affaires pénales devant les tribunaux, devant prouver la culpabilité hors de tout doute raisonnable. Ce n'est pas ainsi que les sanctions devraient fonctionner; il s'agit d'utiliser la puissance économique massive de l'Amérique pour faire avancer nos intérêts nationaux. Ils sont plus efficaces lorsqu'ils sont appliqués massivement, rapidement et de manière décisive, et appliqués avec toute la puissance disponible. Cela ne décrit pas comment nous avons abordé les sanctions contre le Venezuela (ou la plupart des autres dans l'administration Trump). Au lieu de cela, même des décisions d'application relativement mineures pourraient nécessiter des efforts de Stakhanovite de la part du personnel du NSC et des partisans d'autres agences, tout en offrant à Maduro une marge de sécurité. Le régime n'était manifestement pas resté les bras croisés. Elle prend constamment des mesures pour échapper aux sanctions et atténuer les conséquences de celles auxquelles elle ne peut échapper. Notre lenteur et notre manque d'agilité ont été des bénédictions pour Maduro et son régime, et ses partisans cubains et russes. Les commerçants et financiers

mondiaux sans scrupules ont profité de chaque lacune de notre campagne de pression43. C'était pénible à regarder.

La décision la plus déchirante a peut-être été prise le 11 mars, lorsque Pompeo a décidé de fermer l'ambassade de Caracas et de retirer tout le personnel américain. Il y avait clairement des risques pour le reste du personnel et la brutalité des colectivos était indéniable. Pompeo avait construit une partie substantielle de sa réputation politique en critiquant à juste titre les erreurs de l'administration Obama lors de la crise de Benghazi en septembre 2012. Comme lors de la précédente réduction des effectifs de l'ambassade de Bagdad et de la fermeture du consulat de Bassora, Pompeo était déterminé à éviter «un autre Benghazi »Sur sa montre. Trump était encore plus sensible. À la simple indication du risque de Pompeo, Trump a décidé immédiatement de retirer notre personnel, ce que Pompeo a fait avec empressement.

Le recul est toujours de 20/20, mais la fermeture de l'ambassade de Caracas s'est avérée nuisible à nos efforts anti-Maduro. La plupart des ambassades européennes et latino-américaines sont restées ouvertes sans incident, mais notre présence dans le pays a manifestement diminué. Et en raison de l'attitude détendue d'Obama à l'égard des régimes autoritaires et des menaces chinoises et russes dans l'hémisphère, nos yeux et nos oreilles étaient déjà considérablement réduits. Pire encore, le Département d'État a complètement mal géré les conséquences, n'envoyant pas Jimmy Story, notre chargé d'affaires du Venezuela, et au moins une partie de son équipe immédiatement en Colombie, où ils pourraient travailler en étroite collaboration avec l'ambassade de Bogotá pour continuer leur travail à travers la frontière. . Au lieu de cela, le bureau de l'hémisphère occidental a gardé l'équipe à Washington pour les maintenir plus étroitement sous son contrôle. Cela n'a rien fait pour aider nos efforts pour évincer Maduro.

De manière plus positive, les négociations de l'opposition avec des personnalités clés du régime ont indiqué que les fissures que nous recherchions commençaient à apparaître. Surmonter des années de méfiance n'a pas été facile, mais nous avons essayé de montrer aux transfuges potentiels que l'opposition et Washington étaient sérieux au sujet de l'amnistie et d'éviter les poursuites pénales pour les transgressions antérieures. C'était de la realpolitik. De nombreuses personnalités du régime étaient corrompues, profitant du trafic de drogue, par exemple, et leurs antécédents en matière de droits de l'homme n'étaient guère exemplaires. Mais je pensais fermement qu'il valait mieux avaler quelques scrupules pour écraser le régime et libérer le peuple vénézuélien que de défendre des «principes» qui les maintenaient opprimés, et Cuba et la Russie dominaient à l'intérieur. C'est pourquoi, en jouant à des jeux de tête avec le régime, j'ai tweeté pour souhaiter à Maduro une longue retraite tranquille sur une belle plage quelque part (comme Cuba). Je n'aimais pas ça, mais c'était de loin préférable à son maintien au pouvoir. De l'avis de l'Opposition, nous avons également été confrontés au problème d'une surveillance intensive, probablement cubaine, des principaux responsables du régime, manifestement intimidante, et rendant les communications dignes de confiance entre les comploteurs potentiels de coup d'État encore plus difficiles.

Un stratagème que nous avons envisagé d'envoyer des signaux à des personnalités clés du régime consistait à retirer les sanctions des personnes comme les épouses et les membres de la famille, une pratique courante dans la politique américaine d'envoyer des signaux pour influencer le comportement de certaines personnes ou entités. De telles actions n'obtiendraient probablement que peu d'attention de la part du public, mais constitueraient des messages

puissants adressés aux responsables du régime que nous étions prêts à faciliter leur sortie soit du Venezuela, soit dans les bras de l'opposition en tant que co-conspirateurs plutôt que prisonniers. À leur tour, s'ils coopéraient pour faciliter l'éviction de Maduro, ils pouvaient être radiés eux-mêmes. À la mi-mars, le problème a atteint son paroxysme lorsque le Trésor a catégoriquement refusé de radier certaines personnes, malgré le soutien unanime des autres acteurs concernés. Pompeo a appelé Mnuchin, l'atteignant à nouveau à Los Angeles, et lui a dit de remplir le rôle administratif du Trésor et d'arrêter de deviner son département. Néanmoins, le Trésor a persisté, posant des questions sur les négociations de l'opposition avec les chiffres du régime Maduro, reconsidérant le Département d'État pour savoir si la radiation produirait les résultats souhaités. C'était intolérable. Il a suggéré que nous devions retirer l'intégralité de l'opération de sanctions du Trésor et la placer ailleurs. Enfin, Mnuchin a dit qu'il accepterait les conseils du Département d'État si je lui envoyais une note disant qu'il était acceptable pour moi. Ce n'était rien d'autre qu'un comportement de «couvrir votre cul», mais j'étais heureux d'envoyer une brève note à Pompeo, Mnuchin et Barr exposant mon point de vue selon lequel le Trésor n'avait pas droit à sa propre politique étrangère. J'ai été plus tard ravi qu'Elliott Abrams, un vieil ami qui avait rejoint l'État en tant qu'autre «envoyé spécial», m'ait envoyé un e-mail disant: «Votre lettre est un classique. Il devrait être étudié dans les écoles du gouvernement! » Malheureusement, le temps et les efforts perdus ici auraient pu être consacrés à la promotion des intérêts américains.

Nous serions simultanément La Havane. L'État est revenu sur la conclusion absurde d'Obama selon laquelle le baseball cubain était en quelque sorte indépendant de son gouvernement, permettant ainsi au Trésor de révoquer la licence autorisant la Major League Baseball à faire le trafic de joueurs cubains. Cette action ne nous a pas fait aimer les propriétaires, mais ils se sont malheureusement trompés s'ils ne comprenaient pas que leur participation au programme de baseball professionnel signifiait qu'ils couchaient avec l'ennemi. Mieux encore, les dérogations présidentielles éternelles aux principales dispositions de la loi Helms-Burton touchaient à leur fin. Helms-Burton a permis aux propriétaires de biens dont les actifs avaient été expropriés par le gouvernement de Castro et vendus à d'autres, de poursuivre devant les tribunaux américains, soit pour récupérer les biens, soit pour recevoir une compensation des nouveaux propriétaires, mais ces dispositions n'avaient jamais été déployées. Maintenant, ils le seraient. Conformément à ses menaces publiques d'un «embargo complet et complet» sur Cuba en raison des expéditions de pétrole entre le Venezuela et Cuba, Trump a également demandé à plusieurs reprises au Département de la défense des options concrètes sur la façon de stopper ces expéditions, y compris l'interdiction44. Bien que la force militaire à l'intérieur Le Venezuela était un non-partant, utiliser la force pour couper la bouée de sauvetage du pétrole de Cuba aurait pu être dramatique. Le Pentagone n'a rien fait.

Quelle était l'influence de Cuba au Venezuela? Même le New York Times a compris le problème, publiant un article majeur le 17 mars racontant comment «l'assistance médicale» cubaine avait été utilisée pour renforcer le soutien de Maduro parmi les pauvres du Venezuela et retenu de ceux qui ne voulaient pas exécuter les ordres de Maduro45. l'étendue de la pénétration de Cuba du régime de Maduro et les mauvaises conditions au Venezuela. En outre, un haut général vénézuélien qui a fait défection en Colombie a décrit publiquement plus tard dans la semaine l'étendue de la corruption au sein du programme médical du pays, ajoutant de nouvelles preuves de la pourriture au sein du régime.46 Le Wall Street Journal a publié un

article peu de temps après détaillant Maduro. la perte de soutien parmi les pauvres du Venezuela, ce que nous avions cru depuis le début de la rébellion en janvier47.J'ai demandé instamment que nous envisagions davantage de mesures pour réduire les écarts entre l'armée vénézuélienne et les Cubains et leurs gangs de colectivos. Les militaires professionnels méprisaient les colectivos, et tout ce que nous pourrions faire pour augmenter les tensions entre eux, délégitimant davantage la présence cubaine, serait positif.

Trump semblait bien tenir le coup, déclarant lors d'une conférence de presse le 19 mars à la Maison Blanche avec le nouveau président brésilien Jair Bolsonaro, "Nous n'avons pas encore pris les sanctions vraiment sévères contre le Venezuela". Bien sûr, ce commentaire posait la question «Pourquoi pas?» Qu'attendions-nous exactement? Story, Claver-Carone et d'autres ont continué d'entendre le Venezuela que le rythme et l'étendue des conversations entre l'opposition et les alliés potentiels au sein du régime continuaient d'augmenter. Tout cela semblait incroyablement lent mais se déplaçait toujours dans la bonne direction. En fait, des preuves de division au sein du régime ont peut-être provoqué l'arrestation de deux hauts responsables de Guaidó, en particulier son chef de cabinet, Roberto Marrero. Pence a pesé lourd sur cela, persuadant Trump de surmonter les objections du Trésor à sanctionner une importante institution financière du gouvernement vénézuélien et quatre de ses filiales. Pence m'a dit plus tard que Trump avait dit à Mnuchin en lui donnant ces instructions: "Peut-être qu'il est temps de mettre Maduro à la faillite." En effet. Le Trésor a également acquiescé en désignant l'ensemble du secteur financier du Venezuela pour des sanctions, ce à quoi il avait longtemps résisté. J'étais content d'obtenir le bon résultat, mais le temps perdu dans le débat interne équivalait à jeter une bouée de sauvetage à Maduro. Entre-temps, à la fin du mois de mars, la Russie a envoyé de nouvelles troupes et de nouveaux équipements, qualifiant un envoi de humanitaire et essayant de dissimuler ce que représentait sa présence.48 Il y avait de fortes indications que d'autres arrivaient au cours des prochains mois. Mais en même temps, le ministre brésilien de la Défense, Fernando Azevedo, me disait que la fin était en vue pour Maduro. J'ai également rencontré dans mon bureau le président hondurien Juan Hernandez, qui était tout aussi optimiste, contrairement à la situation au Nicaragua, à sa frontière.

Le 27 mars, l'épouse de Guaidó, Fabiana Rosales, est arrivée à la Maison Blanche pour une réunion avec Pence dans la salle Roosevelt, pour laquelle nous espérions que Trump passerait. Elle était accompagnée de l'épouse et de la sœur de Marrero, et après des photos et des déclarations à la presse de Rosales et Pence, nous avons été conduits au bureau ovale. Trump a salué chaleureusement Rosales et les autres, et la foule de la presse s'est ensuite précipitée pour ce qui s'est avéré être un événement diffusé en direct de vingt minutes. Rosales a remercié Trump, Pence et moi pour notre soutien (en disant: «M. Bolton, c'est un honneur de compter sur vous comme nous le faisons»). Trumpfait un bon travail avec la presse,disant, interrogé surparticipation russe au Venezuela, «Russie doit sortir »quifait une forte impression et était exactement ce que j'espérais qu'il say.49

était encore plus intéressante la discussion après la presse est partie, alors que nous écoutions Rosales décrire à quel point les choses étaient mauvaises au Venezuela, et la femme de Marrero raconte l'histoire de la police secrète s'introduisant par effraction dans sa maison et entraînant son mari au Helicoide, son désormais célèbre siège de Caracas, qui a également a servi de prison. Alors que la discussion se poursuivait, Trump m'a dit deux fois, à propos des Russes, «Sortez-les» et, en ce qui concerne le régime cubain, «Arrêtez-les [à Cuba]», deux

instructions que j'ai saluées. À un moment donné, Trump a souligné qu'il voulait les «sanctions les plus fortes possibles» contre le Venezuela, et je me suis tourné vers Mnuchin, qui était venu pour une autre réunion. Tout le monde, vénézuélien et américain, a ri, car ils savaient que Mnuchin était le principal obstacle à faire ce que Trump disait vouloir. Pence a demandé à Rosales ce qui se passait avec l'armée vénézuélienne, mais Trump a interrompu pour dire: «C'est très lent. Je pensais qu'ils seraient déjà venus. » Rosales a répondu en décrivant l'extrême violence qu'elle voyait et les liens étroits des militaires vénézuéliens avec Cuba.50 Après la fin de la réunion de Rosales, Trump a dit à Mnuchin et à moi-même: «Vous ne pouvez pas vous retenir maintenant», et j'ai dit «Steve et moi l'attendons tous les deux dès qu'il [Mnuchin] reviendra de Chine.» J'étais sûr que Mnuchin appréciait cela autant que moi.

Le résultat le plus inattendu de la réunion était la perception de Trump que Rosales n'avait pas porté d'alliance et à quel point elle avait l'air jeune. Le deuxième point était vrai, même si elle semblait aussi résolue que possible, mais le premier que je n'avais pas remarqué. Plus tard, lorsque le nom de Guaidó est apparu, Trump a commenté le «problème» de l'alliance. Je n'ai jamais compris ce que cela signifiait, mais ce n'était pas bon, dans l'esprit de Trump. Il pensait que Guaidó était «faible», contrairement à Maduro, qui était «fort». Au printemps, Trump appelait Guaidó le «Beto O'Rourke du Venezuela», à peine le genre de compliment qu'un allié des États-Unis devrait attendre. C'était loin d'être utile mais typique de la façon dont Trump diffamait négligemment ceux qui l'entouraient, comme quand il a commencé à me blâmer pour l'échec de l'opposition à renverser Maduro. Peut-être que Trump a oublié qu'il a pris la décision réelle sur la politique, sauf lorsqu'il a dit qu'il était le seul à avoir pris des décisions. Pourtant, pour le moment avec Fabiana Rosales, la performance de Trump dans l'Ovale était la plus catégorique qu'il ait donnée à ce jour sur le Venezuela. Dommage que les subordonnés concernés du Trésor et du Département d'État n'aient pas été également là pour le voir.

Un gambit était une série de tweets de moi au ministre de la Défense Padrino, essayant d'enflammer son patriotisme vénézuélien contre les Russes et les Cubains, le pressant de "faire la bonne chose" par la Constitution de son pays. Il semble que nous ayons réussi. En réponse à une question d'un journaliste, Padrino a répondu: «M. Bolton, je vous dis que nous faisons la bonne chose. Faire la bonne chose, c'est faire ce qui est écrit dans la constitution ... Faire la bonne chose, c'est respecter la volonté du peuple. »51 C'était tout ce dont nous avions besoin pour commencer une nouvelle ligne de tweets que« la volonté du peuple »était de se débarrasser de Maduro, ce qui était certainement vrai. Au moins, nous pourrions maintenant dire que nous étions dans la tête de Padrino, et peut-être d'autres. En fait, Rosales a déclaré à Abrams après la réunion de Trump: "Le régime se demande si la menace militaire américaine est crédible, mais ils ont le plus peur quand John Bolton commence à tweeter." Maintenant, c'était encourageant!

Au Venezuela, l'opposition et des personnalités clés du régime développaient une pièce avec le Tribunal suprême de justice, l'équivalent de notre Cour suprême, pour déclarer illégitime la «législature» élue frauduleusement «Assemblée législative» de Maduro52. par des copains et des hacks de Maduro, et dirigé par l'un de ses partisans les plus forts nominalement, délégitimait la fausse législature de Maduro, cela minerait considérablement Maduro à tous les niveaux au Venezuela. Dans le même temps, des civils vénézuéliens ont désormais franchi des barricades érigées par la garde nationale de Maduro sur le pont international Simon Bolivar près de Cúcuta, le point de passage en Colombie, rouvrant ainsi le contact avec le monde

extérieur. La Garde nationale s'était tout simplement dispersée et des informations non confirmées indiquaient que les gouverneurs provinciaux de plusieurs provinces frontalières semblaient prendre les choses en main, mais seulement temporairement. Les totaux finaux de l'effort du 23 février étaient que pas moins de quatorze cents de l'armée vénézuélienne, de la garde nationale et de la police avaient fait défection, 53 et nous avions sans aucun doute la grande majorité des militaires restants qui soutenaient fermement Guaidó.

Si nous voulions gagner, nous devions intensifier considérablement notre jeu. Lors d'une réunion «informelle» des principaux que j'ai organisée le 8 avril, Mnuchin était désormais plus flexible, et nous nous sommes mis d'accord pour augmenter la pression sur la Russie à la fois dans l'hémisphère occidental et à l'extérieur, en Ukraine ou dans les pays baltes, par exemple, ou sur le pipeline Nord Stream II. Il a proposé de faire pression sur le ministre russe des Finances ce week-end lors des réunions annuelles du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, ce qui était un progrès. Avec des estimations de la dette totale du Venezuela envers la Russie et la Chine (principalement la Russie) pouvant atteindre 60 milliards de dollars, voire plus, ils avaient évidemment beaucoup en jeu, d'autant plus si l'Opposition a pris le pouvoir54. J'espérais juste que Trump ne s'y opposerait pas. à notre augmentation de la mise avec Moscou.

Claver-Carone et Story apprenaient que le 20 avril, la veille de Pâques, pourrait être la date cible des négociations pour briser le régime. Même le chef de la police secrète, Manuel Cristopher Figuera, a-t-on appris, pensait que Maduro était terminé55 . Cela se produirait56. Ces chefs militaires étaient également en consultation avec les plus hautes autorités civiles, en particulier Moreno 57, ce qui était de bon augure pour poursuivre Maduro et ceux qui restaient fidèles au régime. C'était important, car un vrai changement exigeait plus que le simple renvoi de Maduro du bureau. Mon impression était qu'une grande partie de la négociation était centrée sur ce à quoi ressemblerait une période de «transition», ce qui était très dangereux, car les partisans du mouvement Chavista contrôleraient toujours les principales institutions gouvernementales même après l'éviction de Maduro. J'ai cru comprendre que la séquence provisoire était que la Cour suprême déclarerait l'Assemblée constituante illégale; Maduro démissionnerait alors; l'armée reconnaîtrait Guaidó comme président par intérim; l'Assemblée nationale serait reconnue comme la seule législature légitime du Venezuela; et la cour suprême resterait en place. Ce n'était pas parfait, et il y avait certainement des risques à mon avis que l'élimination de Maduro mais le maintien du régime au pouvoir pourrait être l'objectif caché de certaines figures du régime impliquées.

Le 17 avril, à l'hôtel Biltmore à Coral Gables, en Floride, j'ai parlé à la Bay of Pigs Veterans Association pour commémorer l'anniversaire de leur invasion de Cuba cinquante-huit ans auparavant, dans un effort infructueux pour renverser le régime de Castro. Les vétérans de la Brigade 2506 étaient une force puissante dans la politique cubano-américaine en Floride et à travers le pays, et ce rassemblement annuel a attiré l'attention, quelque chose que les aspirants politiciens n'ont jamais manqué si possible. J'ai pu enfin leur annoncer la fin des dérogations au titre 2 de Helms-Burton, permettant ainsi des poursuites contre les propriétaires de biens expropriés par le régime de Castro, et la pleine application du titre 4, ce qui pourrait nier les visas aux États-Unis, un problème majeur pour les sociétés étrangères qui possédaient maintenant une grande partie de cette propriété. Nous annonçions un certain nombre d'autres mesures notables contre Cuba et le Venezuela, en particulier contre la Banque centrale du

Venezuela. L'impact global a été de montrer à quel point l'administration était résolue contre la «troïka de la tyrannie», même si j'étais la seule dans la salle de bal bondée de Biltmore à savoir à quel point il y avait peu de détermination derrière le bureau de Resolute.
Après des dérapages pour diverses raisons, la nouvelle date cible pour que l'opposition agisse est le 30 avril. Je sentais que le temps passait rapidement contre nous, étant donné les inquiétudes évidentes de Trump concernant le «problème» de Guaidó et l'alliance. Des erreurs antérieures, comme le départ de Guaidó du pays, l'échec de février de l'opposition et de la Colombie à forcer le passage de la frontière avec l'aide humanitaire, et la fermeture de l'ambassade de Caracas étaient dans mon esprit. Quoi qu'il en soit, avec le 30 avril fixé et la veille des manifestations de masse annoncées à Guaidó dans tout le pays le 1er mai, l'heure décisive était peut-être sur le point d'arriver.
En effet, ça l'était. Pompeo m'a appelé à 5 h 25 le 30 avril pour dire: «Il y a beaucoup de mouvement vers le bas au Venezuela» et a déclaré, entre autres, que le chef de l'opposition Leopoldo Lopez avait été libéré de sa longue assignation à résidence par le relativement nouveau chef du SEBIN, une agence de police secrète clé, le général Manuel Cristopher Figuera. Pompeo a déclaré que Padrino était allé rencontrer Guaidó et qu'il prévoyait de dire à Maduro sous peu qu'il était temps pour lui de partir. Padrino aurait été accompagné de trois cents militaires, ce qui indique qu'il s'était libéré des Cubains, bien que nous ayons appris plus tard que ces informations (à la fois la prétendue réunion et le personnel militaire) étaient incorrectes. La partie de la Cour suprême du plan (déclarant l'Assemblée constituante illégitime) n'avait toujours pas eu lieu, mais d'autres éléments semblaient se mettre en place. J'étais déjà prêt à partir pour la Maison Blanche et je suis parti un peu plus tôt que la normale, m'attendant à une journée entière de troubles. Au moment où j'ai atteint l'aile ouest, Guaidó et Lopez étaient à la base aérienne de La Carlota, dans le centre de Caracas, qui aurait fait défection vers l'opposition. Guaidó a tweeté un message vidéo annonçant le début de l'opération Liberty, appelant les militaires à faire défection et les civils à descendre dans les rues pour protester. Mais peu de temps après, nous avons appris que les informations sur la base aérienne de La Carlota étaient inexactes et que Guaidó et Lopez n'étaient jamais réellement à l'intérieur de la base. En outre, des informations selon lesquelles des unités militaires soutenant Guaidó auraient capturé au moins certaines stations de radio et de télévision, si elles étaient vraies, se sont révélées fausses en quelques heures.
Des rapports confus et contradictoires se sont poursuivis tout au long de la matinée, un phénomène de «brouillard de guerre» dans ce genre d'événements, mais il est devenu de plus en plus clair que le plan sans fin discuté entre l'opposition et les principales personnalités du régime s'était effondré. Les premiers rapports de service de câblodistribution ne sont arrivés que vers 6 h 16. Nous apprenions que les membres de la Cour suprême avaient été convoqués par Moreno pour jouer le rôle qui leur était assigné, ce qui déclencherait à son tour le passage de Padrino à l'action. Mais il s'est avéré, cependant, que les juges n'ont pas donné suite. L'après-midi, Selon mon évaluation, les hauts responsables civils et militaires du régime avec lesquels l'opposition avait négocié, comme Moreno, reculaient tous de l'effort parce qu'ils pensaient qu'il avait été lancé trop tôt. Le général Cristopher Figuera a déclaré qu'il avait personnellement alerté Padrino de l'accélération du calendrier, mais il pouvait dire que Padrino était nerveux au sujet du changement de plans.58 Le calendrier avait augmenté, mais uniquement parce que lundi soir, les Cubains avaient probablement eu vent de la conspiration,

motivant ainsi les acteurs de l'opposition à aller de l'avant en dehors de la séquence comprise. Tous les éléments de preuve, à mon avis, montraient qui était vraiment responsable au Venezuela, à savoir les Cubains, qui avaient informé Maduro. Alors que le bruit s'est répandu dans les plus hauts niveaux du régime que la sécurité du plan avait été violée, le président de la Cour suprême, M. Moreno, est devenu de plus en plus nerveux, ce qui a empêché sa cour de délégitimer l'Assemblée constituante de Maduro comme prévu, effrayant ainsi les hauts responsables militaires. Sans couverture «constitutionnelle», ils ont hésité et la libération de Lopez mardi matin n'a fait qu'accentuer le malaise des conspirateurs militaires de haut rang. Je pensais que ces généraux n'avaient peut-être jamais eu l'intention de faire défection, ou avaient au moins couvert leurs paris suffisamment pour pouvoir sauter dans les deux sens mardi, selon le cours des événements.

Rien ne se passe jamais comme prévu dans des situations révolutionnaires, et l'improvisation peut parfois faire la différence entre le succès et l'échec. Mais au Venezuela ce jour-là, les choses se sont effondrées. Nous étions certainement frustrés, en grande partie parce que nous étions à Washington, loin de ce qui se passait et pour la plupart incapables de connaître les événements en temps réel. Comme nous l'avons appris plus tard des chefs de l'opposition, après que Cristopher Figuera a libéré Lopez de l'assignation à résidence, Lopez et Guaidó ont décidé d'aller de l'avant, en espérant que des responsables clés du régime viendraient. L'histoire enregistrera qu'ils se sont trompés, mais ils n'étaient pas déraisonnables de croire qu'une fois qu'il a été lancé, ils devraient jouer le jeu. Cristopher Figuera s'est réfugié plus tard dans une ambassade de Caracas, craignant pour sa vie du régime de Maduro, puis s'est enfui en Colombie; sa femme et les épouses de nombreux autres hauts responsables de Maduro avaient auparavant quitté le Venezuela pour les États-Unis et d'autres endroits plus sûrs.

J'avais lutté avec la question de savoir quand réveiller Trump et j'ai décidé de le faire après être arrivé à la Maison Blanche et avoir rapidement examiné toutes les informations disponibles. Je l'ai appelé à 6 h 07, le réveillant pour la première fois de mon mandat de conseiller à la sécurité nationale. Je ne sais pas si Flynn ou McMaster jamais fait. Trump était très endormi, mais quand je lui ai dit ce que nous savions, il a seulement dit: "Wow." J'ai souligné que le résultat était loin d'être certain. La journée pourrait se terminer avec Maduro en prison, avec Guaidó en prison, ou quoi que ce soit entre les deux. J'ai appelé Pence à 6 h 22 et lui ai donné le même message, puis j'ai appelé d'autres membres du NSC et des dirigeants clés sur la Colline, où le soutien des deux côtés de l'allée pour notre ligne dure au Venezuela était presque uniforme. Tout au long de la journée, Pompeo et moi étions constamment au téléphone avec des gouvernements étrangers, leur disant ce que nous savions et sollicitant leur soutien pour une lutte dont nous ne pouvions toujours pas prévoir la durée.

Personne n'a donné à Maduro le mot qu'il était temps de partir, comme cela avait été le cas dans le plan d'opposition, mais il ne fait aucun doute que, malgré toute la surveillance de son régime, la rébellion l'a pris par surprise. Maduro a été emmené à Fuerte Tiuna, un quartier général militaire près de Caracas, où il a été détenu sous la sécurité la plus stricte pendant plusieurs jours.59 Que ce soit pour protéger Maduro ou le geler en place avant de fuir le Venezuela, ou une combinaison des deux motifs , a été contesté à l'époque et n'est toujours pas clair. (Les Cubains avaient de bonnes raisons de s'inquiéter pour Maduro; Pompeo a déclaré plus tard publiquement que nous pensions qu'il était sur le point de fuir le Venezuela ce jour-là.) 60 Padrino aurait également été à Tiuna presque toute la journée, selon l'Opposition.

Mais quelles que soient les raisons, les Cubains et les hauts responsables du régime étaient incontestablement très inquiets de ce qu'ils assistaient, ce qui témoigne de leurs propres perceptions erronées du soutien à Maduro et au régime au Venezuela.61

Je craignais maintenant que le soulèvement échoué n'entraîne des arrestations massives de l'opposition et le possible bain de sang que nous craignions depuis janvier. Mais ces résultats les plus défavorables ne se sont pas produits le jour et la nuit, ni pendant les semaines et les mois qui ont suivi. La raison la plus probable est que Maduro et ses amis savaient très bien qu'une répression pourrait enfin inciter les militaires, et même ses officiers supérieurs, à se déplacer à nouveau un effet immédiat a été que les manifestations de masse prévues le 1er mai de Guaidó, bien que beaucoup plus importantes que les contre-manifestations du régime, n'étaient pas aussi importantes qu'elles auraient pu l'être. De nombreux citoyens, manifestement incertains de la réaction du régime, étaient inquiets d'être dans la rue, bien que des images télévisées de Caracas montrent des jeunes hommes et femmes de l'opposition se gâtant pour un combat, attaquant les véhicules blindés de la police qui tentaient de restreindre les manifestants. Guaidó a pris la parole en public toute la journée, appelant à des protestations continues et à des grèves des syndicats du secteur public, qu'il avait travaillé avec un certain succès pour rompre leur soutien de longue date au mouvement chaviste derrière Maduro. L'état misérable de l'économie signifiait que même les employés du gouvernement savaient qu'il devait y avoir un changement majeur avant que les choses ne s'améliorent. Maduro, en revanche, est resté invisible, ne se révélant pas en public, probablement enfoui à Fort Tiuna, qui aurait jeté les bases d'arrestations massives, ce que craignaient l'opposition et le grand public, mais qui ne s'est heureusement jamais concrétisé.

Un développement négatif inutile a été la décision de Trump d'appeler Poutine le 23 mai, principalement sur d'autres sujets, mais y compris le Venezuela à la fin. C'était une démonstration brillante de la propagande de style soviétique de Poutine, qui, selon moi, a largement convaincu Trump. Poutine a déclaré que notre soutien à Guaidó avait consolidé le soutien à Maduro, qui était complètement dissocié de la réalité, comme son affirmation tout aussi fictive que les rassemblements du 1er mai de Maduro avaient été plus importants que ceux de l'opposition. D'une manière garantie de faire appel à Trump, Poutine a qualifié Guaidó de quelqu'un qui s'est proclamé, mais sans véritable soutien, un peu comme Hillary Clinton décidant de se déclarer présidente. Cette ligne orwellienne s'est poursuivie, car Poutine a nié que la Russie ait joué un véritable rôle dans les événements du Venezuela. Poutine a admis que la Russie avait vendu des armes au Venezuela sous Chavez dix ans plus tôt et avait maintenu la responsabilité des réparations et de l'entretien en vertu du contrat signé à l'époque, mais rien de plus. Il a dit que Cristopher Figuera (bien qu'il n'ait pas utilisé son nom, mais son titre) était probablement notre agent, pourrait nous renseigner. Quelle bande dessinée! Poutine aurait facilement pu se soustraire à cet appel en pensant qu'il avait les mains libres au Venezuela. Peu de temps après, alors le Trésor nous en a informés, Trump a parlé à Mnuchin, qui a conclu avec joie que Trump voulait aller plus loin dans les sanctions contre le Venezuela.

Au cours des prochains mois, l'économie du Venezuela s'est détériorée, poursuivant le déclin de vingt ans sous Chavez et Maduro. Le président du Comité international de la Croix-Rouge, après avoir visité le Venezuela, m'a dit qu'il n'avait pas vu d'hôpitaux dans un tel état depuis son dernier voyage en Corée du Nord. Les négociations entre l'opposition et les principales personnalités du régime ont repris. Les progrès variaient et il y avait de longues périodes où les

négociations semblaient au point mort. L'opposition a eu du mal à trouver une nouvelle stratégie après l'échec du 30 avril, avec un succès mitigé. Une voie potentiellement intéressante serait de fomenter la concurrence au sein du régime pour renverser Maduro. Si le fait de mettre ces scorpions dans une bouteille les uns contre les autres entraînait la suppression de Maduro, même si «le régime» restait en place, cela pourrait augmenter l'instabilité et aiguiser les luttes intestines, offrant à l'opposition plus de possibilités d'agir. La communauté vénézuélienne-américaine de la Floride, déprimée par le résultat, a rebondi rapidement en raison de l'impératif continu de soulager l'oppression de leurs amis et de leurs familles. Et les politiciens américains, de Trump à la base, ont réalisé que les électeurs vénézuéliens-américains, sans parler des Cubano-Américains et des Nicaraguayens, critiques en Floride et ailleurs, jugeraient les candidats en fonction de leur soutien à l'opposition.

Mais l'impasse fondamentale au Venezuela s'est poursuivie. Aucun des deux camps n'a pu vaincre l'autre. Ce serait toujours une erreur de dire, comme l'ont fait de nombreux commentateurs, que l'armée est restée fidèle à Maduro. L'armée est restée dans sa caserne, ce qui, sans aucun doute, sur le net, profite au régime. Néanmoins, cela ne signifie pas, à mon avis, que les officiers subalternes et le personnel enrôlé ressentent un sentiment de loyauté envers un régime qui a dévasté le pays, où les conditions économiques continuent de se détériorer de jour en jour. Au contraire, à mon avis, les officiers supérieurs sont presque certainement encore plus préoccupés par la cohésion des forces armées en tant qu'institution. Un ordre de supprimer l'opposition pourrait conduire à une guerre civile, la plupart des unités militaires régulières soutenant probablement l'opposition, contre les différentes formes de police secrète, les milices et les colectivos dirigés par les Cubains. Un tel conflit est l'un des rares événements qui pourraient en fait aggraver les choses au Venezuela. Mais c'est précisément pourquoi, dans les bonnes circonstances, l'armée est toujours parfaitement capable de renverser le régime, pas seulement Maduro, et de permettre un retour à la démocratie.

Ce qui fait désormais obstacle à la libération du Venezuela, c'est la présence cubaine, soutenue de manière critique par les ressources financières russes. Si les réseaux militaires et de renseignement de Cuba quittaient le pays, le régime de Maduro aurait de sérieux problèmes, probablement terminaux. Tout le monde comprend cette réalité, en particulier Maduro, qui, selon beaucoup, doit sa position de président à l'intervention cubaine dans la lutte pour le contrôle après la mort de Chavez62. le temps a prouvé que cette thèse était exacte.

Au terme de ce dernier jour d'avril 2019, deux décennies de méfiance mutuelle; lâcheté de la part de plusieurs dirigeants du régime qui se sont engagés à agir mais qui ont perdu leur sang-froid au moment critique; quelques erreurs tactiques de l'opposition inexpérimentée; l'absence de conseillers américains sur le terrain qui auraient pu, et je souligne «pourrait», avoir contribué à changer les choses; et la pression froide et cynique des Cubains et des Russes a stoppé la tentative de soulèvement le jour où elle a commencé. J'ai tout expliqué à l'époque, dans l'espoir à la fois de poursuivre les efforts de l'opposition et de clarifier le dossier historique.63 Les récriminations après l'échec sont inévitables, et il y avait beaucoup à faire, y compris directement de Trump.

Mais ne vous y trompez pas: cette rébellion est sur le point de réussir. Croire autrement ignore la réalité qui, à mesure que de nouvelles informations seront révélées dans les années à venir, ne fera que devenir plus claire. Au lendemain de l'échec du 30 avril, l'opposition a continué de

s'y opposer, et la politique américaine devrait continuer à les soutenir. Comme Mitch McConnell me l'a dit au début du mois de mai, «ne recule pas». Nous remercions tous ceux qui ont risqué leur vie au Venezuela pour libérer leurs compatriotes, et honte à ceux qui les ont devinés. Le Venezuela sera libre.

CHAPITRE 10

TONNER HORS DE CHINE

Les relations économiques et géopolitiques de l'Amérique avec la Chine détermineront la forme des affaires internationales au XXIe siècle. La décision de Deng Xiaoping de déplacer la politique économique chinoise du marxisme orthodoxe, à partir de 1978, et la décision américaine de reconnaître la République populaire de Chine (et de décomptabiliser la République de Chine à Taïwan) en 1979 ont été des tournants décisifs. L'histoire de ces décisions et de leurs conséquences est complexe, mais la stratégie américaine et plus largement celle de l'Occident, ainsi que l'opinion publique «informée» pour les prochaines décennies, reposaient sur deux propositions fondamentales. Premièrement, ceux qui ont soutenu ces développements pensaient que la Chine serait changée de manière irréversible par la prospérité croissante causée par les politiques axées sur le marché, les investissements étrangers accrus, les interconnexions toujours plus profondes avec les marchés mondiaux et l'acceptation plus large des normes économiques internationales. Selon l'expression, la Chine bénéficierait d'une «ascension pacifique» et serait une «partie prenante responsable» ou un «partenaire constructif» dans les affaires internationales1. Faire entrer la Chine dans l'Organisation mondiale du commerce en 2001 a été l'apothéose de cette évaluation.

Deuxièmement, les partisans de la vision bénigne de l'essor de la Chine ont fait valoir que, presque inévitablement, à mesure que la richesse nationale de la Chine augmentait, la démocratie aussi. Les schémas naissants d'élections libres, observés par les observateurs lors d'élections locales isolées dans les villages de la Chine rurale, se propageraient à d'autres localités, puis s'élèveraient au niveau provincial, puis enfin au niveau national. Selon eux, il existe une forte corrélation entre la croissance de la liberté économique et l'émergence de véritables classes moyennes, d'une part, et la liberté politique et la démocratie, d'autre part. Puis, à mesure que la Chine deviendrait plus démocratique, les conséquences de la théorie de la «paix démocratique» entreraient en jeu: la Chine éviterait la concurrence pour l'hégémonie régionale ou mondiale, le monde éviterait ainsi le «piège de Thucydide» et le risque de conflit international, chaud ou froid, reculerait.

Mais ces deux points de vue étaient fondamentalement incorrects. En économie, après avoir rejoint l'Organisation mondiale du commerce, la Chine a fait exactement le contraire de ce qui avait été prévu. Au lieu d'adhérer aux normes existantes, la Chine a joué avec l'organisation, poursuivant avec succès une politique mercantiliste dans un soi-disant organisme de libre-échange. Sur le plan international, la Chine a volé la propriété intellectuelle; transferts de technologie forcés des investisseurs et des entreprises étrangères et discrimination à leur encontre; engagé dans des pratiques de corruption et de «diplomatie de la dette» par le biais d'instruments tels que «l'Initiative Ceinture et Route»; et a continué de gérer son économie intérieure de manière autoritaire et étatique. L'Amérique était la cible principale de ces aspects «structurels» de la politique chinoise, mais il en était de même de l'Europe, du Japon et de pratiquement toutes les démocraties industrielles, ainsi que d'autres qui ne sont ni l'un ni l'autre, mais qui en étaient encore victimes. De plus, la Chine a recherché des avantages politico-militaires de son activité économique que les sociétés de libre-échange n'envisagent tout simplement pas. Il l'a fait par le biais de sociétés prétendument privées qui sont en fait des outils des services militaires et de renseignement chinois2, en fusionnant ses centres de pouvoir civil et militaire3 et en s'engageant dans une cyber-guerre agressive qui visait autant ou plus les intérêts privés étrangers que les secrets du gouvernement. .

Politiquement, la Chine a commencé à s'éloigner de devenir une démocratie, pas vers elle. À Xi Jinping, la Chine a désormais son leader le plus puissant et le contrôle gouvernemental le plus centralisé depuis Mao Tse-tung. Chaque dictateur doit courir ses chances, donc les désaccords internes au sein d'une toute-puissante structure du Parti communiste ne sont guère la preuve de «pousses vertes» démocratiques. Si des preuves supplémentaires sont nécessaires, les citoyens de Hong Kong l'ont fournie, voyant la promesse «un pays, deux systèmes» en péril existentiel. La persécution ethnique (ouïghours et tibétains) et religieuse (catholique et Falun Gong) à grande échelle continue. Enfin, à l'échelle de la Chine, l'utilisation par Pékin des mesures de «crédit social» pour classer ses citoyens4 offre une vision effrayante d'un avenir qui ne semble guère libre aux yeux des Américains.

Pendant ce temps, comme je l'ai dit à plusieurs reprises dans des discours et des articles avant de rejoindre l'administration Trump, les capacités militaires de la Chine se sont élargies: création de l'un des meilleurs programmes de cyber-guerre offensive au monde; la construction d'une marine aux eaux bleues pour la première fois en cinq cents ans; accroître son arsenal d'armes nucléaires et de missiles balistiques, y compris un programme sérieux de missiles à propulsion nucléaire lancés sous-marins; développer des armes antisatellites pour aveugler les capteurs spatiaux américains; concevoir des armes anti-accès et à déni de zone pour repousser notre marine des côtes asiatiques; réformer et moderniser les capacités de guerre conventionnelles de l'Armée populaire de libération; et plus. En observant la transformation de la Chine au fil des ans, j'ai vu tout cela comme une menace profonde pour les intérêts stratégiques des États-Unis et pour nos amis et alliés dans le monde.5 L'administration Obama s'est essentiellement assise et a regardé cela se produire.

L'Amérique a mis du temps à s'éveiller aux erreurs fondamentales commises il y a des décennies. Nous avons subi un préjudice économique et politique considérable, mais heureusement, le jeu est loin d’être terminé. Alors que la connaissance se répand que la Chine n'a pas respecté «nos» règles, et n'a probablement jamais l'intention de le faire, nous sommes toujours capables de réagir efficacement. Pour ce faire, il est essentiel qu'un nombre suffisant

d'Américains voient la nature du défi chinois et agissent à temps. Si cela se produit, nous n'avons pas à nous inquiéter. Comme l'a dit l'amiral japonais Isoroku Yamamoto après Pearl Harbor, «je crains que tout ce que nous avons fait soit de réveiller un géant endormi et de le remplir d'une terrible résolution.»

À certains égards, Trump incarne l'inquiétude croissante des États-Unis à l'égard de la Chine. Il apprécie la vérité fondamentale selon laquelle le pouvoir politico-militaire repose sur une économie forte. Plus l'économie est forte, plus la capacité à soutenir des budgets militaires et de renseignement importants pour protéger les intérêts mondiaux de l'Amérique et rivaliser avec de multiples hégémons régionaux potentiels est grande. Trump dit souvent explicitement qu'arrêter la croissance économique injuste de la Chine aux dépens des États-Unis est le meilleur moyen de vaincre la Chine militairement, ce qui est fondamentalement correct. Ces vues, dans un Washington par ailleurs amèrement divisé, ont contribué à des changements importants dans les termes du débat américain sur ces questions. Mais après avoir saisi une certaine notion de la menace chinoise, la vraie question est de savoir ce que fait Trump. Sur ce point, ses conseillers sont gravement fracturés intellectuellement. L'Administration a des câlins de panda comme Mnuchin; les commerçants libres confirmés, comme Kevin Hassett, président du Conseil des conseillers économiques, et Kudlow; et les faucons de Chine, comme Ross, Lighthizer et Navarro.

J'avais le rôle le plus futile de tous: je voulais intégrer la politique commerciale de la Chine dans un cadre stratégique chinois plus large. Nous avions un slogan, bon, appelant à une région «indo-pacifique libre et ouverte» (malheureusement acronyme de «FOIP») .6 Conceptuellement, il est important d'élargir l'environnement stratégique pour inclure l'Asie du Sud et du Sud-Est, montrant que tout n'est pas tout tourne autour de la Chine. Mais un adhésif pour pare-chocs n'est pas une stratégie, et nous avons eu du mal à le développer et à éviter d'être aspiré dans le trou noir des problèmes commerciaux de la Chine, ce qui arrivait trop souvent. Et c'est, du moins en résumé, où nous nous tournons ensuite.

Au moment où j'ai rejoint la Maison Blanche, des discussions commerciales de toutes sortes avec la Chine étaient en cours depuis un certain temps. Trump a abordé le commerce et les déficits commerciaux comme s'il lisait un bilan d'entreprise: les déficits commerciaux signifiaient que nous perdions et les excédents commerciaux signifiaient que nous gagnions. Les tarifs douaniers réduiraient les importations et augmenteraient les recettes publiques, ce qui était mieux que l'inverse. En fait, les libre-échangistes, et je me considère comme un avant, pendant et après mon temps avec Trump, se sont moqués de ces arguments. Pourtant, les déficits commerciaux indiquaient souvent d'autres problèmes, tels que les énormes avantages que la Chine retirait du vol de propriété intellectuelle, ce qui lui permettait à son tour de concurrencer plus efficacement les entreprises mêmes auxquelles elle avait volé la propriété intellectuelle. Pour aggraver le problème, Pékin a subventionné ses entreprises pour réduire leurs prix à l'échelle internationale. Les baisses importantes des emplois manufacturiers aux États-Unis ont résulté de la baisse des coûts de main-d'œuvre de production en Chine et dans d'autres pays en développement. Ce sont donc les déficits commerciaux en tant que symptômes d'autres problèmes, et non en tant que problèmes en eux-mêmes, qui méritaient plus d'attention, que Trump comprenne parfaitement ou non.

Au milieu des délégations commerciales américaines à Pékin et des délégations chinoises à Washington, Ross m'a appelé à la mi-avril, ma deuxième semaine de travail, pour parler de ZTE, une entreprise de télécommunications chinoise. ZTE a commis des violations massives de nos sanctions contre l'Iran et la Corée du Nord, a été poursuivie avec succès par la justice et opère en vertu d'un décret de consentement pénal7 surveillant et réglementant son comportement. Un capitaine nommé par le tribunal supervisant le décret venait de signaler de graves violations, qui pourraient entraîner des amendes supplémentaires importantes, ainsi que la suppression de ZTE du marché américain, ce que Ross était prêt à faire. Je ne considérais pas cela comme une question commerciale mais comme une question d'application de la loi. Si ZTE avait été une entreprise américaine, nous les aurions grillé, et je n'ai vu aucune raison de se retenir car ZTE était chinois. Néanmoins, le Département d'État craignait d'offenser la Chine, alors Ross a voulu savoir comment procéder le lendemain avec une annonce prévue du Département du commerce. Je lui ai dit d'aller de l'avant, ce qu'il a fait.8

Cependant, en quelques semaines, Trump n'était pas satisfait de la décision de Ross et voulait modifier les lourdes sanctions qu'il avait proposées, Mnuchin étant rapidement d'accord. J'ai été consterné, car en annulant ce que Ross avait déjà dit à la Chine, Trump le sapait (ce qui, comme je l'ai appris brièvement, était la procédure opérationnelle standard pour Trump) et pardonnait le comportement criminel inacceptable de ZTE. Malgré cela, Trump a décidé d'appeler Xi Jinping, quelques heures seulement avant d'annoncer que les États-Unis se retiraient de l'accord sur le nucléaire iranien. Trump a commencé par se plaindre des pratiques commerciales de la Chine, qu'il jugeait si déloyales, et a déclaré que la Chine devait acheter plus de produits agricoles américains. Xi a en fait soulevé ZTE en premier, et Trump a qualifié nos actions de très fortes, voire dures. Il a dit qu'il avait dit à Ross de trouver quelque chose pour la Chine. Xi a répondu que si cela était fait, il devrait une faveur à Trump et Trump a immédiatement répondu qu'il le faisait à cause de Xi. J'ai été stupéfait par la nature non réciproque de la concession, et parce que, comme Ross me l'a dit plus tard, ZTE avait presque été détruite par les sanctions imposées. Inverser la décision serait inexplicable. C'était une politique par caprice et impulsion personnelle.
Les caprices et les impulsions se sont poursuivis dimanche 13 mai, lorsque Trump a tweeté: le président chinois Xi et moi travaillons ensemble pour donner à la grande compagnie de téléphone chinoise ZTE un moyen de reprendre rapidement les affaires. Trop d'emplois en Chine ont été perdus. Le Département du Commerce a été chargé de le faire!

Quand avions-nous commencé à nous inquiéter des emplois en Chine?
Lundi, j'ai entendu que Navarro essayait de faire entrer un groupe diversifié de
personnes dans l'Ovale pour dire à Trump quelle mauvaise idée de revenir en arrière sur ZTE. Sur le fond, je suis évidemment d'accord, mais c'était une façon complètement chaotique d'élaborer une politique. Malheureusement, c'est exactement ainsi que les questions commerciales ont été traitées au sein de l'administration dès le premier jour. J'ai essayé de rétablir l'ordre en organisant un comité des directeurs. Malheureusement, les divers départements et agences économiques étaient mécontents d'être mis dans le processus dirigé par le Conseil de sécurité nationale, indiquant que cela ne s'était produit que rarement auparavant. Ils préfèrent tous tenter leur chance avec la roulette politique actuelle plutôt que de

suivre la discipline du processus. La seule conclusion qui se dégage clairement de ce moment est que la politique économique internationale reste totalement non structurée, et il est peu probable que cela change sans un effort surhumain, sans parler d'un président qui a convenu qu'un tel changement serait bénéfique.

En fait, la façon préférée de procéder de Trump était de rassembler de petites armées de personnes, soit dans la salle ovale soit dans la salle Roosevelt, pour discuter de toutes ces questions complexes et controversées. Encore et encore, les mêmes problèmes. Sans résolution, ou pire encore, un résultat un jour et un résultat contraire quelques jours plus tard. Tout cela m'a fait mal à la tête. Même là où il y avait occasionnellement des accords, cela ne permettait pas d'élaborer une politique plus large. Par exemple, les économistes d'Hassett avaient soigneusement modélisé l'impact des tarifs chinois en cas d'éclatement d'un conflit commercial. Ses données ont montré que des droits de douane sur environ 50 milliards de dollars d'exportations chinoises vers les États-Unis que Lighthizer avait fabriquées bénéficieraient en fait aux États-Unis.9 Trump a entendu cela et a déclaré: "C'est pourquoi ils négocieront". La question de savoir si la Chine était un manipulateur de devises était également un sujet de discussion préféré, Navarro insistant sur le fait que Pékin l'était, et Mnuchin insistant sur le fait que non. J'ai également essayé de créer une discipline de processus dans ce domaine, en collaboration avec le Conseil économique national, mais cela aussi a échoué. Au fil du temps, Trump n'a pas caché son point de vue (fortement partagé par Chuck Schumer, juste pour le contexte) selon lequel la Chine manipulait sa monnaie pour un avantage commercial, déclarant à Mnuchin à la mi-novembre: «J'étais avec vous il y a deux mois. J'étais d'accord avec votre analyse, mais je ne suis pas avec vous maintenant. " Et ainsi de suite. Et puis ça a continué.

Une partie de la controverse est née du fait que, dans les premiers temps de l'administration, Mnuchin s'était impliqué dans les négociations commerciales, bien que le rôle du Trésor dans les présidences précédentes ait toujours été bien plus petit que le rôle du représentant américain au commerce ou du secrétaire au commerce. Non seulement son rôle surdimensionné était-il institutionnellement inhabituel, mais l'approche pro-Chine de Zn pour l'entente était dangereuse sur le fond. De temps en temps, même Trump l'a vu. Lors d'une session de la salle Roosevelt, le 22 mai, Trump a presque crié à Mnuchin: «Ne soyez pas un négociateur commercial. Allez chercher Bitcoin [pour fraude]. " Mnuchin, aussi, sauf en hurlant, a déclaré: "Si vous ne voulez pas de moi sur le commerce, très bien, votre équipe économique exécutera tout ce que vous voulez." Cela ne signifiait pas nécessairement que le représentant américain au commerce reprendrait son rôle traditionnel de négociateur principal, car Trump a également critiqué Lighthizer: "Vous n'avez pas encore conclu un accord!"

Quoi qu'il en soit, le processus était important quand Trump a tweeté de son propre chef, comme il l'a fait le 14 mai:

ZTE, la grande compagnie de téléphone chinoise, achète un grand pourcentage de pièces détachées auprès de sociétés américaines. Cela reflète également l'accord commercial plus large que nous négocions avec la Chine et ma relation personnelle avec le président Xi.

Qu'est-ce que c'était tout ça? Le pire était le lien explicite entre une affaire d'application de la loi et un accord commercial, sans parler de la «relation personnelle» de Trump avec Xi. Pour Xi, les relations personnelles de toute sorte ne l'ont pas empêché de faire avancer ses intérêts

chinois, tout comme les relations personnelles de Poutine n'ont pas entravé ses intérêts russes. Je ne pense pas que Trump ait jamais compris ce point. Ici, tout tournait autour de Trump et Xi. Dans d'innombrables autres épisodes, il a eu du mal à séparer le personnel du fonctionnaire.
Le 16 mai, Trump a de nouveau frappé: «Le Washington Post et CNN ont généralement écrit de fausses histoires sur nos négociations commerciales avec la Chine. Rien ne s'est produit avec ZTE, sauf en ce qui concerne l'accord commercial plus large. Notre pays perd des centaines de milliards de dollars par an avec la Chine… »Ce lien continu de ZTE avec les problèmes commerciaux globaux était assez inquiétant non seulement pour le commerce mais aussi pour la justice, qui surveillait toujours les performances de ZTE en vertu du décret de consentement. Bien sûr, à ce moment-là, Trump parlait à peine avec le procureur général, sans parler de ses conseils. Au lieu de cela, Trump écrivait des notes manuscrites personnelles de Xi, dans lesquelles le bureau du conseil de la Maison Blanche escaladait les murs. Ce que Trump voulait maintenant de ZTE était une amende d'un milliard de dollars. Cela semble beaucoup, mais c'était un changement radical par rapport à la fermeture complète de ZTE, ce que les actions du Commerce lui faisaient. Elle était également légèrement inférieure à l'amende que ZTE avait initialement payée lorsque le décret de consentement a été imposé pour la première fois.10 Le règlement négocié par Ross sous la contrainte du bureau ovale a finalement été annoncé en juin. ZTE aurait théoriquement un conseil d'administration indépendant et un moniteur extérieur permanent.11 La plupart des observateurs commerciaux pensaient que Trump avait donné à ZTE non seulement un sursis mais un nouveau bail. Et qu'avons-nous reçu en échange? Bonne question.

D'un autre côté, Trump en est venu de plus en plus à considérer la Chine comme essayant d'influencer les élections au Congrès de 2018 contre les républicains, et plus important (pour lui), comme travaillant pour sa défaite en 2020. Il y avait beaucoup de logique soutenant les deux propositions, avec raison. si vous regardez l'augmentation importante des dépenses militaires américaines sous Trump et la guerre commerciale. Dans nos déclarations publiques sur les efforts des gouvernements étrangers pour se mêler des élections américaines, nous avons correctement fait référence à la Chine et à la Russie. La Chine tentait également de tirer parti de l'envie primordiale de Trump de conclure des accords à son avantage économique, dans l'espoir de nous pousser dans des «accords commerciaux» qui ne résolvaient pas les problèmes structurels qui étaient la véritable cause des différends économiques et politiques entre nous. Pékin devait savoir à quel point les conseillers de Trump en Chine étaient divisés, car ils pouvaient le lire régulièrement dans les médias.
Nous avons considéré les efforts de la Chine liés aux élections dans le cadre de l'une des opérations d'influence les plus vastes jamais entreprises, bien plus large que ce que les démocrates et les médias ont obsédé en 2016. Vue sans oeillères partisanes, la Chine pourrait apporter des ressources considérablement plus importantes pour soutenir cet effort que Russie. C'était grave et exigeait une réponse sérieuse. Une réponse a été un examen judicieux de la déclassification, effectué avec soin et prudence, en particulier pour ne pas mettre en danger les sources et les méthodes de renseignement, mais nous permettant de présenter au peuple américain ce que nous affrontions. Trump a évoqué publiquement les efforts de la Chine lorsqu'il s'est adressé au Conseil de sécurité des Nations Unies en septembre 2018, mais il a reçu peu d'attention de la presse.12 Pence a profité d'un discours à l'Institut Hudson pour

décrire la nature de l'opération d'influence de la Chine, en utilisant à la fois la nouvelle déclassification des informations et un large éventail d'autres données déjà dans le domaine public.13 La rédaction impliquait des choix difficiles, car il était évident que Trump ne voulait pas que le vice-président dise quoi que ce soit qui pourrait nuire à sa précieuse relation personnelle avec Xi. Sinon, il était prêt à prendre Pékin, car il voyait ses efforts viser lui personnellement. En privé, Trump a déclaré que la Chine et la Russie étaient des menaces, que j'aurais souhaité que la presse ait pu entendre. Il était tellement intéressé par le projet final que la veille de sa livraison, Pence, Ayers et moi nous sommes assis avec Trump dans sa petite salle à manger, en le parcourant ligne par ligne. En bref, Trump savait et approuvait personnellement tout ce que Pence avait dit. Le lendemain, nous avons tous été ravis de la couverture médiatique. Pence a dit à Ayers et à moi que c'était "le discours chinois le plus audacieux de tous les temps", ce qui je pense est vrai. Alors que nous discutions de la couverture médiatique avec Trump, il a déclaré de manière révélatrice: «Les autres présidents ne pensaient tout simplement pas qu'il était approprié de parler d'argent. C'est tout ce dont je sais parler. »

Avec les élections de novembre imminentes, peu de progrès ont été réalisés sur le front commercial, et l'attention s'est inévitablement tournée vers laG20 de Buenos Aires réunion duà la fin du mois, lorsque Xi et Trump pourraient se rencontrer personnellement. Trump a vu cela comme la rencontre de ses rêves, avec les deux grands gars se réunissant, laissant les Européens de côté, coupant la donne. Qu'est-ce qui pourrait mal se passer? Beaucoup, selon Lighthizer. Il était très inquiet de savoir combien Trump donnerait une fois non attaché. Le lendemain des élections, j'ai rencontré le conseiller d'État chinois Yang Jiechi à Washington pour une série de réunions avant le G20. Nous nous sommes réunis dans la salle Ward, qui était bondée de participants, dont Kushner, qui m'avait dit le jour du scrutin: «Le président m'a demandé de m'impliquer davantage dans la question du commerce avec la Chine», j'en suis ravi, j'en suis sûr, ce qui réjouit les dizaines d'autres des personnes âgées se bousculent pour se faire entendre sur le commerce chinois.

Comme d'habitude avec les hauts fonctionnaires chinois dans ce genre de réunions, Yang a lu attentivement un texte préparé, disant que la réunion du G20 était la priorité absolue dans la relation. Nous avons discuté de la façon de structurer la réunion, et ma contribution à la paix mondiale a suggéré que Xi et Trump, chacun accompagné de sept aides, dînent le 1er décembre, ce qui s'est finalement produit, après de nombreux allers et retours. . Le commerce était la priorité absolue. Yang m'a assuré que la Chine voulait une confiance stratégique et n'avait aucune intention de défier ou de déplacer les États-Unis. Ils ne voulaient pas de conflit ou de confrontation, mais des solutions gagnant / gagnant. Cela a continué encore et encore, mais le seul problème que nous avons résolu était l'arrangement du dîner. C'était déjà assez difficile, étant donné le nombre d'autres personnes du côté américain qui voulaient peser sur cette méga-question.

Le samedi 1er décembre à Buenos Aires est venu rapidement et le dîner avec Xi a été le dernier événement avant que Trump ne rentre chez lui. En fin d'après-midi, nous avons rencontré Trump pour un dernier briefing. Mnuchin avait fait des castors toute la journée avec Liu He, le tsar de la politique économique de la Chine et négociateur en chef du commerce, largement considéré comme le numéro trois du régime de Xi. Liu a expliqué ce qu'il s'attendait à ce que Xi dise lors du dîner, y compris comment Xi pensait qu'un accord commercial devrait être structuré. Mnuchin a dit tout sauf explicitement que Trump devrait simplement l'accepter.

Négociateur difficile, Steve. Il n'était pas clair combien Lighthizer avait été impliqué, mais Navarro ne l'avait pas été du tout et les feux d'artifice ont commencé. (La Russie et la Corée du Nord étaient également au programme du dîner; nous ne sommes jamais allés en Russie et avons passé moins de deux minutes sur la Corée. À bien des égards, j'ai été soulagé.)
Lighthizer a dit qu'il pensait qu'un "accord de libre-échange" avec la Chine serait presque suicidaire, mais Mnuchin a été excité par son succès à amener la Chine à accepter d'acheter plus de soja, d'autres produits agricoles et des minéraux, tout comme si nous étions un fournisseur de produits du Tiers-Monde pour l'Empire du Milieu.
J'ai dit que je ne pensais pas que les chiffres échangés étaient les vrais problèmes. Ce n'était pas un différend commercial mais un conflit de systèmes. Les «problèmes structurels» que nous avons soulevés avec la Chine n'étaient pas des tactiques commerciales mais une approche fondamentalement différente de l'organisation de la vie économique. Les négociations devraient commencer sur ces questions, afin que nous puissions voir s'il y avait de réelles chances que la Chine envisage sérieusement de changer ses habitudes (et je ne le pensais certainement pas). Kudlow acquiesça, prenant une position plus éloignée de Mnuchin que jamais auparavant, et Mnuchin ne réagit pas bien. Au cours du débat qui a suivi, j'ai proposé d'interdire tous les produits et services chinois d'Amérique s'ils étaient basés en tout ou en partie sur des propriétés intellectuelles volées. «J'aime cette idée», a déclaré Trump, mais bien sûr, Mnuchin n'a pas aimé. J'ai dit que nous aurions besoin de pouvoirs législatifs supplémentaires, mais c'était une bataille qui méritait d'être menée. Trump a répété (plusieurs fois en fait) qu'il aimait l'idée, alors j'ai pensé qu'au moins certains progrès avaient été accomplis. Le briefing s'est terminé quelques minutes plus tard, à 16 h 45.
Le dîner a commencé à cinq heures quarante-cinq, après la séance obligatoire avec la presse pour des photos, et a duré jusqu'à huit heures. Xi a commencé par dire à Trump à quel point il était merveilleux, en le posant sur une épaisseur. Xi a lu régulièrement des cartes de correspondance, sans aucun doute tout a été ardu dans la planification préalable de ce sommet. Pour nous, le président s'est lâché, personne du côté américain ne sachant ce qu'il allait dire d'une minute à l'autre. Un fait saillant est survenu lorsque Xi a dit qu'il voulait travailler avec Trump pendant six ans de plus, et Trump a répondu que les gens disaient que la limite constitutionnelle de deux mandats aux présidents devrait être abrogée pour lui. Je n'étais pas au courant d'un tel bavardage. Sachant que Xi était effectivement «président à vie» en Chine, Trump essayait de rivaliser avec lui. Plus tard dans le dîner, Xi a déclaré que les États-Unis avaient trop d'élections, car il ne voulait pas quitter Trump, qui a hoché la tête avec approbation. (En effet, lors d'une conversation téléphonique ultérieure le 29 décembre, Xi a déclaré expressément que la Chine espérait que Trump aurait un autre mandat en modifiant la Constitution afin qu'il puisse rester plus longtemps.) Xi a nié l'idée du «marathon des 100 ans» 14 pour gagner le monde dominance, ou remplacer les États-Unis, en disant que ce n'était pas la stratégie naturelle de la Chine. Ils respectaient notre souveraineté et nos intérêts en Asie et voulaient simplement que les 1,4 milliard de Chinois jouissent d'une vie meilleure. Comme c'est gentil.

Xi s'est finalement tourné vers le fond, affirmant que depuis leur appel téléphonique du 1er novembre, leur personnel avait travaillé dur et était parvenu à un consensus sur les principaux problèmes économiques. Il a ensuite décrit les positions de la Chine, essentiellement ce que

Mnuchin avait précédemment demandé que nous acceptions: les États-Unis abaisseraient les tarifs existants de Trump; il n'y aurait pas de manipulation concurrentielle des devises; et nous accepterions de ne pas nous engager dans un cyber vol (à quel point réfléchi). Il n'y a pas eu de gagnants dans une guerre commerciale, a déclaré M. Xi, nous devons donc éliminer les tarifs actuels, ou du moins convenir qu'il n'y aurait pas de nouveaux tarifs. "Les gens s'y attendent", a déclaré Xi, et je craignais à ce moment-là que Trump ne dise simplement oui à tout ce que Xi avait exposé. Il est venu près, offrant unilatéralement que les tarifs américains resteraient à 10% plutôt que de monter à 25% comme il l'avait menacé. En échange, Trump a simplement demandé quelques augmentations des achats de produits agricoles (pour aider au vote crucial de l'État agricole). Si cela pouvait être convenu, tous les tarifs seraient réduits. La propriété intellectuelle devait être réglée à un moment non spécifié. Il y aurait une période de quatre-vingt-dix jours de négociations pour que tout soit fait. C'était époustouflant. Puis il a demandé à Lighthizer s'il avait oublié quoi que ce soit, et Lighthizer a fait ce qu'il pouvait pour ramener la conversation sur le plan de la réalité, en se concentrant sur les problèmes structurels et en déchirant la proposition chinoise si chère à Mnuchin.

Trump a également demandé à Xi de réduire les exportations chinoises de fentanyl, un opioïde mortel causant des ravages à travers l'Amérique et un problème politiquement explosif, ce que Xi a accepté de faire (mais n'a ensuite pratiquement rien fait). Trump a également demandé la libération de Victor et Cynthia Liu, que la Chine tenait en otage en raison d'allégations contre leur père, Liu Changming, qui se trouvait aux États-Unis. Xi a dit, comme si c'était la réponse, que le Lius était un double citoyen américano-chinois. Trump a haussé les épaules avec dédain et a laissé tomber le problème. Voilà pour protéger les citoyens américains. Les Chinois espéraient probablement que le dîner se poursuivrait toute la nuit.

Trump a conclu en disant que Lighthizer serait en charge de la conclusion de l'accord, et Kushner serait également impliqué, à quel point tous les Chinois se sont relevés et ont souri. Tu paries. Trump a souligné Lighthizer et Navarro (dont la présence même a dû irriter les Chinois) comme les faucons, Mnuchin et Kudlow comme les colombes, et a dit à propos de Pompeo et moi, "Ils ne se soucient pas de l'argent." Difficile de dire ce que les Chinois ont fait de tout cela, mais Xi n'a certainement pas proposé de tableau de bord réciproque pour son côté de la table. La diminution du rôle de Mnuchin était la meilleure nouvelle du jour. À la fin, après avoir discuté des communiqués de presse, nous nous sommes tous dirigés vers nos aéroports respectifs. Dans le récit plus tard, le dîner est devenu de plus en plus long, trois heures, trois heures et demie et finalement «plus de quatre heures», alors que Trump régalait les auditeurs avec les triomphes qu'il avait appréciés.

De retour à Washington, le lundi 3 décembre, nous nous sommes réunis dans l'Anneau pour évaluer les résultats. Trump était ravi, satisfait de la réaction des marchés boursiers mondiaux, et il aimait toujours mon idée d'interdire les exportations chinoises basées sur la propriété intellectuelle américaine volée. Mnuchin, cependant, combattait son nouveau rôle, demandant: «Qui est responsable?» sur les négociations à venir. Trump est resté avec Lighthizer en tête, en disant: «Je ne vois pas ce qui ne va pas. Le Trésor est un tout autre monde. » Il voulait Lighthizer: «Mnuchin émet un autre type de signal. Je ne sais pas pourquoi vous [Mnuchin] voulez être impliqué. Savez-vous comment l'aider [Lighthizer]? Obtenez le dollar fixe. " Et ensuite, Trump est parti, attaquant le président de la Fed Powell, son sac de boxe préféré, pour avoir maintenu les taux d'intérêt trop élevés. Puis, se tournant vers Lighthizer, Trump a déclaré:

«Sur ce point, je veux votre attitude, pas celle de Steve. Double ou triple les achats de produits agricoles… Si nous n'obtenons pas beaucoup, oubliez-le. Nous serons de retour ici où nous étions [augmentation des tarifs]. Schumer aime ça. Les tarifs seront beaucoup mieux reçus dans quatre-vingt-dix jours. » Et les nouveaux cycles de négociations ont commencé pour ce que Trump a appelé plus d'une fois «le plus gros accord de l'histoire. Pas seulement le plus grand accord commercial, mais le plus grand jamais conclu. »
Les négociations se sont achevées avec des pièces de théâtre au bureau ovale avec Trump et Liu He, diffusées en direct sur les informations du câble. Au fil du temps, l'échéance du 1er mars est devenue clairement inaccessible, alors Trump l'a dépassée, disant que des "progrès substantiels" avaient été accomplis15. Je pensais que cela signalait une faiblesse, montrant que ce qu'il voulait vraiment était un accord. En fait, bien sûr, la période de quatre-vingt-dix jours a toujours été illusoire; il était impossible de croire que la Chine concéderait les «problèmes structurels» en trois mois, ayant développé ses pratiques au fil des décennies. Mais le jeu décisif est intervenu en mai, lorsque les Chinois sont revenus sur plusieurs éléments clés de l'accord naissant, y compris sur tous les «problèmes structurels» clés qui étaient vraiment au cœur du problème. À l'époque, j'étais absorbé par la menace croissante de l'Iran dans la région du golfe Persique, mais l'appel de Lighthizer m'a fait remarquer. Cela a été un sérieux revers pour les partisans de l'accord, ce que Lighthizer a dit que lui et Mnuchin pensaient être attribuable au fait que Liu He et ses alliés avaient perdu le contrôle de la politique à Pékin.

Lighthizer est venu à mon bureau le lendemain matin, le 6 mai, à huit heures du matin, pour discuter de la situation. Il a dit qu'à Pékin la semaine précédente, les Chinois avaient largement reculé sur des engagements spécifiques qu'ils avaient pris, tels que la modification des réglementations existantes, l'abrogation des lois et l'adoption de nouvelles (par exemple, pour protéger la propriété intellectuelle), et des mesures concrètes similaires qui montreraient ils étaient sérieux sur les questions structurelles. Sans ces engagements spécifiques, il ne restait que de vagues déclarations d'intention qui, remontant à des années avec la Chine, n'avaient toujours pas produit de résultats. Liu He a déclaré qu'il proposait simplement un «rééquilibrage» optique du texte du projet d'accord, qui énumérait de nombreuses mesures que la Chine prendrait, mais très peu par les États-Unis (pour une bonne raison!). L'impact global a été d'édulcorer ce que Pékin devrait réellement faire, et les Chinois pressaient également maintenant de nombreuses autres révisions inutiles. Lighthizer a déclaré que lui et Mnuchin avaient conclu que Liu avait perdu le contrôle des négociations et qu'ils pensaient que Liu les avait en fait admis à Pékin.Liu prévoyait toujours d'être à Washington à la fin de la semaine, dans le cadre des réunions à domicile que les négociateurs avaient suivies, mais il n'était pas clair s'il aurait quelque chose de nouveau ou de différent à dire.
Il n'y avait désormais aucune perspective de parvenir à un accord sur ce que Mnuchin avait qualifié de «dernier cycle» de pourparlers, d'autant plus que de nombreuses autres questions graves n'étaient toujours pas résolues. Trump avait tweeté des menaces de nouveaux tarifs, il était donc tout à fait possible que Liu ne vienne pas du tout. Plus tard dans la journée, Lighthizer a annoncé qu'il allait mettre en place la prochaine série d'augmentations tarifaires qui entreraient en vigueur vendredi, que Trump était clairement prêt à imposer. Liu est venu à Washington sans rien de nouveau, et les discussions dans ses bureaux se sont terminées tôt. Il n'y a pas eu de rencontre de Liu He avec Trump. La guerre commerciale était toujours en cours.

Trump s'est entretenu par téléphone avec Xi Jinping le 18 juin, avant le sommet du G20 d'Osaka en 2019, lors de leur prochaine réunion. Trump a commencé par dire à Xi qu'il lui manquait, puis a déclaré que la chose la plus populaire avec laquelle il avait jamais été impliqué était de conclure un accord commercial avec la Chine, ce qui serait un grand avantage politique. Ils ont convenu que leurs équipes économiques pourraient continuer à se réunir. Le bilatéral du G20 est arrivé, et pendant le chaos médiatique habituel au début, Trump a déclaré: «Nous sommes devenus amis. Mon voyage à Pékin avec ma famille a été l'un des plus incroyables de ma vie. »16

La presse étant partie, M. Xi a déclaré qu'il s'agissait de la relation bilatérale la plus importante au monde. Il a dit que certaines personnalités politiques (non nommées) les États-Unis faisaient des jugements erronés en appelant à une nouvelle guerre froide, cette fois entre la Chine et les États-Unis. Que Xi ait voulu toucher les démocrates ou que certains d'entre nous soient assis du côté américain de la table, je ne sais pas, mais Trump a immédiatement supposé que Xi voulait dire les démocrates. Trump a déclaré avec approbation qu'il y avait une grande hostilité parmi les démocrates. Il a ensuite, étonnamment, tourné la conversation vers la prochaine élection présidentielle américaine, faisant allusion à la capacité économique de la Chine d'affecter les campagnes en cours, plaidant avec Xi pour s'assurer qu'il gagnerait. Il a souligné l'importance des agriculteurs et a augmenté les achats chinois de soja et de blé dans le résultat électoral. J'imprimerais les mots exacts de Trump, mais le processus d'examen préalable à la publication du gouvernement en a décidé autrement.

Trump a ensuite évoqué l'échec des négociations en mai, exhortant la Chine à revenir aux positions qu'elle s'était rétractées. Brisé par l'échec de la Chine à faire quoi que ce soit sur le fentanyl et sa saisie d'otages canadiens (sans parler des otages américains), tous deux discutés à Buenos Aires, Trump a exhorté les deux parties à partir de là où elles s'étaient arrêtées en mai et à poursuivre les négociations pour conclure la transaction la plus excitante et la plus importante jamais conclue. Sorti de nulle part, Xi a répondu en comparant l'impact d'un accord inégal avec nous à l '«humiliation» du Traité de Versailles, qui avait pris la province du Shandong à l'Allemagne mais l'avait donnée au Japon. Xi a dit sans détour que si la Chine subissait la même humiliation dans nos négociations commerciales, il y aurait une recrudescence de sentiments patriotiques en Chine, indiquant implicitement que ce sentiment serait dirigé contre les États-Unis. Trump n'avait manifestement aucune idée de ce à quoi faisait référence Xi, mais a déclaré qu'un traité de non-égal n'était pas dans le sang de Xi. L'histoire étant un sujet très facile pour Trump une fois qu'elle a été abordée, il a laissé entendre que la Chine devait aux États-Unis une faveur pour avoir chassé le Japon de la Seconde Guerre mondiale. Xi nous a ensuite fait un exposé sur la façon dont la Chine a combattu pendant dix-neuf ans et s'est appuyé principalement sur eux-mêmes pour vaincre les agresseurs japonais. Bien sûr, c'était tout aussi absurde; les communistes chinois avaient passé la majeure partie de la guerre à esquiver le Japon et à essayer de saper les nationalistes chinois. La guerre s'est terminée quand elle l'a fait parce que nous avons utilisé des bombes atomiques, mais Xi récitait l'histoire du catéchisme communiste, pas que Trump ait compris cela non plus.

Vers la fin de la question commerciale, Trump a proposé que pour les 350 milliards de dollars de déséquilibres commerciaux restants (selon l'arithmétique de Trump), les États-Unis n'imposeraient pas de droits de douane, mais il est de nouveau retourné à Xiun et en Chine pour importer autant de produits agricoles américains que possible. pourrait. Ensuite, ils

verraient si un accord était possible. Trump a demandé à Liu He si nous pouvions conclure un accord d'où nous étions avant que la Chine ne fasse marche arrière en mai. Liu ressemblait à un cerf dans les phares, sans voix, ne voulant clairement pas répondre. Après un silence de gestation, Trump a souligné la maladresse de Liu en disant qu'il ne l'avait jamais vu aussi silencieux. Se tournant vers Xi, Trump lui a demandé quelle était la réponse, car il était le seul à avoir le courage d'y répondre. M. Xi a convenu que nous devions reprendre les négociations commerciales, saluant la concession de Trump selon laquelle il n'y aurait pas de nouveaux tarifs et convenant que les deux équipes de négociation devraient reprendre les discussions sur les produits agricoles en priorité. "Vous êtes le plus grand leader chinois en trois cents ans!" exulta Trump, le modifiant quelques minutes plus tard pour être «le plus grand leader de l'histoire chinoise». Après une discussion approfondie sur la Corée du Nord, puisque Trump était en route pour Séoul ce soir-là, c'était sur le commerce.
Xi est retourné voir les enfants Liu, rappelant qu'ils avaient été discutés à Buenos Aires le 1er décembre, les appelant citoyens chinois (ils étaient en fait des citoyens américains et chinois). Étonnamment, il a déclaré que, tout à fait nonchalamment, il leur était interdit de quitter la Chine pour les amener à coopérer à une enquête sur le blanchiment d'argent de leur père, faisant valoir qu'en ne coopérant pas, les Lius mettaient en danger la sécurité nationale chinoise. Xi a ensuite déclaré que le 1er décembre était la même nuit que Meng Wanzhou, directeur financier de Huawei, avait été arrêté. Il a conclu vaguement que les deux parties pouvaient rester en contact. Bien sûr, Xi était alors parfaitement à l'aise de se plaindre que les visas n'étaient pas délivrés aux étudiants chinois qui voulaient venir aux États-Unis!
Les pourparlers commerciaux avec la Chine ont repris après Osaka, mais les progrès ont été négligeables. Trump semblait enclin à se couvrir, tweetant le 30 juillet, contre l'avis de Mnuchin et Lighthizer: la Chine se porte très mal, la pire année de 27 - était censée commencer à acheter notre produit agricole maintenant - aucun signe qu'ils le font. C'est le problème avec la Chine, ils ne viennent tout simplement pas. Notre économie est devenue BEAUCOUP plus grande que l'économie chinoise depuis 3 ans……

Mon équipe négocie avec eux maintenant, mais ils finissent toujours par changer l'accord à leur avantage. Ils devraient probablement attendre notre élection pour voir si nous obtenons l'un des steaks démocrates comme Sleepy Joe. Ensuite, ils pourraient faire un GRAND accord, comme au cours des 30 dernières années, et continuer …… à arnaquer les États-Unis, encore plus gros et meilleurs que jamais. Le problème avec eux en attente, cependant, est que si et quand je gagne, l'accord qu'ils obtiendront sera beaucoup plus difficile que ce que nous négocions actuellement… ou aucun accord du tout. Nous avons toutes les cartes, nos anciens dirigeants ne l'ont jamais eue!

Alors que les négociations se poursuivaient, rien n'indiquait simplement un mouvement réel en provenance de Chine. Après une nouvelle visite de Lighthizer-Mnuchin à Pékin, ils ont rapporté à Trump dans l'Ovale le 1er août. Trump n'avait rien de bon à dire, en commençant par: «Vous n'auriez pas dû y aller. Cela nous fait paraître faibles. » Il avait en fait songé à plus de tarifs la veille, me disant avec un clin d'œil et un sourire: "Je vous ressemble beaucoup plus que vous ne le pensez." Trump était maintenant encore plus convaincu que la Chine attendait de voir qui a gagné en 2020, croyant "qu'ils veulent que le président perde". Trump a finalement déclaré:

«Je veux appliquer des tarifs. Ils vous tapent le long », et nous nous sommes demandé s'il fallait imposer des droits de douane sur 350 milliards de dollars supplémentaires d'exportations chinoises vers les États-Unis. Trump a dit à Mnuchin: «Vous parlez trop. N'aie pas peur, Steve. » Lighthizer, pour une raison quelconque, craignait que notre guerre commerciale avec la Chine ne fasse du tort à l'Europe, ce qui n'a fait qu'ajouter de l'huile sur le feu, provoquant le refrain habituel de Trump, "L'UE est pire que la Chine, seulement plus petite", alors qu'il a décidé d'imposer le prochain cycle de tarifs sur Pékin, via Twitter, bien sûr:

nos représentants viennent de rentrer de Chine où ils ont eu des discussions constructives concernant un futur accord commercial. Nous pensions avoir conclu un accord avec la Chine il y a trois mois, mais malheureusement, la Chine a décidé de
renégocier l'accord avant de le signer. Plus récemment, la Chine a accepté de…… acheter des produits agricoles aux États-Unis en grande quantité, mais ne l'a pas fait. De plus, mon ami le président Xi a dit qu'il arrêterait la vente de fentanyl aux États-Unis - cela ne s'est jamais produit et de nombreux Américains continuent de mourir! Les négociations commerciales se poursuivent et…… au cours des pourparlers, les États-Unis commenceront, le 1er septembre, à appliquer un petit tarif supplémentaire de 10% sur les 300 milliards de dollars restants de marchandises et de produits en provenance de Chine dans notre pays. Cela n'inclut pas les 250 milliards de dollars déjà tarifés à 25%…… Nous sommes impatients de poursuivre notre dialogue positif avec la Chine sur un accord commercial global, et pensons que l'avenir entre nos deux pays sera très brillant!

Cette décision a été énorme, provoquant une grande angoisse dans l'équipe économique de Trump, qui était à peu près là où les choses se passaient lorsque j'ai démissionné le 10 septembre. Les négociations ultérieures ont effectivement abouti à un «accord» annoncé en décembre, qui était, en substance, moins que respecté l'oeil.

Le 1er décembre 2018, le même jour que le long dîner Xi-Trump à Buenos Aires et comme ils en ont discuté lors de la réunion à Osaka, les autorités canadiennes à Vancouver ont arrêté Meng Wanzhou, le directeur financier de Huawei, une autre firme méga-télécoms chinoise. (Nous avions entendu vendredi que l'arrestation pourrait avoir lieu samedi, lorsque Meng, la fille du fondateur de Huawei, aurait atterri au Canada.) Parce que cette arrestation était basée sur notre cas de fraude financière contre Huawei pour, entre autres, dissimuler des violations massives de notre Les sanctions contre l'Iran, cela m'a semblé simple. Les choses étaient pour le moins occupées à Buenos Aires, et j'avais assez appris à regarder Trump avec Erdogan pour comprendre que je devais avoir tous les faits en main avant de l'informer.
Cependant, à mesure que les implications de l'arrestation se répandaient dans les médias, les amis américains de la Chine se fâchaient. Lors du dîner de Noël de la Maison Blanche le 7 décembre, Trump a levé l'arrestation de Meng, en insistant sur la pression que cela a exercée sur la Chine. Il m'a dit de l'autre côté de la table que nous venions d'arrêter «l'Ivanka Trump de Chine». Je suis venu à quelques centimètres de dire: «Je ne savais pas qu'Ivanka était une

espionne et une fraudeuse», mais mon mécanisme automatique de morsure de la langue s'est déclenché juste à temps. Quel financier de Wall Street avait donné cette ligne à Trump? Ou était-ce Kushner, qui était engagé dans une cour mutuelle sur les questions chinoises avec Henry Kissinger depuis la transition? Trump s'est plaint que Huawei était la plus grande entreprise de télécommunications de Chine. J'ai dit que Huawei n'était pas une entreprise mais une branche des services de renseignement chinois 17, ce qui l'a ralenti. Combiné avec ce que Trump a dit plus tard sur les Ouïghours lors de ce même dîner, je pourrais dire que nous étions dans un cycle différent de réflexion de Trump sur la façon de gérer la Chine. Je me demandais

ce qu'il faudrait pour le sortir de l'apaisement et revenir à son approche plus agressive, comme lorsqu'il a donné à Lighthizer la tête des négociations commerciales.

Trump a aggravé les choses à plusieurs reprises en laissant entendre que Huawei pourrait également être simplement une autre monnaie d'échange américaine dans les négociations commerciales, ignorant à la fois l'importance de l'affaire pénale et la menace bien plus grande que Huawei représentait pour la sécurité de la cinquième génération (ou 5G) dans le monde entier. C'est ce que le phénomène de trou noir du commerce a fait en tordant tous les autres problèmes liés à la fascination de Trump pour un gros accord commercial. Huawei posait d'énormes problèmes de sécurité nationale, dont beaucoup ne pouvaient être évoqués que dans des déclarations publiques. L'idée qu'il ne s'agissait que d'appâts commerciaux décourageait et déroutait nos amis. Mnuchin s'inquiétait constamment de la façon dont telle ou telle poursuite pour piratage ou autres cybercrimes aurait un effet négatif sur les négociations commerciales, ce que Trump a parfois acheté et parfois non. À un moment donné, il a dit à Mnuchin: «Steve, les Chinois voient la peur dans tes yeux. C'est pourquoi je ne veux pas que tu négocies avec eux. » C'étaient les bons jours. Il y en avait plus qui ne l'étaient pas.

Au fur et à mesure des négociations commerciales, nous avons commencé à rédiger des projets de décrets pour sécuriser les systèmes de télécommunications et les actifs informatiques des États-Unis en général. À chaque étape, nous avons dû lutter contre l'impact allégué sur les négociations commerciales avec la Chine. Parfois, certains responsables de la politique économique de l'administration ne pensaient pas que Huawei était une menace, juste un autre concurrent, que nous, les types de sécurité nationale, essayions de désavantager en tant que mesure protectionniste pour aider les entreprises américaines.18 Tranchée par tranchée, nous avons surmonté cette résistance . J'ai exhorté lors de plusieurs réunions du Bureau ovale à suivre les avertissements de Zhou Enlai sur la Seconde Guerre mondiale, en menant des négociations avec Chiang Kai-shek alors même que les forces communistes et du Kuomintang étaient enfermées dans des combats armés, que leur politique devrait être de "se battre tout en parlant". Comment Xi Jinping pourrait-il s'opposer à nos conseils de Zhou? Cela n'a pas fait monter Mnuchin. Trump a néanmoins déclaré: «Je ne suis pas en désaccord avec John», mais il n'a suivi que par à-coups et à contrecœur. Nous avons continué de mettre en place d'importantes défenses, mais beaucoup plus lentement que ce qui était prudent. Et, bien sûr, Trump lui-même a continué de faire partie du problème, demandant à Lighthizer, à un moment donné en avril, si nous devrions dire quelque chose dans l'accord commercial sur la

cyberguerre. Cette idée frisait l'irrationnel, ou pire, et elle a rapidement disparu des cercles officiels américains, mais où pourrait-elle se promener, conduisant à des méfaits incalculables si elle réapparaît lors de la prochaine réunion de Xi-Trump?

Nous avons rencontré des obstacles similaires à l'échelle internationale alors que nous cherchions à alerter nos alliés de la menace de Huawei et de celle d'autres entreprises chinoises contrôlées par l'État. Nous avons également fait prendre conscience de la perfidie de l'initiative Ceinture et Route de la Chine, basée sur la «diplomatie de la dette», attirant des pays avec des conditions de crédit apparemment avantageuses, puis les accroissant financièrement, dont les nations du Tiers-Monde en particulier ne pouvaient pas se soustraire. En décembre 2018, à la Heritage Foundation, j'ai présenté la stratégie de l'administration pour l'Afrique, soulignant notre préoccupation pour l'avantage injuste que la Chine avait pris de nombreux pays africains. En Europe, de nombreux pays avaient fait tellement d'affaires avec Huawei qu'ils avaient du mal à se démêler. Avec le Royaume-Uni, par exemple, les discussions ont été très difficiles, bien que les attitudes aient considérablement changé une fois que Johnson est devenu Premier ministre et a installé un nouveau cabinet. Mais même à ce moment-là, la tâche était difficile à cause de la forte dépendance à l'égard de Huawei que la Grande-Bretagne avait accumulée sur une longue période.Ces inquiétudes légitimes auraient dû nous conduire à nous concentrer sur l'obtention rapide de nouveaux entrants sur les marchés de la 5G, et non sur la manière dont nous atténuerions les conséquences de continuer à fréquenter Huawei.19 Le Japon a adopté une position dure.20 Lors de la visite d'État de Trump en mai, Abe avait déclaré que la Chine était le plus grand défi stratégique à moyen et à long terme. Ils ignorent complètement les règles et l'ordre établis. Leurs tentatives de changer unilatéralement le statu quo dans les mers de Chine orientale et méridionale sont inacceptables. Abe a encouragé Trump à maintenir l'unité américano-japonaise contre la Chine, et bien plus encore. Voilà comment mener un dialogue stratégique avec un proche allié. Le Premier ministre australien Scott Morrison était également clairvoyant, voyant Huawei à peu près comme moi, et la Nouvelle-Zélande a également adopté une ligne dure étonnamment mais gratifiante.21

Nous avons dû admettre que nous étions tous en retard pour réaliser toute l'étendue de la stratégie de Huawei, mais ce n'était pas une excuse pour aggraver nos erreurs antérieures. Alors même que nous discutions de ces questions, la Chine montrait ses dents, détenant illégalement des citoyens canadiens en Chine, juste pour montrer qu'ils le pouvaient22. L'ancien premier ministre Jean Chrétien, qui n'a jamais été un ami des États-Unis, faisait valoir que le Canada ne devrait tout simplement pas respecter notre traité d'extradition.23 Pence, Pompeo, et j'ai tous exhorté le Canada à rester ferme, soulignant que nous les soutiendrions de toutes les manières possibles, y compris en soulevant directement avec la Chine les mauvais traitements infligés aux citoyens canadiens. Comme nous l'avons souligné, c'est ainsi que la Chine s'est comportée alors même que certaines personnes continuaient de louer son «ascension pacifique» en tant que «partie prenante responsable». Comment la Chine agirait-elle lorsqu'elle deviendrait dominante, si nous la laissions? Il s'agit d'un débat sur la sécurité nationale qui se poursuivra longtemps à l'avenir. Le lier au commerce dégrade notre position à la fois dans le commerce et dans la sécurité nationale.

Début mai, Ross était prêt à mettre Huawei sur la «liste des entités» du département du Commerce, comme cela avait été fait pour ZTE, empêchant les entreprises américaines de vendre à Huawei sans licences spécifiques, ce qui pourrait lui porter un coup. J'ai fortement

soutenu la mesure, pour les mêmes raisons que nous avons interdit les achats de biens et services Huawei par le gouvernement américain. Ce n'était pas une entreprise commerciale car nous connaissons ce concept, et il n'aurait pas dû être traité comme tel. Lors d'un autre déploiement du bureau ovale le 15 mai, Mnuchin a déclaré que le fait de lister Huawei le fermerait effectivement, ce qui n'était pas vrai, mais cela me convenait si c'était le cas. Pour être juste, Mnuchin a peut-être été un peu déstabilisé par l'effondrement juste une semaine avant de cinq mois de négociations commerciales intensives avec la Chine, qui semblaient maintenant être irréparables. Mnuchin a déclaré que le projet de communiqué de presse de Ross sur Huawei était extrême, alors Ross a demandé s'il pouvait le lire à haute voix et laisser les autres décider, ce qu'il a fait. Trump a déclaré: «C'est une putain de grande déclaration. C'est beau. Ajoutez «avec l'approbation du président» à côté de l'une des références au commerce ajoutant Huawei à la liste des entités. » Mnuchin n'a pas abandonné mais a finalement été submergé, disant sournoisement à Trump: "Je vous ai donné mes conseils, et vous avez suivi la mauvaise personne."
Lors de l'appel téléphonique de Xi-Trump le 18 juin (voir ci-dessus), Xi a fortement pressé Huawei. Trump a répété son point de vue selon lequel Huawei pourrait faire partie de l'accord commercial, ainsi que tous les autres facteurs discutés. Xi a averti que s'il n'était pas géré correctement, Huawei nuirait à la relation bilatérale globale. Dans un étonnant spectacle de chutzpah, Xi a décrit Huawei comme une entreprise privée chinoise exceptionnelle, entretenant des relations importantes avec Qualcomm et Intel. Xi voulait que l'interdiction de Huawei soit levée, et a déclaré qu'il voulait travailler conjointement avec Trump personnellement sur la question, et Trump semblait disposé. Il a tweeté sa joie à l'appel peu après que les deux dirigeants aient raccroché. Sentant la faiblesse, Xi a continué de pousser le G-20, affirmant que nous devrions résoudre Huawei dans le cadre des négociations commerciales. Trump a immédiatement renversé sa position antérieure, affirmant qu'il autoriserait maintenant les entreprises américaines à vendre immédiatement à Huawei, inversant ainsi efficacement Ross, comme Trump l'avait inversé sur ZTE plus tôt. Heureusement, après cette réunion, nous avons inversé tout cela, et le commentaire vague de Trump a eu peu d'impact dans le monde réel. Mais quel impact cela a-t-il eu dans l'esprit des Chinois de voir ce comportement de la part de Trump? Nous avons juste eu de la chance que la Chine n'ait pas agi plus rapidement pour épingler la concession de Trump avant que nous n'empêchions tout dommage.

J'ai informé Mnuchin de l'appel quelques heures plus tard. Plus qu'un peu inquiet, Mnuchin a déclaré: «Nous devons essayer de protéger le président sur les affaires de Huawei. Les gens pensaient qu'il échangeait la sécurité nationale pour le commerce sur ZTE, et si nous lui permettons de le faire à nouveau sur Huawei, nous aurons le même genre de contrecoup, ou pire. » C'était vrai à l'époque et cela reste vrai aujourd'hui.24

L'ancien vice-président Dan Quayle m'a dit dès octobre 2018, après un voyage à Hong Kong, que la Chine était devenue de plus en plus agressive, kidnappant des hommes d'affaires de Hong Kong qui avaient en quelque sorte traversé Pékin, beaucoup dont on n'a plus jamais entendu parler. Le monde des affaires avait trop peur de dire grand-chose ou de le faire publier dans la presse internationale. Quayle pensait qu'une des raisons pour lesquelles la Chine était

disposée à se comporter de manière si cavalière était que l'économie de Hong Kong ne représentait désormais que 2% du total de la Chine, alors qu'au moment de la rétrocession de la Grande-Bretagne en 1997, elle s'élevait à 20%. Ce sont des chiffres époustouflants.

Le mécontentement à Hong Kong a augmenté, mais sans attirer l'attention des médias. Le sentiment général était que Pékin érodait progressivement le concept de «un pays, deux systèmes», et que le temps s'épuisait avant que Hong Kong ne devienne simplement une autre ville chinoise. Un projet de loi d'extradition proposé par le gouvernement de Hong Kong a fourni l'étincelle et, au début de juin 2019, des manifestations massives étaient en cours. J'ai entendu Trump pour la première fois le 12 juin, en entendant le nombre de personnes lors des manifestations du dimanche précédent, environ 1,5 million: "C'est une grosse affaire", a-t-il dit, mais a immédiatement ajouté: "Je ne veux pas m'impliquer, "Et" Nous avons aussi des problèmes de droits de l'homme. " Cela a à peu près mis fin à ma campagne sur Twitter pour presser la Chine d'honorer son accord avec la Grande-Bretagne, soulignant le peu de respect que la Chine accordait aux accords internationaux, pour tous ceux qui étaient si excités à l'idée d'un accord commercial.

J'espérais que Trump verrait ces développements à Hong Kong comme un moyen de pression sur la Chine, mais pas nécessairement parce qu'il soutenait les efforts des manifestants pour préserver le statut unique de Hong Kong. J'aurais dû mieux savoir. Lors de la visite d'État britannique, le 4 juin, le trentième anniversaire du massacre de la place Tiananmen, Trump a refusé de publier une déclaration à la Maison Blanche. Mnuchin a déclaré à Trump qu'il s'inquiétait des effets du projet de déclaration sur les négociations commerciales et voulait le diluer. C'était déjà assez grave, mais Trump a dit qu'il ne voulait pas du tout de déclaration. "C'était il y a quinze ans", a-t-il dit de façon inexacte. «Qui s'en soucie? J'essaie de conclure un accord. Je ne veux rien. " Et c'était tout.

Les manifestants, cependant, ont remporté une victoire majeure lorsque le chef de la direction de Hong Kong, trié sur le volet à Pékin, Carrie Lam, a soutenu le projet de loi d'extradition, le tuant effectivement. Les protestations se sont poursuivies, mettant ensuite deux millions de «Hong Kongais», prononcés en un mot, dans les rues le week-end suivant, demandant maintenant la démission de Lam.

Lors de l'appel téléphonique du 18 juin, avec le commerce et Huawei, Trump a déclaré qu'il avait vu ce qui se passait à Hong Kong, qu'il s'agissait d'un problème intérieur chinois et qu'il avait dit à ses conseillers de ne pas discuter de Hong Kong en public de quelque manière que ce soit, ou forme. Xi a apprécié, disant que ce qui s'est passé à Hong Kong était en effet une affaire intérieure purement chinoise. Il a dit que la question de l'extradition, qui avait déclenché les manifestations, était de combler les lacunes existantes dans la loi de Hong Kong et concernait des affaires pénales graves. Il a également souligné que la stabilité et la prospérité à Hong Kong étaient un atout pour la Chine et les États-Unis, et que d'autres devraient s'abstenir de s'immiscer dans les affaires de Hong Kong. Trump acquiesça. Avec cela, le sort de Hong Kong pourrait avoir pratiquement disparu de notre ordre du jour.

Cependant, comme Pompeo l'a souligné lorsque nous avons parlé plus tard dans la journée, plusieurs obligations légales en matière de rapports obligeraient le Département d'État, à un moment donné, à se prononcer sur la situation de Hong Kong, sans aucun moyen de se dérober. "Qu'allez-vous dire sur les talk-shows du dimanche?" demanda-t-il rhétoriquement. "Ou moi, ou l'un d'entre nous?" À la mi-août, les médias faisaient de plus en plus état de la

possibilité d'une répression chinoise à Hong Kong. J'ai informé Trump de ce que nous savions et il a dit qu'il pourrait tweeter à ce sujet. Je l'ai exhorté, s'il le faisait, à ne s'appuyer que sur des sources publiques, mais comme c'était si souvent le cas, il a ignoré cet avertissement, en tweetant à la place:
Nos services de renseignement nous ont informés que le gouvernement chinois déplaçait des troupes à la frontière avec Hong Kong. . Tout le monde devrait être calme et en sécurité! Beaucoup me reprochent, ainsi qu'aux États-Unis, les problèmes qui se posent à
Hong Kong. Je ne peux pas imaginer pourquoi?

Voilà pour arrêter toutes ces fuites de «l'état profond».
Le 13 août, après notre discussion sur les ventes de F-16 à Taiwan (voir ci-dessous),
Trump a de nouveau tweeté:
Je connais très bien le président chinois Xi. C'est un grand leader qui a beaucoup de respect pour son peuple. C'est aussi un homme bon dans une «entreprise difficile». J'ai ZÉRO doute que si le président Xi veut résoudre rapidement et humainement le problème de Hong Kong, il peut le faire. Rencontre personnelle?

Bien sûr, avec tant d'enjeux à Hong Kong, il n'y avait aucun doute que Xi appelait personnellement les coups de feu. À l'approche du 1er octobre, le soixante-dixième anniversaire de la fondation de la République populaire de Chine, les tensions ont augmenté en conséquence. Personne ne pensait que Pékin accepterait de vastes manifestations à Hong Kong, surtout si elles devenaient violentes, pleuvant lors du défilé de Xi. L'agence de presse chinoise Xinhua a averti les manifestants: «La fin approche», à propos d'une menace aussi explicite que vous pourriez faire.25
En novembre, cependant, les partisans de la démocratie ont transformé les élections locales en référendum sur l'avenir de la ville. Étonnamment, HongKongpeople a voté en nombre sans précédent, écrasant les candidats pro-Pékin, et a complètement renversé la coloration politique des conseils locaux. Ce combat était en cours.

La Chine réprime également activement les minorités ethniques - au Tibet, par exemple - comme elle le fait depuis des décennies. La répression des Ouïghours par Pékin a également progressé rapidement. Lors du dîner de Noël de la Maison Blanche en 2018, Trump m'a demandé pourquoi nous envisagions de sanctionner la Chine en raison de son traitement des Ouïghours, un Chinois non Han, en grande partie musulman, qui vivait principalement dans la province du Xinjiang, dans le nord-ouest de la Chine. Ross m'avait prévenu ce matin-là que Trump ne voulait pas de sanctions à cause des négociations commerciales avec la Chine. La question des Ouïghours avait fait son chemin dans le processus du CNS, mais elle n'était pas encore prête à être tranchée. Cela n'a fait qu'empirer. Lors du dîner d'ouverture de la réunion du G20 d'Osaka, avec seulement des interprètes présents, Xi a expliqué à Trump pourquoi il construisait essentiellement des camps de concentration au Xinjiang. Selon notre interprète,

Trump a déclaré que Xi devrait aller de l'avant avec la construction des camps, ce qu'il pensait être exactement la bonne chose à faire. Pottinger m'a dit que Trump avait dit quelque chose de très similaire lors du voyage en Chine en 2017, ce qui signifiait que nous pouvions éliminer la répression des Ouïghours de notre liste de raisons possibles de sanctionner la Chine, au moins aussi longtemps que les négociations commerciales se poursuivaient26.
La répression religieuse en Chine était également pas sur l'agenda de Trump; que ce soit l'Église catholique ou le Falun Gong, il ne s'est pas enregistré. Ce n'était pas là que Pence, Pompeo et moi étions, mais c'était l'appel de Trump. L'ambassadeur américain à la liberté de religion internationale Sam Brownback, exhortant Trump à organiser un événement sur la liberté de religion lors de l'ouverture prochaine de l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre 2019, pensait que la Chine était «horrible dans tous les domaines», ce qui était à peu près juste.

Trump était particulièrement dyspeptique à propos de Taiwan, après avoir écouté les financiers de Wall Street qui s'étaient enrichis des investissements en Chine continentale. Bien qu'il y ait eu plusieurs variantes, l'une des comparaisons préférées de Trump était de pointer la pointe de l'un de ses Sharpies et de dire: «C'est Taiwan», puis de pointer vers le bureau de Resolute et de dire «C'est la Chine». Voilà pour les engagements et obligations américains envers un autre allié démocratique. Taïwan voulait beaucoup d'un accord de libre-échange avec les États-Unis, ce qui n'a suscité absolument aucun intérêt que je pouvais discerner. La Chine a martelé pendant mon mandat, sentant une faiblesse au sommet, ayant sans doute entendu parler de ces types financiers de Wall Street. Yang Jiechi, lors de notre réunion du 8 novembre, m'a donné la conférence habituelle sur le fait que Taiwan est la question la plus importante et la plus sensible dans les relations américano-chinoises. Remarquablement, il a dit que nous avions un intérêt mutuel à empêcher l'indépendance de Taiwan comme si nous étions des complices, ce que je ne croyais certainement pas. Il a parlé sans cesse de la politique d'une seule Chine, qu'il a mal interprétée en faveur de Pékin. Lors du dîner à Buenos Aires, Xi nous a exhortés à être prudents avec Taiwan, ce dont Trump a convenu qu'il serait vigilant, ce qui signifie que nous nous sommes échappés avec nos vies. J'étais ravi que la discussion ait été si brève.
M. Xi est retourné à Taïwan à Osaka, affirmant que cela impliquait la souveraineté chinoise et l'intégrité nationale, et avertissant que toute notre relation bilatérale pourrait devenir perturbée. Il a demandé l'attention personnelle de Trump sur la question, pensant probablement qu'il avait identifié sa marque et n'allait pas le laisser s'enfuir. Toujours exaspérant pour moi, Xi a exhorté à ne pas autoriser le président taïwanais Tsai Ing-wen à se rendre aux États-Unis, ni à vendre des armes à Taïwan, tous deux jugés essentiels par Xi pour la stabilité à travers le détroit de Taïwan. Une grande partie de la position de Xi contredit directement la Taiwan Relations Act de 1979, la législation américaine qui autorise les ventes d'armes américaines à Taiwan à des fins d'autodéfense, y compris une vente importante de F-16 pour améliorer considérablement les capacités de défense de Taiwan. En fait, Taiwan est loin de se comporter de manière belliqueuse. Bien au contraire. Dan Quayle m'a dit en octobre que Taiwan avait considérablement réduit son armée, de plus de la moitié ces dernières années, ce qui m'a semblé être une énorme erreur.

Pompeo retenait une notification du Congrès sur la vente de F-16, craignant qu'en plus de grogner de manière générale, comme Trump l'avait fait pour toutes les ventes à Taïwan, cette fois, il pourrait en fait refuser de procéder. Compte tenu de nos circonstances délicates sur les ventes militaires à l'Ukraine, ce n'était pas fantaisiste. Nous avons élaboré une stratégie pour convaincre Trump et avons recruté Mick Mulvaney, en tant qu'ancien membre du Congrès de Caroline du Sud, un État disposant d'importantes installations de fabrication de Boeing. Le 13 août, lors d'une téléconférence de l'après-midi avec Trump à Bedminster, nous avons expliqué l'énorme revers politique si la vente n'avait pas eu lieu. Aucune subvention américaine ni aide étrangère n'était impliquée, et Taiwan payait le coût total des F-16, pour un prix de vente total de 8 milliards de dollars et de nombreux emplois en Caroline du Sud. Nous avons également dit qu'il valait mieux aller de l'avant maintenant, avant que quelque chose de dramatique ne se produise à Hong Kong. Trump a demandé: «Avez-vous déjà pensé à ne pas faire la vente?» à laquelle, bien sûr, la réponse était non. Trump a finalement dit: «D'accord, mais faites-le tranquillement. John, tu ne vas pas faire un discours à ce sujet, n'est-ce pas? auquel je n'avais pas pensé. Mais j'aurais probablement dû.
Après avoir quitté la Maison Blanche, lorsque Trump a abandonné les Kurdes en Syrie, il y avait des spéculations sur qui il pourrait abandonner ensuite.27 Taiwan était juste en haut de la liste et y resterait probablement aussi longtemps que Trump resterait président, pas un perspective heureuse.

Plus de tonnerre en provenance de Chine, sous la forme de la pandémie de coronavirus, est survenu au début de 2020. Bien que les épidémiologistes (sans parler des experts en armes biologiques) étudieront cette catastrophe dans le futur; la marque du gouvernement autoritaire chinois et des systèmes de contrôle social est partout. Il ne fait aucun doute que la Chine a retardé, retenu, fabriqué et déformé des informations sur l'origine, le moment, la propagation et l'étendue de la maladie; 28 supprimé la dissidence des médecins et autres; 29 entravé les efforts extérieurs de l'Organisation mondiale de la santé et d'autres pour obtenir des informations précises; et engagé dans des campagnes actives de désinformation, essayant en fait de faire valoir que le virus (SARS-CoV-2) et la maladie elle-même (COVID-19) ne sont pas originaires de Chine.30 Ironiquement, certains des pires effets de la dissimulation de la Chine ont été visité sur ses alliés les plus proches. L'Iran, par exemple, semblait être l'un des pays les plus touchés, avec des photos satellite montrant l'excavation de fosses funéraires pour les victimes attendues de COVID-19.31
Avec 2020 étant une année d'élection présidentielle, il était inévitable que la performance de Trump dans cette l'urgence sanitaire deviendrait un problème de campagne, ce qu'elle a fait presque immédiatement. Et il y avait beaucoup à critiquer, à commencer par l'affirmation précoce et implacable de l'administration selon laquelle la maladie était «contenue» et aurait peu ou pas d'effet économique. Larry Kudlow, président du Conseil économique national, a déclaré le 25 février: «Nous avons contenu cela. Je ne dirai pas [que] c'est hermétique, mais c'est assez proche de l'étanchéité. »32 Les réactions du marché à ce genre d'affirmations ont été décidément négatives, ce qui a peut-être finalement éveillé la Maison Blanche à la gravité du problème. Et évidemment, en plus des implications humanitaires, les conséquences économiques et commerciales continueront certainement de se répercuter pendant les

élections de novembre et au-delà. L'effort réflexe de Trump pour échapper à quoi que ce soit, même une crise de santé publique, n'a fait que saper sa crédibilité et celle de la nation, ses déclarations ressemblant plus à un contrôle des dommages politiques qu'à des conseils de santé publique responsables. Un exemple particulièrement flagrant est un reportage selon lequel l'Administration a tenté de classer certaines informations de santé publique concernant les États-Unis sur l'excuse fallacieuse que la Chine était impliquée.33 Bien sûr, la Chine était impliquée, ce qui est une raison pour diffuser largement les informations, pas restreindre. Cela, Trump était réticent à le faire tout au long de la crise, de peur d'affecter négativement l'accord commercial définitif insaisissable avec la Chine, ou d'offenser le très sensible Xi Jinping.

Cependant, d'autres critiques à l'égard de l'administration étaient frivoles. Une de ces plaintes visait un aspect de la rationalisation générale de la dotation en personnel du NSC que j'ai menée au cours de mes premiers mois à la Maison Blanche. Pour réduire les chevauchements et les chevauchements, et améliorer la coordination et l'efficacité, il était judicieux pour la direction de transférer les responsabilités de la direction chargée de la santé mondiale et de la biodéfense à la direction actuelle qui s'occupe des armes de destruction massive (biologiques, chimiques et nucléaires). Les caractéristiques des attaques et des pandémies d'armes biologiques peuvent avoir beaucoup en commun, et l'expertise médicale et de santé publique requise pour faire face aux deux menaces va de pair. La combinaison des deux directions a donc maximisé les possibilités de travailler ensemble plus efficacement, ainsi que d'élever la priorité de la biosécurité, en reconnaissant structurellement que la menace pouvait provenir de deux directions, naturelles ou artificielles. La plupart du personnel travaillant dans l'ancienne direction de la santé mondiale est simplement passé à la direction combinée et a continué à faire exactement ce qu'il faisait auparavant. Une personne a rejoint la direction des organisations internationales et y a continué de travailler sur les questions de santé au sein du système des Nations Unies et d'autres organes. Comme toutes les directions du NSC, la plupart des membres du personnel viennent d'autres ministères et organismes et retournent après un ou deux ans d'affectation au NSC dans leurs bases d'attache. Ce processus s'est poursuivi. Tim Morrison, le directeur principal que j'ai recruté pour s'occuper de ces questions, et son successeur, Anthony Ruggiero, ont réussi à maintenir la santé mondiale au centre de l'attention34. Personnellement,

j'ai clairement indiqué que la santé mondiale restait une priorité absolue et que le rôle du NSC était inchangé. . Le fait que les critiques de la réorganisation soient venues des anciens de l'administration Obama, qui avait initialement créé le bureau mondial de la santé, a indiqué leur base politique sous-jacente. La dotation en personnel d'Obama reflétait le point de vue selon lequel la Maison Blanche devait être impliquée dans des détails opérationnels souvent infimes, ce qui était contraire au modèle de Scowcroft d'un NSC non opérationnel, ainsi qu'à la philosophie de gestion selon laquelle une délégation de pouvoirs appropriée était un moyen beaucoup plus efficace de administrer les programmes et les politiques par rapport à une supposition constante d'en haut.35

Les directions réorganisées ont parfaitement fonctionné, comme je m'y attendais pleinement. En termes réels, les nouvelles flambées d'Ebola dans l'est du Congo et les régions voisines en 2018-2019 ont été traitées avec beaucoup de compétence tout au long du processus interinstitutions.36 Outre la surveillance continue, mes interventions personnelles se sont limitées à assurer une sécurité et une Protection adéquates pour Des experts des Centers for

Disease Control pour accéder aux régions du Congo touchées. Trump lui-même a déclaré à Kupperman, lorsque l'OMB a soulevé des objections budgétaires à l'envoi des équipes, que l'OMB mettrait à disposition tous les fonds nécessaires "pour garder Ebola hors des États-Unis". De plus, la Direction a supervisé la création d'une stratégie nationale de biodéfense entièrement révisée en 2018,37 et a également produit deux décisions présidentielles importantes, une (suite à la nouvelle stratégie) sur le soutien à la biodéfense en septembre 2018,38 et une sur la modernisation de la grippe. vaccins en septembre 2019.39 Ces réalisations et d'autres réalisations moins visibles du public sont la marque d'un processus interinstitutions efficace.

L'idée qu'une restructuration bureaucratique mineure aurait pu faire une différence au temps de Trump reflétait à quel point la bureaucratie bureaucratique était à l'abri de la réalité. Tout au plus, la structure interne du NSC n'était plus que le tremblement des ailes d'un papillon dans le tsunami du chaos de Trump. Malgré cela, et malgré l'indifférence au sommet de la Maison Blanche, les membres du personnel conscients du NSC ont fait leur devoir dans la pandémie de coronavirus. Comme le New York Times l'a rapporté dans un examen historique à la mi-avril:

Le bureau du Conseil de sécurité nationale chargé de suivre les pandémies a reçu des rapports de renseignement début janvier prédisant la propagation du virus aux États-Unis et, en quelques semaines, soulevait des options comme garder les Américains rentrer du travail et fermer des villes de la taille de Chicago. M. Trump éviterait de telles mesures jusqu'en mars.40

Ainsi, en réponse au coronavirus, l'équipe de biosécurité du NSC a fonctionné exactement comme elle était censée le faire. C'était la chaise derrière le bureau Resolute qui était vide.

Et fondamentalement, après tous les coûts humains et économiques du coronavirus sont comptés, il y a deux conclusions effrayantes. Premièrement, nous devons tout faire pour que la Chine et sa campagne de désinformation contemporaine sur l'origine du virus ne parviennent pas à prouver que la technique du grand mensonge est bel et bien vivante au XXIe siècle. Nous devons dire la vérité sur le comportement de la Chine, ce que Trump répugnait constamment à faire, sinon nous en subirons les conséquences et les risques à long terme.

Deuxièmement, après des décennies au cours desquelles la guerre biologique (et chimique) a été considérée comme «l'arme nucléaire du pauvre» - étant donné ce que la Corée du Nord, l'Iran et d'autres viennent de voir se produire dans le monde entier - nous devons traiter ces deux autres armes de destruction massive avec au moins la vigilance que nous accordons désormais aux armes nucléaires. Et, en fait, en combinant la direction de la biosécurité avec la direction responsable des armes de destruction massive, je comptais faire exactement cela.41

La réorganisation n'était pas une dégradation de la biosécurité, mais un effort pour accroître l'importance des menaces biologiques pour le ressortissant américain. Sécurité.

CHAPITRE 11

DANS LE HANOI VERIFICATION HILTON, ARRIVÉE ensuite, ET Panmunjom PLAYTIME

Lorsque les électionsCongrèsconclu 2018, un autre sommet Trump-Kim avaitair déprimante incontournable. La fascination de Trump pour l'obtention d'un «accord» avec le Nord s'est épanouie et décroissante, mais avec plus de six mois s'étant écoulés depuis le sommet de Singapour et rien ne se produisant, l'épilation à la cire devenait ascendante. Pompeo devait rencontrer Kim Yong Chol de Corée du Nord à New York le jeudi 8 novembre, et Kim voulait une autre réunion de la Maison Blanche ce jour-là ou le lendemain. Heureusement, je serais à Paris pour préparer la prochaine visite de Trump, il n'y aurait donc pas de répétition de la scène du printemps 2018. Ça me tournait encore l'estomac d'imaginer Kim Yong Chol de retour dans l'Ovale. Heureusement, Kim Jong Un a annulé le voyage. Les perspectives d'un sommet Moon-Kim n'allaient également nulle part, au mieux étant lancées en 2019.

Après le Nouvel An, cependant, le rythme s'est accéléré, pas qu'il ait fallu beaucoup de temps pour enflammer Trump. Kim Jong Un s'est envolé de manière inattendue pour Pékin le jour de son anniversaire, le 8 janvier, très probablement pour se préparer à une autre réunion de Trump. Effectivement, la prochaine étape était une visite de Kim Yong Chol à Washington les 17 et 18 janvier, avec une réunion de Trump le vendredi dix-huit. Je ne pouvais pas attendre. J'ai expliqué à Pompeo que je devais subir une petite intervention chirurgicale depuis longtemps; il a demandé si j'étais sûr que je n'avais pas besoin d'aide. Kim Yong Chol a apporté une autre lettre de Kim Jong Un, et la réunion du bureau ovale a duré quatre-vingt-dix minutes, ce qui rendait évidemment la chirurgie préférable1. Charlie Kupperman (qui avait récemment remplacé Ricardel) a assisté à la session, signalant que la discussion était décousue, typiquement, et le langage lâche a été sans aucun doute utilisé. Néanmoins, il n'a vu aucun véritable engagement de Trump, et à la fin, Trump a déclaré qu'il ne pouvait pas lever les sanctions jusqu'à ce que la Corée du Nord se dénucléarise, ou qu'il ressemblerait à un imbécile, ce qui était vrai, et c'était une bonne chose que Trump s'en souvienne encore. Ce n'est peut-être pas normalement la base d'une grande stratégie, mais c'est avec cela que nous devions travailler. Des négociations au niveau du personnel étaient prévues ce week-end en Suède, et c'est là que je craignais que les choses ne commencent à déraper. En effet, selon des informations parues dans la presse2, cela semblait de plus en plus probable, d'autant plus que la Corée du Nord avait finalement nommé un homologue de l'envoyé spécial du Département d'État Steve Biegun, un Kim Hyok Chol, un vétéran des pourparlers à six de Bush datant de l'ère Bush 43. Ce n'était pas un bon signe.

Le lieu et les dates du sommet étant fixés à Hanoi les 27 et 28 février, j'ai réfléchi sérieusement à la manière d'éviter une débâcle. Les remarques de Biegun à Stanford impliquant fortement que l'administration était prête à suivre la formule «action pour action» exigée par la Corée du Nord n'ont fait qu'augmenter mon inquiétude3, aggravée par le retour du Département d'État au type: peu coopératif et peu communicatif sur ce qu'ils disaient au Nord. Coréens. Le Département d'État avait fait exactement la même chose au NSC lors des pourparlers à six. Il était possible que Pompeo ne soit pas pleinement conscient que l'agenda personnel de Biegun pour obtenir un accord était si ferme. Mais que Pompeo ait ordonné l'enthousiasme de Biegun, l'ait autorisé ou l'ignorât, c'était à côté de la question; les conséquences dangereuses étaient les mêmes.

Étant donné que les négociateurs de l'État semblaient échapper à tout contrôle, submergés par le zèle pour l'accord et intoxiqués par la publicité, j'ai réfléchi à ce qu'il fallait faire avec Trump personnellement pour éviter les erreurs à Hanoi. J'ai conclu que les séances d'information de Trump avant Hanoï devaient être sensiblement différentes de celles d'avant Singapour, qui avaient eu peu d'impact. La première session de préparation à Hanoi a eu lieu le 12 février dans la salle assise, à partir de 4 h 45 et d'une durée de 45 minutes. Nous avons montré un film, en commençant par des clips d'actualité de Carter, Clinton, Bush et Obama, tous disant qu'ils avaient conclu de bonnes affaires avec la Corée du Nord, puis nous sommes tournés vers la conduite réelle de la Corée du Nord depuis Singapour et comment ils nous trompaient encore. Le film s'est terminé avec des extraits de Reagan décrivant son sommet de Reykjavik en 1986 avec Gorbatchev. L'argument de Reagan était que lorsque vous avez tenu bon, vous avez obtenu de meilleures offres que lorsque vous avez cédé. Il y a eu un bon déroulement des discussions, Trump a posé de bonnes questions et la session était remarquablement concentrée. Lorsque nous avons terminé, Trump lui-même a déclaré que les points clés qu'il avait emportés étaient: «J'ai le pouvoir», «Je n'ai pas besoin d'être pressé» et «Je pourrais m'éloigner». Le briefing a permis à Trump de conclure que Hanoi n'était pas une rupture ou une rupture; si aucun progrès réel n'apparaît, il peut simplement procéder comme avant. Je n'aurais pas pu mieux l'écrire.

Notre pression économique sur la Corée du Nord était plus forte qu'auparavant, mais c'était une question de degré. Les sanctions nous ont néanmoins donné un avantage à court terme. Kim Jong Un a été la plus désespérée de l'accord parce que le resserrement, bien que loin d'être parfait, a continué de frustrer ses efforts pour améliorer l'économie à l'intérieur de son pays. À long terme, le temps a toujours profité au prolifératéur, mais ma définition du «long terme» était maintenant de deux semaines: dépasser le sommet de Hanoi sans faire de concessions et de compromis catastrophiques. Si nous arrêtions toute précipitation pour conclure un accord juste pour dire que nous l'avions fait, ce qui était la tendance du Département d'État, je serais satisfait. Je prévoyais que la pression sur nous pour faire face à une baisse une fois que nous aurions passé le deuxième sommet Trump-Kim. Nous pourrions plutôt nous recentrer sur la très grave menace que représente toujours le Nord, qu'ils testent activement ou non des armes nucléaires et des missiles balistiques. Je me suis senti extrêmement soulagé que le briefing n'ait pas été une catastrophe et que nous ayons même pu faire des progrès avec Trump.

Le deuxième briefing, le 15 février, juste après deux heures, a de nouveau duré environ quarante-cinq minutes. Nous avons diffusé un extrait d'un film de propagande nord-coréen les montrant toujours engagés dans des jeux de guerre robustes, même si nous ne l'étions pas, conformément aux ordres de Trump. Il était très intéressé par la vidéo et a demandé d'en avoir une copie. Nous nous sommes concentrés sur le point le plus important: la signification de «dénucléarisation complète». Trump a demandé les conclusions sur une seule feuille de papier, que nous avions déjà préparée. Après une bonne discussion, Trump a déclaré: «Nettoyez cela et retournez-le moi», ce qui a suggéré qu'il pourrait le remettre à Kim Jong Un à un moment donné. J'ai souligné l'importance d'obtenir une déclaration de référence complète, et non l'approche fragmentaire que le Département d'État accepterait. Je pensais que ce deuxième briefing s'était également très bien déroulé, accomplissant tout ce que nous pouvions espérer pour mettre Trump dans le bon état d'esprit afin de ne pas céder le magasin à Hanoi.

Même un autre appel téléphonique avec la Corée du Sud Moon Jae-in, poussant constamment le programme de la Corée du Sud, le 19 février n'a pas causé de dommages majeurs. Trump a proclamé qu'il était la seule personne à pouvoir conclure un accord nucléaire avec Kim Jong Un. Il a pressé Moon de faire savoir aux médias que des progrès étaient en cours, car ils essayaient généralement de donner une tournure négative à tout ce qu'il faisait. Il a promis de garder à l'esprit les intérêts de la Corée du Sud, mais a souligné que Kim voulait un accord. Ils voulaient tous des offres. Plus tard dans la matinée, Pompeo, Biegun, Allison Hooker du NSC et moi-même avons à nouveau eu une réunion avec Trump, au cours de laquelle il a déclaré: «Si nous nous éloignons, tout va bien», le principal point soulevé lors des briefings. À Biegun, Trump a déclaré: «Dites-leur [aux Nord-Coréens] combien j'aime le président Kim, mais dites-leur également ce que je veux».

Après de nouvelles discussions, Pompeo et moi sommes retournés à mon bureau pour parler de Hanoi. J'ai souligné à nouveau pourquoi une déclaration de base de la Corée du Nord était le point de départ de toute négociation intelligible. J'ai également souligné pourquoi nous ne pouvions pas abandonner les sanctions économiques et pourquoi nous avions besoin de plus de pression. Pompeo s'est hérissé de mon «interférence» avec son gazon, mais il n'était pas en désaccord sur le fond, ce qu'il faisait rarement lorsque nous parlions seuls. Lors d'un comité des directeurs d'école plus tard dans la journée sur la Corée du Nord, la faiblesse manifeste de Biegun a dérangé bon nombre des personnes présentes, en particulier Shanahan et Dunford, même Pompeo. Est-ce qu'il gérait Biegun ou non? Dunford voulait être sûr que toute «déclaration de fin de guerre» n'aurait pas d'effet juridique contraignant, ce qui posait bien sûr la question de savoir pourquoi nous l'envisagions du tout. Le Nord nous avait dit qu'il s'en fichait, le voyant comme quelque chose que Moon voulait. Alors pourquoi la poursuivions-nous?

Le troisième et dernier briefing sur la Corée du Nord, le 21 février, faisait suite à un appel avec Abe la veille qui n'aurait pas pu mieux le comprendre. Nous avions préparé un ensemble de «jokers» que Kim Jong Un pourrait apporter à Hanoi pour surprendre Trump et lui faire faire des concessions inutiles. Une fois de plus, qui a duré environ quarante-cinq minutes, la session a été une conclusion positive de nos efforts d'information. Reste à savoir s'ils suffiraient à empêcher des concessions catastrophiques à Kim.

Je suis parti pour Hanoi tôt le 24 février. En nous dirigeant vers notre escale de ravitaillement à Anchorage, nous avons reçu un projet de déclaration États-Unis-Corée du Nord. Allison Hooker du NSC a déclaré que Biegun l'avait «abandonné» lors d'une réunion avec le Nord, sans l'avoir préalablement autorisé. Il se lisait comme s'il avait été rédigé par la Corée du Nord, énumérant toutes les «concessions» antérieures de Trump à Kim Yong Chol au bureau ovale sans chercher quoi que ce soit en retour au-delà d'une autre vague déclaration selon laquelle la Corée du Nord accepterait de définir la «dénucléarisation». C'était un mystère complet pour moi que Pompeo autorise un tel texte. Et si les Nord-Coréens l'acceptaient simplement mot pour mot? Ce fut une autre faute de processus massive et une bombe à retardement politique. J'ai demandé à Kupperman de montrer le projet à Mulvaney et Stephen Miller à Washington, et Mulvaney a convenu qu'il s'agissait à la fois d'une erreur politique de première importance et d'une violation délibérée du processus interinstitutions établi. Ils volaient avec Trump à Hanoi sur Air Force One et lui ont expliqué les problèmes en cours de route. Trump n'était pas du tout au courant du projet, donc Biegun n'avait aucune autorité d'en haut. J'ai également appelé

Pence sur Air Force Two, alors qu'il revenait à Washington de la réunion du Groupe de Lima à Bogotá, et il a eu la même réaction au projet Biegun que moi.
Après avoir été submergé par le Venezuela avant de partir pour Hanoi, une fois là-bas et installé dans l'hôtel de la délégation américaine, le JW Marriott, j'ai essayé de savoir ce qui se passait. Le dossier était très confus, mais le département d'État faisait des heures supplémentaires pour verrouiller tout ce qu'il pouvait sur le projet de Biegun, à l'exception des représentants du NSC et du département de la Défense, avant que Trump n'arrive tard dans la soirée. Ce n'était que de mauvaises nouvelles.
Le lendemain matin, mercredi 27 février, Mulvaney nous a dit à Pompeo et à moi que Trump était très mécontent d'une histoire du magazine Time4 lors de ses briefings sur le renseignement et du peu d'attention ou de compréhension qu'ils avaient. Je n'avais pas entendu parler de l'histoire, bien que Pompeo l'ait dit, en disant que Time faisait un profil de lui, ce qui était peut-être là où elle était venue. Il était disposé à publier une déclaration, similaire à celle qu'il avait faite des mois auparavant, selon laquelle Trump était profondément impliqué dans les briefings. Je n'avais pas fait une telle déclaration auparavant et je cherchais des sorties de la chambre d'hôtel, donc je n'aurais pas à le faire maintenant. L'article du Time a presque rompu une relation déjà tendue avec la communauté du renseignement. Trump a appelé le directeur du renseignement national Dan Coats «un idiot» et nous a demandé plus tard à Pompeo et moi dans l'ascenseur: «Avons-nous fait une erreur avec [la directrice de la CIA] Gina [Haspel]?»
Nous sommes ensuite allés dans une autre pièce aménagée pour informer Trump des événements de la journée. Trump était toujours en feu à cause de l'article du Time mais a commencé par dire à Pompeo qu'il n'aimait pas les commentaires de Biegun, qui étaient «trop», se référant au projet de déclaration que Kupperman et Mulvaney lui avaient montré sur Air Force One. L'importation était claire pour tout le monde dans la pièce. Après un détour sur l'article du Time, Trump a de nouveau critiqué Biegun, répétant ce qu'il avait dit quelques minutes auparavant. (Pour mémoire, quand il a vu Biegun le lendemain matin, il ne l'a pas reconnu.) Trump a dit qu'il voyait trois résultats possibles: une grosse affaire, une petite affaire, ou «je marche». Il a immédiatement rejeté le «petit accord» car cela signifierait un affaiblissement des sanctions. Le «gros problème» n'allait pas se produire parce que Kim Jong Un n'était toujours pas disposée à prendre une décision stratégique de renoncer aux armes nucléaires. L'idée de «je marche» est revenue à plusieurs reprises, ce qui signifiait que Trump était au moins préparé pour cela, et pourrait même le préférer (abandonner la fille avant de vous abandonner). Il y aurait des critiques quoi qu'il fasse, a déclaré Trump avec un haussement d'épaules, alors j'ai mentionné le départ de Reagan à Reykjavik et l'impulsion importante qui a donné aux négociations ultérieures (ironiquement, sur le traité INF, que nous quittions). Trump a réfléchi à ce qu'il allait dire lors de la conférence de presse de clôture ("Nous nous aimons toujours; nous continuerons de parler") et, en me regardant, a dit: "Vous devriez sortir et le défendre."
Trump semblait épuisé par le prochain témoignage à Washington de Michael Cohen, l'un de ses anciens avocats, une rare occasion où j'ai vu ses problèmes personnels saigner dans la sécurité nationale. J'ai été soulagé que les briefings précédents soient toujours en tête et que l'option de s'éloigner était en direct. Nous avons passé le reste de la journée à des réunions avec les plus hauts dirigeants du Vietnam, jusqu'au dîner de Trump avec Kim Jong Un. À ce

moment-là, matin à Washington, la couverture médiatique était entièrement consacrée à Michael Cohen. Les Nord-Coréens m'ont exclu du dîner, seuls Pompeo et Mulvaney étaient présents avec Trump, après un tête-à-tête avec les deux dirigeants. Je n'aimais pas ça, mais je pensais que c'était un coût de faire des affaires.

Mulvaney m'a appelé dans sa chambre après la fin du dîner à 21 heures pour faire le point avec Pompeo et d'autres. Trump avait voulu éviter la substance jusqu'au lendemain matin, mais à la fin du dîner, Pompeo a déclaré que Kim avait proposé que le Nord abandonne ses installations nucléaires de Yongbyon, en échange de la levée de toutes les sanctions du Conseil de sécurité des Nations Unies après 20165. était un stratagème typique "d'action pour l'action", leur procurant un soulagement économique dont ils avaient désespérément besoin mais nous donnant très peu, car même sans Yongbyon, il était bien connu publiquement que la Corée du Nord disposait de nombreuses autres installations avec lesquelles poursuivre son programme nucléaire. J'ai demandé si Kim Jong Un avait quelque chose d'autre dans sa manche, mais Pompeo ne le pensait pas. J'ai également demandé si Trump avait soulevé la question des kidnappés japonais, ce qu'il avait, ce qui signifie qu'il avait respecté son engagement envers le Japon.

Je pensais que c'était tout pour la soirée, mais on a vite su que Shanahan et Dunford voulaient parler à Pompeo et moi d'une crise de montgolfière entre l'Inde et le Pakistan. Après des heures d'appels téléphoniques, la crise est passée, peut-être parce que, en substance, il n'y en a jamais vraiment eu. Mais lorsque deux puissances nucléaires augmentent leurs capacités militaires, il vaut mieux ne pas l'ignorer. Personne d'autre ne s'en souciait à l'époque, mais le point était clair pour moi: c'était ce qui arrivait lorsque les gens ne prenaient pas au sérieux la prolifération nucléaire d'Iran et de Corée du Nord.

Le lendemain matin, le 28 février, c'était le grand jour. Après être resté longtemps dans la nuit à regarder Cohen témoigner, Trump a annulé les briefings préparatoires. Je craignais que son instinct soit de faire quelque chose pour étouffer les audiences de Cohen dans les médias, ce qu'il ne pouvait faire qu'avec quelque chose de dramatique et d'inattendu. Sortir permettrait certainement d'atteindre cet objectif. Il en serait de même pour un accord qu'il pourrait qualifier d'énorme succès, même s'il était gravement défectueux. Les défauts ne rattraperont que plus tard. Trump m'a fait conduire Mulvaney, Pompeo et moi à l'hôtel Metropole in the Beast. Il avait entendu quelqu'un dire que nous devrions demander aux Nord-Coréens de renoncer à leurs ICBM, ce que je pensais secondaire au démantèlement des ogives nucléaires. L'élimination des seuls ICBM ne réduirait pas les dangers pour la Corée du Sud, le Japon et nos forces déployées, ni ne protègerait des missiles lancés par des sous-marins à courte portée tirés juste au large de nos côtes, que le Nord poursuivait. Trump était irritable et frustré, demandant si c'était une histoire plus grande si nous obtenions un petit accord ou si nous partions. Je pensais que partir était une histoire bien plus grande, si c'était ce qu'il cherchait. Trump s'est demandé comment expliquer une promenade, et Pompeo a proposé une ligne: «Les équipes s'étaient rencontrées, nous avions fait des progrès, il n'y avait toujours pas de tests, et nous nous reverrions malgré l'échec de ce sommet», ce que Trump a apprécié. Cela m'a fait bâillonner, mais tant que Trump était à l'aise avec l'explication et s'éloignait, je n'allais pas me plaindre. Il se déplaçait dans la bonne direction, mais une feuille flottante aurait pu le faire pivoter de 180 degrés. À notre arrivée à la Métropole, je n'avais aucune idée de la façon dont le reste de la journée se déroulerait.

Trump et Kim ont eu un tête-à-tête à neuf heures du matin, qui s'est cassé après environ quarante minutes. Ils se sont rendus dans une cour intérieure, où ils ont été rejoints par Pompeo et Kim Yong Chol pour ce qui devait être une courte pause, peut-être dix minutes. Kim Jong Un n'aimait pas la chaleur et l'humidité, alors ils sont entrés dans une structure de type serre dans la cour intérieure utilisée comme café, sans aucun doute climatisée. La discussion s'est poursuivie, alors que nous la regardions à travers les fenêtres de la serre. Mon opinion était que Kim n'avait pas l'air particulièrement heureuse. Sa sœur se tenait stoïquement dehors dans la chaleur et l'humidité, tandis que les Américains, il va sans dire, sont entrés à proximité où il était climatisé. Après environ une heure, cette réunion a éclaté et Trump est entré dans la structure principale de l'hôtel pour ce qui a été décrit comme une pause de trente minutes.
Dans les salles de détention qui nous ont été attribuées, Trump a immédiatement allumé Fox News pour voir comment les émissions de fin de soirée couvraient le témoignage de Cohen, ainsi que les événements de Hanoi. Pompeo a déclaré que la discussion qui venait de se terminer, comme celle du dîner, avait porté sur la fermeture par la Corée du Nord de Yongbyon en échange d'un allégement des sanctions, qui n'allait nulle part. Kim Jong Un, a-t-il dit, était «très frustré» et «se mettait en colère» que Trump ne lui ait pas donné ce qu'il voulait. Il n'a pas été question de missiles balistiques; le reste des programmes d'armes nucléaires, chimiques ou biologiques du Nord; ou autre chose que Yongbyon. Trump était visiblement fatigué et irrité. Il était clair que lui aussi était frustré qu'aucun accord satisfaisant n'était à portée de main. Cela m'a dit que nous étions toujours en territoire périlleux. Cela n'a jamais été fini avec Trump jusqu'à ce qu'il l'annonce lors d'une conférence de presse, et parfois même pas à ce moment-là. Il semblait toujours à l'aise de s'éloigner; il n'y avait pas de «gros problème» en vue, et il ne pouvait pas soutenir politiquement un «petit problème». Je pensais que les instincts de «tête pour la grange» de Trump entraient en jeu; il voulait en finir et rentrer chez lui (après, bien sûr, la grande conférence de presse).
La plus grande réunion (Trump, Pompeo, Mulvaney et moi de notre côté de la table; Kim Jong Un, Kim Yong Chol et le ministre des Affaires étrangères Ri Yong Ho de leur côté; plus des interprètes) était prévue pour onze heures du matin. Nous sommes arrivés les premiers, puis les Nord-Coréens, et nous avons tous serré la main. J'ai dit à Kim Jong Un: «M. Monsieur le Président, je suis ravi de vous revoir », ce que j'espérais être vrai. La foule de la presse est entrée et sortie, et Trump a demandé à Kim: "La presse vous donne-t-elle du mal?" Un peu stupéfait, Kim a déclaré: «C'est une question évidente. Je n'ai pas ce fardeau »et a ri. En ce qui concerne les droits de l'homme, Trump a déclaré avec joie que nous pourrions dire que nous avons parlé des droits de l'homme parce que la presse a posé une question à Kim. Un autre festival de rire. Devenant sérieux, Trump a demandé ce que Kim avait trouvé pendant la pause. Kim était mécontent d'avoir voyagé jusqu'à Hanoi avec une proposition qui, selon lui, était incomparable à tous ceux mis sur la table par tous leurs prédécesseurs, et même si Trump n'était pas satisfait. Cela a duré un certain temps.

Pendant que Kim parlait, Trump m'a demandé la définition de la "dénucléarisation" dont nous avions discuté lors des briefings de Washington, ainsi que ce que nous avons appelé la page "avenir brillant", que je lui ai donnée. Il a remis les deux pages à Kim et lui a proposé de le renvoyer en Corée du Nord, annulant sa soirée à Hanoi. Kim a ri et a dit qu'il ne pouvait pas faire ça, mais Trump a observé avec bonheur que ce serait une image assez sympa. Il a

demandé ce que la Corée du Nord pourrait ajouter à son offre; il savait que Kim ne voulait pas qu'il ait l'air mauvais parce qu'il était le seul du côté de Kim. Kim a volontiers renvoyé le compliment, car il était le seul du côté de Trump. Sans aucun doute sans vouloir jouer le jeu de mots, Trump a observé que Kim avait appelé les coups de feu en Corée du Nord. Kim semblait surpris que Trump voit les choses de cette façon, mais a déclaré que même un leader qui contrôlait tout ne pouvait toujours pas bouger sans fournir une justification. Trump a déclaré qu'il comprenait que Kim voulait parvenir à un consensus.

Kim a souligné à nouveau l'importance de la «concession» de Yongbyon6 pour la Corée du Nord et la couverture médiatique de l'idée dans les médias américains. Trump a demandé à nouveau si Kim pouvait ajouter quelque chose à son offre, comme demander uniquement une réduction en pourcentage des sanctions plutôt que de les supprimer complètement.7

C'était sans aucun doute le pire moment de la réunion. Si Kim Jong Un avait dit oui là-bas, ils auraient pu avoir un accord, désastreux pour l'Amérique. Heureusement, il n'a pas mordu, disant qu'il n'obtenait rien, en omettant toute mention des sanctions levées.

Trump a essayé de changer de sujet, demandant des perspectives de réunification de la Corée du Nord et de la Corée du Sud, et ce que la Chine pensait. Kim, de plus en plus fatiguée des diversions, a demandé à revenir à l'ordre du jour.

Toujours en train d'améliorer le package de Kim, Trump a suggéré de proposer d'éliminer ses missiles à longue portée, ceux qui pourraient frapper les États-Unis. J'ai vu cela comme un rejet évident de ce que j'ai dit plus tôt au sujet des préoccupations du Japon et de la Corée du Sud concernant les missiles à courte et moyenne portée qui pourraient les toucher. Puis est venu l'inattendu de Trump: "John, qu'en pensez-vous?"

Je n'allais pas rater l'occasion. Nous avions besoin d'une déclaration de référence complète des programmes nucléaires, chimiques, biologiques et de missiles balistiques de la Corée du Nord (faisant écho au document que Trump avait donné à Kim Jong Un), ai-je dit. Il s'agissait d'une étape traditionnelle dans les négociations sur la maîtrise des armements, et les négociations antérieures avaient échoué sans une.

Trump a répondu que ce que je venais de dire était un peu compliqué, mais s'est tourné vers Kim pour sa réaction.

Kim n'achetait pas, insistant sur le fait que si nous allions pas à pas, cela nous apporterait finalement une image complète. Il s'est plaint, comme à Singapour, que la Corée du Nord n'avait aucune garantie légale pour garantir sa sécurité, et Trump a demandé quel genre de garanties le Nord voulait. Il n'y avait pas de relations diplomatiques, soixante-dix ans d'hostilité et huit mois de relations personnelles, répondit Kim, manifestement peu disposé à répondre avec des détails. Que se passerait-il si un navire de guerre américain pénétrait dans les eaux territoriales de la Corée du Nord? il a demandé, et Trump a suggéré à Kim de l'appeler.

Après plus de va-et-vient, Trump a reconnu qu'ils étaient arrivés à une impasse qu'il était politiquement impossible de résoudre lors de la réunion en cours.

Kim semblait maintenant visiblement frustrée, mais j'étais inquiète. Après des efforts soutenus pour expliquer à Trump à quel point la menace nucléaire de la Corée du Nord était dangereuse, nous étions réduits à espérer que la politique d'éviter une révolte de masse du Parti républicain était suffisante pour arrêter une mauvaise affaire. Trump s'est tourné vers Pompeo, lui demandant de répéter ce qu'il avait dit dans la Bête sur le chemin de la Métropole, que Pompeo a rendu comme: «Le plat à emporter est le progrès que nous avons fait; nous nous comprenons

mieux; nous nous faisons davantage confiance; il y a eu de réels progrès ici. Nous pouvons garder la tête haute. » J'étais content de ne pas avoir à le dire.
Nous nous sommes tournés vers les déclarations de clôture, que Kim voulait être un document commun. Trump a d'abord préféré des déclarations séparées, puis a décidé que non. Cela a fait des va-et-vient jusqu'à ce que Trump répète qu'il voulait conclure un accord complet. Kim a dit catégoriquement que le plus qu'il pouvait faire était ce qu'il avait déjà proposé, ce qui n'allait évidemment pas se produire. Il a plutôt demandé une «déclaration de Hanoi» pour montrer que des progrès avaient été accomplis, mentionnant peut-être que nous pensions à Yongbyon. Cela allait à nouveau dans la mauvaise direction, mais Trump avait été abattu plus tôt pour avoir déclaré qu'une déclaration commune risquait de montrer que nous n'avions rien accompli. «Je n'ai pas besoin de risques. J'ai besoin de points positifs », a répondu Trump. Pompeo voulait parler de progrès: «Nous avons fait des progrès au cours des huit derniers mois, et nous allons continuer sur cette lancée.» Même Kim n'accepterait pas cela, disant que nous n'avions évidemment pas atteint un bon point. Trump a insisté sur le fait que si nous acceptions la proposition de Kim, l'impact politique aux États-Unis serait énorme et il pourrait perdre les élections. Kim a réagi rapidement, disant qu'il ne voulait pas que Trump fasse quoi que ce soit qui lui nuirait politiquement. Oh génial. Kim a continué à faire pression pour une déclaration commune, mais a déploré avoir ressenti une barrière entre les deux dirigeants et ressentir un sentiment de désespoir. Kim jouait intelligemment sur les émotions de Trump, et je craignais que cela fonctionne. Trump a dit que Kim ne devrait pas ressentir cela, puis, heureusement, nous avons tous ri. Kim a de nouveau souligné l'importance du paquet Yongbyon. J'ai dit que la Corée du Nord avait déjà promis à plusieurs reprises de dénucléariser, à commencer par la Déclaration conjointe Nord-Sud de 1992, de sorte qu'elle savait déjà dans une large mesure ce qu'elle attendait d'elle. Trump a demandé ce qui était advenu de la déclaration commune, et j'ai expliqué que Clinton avait négocié peu de temps après le cadre convenu de 1994. Trump a déploré que c'était la proposition de Kim de lever les sanctions qui était la rupture de l'accord. Kim a convenu que c'était une honte, car il avait pensé que l'accord recevrait beaucoup d'applaudissements.
Au lieu de cela, à l'intérieur de la salle, il y eut un silence total pendant plusieurs secondes, car nous pensions tous que la réunion était terminée. Mais cela n'avait pas pris fin, car Kim ne cessait de pousser pour une référence à Yongbyon qui montrait que lui et Trump avaient fait des progrès au-delà de ce que leurs prédécesseurs avaient accompli. J'ai sauté à nouveau et ai lancé dur pour deux déclarations distinctes. J'ai dit que s'ils cherchaient une fin positive, nous pourrions chacun être positifs à notre manière. Kim a dit qu'il ne voulait pas de sa propre déclaration, ce qui a apporté plusieurs secondes de silence. Trump a dit qu'il voulait que Kim soit heureuse. Pas de mots pour ça. Trump a clairement indiqué qu'il voulait une déclaration commune, la confiant à Kim Yong Chol et Pompeo pour rédiger. Sur ce, les Nord-Coréens se sont retirés, laissant la délégation américaine seule dans la pièce.
Pendant que nous nous débattions, Trump m'a demandé comment nous pouvions «sanctionner l'économie d'un pays à sept mille milles de distance». J'ai répondu: «Parce qu'ils fabriquent des armes nucléaires et des missiles qui peuvent tuer des Américains.»
"C'est un bon point", a-t-il convenu. Nous nous sommes dirigés vers Pompeo et Trump a dit: «Je viens de demander à John pourquoi nous sanctionnions à sept mille kilomètres de distance, et il a eu une très bonne réponse: parce qu'ils pourraient faire exploser le monde.»

"Oui, monsieur", a déclaré Pompeo. Un autre jour au bureau. Trump est retourné dans sa salle de détention, et Pompeo m'a dit que cette plus grande réunion avait été essentiellement une répétition de la réunion plus petite et antérieure, Kim poussant sans relâche l'accord de Yongbyon, espérant que Trump se plierait.
Dans la salle de détention, nous avons trouvé Trump fatigué, mais il a exprimé la bonne idée que «s'éloigner» à Hanoi a montré clairement au monde qu'il pouvait le faire ailleurs, comme dans les négociations commerciales avec la Chine. Au-delà de cela, cependant, il n'avait aucun appétit pour autre chose, même le déjeuner, qui a été annulé, ainsi que la cérémonie de signature conjointe provisoirement inscrite au calendrier. Trump a dit qu'il voulait à la fois Pompeo et moi sur la scène avec lui lors de la conférence de presse, mais j'ai expliqué que je devais me rendre à l'aéroport pour rencontrer mon créneau de décollage afin d'éviter une longue halte de repos de l'équipage en Alaska, ce qu'il ne semblait pas enthousiaste. Pompeo m'a dit quelques minutes plus tard, "Lucky you." J'ai quitté la Métropole pour l'aéroport vers 13 heures, apprenant après le décollage que les négociations avec le Nord sur une déclaration commune avaient échoué (pas de surprise). Trump a dit à Sanders de publier une déclaration à la Maison Blanche. Pompeo et Biegun ont fait leur propre briefing, essayant de faire sonner le sommet comme un succès pour que les négociations de Biegun puissent continuer. En fait, il suivait la même approche ratée des trois administrations précédentes, vouée à produire le même résultat raté.
En volant à Washington, j'ai conclu que Hanoi a montré que les États-Unis ne savaient toujours pas comment traiter avec la Corée du Nord et ses semblables. Nous avons passé des heures interminables à négocier avec nous-mêmes, à réduire notre propre position avant même que nos adversaires ne s'y rendent, un art que le Département d'État avait perfectionné. Les Nord-Coréens et d'autres étaient experts pour tirer pleinement parti de ceux qui voulaient un accord, n'importe quel accord, comme signe de réussite. Nous étions une marque parfaite. La véritable ironie ici était la similitude de Trump avec le service extérieur. Une autre erreur clé a été d'informer constamment la presse sur le succès des négociations au niveau opérationnel, de susciter les attentes des médias en matière d'accord et d'exagérer les effets de l'absence d'accord. Peut-être le plus important, à travers le processus de briefing pré-Hanoi, nous avions aidé Trump à conclure que s'éloigner n'était pas un échec, faisant ainsi dérailler la voie de négociation malsaine de Biegun. Mais comme pour tout succès au gouvernement, ce fut un triomphe momentané, et je savais que cela ne durerait pas longtemps. La volonté inexorable de la bureaucratie de poursuivre «le processus» se relancerait inévitablement, tout comme la croyance immortelle de Trump que tout le monde voulait lui parler, que tout le monde «mourait pour un accord».

Après Hanoi, nous avons appris de sources de presse telles que le sud-coréen Chosun Ilbo que Kim Yong Chol avait enduré le travail forcé, bien qu'il ait ensuite été réhabilité; que Kim Hyok Chol, l'homologue de Biegun, avait été exécutée, ainsi que plusieurs autres; que, en pénitence, la sœur de Kim Jong Un s'était éloignée du public pendant un certain temps; et que Shin Hye Yong, l'interprète de Kim, était dans un camp de prisonniers politiques pour avoir fait une erreur d'interprétation. C'était au moins mieux que le rapport précédent selon lequel elle avait été exécutée pour n'avoir pas empêché Trump d'interrompre sa traduction des paroles élogieuses

de Kim Jong Un.8 Il était difficile de vérifier tout cela, mais tout le monde savait que le dirigeant nord-coréen était pleinement capable d'ordonner de telles sanctions. Un journaliste du Washington Post, dans un autre exercice de son journalisme responsable, a tweeté: «On dirait que la diplomatie erratique de [Trump], y compris l'adoption de positions maximalistes de Bolton à Hanoi, a fait des morts.» 9 Les réactions au sommet de Hanoi se reflètent presque uniformément surprendre sinon incrédulité stupéfaite. Condi Rice et Steve Hadley ont tous deux appelé et exprimé leur soutien au débrayage de Trump, et Rice m'a dit qu'elle avait raconté à Pence l'une de mes anecdotes préférées de Bush 43. Bush avait comparé Kim Jong Il à un enfant sur une chaise haute, poussant constamment sa nourriture sur le sol, les États-Unis et d'autres toujours la ramassant et la remettant sur le plateau. Les choses n'avaient pas beaucoup changé. Les communistes n'apprendraient pas tant que la nourriture ne serait pas restée par terre, si c'était le cas. J'ai parlé quelques jours plus tard avec le sud-coréen Chung Eui-yong, qui avait une prise intéressante. Il a dit qu'ils étaient surpris que Kim Jong Un soit venu à Hanoi avec une seule stratégie et aucun plan B. Chung reflétait également l'idée schizophrène de Moon Jae-in selon laquelle, bien que nous ayons eu raison de rejeter la formule «action pour action» de la Corée du Nord, la volonté de Kim de démanteler Yongbyon (jamais défini clairement) était une première étape très significative, montrant que le Nord était entré dans une phase irréversible de dénucléarisation. Cette dernière affirmation était un non-sens, tout comme l'approbation par Moon de la «approche parallèle et simultanée» de la Chine, qui ressemblait beaucoup à une «action pour l'action». Chung a été le premier à prédire, sur la base de la couverture du sommet dans le Rodong Sinmun du Nord (accessible aux «gens ordinaires», comme Chung l'a décrit), que «certains fonctionnaires [seraient] remplacés», ce qui s'est avéré être un euphémisme . Faire une erreur dans la politique étrangère nord-coréenne pourrait être fatal non seulement pour votre carrière mais aussi pour vous-même.

La surprise que beaucoup de gens ont ressentie, en particulier les commentateurs américains, est venue des efforts incessants du Département d'État avant Hanoi pour annoncer que nous accepterions en effet une version de «l'action pour l'action». Des discours, des interviews calmes avec des journalistes et des experts, et des séminaires dans des groupes de réflexion ont tous annoncé que nous étions sur le point d'atteindre ces «hautes terres ensoleillées» où une concession après l'autre découlerait de Washington. C'est ce que les négociateurs du Département d'État ont compris pendant des années comme «l'art de l'accord». Les gens qui n'avaient vraiment pas de plan B après Hanoï étaient les Américains à l'esprit élevé, qui ne voulaient rien de plus que de revenir au cadre convenu de l'administration Clinton, ou aux pourparlers à six de l'administration Bush, ou à la stratégie de `` patience stratégique '' de l'administration Obama. Il s'est avéré, sur la route de Panmunjom, qu'ils étaient plus patients que je ne leur en croyais.

Au fil du temps, cependant, le Nord passait de la surprise à l'indignation. Le 15 mars, notre vice-ministre des Affaires étrangères nord-coréen préféré, Choe Son Hui, nous a fustigé Pompeo et moi-même d'avoir créé «une atmosphère d'hostilité et de méfiance» à Hanoi par le biais de nos «exigences intransigeantes» 10. J'aurais dû publier une déclaration la remerciant. En revanche, elle a déclaré que la relation Trump-Kim "est toujours bonne et que la chimie est mystérieusement merveilleuse". En effet. Puis vint la menace. Choe a déclaré que Kim Jong Un déciderait sous peu de reprendre ou non les essais nucléaires et de missiles balistiques, ce qui a suscité d'énormes inquiétudes dans le gouvernement sud-coréen. J'ai parlé à Chung le même

jour, et il a dit que la déclaration de Choe les avait pris par surprise. Néanmoins, ils espéraient que ses remarques ne faisaient que réitérer ce qu'elle avait dit à Hanoi lors d'une conférence de presse en fin de soirée après le départ de Trump. Nous avons vu Moon continuer de faire pression pour un autre sommet Moon-Kim, axé uniquement sur les questions nucléaires, peut-être parce qu'il a vu sa propre politique intercoréenne affectée.

J'ai senti que Trump commençait à s'inquiéter qu'il ait été trop dur à Hanoi, ce qui s'est manifesté de plusieurs manières. Il a recommencé à dire: «Nous ne devrions pas dépenser dix cents pour des jeux de guerre», se référant à nos exercices avec la Corée du Sud. D'un autre côté, il n'a jamais cédé à soutenir la campagne de «pression maximale» économique contre la Corée du Nord. J'ai tenu un comité des directeurs le 21 mars pour évaluer si la campagne était aussi «maximale» qu'elle pouvait l'être et pour voir comment la durcir. La principale question à débattre était de savoir si les États-Unis devraient faire plus pour empêcher les transferts de navire à navire en mer, le charbon étant exporté de Corée du Nord et le pétrole importé. Grâce aux transferts de navire à navire, le Nord espérait manifestement échapper à la surveillance, et je voulais voir s'il y avait des mesures à court d'utiliser la force qui rendraient plus difficiles ces échanges. Il n'a pas été question de sanctions supplémentaires à l'encontre de la Corée du Nord, mais uniquement de la manière de mieux appliquer celles déjà en place.

Le lendemain, un vendredi, nous étions à Mar-a-Lago pour la réunion de Trump avec les dirigeants de cinq États insulaires des Caraïbes (les Bahamas, Haïti, la République dominicaine, la Jamaïque et Sainte-Lucie), une autre rencontre que je lui ai plusieurs fois encouragée. à faire malgré ses objections, mais qu'il a ensuite présenté comme sa propre idée. Trump m'a tiré, moi et quelques autres, dans la «bibliothèque» (vraiment un bar) du salon du hall et a déclaré qu'il voulait que les récentes mesures d'application de la loi du Trésor contre deux sociétés chinoises pour violation des sanctions contre la Corée du Nord soient annulées. Nous avions approuvé ces décisions - qui avaient toutes été approuvées personnellement par Pompeo, Mnuchin et moi-même - qui étaient des mesures d'application des sanctions existantes, et non de «nouvelles» sanctions élargissant ou élargissant ce qui existait déjà. Après Singapour, nous avions expressément revu cette distinction avec Trump. Il a convenu que l'application stricte des sanctions existantes se poursuivrait et, conformément à cet accord, nous avons, en plus de neuf mois depuis Singapour, sanctionné un nombre important d'entreprises et de particuliers pour violations.

Pourquoi Trump voulait-il annuler ces dernières mesures d'application de la loi était une supposition de personne, à part qu'il ressentait la douleur de Kim Jong Un. Trump a dicté un tweet qui ne pouvait être lu que comme annulant la récente annonce du département du Trésor. J'ai argumenté aussi vigoureusement que je ne pouvais pas le faire, ce avec quoi Mulvaney était entièrement d'accord. Nous n'avons eu aucun effet. Le point essentiel, a déclaré Trump, était que le tweet était «destiné à un public d'un» avec lequel il tentait de conclure un accord. "Cela n'affectera rien d'autre", a-t-il dit, ignorant mes efforts manifestement futiles pour expliquer que beaucoup d'autres personnes verraient également ce tweet et l'interpréteraient inévitablement comme un affaiblissement des sanctions et une répudiation publique de ses propres conseillers, en particulier Mnuchin . Trump s'en fichait tout simplement. Il voulait envoyer un message à Kim Jong Un, tout comme il avait voulu envoyer un message à Xi Jinping quand il a annulé les sanctions ZTE de Ross après qu'elles aient été annoncées publiquement. Sanders a demandé quoi dire sur les raisons pour lesquelles Trump avait tweeté,

et il a répondu: "J'aime Kim Jong Un, et ces sanctions n'étaient pas nécessaires." Le tweet est sorti.
Après avoir conclu avec les dirigeants des Caraïbes, discuté des défis régionaux communs et pris la direction de l'aéroport, nous avons vu des informations selon lesquelles le tweet de Trump en Corée du Nord ne faisait pas référence à ce que le Trésor avait annoncé jeudi mais à d'autres sanctions futures non spécifiées qui n'étaient pas encore Publique. Pompeo m'a appelé du Moyen-Orient un peu après 18 heures, heure de l'Est, et j'ai essayé d'expliquer ce qui se passait, mais c'était toujours déroutant. Cependant, nous étions tous deux profondément découragés par ce que le tweet de Trump avait fait. Et ce jour, le 22 mars, a marqué le premier anniversaire de la proposition de Trump de m'offrir le poste de NSC. Cela semblait seulement il y a dix ans.

Le samedi matin vers sept heures trente, j'ai appelé Mulvaney, qui était resté à Mar-a-Lago. Mnuchin l'avait appelé vendredi après-midi pour s'entretenir avec Trump, afin d'exhorter que le retrait des nouvelles sanctions du Trésor serait embarrassant pour lui. Mulvaney a passé l'appel et Mnuchin a donné à Trump la même analyse que moi. Trump a accepté, quelques heures après être en désaccord avec exactement les mêmes points, de maintenir les décisions en place. En entendant cela, j'ai demandé à Mulvaney si je n'avais pas été clair à ce sujet la veille. "Vous avez été très clair à ce sujet", a déclaré Mulvaney, "mais parfois il faut deux ou trois essais pour le faire passer." En ce qui concerne les "futures" sanctions, Mulvaney a déclaré que ce n'était que "la façon farfelue d'expliquer les choses". Lui et moi avons décidé de tenir une conférence avec Mnuchin. Mnuchin a déclaré qu'il essayait de protéger Trump de l'embarras en disant que nous ne prendrions pas de sanctions supplémentaires, bien qu'il ait convenu que le reste du monde pouvait conclure que nous reculions de la «pression maximale». Cependant, nous avons tous convenu que la correction de la correction (notre nouveau synonyme de «renversement») ne ferait qu'empirer les choses.
Bien que je n'aimais pas initialement la couverture de Mnuchin, à mesure que la journée avançait, je ne pouvais pas penser à mieux. Nous, ou plus précisément, Trump, aurions pu sembler confus, mais au moins nous n'avions pas l'air trop faibles. J'ai parlé plus tard à Pompeo, et il a également convenu que nous devions laisser les choses en suspens. Dans toute autre administration, cette affaire aurait été une histoire majeure, mais pour nous, elle est passée presque inaperçue. La publication du rapport Mueller, qui a mis fin au problème de la «collusion avec la Russie», a dominé la couverture des nouvelles. Lundi, avec Pompeo et moi dans l'Ovale avec Trump, et Mnuchin au téléphone, nous avons réaffirmé ce que nous avions décidé après Singapour, à savoir que les mesures coercitives se poursuivraient, mais que nous n'imposerions pas d'interdictions supplémentaires à la Corée du Nord sans l'approbation de Trump. Si Trump avait simplement écouté vendredi, tout ce drame aurait pu être évité.

Une question qui a troublé les relations avec la Corée du Sud (et le Japon, et dans une moindre mesure les alliés européens) était la question de savoir quelle part des coûts des bases militaires américaines le pays hôte devrait payer. Presque partout où nous avions des bases, le pays hôte a payé certains coûts, mais les montants et les formules variaient, et il n'y avait pas vraiment d'accord sur les coûts réels. Dans le cadre des techniques comptables créatives du ministère de la Défense, presque tous les «coûts» pouvaient être justifiés, élevés ou faibles.

Comme pour d'autres problèmes de financement militaire, Trump pensait que nos alliés ne payaient pas assez. Cela correspondait à sa notion, inébranlable après d'innombrables discussions, que nous étions, disons, en Corée du Sud, pour les défendre. Nous n'étions pas là pour la «défense collective» ou la «sécurité mutuelle» ou tout ce truc international complexe. Nous défendions l'Allemagne, ou défendions le Japon, ou défendions l'Estonie, peu importe, et ils devraient payer pour cela. De plus, comme tout bon homme d'affaires vous le dirait, nous devrions tirer profit de la défense de tous ces pays, dans lesquels les États-Unis n'avaient aucun intérêt particulier («Pourquoi sommes-nous dans tous ces pays?», Demandait Trump), ou du moins nous devrions obtenir une meilleure stratégie de négociation, à partir du début des négociations chaque fois que les accords de soutien du pays hôte viennent à être renouvelés.
Trump avait depuis longtemps l'idée que les pays hôtes devraient payer «le coût plus X pour cent» des coûts américains, comme il l'a dit en avril 2018, exhortant les forces arabes à nous remplacer en Syrie (voir chapitre 2). À temps, il était persuadé que le «coût majoré de 50%» semblait trop brutal, alors il a appelé ce qu'il demandait sous divers autres noms, comme «juste part» ou «remboursement complet et équitable de nos coûts». erreur, cependant, le montant réel en dollars qu'il voulait, ou du moins voulait entamer des négociations, restait «coût majoré de 50%». Dans le cas de la Corée du Sud, en vertu de notre accord sur les mesures spéciales, ce montant était de 5 milliards de dollars par an, une augmentation énorme par rapport au moins d'un milliard de dollars par an que Séoul payait. L'accord actuel arrivait à expiration le 31 décembre 2018, ce qui a causé d'énormes inquiétudes au Département d'État et au Pentagone. Ils ne voulaient pas facturer les pays d'accueil comme si nous étions des mercenaires, et aussi parce qu'ils savaient qu'il serait difficile d'obtenir de telles augmentations majeures. La Corée du Sud était la première en raison de la date d'expiration de l'accord, et le Japon était le suivant, mais tous étaient finalement en ligne pour faire face à la question.
Parce que je craignais que la menace ultime de Trump - retirer nos troupes de tout pays ne payant pas ce qu'il considérait comme un montant suffisant - était réelle dans le cas de la Corée du Sud, j'ai essayé de développer une stratégie autre que de simplement refuser de faire ce que Trump voulait. Ce dernier était l'approche de Mattis, qui avait fonctionné jusqu'à ce que Trump explose et fasse ce qu'il voulait de toute façon. Pour l'État et la Défense, le retrait des forces américaines de la Corée du Sud était inconcevable, de sorte que leur opposition soutenue à une augmentation significative des paiements du pays hôte n'a fait qu'augmenter le risque. Malheureusement, je savais où se trouvait le bord de la falaise. En 2018, après des négociations peu concluantes à la fin de l'année civile, le 31 décembre nous pesant, la Corée du Sud a accepté une augmentation de ses coûts bien supérieure aux niveaux actuels, mais toujours inférieure à 1 milliard de dollars par an. Cela signifiait que nous avions maintenant une autre année pour obtenir une résolution que Trump et les Sud-Coréens accepteraient, en évitant, espérons-le, le retrait des forces américaines. C'est ainsi que les choses se sont déroulées pendant plusieurs mois en 2019.

Évidemment toujours préoccupé par l'effondrement de Hanoi, Moon Jae-in est venu à Washington le 11 avril. Pompeo et moi avons rencontré Moon à Blair House à neuf heures du matin, avec le ministre des Affaires étrangères Kang Kyung -wha et Chung Eui-yong. Après les plaisanteries habituelles, nous avons appris que le Sud n'avait eu aucun contact de fond depuis

le sommet de Hanoi avec la Corée du Nord; le Nord avait besoin de plus de temps pour franchir Hanoi. Moon était très inquiet que l'épaule froide de Pyongyang sur les questions nucléaires et intercoréennes soit une mauvaise nouvelle pour lui politiquement, car son argument était que le «soleil» produirait des résultats tangibles du Nord, ce qu'il ne faisait clairement pas. J'ai essayé d'en dire le moins possible lors de cette réunion, et lors de la réunion Lune-Trump, précisément parce que je savais que le gouvernement de Moon cherchait d'autres comme bouc émissaire, et, au sein de l'équipe américaine, j'étais la personne logique à cibler en tant qu'obstructionniste. . Et pourquoi pas? Regardant le succès de la stratégie analogue de Kim Jong Un sur Trump, cela a évidemment fonctionné.

Moon est arrivé à la Maison Blanche à midi, et après la mêlée de presse habituelle dans l'Ovale, Pompeo et moi sommes restés avec Trump pour rencontrer dans un cadre plus petit avec Moon, Kang et Chung. Trump a déclaré qu'il obtenait beaucoup de crédit pour la façon dont Hanoi s'était avéré, car il valait mieux s'éloigner que de signer une mauvaise affaire. Moon pensait que c'était bien, mais il voulait quelque chose de dramatique pour générer un élan pour ce qu'il pensait être le sommet du siècle. Il a exhorté une approche dramatique sur le calendrier, le lieu et la forme, ce qui pourrait à son tour conduire à des résultats spectaculaires, suggérant de se réunir à Panmunjom ou sur un navire de la marine américaine. Trump a coupé le monologue, ce qui a eu de la chance, car il semblait s'endormir, soulignant qu'il appréciait les idées de Moon, mais soulignant que son désir était que le prochain sommet produise un accord réel. Se réunir une fois sans accord n'était pas un problème, mais personne ne voulait repartir deux fois. Moon, cependant, était toujours préoccupé par la forme plutôt que par le fond, mais ce qui était vraiment le plus important pour lui était de souligner qu'il était disponible pour rejoindre Kim et Trump. Trump ne mordait pas, insistant sur le fait qu'il devait y avoir un accord pour éliminer les armes nucléaires de la Corée du Nord avant qu'il n'y ait un autre sommet.

Nous avons ajourné dans la salle du Cabinet pour un déjeuner de travail, et après avoir examiné les développements en Corée du Nord et un peu de discussion sur les problèmes commerciaux bilatéraux, Trump a augmenté nos coûts de base en Corée du Sud. Trump a expliqué que les bases nous coûtaient 5 milliards de dollars par an12, affirmant que les États-Unis perdaient 4 milliards de dollars par an pour le privilège de la Corée du Sud de nous vendre des téléviseurs. D'autres pays avaient proposé de payer beaucoup plus et, dans la prochaine phase des négociations, la Corée du Sud devrait être plus ouverte. Trump a transmis qu'il se sentait très protecteur de Moon et qu'il avait un grand respect pour lui. Moon a tenté de répondre que de nombreuses sociétés sud-coréennes avaient investi aux États-Unis et a plaidé qu'en ce qui concerne les coûts de base, les attentes de Trump étaient trop élevées. Trump a demandé si les États-Unis avaient loué le terrain pour ses bases, ou s'il était gratuit, ce que Moon n'a pas répondu. Au lieu de cela, il a paré en disant que la Corée du Sud a dépensé 2,4% de son PIB pour la défense, ce qui a conduit Trump à critiquer l'Allemagne pour ses dépenses de défense insuffisantes. Il est ensuite retourné en Corée du Sud, libérée de la nécessité de se défendre et donc libre de construire. En revanche, les États-Unis avaient dépensé 5 billions de dollars pour le privilège de défendre le Sud, car ils étaient les négociateurs les plus coriaces de tous. Trump voulait une formule équitable pour les États-Unis.

Après plus de discussions en Corée du Nord, Trump a demandé comment étaient les relations avec le Japon. Nous avons tous vu les difficultés croissantes entre Tokyo et Séoul, qui devraient s'aggraver rapidement au cours des prochains mois. Moon essayait de renverser un

traité de 1965 entre les deux pays. Ce traité visait, certainement du point de vue du Japon, à mettre fin aux animosités créées par la domination coloniale du Japon sur la Corée de 1905 à 1945, en particulier les difficultés de la Seconde Guerre mondiale et la fameuse question des «femmes de réconfort».

Moon a déclaré que l'histoire ne devrait pas interférer avec l'avenir des relations, mais, de temps en temps, le Japon en faisait un problème. Bien sûr, ce n'était pas le Japon qui relevait l'histoire, mais Moon, à ses propres fins. Mon point de vue était que, comme d'autres dirigeants politiques sud-coréens, Moon tentait de faire du Japon un problème lorsque les temps à la maison étaient difficiles.

Trump a demandé si la Corée du Sud pouvait se battre avec le Japon en tant qu'alliés bien qu'elle ne veuille pas mener d'exercices avec le Japon. Moon a répondu franchement que Tokyo et Séoul pourraient mener des exercices militaires conjoints, mais que le fait d'avoir des forces japonaises en Corée rappellerait aux gens l'histoire. Trump a de nouveau insisté, se demandant ce qui se passerait si nous devions combattre la Corée du Nord et si la Corée du Sud accepterait la participation japonaise. Moon ne voulait clairement pas répondre, disant que nous ne devrions pas nous inquiéter de la question, et que la Corée du Sud et le Japon se battraient comme un, tant qu'il n'y aurait pas de forces d'autodéfense japonaises sur le sol sud-coréen.

Moon a conclu en disant qu'à son retour à Séoul, il proposerait au Nord un troisième sommet américano-coréen entre le 12 juin et le 27 juillet. Trump a déclaré que n'importe quelle date allait bien, mais seulement s'il y avait un accord au préalable. Moon a continué d'essayer, expliquant, comme nous le savions tous, que sur les questions nucléaires, les diplomates du Nord n'avaient aucun pouvoir discrétionnaire et qu'il voulait donc des discussions de plus haut niveau. Trump a simplement répondu que Pompeo et moi y travaillerions.

Le Premier ministre Abe est arrivé à Washington le 26 avril, offrant une vue presque opposée à celle de Moon. Trump a déclaré à Abe qu'il avait reçu de bonnes critiques en quittant le sommet de Hanoi, que les gens respectaient. Abe a convenu que le résultat était très positif et que Trump était la seule personne qui pouvait s'éloigner. Il a souligné à plusieurs reprises qu'il était important de maintenir les sanctions (que Kim détestait) et de ne faire aucune concession facile. Abe a souligné que le temps était de notre côté et Trump a accepté.

Malheureusement, la Corée du Nord a continué de tester des missiles, pas les ICBM que Kim avait promis à Trump qu'il ne testerait pas, mais des missiles à courte et moyenne portée qui menaçaient une grande partie de la Corée du Sud et du Japon. Certains ont été lancés dans des salves, rapprochant les conditions de guerre, dont j'ai entendu parler pour la première fois dans la soirée du vendredi 3 mai (heure de la Corée le samedi matin). J'ai immédiatement appelé Pompeo et Shanahan après avoir appris le premier lancement, pour leur donner un avertissement. Peu de temps après, d'autres lancements ont été signalés. Après avoir parlé avec Dunford, j'ai décidé d'appeler Trump pour lui dire ce que nous savions. Les missiles étaient à courte portée, il n'y avait donc pas de menace immédiate, mais vous ne l'avez jamais su avec les Nord-Coréens.

J'ai appelé Trump une deuxième fois un peu plus tard, après encore plus de lancements, pour dire qu'il semblait que les choses étaient terminées pour la nuit. Il a dit, d'une voix quelque peu agitée, "Gardez le calme, minimisez-le, minimisez-le", des gens manifestement inquiets pourraient penser que son ami Kim Jong Un était un peu dangereux. D'ici là, sur la base des

déclarations publiques du ministère sud-coréen de la Défense, des articles de presse apparaissaient en Corée du Sud, qui avait plus à se soucier des missiles à courte portée. Étant donné que l'État rédigerait inévitablement quelque chose sur notre réaction, j'ai conclu, juste pour être sûr, que je devais d'abord vérifier avec Trump. Je l'ai appelé pour la troisième et dernière fois ce soir-là environ une heure plus tard, et comme je le soupçonnais, il ne voulait aucune déclaration. Il a terminé par «D'accord, mec», une de ses façons habituelles de dire qu'il était détendu sur la façon dont nous avions conclu un problème particulier. Déclaration ou non, ces essais de missiles balistiques, quelle que soit la portée, ont violé les résolutions du Conseil de sécurité constituant la base des sanctions internationales contre la Corée du Nord. Non pas que je sois préoccupé par un statut inviolable pour les résolutions du Conseil, mais je craignais avec pragmatisme que si nous rejetions les violations manifestes comme immatérielles, d'autres nations apprendraient la mauvaise leçon et commenceraient à qualifier les violations de sanctions importantes de minimis. C'était plus qu'un peu risqué.

Juste pour confirmer mes craintes, lorsque j'ai relayé les dernières informations à Trump le lendemain matin, il a dit: «Appelez ça de l'artillerie», comme si le nommer quelque chose qu'il n'était pas le ferait disparaître. Il avait également tweeté, en partie, «[Kim Jong Un] sait que je suis avec lui et ne veut pas rompre sa promesse. L'accord va arriver! " Trump pensait évidemment que ces tweets l'avaient aidé avec Kim, mais je craignais qu'ils ne renforcent la perception qu'il était désespéré d'un accord et que seuls ses conseillers destructeurs (devinez qui) faisaient obstacle. Nous avions tous renoncé à l'idée d'arrêter le tweet; tout ce que nous pouvions faire était de vivre avec. Fait intéressant, le gouvernement sud-coréen appelait également les roquettes des «projectiles» pour minimiser l'histoire.13 Tout cela à cause d'un régime à Pyongyang qui implorait le monde pour la nourriture de ses prétendus affamés mais avait encore suffisamment de monnaie de rechange pour se lancer dans des missiles et le développement d'armes nucléaires.

D'autres n'étaient pas aussi résignés. Abe a appelé le lundi 6 mai pour dire que Kim était de plus en plus irritée par les effets des sanctions sur la Corée du Nord, parce qu'elles fonctionnaient efficacement, et que ces nouveaux lancements étaient destinés à renverser la situation en sa faveur en sapant l'unité internationale. sur les sanctions. Abe a déclaré qu'il soutiendrait totalement la politique exceptionnelle de Trump consistant à viser un accord et à maintenir des sanctions et une position militaire robuste, position qu'il détient toujours publiquement. J'ai compris ce qu'Abe essayait de faire, mais je me demandais si dire constamment à Trump que sa stratégie était brillante ne diminuait pas en fait la capacité d'Abe à garder le train Trump sur les rails. En fait, Trump a suggéré à Abe de déclarer que le Japon et les États-Unis étaient totalement alliés afin que la Corée du Nord puisse voir sans ambiguïté que le Japon était avec nous. Il a conclu en s'engageant à tenir Abe informé, mais ne vous inquiétez pas, car les lancements étaient à courte portée et pas vraiment des missiles. S'il le disait suffisamment de fois, cela deviendrait peut-être vrai.

Le lendemain, Moon a appelé Trump pour parler des lancements du week-end. Sans surprise, Moon était désireux de minimiser l'importance de la question, dont Trump s'était déjà persuadé. Alors que Moon parlait du mécontentement de Kim Jong Un avec les exercices militaires conjoints entre les États-Unis et la Corée du Sud, Trump a observé que Moon semblait avoir perdu sa relation avec Kim, qui ne se rendait plus en Corée du Sud comme prévu. Trump ne considérait pas cette panne comme la faute de Moon, mais de toute évidence quelque chose

s'était produit. Moon a concédé qu'il y avait encore eu peu ou pas de discussions de fond avec la Corée du Nord depuis Hanoi. D'une certaine manière, Moon a pu transformer cela en un argument selon lequel les États-Unis devraient fournir une aide alimentaire directe au Nord, au lieu de simplement permettre au Sud de la fournir via l'UNICEF et le Programme alimentaire mondial.14 Trump a répondu en disant qu'il surprendrait Moon en donnant sa bénédiction complète pour libérer l'aide par les agences de l'ONU, et a demandé à Moon de faire savoir à la Corée du Nord qu'il lui avait suggéré. Trump a déclaré qu'il le faisait malgré les partisans de la ligne dure qui s'y étaient opposés parce qu'il avait de bonnes relations avec Kim et que le moment était bien choisi.
Voilà pour la cohérence. La Corée du Nord pourrait conclure: «Nous tirons des missiles et obtenons de la nourriture gratuite». Ce fut un signal terrible, montrant à nouveau à quel point Trump était impatient de conclure un accord. J'ai insisté auprès de Pottinger et Hooker pour indiquer clairement à la Corée du Sud que nous n'allions pas fournir de nourriture nous-mêmes. Nous ne nous opposions tout simplement pas à sa fourniture de ressources, mais insistions également sur le fait que l'aide alimentaire distribuée dans le Nord nécessitait une surveillance très attentive. D'autres lancements de missiles ont suivi au cours du printemps et de l'été, montrant la confiance de Kim qu'il n'y aurait pas de représailles.15 Peut-être juste plus de riz. Trump m'a dit le 9 mai, après la prochaine salve, «Appliquez de lourdes sanctions», le transformant plus tard en «sanctions massives», mais sans rien dire publiquement. Nous avons fait ressembler une girouette au Rocher de Gibraltar.
Fin mai, Trump s'est rendu au Japon, le premier visiteur d'État à l'époque de Reiwa (qui signifie «belle harmonie»), le nom que l'empereur Naruhito a choisi pour son règne, qui a commencé officiellement le 1er mai, au lendemain du jour où son père, l'empereur Akihito , abdiqué. C'était un honneur incroyable pour Trump, et Abe expliquait clairement quelles étaient les priorités de l'alliance japonaise. Je suis parti quelques jours plus tôt pour les derniers préparatifs des discussions qui allaient avoir lieu, rencontrant Abe, qui a expliqué ses objectifs avec Trump.

Ce que je pensais être un point de presse sans incident le samedi 25 mai, cependant, m'a laissé dans une position délicate. Un journaliste a demandé si les récents lancements de missiles nord-coréens violaient les résolutions du Conseil de sécurité, ce que je savais très bien qu'ils avaient fait, ayant aidé à rédiger les deux premières, les résolutions 1695 et 1718, lorsque j'étais ambassadeur des États-Unis auprès de l'ONU. Je n'allais pas ignorer ce pour quoi j'avais insisté si fort à l'époque. Et, pour des raisons de logique sinon de perception, il était tout à fait possible que les lancements violent les résolutions sans violer l'engagement de Kim envers Trump, qui ne concernait que les lancements de l'ICBM. Il était également vrai que Trump semblait stupide de ne pas comprendre que Kim lui avait en fait vendu le pont de Brooklyn avec cet engagement, mais nous n'avons jamais pu ébranler la foi de Trump qu'il avait réussi un coup d'État pour l'obtenir. Peu de temps après l'arrivée d'Air Force One au Japon, Trump a tweeté: «La Corée du Nord a tiré quelques petites armes, ce qui a dérangé certaines de mes personnes et d'autres, mais pas moi. Je suis convaincu que le président Kim tiendra sa promesse envers moi, et a également souri quand il a appelé Swampman Joe Biden un individu à faible QI, et pire. Peut-être que cela m'envoie un signal? " Je pouvais déjà dire que ça allait être un voyage amusant.

Le lundi 27 mai, la délégation américaine en visite a assisté à la cérémonie de la garde d'honneur avec l'empereur dans l'enceinte du palais impérial au centre de Tokyo, ce qui était impressionnant. Trump a examiné la garde d'honneur, mais l'empereur ne l'a pas fait, ce qui, je le soupçonnais, était destiné à montrer une rupture avec l'histoire japonaise d'avant la Seconde Guerre mondiale. Après une réunion privée entre Trump, la Première Dame et le couple impérial, nous nous sommes rendus en moto au palais d'Akasaka. Le palais, un immense bâtiment qui semblait avoir été transporté de Versailles à Tokyo, a été construit juste après la Première Guerre mondiale pour copier le style français de l'architecture. Plusieurs Japonais nous ont dit que le palais était maintenant impopulaire, car qui ne détesterait pas un immense château français au milieu de Tokyo?
J'ai essayé de concentrer Trump sur les tests de missiles de la Corée du Nord. Bien qu'il ait pu les considérer comme insignifiants, les Japonais, qui vivaient beaucoup plus près de la Corée du Nord, avaient une opinion différente. Il a dit: «Ça ne me dérange pas d'avoir des gens qui ne sont pas d'accord avec moi», ce qui n'était pas vraiment mon point. Avant de pouvoir réessayer, nous avons été conduits dans une grande salle ornée pour la première réunion, avec seulement les deux dirigeants, Yachi et moi, et les interprètes. Abe a commencé par remercier Trump d'avoir rencontré plus tard les familles de citoyens japonais que la Corée du Nord avait kidnappés au fil des ans. La Corée du Nord a nié à plusieurs reprises les enlèvements, mais les preuves contraires étaient accablantes.16

Abe lui-même, au début de sa carrière politique, avait fait de la défense des familles des otages un problème de signature, il a donc personnellement apprécié le geste de Trump. (Plus tard, les membres de la famille, que j'avais déjà rencontrés à plusieurs reprises à Washington, n'ont pas mâché leurs mots avec Trump. "La Corée du Nord vous a menti et a essayé de vous tromper", a déclaré l'un, et un autre a ajouté: "La Corée du Nord a été une nation terroriste depuis trois générations. "Trump a répondu chaleureusement, en disant à un parent," Ne vous arrêtez jamais. Ne vous arrêtez jamais ", concernant ses tentatives de libérer le membre de sa famille. A la mère d'un autre kidnappé, a-t-il dit, «Vous la reverrez.» Dans leurs remarques conjointes à la presse après la réunion, ce qui a été un grand coup de pouce pour Abe, Trump a déclaré: «Nous travaillerons ensemble pour ramener les personnes enlevées à la maison.»)
Après de nouvelles discussions avec Abe, principalement sur la Chine, lorsque nous étions dans les salles de détention américaines, Trump a demandé pourquoi le représentant américain au commerce, Bob Lighthizer, n'était pas venu à la réunion. J'ai expliqué la programmation des différents sujets, ce que Trump a ignoré. "Lighthizer aurait dû entendre ce discours [sur la Chine]", a déclaré Trump, puis, en me regardant, a ajouté: "Lorsque vous écrivez votre livre, faites-le bien." J'ai ri et dit que je le ferais, et même Trump a ri à ce moment-là. Demande satisfaite.
À 15 heures, Abe et Trump ont eu une conférence de presse conjointe, Trump affirmant à nouveau qu'il n'était pas inquiet des lancements de missiles nord-coréens et Abe déclarant publiquement, avec Trump debout à côté de lui, qu'il pensait qu'ils avaient violé les résolutions du Conseil de sécurité. La presse adorait la scission, mais plus important encore, elle a montré à la Corée du Nord qu'en dépit des efforts en cours toute la journée pour montrer la solidarité de l'alliance américano-japonaise, il était clair qu'Abe et Trump avaient des points de vue différents sur la Corée du Nord.

En juin, Trump est revenu pour la réunion du G20 d'Osaka et a rencontré Abe à huit heures trente le vendredi vingt-huit. À mon avis, la meilleure relation personnelle de Trump entre les dirigeants mondiaux était avec Abe (copains de golf ainsi que ses collègues), bien que lorsque Boris Johnson est devenu Premier ministre britannique, cela est devenu un lien. Trump a adoré mentionner que le père d'Abe avait été un pilote kamikaze de la Seconde Guerre mondiale. Trump l'a utilisé pour montrer à quel point les Japonais étaient durs en général, et à quel point Abe était particulièrement dur. Dans une version, Trump a décrit le père d'Abe comme déçu de ne pas avoir pu mener à bien sa mission prévue pour l'empereur, ne semblant jamais réaliser que si le père avait réussi en tant que kamikaze, il n'y aurait pas eu de Shinzo Abe (né en 1954). De simples détails historiques.

Abe a une fois de plus remercié chaleureusement Trump d'avoir rencontré les familles des personnes enlevées lors de la visite d'État. Abe a déclaré que la Corée du Nord voulait un accord de toute urgence, ce qui signifiait des choses différentes pour les deux dirigeants. Pour Abe, cela signifiait que la Corée du Nord devait entreprendre des actions concrètes en vue de la dénucléarisation, et qu'il n'était pas nécessaire d'assouplir les sanctions. Trump, cependant, a déclaré que Kim lui écrivait directement de belles lettres et des cartes d'anniversaire, et que le Nord voulait faire quelque chose parce que les sanctions contre la Corée du Nord faisaient très mal. Trump a demandé si le Japon avait imposé les mêmes sanctions que les États-Unis, racontant encore une fois que la première fois qu'il avait rencontré Abe et Moon, il leur avait demandé à tous les deux s'ils imposaient également des sanctions à la Corée du Nord. Ils avaient répondu que non, car les sanctions étaient trop chères. (J'avais demandé à la fois aux Sud-Coréens et aux Japonais s'ils avaient entendu cette conversation, et aucun ne l'avait fait, tous disant que bien sûr le Japon et la Corée du Sud appliquaient toutes les sanctions de l'ONU. Trump était si fermement convaincu de l'histoire qu'il était inutile de demander lui à ce sujet.) En tout cas, Trump a souligné que les sanctions coûtent de l'argent, mais si on ne les faisait pas, on payait plus tard. Il pensait que la Corée du Nord envoyait des signaux qu'elle pourrait vouloir fermer plus d'un de ses sites nucléaires, comme ils l'avaient proposé à Hanoi, et voulait une autre réunion. Il a ri qu'ils détestaient Bolton, Pence et Pompeo, mais ils l'aimaient. Abe et les Japonais ont bien ri, peut-être surtout par inconfort. Trump a dit qu'il s'en fichait car il n'y avait pas de fusée ni d'essais nucléaires.
Trump a eu d'autres réunions bilatérales le même jour, habituelles à ces affaires, et dans une brève discussion avec l'Allemagne Merkel a abordé la Corée du Nord et sa visite post-G20 dans le Sud. Trump s'est plaint que les États-Unis avaient des soldats partout mais n'en ont rien retiré. Il a suggéré qu'il pourrait rencontrer Kim Jong Un, dont la relation avec lui était sans précédent, à la DMZ, car Kim voulait faire quelque chose mais ne savait pas comment le faire démarrer. Je pense que c'était la première référence au souhait de Trump de rencontrer Kim à la DMZ que quiconque dans la délégation américaine a entendu.
Nous en avons également entendu parler samedi matin, dans l'attente de briefer Trump pour la journée à venir. Mulvaney m'a montré un tweet sur son téléphone portable, me demandant si je le savais, ce que je n'ai pas fait: après quelques rencontres très importantes, dont ma rencontre avec le président chinois Xi, je quitterai le Japon pour la Corée du Sud (avec le président Moon) .

Pendant que là-bas, si le président Kim de Corée du Nord le voit, je le rencontrerais à la frontière / DMZ juste pour lui serrer la main et lui dire bonjour (?)!

Mulvaney avait l'air aussi sidéré que moi. Je pensais que le tweet était jetable. En début d'après-midi, au milieu de la vague habituelle de bilatéraux, Mulvaney nous a tiré Pompeo et moi de côté pour dire que les Nord-Coréens avaient dit que le tweet ne constituait pas une invitation officielle, qu'ils voulaient et qu'il préparait. Mulvaney était alors parti pour autre chose. Pompeo m'a dit seul: «Je n'ai aucune valeur ajoutée à ce sujet. C'est le chaos complet », ce qui était vrai pour nous deux. Mais la prochaine chose que je savais, Trump avait signé la lettre d'invitation «formelle» que les Nord-Coréens avaient demandée. Pompeo avait encore succombé.
Il avait également géré les tentatives de Moon pour entrer dans ce qui semblait de plus en plus probable être une réunion Kim-Trump. Trump voulait la lune nulle part, mais Moon était déterminé à être présent, ce qui en ferait une réunion trilatérale s'il le pouvait. J'ai gardé le faible espoir que ce différend avec Moon pourrait déborder le sujet, car il était certain que Kim ne voulait pas que Moon soit là.
Parce que nous avions différents avions, nous avons voyagé d'Osaka à Séoul séparément, ce qui signifie que je ne pouvais pas me rendre à un dîner organisé par Moon. Lorsque je suis arrivé à notre hôtel à Séoul, j'ai vu que les préparatifs de la DMZ ressemblaient de plus en plus à un accord conclu. En ce qui me concerne, toute réunion Trump-Kim devrait se limiter à une poignée de main et à une photo, bien que je ne doute pas que Trump était déjà enthousiasmé par l'attente de ce que le lendemain allait apporter. Cela ne finirait pas rapidement. Je n'avais alors pris aucune décision quant à savoir si je devais aller dans la DMZ et me rendre plus tard en Mongolie pour un voyage de longue durée, ou simplement aller directement à Oulan Bator. Je n'avais pas prévu à l'origine de rejoindre la visite de la DMZ de Trump (reportée parce que le mauvais temps avait empêché une visite lors de son premier voyage en Corée du Sud).
Je me sentais malade qu'un tweet errant puisse réellement aboutir à une réunion, bien que je me sois réconforté de croire que ce qui avait motivé Trump était la couverture médiatique et la séance de photos de cette réunion DMZ sans précédent, rien de substantiel. Trump avait voulu avoir l'un des sommets précédents à la DMZ, mais cette idée avait été court-circuitée parce qu'elle donnait à Kim Jong Un l'avantage sur le terrain (alors que nous volerions à l'autre bout du monde), et parce que nous n'avions toujours pas " Je n'ai pas trouvé comment m'assurer qu'il ne s'agissait que d'une réunion bilatérale Trump-Kim. Maintenant, ça allait arriver. La Corée du Nord avait ce qu'elle voulait des États-Unis et Trump avait ce qu'il voulait personnellement. Cela montrait l'asymétrie de la vision de Trump sur les affaires étrangères. Il ne pouvait pas faire la différence entre ses intérêts personnels et ceux du pays.
Le samedi 30 juin, je me suis réveillé à la surprise que Pompeo ait été inscrit comme participant à la réunion de la DMZ. J'ai envoyé un e-mail pour lui demander s'il avait décidé d'y aller, et il a répondu: "J'ai l'impression que je dois être là." Je ne pensais pas que quiconque avait besoin d'être là, mais j'ai conclu que s'il y allait, j'irais aussi. Après un petit-déjeuner avec des chefs d'entreprise sud-coréens et américains à l'hôtel, nous nous sommes rendus à Cheong Wa Dae («la Maison bleue») en Corée du Sud pour des réunions avec Moon et son équipe. J'ai appris sur le chemin que la Corée du Nord ne voulait pas d'un grand bilatéral après la séance photo, mais préférait plutôt une réunion leader-plus-one pendant environ quarante minutes. Peu de

temps après, on m'a dit qu'ils prévoyaient d'avoir le ministre des Affaires étrangères Ri Yong Ho comme «plus un», ce qui signifie que Pompeo serait le «plus un» de notre côté. Ainsi, comme je ne serais pas à la réunion de fond avec Kim Jong Un, je me suis tourné vers le simple départ pour Oulan Bator, pour nous y rendre à une heure raisonnable. Je n'avais aucune envie de rester dans la DMZ pendant que Trump et Kim se rencontraient, et je n'avais aucune confiance que les conseils que j'aurais donnés à Trump au préalable prendraient. J'ai rempli Mulvaney et il m'a dit que ça dépendait de moi.
Pendant ce temps, à la Maison Bleue, lors d'une réunion bilatérale très restreinte, Moon a posé des questions sur le plan de la DMZ. Trump a dit que nous ne savions pas quel était le plan. Contrairement à la réalité, Trump a déclaré que Kim avait demandé à le rencontrer, mais a suggéré que lui et Moon se rendent dans la DMZ et se rencontrent afin que ce soit parfait pour Moon. Bien sûr, cela contredisait ce que Trump nous avait dit, alors Pompeo s'est interrompu pour décrire les derniers accords avec les Nord-Coréens, y compris le format de la réunion Trump-Kim. En réponse à une question de Trump, j'ai appuyé le récit de Pompeo. Trump a dit que nous le saurions sous peu, peut-être que nous nous rencontrerions, peut-être pas. Moon a déclaré que la question primordiale pour Trump était d'avoir la réunion. Cependant, lorsque Kim est entré sur le territoire sud-coréen, cela n'aurait pas l'air bien si Moon n'était pas présent, suggérant qu'il salue Kim, puis le remette à Trump et part. Pompeo a réitéré que nous avions présenté la vue de Moon la nuit précédente, et les Nord-Coréens l'ont rejetée. Trump a dit qu'il préfèrerait de beaucoup que Moon soit présent, mais il ne pouvait que transmettre ce que la demande du Nord était (un compte complètement fantaisiste). Moon a persisté, rappelant qu'il y avait eu plusieurs cas de présidents visitant la DMZ, mais c'était la première fois que les présidents sud-coréen et américain étaient là ensemble.

Trump a déclaré qu'il ne voulait pas manquer cette grande opportunité, car il avait naturellement des choses à dire à Kim, et il ne pouvait que transmettre ce que les services secrets avaient dit, car ils organisaient le voyage (un autre fantasme).
Moon a changé de sujet, affirmant que les négociations au niveau opérationnel avec la Corée du Nord étaient toujours très difficiles, mais avec une approche patiente, des résultats étaient possibles. Trump a répondu, de nulle part, qu'il pourrait demander que le prochain sommet américano-coréen se tienne après les élections américaines. À ce stade, Trump a fait signe à Tony Ornato, le chef de son service secret, j'ai pensé peut-être poser des questions sur la réunion DMZ. Au lieu de cela, il s'est avéré qu'il avait demandé pourquoi Jared et Ivanka n'étaient pas à la réunion (pour laquelle il y avait une bonne raison) et pour Ornato de les amener dans la salle (pour laquelle il n'y avait aucune raison du tout). Même les Sud-Coréens étaient gênés. Trump a navigué, disant qu'il pensait comprendre au moins un peu comment Kim Jong Un pensait, et il savait que Kim voulait le voir. Peut-être, a suggéré Trump, Moon pourrait l'envoyer à la DMZ depuis Séoul, puis ils pourraient se retrouver à la base aérienne d'Osan lors de la rencontre avec les soldats américains. Moon n'avait rien de tout cela, insistant sur le fait qu'il valait mieux accompagner Trump à l'OP Ouellette (un poste d'observation de la DMZ nommé pour un soldat américain tué pendant la guerre de Corée), alors ils pourraient décider quoi faire ensuite. Trump a dit que tout ce que Moon voulait faire allait bien avec lui, et ils pourraient aller à l'OP Ouellette ensemble. En réponse à une autre question de Trump, je lui ai assuré que c'était le plan.

Trump s'est ensuite tourné de manière inattendue vers les coûts de base, racontant que Pompeo et moi avions précédemment soulevé le problème avec Moon. Trump aimait la Corée du Sud, mais les États-Unis perdaient 20 milliards de dollars par an sur le commerce avec eux. Certaines personnes voulaient imposer des tarifs à la Corée du Sud pour qu'au lieu de perdre 38 milliards de dollars (ces chiffres ont tendance à aller et venir), les États-Unis gagneraient 30 milliards de dollars, mais Trump avait résisté en raison de sa relation avec Moon. L'année précédente, il m'avait demandé de calculer le montant des coûts de base et de travailler avec la Corée du Sud pour une part juste et équitable, et ce montant était de 5 milliards de dollars par an, soit 5,5 milliards de dollars (plus de chiffres vont et viennent). Trump a ensuite déclaré que, dans tous les autres cas, les pays avaient accepté de payer plus pour les coûts de base (ce qui n'était pas vrai, du moins pas encore), notant qu'à la fin de 2018, la Corée du Sud avait accepté de payer un peu moins d'un milliard de dollars. , reportant le calcul d'un an. Maintenant, nous devions trouver quelque chose de juste et équitable pour les États-Unis, car nous perdions 4 milliards de dollars par an pour défendre la Corée du Sud contre la Corée du Nord. Le Nord se détachait, et il y aurait de graves conséquences si les États-Unis n'étaient pas présents sur la péninsule. Il a demandé à Moon d'affecter quelqu'un pour s'occuper de Pompeo ou de moi afin que nous puissions faire bouger les choses, soulignant à quel point le voisin du Sud à Pyongyang était hostile. Trump a déclaré que les gens parlaient de cette question et qu'il s'était fait élire.

Moon, oubliant peut-être que Trump avait augmenté le chiffre de 5 milliards de dollars à la Maison Blanche en avril, a déclaré que sur les questions économiques, l'excédent commercial avait diminué depuis l'inauguration de Trump, que la Corée du Sud était le plus grand importateur de GNL américain, que l'investissement coréen aux États-Unis. a augmenté et que la balance commerciale bilatérale était désormais plus favorable aux États-Unis. Néanmoins, le Sud entamerait des consultations, notant le paiement d'un milliard de dollars que Trump avait mentionné et la terre et la construction gratuites pour diverses installations, ainsi que les achats d'armes, qui représentent tous des contributions importantes à notre défense commune. À ce moment-là, Trump devenait visiblement frustré, faisant signe à Moon d'accélérer et lançant des regards exaspérés à nous et aux autres Sud-Coréens. Plus d'embarras. Trump a déclaré que les États-Unis ne devraient pas payer de taxes foncières pour les terres afin de protéger le Sud puisque nous ne sommes pas propriétaires des terres, et que nous partirions peut-être lorsque les choses seraient pacifiques. Trump a déclaré qu'il avait l'obligation de le faire; nous ne voulions pas de profit, juste le remboursement d'un pays très riche pour le protéger de son voisin du nord.

Trump agita maintenant ses mains, haussant les épaules et soupirant, fatigué d'écouter, manifestement désireux de passer à autre chose, mais Moon ne l'était évidemment pas. La Corée du Sud a payé 2,4% du PIB pour son budget de défense, le plus haut niveau de tous les alliés américains, a-t-il exhorté. Trump a accepté, affirmant que l'Allemagne et le Japon étaient dans le même bateau que la Corée du Sud et qu'ils n'étaient pas menacés. Trump voulait 5 milliards de dollars et m'a dit de diriger les négociations. Les États-Unis étaient l'armée du Sud depuis soixante-dix ans, et maintenant il allait voir Kim Jong Un pour que nous puissions sauver le Sud. Moon a résisté, tout en reconnaissant les vastes quantités d'aide américaine, arguant qu'il n'était pas vrai que Séoul n'avait été que bénéficiaire de l'aide. La Corée du Sud a envoyé

des troupes au Vietnam et en Afghanistan, par exemple. Mais Trump avait fini, me disant d'appeler quelqu'un et de commencer à traiter.
Pendant le déjeuner, après la fin de la presse, Trump a répété que Kim voulait très mal se rencontrer. Trump a de nouveau interrogé la partie américaine sur l'arrangement pour Moon, se demandant à mon avis, pourquoi il ne voudrait pas que la Corée du Sud soit représentée. Moon a répondu qu'il n'y avait pas eu de discussions significatives entre les deux Corées en raison de la rigidité de la Corée du Nord, basée sur la perception du Nord que parce que le Sud prenait le parti américain, le Nord serait désavantagé. Trump a déclaré que lors de sa réunion bilatérale, il soulignerait l'aide que le Sud fournissait et raconterait à Moon tout ce qui s'était passé entre lui et Kim. Trump était heureux que le monde soit devenu fou de la réunion et qu'il ait pris le contrôle du G20 (dans son esprit). Kim avait accepté de traverser la frontière et voulait des négociations au niveau opérationnel juste après, donc Trump voulait quitter le déjeuner tôt. Tout cela était absurde. Il n'y avait aucun doute qui voulait mal se rencontrer, et c'était celui qui parlait.
Trump a réaffirmé que la discussion sur les coûts de base était très importante et qu'il m'y assignait, demandant à qui j'avais eu affaire auparavant et suggérant de trouver quelqu'un d'autre, ce qui n'aurait pas pu rendre Chung très heureux. Ensuite, il s'est éloigné des manipulations de la monnaie chinoise. Moon a tenté de ramener la discussion sur les garanties de sécurité voulues par Kim pour son régime. Trump a convenu que Kim ne voulait une garantie que des États-Unis, pas de la Chine ou de la Russie. Trump a déclaré que nous avions déjà garanti la sécurité de la Corée du Sud mais que nous n'en avions rien retiré. Il pensait qu'il aurait une rencontre courte mais très réussie avec Kim, ce qui serait très bon pour Moon. Moon a déclaré que le peuple coréen respectait et aimait Trump, qui se réjouissait de savoir qu'il était populaire. Il a expliqué comment les femmes coréennes dans ses clubs se sont présentées et l'ont embrassé, puis a expliqué comment les choses étaient différentes en Corée depuis qu'il est devenu président. Il pensait que c'était un grand signe que Kim avait accepté de se rencontrer sur la base d'un tweet. Personne d'autre ne savait comment l'obtenir. Moon a avoué que le Sud avait mis en place une ligne directe avec le président Kim, mais que c'était au siège du Parti des travailleurs coréens, et Kim n'y est jamais allé.17 Le téléphone ne fonctionnait pas non plus le week-end.
Bien que le déjeuner de travail ait commencé avec vingt minutes de retard, Trump a déclaré, cinq minutes avant sa fin prévue à 13h00, qu'il voulait partir tout de suite.
À ce stade, j'avais décidé d'aller directement en Mongolie plutôt qu'en DMZ, même si je n'avais informé que le personnel du NSC. J'ai attendu près de la Bête pour pouvoir dire à Trump ce que je faisais. J'ai compris quelles conclusions pouvaient être tirées de mon absence à la DMZ, mais je ne me souciais plus à ce moment-là.
J'ai quitté la Corée du Sud pour Oulan Bator en début d'après-midi, en regardant les informations sur les événements dans la DMZ pendant notre vol. Comme préfiguré par ses commentaires précédents et la séance photo irrésistible présentée, Trump est entré en Corée du Nord, avec Kushner et Ivanka à proximité. Kim avait l'air ravi des photos, comme il aurait dû. Quel cadeau incroyable que Trump lui avait donné en venant à la DMZ pour la publicité personnelle. Tout cela m'a rendu malade. Cela ne s'est pas amélioré plus tard lorsque les médias ont annoncé que Trump avait invité Kim à la Maison Blanche. La réunion Kim-Trump elle-même a duré environ cinquante minutes, et les deux dirigeants ont convenu que les

pourparlers de travail devraient reprendre rapidement. Bien sûr, Biegun n'avait pas encore de nouvel homologue; son ancien était probablement couché quelque part dans une tombe banalisée, mais peu importe.
Après une journée de réunions à Oulan-Bator le 1er juillet, je suis parti pour Washington, passant en revue la couverture médiatique de la réunion de la DMZ. C'était en grande partie ce à quoi je m'attendais, mais une histoire du New York Times s'est révélée particulièrement mauvaise.18 Notre politique n'avait pas changé à la DMZ, mais le briefing du Times, qui parlait d'un «gel nucléaire», ressemblait exactement à la le chemin des ennuis que Biegun avait suivi avant Hanoi. Je pensais que nous avions enterré cette approche lorsque Trump est sorti, mais là encore, c'était aussi mauvais ou pire qu'avant. Il y avait d'autres articles dans les médias où je pensais avoir détecté les empreintes digitales de Biegun19, mais celle-ci était au-delà de la pâleur, à mon avis, à la fois sur le fond et en termes de processus. J'ai demandé à Matt Pottinger ce qui aurait pu justifier cette offensive médiatique, concluant que Trump n'avait pas autorisé un «gel nucléaire» après la réunion de Kim Jong Un, bien qu'il soit manifestement enthousiaste à l'idée de reprendre les négociations en milieu de travail. Trump a écrit à Kim une autre lettre, qui était essentiellement duveteuse, mais au moins elle n'a rien révélé ni fourni aucune base pour ce qui avait été informé aux journalistes.20 Biegun avait pris l'enthousiasme de Trump comme une licence pour façonner les prochaines discussions avec le Nord La Corée d'une manière qui a constamment échoué pendant trente ans.
Biegun a initialement nié à Hooker et Pottinger qu'il était la source de l'histoire du Times, bien que le «déni» ait été soigneusement formulé et ait été de toute façon discrédité lorsque nous avons reçu d'un journaliste amical une transcription de son exposé. Voilà pour la coordination interinstitutions. Il était hors de propos, que ce soit avec la bénédiction de Pompeo ou non. J'ai pensé qu'il était important de corriger l'impression que nous étions sur le chemin du retour aux politiques échouées des administrations précédentes avant que les choses ne dégénèrent. Je savais qu'il était risqué de dire quoi que ce soit en public, mais il était temps de prendre des risques. D'ailleurs, si je devais démissionner, ce ne serait pas la fin du monde. Après une rédaction minutieuse, j'ai tweeté ce qui suit juste avant de monter à Tokyo, où nous avons fait le plein: j'ai lu cette histoire du NYT avec curiosité. Ni le personnel du NSC ni moi-même n'avons discuté ou entendu parler de tout désir de «se contenter d'un gel nucléaire par NK». Il s'agit d'une tentative répréhensible de la part de quelqu'un de confiner le président. Ily
devraitavoir des conséquences.

Je n'ai jamais entendu un mot de Trump à propos de ce tweet. Et j'étais heureux de voir Lindsey Graham le retweeter peu de temps après l'avoir envoyé: fermement content de voir le conseiller à la sécurité nationale Bolton repousser le récit du NY Times affirmant que l'administration accepterait un gel nucléaire comme résultat acceptable par la Corée du Nord.

Le 3 juillet, j'ai parlé avec Pompeo sur plusieurs sujets, et il a soulevé l'histoire du Times et mon tweet, se plaignant amèrement. "Pourquoi ne m'as-tu pas appelé?" Il a demandé. "Ce que Biegun a dit" - autant pour les démentis de Biegun - "est beaucoup plus proche du président que vous." C'était effrayant, si c'était vrai. J'ai répondu que je pouvais poser la même question sur lui et Biegun: Pourquoi ne m'avaient-ils pas appelé? Mon tweet représentait toujours la politique officielle de l'administration, contrairement à l'exposé de Biegun, ce que Pompeo n'a

pas contesté. J'ai dit que je ne visais pas contre lui et que nous serions tous les deux plus efficaces si nous restions ensemble sur le fond, ce avec quoi il était d'accord. Il a dit en riant: "Nos équipes aiment ce genre de choses, mais nous ferons de notre mieux si nous grandissons, ce que j'ai au moins du mal à faire."
C'était un bon dégagement de l'air, mais je pensais que Pompeo était surtout inquiet de l'avoir critiqué publiquement de droite, que le tweet de Graham avait renforcé. Plus sérieusement, Pompeo a dit qu'il craignait que Trump ne revienne complètement à la péninsule, ce qui m'intéressait fondamentalement sur toute la question des coûts de base, et qui faisait écho à ce que Trump a dit au hasard à propos de l'Afghanistan, de l'Irak, de la Syrie, de l'Afrique et de divers autres endroits. Néanmoins, Pompeo pensait que «nous n'avons rien laissé sortir du sac avec Kim», ce qui signifie que rien ne sortirait publiquement pour compromettre notre position. D'un autre côté, Pompeo a déclaré qu'il avait essayé de ramener Trump après la DMZ, en exhortant: «Nous ne voulons pas faire ce que ferait John Kerry.» Trump a répondu: «Je m'en fous, nous avons besoin d'une victoire à ce sujet», bien qu'il ait également répété qu'il n'était «pas pressé». Malgré notre conversation, cependant, Pompeo a dit en quelques jours à Biegun de ne pas participer aux réunions du NSC sur la Corée du Nord, comme auparavant, manifestant le même comportement exclusif envers la Corée du Nord qu'il avait fait à plusieurs reprises sur l'Afghanistan. J'ai compris les impératifs du gazon dans les affaires gouvernementales, mais je n'ai jamais pu comprendre pourquoi Pompeo n'a pas cherché d'alliés sur ces questions. Lorsque sa politique a déraillé, non seulement ce serait mauvais pour le pays, mais Pompeo, avec Trump, serait uniquement identifié avec eux. Mais, j'ai pensé, finalement, c'était le problème de Pompeo.
Comment Trump a-t-il vu le parti DMZ? «Personne d'autre ne pouvait faire ce que j'ai fait. Obama a appelé onze fois et n'a jamais obtenu de réponse », a-t-il déclaré plus tard dans la journée.

Dans mes derniers jours à la Maison Blanche, je m'inquiétais des concessions non forcées à la Corée du Nord. Ironie du sort, cependant, le Nord a été pour l'essentiel obstrué, sauf lorsqu'il a lancé des missiles balistiques ou attaqué des responsables de l'administration autres que Trump. Je m'inquiétais également du potentiel néfaste du problème des coûts de base en Corée du Sud et au Japon, et de l'écart croissant entre ces deux pays, qui menaçait la position stratégique globale de l'Amérique en Asie de l'Est.
De retour à Washington, le 16 juillet, Pompeo et moi avons parlé d'une nouvelle demande de Trump d'arrêter un exercice militaire conjoint américano-sud-coréen qui a agité la toujours sensible Kim Jong Un. Cet exercice était surtout une affaire de «table», ce qui aurait signifié autrefois beaucoup de papier mélangeant et déplaçant des marqueurs de troupes dans des bacs à sable. Aujourd'hui, tout se faisait presque entièrement par ordinateur. Malgré les assurances répétées qu'il n'y avait pas de Marines sur les plages avec des B-52 volant au-dessus, Trump voulait qu'ils soient annulés. J'ai supplié Trump de me laisser effectuer ma visite prévue au Japon et en Corée du Sud pour parler des coûts de base avant de prendre une décision, ce qu'il a accepté. Des arguments plus logiques, comme la nécessité de ces exercices et d'autres exercices impliquant des manœuvres sur le terrain afin de s'assurer que nos troupes étaient pleinement prêtes, capables de «se battre ce soir» si nécessaire, avaient depuis longtemps perdu leur attrait pour Trump. Pompeo m'a également dit que la Corée du Nord ne

prévoyait pas de discussions de travail jusqu'à la mi-fin août, loin des prévisions de mi-juillet faites par Biegun et d'autres juste après la réunion de la DMZ.
Quelques jours plus tard, j'étais parti au Japon et en Corée du Sud pour travailler sur la question des coûts de base. En m'arrêtant d'abord à Tokyo, j'ai soulevé la question même si les arrangements actuels ont expiré après la Corée du Sud. Le Département de la Défense, comme le Département d'État, pourrait à peine envisager de demander plus de financement au pays hôte, et un subalterne du côté civil du Pentagone a déclaré au Lieutenant-général Kevin Schneider, commandant des Forces américaines du Japon, qui occupaient les bases, qu'il ne pouvait pas participer. dans mes réunions, dans l'espoir de garder les ongles du Département de la Défense propres. La raison pour laquelle je voulais à la fois du personnel de l'État et de la Défense avec moi était précisément pour montrer que, pour changer, le gouvernement américain avait en fait une position sur une question. Après avoir vérifié quel sous-marin civil avait causé le problème, j'ai appelé Dunford et je lui ai dit. Le plus haut officier militaire du pays n'avait même pas entendu dire que les politiques civiles donnaient des ordres à ses subordonnés en uniforme sur les réunions auxquelles ils devaient assister. Dunford n'avait pas besoin de persuasion, affirmant qu'il avait assisté à des réunions similaires lorsqu'il était commandant américain en Afghanistan. Tout cela consommait du temps et de l'énergie inutiles. Votre gouvernement au travail.
J'ai d'abord rencontré Yachi pour expliquer pourquoi Trump voulait 8 milliards de dollars par an, à partir d'une année, contre environ 2,5 milliards de dollars que le Japon paie actuellement.21 Je ne m'attendais pas à ce qu'il soit heureux, et il ne l'était pas, mais nous étions au début d'une négociation; ils pouvaient se préparer, ce qui était plus tôt que la Corée du Sud n'en avait reçu. En fin de compte, seul Trump savait quel paiement le satisferait, il était donc inutile d'essayer de deviner quel était le «vrai» nombre. Trump lui-même ne le savait pas encore. Mais au moins en alertant le Japon et la Corée du Sud qu'ils avaient un vrai problème, je leur ai donné une chance de trouver une réponse.
La majeure partie de la réunion de Yachi a impliqué les Japonais expliquant leur position dans l'accélération du différend avec la Corée du Sud.22 Ils pensaient que Moon sapait un traité critique de 1965 entre les deux pays, un traité qui, de l'avis du Japon, avait deux objectifs. L'une consistait à normaliser les relations bilatérales pendant la guerre froide. La seconde était de fournir une compensation finale pour les réclamations de la Corée du Sud pour travail forcé et autres abus (y compris les femmes de réconfort de la Seconde Guerre mondiale) pendant la domination coloniale japonaise. Le Japon considérait ce traité, qui avait pris quatorze ans à négocier, comme clôturant entièrement le record du passé. Du point de vue américain, la normalisation des relations entre Tokyo et Séoul, deux alliés clés, était cruciale pour nos efforts en Asie de l'Est pour dissuader la belligérance russe, nord-coréenne et chinoise. Nous n'avions pas d'homologue de l'OTAN dans le Pacifique, seulement une série d'alliances bilatérales «hub and speak», nous avons donc toujours travaillé pour une plus grande coopération sud-coréenne-japonaise et pour l'étendre à d'autres comme Singapour, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Même dans notre ailleurs indifférente administration par, le concept «indo-pacifique libre et ouvert» était un moyen de renforcer les liens horizontaux entre pays partageant les mêmes idées. En outre, en haut de la liste des priorités de Trump pour un accord nucléaire avec la Corée du Nord réussi, il insistait pour que le Japon et la Corée du Sud paient une grande partie des coûts économiques; Trump ne donnait au Nord aucune «aide étrangère»,

seulement la perspective d'investissements privés importants et rentables. À ce stade, le Japon était prêt à rédiger un chèque substantiel, à mon avis, mais uniquement en supposant que la Corée du Nord signerait un analogue du traité Corée du Sud – Japon de 1965, réglant toutes les réclamations en suspens ou potentielles.23 Si le traité de 1965 n'avait pas vraiment tourné la page de Séoul, comment Tokyo pouvait-il s'attendre à quelque chose de comparable de Pyongyang?

Le Japon a invoqué la clause d'arbitrage du traité de 1965, que la Corée du Sud a refusé d'accepter. Les parties étaient bloquées, mais Abe n'était pas assis. La position dure de la Corée du Sud a enflammé l'opinion publique japonaise, alors Abe, aussi astucieux et dur que possible, s'est tourné vers ses lois sur le contrôle des exportations, basées sur quatre accords internationaux visant à empêcher la prolifération des armes nucléaires, chimiques et biologiques et matériaux et certaines armes classiques. Séoul figurait sur la «liste blanche» de Tokyo à ces fins, ce qui rend le commerce des produits de base autrement interdit par les quatre accords, car aucun ne considère l'autre comme une menace de prolifération. Les États-Unis participent également activement à ces accords et ont des dizaines de relations commerciales similaires à celles avec la Corée du Sud et le Japon. Cependant, comme Séoul et Tokyo n'avaient pas encore officialisé leurs relations bilatérales dans le cadre du groupe des armes classiques (l'arrangement de Wassenaar), et sous des accusations selon lesquelles des transbordements illicites sous les trois autres groupements avaient lieu, peut-être même vers la Corée du Nord, le Japon a menacé de supprimer La Corée du Sud de la liste blanche. Cela nécessiterait, par conséquent, des licences individuelles pour de nombreux articles échangés entre les deux pays, en particulier pour trois articles sensibles nécessaires à la fabrication de semi-conducteurs, menaçant l'ordinateur du Sud et d'autres industries de haute technologie.

Comme si tout cela ne suffisait pas, en réaction, la Corée du Sud menaçait d'annuler un accord bilatéral avec le Japon appelé Accord général sur la sécurité des informations militaires. Dans le cadre de cet accord, les deux pays ont partagé des renseignements militaires vitaux et d'autres informations sensibles, permettant ainsi une plus grande coopération bilatérale entre militaires. Ce n'était pas seulement une question bilatérale entre le Japon et la Corée du Sud, mais affectait directement également les intérêts de la sécurité nationale des États-Unis.24 Comme l'a déclaré plus tard le secrétaire à la Défense Mark Esper, l'accord était «essentiel au partage des renseignements, en particulier en temps opportun, en ce qui concerne à tout type d'actions nord-coréennes. »25 Si Séoul donnait un préavis et si l'accord s'effondrait, il y aurait un impact négatif significatif sur les arrangements de défense trilatéraux dans la région, à un moment qui n'était guère propice. Le timing était critique. L'accord était automatiquement renouvelable chaque année, à moins que l'une des parties n'ait donné un préavis de quatre-vingt-dix jours pour l'annuler, la date pour laquelle 2019 était le 24 août prochain.

Trump avait déjà dit à Moon qu'il ne voulait pas s'impliquer dans le différend, donc je ne voyais pas beaucoup que nous pouvions faire. Mais ce problème fumant, sur le point de devenir important, était une mauvaise nouvelle. En Corée du Sud, le 24 juillet, l'ambassadeur Harris a organisé un petit-déjeuner à sa résidence avec le général Robert Abrams, commandant des Forces armées coréennes, et moi-même, nous trois, pour discuter franchement des coûts de base. Harris, ancien commandant du US Pacific Command avant sa retraite de l'armée, a compris à quel point cette question était sensible pour Trump, après avoir assisté aux réunions du 30 juin où Trump a collaboré avec Moon. Je voulais être sûr d'avoir quitté ce petit-déjeuner

en sachant tous les deux que le simple fait de bloquer la question, surtout à l'approche de la fin de l'année, était une erreur. J'avais également besoin d'expliquer l'angoisse de Trump face au prochain exercice militaire de table, afin qu'ils puissent aider ceux d'entre nous à Washington à résoudre le problème, plutôt que de simplement le combattre. Ni Abrams ni Harris ne pouvaient croire ce qu'ils entendaient, ce qui prouvait à quel point les conversations dans le bureau ovale avec Trump étaient éloignées du monde réel dangereux que ces hommes habitaient.

Nous nous sommes finalement rendus à la Maison Bleue en moto pour rencontrer Chung et une équipe interinstitutions afin d'examiner la question des coûts de base. C'était tout aussi amusant qu'au Japon, peut-être plus encore, car l'échéance du 31 décembre pour renouveler l'accord bilatéral de partage des coûts entre la Corée du Sud et les États-Unis nous pesait tous. Après de longues discussions sur la question des coûts de base, nous nous sommes tournés vers le différend en cours entre la Corée du Sud et le Japon. Inutile de dire que les Sud-Coréens ne pensaient pas qu'ils déchiraient le traité de 1965 et affirmaient qu'ils devaient agir comme ils l'ont fait en raison des décisions de la Cour suprême de Corée du Sud.26 La Corée du Sud pensait que la menace de Tokyo de retirer Séoul de sa liste blanche équivalait «rompre la relation de confiance» entre les deux pays. Le ministère japonais des Affaires étrangères avait apparemment également supprimé de son site Internet une référence à la Corée du Sud en tant que «stratégie allié », et cela ne s'est pas bien passé non plus. C'est pourquoi l'accord de partage des renseignements militaires était en danger et, a ajouté Chung, le Japon devrait être conscient que sans la coopération sud-coréenne, le Japon ne peut pas atteindre ses objectifs diplomatiques. En outre, la Corée du Sud rattrapait rapidement le Japon; alors qu'il y a quelques années à peine, l'économie japonaise avait cinq fois la taille de celle de la Corée du Sud, elle n'était désormais que 2,7 fois plus grande et le PIB par habitant était presque égal.

Quand je suis revenu à Washington, j'ai fait un compte rendu à Trump sur les négociations de base (Pompeo et Mnuchin étaient également avec moi dans l'Ovale sur d'autres questions), et il a dit, comme il le faisait de plus en plus souvent, que la façon d'obtenir les 8 $ et Des paiements annuels de 5 milliards de dollars, respectivement, devaient menacer de retirer toutes les forces américaines. «Cela vous place dans une position de négociation très solide», a déclaré Trump. Heureusement, mon rapport m'a suffisamment rassuré pour accepter que les exercices militaires de table conjoints avec la Corée du Sud puissent se poursuivre, bien qu'il n'en soit pas satisfait. Il a réitéré son point de vue le lendemain après avoir entendu plus d'informations sur les lancements de missiles nord-coréens les plus récents, déclarant: "C'est le bon moment pour demander de l'argent", ce qui signifie l'augmentation des paiements de base. Trump a ensuite déclaré aux autres membres de l'Ovale: «John est arrivé à un milliard de dollars cette année. Vous obtiendrez les cinq milliards de dollars à cause des missiles. » Comme c'est encourageant.

Tout indiquait que le différend entre le Japon et la Corée du Sud prenait une vie propre, se développant sans beaucoup de réflexion consciente de part et d'autre. Malgré le désintérêt de Trump, j'ai proposé à Chung que les deux pays envisagent un «accord de statu quo» pour un mois, durant lequel aucun des deux pays ne prendrait de mesures pour aggraver les choses. Cela pourrait au moins faire gagner du temps à une réflexion créative pour briser le cycle dans lequel nous nous trouvions. Chung était disposé à y réfléchir, et j'ai dit que je parlerais avec les Japonais. Ils étaient pessimistes mais disposés à envisager tout ce qui pourrait nous sortir du trou qu'ils et les Sud-Coréens étaient en train de creuser. Après plusieurs jours de va-et-vient

intenses, nous avons progressé à l'arrêt. Entre-temps, la Corée du Nord avait continué de tirer des salves de missiles à courte portée, y compris le 30 juillet, en lançant deux missiles balistiques à courte portée dans la mer du Japon. Nous n'avons toujours pas répondu. J'ai informé Trump, mais il a répondu: «Que diable faisons-nous là pour commencer?» Cela n'augurait rien de bon pour l'aide du sommet si Abe ou Moon décidaient de rappeler Trump. Le Japon et la Corée du Sud n'ont fait aucun progrès et le Cabinet japonais a officiellement décidé de retirer la Corée du Sud de la liste blanche. En réponse à cela, la Corée du Sud a fait savoir qu'elle était mettant fin à son accord de partage de renseignements militaires et retiré le Japon de sa propre liste blanche. À ce moment-là, après s'être écrasé dans le fond de l'océan, la crise nippo-coréenne s'est calmée27.

Pendant tout cela, Trump a eu une rencontre étonnamment bonne avec le président mongol Khaltmaagiin Battulga, qui se rendait à Washington. Le fils de Battulga se battait avec les forces américaines en Afghanistan, et Trump a signé une photo du jeune homme que son père avait amené. Battulga n'a tiré aucun coup de poing lorsque Trump lui a demandé ce qu'il pensait vraiment que Kim Jong Un voulait. Plus que toute autre chose, Kim craignait un soulèvement populaire en raison du danger pour le régime autocratique de Kim, a déclaré Battulga, soulignant que l'état de vie des gens en Corée du Nord était grave et bien pire après les sanctions.
Trump est resté concentré sur Kim Jong Un, malgré ses lancements de missiles répétés et la querelle entre nos deux principaux alliés d'Asie de l'Est. Le 1er août, Trump a tweeté trois messages:
Kim Jong Un et la Corée du Nord ont testé 3 missiles à courte portée au cours des derniers jours. Ces tests de missiles ne constituent pas une violation de notre accord de
Singapour signé, et il n'a pas été question non plus de missiles à courte portée lorsque nous nous sommes serrés la main. Il peut y avoir une violation des Nations Unies, mais…… Le président Kim ne veut pas me décevoir avec une violation de la confiance, il y a beaucoup trop à gagner pour la Corée du Nord - le potentiel en tant que pays, sous la direction de Kim Jong Un, est illimité . Il y a aussi beaucoup trop à perdre. Je me trompe peut-être, mais je crois que…… le président Kim a une grande et belle vision pour son pays, et seuls les États-Unis, avec moi en tant que président, peuvent réaliser cette vision.
Il fera ce qu'il faut parce qu'il est beaucoup trop intelligent pour ne pas le faire, et il ne veut pas décevoir son ami, le président Trump!

C'était notre politique en Corée du Nord.

Pendant la campagne 2020, il ne fait aucun doute que la Corée du Nord restera un objectif majeur de la Maison Blanche. Ce que nous ne pouvons pas prédire, c'est comment Kim Jong Un se positionnera. Profitant de la politique américaine des années électorales, tentera-t-il d'attirer Trump dans une mauvaise affaire, le genre d'approche qui a conduit les prédécesseurs de Trump à des erreurs majeures? Ou conclura-t-il qu'aucun accord avec Trump n'est possible et qu'il serait mieux servi en attendant de voir si un démocrate souple avec encore moins

d'expérience en politique étrangère que Trump émerge en tant que président? Quelle que soit la réponse, la trajectoire de la Corée du Nord vers un État doté d'armes nucléaires pleinement capable se poursuivra. Et pour une quatrième administration consécutive, couvrant près de trois décennies, les États-Unis n'auront pas réussi à stopper la menace de prolifération nucléaire la plus grave du monde.
Cela signifie inévitablement qu'une future Administration devra faire face à un régime à Pyongyang qui peut causer des dommages incalculables à notre pays (en l'absence d'un système national de défense antimissile complètement efficace, nous n'avons toujours pas la volonté de construire). Tout cela aurait pu être évité si nous nous étions seulement préparés à agir plus tôt. Depuis près de trente ans, les progrès de la Corée du Nord vers des armes nucléaires livrables n'ont fait qu'augmenter la menace. Nous ne pouvons qu'espérer avoir encore une chance de l'arrêter avant qu'il ne devienne imminent.

CHAPITRE 12

TRUMP PERD SA VOIE ET SES NERFS

Chaque fois que l'attention des États-Unis sur l'Iran s'estompait, en particulier pour Trump, je savais que Téhéran nous aiderait à le remettre à la tête de son ordre du jour. Ce n'était donc pas une mince affaire lorsque l'ayatollah Khamenei, le chef suprême de l'Iran, a offert une explication utile de ce que les manifestants bien organisés de l'Iran voulaient quand ils ont crié «Mort à l'Amérique», ainsi que «Mort à Israël», leurs favoris. «La mort en Amérique», a déclaré Khamenei, signifiait «la mort de Trump et John Bolton et Pompeo.» 1 Ces explosions de vérité involontaire, comme celle que les dirigeants iraniens visaient à mort, nous ont rappelé la nécessité continue d'exercer une «pression maximale» sur Téhéran. Cela est dû non seulement aux programmes d'armes nucléaires et de missiles balistiques de l'Iran, mais aussi à son rôle continu de banquier central mondial du terrorisme et à sa présence militaire conventionnelle agressive à travers le Moyen-Orient.
Une question très controversée était de savoir s'il fallait désigner le Corps des gardiens de la révolution islamique comme organisation terroriste étrangère, un terme statutaire entraînant des conséquences précises pour l'organisation ainsi nommée. Trump voulait cette désignation, tout comme Pompeo et moi, car traiter avec un groupe ainsi répertorié et ses agents risquait des accusations de crime. Mnuchin craignait que cette désignation pour l'aile d'élite de l'armée iranienne ou même pour la Force Quds, son bras expéditionnaire déployé à l'étranger, actuellement en Irak, en Syrie, au Liban et au Yémen 2, ait des conséquences étendues, une préoccupation que je ne comprenais pas. . Je pensais que le but était d'infliger autant de douleur que possible à ces terroristes. D'autres agences avaient des positions variées, dont l'idée générale était, ne pourrions-nous pas simplement laisser assez bien seuls sans faire plus de travail pour nous?

La véritable opposition venait de la bureaucratie permanente du gouvernement. Les avocats du bureau du conseiller juridique du département d'État ont simplement tenu le problème pendant des mois, sans en informer le conseiller juridique elle-même. Les avocats de la sécurité intérieure ont essentiellement fait la même chose, espérant que le problème disparaîtrait. Et, lors de nos efforts en mars 2019 pour faire avancer le processus, le temps des avocats dans de nombreuses agences clés a été consommé par des différends sur la façon de financer le mur frontalier de Trump au Mexique, qui était depuis longtemps la propre fosse de goudron de La Brea. Il y avait des questions juridiques, par exemple si la loi applicable permettait de désigner tout ou partie d'un gouvernement comme organisation terroriste étrangère, ou si la loi ne s'appliquait qu'aux «acteurs non étatiques» comme al-Qaïda. Le bureau du conseiller juridique du ministère de la Justice a scindé ce bébé en mars 2019, concluant qu'une entité gouvernementale, comme les Gardiens de la révolution, pourrait recevoir la désignation, mais pas un gouvernement tout entier. Cette conclusion solomonique a limité l'impact potentiel de la décision, ce que je ne voyais pas comme un plus, mais nous ne cherchions que le gardien pour commencer. Un débat conceptuel supplémentaire semblait improductif.
On craignait légitimement qu'une action contre l'Iran n'augmente le risque pour les forces américaines en Irak et dans la région. Mais cet argument s'est avéré trop. Comme c'était trop souvent le cas, le ministère de la Défense a déployé sans discernement cette objection contre de nombreuses idées pour accroître la pression sur l'Iran. La réponse aux inquiétudes du Pentagone concernant les pressions exercées sur l'Iran a été d'augmenter nos capacités de protection des forces en Irak, en supposant que vous pensiez que les forces américaines devraient y rester. Il ne s'agissait pas d'ignorer la menace stratégique plus large de l'Iran, la puissance nucléaire en herbe, en inversant les priorités de la politique américaine, élevant la menace de l'Iran en Irak au-dessus des menaces nucléaires et terroristes mondiales de l'Iran. Cette inversion a augmenté chaque jour à mesure que l'Iran gagnait une plus grande influence à la fois dans le gouvernement de Bagdad et grâce à son organisation de milices chiites irakiennes en armes de substitution de la Force Qods3. plutôt que la menace actuelle. Soutenir un gouvernement à Bagdad, comme nous l'avons fait après la deuxième guerre du Golfe, en espérant qu'il devienne représentatif et fonctionnel dans tout l'Irak, était une chose. Renforcer un régime qui ne contrôlait pas les territoires kurdes d'Irak, avait un soutien minimal parmi les Arabes sunnites et prenait ses ordres sur des questions vraiment critiques de Téhéran4 était autre chose.
Jour après jour, une guérilla bureaucratique a éclaté au cours de la seconde moitié de mars, mais à ce moment-là, j'étais convaincu que l'issue n'était pas mise en doute, malgré les fuites destructrices des opposants, prédisant les conséquences les plus graves de la désignation terroriste. Enfin, le 8 avril, Trump a fait l'annonce, ajoutant un nouvel outil puissant à notre effort de «pression maximale» 5. Cette «pression» aurait été plus «maximale» si elle avait été appliquée six mois avant ou plus tôt, mais elle a démontré une sérieuse intention s'ajoutait désormais aux effets économiques massifs des sanctions elles-mêmes sur l'Iran. La pression grandissait.

Les commentateurs ont remarqué périodiquement à quelle fréquence l’Administration recourait aux sanctions et aux tarifs comme instruments du pouvoir national. Cela peut être vrai par rapport aux présidents précédents, mais rien ne prouve que ces mesures étaient vraiment

efficaces, systématiques ou bien exécutées. La vraie histoire était beaucoup plus complexe, principalement parce que ni Trump ni le secrétaire au Trésor Mnuchin n'étaient intéressés ou désireux de mener une politique de sanctions avec détermination et cohérence.
Au contraire, Mnuchin a fait valoir que l'utilisation constante des sanctions et la pression que nous mettons sur le système financier international entraîneraient au fil du temps un affaiblissement de l'outil, les États touchés par les sanctions cherchant à les échapper. Il a en outre fait valoir que l'utilisation de l'accès au système financier américain comme l'un de nos principaux outils nuirait au statut du dollar en tant que monnaie de réserve mondiale et encouragerait d'autres, comme la Russie et la Chine, à effectuer des transactions en euros ou par le biais d'échanges compensés et d'autres techniques. Il va de soi que les pays tenteront d'échapper aux sanctions. La véritable raison pour laquelle les sanctions n'ont pas été aussi efficaces qu'elles auraient pu l'être n'était pas qu'elles étaient utilisées trop fréquemment, mais qu'elles étaient utilisées de manière inefficace, à la fois dans les administrations Trump et Obama. Et bien que le souci de perdre le dollar car la monnaie de réserve était légitime dans l'abstrait, il n'y avait pas de véritable alternative en vue pour les nations mécréantes jusque dans le futur. De plus, les deux arguments de Mnuchin reviennent à dire que la menace de sanctions est plus efficace que l'application de sanctions, ce qui est manifestement incorrect.
La bonne façon d'imposer des sanctions est de le faire rapidement et de manière inattendue; les rendre larges et complets, pas fragmentaires; et les appliquer rigoureusement, en utilisant des moyens militaires pour interdire le commerce illicite si nécessaire.

C'est la formule que l'administration Bush 41 a utilisée immédiatement après l'invasion du Koweït par Saddam Hussein en août 1990, avec un effet dévastateur. Mais même là, ce n'était pas suffisant. Bien que gravement affaibli, l'Iraq a quand même sorti suffisamment de pétrole pour survivre, ce qui a finalement nécessité une force militaire pour l'évincer du Koweït. Mais pour une feuille de route sur l'imposition rapide et complète des sanctions, les résolutions 661 du Conseil de sécurité des Nations Unies, énumérant les sanctions contre l'Iraq, et 665, autorisant le recours à la force militaire pour les appliquer, restent des documents clés. Au lieu de cela, en particulier sous Obama, les sanctions ont commencé à être appliquées comme s'il s'agissait de décisions judiciaires individuelles contre des entités et des individus spécifiques. Cette approche existait sous certaines autorités de sanctions dans le droit américain, à des fins plus limitées que pour faire face à des menaces massives comme l'Irak en 1990-1991, mais c'était une erreur d'élargir la pratique. Au lieu de cela, la législation aurait dû être amendée si nécessaire pour permettre des sanctions étendues sans quasi- poursuites ni décisions quasi judiciaires au Département du Trésor.
Trump et Mnuchin n'ont pas inversé ces politiques de l'ère Obama; ironiquement, ils ont été élargis et institutionnalisés. Le processus de prise de décision sur les sanctions ressemblait au litige Jarndyce c. Jarndyce dans la maison sombre de Charles Dickens. De plus, Mnuchin lui-même était si opposé à une couverture médiatique négative qu'il a abordé nerveusement toutes les décisions de sanctions potentiellement controversées. Au début de l'administration, Mnuchin a savouré la publicité qu'il a reçue en imposant de nouvelles sanctions, mais lorsque les choses sont devenues plus collantes et plus complexes, il est devenu de plus en plus nerveux. De retour au gouvernement après une douzaine d'années, j'ai été surpris de voir à quel point le rôle politique du Département du Trésor jouait désormais un rôle important dans les décisions

relatives aux sanctions. Plutôt que d'être simplement un mécanisme opérationnel d'application, le Trésor aspire désormais à une politique étrangère, ce qui, à mon avis, est inapproprié. Il a également soulevé la question de savoir si, comme pour les autres fonctions d'application de la loi du Trésor précédemment transférées à la sécurité intérieure, le processus d'application des sanctions devrait aller ailleurs: justice, commerce ou même défense.
Le risque de saper le dollar américain en tant que monnaie de réserve mondiale était théoriquement important, mais ce risque existait indépendamment des effets des sanctions américaines. D'autres monnaies jouaient déjà un rôle majeur dans les questions financières internationales, et l'avènement de l'euro a créé un concurrent encore plus important. D'un autre côté, certains pays ont indexé leurs monnaies sur le dollar, et les économistes ont dit que les économies nationales étaient «dollarisées», parfois par décision officielle et parfois uniquement par le biais de pratiques réelles. Les tendances n'étaient guère toutes dans la même direction. En fait, la «menace» pour le statut du dollar s'est transformée en un argument de plus pour Mnuchin alors qu'il était soucieux d'imposer des sanctions et de risquer la critique des médias. Comme l'a dit Wilbur Ross dans le contexte du Venezuela, Mnuchin semblait souvent plus protecteur des entreprises américaines qui couchaient avec l'ennemi que d'accomplir la mission que nous essayions de réaliser. Il est rare en effet dans le monde dur et chaotique des affaires internationales que la menace d'action soit en réalité plus puissante que l'action elle-même. Si les épées économiques américaines avaient été plus nettes pendant l'administration Trump, nous aurions accompli bien plus.

Un problème qui aurait dû être parmi les plus faciles à résoudre, mais qui était en fait l'un des plus épuisants, était de savoir comment serrer l'industrie pétrolière iranienne. La réponse commune à toute proposition de durcissement des sanctions pétrolières contre l'Iran (ou le Venezuela, d'ailleurs) était invariablement que les prix mondiaux du pétrole augmenteraient de façon spectaculaire. La plupart de ce bruit provenait de Mnuchin et du Trésor, une source inattendue d'expertise sur les marchés mondiaux du pétrole. Le président du Conseil économique national, Larry Kudlow, le secrétaire du Département de l'énergie, Rick Perry, et le président du Conseil des conseillers économiques, Kevin Hassett, ont soutenu à plusieurs reprises que les niveaux mondiaux d'approvisionnement et de capacité atténueraient les effets sur les prix de sanctions plus strictes. Hassett a souligné les statistiques intéressantes selon lesquelles l'augmentation de la production intérieure de pétrole aux États-Unis depuis l'élection de Trump a éclipsé les baisses des ventes de l'Iran impliquées en éliminant les dérogations à l'achat de pétrole iranien accordées à certains pays, à tort selon moi, lorsque les sanctions ont pris effet en novembre 2018. a souligné, étant donné le rôle accru de l'Amérique en tant que producteur de pétrole, la hausse des prix du pétrole a en fait stimulé le PIB américain, même si la hausse des prix à la consommation a eu des effets négatifs correspondants. Dans l'ensemble, pour nous, c'était essentiellement un lavage économique.
Mais les arguments de Mnuchin ont eu du poids parce que Trump pensait invariablement que nos alliés n'en faisaient pas assez. C'était certainement vrai pour l'Iran. La France, l'Allemagne et le Royaume-Uni ont passé leur temps à essayer de sauver l'accord nucléaire iranien plutôt qu'à faire pression sur les ayatollahs. Ni eux ni les Américains qui ont soutenu l'accord d'Obama n'ont jamais cru que des sanctions américaines unilatérales pourraient dévaster l'économie iranienne, bien que ce soit exactement leur effet. Ils se sont opposés à prouver le point plus

graphiquement en rendant les sanctions toujours plus strictes. En conséquence, le succès du durcissement des sanctions a été mitigé. Si nous avions durement persuadé Trump de s'attaquer à Mnuchin, nous aurions vu un déclin économique encore plus dramatique en Iran, mais cela ne devait pas être le cas. Trump pourrait initier des politiques, mais son manque de cohérence, de fermeté et de résolution les invariablement sape. C'était donc sur les sanctions contre l'Iran.

Une lacune importante pour l'Iran était les dérogations sur le pétrole accordées à huit pays (Taïwan, Chine, Inde, Japon, Corée du Sud, Italie, Grèce et Turquie) lorsque les sanctions renouvelées sont entrées en vigueur en novembre 2018, six mois après le retrait américain de l'accord sur le nucléaire. , Noté ci-dessus. Taïwan, la Grèce et l'Italie ont rapidement stoppé les achats de pétrole iranien, donc ne pas renouveler leurs dérogations était une évidence. Les bureaucrates de l'État ont trouvé d'innombrables raisons de prolonger les autres dérogations, alors que la «clientérite» s'installait. «Mais l'Inde est si importante» ou «le Japon est si important», ont déclaré des responsables, faisant valoir les intérêts de «leurs» pays plutôt que les intérêts américains en jeu6. L'un des pires cas concernait l'Inde, qui, comme les autres, achetait du pétrole iranien à des prix bien inférieurs au marché mondial parce que l'Iran était si désespéré de faire des ventes.7 L'Inde s'est plainte qu'elle serait désavantagée non seulement parce qu'elle devrait trouver de nouveaux fournisseurs, mais aussi parce que les nouvelles sources insisteraient sur les prix du marché en vigueur! L'Inde a fait valoir cet argument était compréhensible, mais il était incompréhensible que les bureaucrates américains y aient fait écho avec sympathie.

Pompeo était bancal, pris entre des pressions conflictuelles. Il a également douté que les États arabes producteurs de pétrole tiennent vraiment leurs promesses de relancer la production pour compenser la «perte» de pétrole iranien dans le cadre des dérogations. Et bien sûr, les prix mondiaux du pétrole augmenteraient. Trump, tout en oscillant un jour donné sur une question donnée, vibrait de plus en plus du côté de la fin des dérogations. Il a dit expressément dans l'Ovale le 25 mars: «Je suis prêt à les couper» et, le 12 avril, a déclaré: «Augmentez les sanctions. Maximisez-les, faites-le tout de suite, y compris sur le pétrole », et le 18 avril a dit:« Allez à zéro. » Lors d'un appel téléphonique avec Pompeo, Trump n'avait pas sympathisé avec le Premier ministre indien Narendra Modi, disant: "Il ira bien." Je me souviens d'une conversation similaire reflétant l'indifférence de Trump à informer les alliés des décisions de dérogation. Compte tenu du voyage d'un dirigeant étranger à Washington, qui a également soulevé la fin d'une dérogation, Trump avait une suggestion prête: «Faites-le avant d'arriver ici, puis je dirai que je ne savais rien à ce sujet» et «Faites au début de la semaine. Je ne veux pas être près d'elle. »

Le 22 avril, après six mois d'opposition interminable, inutile et longue de beaucoup au sein de l'administration, mais avec le large soutien du Congrès républicain à cet égard, la Maison Blanche a annoncé la fin des dérogations.8 De nombreux médias, qui avaient écouté les fuites de la bureaucratie au contraire, ont été surpris. Le personnel militaire et civil américain dans la région était, à juste titre, en état d'alerte pendant une période appropriée, et nous avons clairement indiqué que nous tiendrions l'Iran responsable de toute riposte. Il s'agissait d'un pas en avant important, même si les dérogations n'auraient jamais dû être accordées au départ. Les sanctions initiales ont été annoncées en mai 2018, prenant effet six mois plus tard. C'était plus que suffisant pour que toutes les parties concernées prennent d'autres dispositions. La vraie

conclusion était que les sanctions pour toute nouvelle transaction auraient dû prendre effet immédiatement à la fin de l'accord sur le nucléaire iranien. Il aurait peut-être été approprié d'accorder des droits acquis aux transactions existantes qui avaient été «innocemment» conclues, mais six mois pour mettre fin à ces transactions étaient beaucoup trop généreux. Quatre-vingt-dix jours, c'était suffisant. Donner à l'Iran six mois complets avant que des transactions existantes ou potentielles ne soient placées sous la hache était un cadeau d'Allah Téhéran ne méritait pas. La prochaine administration devrait corriger immédiatement l'approche de Mnuchin afin que tout le monde sache que les sanctions sont une arme économique que nous utiliserons efficacement, et non quelque chose dont nous nous sentons coupables.

Un autre ensemble de dérogations provoquant une controverse sans fin était les «dérogations nucléaires», permettant une assistance ou une coopération occidentale avec des éléments du prétendu programme nucléaire «civil» de l'Iran. Datant de la reprise des sanctions en novembre 2018, le Département d'État, à la suite des objections du NSC, a initialement émis sept dérogations de ce type. Toutes les dérogations n'étaient pas aussi sérieuses pour promouvoir le travail nucléaire de l'Iran, mais le symbolisme politique était mauvais. À l'approche du coucher du soleil de mai 2019 des dérogations, nous avons cherché un accord d'administration interne pour mettre fin au moins à certaines et ramener la période de dérogation à quatre-vingt-dix jours pour d'autres. Nos efforts n'ont pas été aussi productifs que je l'avais espéré, en grande partie parce que le Département d'État a mené une guerre des tranchées pour sauver autant de dérogations qu'il le pouvait. Néanmoins, au début du mois de mai, nous avons mis fin à deux dérogations, ce qui nous ramène à cinq, et toutes celles qui restaient étaient limitées en durée et en portée. Avant mon départ, l'épicentre de la résistance à la suppression des dérogations s'était déplacé vers Mnuchin et le Trésor. Ils ont fait valoir que la levée des dérogations nuirait à d'importants intérêts chinois et russes, nous devons donc les prolonger. Mnuchin, Pompeo et moi avons discuté de cela devant Trump dans l'Ovale le 25 juillet, et les préoccupations de Mnuchin pour la Chine et la Russie ont prévalu sur mes efforts pour augmenter la pression sur l'Iran; Pompeo était largement silencieux.

Trump s'est souvent plaint que des gens du monde entier voulaient lui parler, mais d'une manière ou d'une autre, ils n'ont jamais réussi. Il n'est donc pas surprenant qu'il ait finalement songé à ouvrir des discussions avec l'Iran. Le ministre des Affaires étrangères de ce pays, Javad Zarif, a donné une série d'entretiens à New York disant que Trump voulait parler, mais que Bibi Netanyahu, le prince héritier saoudien Mohammed bin Salman et moi essayions plutôt de renverser le régime des ayatollahs9. Au-delà de cela, le président iranien Hassan Rouhani voulait parler, Poutine voulait parler, tout le monde voulait parler à Trump, mais quelqu'un le coupait. Bien sûr, ni Poutine ni Rouhani n'avaient fait aucun effort pour nous contacter, et dans la mesure où Zarif et d'autres ont parlé aux médias, ils jouaient avec les vanités de Trump. La dernière variation sur ce thème, mise au point par Kim Jong Un, était de critiquer les assistants de Trump, vraisemblablement pour convaincre Trump seul qu'il pouvait faire la différence. L'Iran, Cuba et la Corée du Nord ont tous réessayé fin avril, et il y avait tout lieu de croire que la tactique se répandrait. Une telle approche était assez astucieuse, car c'est exactement ce que pensait Trump. Ce qu'il ne pouvait accepter, c'est que ces adversaires voulaient lui parler pour

obtenir un meilleur accord qu'en négociant avec ses conseillers gênants. J'ai pensé que je dirais à Trump que le jour où je suis sorti, qui se rapprochait.
Lors de sa réunion d'avril à la Maison Blanche avec Abe, Trump a déclaré que ni Pompeo ni moi n'avions beaucoup de relations avec l'Iran, et qu'il n'avait aucune relation avec l'Iran, mais Abe l'a fait. C'est ce que Trump pensait de la géopolitique internationale. Peut-être que c'est comme ça dans le secteur immobilier à New York. Rétrospectivement, ces remarques ont été la première indication que Trump avait un travail en tête pour Abe, un travail qui ne pouvait aboutir à aucune bonne fin. Cette discussion n'est pas allée loin avant que Trump, toujours dans la stratosphère au-dessus des excellentes nouvelles économiques de la matinée, ne se tourne vers le président de la Réserve fédérale Jerome Powell comme «cet idiot de la Fed» pour avoir poursuivi les taux d'intérêt plus élevés.

Le 30 avril, cependant, lors d'un appel téléphonique avec le français Macron, Trump a de nouveau soulevé l'idée, encourageant Macron, qui vivait pour l'accord nucléaire iranien, à saisir cette apparente ouverture de la position américaine. Trump, presque seul parmi les dirigeants mondiaux, n'a jamais vu ces offres de conversations affaiblir notre position globale, bien que d'autres, amis et ennemis, les aient vues exactement de cette façon. Trump ne pouvait pas s'arrêter: "Je suis un orateur, j'aime parler." Grande stratégie dans l'administration Trump.

En même temps, l'Iran préparait une grande campagne contre les intérêts américains au Moyen-Orient. L'Iran a armé les rebelles houthis du Yémen et les milices chiites irakiennes avec des missiles et des drones plus sophistiqués. La Force Quds, en fait le créateur du Hezbollah libanais, était un accessoire essentiel pour le régime d'Assad en Syrie, et Beyrouth et Damas ont bénéficié de capacités militaires accrues fournies par Téhéran (du moins quand Israël ne détruisait pas les expéditions iraniennes avec des frappes aériennes répétées dans Syrie puis Irak). L'Iran a également élargi son assistance aux Taliban, prouvant une fois de plus qu'il était un parrain d'État à égalité des chances pour le terrorisme, sunnite ou chiite, tant qu'il servait l'intérêt national de l'Iran.10 En réponse défensive, le Pentagone a augmenté les moyens militaires américains dans la région. , notamment en accélérant le déploiement du porte-avions Abraham Lincoln et sa force de frappe. Nous avons publié une déclaration publique explicative le 5 mai, qui a été publiée sur mon nom11. Cela a provoqué des tremblements dans la presse, se demandant pourquoi elle ne venait pas du Pentagone. La réponse? Dunford a appelé pour dire: «Hé, ambassadeur, j'ai besoin d'aide ici», essayant de faire passer la déclaration par la bureaucratie de la Maison Blanche, qui se sentait de plus en plus lourde comme le reste du gouvernement. Dunford m'a dit quelques jours plus tard: «Nous avons un dicton:« En temps de guerre, les choses simples sont parfois difficiles. «J'étais heureux d'aider. Mystère résolu.
L'escalade de l'Iran n'était pas une mesure ad hoc de la part des commandants sur le terrain de la Force Quds, mais un accroissement systématique de ce que l'Iran appelait la «résistance maximale» 12 à la pression américaine. Ce changement dans la stratégie de l'Iran, et son renforcement continu des groupes terroristes et d'autres forces de substitution, ont souligné les risques de tout affaiblissement perçu de la détermination américaine, ce qui conduirait Téhéran à conclure qu'il avait le dessus. Au cours des quatre mois suivants, le comportement erratique de Trump a rendu ce risque palpable. Dans l'intervalle, le 8 mai, Rouhani a annoncé que soixante jours plus tard, l'Iran était prêt à violer quatre éléments clés de l’Accord nucléaire, à

savoir: (1) limiter son stock d'uranium faiblement enrichi (de qualité réacteur) à 300 kg; (2) limiter son stock d'eau lourde à 130 tonnes (l'Iran étant prêt à vendre tout excédent pour l'exportation); (3) limiter son niveau d'enrichissement d'uranium à 3,67% de l'isotope U-235 (c'est-à-dire évoluer vers des niveaux d'enrichissement plus proches de la qualité des armes); et (4) interdire au réacteur à eau lourde d'Arak de devenir un réacteur surgénérateur de plutonium, une alternative à l'uranium enrichi pour les matières fissiles d'armes nucléaires.13 Rouhani, dans une lettre parallèle à Poutine, a menacé de se retirer du Traité sur les - La prolifération des armes nucléaires, une tournure intéressante pour un pays qui ne prétend pas chercher d'armes nucléaires.14

Les quatre limites que l'Iran rejetait étaient au cœur de l'accord sur le nucléaire. Si son programme nucléaire n'était vraiment que de nature civile, Téhéran n'avait pas besoin de violer aucune des restrictions. La seule explication rationnelle de la menace de Rouhani était de réduire le «temps de rupture» pour que l'Iran acquière suffisamment d'uranium hautement enrichi pour commencer à fabriquer des armes. Les demandes exorbitantes de Rouhani et la trajectoire qui en a résulté vers les armes nucléaires ont attiré l'attention des Européens. Cela aurait pu être un moment de vérité pour la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne, mais ce n'était pas le cas. Ils ont rejeté «l'ultimatum» de Rouhani pour son ton mais ont ignoré le fond de ses déclarations15.

Au Pentagone, Dunford a déclaré qu'il voulait des objectifs clairs et des ordres clairs s'il devait prendre au sérieux la possibilité d'une action contre l'Iran. Cela reflétait en partie l'argument de Mattis: la stratégie de sécurité nationale mentionnait la Chine, la Russie, la Corée du Nord et l'Iran comme nos principales menaces, ce qui signifie, selon les mots de Mattis, que l'Iran était une menace de «quatrième niveau», implicitement indigne de beaucoup d'attention. Bien qu'il ait été écrit avant mon arrivée, j'ai toujours supposé que cela signifiait que ces quatre pays, pris ensemble, représentaient le «premier niveau» de menaces. Dans ce premier niveau, l'Iran était peut-être quatrième, mais uniquement parce que nous ne pensions pas encore qu'il disposait d'armes nucléaires.

J'ai soutenu que si la politique était d'empêcher l'Iran d'obtenir des armes nucléaires, nous devions être prêts à utiliser la force militaire. Pendant vingt-cinq ans, les gens n'avaient pas voulu faire ce qui était nécessaire pour empêcher la Corée du Nord de devenir un État doté d'armes nucléaires, et cette réticence nous avait amenés au point où la Corée du Nord possédait des armes nucléaires. J'ai raconté comment Bush 43 avait dit qu'il était «inacceptable» pour l'Iran d'avoir des armes nucléaires, et que j'avais l'habitude de dire: «Je pense que lorsque le président dit que c'est« inacceptable », il veut dire que c'est« inacceptable ». " J'avais tort. Ce n'est pas ce que Bush (ou ses prédécesseurs ou ses successeurs) voulait vraiment dire. Nous avons accepté que la Corée du Nord obtienne des armes nucléaires. Pour éviter ce résultat avec l'Iran, nous avons dû continuer à augmenter la pression économique, politique et militaire.

Dunford m'a demandé si je pensais vraiment que la politique annoncée par l'administration de «pression maximale» changerait le comportement de l'Iran. J'ai dit qu'il était presque impossible de concevoir que le régime actuel agisse ainsi et que seul un changement de régime complet empêcherait finalement l'Iran de posséder des armes nucléaires. Nous étions probablement près de notre dernière chance. Dunford a dit qu'il l'avait évalué de la même manière. Il pensait que l'Iran ne pensait pas que nous voulions sérieusement recourir à la force, que ce soit sur la

question nucléaire ou même sur la défense contre les attaques qui nous inquiètent maintenant de la part de la Force Qods dans le golfe Persique (ou arabe, selon l'endroit où vous viviez) du golfe, Mer Rouge, Irak et Afghanistan. C'est ce que voulait dire Dunford lorsqu'il craignait que l'Iran ne «calcule mal»: Téhéran pensait qu'il pourrait développer des armes nucléaires ou même nous attaquer dans la région sans crainte de représailles.16 Peut-être que Dunford et Shanahan ont été surpris d'entendre tout cela, alors j'ai dit: « Ce n'est pas comme si j'avais caché mes opinions à ce sujet au fil des ans », ont-ils reconnu en riant. Ce fut une discussion très utile. Contrairement à Mattis, je pensais que Dunford ne combattait pas la conclusion; il voulait juste être sûr que nous comprenions les implications. Il était certainement clair pour lui lorsque nous avons fini de le faire. C'était au moins une partie de la «discussion plus large» que Dunford voulait sur l'Iran.

Au cours de ces journées, je me suis rendu fréquemment sur la Colline pour informer des membres clés de la Chambre et du Sénat, y compris Mitch McConnell plus tard le 9 mai, afin qu'ils sachent exactement à quoi nous étions confrontés. Alors que nous terminions, McConnell a dit: «Je ne vous envie pas votre travail» et j'ai dit: «Je pourrais en dire autant du vôtre.» McConnell a ri et a répondu: «Votre travail est beaucoup plus difficile que le mien.»

L'histoire de nos réponses inadéquates pour diriger les frappes de l'Iran contre des cibles civiles et militaires américaines au Moyen-Orient était bien connue du public, à commencer par la saisie de notre ambassade à Téhéran en 1979 et l'attaque lancée par l'Iran en 1983 contre la caserne des Marines à Beyrouth (entraînant le retrait des forces américaines, françaises et italiennes du Liban) et continuant à l'absence de représailles américaines pour les attaques de l'Iran via des milices chiites contre l'ambassade de Bagdad et notre consulat de Bassora en septembre 2018. Cette longue chaîne de passivité, qui s'étend à ce jour, avait convaincu l'Iran qu'il pouvait agir en toute impunité dans la région.

Comme ce dernier débat sur l'Iran avait eu lieu au sein de l'administration, je pensais que le Pentagone avait clairement beaucoup de travail à faire pour compenser le manque d'intérêt de Mattisface à son programme d'armes nucléaires. C'est durant cette période de discussions internes sur l'Iran que Trump a été interrogé par un journaliste: "Êtes-vous satisfait des conseils que vous avez reçus de John Bolton?" Trump a répondu: «Oui, John est très bon. John est un - il a des opinions bien arrêtées sur les choses, mais ça va. En fait, je tempère John, ce qui est assez étonnant, non? Personne ne pensait que cela allait se produire. C'est moi qui le tempère. Mais ça va. J'ai des côtés différents. Je veux dire, j'ai John Bolton et d'autres personnes un peu plus accommodantes que lui. Et finalement, je prends la décision. Non, je comprends - j'aime John. Je reçois de très bons conseils de John. »17 Pouvez-vous imaginer quels mots les médias ont cités? La directrice des communications de la Maison Blanche, Mercy Schlapp, a décrit le ton de Trump comme «affectueux», ce que je lui ai dit me paraissait optimiste.

Le 9 mai, nous avons converti le briefing régulier du renseignement de Trump en une discussion plus large sur l'Iran, avec Shanahan, Dunford et Pompeo également, avec l'équipage régulier. Alors que nous étions assis devant le bureau de Resolute, Trump a dit, "Félicitations", à Shanahan, produisant un air de confusion, jusqu'à ce que Trump dise: "Je vous nomme Secrétaire de la Défense", ce qui a apporté l'approbation générale et les poignées de main , bien que la décision soit attendue depuis longtemps. Pompeo a informé Trump de sa récente visite en Irak, qui a inévitablement poussé Trump à énumérer les erreurs de l'administration Bush 43: "Le pire président que nous ayons jamais eu", a déclaré Trump. Comme c'était

souvent le cas lors des discussions sur l'Iran, Trump a soulevé John Kerry. Trump était obsédé par l'idée de poursuivre Kerry pour violation de la loi Logan, une loi de 1799 rarement invoquée interdisant aux particuliers de négocier avec des gouvernements étrangers. Sans aucun doute, Kerry essayait de persuader l'Iran de rester dans l'accord sur le nucléaire iranien et d'attendre Trump jusqu'à 2020, quand un démocrate gagnerait assurément des élections et le relancerait. Cela dit, le poursuivre était un non-partant. La loi Logan viole le premier amendement et, en tant que statut pénal, est inconstitutionnellement nulle pour imprécision, mais elle est encore souvent utilisée pour intimider les imprudents. Dans l'esprit de Trump, Mike Flynn, son premier conseiller à la sécurité nationale, avait été injustement menacé de poursuites judiciaires, ce qui était un bon point, et il voulait l'exercer contre Kerry. Réunion après réunion dans l'Ovale, Trump demandait au procureur général William Barr ou à quiconque écoutait d'engager des poursuites. Je suis convaincu que personne n'a jamais fait une telle chose. J'ai essayé très tôt d'expliquer à Trump la probabilité que la loi Logan soit déclarée inconstitutionnelle si elle était testée devant un tribunal, mais j'ai échoué. Tant que Trump sera président, et probablement par la suite, il recherchera un avocat disposé à poursuivre Kerry. Si j'étais Kerry, je n'y perdrais pas de sommeil.

De retour à la réalité, Dunford a souligné que l'Iran ne croyait pas que nous réagirions aux attaques qu'ils envisageaient. Trump a immédiatement répondu: «Ils ne nous comprennent pas très bien.» Nous avons parlé des différentes options militaires et autres, et bien sûr, Trump est revenu à Kerry: «Je suis surpris qu'ils n'appellent pas. C'est à cause de Kerry [disant:] "Tu vas me faire mal paraître." Nous allons gagner. "

Dunford et d'autres, moi y compris, ont été surpris de voir à quel point Trump était positif de frapper certaines des cibles que j'ai suggérées, avec Dunford disant, à juste titre, "Vous devez être prêt pour la prochaine étape."

"Je suis prêt", a répondu Trump. «Le président Kim surveillera. Vous [Shanahan et Dunford] voudrez peut-être penser à construire. »

"C'est pourquoi nous sommes ici, Monsieur le Président", a répondu Dunford, en donnant des détails sur ce qui serait nécessaire.

Trump did not approve carte blanche, but he did say he wanted the Arab allies to pay for it, a familiar theme.

After we discussed North Korea, Venezuela, Israel, Syria, and a few other topics, the meeting broke. I returned to my office, where several of the others had gathered to carry on the conversation. I asked Shanahan and Dunford if they had what they needed from Trump, and it was clear they knew exactly what Trump wanted, which I saw as effectively a reversal of the Mattis approach.

Dimanche 12 mai, le Sit Room m'a appelé pour signaler qu'un pétrolier près du détroit d'Ormuz avait été touché par une sorte de munition et était en feu. Peut-être jusqu'à quatre navires avaient été touchés. J'ai dit au Sit Room de réveiller Kupperman et d'autres s'ils ne l'avaient pas déjà fait. J'ai pris une douche, je me suis habillée et j'ai demandé à mon chef des services secrets de me rendre à la Maison Blanche. J'ai appelé Dunford depuis la voiture peu après 5 h du matin, trouvant qu'il avait essentiellement les mêmes informations que moi. Je suis arrivé à l'aile ouest vers 5 h 20, appelant immédiatement Dan Coats pour m'assurer qu'il était au courant. Alors que je raccrochais à Coats, Dunford a appelé pour confirmer qu'un pétrolier était en feu et

qu'aucun ne semblait appartenir ou être enregistré aux États-Unis. Je me suis demandé à haute voix si l'Iran testait délibérément les États-Unis en attaquant des actifs non américains. Dunford a dit qu'il pensait que nous inciter à faire partie faisait définitivement partie de la stratégie de l'Iran. Il était tôt, avec des informations incomplètes, mais un événement majeur se déroulait sans aucun doute.

Après quelques appels de plus, je suis descendu dans la salle assise, où le personnel 24h / 24 collectait toutes les données disponibles, et où Kupperman se trouvait depuis son arrivée. Nous savions maintenant que les navires attaqués étaient à l'ancre dans le golfe d'Oman, au large du port de Fujairah, aux Émirats arabes unis. Les informations étaient encore inégales et parfois contradictoires, comme les informations faisant état d'explosions à Fujairah même, que le gouvernement de la ville a rapidement démenties et qui se sont révélées fausses. Un navire était probablement norvégien, deux saoudiens et un émirati, et les attaques ont été menées soit par des hommes-grenouilles qui avaient attaché des mines à pattes aux coques des pétroliers, soit par des roquettes à courte portée tirées de petites embarcations navales. À la fin de dimanche, l'option Frogman semblait la plus viable18, et cela a été confirmé dans les jours suivants par le personnel des opérations spéciales américaines.19

Vers 6 h 15, j'ai conclu qu'il était temps d'appeler Trump. Bien que ce soit la deuxième fois en deux semaines que je le réveille presque certainement (la première fois étant le soulèvement du 30 avril au Venezuela), j'ai décidé d'aller de l'avant. Je l'ai informé de ce que nous savions et il a demandé: «Que devons-nous faire?» J'ai dit que nous continuerions à recueillir des informations, à être attentifs à d'autres attaques possibles et à commencer à réfléchir à ce à quoi pourrait ressembler une réponse militaire. "Mais pourquoi ne le saurions-nous pas?" demanda-t-il, croyant toujours apparemment que nous savions tout. J'ai expliqué, comme je l'avais fait plusieurs fois auparavant, que nous n'étions pas omniscients et que je le tiendrais au courant. (Plus tard dans la journée, en discutant avec Pompeo, Trump se demanderait à nouveau pourquoi nous n'avions pas été informés de l'attaque à l'avance.)

J'ai laissé des messages à Mulvaney, qui était à Camp David avec des membres de la Chambre et du Sénat pour une sorte de retraite. J'ai également demandé à l'Ambassade d'Oslo, à l'Ambassade d'Abou Dabi et à l'Ambassade de Sit Sit de contacter leur gouvernement hôte et de savoir ce qu'ils savaient. Ma pensée provisoire était que ces trois gouvernements devraient demander une réunion d'urgence du Conseil de sécurité pour mettre l'Iran sous les projecteurs. J'ai parlé avec Pompeo vers 6 h 25, et il a accepté cette approche. À 7h30, j'ai appelé Pence et je l'ai informé, après avoir déjà demandé à Kupperman de convoquer un comité des députés à 8h00 pour décider comment travailler sur une réponse, la première des trois ce jour-là. Plusieurs agences ont grommelé d'être dérangées un dimanche.

À 8 heures, les informations étaient encore fragmentaires. Les Saoudiens, pour des raisons qui leur étaient mieux connues, ont d'abord nié toute attaque, mais se sont ensuite inversés. Nous consultions étroitement tous nos alliés touchés, observant particulièrement attentivement les campagnes de désinformation iraniennes, qui étaient déjà en cours. À 8 h 20, la Norvège a confirmé publiquement que son navire avait été touché, affirmant qu'il n'y avait pas eu de

victime et que le navire était en état de navigabilité. À partir de 8 h 40, j'ai parlé à Dunford trois fois de suite. D'ici là, nous avions des photos d'un trou sur le côté de l'un des navires, prises par l'équipage du navire, qui, selon lui, n'était clairement pas causé par un drone. Dunford a rappelé à 8 h 50 pour dire que les alliés confirmaient une grande partie de ce que nous avions entendu, mais que les efforts de désinformation de l'Iran se poursuivaient, affirmant qu'il y avait sept à dix navires en feu et que des avions américains et français avaient été repérés à proximité. Téhéran était en lice pour le prix de la chutzpah de l'année, mais ils savaient que de nombreuses personnes dans le monde étaient pré-câblées pour les croire. Dunford et moi avons discuté de ce qu'il fallait faire si le tout n'était avant tout qu'une opération d'influence iranienne. C'est l'une des raisons pour lesquelles, tout au long de la journée, le gouvernement américain n'a rien dit officiellement. Nous étions très sensibles à ne pas faire le travail de l'Iran pour cela, en disant quelque chose qui pourrait par inadvertance provoquer ou accélérer les augmentations des prix du pétrole. À 8 h 57, Dunford a rappelé pour dire que les responsables du Pentagone se souvenaient d'un incident survenu il y a dix ans lorsque l'Iran a tenté de nous attirer dans le conflit en mettant de fausses mines devant le Grace Hopper, un destroyer lance-missiles. Hopper était une pionnière de l'informatique dans la Marine, dont le travail était au cœur de la cryptanalyse pour briser les codes ennemis pendant la Seconde Guerre mondiale, atteignant le rang de contre-amiral. J'ai raconté à Dunford comment Yale a réécrit l'histoire en 2017, renommant mon collège, Calhoun, pour Hopper, l'une des premières femmes PhD de Yale en mathématiques. J'ai demandé une photo de son destructeur éponyme pour la salle commune du collège, pour voir comment cela convenait à la faculté et aux étudiants de gauche. Au moins, nous avions de quoi rire un jour potentiellement sombre.

Nous craignions de nouvelles attaques, notamment contre nos ambassades et consulats. J'ai appelé Trump à nouveau peu de temps après midi, juste pour m'enregistrer. À ce moment-là, Trump pensait qu'il n'y avait pas eu d'attaque du tout, alors j'ai essayé d'expliquer plus complètement tout ce que nous entendions, bien que notre collecte de faits et nos recherches aient été toujours en cours. Avec le temps, les nouvelles informations se faisaient rares. Vers 16 h 45, Dunford a transmis l'évaluation du Pentagone selon laquelle les dommages aux quatre pétroliers semblaient légers et qu'à l'invitation des Émirats arabes unis, nous envoyions des équipes à Fujairah le lendemain pour aller dans l'eau et évaluer les dommages. . J'ai appelé Trump une dernière fois à 5 h 15, pour le mettre au courant de ce que nous savions et regardions, ainsi que de notre opinion selon laquelle nous ne devrions rien dire publiquement avant d'en savoir plus. "Oui," dit-il immédiatement, "discret, ne dis rien." Il voulait que les Arabes du Golfe paient les frais de toutes les opérations que nous entreprenions, rappelant à nouveau que nous aurions dû prendre le pétrole irakien après l'invasion de 2003. À la fin de l'appel, il a dit: «Merci, John, bye», qui a indiqué il était satisfait de l'endroit où nous étions. Je suis rentré chez moi vers 17h30.

Lors du briefing régulier de Trump vers midi, il a immédiatement demandé: «Pourquoi ne [les Iraniens] ne parlent-ils pas?» Il ne pouvait tout simplement pas croire qu'ils ne voulaient pas parler et nourrissait toujours l'idée que Pompeo et moi bloquions leurs efforts pour lui parler. Sur la base de ce que nous savions, cependant, rien n'indiquait simplement que Téhéran était intéressé à nous parler. Trump était encore plus énergique qu'auparavant qu'il voulait que les pays arabes producteurs de pétrole supportent «le coût total» de tout ce que nous faisions. Après avoir discuté des risques pour notre personnel en Irak, Trump a fait obstruction à la Syrie

et pourquoi nous devrions nous retirer complètement, sans parler de l'Afghanistan, puis de l'Irak, pendant que nous y étions. "Appelez Pompeo et dites-lui de se souvenir de Benghazi", a conclu Trump. D'un autre côté, Trump était clair, comme je l'ai expliqué à Shanahan plus tard, qu'il voulait une réponse très robuste si des Américains étaient tués, quelque chose de bien supérieur à des représailles «tit-for-tat».
Une augmentation connexe et potentiellement importante des capacités de l'Iran a impliqué son programme de missiles balistiques. Les tests se sont poursuivis rapidement en 2018 et 2019, bien qu'il y ait eu un bon nombre d'échecs de tests, au lancement ou peu de temps après. Bien que nous ayons été réconfortés par les échecs, je me suis souvenu avoir grandi dans les années 1950 et 1960, des scientifiques américains décrivant les roquettes Vanguard et Jupiter-C explosant sur la rampe de lancement comme des succès à 90%. Ils ont appris des échecs ainsi que des lancements impressionnants. Presque inévitablement, alors que les tests de lancement de l'Iran se poursuivaient et progressaient, sa menace dans la région et, finalement, à l'échelle mondiale augmenterait. Mais ce n'était tout simplement pas quelque chose, malgré des efforts répétés, je pouvais amener Trump à se concentrer stratégiquement. Cependant, après un échec du lancement test iranien d'un missile Safir20, il a tweeté le 30 août: les États-Unis d'Amérique n'ont pas été impliqués dans l'accident catastrophique lors des préparatifs de lancement final pour le lancement du Safir SLV sur leSemnan site de lancement 1 deen Iran. Je souhaite à l'Iran mes meilleurs vœux et bonne chance pour déterminer ce qui s'est passé sur le site One.

Cela a mis des langues à remuer pendant un certain temps, car il impliquait exactement le contraire de ce que disait le tweet. Comme Trump l'a dit plus tard, «j'aime baiser avec eux». Plus grande stratégie.
Tôt mardi, le 14 mai, nous avons appris que l'Iran avait de nouveau frappé pendant la nuit, frappant deux stations de pompage sur le pipeline Est-Ouest de l'Arabie saoudite.21 Bien que les Houthis du Yémen aient revendiqué le mérite, certains pensaient que l'attaque provenait de milices chiites en Irak, en l'un ou l'autre cas a été lancé sous la direction et le contrôle de l'Iran. Cette fois, les Saoudiens ont rapidement annoncé publiquement les attaques, j'ai donc appelé Trump vers huit heures trente. Il a réagi calmement mais a dit de l'Iran: "S'ils nous frappent, nous les frapperons durement, je peux vous le dire." Alors qu'il quittait la Maison Blanche pour la Louisiane pour consacrer une nouvelle installation d'exportation de gaz naturel liquéfié (accompagné en quelque sorte de Gordon Sondland et d'un commissaire européen au hasard Sondland avait persuadé Mulvaney d'autoriser Air Force One), les journalistes ont posé des questions sur les informations qu'il prévoyait de publier. envoyer 120 000 nouvelles troupes au Moyen-Orient. Trump a répondu qu'il s'agissait de «fausses nouvelles», ajoutant: «Et si nous faisions cela, nous enverrions beaucoup plus de troupes que cela.» 22 À ce moment-là, même les démocrates commençaient à craindre que l'ampleur et le rythme de la menace iranienne augmentait de façon inacceptable. Plus tard dans la journée, la sensibilisation du public au «départ ordonné» de plus d'une centaine de membres du personnel non essentiels de l'ambassade de Bagdad a ajouté à la préoccupation.
Le lendemain, Trump a présidé une réunion du NSC à neuf heures trente du matin pour avoir une meilleure idée de sa pensée. Dunford et Shanahan, à juste titre, ont exhorté Trump à plusieurs reprises à regarder au-delà de la prochaine décision immédiate et à envisager des

avancées plus loin. Shanahan a déclaré qu'ils voulaient évaluer sa tolérance au risque, ce à quoi Trump a répondu: «J'ai une capacité de risque incroyable. Le risque est bon », suivi d'une conférence sur son point de vue sur l'Irak; pourquoi il voulait quitter la Syrie; pourquoi, comme il l'avait dit ailleurs, comme dans le cas de l'Irak, nous devrions prendre le pétrole au Venezuela après avoir évincé Maduro; et pourquoi il pensait que la Chine était "le plus grand tricheur du monde", comme l'a récemment démontré leur comportement dans les négociations commerciales, précipitant ainsi un riff sur la puissance économique comme base de la puissance militaire. Cela a soulevé le sujet des porte-avions, et un autre discours sur la façon dont les systèmes à vapeur pour le levage des avions vers et depuis les ponts des avions de transport étaient largement supérieurs aux systèmes électroniques utilisés sur le Gerald Ford incroyablement cher - 16 milliards de dollars à ce jour, a déclaré Trump (capricieux). les lecteurs peuvent rechercher le coût réel par eux-mêmes; je ne veux pas que les faits ralentissent le flux narratif) - même si les marins eux-mêmes disent qu'ils pourraient réparer les systèmes à vapeur en les frappant avec un marteau mais ne pouvaient pas commencer à comprendre comment réparer les systèmes électroniques. Cette même logique s'appliquait aux catapultes à vapeur utilisées pour aider au lancement des avions, que Trump voulait réinstaller sur tous les transporteurs qui étaient passés à des systèmes plus avancés.

Soudain, le Haspel de la CIA, à son crédit, a fait irruption et a commencé sa partie du briefing, arrêtant le train Trump sur ses rails. Bien sûr, je ne peux pas décrire ce qu'elle avait à dire, mais nous avons tous compté nos bénédictions quand elle a commencé à le dire. John Sullivan, en l'absence de Pompeo, a décrit le retrait du personnel de l'ambassade de Bagdad, qui a trompé Trump sur l'Afghanistan. «Sortez du bordel», a déclaré Trump, ce que j'ai compris comme l'Irak et l'Afghanistan, bien qu'avant que nous ne puissions découvrir que Trump demandait: «Combien de temps jusqu'à ce que nous sortions de Syrie, à l'exception de ces quatre cents [deux cents à At Tanf et «quelques centaines» avec la force d'observation multilatérale projetée]? »

"Juste quelques mois", a répondu Dunford.

"L'Irak s'en fout de nous", a poursuivi Trump, se référant au consulat d'Irbil, en disant: "Verrouillez la porte et partez", puis il a déclaré: "Ce porte-avions [le Lincoln] était une belle vue." Peut-être que penser à la Marine a rappelé à Trump l'armée et le général Mark Milley, qui succéderaient à Dunford le 1er octobre. Trump a demandé si nous devrions commencer à inviter Milley aux réunions du NSC, disant qu'il laisserait la décision à Dunford. La notion était complètement fausse. Un seul d'entre nous s'est assis sur ces chaises à un moment donné, et il y avait un temps pour commencer et un temps pour finir. Personne, y compris Milley, avec qui j'ai discuté de ce sujet par la suite, n'a pensé que c'était une bonne idée de les voir tous les deux jusqu'à ce que la transition soit imminente, si c'était le cas. Dunford a répondu de manière égale: «Je partirai à tout moment, monsieur le président», ce qui a heureusement soutenu Trump. (J'ai dit à Dunford en privé, après la réunion, qu'il n'y avait aucun moyen qu'il partait avant la fin de son mandat, ou que Milley assisterait aux réunions du NSC jusqu'au bon moment. Dunford est resté impassible, mais cela ne m'étonnerait pas s'il avait été à quelques centimètres de se lever et de sortir de la salle assise pour de bon.)

Après la rêverie de Lincoln, Trump est passé à une version abrégée du soliloque sur John Kerry et de la loi Logan: «Les Iraniens ne parlent pas seulement à cause de John Kerry, »songea-t-il, mais Shanahan, voyant à quel point Haspel avait réussi en ignorant simplement Trump et en

l'interrompant, recommença à parler de choses plus ennuyeuses comme le risque, le coût et le calendrier concernant les diverses options que nous pourrions envisager, y compris le recours à la force. «Je ne pense pas qu'ils devraient commencer à construire des armes nucléaires», a proposé Trump. Lorsque Dunford a essayé d'être plus précis sur ce que nous pourrions faire et en réponse à une attaque iranienne, Trump a déclaré que les Arabes du Golfe pouvaient payer. Dunford a continué à essayer de faire en sorte que Trump se concentre sur des options spécifiques le long d'une échelle graduée de réponses possibles, mais, d'une manière ou d'une autre, nous nous sommes tournés vers l'Afrique du Sud et ce que Trump entendait sur le traitement des agriculteurs blancs, affirmant qu'il voulait leur accorder l'asile et la citoyenneté .23 La discussion sur les cibles a ensuite repris, en grande partie à ma satisfaction. Malheureusement, la mention de notre présence de troupes restantes en Irak a conduit Trump à demander: «Pourquoi ne les retirons-nous pas? En Syrie, nous nous sommes débarrassés de l'Etat islamique. » Ce que j'ai entendu ensuite était choquant, mais je me souviens distinctement de l'avoir entendu dire: «Je m'en fiche que l'Etat islamique revienne en Irak.» Sur l'Iran, la discussion sur les actions américaines possibles s'est poursuivie, mais nous nous sommes ensuite tournés vers l'Afghanistan, alors que Trump se plaignait du montant que nous payions aux soldats de l'armée du gouvernement afghan, sans se laisser dissuader lorsque Shanahan a déclaré que la moyenne n'était que d'environ 10 $ par jour.

Une semaine après l'attaque des quatre pétroliers, le 19 mai, le Sit Room m'a appelé en début d'après-midi pour relayer un rapport d'explosion, peut-être une roquette Katyusha atterrissant dans le parc Zawraa à un kilomètre de notre ambassade à Bagdad.24 J'ai appelé Dunford puis Pompeo, sans avoir entendu quoi que ce soit, mais nous avons tous convenu qu'un lancement de Katyusha à Bagdad n'était guère nouveau. Vers 17 heures, Trump a tweeté: Si l'Iran veut se battre, ce sera la fin officielle de l'Iran. Ne menacez plus jamais les États-Unis!

Le lendemain, Trump s'est plaint lors de la réunion de renseignement sur les «nouvelles» que nous demandions de parler aux dirigeants iraniens. Il a tweeté plus tard: The Fake News a publié une déclaration généralement fausse, sans savoir que les États-Unis tentaient de mettre en place une négociation avec l'Iran. Ceci est un faux rapport… L'Iran nous appellera si et quand ils seront prêts. Entre-temps, leur économie continue de s'effondrer - très triste pour le peuple iranien!

Rouhani lui-même a déclaré publiquement: "La situation d'aujourd'hui ne convient pas aux pourparlers." 25

Je pensais que l'Iran faisait un meilleur travail à la traîne de Trump qu'il ne le faisait en retour. Ils ont dit publiquement qu'ils savaient que Trump voulait parler mais qu'il était frustré par des conseillers comme moi, ou que Trump voulait la paix mais ses conseillers voulaient la guerre.26 Tout comme les efforts de Kim Jong Un pour séparer Trump des autres et traiter avec lui seul, c'était tout un jeu de tête. Cela m'a dérangé que les médias américains aient crédulement rapporté ces affirmations étrangères comme si elles étaient parfaitement logiques, amplifiant ainsi les efforts de propagande de Pyongyang et de Téhéran. Pire encore, Trump semblait également prendre les histoires au sérieux. Les présidents précédents auraient rejeté les caractérisations par leurs adversaires étrangers de leurs propres conseillers, mais Trump semblait avoir la réaction inverse. Il était difficile d'expliquer cela à des étrangers, mais parfaitement normal à la Maison Blanche de Trump. Le lendemain, par exemple, il m'a dit d'un

ton accusateur: «Je ne veux pas que les gens demandent à l'Iran de parler.» J'ai répondu: "Eh bien, je ne le suis pas!" Trump a reconnu: «Non, tu ne le serais pas.»
Alors que je me rendais au Japon pour aider à préparer la visite d'État de Trump avec l'empereur, Shanahan et Dunford l'ont rencontré pour discuter de l'augmentation des préparatifs défensifs de nos forces déjà dans le Golfe, auxquelles Pompeo et Kupperman ont également assisté. Avant que la discussion n'aille trop loin, cependant, Trump a demandé: «Quand allons-nous sortir de ce putain d'Afghanistan? Pouvez-vous en utiliser certains ici [c'est-à-dire le Moyen-Orient]? » Dunford a expliqué que les forces en Afghanistan avaient des compétences différentes. "Ce putain de Mattis", a déclaré Trump, et il a expliqué comment il avait donné à Mattis les règles d'engagement qu'il voulait en Afghanistan, et nous n'avions toujours pas gagné. «Quand allons-nous quitter la Syrie?» Trump continua. "Tout ce que nous avons fait, c'est sauver Assad." Dunford a essayé d'expliquer qu'en Syrie, nous continuions à faire ce que Trump avait accepté des mois auparavant, ce qui l'a incité à demander lequel de deux de nos amis arabes a produit de meilleurs soldats. Un peu surpris, Dunford a récupéré pour dire ceux qu'il pensait être de meilleurs soldats, mais Trump a ensuite demandé: "Ne sont-ils pas tous de la même taille?" Le calme maintenant rétabli, Dunford a déclaré qu'il y avait des différences de culture. D'une manière ou d'une autre, la discussion est revenue sur le sujet à l'étude, et Trump a accepté les recommandations de déploiement du Pentagone et a convenu qu'elles devraient être annoncées rapidement.

Bien que Trump ne me l'ait pas dit à l'époque, il avait demandé à Abe de s'impliquer entre l'Iran et les États-Unis, et Abe avait pris la demande au sérieux. Compte tenu des menaces croissantes pour les États-Unis et les intérêts alliés dans le golfe Persique, le moment était particulièrement inopportun pour cette dernière mauvaise orientation, d'autant plus qu'il était clair pour moi que Trump poussait Abe dans un rôle public qui ne pouvait que se terminer par un échec (ce qu'il finalement fait). Abe envisageait de se rendre en Iran à la mi-juin, avant la réunion du G20 d'Osaka, ce qui l'a rendu encore plus visible. Lorsque j'ai rencontré Abe lui-même au Japon juste avant la visite d'État de Trump pour rencontrer l'empereur, Abe a souligné qu'il n'entreprendrait le voyage en Iran que si Trump le voulait et qu'il y avait une certaine perspective d'être utile. Je ne pouvais évidemment pas dire que je pensais que toute l'initiative était une idée terrible, mais j'ai suggéré à Abe d'en parler à Trump en privé et de se forger sa propre opinion sur la façon de procéder.
Lors de la visite d'État de Trump, Abe et Trump se sont mis au travail le lundi 27 mai, à onze heures du matin, dans la salle Asahi-No-Ma du palais d'Akasaka, avec seulement les deux dirigeants, Yachi et moi-même, et les interprètes. Abe a résumé le dîner de la soirée précédente avec Trump, réaffirmant sa visite en Iran les 12 et 13 juin. À ce stade, Trump s'endormait sérieusement. Il n'est jamais tombé de sa chaise et ne semblait rien manquer d'important, mais il était, selon les mots immortels de l'un de mes sergents de forteresse de Fort Polk, "à vérifier ses paupières à la recherche de trous d'épingle". Zarif était à Tokyo la semaine précédente, et Abe a dit qu'il avait déduit que l'Iran souffrait et avait un sentiment de crise. Il a dit qu'il pensait que la décision de Trump d'envoyer le porte-avions Abraham Lincoln était très efficace. Il était prêt à décider d'aller en Iran, mais avait récemment parlé à certains de nos amis arabes qui étaient très critiques à l'idée. Trump a expliqué qu'Abe ne devrait pas être dérangé, parce que les États-Unis les défendaient, nous appelions nos propres coups de feu et que

personne ne nous a dit quoi faire. Après de nouveaux échanges, Trump a déclaré que l'inflation était d'un million pour cent en Iran, que le PIB était de moins 10 pour cent et que le pays souffrait gravement. Puis, d'une manière ou d'une autre, il a dit que Moon le suppliait de venir en Corée du Sud lors de ce voyage, mais il avait refusé.
Trump pensait que l'Iran allait mourir et devait conclure un accord. Il voulait les rencontrer immédiatement, à mi-chemin entre les deux (géographiquement, je pense qu'il voulait dire). Bien qu'il ne veuille pas humilier l'Iran, et espérait en effet qu'ils réussiraient, il était clair qu'ils ne pouvaient pas avoir d'armes nucléaires, qui étaient déjà trop répandues dans le monde, un point qu'il a répété deux fois, exhortant Abe à appeler les Iraniens et à leur dire eux qu'après avoir quitté le Japon. Trump voulait surtout que les Iraniens sachent qu'ils ne devraient pas écouter John Kerry. Il pensait pouvoir mener les négociations en une journée, sans s'étendre sur neuf à douze mois. Bien sûr, Trump était également totalement prêt à faire la guerre s'il le devait, et l'Iran devrait comprendre cela; s'ils ne le faisaient pas, ils ne feraient jamais un marché. Trump avait autour de lui un grand nombre de personnes qui voulaient partir en guerre maintenant, mais cela n'arriverait jamais à cause de lui. Vintage Trump, passant d'un accord en une journée à une guerre totale en quelques secondes. Abe a déclaré qu'il transmettrait le message de Trump, concluant en suggérant que, alors qu'il se préparait pour sa visite en Iran, Yachi et moi devrions finaliser notre proposition de livraison en Iran. Ce fut la meilleure nouvelle de toute la matinée. Trump a déclaré qu'Abe devrait procéder aussi vite qu'il le pouvait. À ce stade, peu avant midi, les participants à la plus grande réunion sont entrés, et Abe a commencé la deuxième réunion en disant que lui et Trump avaient eu une réunion très productive avec leurs conseillers à la sécurité nationale, ce qui était une façon de voir les choses.
En voyageant de Tokyo à Londres pour la visite d'État au Royaume-Uni, j'ai passé la nuit pour le ravitaillement en carburant et le repos de l'équipage à Abu Dhabi, où j'ai eu la chance le 29 mai de rencontrer le prince héritier Mohammed bin Zayed des Émirats arabes unis, que j'avais connu pendant de nombreuses années, avec mon homologue émirien, Sheikh Tahnoon bin Zayed, et d'autres. Le prince héritier a répété à plusieurs reprises qu'il ne pouvait pas me dire à quel point il était important que je sois venu là-bas, et le signal qu'il envoyait tout autour du golfe. Lui et les Emiratis étaient très inquiets de notre non-réponse aux récentes provocations de l'Iran, et de l'accélération de l'accumulation de missiles et de drones entre les mains des Houthis et de la milice chiite en Irak, et de l'aide de l'Iran aux Taliban et à l'Etat islamique en Afghanistan. Ils ne pouvaient pas non plus comprendre, ayant entendu Abe, 27 pourquoi Trump voulait parler à l'Iran; J'ai essayé, en vain, d'expliquer l'idée de Trump selon laquelle parler ne voulait pas vraiment dire ou impliquer autre chose que parler. Le prince héritier et les Arabes du Golfe n'étaient pas d'accord avec cela, et plus important encore, l'Iran non plus; ils ont tous vu cela comme une faiblesse. (En fait, après mon arrivée à Londres, le conseiller saoudien à la sécurité nationale, Musaid bin Mohammed al-Aiban, que je n'avais pas rencontré auparavant, est venu me dire que son prince héritier, Mohammad bin Salman, voulait que je sache à quel point ils étaient mécontents Abe se rendait en Iran.28 J'ai exhorté le prince héritier à appeler directement Trump, pensant qu'il aurait peut-être plus de chance que moi.) Je suis parti pour Londres aussi découragé que pendant les années Obama quand un dirigeant du Moyen-Orient après l'autre demandait pourquoi Obama pensait que les ayatollahs renonceraient volontairement au terrorisme ou aux armes nucléaires.

Après la visite d'État au Royaume-Uni, les Britanniques puis les Français ont accueilli les célébrations du soixante-quinzième anniversaire du jour J, d'abord le 5 juin à Portsmouth, d'où de nombreuses forces de débarquement s'étaient embarquées, puis en Normandie même le 6 juin. Festivités normandes, Macron a organisé un déjeuner pour Trump, avec l'Iran le sujet principal. Macron a été fixé sur "l'échéance du 8 juillet" de l'ultimatum iranien à l'Europe pour fournir les avantages économiques que Téhéran pensait devoir en vertu de l'accord sur le nucléaire ou l'Iran commencerait à enfreindre les principales limites de l'accord. Dans la théologie de l'Union européenne, de telles violations pourraient bien signaler la mort de l'accord. De plus, à mon avis, Macron voulait participer à l'action d'Abe. Que serions-nous prêts à abandonner, Macron voulait savoir. Serions-nous prêts à alléger les sanctions? Et que voudrions-nous de l'Iran? Réduire ses activités militaires en Syrie et au Yémen? Après avoir expliqué à nouveau les effets sur la réimposition des sanctions par l'Iran, Trump a poursuivi Kerry pour avoir violé la loi Logan et convaincu l'Iran de ne pas négocier. Mnuchin a déclaré que nous pouvions facilement désactiver les sanctions concernant l'Iran, ce qui était carrément incorrect en termes d'efficacité des sanctions et complètement non autorisé par tout ce que Trump avait dit à ce moment-là. Il avait peut-être évolué dans cette direction, mais Mnuchin se pliait, se rendait sans même envisager le signal qui éclaterait dans le monde entier si les sanctions étaient assouplies, ni même demander ce que nous obtiendrions en retour. Macron a déclaré expressément qu'il craignait que l'Iran ne rejette catégoriquement les négociations, ce que je pensais presque sûr, nous sauvant ainsi de nous-mêmes. Toute cette conversation a été un désastre. La visite d'Abe en Iran était déjà assez mauvaise, mais l'ajout des Européens ne pouvait qu'empirer les choses. Ils avaient un programme complètement différent, à savoir sauver l'accord nucléaire à tout prix, plutôt que d'agir sérieusement contre le problème sous-jacent. Bien sûr, si l'Iran poursuivait ses actions belligérantes et frappait de nouvelles cibles américaines ou alliées, toute réponse militaire américaine arrêterait toute diplomatie japonaise ou européenne morte sur ses traces. C'est ce qui a gardé mes pensées de démission sous contrôle, pour l'instant.

Alors que je revenais à Andrews, Kupperman a appelé peu après 18 heures, heure de Washington. Quelques heures auparavant, un drone américain MQ-9 Reaper (une version du Predator) avait été abattu près de Hodeida au Yémen, par un missile sol-air probablement tiré par les Houthis (ou des Iraniens du territoire houthi). Les Houthis ont revendiqué le mérite, alors Kupperman a prévu un comité des députés vendredi matin à huit heures pour réfléchir à la manière de réagir29. Il s'est avéré que nous n'avons rien fait, en grande partie parce que les militaires, en la personne du vice-président des chefs d'état-major, Paul Selva a insisté sur le fait que nous ne savions pas vraiment qui avait abattu le Reaper et qui avait commis les autres attaques récentes. Mon évaluation n'aurait pas pu être plus contraire. Selva a agi comme un procureur exigeant que nous montrions la culpabilité hors de tout doute raisonnable, ce dont nous étions en fait proches ici, l'accent étant mis sur «raisonnable». Qui d'autre ferait cela à part l'Iran ou ses substituts? Mais plus important encore, nous ne jugions pas les affaires pénales devant les tribunaux. Nous étions dans un monde réel en désordre où la connaissance était toujours imparfaite. Bien sûr, ce monde réel comprend également des bureaucrates experts pour s'assurer qu'ils ne font pas ce qu'ils ne veulent pas faire, ce qui était un problème particulièrement puissant avec un président dont les vues zigzaguaient parfois toutes les heures.

Comme si cela ne suffisait pas, les civils du Département de la Défense essayaient également de faire pression sur Israël pour qu'il ne prenne pas de mesures d'autodéfense, ce que Pompeo m'a dit qu'il était personnellement intervenu, à juste titre, pour renverser. L'esprit Mattis a survécu.

Vendredi 7 juin, à huit heures trente, Yachi m'a appelé pour passer en revue les points de discussion d'Abe pour la visite en Iran, qui décrivait une proposition qui aurait pu venir de Macron ou de Merkel, elle était si généreuse envers l'Iran. Le Japon était schizophrène sur l'Iran et la Corée du Nord, doux sur le premier (à cause du pétrole) et dur sur le second (à cause de la triste réalité), et je me suis efforcé à plusieurs reprises, avec un succès mitigé, de faire voir aux Japonais à quel point les deux menaces étaient similaires . Le Japon a bien compris que la "pression maximale" était la bonne stratégie à appliquer contre la Corée du Nord, et si un pays de l'UE avait proposé à Pyongyang ce que Abe proposait pour Téhéran, il l'aurait catégoriquement et sans hésitation rejeté. Je voulais garder le plus de distance possible entre le Japon et les Européens, car je pensais que leurs objectifs étaient tellement différents, incohérents en fait. L'affaiblissement des sanctions contre Kim Jong-Un l'aurait seulement encouragé à accepter de meilleures conditions dans le domaine nucléaire, tout comme alléger la pression sur l'Iran aurait fait de même à Téhéran, ce que j'ai expliqué longuement à Yachi. J'ai informé Yachi des menaces iraniennes auxquelles nous étions confrontés, juste pour qu'il sache à quel point elles étaient sérieuses, en utilisant l'abattage du drone Reaper et les autres attaques décrites ci-dessus pour illustrer ce point. J'ai également dit à Yachi à quel point Trump pensait que le voyage d'Abe était important, à quel point c'était difficile et à quel point il était important de bien faire les choses. J'allais à peine saper la mission d'Abe, mais j'étais tout aussi déterminé à ne pas donner carte blanche, en particulier avec la France et Mnuchin trébuchant pour essayer de sauver le JCPOA.

Le lundi 10 juin, j'ai parlé à Trump de l'évolution des plans d'Abe. Lors de notre discussion, Trump a clairement indiqué que l'idée d'Abe n'était acceptable que "s'ils [l'Iran] concluent un accord", ce qui ne signifie pas une concession maintenant, mais seulement après que l'Iran a renoncé de manière satisfaisante aux armes nucléaires. C'était une distinction cruciale, mais Trump lui-même avait du mal à rester droit, en ce qui concerne l'Iran et la Corée du Nord. J'ai appelé Pompeo pour lui annoncer la bonne nouvelle, et il a dit: «Je suppose que c'est tout alors», ce qui signifie que nous étions hors de danger, du moins pour l'instant. Néanmoins, il était moins optimiste que moi à l'idée d'être sauvé de ce qui pourrait devenir la version de l'administration Trump des «espèces sur palettes» livrées à l'Iran sous Obama. Sur la base de ses conversations avec le ministre japonais des Affaires étrangères, il craignait qu'ils ne soient pas prêts à accepter ce que Trump m'avait transmis plus tôt. Pour nous deux, alors que les développements en Iran et en Corée du Nord convergeaient en juin et juillet, les risques devenaient de plus en plus sérieux. Sur l'Iran, Pompeo m'a dit qu'une douzaine de ministres des Affaires étrangères l'ont appelé une fois que la mission d'Abe a commencé à circuler, croyant que la campagne de «pression maximale» était finie et proposant d'aider à la médiation. C'était une preuve supplémentaire que seul Trump parmi les dirigeants du monde pensait que parler à des adversaires était purement neutre. Comme Pompeo l'a dit, si vous ne voulez qu'un accord nucléaire avec l'Iran, peu importe à quel point il est bon, et ne vous souciez pas non plus des missiles balistiques, du soutien au terrorisme, ou de bien d'autres choses, cet accord existait déjà: le nucléaire iranien traiter! La Corée du Nord était tout aussi mauvaise. Nous étions, selon

les mots de Pompeo, «dans la zone de danger» du fait que Trump sapait complètement ses propres politiques. Ce que le reste du monde a fait de notre désarroi et de notre confusion était moins certain, car pour le moment, avec l'aimable autorisation du New York Times et d'autres 30, les médias se concentraient sur la scission entre Trump et moi sur la Corée du Nord et l'Iran. La vue d'ensemble était la séparation entre Trump et Trump.
Ce soir-là, Abe a appelé Trump pour revoir son dernier script iranien, qui était à peu près aussi anodin que possible. Néanmoins, Abe a posé des questions sur son programme proposé, disant qu'il comprenait que les États-Unis étaient sceptiques quant à la présentation de cette idée à l'Iran à ce stade. Trump n'a tout simplement pas répondu au commentaire d'Abe, qui a signalé à tout le monde lors de l'appel qu'il serait heureux si Abe ne le soulevait pas avec l'Iran. Je pouvais à peine croire notre bonne fortune. Il ne s'agissait pas seulement d'esquiver une balle mais d'esquiver un ICBM équipé d'un MIRV.

Jeudi 13 juin, en pleine nuit, le Sit Room a appelé pour relayer l'information selon laquelle deux pétroliers du golfe d'Oman avaient été attaqués. Le Front Altair et le Kokuka Courageous (ce dernier appartenant à des Japonais) signalaient des incendies et des inondations potentielles, et un navire américain était en route pour prêter assistance. Il n'y avait aucune preuve immédiate qui avait frappé, mais il n'y avait aucun doute dans mon esprit. Trois heures plus tard, les incendies étaient devenus plus graves et les navires commerciaux à proximité, dont l'un a été déterminé plus tard comme étant le Hyundai Dubai, ont évacué les deux équipages. Des navires de la marine iranienne se sont approchés du Hyundai Dubai et ont demandé que les marins qu'il avait secourus soient retournés, ce qu'ils étaient. (Le commandement central américain a ensuite publié ces faits sur son site Web, réfutant l'affirmation scandaleuse de l'Iran selon laquelle sa marine avait sauvé l'un des équipages.) 31 Je suis arrivé à la Maison Blanche à cinq heures quarante-cinq heures du matin, Kupperman y étant arrivé plus tôt, et je suis allé immédiatement à la salle assise. Reuters rapportait déjà, repris par Al Jazeera, de sorte que la nouvelle se propageait rapidement à travers le Moyen-Orient.
Je suis parti pour la réunion précédemment prévue dans le tank. Shanahan et Dunford voulaient une discussion stratégique sur l'Iran, ce que j'ai dit très bien, mais nous envisagions maintenant «une attaque contre le marché mondial du pétrole» que nous ne pouvions tout simplement pas ignorer. La Force Quds continuait à gravir les échelons, et pourquoi pas? Ils ne voyaient certainement pas les États-Unis faire quoi que ce soit en réponse. Néanmoins, nous avons parcouru le tableau habituel des cartes du Pentagone (appelées «napperons» en raison de la taille du papier utilisé). Ils avaient des lignes et des colonnes et des flèches, tous très artistiques. Enfin, j'ai dit que nos diverses priorités politiques avec l'Iran (nucléaire, terrorisme, agression militaire conventionnelle) ne pouvaient pas être dissociées, et nous ne pouvions pas en particulier séparer le programme nucléaire iranien de tous ses autres comportements malveillants. C'était précisément l'erreur d'Obama sur l'accord sur le nucléaire. Pourquoi revenir à son cadre analytique défaillant? J'ai de nouveau soutenu que, qu'il s'agisse ou non de notre «état final» déclaré (terme bureaucratique privilégié), il n'y aurait pas de «nouvel» accord avec l'Iran et aucune «dissuasion» établie tant que le régime actuel de l'Iran resterait. Cela pourrait vous plaire ou non, mais fonder la politique sur une autre réalité ne nous amènerait pas à un «état final» que nous recherchions. Reste à savoir si cette discussion a été productive ou non, ou si elle déboucherait simplement sur un autre ensemble de sets de table élaborés.

De retour à la Maison Blanche, j'ai appelé Trump. J'ai décrit notre rencontre au Tank et aussi ce qui se passait dans le golfe d'Oman, dont certains avaient déjà été diffusés par Fox. «Jouez-le», a déclaré Trump, ce qui était encore une fois la mauvaise approche, mais qui reflétait son point de vue selon lequel si vous prétendiez que de mauvaises choses ne s'étaient pas produites, peut-être que personne d'autre ne le remarquerait. Au moment où j'ai atteint l'aile ouest, nos informations étaient sans ambiguïté qu'il s'agissait d'une attaque iranienne. Nous avons tous été étonnés de voir un film de marins iraniens s'approcher du Kokuka Courageous et retirer une mine qui n'avait pas explosé de la coque du navire32. J'ai informé Pence, qui était au Montana, de retour plus tard dans la journée.
Entendre les résultats de la réunion d'Abe avec Khamenei plus tard dans la journée a souligné la discussion avec Tank. Khamenei a pris des notes pendant que Abe parlait, mais a déclaré à la fin qu'il n'avait pas de réponse, ce qui était presque insultant. De plus, Khamenei était beaucoup plus difficile que Rouhani la veille. Cela montrait la folie de Macron et d'autres (Trump inclus) parlant à Rouhani plutôt qu'au «Guide suprême». Y avait-il quelque chose de flou à propos de ce titre? De plus, avant même que Abe ne monte à bord de son avion pour le Japon, et contrairement à sa demande explicite de ne pas publier la réunion, Khamenei a publié une longue série de tweets; les deux plus critiques de notre point de vue étaient les suivants: nous n'avons aucun doute sur la bonne volonté et le sérieux de @ abeshinzo; mais en ce qui concerne ce que vous avez mentionné du président américain, je ne considère pas Trump comme une personne méritant d'échanger des messages avec; Je n'ai aucune réponse pour lui et ne lui répondrai pas.

Nous ne croyons pas du tout que les États-Unis recherchent de véritables négociations avec l'Iran; car de véritables négociations ne viendraient jamais d'une personne comme Trump. L'authenticité est très rare chez les responsables américains.

La conclusion était simple: la mission d'Abe avait échoué. L'Iran avait effectivement giflé Abe au visage, attaquant des navires civils près de l'Iran, dont l'un était la propriété des Japonais, alors même qu'il rencontrait simultanément Khamenei. Néanmoins, les Japonais étaient dans le déni, essayant peut-être de protéger Abe de l'humiliation que Trump l'avait encouragé.
Pompeo et moi avons rencontré Trump à midi quinze et je lui ai montré les tweets de Khamenei. "Méchant", at-il dit, "très méchant", avant de se lancer dans un long riff sur la façon dont Kerry l'empêchait de négocier avec l'Iran.

Trump a voulu répondre aux tweets de Khamenei, qui ont finalement été les suivants: Bien que j'apprécie beaucoup que le PM Abe se rende en Iran pour rencontrer l'ayatollah Ali Khamenei, je pense personnellement qu'il est trop tôt pour penser à un accord. Ils ne sont pas prêts, et nous non plus! Selon le gouvernement américain, l'Iran est responsable des attaques d'aujourd'hui dans le golfe d'Oman… »

Vendredi matin, Abe a donné à Trump une lecture personnelle de son voyage, disant qu'il n'avait vu aucune volonté de Rouhani ou de Khamenei d'avoir un dialogue avec les États-Unis tant que les sanctions économiques resteront en vigueur. Au moins, Abe s'est plaint que l'Iran a immédiatement rendu la réunion publique, mais il a néanmoins pensé que Rouhani voulait

vraiment un dialogue avec les États-Unis, exprimant de la poésie comment Rouhani l'avait couru après dans la salle après la réunion de Khamenei pour dire que la levée des sanctions serait propice. d'ouvrir un tel dialogue. Pire encore, Abe est resté enfermé dans l'idée que l'Iran et la Corée du Nord étaient des cas très différents, affirmant que nous avions besoin d'une approche différente de l'Iran. Ils avaient vraiment des oeillères. Trump a déclaré qu'Abe ne devrait pas se sentir coupable d'avoir échoué totalement et absolument 33, mais il a ensuite reculé, pensant peut-être qu'il avait été un peu dur, disant qu'il voulait juste s'amuser un peu. Il ne s'attendait pas à ce qu'Abe réussisse et il n'était pas du tout surpris du résultat. Il s'est tourné vers ce qui était vraiment dans son esprit, disant qu'il appréciait vraiment l'effort, mais qu'il était vraiment beaucoup plus important pour lui personnellement que le Japon achète plus de produits agricoles américains. Les États-Unis faisaient beaucoup pour le Japon, le défendaient et perdaient beaucoup d'argent sur le commerce. Abe a reconnu qu'il envisageait quoi faire, et Trump a déclaré que le plus tôt possible, mieux ce serait, comme immédiatement. Puis, de retour sur l'Iran, Trump a déclaré qu'Abe n'avait plus besoin de s'embêter à négocier avec eux, étant donné les déclarations très désagréables que l'Iran avait faites après les réunions d'Abe. Trump ferait lui-même la négociation, qu'il a tweeté peu de temps après l'appel.34

Nous avions une réunion du NSC qui devait commencer juste après l'appel d'Abe, mais il était tard pour commencer. Trump a commencé par résumer sa discussion avec Abe, et après un riff sur la violation par Kerry de la loi Logan, Trump a regardé Cipollone et Eisenberg, disant: «Les avocats refusent de le faire. Je ne peux pas le comprendre. C'est ridicule de ne pas le faire. » Shanahan et Dunford voulaient avoir une meilleure idée de «l'intention» de Trump et, ce faisant, ils ont montré un nouvel ensemble de sets de table avec des statistiques publiques intéressantes sur les achats de pétrole par divers pays du Moyen-Orient, montrant des importations très élevées en provenance de le Moyen-Orient pour la Chine, la Corée du Sud, le Japon, l'Inde et l'Indonésie.35 Je savais ce qui allait arriver: pourquoi ces pays importateurs n'ont-ils pas fait plus, et pourquoi eux et les producteurs de pétrole du Moyen-Orient n'ont-ils pas payé plus pour protéger leur propre expéditions de pétrole? Au moment où Shanahan et Dunford ont atteint le quatrième ou le cinquième graphique, Trump avait commencé à se désintéresser en disant: «Allons au« que voulez-vous faire? page." Nous avons discuté des différentes options mais ne sommes parvenus à aucune conclusion. Ensuite, Trump est revenu à quitter la Syrie et l'Afghanistan, et à faire payer les États arabes du Golfe pour tout ce que nous avons décidé de faire. J'ai expliqué, comme je l'avais déjà fait, que l'administration Bush 41 avait recueilli un soutien substantiel pour payer la guerre du Golfe de 1991. Pompeo a assuré à Trump qu'il appellerait les pays régionaux appropriés.

Trump est parti, bien que Pence, Pompeo, Dunford, Shanahan et moi ayons continué la conversation. Dunford voulait être sûr que Trump comprenait que si nous infligions des pertes à l'Iran, le «moratoire» de l'Iran sur le meurtre des Américains prendrait fin. J'ai demandé: "Quel moratoire?" étant donné le nombre d'Américains que l'Iran avait tués, à commencer par la caserne des Marines au Liban en 1983. La question des victimes était très présente dans tous les esprits lors de cette réunion et d'autres rencontres avec Trump. Pence a dit qu'il pensait qu'il était clair que Trump "voulait [des] options cinétiques", et c'est aussi ainsi que je le lisais. Cela faisait partie d'une liste longue et croissante de discussions où il ne faisait aucun doute que Trump voulait envisager de telles options - pas qu'il avait décidé quoice soit -queet qu'il était frustré de ne pas avoir plus d'options devant lui.

Il restait encore beaucoup de travail avant la prochaine réunion de lundi, mais je pensais qu'au moins personne ne pouvait nous reprocher de ne pas être exhaustif dans l'examen des implications du recours à la force militaire.
Le lundi 17 juin, cependant, nous ne sommes toujours pas parvenus à une décision. Les bureaucraties et les principaux responsables ont profité de l'impatience et de la courte durée d'attention de Trump pour retarder la réponse aux attaques contre les pétroliers. Cela a poussé les choses au-delà du point où une action militaire semblait appropriée.
Les obstructionnistes n'avaient pas leur propre plan, mais ils ont compté, avec succès, sur le retard pour contrecarrer toute alternative. Plus important encore, ils ont continué de passer à côté du fait que le fait de ne pas agir a non seulement permis à l'Iran de faire avancer ses aspirations hégémoniques dans le golfe, mais il leur a également enseigné les mauvaises leçons sur la dissuasion. Ils n'étaient pas impressionnés par la «retenue» américaine mais étaient de plus en plus convaincus que nous n'étions aucun obstacle. Nous devenions simplement à notre manière.
Démontrant le point avant même la réunion de 10 heures du NSC, un porte-parole de l'Organisation iranienne de l'énergie atomique a annoncé qu'il n'attendait pas le 8 juillet pour violer les principales limites de l'accord sur le nucléaire, mais qu'il avait déjà commencé à le faire. L'Iran dépasserait la limite de stockage d'uranium faiblement enrichi (300 kg) en dix jours, et la limite sur l'eau lourde stockée (130 tonnes) dans un délai de deux à trois mois.36 L'enrichissement aux niveaux d'U-235 au-dessus de la limite de 3,67% l'accord pourrait commencer en quelques jours ou quelques heures, car cela n'impliquait que des changements mécaniques dans les systèmes de centrifugation en cascade faisant l'enrichissement. L'Iran avait évidemment l'intention d'augmenter la pression sur les Européens, qui tentaient désespérément de sauver l'accord sur le nucléaire, mais plus important encore, Téhéran prouvait également que son objectif principal était le programme d'armes nucléaires. Lorsqu'on lui a demandé si l'Iran se retirerait de l'accord sur le nucléaire, le porte-parole a déclaré: «Si nous continuons dans cette voie, cela se produira effectivement.» 37
Shanahan, Dunford, Pompeo et moi nous sommes rencontrés dans mon bureau avant la réunion du NSC pour examiner les options Le Pentagone s'était préparé. Malheureusement, ils avaient apporté à peu près le même ensemble dont nous avions discuté vendredi, à propos duquel Trump a déclaré à l'époque: «Nous aurions dû frapper quelque chose immédiatement après que les pétroliers ont été touchés. Mes militaires ne m'ont pas donné d'options. »
Pompeo a ouvert la réunion du NSC en disant qu'il progressait avec les pays arabes du Golfe sur le financement des opérations futures: «Je suis convaincu qu'ils feront des chèques importants.» "Ils le devraient", a déclaré Trump. «Nous n'avons plus besoin de leur huile. Je ne veux tout simplement pas que l'Iran ait des armes nucléaires. » À, ce stade il avait ses propres idées sur les cibles à atteindre, et elles dépassaient largement les options proposées par le ministère de la Défense. Trump peut ou non l'avoir réalisé, mais il faisait un point important sur la façon de «rétablir la dissuasion», une phrase préférée du Pentagone. Les chefs d'état-major ont préféré le faire par une réponse «proportionnée», «tit-for-tat», pour laquelle personne ne pouvait les critiquer. Mais, à mon avis, il était beaucoup plus probable qu'une réponse disproportionnée - comme attaquer les raffineries de pétrole ou certains aspects du programme d'armes nucléaires de l'Iran - était nécessaire pour rétablir la dissuasion. Le but était de convaincre l'Iran qu'il ferait face à des coûts bien plus élevés qu'il ne l'imposerait à nous ou à

nos amis s'il utilisait la force. Pour l'instant, l'Iran n'a payé aucun frais. Même Obama a au moins menacé d'attaquer l'Iran, bien que la gravité de ses déclarations soit sujette à caution38. C'est malheureusement ce que nous faisions toujours: ne pas chercher d'options. Nous avons convenu simplement d'augmenter le personnel effectuant des préparatifs défensifs pour les forces américaines dans la région, et nous avons même eu du mal à publier un communiqué de presse à cet effet d'ici la fin de la journée. De plus, cette modeste nouvelle a été submergée par le passage de l'Iran au-delà des limites de l'accord nucléaire . Téhéran était toujours sur la voie des armes nucléaires, tandis que nous regardions l'herbe pousser.
Le lendemain, dans une interview accordée au magazine Time, Trump a décrit les attaques initiales et les plus récentes comme «très mineures» 39. Je me suis demandé pourquoi je prenais la peine de venir dans l'aile ouest chaque matin. Cela a pratiquement invité quelque chose de plus sérieux. Tout comme pour commencer mercredi, des roquettes ont été tirées à Bassorah, probablement par des milices chiites, visant le siège local de trois compagnies pétrolières étrangères (Exxon, Shell et Eni), faisant plusieurs blessés mais pas de morts40. Le gouvernement irakien devait annoncer une interdiction des attaques de son territoire contre des États étrangers.41 Il aurait été agréable que l'Iraq traite les forces militaires iraniennes et les substituts chiites sur son territoire au moins de la même manière que les États-Unis, mais cela était impossible étant donné la domination de l'Iran à Bagdad . Nous avons refusé de reconnaître cette réalité, même si elle continuait de s'étendre, comme elle le faisait depuis plusieurs années. Et un DC ce matin-là n'a produit aucun intérêt à répondre aux attaques à la roquette. Le nouveau commandant du CGRI, Hossein Salami, et son commandant de la Force Quds, Qassim Soleimani, devaient sourire largement.

La plus grande nouvelle ce jour-là est que Shanahan a retiré sa nomination au poste de secrétaire à la Défense. Les rumeurs de troubles familiaux passés causés par son ancienne épouse avaient refait surface, ce qu'il ne voulait pas sensationnaliser lors de ses auditions de confirmation. Ce fut une grande tragédie, mais on ne pouvait pas regretter son désir de protéger sa famille de plus de malheur. Trump a décidé presque immédiatement de nommer le secrétaire de l'armée Mark Esper (unWest Point camarade de classe dede Pompeo) pour le poste, l'appelant immédiatement de l'Oval.
De retour dans mon bureau, j'ai appelé Esper moi-même pour lui adresser mes félicitations et commencer sa nomination officielle. Le lendemain, Esper est venu à la Maison Blanche en fin d'après-midi pour des photos avec Trump, et nous avons parlé au préalable de la crise actuelle en Iran en attendant la réunion et des photos.
Par la suite, Esper et moi sommes retournés à mon bureau, où il a reçu un appel m'informant qu'une centrale électrique de désalinisation saoudienne avait été touchée par un missile Houthi. Esper est parti immédiatement pour le Pentagone, et j'ai appelé Dunford, qui n'avait pas encore entendu parler de l'attaque. Je me suis rendu à l'Ovale à 18 h 20 pour dire à Trump, et il a demandé si nous devions nous rencontrer immédiatement pour réfléchir à ce qu'il fallait faire.
Je craignais que ce rapport ne soit erroné ou exagéré, alors j'ai dit que nous devrions attendre jeudi matin pour réfléchir à ce que devons faire42. J'ai appelé Dunford et rempli à Pompeo, leur disant à tous les deux que nous caucus le lendemain matin.
Alors que cette grève contre l'usine de dessalement de Shuqaiq semblait être un gros problème à l'époque, un accord beaucoup plus important était l'appel de la Sit Room cette nuit-là vers

neuf heures trente que l'Iran avait abattu un autre drone américain, le deuxième en moins de deux semaines, ce l'un un Global Hawk RQ-4A, sur le détroit d'Ormuz. Le petit-déjeuner hebdomadaire avec Shanahan et Pompeo était déjà prévu pour jeudi matin, et Esper et Dunford avaient été ajoutés après l'attaque de l'usine de dessalement, nous étions donc déjà prêts à discuter. Nous nous sommes réunis le lendemain matin, 20 juin, à sept heures du matin, dans la Ward salle. Dunford a d'abord signalé qu'à la demande des Saoudiens, le commandement central du commandant Frank McKenzie, avait une équipe se rendant à l'usine de Shuqaiq pour évaluer les dégâts et identifier les armes qui avaient frappé l'installation (qui, comme pour beaucoup de ces usines saoudiennes, servait également de une centrale électrique). Nous avons convenu qu'un officier du commandement central devrait faire un exposé public dès que possible afin de faire passer le message à grande échelle.

La réaction de Dunford à la chute du Globalétait beaucoup plus importante Hawk. Il a qualifié cet incident, qui a abouti à la destruction d'un actif américain estimé selon les médias à un coût compris entre 120 et 150 millions de dollars43, de "qualitativement différent" des autres dans la longue liste d'attaques et de provocations des derniers mois, en réponse à quoi nous n'avions rien fait. Dunford était totalement convaincu que l'avion de surveillance téléguidé avait toujours été dans l'espace aérien international, bien qu'il ait probablement survolé une zone désignée unilatéralement par l'Iran au-dessus de ses eaux, que seul l'Iran a reconnue. Dunford a suggéré que nous frappions trois sites le long de la côte iranienne. Ces trois sites, bien qu'ils ne soient probablement pas eux-mêmes impliqués dans l'abattage du Global Hawk, étaient néanmoins commensurables44.
Un de ses principaux points était qu'il pensait que cette réponse était «proportionnelle» et «non escaladante». Précisément parce que je pensais que nous avions besoin d'une réponse beaucoup plus importante pour rétablir la dissuasion, j'ai suggéré que nous ajoutions d'autres éléments des listes d'options discutées plus tôt avec Trump après les attaques des pétroliers. Nous avons fait des va-et-vient pendant un certain temps, et il était clair que nous pensions tous que nous devrions riposter pour l'attaque, bien que Pompeo et moi ayons plaidé pour une réponse plus forte que Dunford et Shanahan. Esper, nouveau sur la question, était largement silencieux. En fin de compte, nous avons compromis la destruction des trois sites et plusieurs autres mesures. J'ai dit que je voulais être sûr que nous étions tous d'accord, donc je pouvais dire à Trump que ses conseillers présenteraient une recommandation unanime. C'était une bonne chose pour le président. Bien qu'il ait manifestement pris la décision finale, personne ne pouvait dire qu'il avait été trop dur ou trop mou avec l'Iran s'il avait choisi notre forfait. Il n'y aurait pas non plus l'occasion pour le passe-temps favori des médias d'exposer le conflit entre ses conseillers. Des articles de presse ultérieurs, ne citant que des sources anonymes, ont affirmé que Dunford n'était pas d'accord avec la décision de Trump.45 Ce n'est tout simplement pas vrai. Dunford et tout le monde au petit déjeuner étaient d'accord.
Pendant que nous parlions, Trump a décidé qu'il voulait rencontrer les dirigeants du Congrès - il y avait une réunion avec eux prévue plus tard dans l'après-midi - avant de prendre une décision finale. Je l'ai appelé immédiatement après avoir quitté le petit déjeuner pour lui expliquer notre conversation et que ses conseillers principaux s'étaient mis d'accord sur une réponse et que nous pensions que notre unanimité lui serait utile. Trump a immédiatement accepté, et j'avais le sentiment distinct qu'il savait qu'il devait faire quelque chose en réponse à la destruction du

Global Hawk. C'était trop à accepter sans réponse militaire. Son tweet avant la réunion du NSC était clair: "L'Iran a fait une très grosse erreur!" Mulvaney a déclaré plus tard qu'il pensait également que Trump agirait et voulait que le briefing de Hill fournisse une couverture politique à tout ce qu'il déciderait de faire.

La réunion du NSC a en fait commencé à 11 heures, montrant que même Trump a pris cela au sérieux. Pence, Esper, Shanahan, Dunford, Pompeo, Haspel, Mulvaney, Cipollone, Eisenberg et moi y avons assisté. Avec autant de réunions du NSC et d'autres conversations entre les personnes clés au cours des semaines précédentes, les problèmes n'étaient guère nouveaux ou manquaient de fondements substantiels pour examen et discussion préalables. J'ai présenté les problèmes auxquels nous étions confrontés,puis j'ai demandé à Dunford d'expliquer ce qui était arrivé au Global Hawk.46

Il a dit que notre véhicule sans pilote avait coûté 146 millions de dollars 47; il avait volé tout au long de sa mission dans l'espace aérien international, y compris quand il a été abattu vers le bas; et nous connaissions l'emplacement de la batterie qui avait lancé le missile qui l'avait détruit, sur la base de calculs et d'une expérience analogues aux enquêtes sur les accidents d'avion.48 Dunford a ensuite présenté la proposition sur laquelle nous nous étions mis d'accord au petit déjeuner, à savoir frapper trois autres sites et l'autre les mesures. Les autres d'entre nous qui ont assisté au petit déjeuner ont dit que nous étions d'accord avec Dunford. Eisenberg a déclaré qu'il voulait «y jeter un coup d'œil» mais n'a émis aucune réserve quant à la possibilité de problèmes juridiques. Il n'a en aucune façon, sous une forme ou sous une autre forme, demandé quel pourrait être le niveau des victimes de ces frappes. Trump a demandé si les sites étaient russes, et combien ils étaient chers, et Dunford lui a assuré qu'ils étaient de fabrication russe mais pas aussi chers que notre drone.49

Nous avons discuté de la possibilité de victimes russes, ce qui était douteux mais pas impossible. Dunford a déclaré que les attaques auraient lieu en pleine nuit, de sorte que le nombre de personnes occupant le site serait faible, bien qu'il n'ait pas donné de chiffre précis. Il n'a pas non plus été invité à le faire par quiconque était présent.

Il était clair pour moi à la manière de Trump qu'il voulait frapper plus que ce que nous avions suggéré. Lorsqu'il a posé des questions sur cette possibilité de diverses manières, j'ai dit: «Nous pouvons tout faire en même temps, nous pouvons le faire en morceaux, nous pouvons le faire comme vous le souhaitez», juste pour que Trump comprenne que nous ne pouvions pas l'empêcher de regarder d'autres options en présentant une recommandation convenue. Restaurer la crédibilité des États-Unis et notre dissuasion tout à fait négligeable contre un État voyou théocratique militariste aspirant aux armes nucléaires aurait justifié beaucoup plus, mais je ne pensais pas que je devais faire cet argument. J'étais certain que Trump approuverait au moins le forfait convenu dès le petit-déjeuner. Dunford s'est opposé à autre chose qu'à l'idée du petit-déjeuner, bien qu'il soit très confiant quant au succès de ce forfait, comme nous tous. La discussion se poursuivit, bien que Pompeo resta presque silencieux. "Bolton en tant que modéré", a déclaré Trump à un moment donné, parce que je soutenais le forfait petit-déjeuner, et tout le monde a ri. En ce qui concerne la question du financement, j'ai dit: «Ce sera une opération lucrative», et Pompeo a de nouveau décrit ses efforts encourageants de collecte de fonds à ce jour, dans lesquels il recherchait également une participation militaire réelle

aux patrouilles navales conjointes et autres. . Il partait ce week-end pour de nouvelles consultations dans la région. «Ne parlez pas de pourparlers», a déclaré Trump, «demandez simplement l'argent et les patrouilles.» 50

Trump s'est ensuite lancé dans le riff Kerry / Logan Act, sans lequel aucune réunion sur l'Iran n'était vraiment officielle. J'ai conclu la discussion en résumant la décision, qui était le forfait petit-déjeuner. Trump a accepté et voulait publier une déclaration, dictant que nous «ferions une réponse mineure à une erreur non forcée des Iraniens». Étant donné que les représailles auraient dû surprendre l'Iran, personne d'autre n'a accepté, et l'idée s'est perdue dans le shuf fl e. Trump a demandé quand la grève aurait lieu, et Dunford a déclaré qu'ils estimaient à 21 heures, heure de Washington (ce qu'il voulait dire par rapport à l'objectif). Dunford a également déclaré: «M. Président, nous reviendrons vers vous s'ils essaient de tuer des Américains en réponse », et Trump a déclaré:« Je ne pense pas. Je m'inquiète pour nos soldats en Syrie. Sortez les." Dunford a répondu: «Nous voulons en arriver là», et Trump a répondu: «La Syrie n'est pas notre amie.»

La décision qui vient d'être prise comportait trois aspects importants: (1)nous atteignions des cibles militaires fonctionnelles, comme expliqué ci-dessus, et pas seulement symboliques; (2) nous frappions à l'intérieur de l'Iran, franchissant une ligne rouge iranienne, et allions certainement tester leurs affirmations répétées selon lesquelles une telle attaque serait combattue par une réponse à grande échelle; et (3) nous frappions des cibles susceptibles d'entraîner des victimes, question à laquelle nous avions été confrontés, Trump ayant entendu dire que les attaques qu'il avait commandées signifiaient des Iraniens morts (et, peut-être, des Russes morts). Après coup, il y avait des théories alternatives sur lade Trump décision étonnanted'annuler la grève, mais je crois fermement que Trump savait exactement ce qu'il faisait quand il a pris la décision.

Nous avions prévu un briefing du Congrès, auquel Pelosi est arrivé avec vingt minutes de retard. Trump a attendu avec le reste d'entre nous dans la salle du Cabinet, et il y a eu une conversation (pour le moins) guindée. Huawei est venu et Chuck Schumer a dit: «Vous avez des démocrates de votre côté», concernant la dureté avec Huawei. Le sénateur Mark Warner, le démocrate de rang au sein du comité sénatorial spécial du renseignement, a ajouté: «Il n'y a pas de sécurité avec un réseau Huawei. Nous pourrions perdre de la crédibilité auprès de nos alliés si nous l'utilisions pour le commerce [ce qui signifie des concessions commerciales exigeantes de Pékin en échange de l'annulation des sanctions de Huawei]. » Warner avait raison, mais Trump pensait que tout était ouvert dans les négociations commerciales. Lorsque Pelosi est finalement arrivé, Trump a expliqué la situation. Adam Schiff, président démocrate du Comité permanent permanent dude la Chambre renseignement, a demandé quels étaient nos plans. Trump s'est esquivé en disant: «Ils [les Iraniens] veulent parler», mais a blâmé la violation par Kerry de la loi Logan pour les avoir découragés. Les démocrates s'inquiétaient de l'utilisation de la force militaire, mais Trump a taquiné l'idée d'un «coup, mais pas d'un coup qui va être si dévastateur». Trump a déclaré plus tard, "Ne rien faire est le plus grand risque", incitant Jim Risch à intervenir, "Je suis d'accord", et tous les républicains ont souscrit.

Mike McCaul (R., Tex.) A demandé si nous pouvions détruire les sites en Iran d'où provenait l'attaque. J'espère que quand nous avons tous gardé un visage impassible Trump a répondu: «Je ne peux pas commenter, mais vous serez heureux.» Mitch McConnell a demandé: «En quoi est-ce différent des autres explosions périodiques au cours des dernières années?» Trump

a répondu correctement: «Ce n'est pas cet [incident]. C'est là qu'ils veulent aller. Nous ne pouvons pas leur laisser [des armes nucléaires]. »
Dunford a ajouté: «Ce qui est qualitativement différent, c'est qu'il s'agit d'une attaque directe de l'Iran. C'est attribuable. "
Cette réunion s'est terminée à 16 h 20 et les préparatifs de l'attaque se sont accélérés.
Attendant que je serais à la Maison Blanche toute la nuit, je suis rentré chez moi vers 17 h 30 pour changer de vêtements et revenir. Dunford avait confirmé que 19 h 00 était le point de départ / non pour la grève contre les trois sites iraniens, alors je me suis dit que j'avais beaucoup de temps avant le coup de 21 h 00. J'ai appelé Trump du SUV des services secrets vers 17 h 35 et je lui ai dit que tout était sur la bonne voie.
"D'accord," dit-il, "allons-y." J'ai parlé à Shanahan à 5 h 40 du type de déclarations que lui et Dunford feraient au Pentagone une fois les attaques terminées et s'ils devraient répondre à des questions ou simplement lire des déclarations écrites. Je suis rentré chez moi, j'ai changé de vêtements et je me suis immédiatement retourné, me heurtant à un trafic entrant lourd sur la George Washington Memorial Parkway. Alors que je roulais, Shanahan a appelé avec ce qui s'est avéré être un rapport erroné selon lequel l'ambassade du Royaume-Uni en Iran avait été attaquée et que lui et Dunford avaient décidé de retarder le point sur l'objectif à 22h00. cette information était un officier de liaison britannique aux Joint Chiefs of Staff, mais Shanahan a déclaré que Pompeo vérifiait (et a déterminé qu'il s'agissait d'un accident automobile mineur). Je ne pouvais pas croire que le Pentagone avait changé le moment de l'attaque tout seul, en particulier sur la base des rares informations impliquées. J'ai appelé Trump pour dire que nous devions peut-être reporter l'attaque d'une heure, même si nous vérifions toujours les choses. Trump ne comprenait pas non plus pourquoi nous devions retarder les choses, mais il ne s'y est pas opposé.
J'ai appelé Dunford juste après avoir raccroché avec Trump et on m'a dit qu'ils parlaient tous les deux. Inquiet maintenant que Shanahan et Dunford aient peut-être eu froid aux pieds, j'ai appelé Pompeo (qui était chez lui) pour comparer les notes. Il pensait que Shanahan et Dunford paniquaient et étaient complètement hors de propos; ils lui avaient fait valoir que nous devrions attendre quelques jours, à la lumière de l '«attaque» contre l'ambassade britannique, pour voir si nous pouvions inciter les Britanniques à se joindre aux représailles (bien qu'à la lumière des événements ultérieurs, cette idée ne soit jamais allée plus loin). Ça s'est empiré. Alors que Pompeo et moi parlions, la Sit Room a fait irruption pour dire que Trump voulait avoir une conférence téléphonique avec nous deux, Shanahan et Dunford. Trump est arrivé à 7 h 20 (je traversais maintenant lentement le pont Roosevelt sur le Potomac) pour dire qu'il avait décidé d'annuler les grèves parce qu'elles n'étaient pas «proportionnées». «Cent cinquante pour un», a-t-il dit, et j'ai pensé qu'il faisait peut-être référence au nombre de missiles que nous pourrions tirer par rapport au missile iranien qui avait abattu le Global Hawk. Au lieu de cela, Trump a déclaré que quelqu'un sans nom lui avait dit qu'il pourrait y avoir cent cinquante victimes iraniennes. «Trop de sacs mortuaires», a déclaré Trump, qu'il n'était pas disposé à risquer pour un drone sans pilote - «Pas proportionné», a-t-il encore répété.
Pompeo a essayé de le raisonner, mais il ne l'a pas eu. Disant que nous pourrions toujours frapper plus tard, Trump a interrompu la discussion, répétant qu'il ne voulait pas avoir beaucoup de sacs mortuaires à la télévision. J'ai essayé de changer d'avis, mais je suis arrivé nulle part. J'ai dit que j'approchais de la Maison Blanche et que je viendrais à l'Anneau à mon arrivée.

D'après mon expérience gouvernementale, c'est la chose la plus irrationnelle que j'aie jamais vue faire. Cela me rappelait la question de Kelly: que se passerait-il si jamais nous entrions dans une véritable crise avec Trump en tant que président?

Eh bien, nous en avions maintenant un, et Trump s'était comporté bizarrement, tout comme l'avaitKelly craint. En arrivant à l'entrée de la Maison Blanche sur West Executive Avenue, peu après 19 h 30, Kupperman était à l'extérieur pour me saluer et m'annoncer que la grève avait pris fin. Je suis allé à mon bureau pour déposer ma serviette et je suis allé directement à l'Ovale, où j'ai trouvé Cipollone, Eisenberg et un employé de Mulvaney. J'ai eu une conversation complètement surréaliste avec Trump, au cours de laquelle j'ai appris qu'Eisenberg, de son propre chef, était entré dans l'Ovale avec le numéro des «cent cinquante victimes», une figure établie quelque part au Département de la Défense (sur laquelle j'ai appris plus le lendemain), arguant qu'il était illégal de riposter de manière si disproportionnée. C'était une absurdité totale, à la fois la soi-disant figure des pertes, qu'aucun fonctionnaire supérieur n'avait examinée, et l'argument juridique, qui était une inexactitude grotesque du principe de proportionnalité. (Après l'événement, les commentateurs ont fait circuler une citation de Stephen Schwebel, ancien juge en chef des États-Unis à la Cour internationale de Justice, que «dans le cas de mesures prises dans le but précis d'arrêter et de repousser une attaque armée, cela ne signifie pas que le l'action devrait être plus ou moins proportionnée à l'attaque. ») 51 Trump a dit qu'il avait appelé Dunford (probablement le point où j'ai essayé de le joindre) après que Eisenberg lui eut parlé, et Dunford n'a pas contesté la décision. Dunford m'a dit que le lendemain, c'était incorrect, mais le mal était déjà fait. J'étais à court de mots, ce qui devait être évident pour tout le monde dans l'Ovale. J'ai essayé d'expliquer que les prétendues figures de «victimes» étaient presque entièrement conjecturales, mais Trump n'écoutait pas. Il avait en tête des photos de cent cinquante sacs mortuaires, et il n'y avait aucune explication à faire. Il n'a offert aucune autre justification, se contentant de répéter son inquiétude à propos des images télévisées d'Iraniens morts. Trump a finalement dit: «Ne vous inquiétez pas, nous pouvons toujours attaquer plus tard, et si nous le faisons, ce sera beaucoup plus difficile», une promesse qui vaut exactement ce que j'ai payé. Je suis allé à mon bureau et j'ai appelé Pompeo à 19 h 53 à sa résidence. Nous étions tous les deux d'humeur. J'ai décrit la scène dans l'Ovale, allumant Pompeo sur Eisenberg, qui avait, lorsque Pompeo était directeur de la CIA, une fois bloqué une action de l'agence avec le même genre d'intercession irresponsable à moitié cuite. Pompeo ne lui avait jamais pardonné. Kupperman, qui était dans son bureau juste à côté du mien tout le temps, a confirmé qu'Eisenberg n'a pas essayé de parler avec lui, n'a pas essayé de me joindre et n'a pas essayé de trouver Cipollone ou Mulvaney. Il s'est simplement précipité dans l'Ovale pour dire à Trump qu'il était sur le point de tuer cent cinquante Iraniens. C'était tout à fait inexact, non filtré et inconsidéré, mais juste le genre de «fait» qui a enflammé l'attention de Trump, comme il l'avait fait ici. Pas de processus, point final. "C'est vraiment dangereux", a déclaré Pompeo alors que nous discutions des erreurs de la journée, notamment en rejetant une décision basée sur une analyse consensuelle et une évaluation des données pertinentes simplement parce qu'Eisenberg, à la dernière minute, sans consulter personne, pensait que Trump devrait entendre un «fait» qui n'était pas du tout un fait , qui était complètement faux. Comme Pompeo l'a dit: «Il y a des moments où vous voulez juste dire:« Vous les gens, vous le comprenez. «Après avoir décroché le téléphone, Kupperman m'a dit que Pence était revenu à la Maison Blanche, s'attendant toujours à une attaque à 21 heures, et voulait savoir ce qui s'était passé.

Je suis allé au bureau du vice-président vers huit heures et nous avons parlé pendant vingt minutes. Pence était aussi abasourdi que moi. Il a accepté de descendre dans le couloir pour voir Trump et de trouver s'il y avait un moyen d'annuler la décision, mais ce n'était évidemment pas le cas. Je suis rentré chez moi vers 20 h 40.

J'avais pensé à démissionner plusieurs fois auparavant, mais cela a été pour moi un tournant. Si c'était ainsi que nous allions prendre des décisions de crise, et si c'était les décisions qui étaient prises, à quoi bon? J'étais à la Maison Blanche depuis un peu plus de quatorze mois. Je ne cherchais pas de records longue distance.

Vendredi 21 juin, alors que les reportages médiatiques étaient confus, 52 Mulvaney a déclaré qu'il avait parlé avec Cipollone et Eisenberg la nuit précédente et qu'Eisenberg avait reconnu n'avoir parlé à personne avant de charger dans l'Ovale, affirmant qu'il n'y avait pas de temps avant le aller / pas de point de départ. Eisenberg n'a pas non plus expliqué pourquoi le «fait» du ministère de la Défense n'a émergé qu'à la dernière minute et, prouvant à quel point il était hors de la boucle, il ne savait pas que l'attaque avait déjà été retardée d'une heure. Il y avait eu amplement de temps pour un jugement plus réfléchi. Mulvaney a conclu des réponses confuses d'Eisenberg et du manque de conscience de Cipollone que le comportement d'Eisenberg était «inacceptable». Il y a eu un certain nombre de fautes de procédure "inacceptables" jeudi, Eisenberg étant la pire.

J'ai ensuite parlé avec Pompeo et nous avons ressuscité les pires moments de la veille. Sur l'idée chimérique de l'attaque contre l'ambassade du Royaume-Uni à Téhéran, le ministre des Affaires étrangères Jeremy Hunt (que Pompeo avait réveillé pour obtenir les faits) a écrit à Pompeo un e-mail disant, dans la paraphrase de Pompeo, «Toujours heureux de vous parler, mais pourquoi tu m'as réveillé au milieu de la nuit? Un crétin conduit une voiture dans la porte de notre ambassade? Rien de nouveau dans notre monde! ” Voilà pour ce fantasme. Nous avons de nouveau parlé plus tard dans la matinée, et Pompeo a déclaré, reflétant à nouveau sur les événements de jeudi, «Je ne peux pas faire ce qu'il [Trump] veut que je fasse. C'est massivement injuste. Je ne peux pas le faire. Nous mettons nos gens en danger. Et vous savez ce qui se passera quand je le verrai aujourd'hui pour le déjeuner; il va me faire tourner. Il va dire: «Mike, tu sais que c'est la bonne chose à faire», n'est-ce pas? » J'ai demandé à Pompeo comment il envisageait de gérer cette rotation, ce qui ne viendrait pas parce que Trump doutait de sa décision mais parce qu'il voulait que Pompeo accepte sa ligne. Pompeo a répondu: «Je dirai: 'Monsieur, c'est une vue; permettez-moi de vous donner ma théorie. Si j'étais parent d'un enfant à la base aérienne d'Asad, je me sentirais plus à risque, «pour essayer de le personnaliser. Je dirais: "Si nous laissons cela sans réponse, le risque d'un Iran nucléaire augmente". «C'était vrai, mais aucun de nous ne croyait que cela influencerait Trump. Il n'a jamais essayé de me conformer à cette ligne, peut-être parce qu'il s'en fichait plus ou jamais.

Pompeo a dit qu'il était resté debout jusqu'à deux heures du matin, tant il était bouleversé. Il a estimé que le consensus du petit déjeuner de jeudi était suffisamment ferme pour être à la base d'une décision de grève. Inverser cette décision a sapé tous nos arguments concernant l'Iran. Il a dit: «Je peux lui donner [Trump] la latitude dans ce qu'il décide qu'il veut, mais je ne sais pas comment faire ce qu'il veut. Nous pouvons continuer à dire aux gens que nous sommes préoccupés par les programmes de missiles iraniens, mais qui nous croira? » Il y avait plus, mais le commentaire de Pompeo ici a en fait révélé une divergence significative entre nous. Je n'étais pas tellement préparé à donner à Trump une latitude dans ce qu'il a décidé, car

beaucoup de choses étaient vraiment mauvaises. J'ai insisté pour que nous «continuions à dire ce que nous avons dit». Nous venions de faire prédire la crise par Kelly, et Trump s'était comporté de manière aussi irrationnelle qu'il le craignait. Nous avons convenu de ne pas démissionner sans nous appeler d'abord, ce qui était la première fois que le sujet était abordé. Je ne qualifierais pas du tout cela de long échange sur les avantages et les inconvénients de la démission, ce qui n'était pas le cas, mais le sujet était évidemment suspendu dans les airs.
Trump a eu un appel avec Mohammed bin Salman, et avant de le faire, il m'a demandé mon avis sur une déclaration qu'il envisageait de tweeter. Je ne me suis pas opposé, pensant à moi-même: «Pourquoi pas? Les choses ont si mal tourné la veille , comment quelques tweets pourraient-ils aggraver les choses? » Les voici: le président Obama a conclu un accord désespéré et terrible avec l'Iran - leur a donné 150 milliards de dollars plus 1, 8 milliards de dollars en espèces! L'Iran était en grande difficulté et il les a renfloués. Leur a donné un libre accès aux armes nucléaires, et BIENTÔT. Au lieu de dire merci, l'Iran a crié …… Mort à l'Amérique. J'ai mis fin à l'accord, qui n'a même pas été ratifié par le Congrès, et j'ai imposé des sanctions sévères. C'est une nation beaucoup plus affaiblie aujourd'hui qu'au début de ma présidence, alors qu'ils causaient des problèmes majeurs dans tout le Moyen-Orient. Maintenant, ils sont Bust!…

Lundi, ils ont abattu un drone sans pilote volant dans les eaux internationales. Nous avons été armés et chargés de riposter la nuit dernière sur 3 sites différents lorsque j'ai demandé, combien vont mourir. 150 personnes, monsieur, fut la réponse d'un général. 10 minutes avant la grève, je l'ai arrêté, pas…… proportionné à l'abattage d'un drone sans pilote. Je ne suis pas pressé, notre armée est reconstruite, neuve et prête à partir, de loin la meilleure au monde.
Les sanctions sont mordantes et plus ajoutées hier soir. L'Iran ne peut JAMAIS avoir d'armes nucléaires, ni contre les États-Unis, ni contre le MONDE.

Je suppose que j'ai vraiment pensé: "S'il veut mettre quelque chose d'aussi stupide,qui suis-je pour m'opposer?" Je pensais que Trump le posséderait si totalement après ces tweets que les gens comprendraient peut-être à quel point tout idio syncratique cela avait été. C'était blessant de dévoiler tout cela en public, mais rien n'empêchait Trump de se révéler.
J'ai appelé Dunford à huit heures quarante-cinq pour avoir sa version de ce qui s'était passé. Il a dit qu'il s'était levé jusqu'à une heure du matin pour essayer de chasser le point de la "victime" au cas où Trump changerait d'avis à son réveil vendredi matin. Dunford n'était pas content, affirmant que Trump l'avait fondamentalement appelé "sans fioritures" lors de la réunion du Sit Room parce qu'il pensait que les options cibles de Dunford étaient "trop petites", puis avait ensuite annulé les représailles entièrement parce qu'elles étaient trop grandes! Bon point. Sur la question des victimes, a déclaré Dunford, bien après la réunion de la Sit Room, les avocats du Pentagone ont demandé quelles pourraient être les victimes iraniennes potentielles. Dunford avait dit: «Nous ne savons pas», c'est ce qu'il avait dit dans le salon. Les avocats ont ensuite recherché un tableau d'organisation qui pourrait définir le schéma d'effectifs pour les types d'objectifs que nous avions sélectionnés et ont en quelque sorte conclu que ce serait cinquante personnes par batterie. "Ce sont tous des avocats", a déclaré Dunford, ce qui signifie qu'aucune personne ayant une responsabilitépratique en matière de combat ou de commandement n'était impliquée dans cette"estimation" 53. Comme le savait Dunford, alors que l'attaque se dirigeait

vers le lancement,il n'y avait aucun problème juridique. Personne n'avait allumé une lumière jaune. A 19h13, a déclaré Dunford, Trump a appelé pour dire qu'il avait entendu dire qu'il pourrait y avoir cent cinquante Iraniens morts. Dunford a dit qu'il a répondu: "Non, ce n'est pas cent cinquante." Premièrement, a déclaré Dunford, nous étions déjà dans deux sites au lieu de trois, car l'un que nous avions identifié avait déjà été emballé et déplacé, et nous ne savions pas où il se trouvait. Cela signifiait que les décès potentiels étaient au maximum de cent, même selon les estimations des avocats. Quant aux deux sites restants, Dunford a déclaré qu'ils estimaient que ce serait cinquante personnes par site «max» et a essayé d'expliquer à Trump pourquoi, au milieu de la nuit, heure de l'Iran, les nombres sur le site étaient probablement beaucoup plus petits. . Il n'a pas pu percer, comme l'a dit Trump, «Je n'aime pas ça. Ils n'ont tué aucun de nos gens. Je veux l'arrêter. Pas cent cinquante personnes. »

J'ai ensuite expliqué à Dunford ce qui s'était passé de mon point de vue, Eisenberg étant entré dans l'Ovale avec l'estimation des avocats. Je pouvais sentir Dunford secouer la tête avec étonnement de l'autre côté du téléphone. "Je veux juste que le président en soit propriétaire", a-t-il déclaré. «Il ne voulait pas le posséder hier soir. Il y a des conséquences quand cela arrive… »Il s'interrompit.
Dunford a ensuite déclaré: «Et les tweets de ce matin. Il dit aux Iraniens: "Faites ce que vous voulez tant que vous ne blessez pas les Américains." Cela signifie qu'ils peuvent faire tout ce qu'ils veulent. » C'était exactement ça.

Trump a déclaré plus tard dans la matinée que ses tweets étaient «parfaits» et a déclaré: Téhéran est comme ici. Les gens se réunissent dans des salles pour discuter de cela »- un autre exemple de l'imagerie miroir de Trump - avec« Les Iraniens meurent d'envie de parler. » Et puis, nous avons appris plus tard, il a suppléé Rand Paul de parler aux Iraniens. Lorsque j'ai transmis cette nouvelle à Pompeo samedi, il était tout simplement sans voix, ayant la même réaction que moi: c'était ahurissant que Trump confierait quoi que ce soit de sensible à Paul, sans parler de quelque chose qui pourrait déterminer le sort de sa présidence54. Pompeo J'ai rencontré Netanyahu dimanche à Jérusalem, et ce pourrait bien être une performance historique si je disais ce que je pensais vraiment, terminant ainsi certainement mon mandat de conseiller à la sécurité nationale. Pompeo a plaisanté, "Ce sera un double dans ce cas." Après nos plusieurs conversations du vendredi, je pensais que Pompeo était sérieux à ce sujet. S'il l'était, nous serions dans des eaux inexplorées si nous démissionnons tous les deux simultanément. Bien que cela soit encore peu probable, nous étions beaucoup plus proches que jamais auparavant. Les journalistes demandaient à Trump à mon sujet, et il a dit en partant pour Camp David samedi: «Je suis en désaccord avec John Bolton… John Bolton fait un très bon travail mais il adopte une posture généralement difficile… J'ai d'autres personnes qui ne ne prends pas cette position, mais la seule qui compte, c'est moi. »55 Il fallait se demander combien de temps je devrais rester.
En tout cas, je suis parti pour Israël quelques heures plus tard, sans raison, la grève ayant été annulée. En Israël, j'ai examiné où en était la situation en Iran. Netanyahu et son équipe se sont concentrés sur les dernières informations glanées par le raid audacieux d'Israël sur les archives nucléaires iraniennes et sur l'inspection subséquente de l'Agence internationale de l'énergie atomique du site de Turquzabad, qui a révélé de l'uranium traité par l'homme56. Il ne s'agissait

pas d'uranium enrichi, mais peut-être de gâteau jaune (oxyde d'uranium sous forme solide), et certainement des preuves contredisant les affirmations répétées de Téhéran selon lesquelles il n'avait jamais eu de programme d'armes nucléaires.57 L'Iran avait tenté de désinfecter Turquzabad, tout comme il avait tenté de désinfecter Lavizan en 2004 et les chambres d'essai d'explosifs de Parchin entre 2012 et 2015, mais il a échoué à nouveau.58

Cela pourrait bien être la preuve que l'Iran a maintenu son «plan Amad» pour les armes nucléaires bien après sa fin supposée en 2004 et mettrait définitivement Téhéran sur la défensive au niveau international.

De retour à Washington, le Pentagone, de manière caractéristique, s'opposait aux sanctions que Trump avait finalement décidé d'imposer au bureau du chef suprême. Il insistait sur une réunion du NSC avant d'aller de l'avant, ce qui était mal synchronisé puisque Pompeo et moi étions hors du pays. Néanmoins, une réunion a été convoquée, à laquelle j'ai assisté via une connexion vidéo par satellite depuis l'ancien bâtiment du consulat américain à Jérusalem, devenu l'«temporaire» ambassade. Esper et Dunford ont déclaré qu'ils craignaient que les sanctions proposées n'entravent notre capacité à négocier avec l'Iran. (Pompeo, incapable de participer à cause de ses déplacements, a déclaré avoir dit plus tard à Esper qu'il était «touché» par leur inquiétude, mais il pensait qu'il pouvait y faire face.)

Trump est intervenu pour dire: «Même nos ennemis ont aimé que nous ne l'aimions pas attaque."

(Sans blague!) «Nous avons accumulé du capital. C'était l'acte le plus présidentiel depuis des décennies. Cela a très bien fonctionné. » Mnuchin a fait pression pour le décret qu'il avait rédigé, ne sanctionnant pas réellement Khamenei mais seulement son bureau, ce que je pensais être une erreur. Trump a répondu: «Ce serait beaucoup plus efficace si nous désignions le chef suprême», ce qui était incontestablement vrai. Une discussion plus confuse s'ensuivit, et Trump déclara «nous ne [] vraiment pas savions» quel serait l'effet des sanctions. «En fait, je pense que cela aidera les pourparlers. La plupart diraient que cela aide aux pourparlers. Et pourquoi ne faisons-nous pas [le commandant de la force Qudsem Qasem] Soleimani? Mettez son nom là-dedans. "

Lorsque quelqu'un a suggéré que Soleimani pourrait déjà être couvert par d'autres sanctions, Trump a déclaré: «Mettez son nom de toute façon. John, voudriez-vous mettre son nom là-dedans? "

"Oui, monsieur," dis-je.

"Voulez-vous mettre le nom du chef suprême là-dedans?"

"Oui, monsieur," répétai-je.

«Je ne sais pas si c'est bon ou mauvais, mais je veux le faire. Mettez-le. Ils doivent avoir une raison de négocier. Ajoutez Zarif », a déclaré Trump, faisant ma journée. "Rendez [les sanctions] fortes, super fortes", a conclu Trump59.

En soulevant ces questions et en essayant de bloquer le projet de décret, Dunford et Esper avaient aggravé la situation pour leur propre position. Cela servi leur a bien. Je pensais aussi que Trump montrait aux autres qu'en dépit de sa misérable décision de jeudi soir malgré,mes objections, comme chacun le savait, je n'étais pas encore sur le point d'être licencié. J'ai considéré le résultat de lade la victoire quasi totale du NSC réunion. (Le secrétaire d'État Paul a par la suite persuadé Trump de reporter les sanctions de Zarif pendant trente jours. Je me demande s'il a autorisé cela avec le secrétaire d'État Giuliani? Cependant, fin juillet, Trump,

inversant le cap, était prêt à autoriser des sanctions contre Zarif , ce que nous avons fait.) À Washington, Trump a tweeté: les dirigeants iraniens ne comprennent pas les mots «gentil» ou «compassion» qu'ils n'ont jamais. Malheureusement, ce qu'ils comprennent, c'est la force et le pouvoir, et les États-Unis sont de loin la force militaire la plus puissante du monde, avec 1,5 billion de dollars investis au cours des deux dernières années seulement …… Le merveilleux peuple iranien souffre, et pour aucun raison du tout. Leur direction dépense tout son argent sur Terror, et peu sur autre chose. Les États-Unis n'ont pas oublié l'utilisation par l'Iran des EEI et des EFP (bombes), qui ont tué 2000 Américains et en ont blessé beaucoup d'autres ..... La déclaration très ignorante et insultante de l'Iran, publiée aujourd'hui, montre seulement qu'ils ne comprennent pas la réalité. Toute attaque de l'Iran contre quoi que ce soit des États-Unis se heurtera à une force grande et écrasante. Dans certaines régions, l'écrasement entraînera l'effacement. Plus John Kerry et Obama!

Comme si la débâcle après la chute du Global Hawk n'était pas suffisante, nous avonsimmédiatement fait face à une attaque diplomatique de Macron. De sa propre initiative erronée, il avait travaillé dur Rouhani afin que l'Iran ne passe pas par les limites critiques de l'accord nucléaire sur ses activités nucléaires. Macron a incontestablement considéré que l'assouplissement des sanctions contre l'Iran était la clé pour entamer les négociations, sinon le précieux accordnucléaire de l'Union européenne serait sur lesur le chemin de l'ossature. Sans concessions des États-Unis, de l'avis de Macron, l'Iran ne viendrait jamais à la table, ce qui me convenait parfaitement. En préparation d'un appel avec Macron le lundi 8 juillet, Pompeo et moi avons informé Trump de ce à quoi s'attendre, Pompeo disant que nous pensions que Macron «proposerait une concession abrupte juste pour commencer les négociations», ce qui était «exactement ce que Kerry et Obama ont fait , Une mauvaise idée." Trump a répondu:
«Nous pouvons conclure un accord en une journée. Il n'y a aucune raison réelle d'alléger les sanctions.
Une fois que nous avons fait cela, ils sont difficiles à reprendre », ce qui était tout à fait exact.
La discussion a erré pendant un certain temps, et le sujet des activités d'enrichissement de l'uranium de l'Iran a été soulevé. «Nous devrons peut-être le frapper», a déclaré Trump, puis il a recommencé à se poser des questions inutiles sur le moment où Milley prendrait le relais de Dunford: «Devrions-nous impliquer Milley? Nous devrons peut-être le faire dans deux semaines. Si vous mettez vingt Tomahawks dans une porte, je m'en fous de ce qu'ils disent, c'est mauvais.» C'était également exact, même si je ne savais pas à quelle porte il pensait, ni d'où il avait saisi le chiffre «vingt».

Ce que Pompeo et moi ne savions pas (ni personne d'autre à l'État ou au NSC), et certainement pas approuvé, c'est que Mnuchin avait négocié tranquillement avec le ministre français des Finances Bruno Le Maire pour faire exactement ce que Trump a dit qu'il ne ferait pas. faire. J'ai appris cela de Mulvaney, qui a dit que Mnuchin l'avait appelé pour signaler que nous avions un accord avec l'Iran, ce que Mnuchin m'a essentiellement répété plus tard. Ni Pompeo ni moi ne savions quoi que ce soit des discussions de Mnuchin avec Le Maire (bien que Mnuchin ait affirmé que cela avait été en quelque sorte convenu lors du déjeuner du jour J Trump-Macron). En outre, cela ressemblait beaucoup aux négociations commerciales de Mnuchin avec les Chinois; un accord a toujours été conclu ou presque conclu. Mnuchin n'a

apparemment jamais vu de négociation où il ne pourrait pas faire suffisamment de concessions pour conclure un accord. Lorsque Trump a parlé à Macron, cela m'a frappé peut-être même que Trump ne savait pas que Mnuchin avait essayé de céder le magasin lorsque Macron a soulevé les négociations Mnuchin – LeMaire. Après un discours de Trump sur Kerry et la loi Logan, Macron a demandé directement ce que Trump serait prêt à abandonner, démontrant ainsi précisément sa mentalité de faire des concessions à l'Iran sans rien obtenir en retour. Bien que Trump ait d'abord esquivé, ils ont discuté avant la fin de l'appel de l'idée d'une réduction significative des sanctions pétrolières et financières contre l'Iran pendant une brève période, et Trump semblait clairement pencher dans cette direction. C'était exactement ce que Pompeo et moi avions eu du mal à empêcher.
Un autre désastre. Après un événement habituel du Bureau ovale pour que les nouveaux ambassadeurs présentent leurs lettres de créance, je suis resté pour lui demander d'expliquer son offre à Macron. Trump a dénigré Macron, mais a dit, c'est le genre de gars qui pourrait conclure l'accord. Ce ne sont que quelques-unes des sanctions pétrolières pour une brève période, a-t-il dit, ce qui était mieux que les autres propositions qu'il avait discutées avec Macron, et c'est ce que j'ai transmis immédiatement à mon nouvel homologue français, Emmanuel Bonne. «Cela ne me dérange pas du pétrole», a déclaré Trump, «vous pouvez toujours réactiver [les sanctions].» Bien sûr, c'était exactement le contraire de ce qu'il avait dit à Pompeo et à moi plus tôt, incitant Pompeo à dire qu'il appellerait Graham, Cruz et Tom Cotton pour attiser l'opposition républicaine aux négociations. J'ai envoyé à Pompeo le dossier de l'appel et lui ai parlé plus tard dans la journée. La concession sur la levée des sanctions pétrolières était «au-delà de toute croyance» pour lui, comme pour moi, car elle montrait que Trump ne comprenait pas les dommages qui seraient causés à notre effort global de «pression maximale» en augmentant ou diminuant les sanctions comme un rhéostat. Encore une fois, Pompeo était prêt à démissionner, et il a dit que ce n'était qu'une question de temps jusqu'à ce que nous appelions tous les deux. Il a dit: «Nous pouvons éteindre ce feu, mais le prochain sera pire…», et il s'est arrêté. Tout ce que nous pouvions faire, c'était espérer que l'Iran viendrait à notre secours une fois de plus.
Je n'étais pas entièrement passif sur ce point, encourageant Netanyahu à appeler Trump le 10 juillet pour se raidir la colonne vertébrale.60 Dans les deux heures, Trump a tweeté: l'Iran a longtemps été secrètement `` enrichissant '', en violation totale du terrible150 accord de milliards de dollars faite par John Kerry et l'administration Obama.
N'oubliez pas que cet accord devait expirer dans un court nombre d'années. Les sanctions seront bientôt augmentées, substantiellement!

Nous développions un programme d'escorte pour les navires commerciaux dans le Golfe, connu sous le nom d'Opération Sentinelle, avec la participation des Saoudiens et des Emirats, ainsi que des Britanniques et d'autres Européens, ce qui découragerait au moins cette forme d'interférence iranienne avec les marchés mondiaux du pétrole.61
Plus tôt , le 4 juillet, les Royal Marines du Royaume-Uni, agissant à la demande du gouvernement de Gibraltar, avaient saisi le pétrolier Grace 1 appartenant à l'Iran pour avoir violé les sanctions de l'UE contre la Syrie. En réponse, le 10 juillet, l'Iran a tenté de saisir le pétrolier britannique British Heritage dans le détroit d'Ormuz; le 13 juillet, il a capturé un pétrolier à pavillon panaméen appartenant aux Emirats, le Riah; puis le 19 juillet, ils ont

finalement obtenu ce qu'ils voulaient, s'emparant de Stena, une entreprise Imperosuédoise battant pavillon britannique. De toute évidence, l'Iran visait à échanger la Grace 1 (désormais rebaptisée Adrian Darya 1) contre la Stena Impero, même si les deux saisies n'étaient guère équivalentes. Malheureusement, un échange était exactement ce que les Britanniques recherchaient.
De toute évidence, le jeu était encore en cours à moins que et jusqu'à ce que l'Opération Sentinelle soit en place, ce qui s'est avéré plus difficile que prévu parce que de nombreux pays ont hésité à y adhérer. Une partie de l'hésitation était sans doute due à l'instinct d'apaisement, mais une partie était due à l'incertitude quant à la résolution et à la persévérance des États-Unis en raison des mouvements erratiques de Trump. En raison à la fois de leur dévouement à sauver l'accord sur le nucléaire iranien et de leur désir de ne rien détourner de l'impératif existentiel de la réalisation du Brexit, même le nouveau gouvernement de Boris Johnson n'a pas tenu bon, libérant le Grace 1 en vertu d'un engagement à ne pas flotter son cargaison de pétrole en Syrie, une promesse qui vaut exactement ce que Londres a reçu en retour. Ils ne voulaient tout simplement pas se battre. Une autre mauvaise leçon, sans doute dûment notée à Téhéran.

Le lendemain, 11 juillet, mon nouvel homologue français Emmanuel Bonne m'a appelé de Paris, à peine rentré d'Iran. Khamenei lui-même, a-il t-dit, a catégoriquement rejeté ses efforts. La formule de l'Iran était «une résistance maximale à une pression maximale», ce qui était exactement la ligne que l'Iran a commencé à utiliser publiquement.62 Alors que certains allègements de sanctions pouvaient permettre des négociations, le programme iranien de missiles balistiques était complètement hors de propos, Zarif avait précisé.
Rouhani avait été tout aussi ferme: l'Iran croyait qu'il gagnerait à la fin, et ils étaient prêts à s'opposer à l'escalade américaine par tous les moyens disponibles. Quand Bonne a dit que Macron avait demandé un cessez-le-feu économique, Rouhani a dit qu'il voulait un tel cessez-le-feu, mais seule la levée totale des sanctions américaines ramènerait l'Iran à respecter l'accord nucléaire, ce qui était ridicule. Pour être clair, Rouhani avait également souligné que le Guide suprême avait approuvé cette position.63 J'ai promis de faire part de son rapport à Trump et je suis allé le voir vers 15 h 30. Trump a répondu: «C'est ça. Retirez l'offre. Sanctionnez-les. Préparez-vous à frapper les […] sites [points de suspension requis ici par le processus d'autorisation de prépublication] », dont nous avions discuté d'avant en arrière. Ensuite, Trump est revenu à quitter la Syrie. Alors que je quittais l'Ovale, Mnuchin attendait dehors, j'en ai donc profité pour lui annoncer la bonne nouvelle de l'effondrement de l'effort français avec l'Iran.
Rand Paul, à ce moment-là, travaillait pour que Zarif vienne de New York à Washington pour rencontrer Trump64, comme Kim Yong Chol de Corée du Nord l'avait fait l'année précédente. Au cas où, j'ai préparé chez moi une copie dactylographiée de ma lettre de démission de deux phrases, manuscrite en juin, à apporter à tout moment. J'étais prêt.
Malgré la répulsion de l'Iran, les efforts de Macron pour faire des concessions pour maintenir l'accord nucléaire en vigueur ont repris sans relâche. Il ne s'agissait pas d'améliorer l'accord sur le nucléaire, mais de le dégrader encore plus, de manière désespérée et de plus en plus dangereuse, simplement pour maintenir la coquille de l'accord en vie. Cela aurait été risible si

Trump ne succombait pas à la subversion de sa propre politique déclarée. Trump a eu des moments où il est revenu sur la bonne voie, comme lorsqu'il a finalement répudié publiquement le gambit Rand Paul le 19 juillet.
Il m'a dit le lendemain: «Rand Paul n'est pas la bonne personne pour négocier cela. C'est un pacifique. Je suis sorti de ça hier, avez-vous vu? " Je n'ai pas laissé passer l'occasion de noter que Mark Levin, dans son émission de radio la nuit précédente, avait déclaré que la politique étrangère de Paul était essentiellement la même que celle d'Ilhan Omar, le membre radical de la Chambre démocratique du Minnesota. Lors d'un appel ultérieur à Macron, Trump a expliqué l'action défensive que l'USS Boxer, un navire d'assaut amphibie, avait prise, abattant un drone iranien se rapprochant de façon inacceptable du navire.66 Au moins nous nous défendions toujours, bien que le coût du drone iranien était trivial par rapport à celui du Global Hawk abattu. Macron n'avait rien de nouveau à offrir, et Trump a continué d'affirmer qu'il parlerait directement avec les Iraniens. La direction de Macron est restée inchangée.
Trump semblait comprendre cela de temps en temps, comme le 8 août, quand il me disait à propos de Macron, "Tout ce qu'il touche tourne à la merde."
C'était le bon ton. Pompeo et moi avons discuté de l'implication de Macron en continu, et plus tard dans la journée, après avoir rencontré Trump, Pompeo a fait irruption dans mon bureau et, en riant déjà, a déclaré: «J'ai résolu votre problème pour vous. Il a déjà tweeté à propos de Macron, c'est sûr, regardez-le », ce que j'ai fait rapidement, constatant que quelques minutes plus tôt, Trump avait proclamé: l'Iran est en grave difficulté financière. Ils veulent désespérément parler aux États-Unis, mais reçoivent des signaux mitigés de tous ceux qui prétendent nous représenter, y compris le président français Macron… Je sais qu'Emmanuel veut bien, comme tous les autres, mais personne ne parle au nom des États-Unis sauf les États-Unis eux-même. Personne n'est autorisé de quelque manière que ce soit, sous quelque forme que ce soit, à nous représenter!

Pompeo et moi roulions maintenant dans les allées, croyant à tort que l'effort de Macron était effectivement mort. Ce n'était pas. Cela était évident alors que les préparatifs du Biarritz G7 fin août s'accéléraient. Malgré les rumeurs selon lesquelles la France inviterait Rouhani à y assister en tant qu'invité, Bonne m'a nié à plusieurs reprises que c'était vrai. Et ce n'était pas vrai - ils invitaient Zarif. Trump était extrêmement peu enthousiaste à l'idée de participer à un autre G7 après le plaisir à Charlevoix en 2018, et à plusieurs reprises, moi et d'autres, il arriverait tard et repartir tôt. Les Français essayaient de nous grignoter à mort sur les «livrables» du G7 et étaient généralement inutiles sur les questions de logistique et de sécurité, ce qui poussait les services secrets et les équipes avancées de la Maison Blanche à se distraire. Sur le fond, Bonne et d'autres étaient clairs: l'Iran était la priorité absolue de Macron, ce qui était évidemment inquiétant. Macron n'acceptait pas non pour réponse, en partie parce que Mnuchin encourageait toujours avec Le Maire l'idée qu'il y avait un accord à faire.

Trump était tellement désintéressé par le G7 qu'il était difficile pour Kudlow et moi de planifier un briefing pour lui, mais nous l'avons finalement fait le mardi 20 août, quatre jours avant le début du sommet. Trump a entendu une longue liste de plaintes de Kudlow, des services secrets et de la Maison Blanche qui ont fait avancer les gens, alors il a décidé d'appeler Macron avec nous tous dans l'Oval, le rejoignant vers cinq heures du soir, heure de Washington.67

Trump a demandé à d'autres de régler les problèmes. puis s'est mis à se plaindre de la façon dont Macron l'avait mal traité lors de visites antérieures (comme la célèbre insulte à propos du nationalisme contre le patriotisme lors de la cérémonie du jour de l'armistice de novembre). Macron est intervenu pour dire qu'il était onze heures du soir en France et qu'il avait demandé un appel téléphonique deux jours plus tôt. Trump a explosé, faisant une pause sur l'appel à se tourner vers moi et a dit: «On ne m'a pas dit à ce sujet, bon sang, Bolton, tu aurais dû me le dire. J'entends cela de tout le monde. Donnez-moi ces putains d'appels. " J'ai dit qu'en fait, Macron ne l'avait pas fait, mais Trump n'était pas dissuadé. Il semblerait que Trump avait, dès le début, accusé Michael Flynn de ne pas lui avoir téléphoné de Poutine.68 Trump pensait peut-être qu'il était toujours victime d'un complot en cours. À ce moment-là, j'ai failli sortir de l'Ovale, mais cela aurait nécessité une démission, ce que j'étais sur le point de faire. Je ne voulais pas le faire sur ce point, cependant, car lui et Macron avaient tous les deux tort. Bonne m'avait envoyé un e-mail pendant plusieurs jours pour me demander quand nous arriverions à Biarritz, et j'avais répondu par e-mail que nous y travaillions toujours, cherchant un moment pour entendre Trump sur sa préférence. La veille, Bonne avait demandé à Macron d'informer Trump sur sa récente rencontre avec Poutine à Moscou. J'ai suggéré de le planifier une fois que nous aurions eu notre session de planification du G7 avec Trump, afin que les deux dirigeants puissent discuter des deux questions. Bonne était d'accord, ce qui était tout à fait sensé et ef fi cace pour les deux parties. Bien sûr, je n'ai pas dit à Bonne que, selon moi, Trump n'avait jusque-là pas prêté attention au G7.

Cette conversation avec Macron s'est poursuivie jusqu'à 18 heures. Une fois terminée, je suis restée pour déterminer si Trump devrait se rendre au Danemark après le sommet. Trump s'était calmé à ce moment-là et avait commencé à dicter un tweet expliquant pourquoi il n'allait pas au Danemark mais le ferait à l'avenir. Avec cela en main, alors que je quittais l'Ovale, on m'a remis une note de Kupperman disant qu'un autre drone MQ-9 avait été abattu, celui-ci apparemment par les Houthis au Yémen.69 Bien que nous recevions toujours des informations, les Houthis avait déjà revendiqué le crédit dans les médias sociaux, alors je suis retourné le dire à Trump. Trump a immédiatement répondu: «Je veux des représailles. Apportez-moi quelques options plus tard », ce que j'ai dit que nous ferions.

De retour dans mon bureau, j'ai dit à Kupperman ce que Trump m'avait dit lors de l'appel de Macron, et Kupperman a dit: «Trump devrait s'excuser auprès de vous.» J'ai dit:

"Cela n'arrivera jamais."

Le lendemain, cependant, après les informations régulières, je suis resté derrière pour montrer à Trump l'échange de courriels imprimé entre Bonne et moi-même, montrant qu'un éventuel appel Macron-Trump avait été bien sous contrôle et certainement pas caché. . Je ne m'attendais pas à ce que Trump lise les e-mails, pas plus qu'il ne lisait la plupart des autres choses, mais je voulais qu'il sache que j'avais parlé honnêtement quand j'ai dit que je n'avais pas empêché Macron de l'atteindre. Trump a répondu: «Je n'aurais pas dû vous hurler dessus. Je suis désolé, j'ai trop de respect pour toi. Mais les gens ne me contactent pas. » Cette dernière phrase était alors aussi inexacte que la veille, mais elle ne valait guère la peine d'être contestée dans l'abstrait.

Je suis parti pour Biarritz tôt le vendredi 23 août, survolant la journée et y arrivant en début de soirée pour préparerl'arrivée de Trump samedi à midi. Il est arrivé à son hôtel à une heure trente, et nous avons entendu de façon inattendue qu'il déjeunerait avec Macron à 14 heures,

ce qui n'était pas prévu auparavant. Je m'étais engagé à faire d'autres réunions, que j'ai annulées à la hâte , pour me rendre à l'hôtel du Palais, où logeaient les dirigeants du G7.
À mon arrivée, Trump et Macron étaient assis à une table sur la véranda en train de faire une conférence de presse. D'autres membres des délégations française et américaine étaient réunis autour d'une table séparée à proximité. Ce que je n'ai appris que le lendemain, dimanche, c'est que l'Iran était presque le seul sujet entre Macron et Trump, en particulier si Trump devait rencontrer Zarif, qui se rendait à Biarritz, probablement de Paris, où il avait été enfermé. depuis sa rencontre avec Macron la veille. Trump a ensuite déclaré à Abe que le déjeuner en tête-à-tête avec Macron était la meilleure heure et demie qu'il ait jamais passée.
Dimanche matin, Trump et le britannique Boris Johnson ont déjeuné, leur première rencontre depuis que Johnson est devenu Premier ministre. Inévitablement, le sujet de l'Irak a été soulevé, et Johnson s'est livré à des taquineries amicales en disant: «Je suis d'accord avec le président que« bâtir la démocratie »était une erreur.
Avons-nous fini avec l'ère du changement de régime, John? J'ai ri et dit: «Eh bien, c'est un sujet sensible», mais j'ai fait valoir que la poursuite du «changement de régime» dans certaines circonstances n'était pas la même chose que la «promotion de la démocratie» ou «l'édification de la nation». Sorti de nulle part, Trump a ensuite déclaré: «John a fait du bon travail. Quand il entre dans une pièce, Xi Jinping et ces autres en prennent note », ce qui a provoqué la gaieté générale en se tournant vers moi, en souriant
et en disant:« C'est vrai. » C'était bien. Tant que ça a duré.
Les réunions du G7 se sont déroulées pendant le déjeuner dimanche jusqu'à ce que la bombe ait frappé, alors que des rumeurs ont traversé le centre de conférence de Bellevue que Zarif était sur un avion atterrissant imminemment à Biarritz. Alors que nous essayions de connaître les faits, j'ai reçu un e-mail de Pompeo me demandant de l'appeler immédiatement, ce que j'ai fait vers 15 h 40. Il a rapporté un appel qu'il venait de passer avec Netanyahu au sujet d'une frappe aérienne israélienne en Syrie. la nuit précédente, dirigée contre les menaces iraniennes contre Israël, un événement non rare car, contrairement à l'administration Trump, Israël n'a pas hésité à écraser les menaces de manière préventive.70 Nous avons discuté de la façon dont nous devrions procéder à la lumière de la frappe israélienne, et j'ai ensuite dit à Pompeo J'entendais parler de Zarif à Biarritz, dont il ne savait rien. J'ai expliqué que j'allais rentrer au Bellevue et que je le tiendrais au courant. Là, j'ai retrouvé Mulvaney et il a dit qu'il n'était au courant d'aucun contact possible avec Zarif, bien qu'il ait entendu les mêmes rumeurs que moi. J'ai envoyé une note à la réunion des dirigeants du G7 pour que Kelly Ann Shaw, le sherpa américain, passe à Trump, décrivant ce que nous savions du sort de Zarif. Elle a renvoyé une note disant que Trump avait lu le mien et lui a dit que Macron l'avait invité à rencontrer Zarif aujourd'hui. «POTUS veut définitivement le faire», a-t-elle écrit.
Je me suis assis seul dans une salle de réunion bilatérale inutilisée pour rassembler mes pensées. J'ai dit au personnel du NSC de prendre contact avec nos pilotes pour créer un itinéraire de vol alternatif pour plus tard dans la journée ou le lundi. Au lieu d'aller à Kiev et aux autres arrêts avant Varsovie, je voulais un plan de vol pour Joint Base Andrews. Je n'ai pas dit pourquoi, mais si Trump rencontrait Zarif, mon envie était de rentrer chez moi et de démissionner. Je ne verrais aucun intérêt à poursuivre le reste du voyage si je savais que je démissionnerais à mon retour à la Maison Blanche.
J'ai décidé que je ferais aussi bien de le faire maintenant et d'en finir.

Bizarrement, nous avons ensuite eu un accord bilatéral sur Trump avec le Premier ministre australien Scott Morrison, où l'Iran est à peine arrivé, et je suis monté dans le cortège de Trump à l'hôtel du Palais, pour lui parler en privé de cette réunion de Zarif. À ce moment-là, j'avais reçu un e-mail de Pompeo, qui avait de nouveau parlé à Netanyahu. Netanyahu avait entendu parler de l'éventuelle réunion de Zarif et pressait d'appeler Trump à 15 h 30, heure de Biarritz, qui approchait rapidement. Après être arrivé à l'hôtel, j'ai de nouveau parlé avec Pompeo en attendant de rencontrer Trump dans sa suite. Je lui ai dit que je ferais ce que je pouvais à propos de l'appel de Netanyahu, mais j'étais déterminé à faire un effort de plus pour dissuader Trump de rencontrer Zarif. Netanyahu et l'ambassadeur d'Israël Ron Dermer m'appelaient également, alors j'ai demandé à Pompeo de leur dire que je me sentais comme la Brigade légère, résultat à déterminer. Au rez-de-chaussée de Trump, j'ai trouvé Mulvaney et Kushner. Kushner a téléphoné à David Friedman, ambassadeur américain en Israël, pour lui dire qu'il n'allait pas laisser passer l'appel de Netanyahu. (Maintenant, nous savions qui arrêtait tous ces appels à Trump!)

Quand il a raccroché, Kushner a expliqué qu'il avait arrêté cela et un effort antérieur de Netanyahu parce qu'il ne pensait pas qu'il était approprié qu'un leader étranger parle à Trump de qui il devrait parler.

J'ai dit à Mulvaney que je devais informer Trump sur l'activité militaire israélienne du jour au lendemain en Syrie 71, ainsi qu'en Iran. Mulvaney a déclaré que Trump lui avait dit dans la voiture de l'hôtel que Macron avait utilisé le déjeuner du samedi avec Trump pour faire l'invitation à rencontrer Zarif. Trump avait ensuite invité Mnuchin à leur table, pour discuter de la question de Zarif et suggérer que Mnuchin rencontre Zarif à la place de Trump. Mulvaney a déclaré que Trump lui avait également dit que Kushner était au courant d'une éventuelle réunion avec Zarif. Je suis entré dans la suite de Trump vers 5 h 25, accompagné de Mulvaney et Kushner. Trump a commencé par demander pourquoi je n'avais pas voulu faire les talk-shows du dimanche (!). J'ai expliqué que Mnuchin, Kudlow et Lighthizer les avaient fait à juste titre ce jour-là en raison de nos efforts pour recentrer le G7 sur des questions économiques plutôt que politiques. Trump a accepté l'explication, qui avait au moins la petite vertu d'être vraie. J'ai ensuite décrit à Trump l'opération militaire israélienne. Trump a soulevé Zarif, a dit qu'il voulait le rencontrer et a demandé: «Pensez-vous que c'est une bonne idée?» «Non, monsieur, je n'en ai pas», ai-je répondu, puis j'ai expliqué pourquoi ce n'était pas le moment de se réunir, encore moins d'assouplir les sanctions économiques, encore moins d'étendre la ligne de crédit de 5 à 15 milliards de dollars que la France avait proposée. Et Mnuchin avait négocié avec Le Maire.72 J'ai dit qu'une fois que nous aurions relâché la pression sur l'Iran, il serait très difficile de la remettre (tout comme avec la Corée du Nord). Même un petit soulagement économique a largement contribué à soutenir les pays soumis à des sanctions sévères, mais nous n'avions aucun moyen de savoir quel changement de comportement réel nous allions obtenir de l'Iran. Trump a demandé à Mulvaney et Kushner ce qu'ils pensaient. Mulvaney était d'accord avec moi, mais Kushner a dit qu'il aurait la réunion parce qu'il n'y avait rien à perdre.

Ces personnes n'avaient pas plus d'attention que l'accord devant elles.

Puis, comme si une lumière s'était éteinte dans la tête de Trump, il a déclaré: «Ils n'obtiennent aucune ligne de crédit tant que l'accord n'est pas terminé. Je ne suis d'accord sur rien pour les empêcher de violer [l'accord sur le nucléaire]. » Bien sûr, c'était exactement le contraire de ce

que Macron proposait. Bien que le commentaire de Trump soit meilleur que celui où je craignais de finir, je l'ai quand même pressé de ne pas rencontrer Zarif. "Je pense toujours que je le verrai", a déclaré Trump, "ce serait en privé, peut-être juste une poignée de main." Je l'ai de nouveau exhorté à ne pas le faire et la réunion a pris fin.

Dans le couloir, Mulvaney, Kushner et moi avons parlé encore quelques minutes. J'ai expliqué que Macron avait un problème s'il pensait qu'une institution financière réputée attendait pour étendre une ligne de crédit à l'Iran. Nous avons tous au moins convenu que Macron était une belette (c'était mon souvenir) et qu'il essaierait de prendre le crédit de toute réunion qui aurait lieu. Je suis reparti plus convaincu que Mulvaney n'avait rien su de ce gâchis jusqu'à ce que je lui parle au centre de Bellevue plus tôt dans l'après-midi. J'ai appelé Pompeo une troisième fois vers 16 h 15 pour le renseigner. «Nous avons donc Mnuchin et Jared, deux démocrates, qui dirigent notre politique étrangère», a-t-il déclaré lorsque j'ai terminé mon rapport, ce qui m'a paru à peu près juste. Il a ajouté:

«Nous avons ici un problème de substance et un énorme problème de processus», tous deux clairs. «C'est la tendance du président à tenir cette réunion, et il fait le tour du monde jusqu'à ce qu'il trouve quelqu'un qui soit d'accord avec lui» (également correct). J'ai répondu que si la réunion avait lieu, je démissionnerais sans aucun doute et que même si ce n'était pas le cas, je pourrais de toute façon démissionner. "Je suis avec toi", a déclaré Pompeo. J'ai attendu dans la soirée que la rencontre de Trump avec Zarif avait eu lieu, m'attendant à être réveillée pour entendre la nouvelle à un moment donné, mais elle n'est jamais venue.

Le lendemain, lundi 24 août, j'ai conclu, étonnamment, qu'il n'y avait pas eu de réunion. Il n'y a certainement pas eu de couverture médiatique d'une réunion, bien que le ministre français des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian ait rencontré Zarif pendant plus de trois heures, rejoint à un moment donné par Macron.73 Les Français ont déclaré à Kelly Ann Shaw que Macron avait donné à Trump un tête-à-tête. -une lecture de ces conversations dans la chambre d'hôtel de Trump, mais n'a apparemment informé personne d'autre.

Lorsque j'ai parlé à Mulvaney juste avant le premier accord bilatéral de Trump ce matin-là, il a dit qu'il ne pensait pas qu'il y avait eu une réunion avec Zarif. J'ai envoyé cette nouvelle par e-mail à Pompeo vers 10 h 30, disant que je ne pouvais pas exclure un appel téléphonique, et je ne savais pas non plus si Kushner ou Mnuchin aurait pu rencontrer ou parler à Zarif, pour créer une future chaîne de la communication. (Cette dernière hypothèse était quelque chose que je croyais agité et inquiet des hauts responsables israéliens, et qui bien sûr rendait Pompeo livide.)

Je ne sais pas si j'ai seul dissuadé Trump de rencontrer Zarif, mais la décision m'a suffi pour voyager à Kiev plutôt que de rentrer chez eux.

Pourtant, combien de temps pourrait-il s'écouler avant que Trump ne commette une erreur vraiment grave et irréversible? Encore une fois, nous avions seulement reporté, et peut-être pas pour longtemps, le jour du jugement.

CHAPITRE 13

DE L'AFGHANISTAN

MISSION CONTRE-TERRORISME
DE CAMP DAVID PRES DE MISS

Je savais ce que je voulais accomplir en Afghanistan, et les autres conseillers principaux de Trump partageaient mes deux objectifs. Attachés en premier lieu, ils étaient: (1) empêchant la résurgence potentielle de l'Etat islamique et d'Al-Qaïda, et les menaces d'attentats terroristes contre l'Amérique; et (2) rester vigilant contre les programmes d'armes nucléaires en Iran à l'ouest et au Pakistan à l'est.
C'était la plate-forme antiterroriste1 que nous voulions poursuivre au début de 2019.Le plus difficile était de faire en sorte que Trump accepte et ensuite s'en tienne à sa décision. Si ces objectifs étaient mal présentés ou mal chronométrés, nous risquions une nouvelle explosion dans laquelle Trump exigerait que nous retirions tout le monde immédiatement; ne pas les présenter signifiait un retrait par défaut.
Les négociations en cours entre Zalmay Khalilzad et les talibans constituent une autre couche de complexité. Pompeo pensait qu'il exécutait le mandat de Trump de négocier un accord réduisant à zéro la présence des troupes américaines. Je pensais que c'était clairement une mauvaise politique. En théorie, le gouvernement américain s'est opposé à un tel arrangement à moins qu'il ne soit «fondé sur des conditions», ce qui signifie que nous n'atteindrions le zéro que si: (1) il n'y avait pas d'activités terroristes dans le pays; (2) Daech et Al-Qaïda n'ont pas été autorisés à établir des bases opérationnelles; et (3) nous disposions de moyens de vérification adéquats. Je pensais que c'était d'une naïveté touchante, tout comme les vues du Pentagone sur la maîtrise des armements: nous concluons un accord avec une bande de malfaiteurs, et ils y adhèrent. Comme c'est gentil.
Dès le départ, Pompeo a insisté sur le fait que c'était le Pentagone qui voulait un accord avec les talibans, pour diminuer les menaces contre le personnel américain alors que nous réduisions notre présence; sans un tel accord, les risques pesant sur la diminution des forces américaines étaient trop grands. Mais encore une fois, je pensais que c'était une vision presque enfantine. Je n'ai jamais compris pourquoi un tel accord nous protégeait réellement d'un groupe de terroristes auquel nous n'avions jamais fait confiance. Si les talibans, l'Etat islamique et al-Qaïda ont conclu de la preuve évidente du retrait palpable des troupes américaines que nous nous retirions et que cela augmentait les risques pour nos forces décroissantes, que concluraient ces terroristes à partir d'un morceau de papier qui disait expressément que nous allions à zéro d'ici octobre 2020?
«En fonction des conditions», dans le contexte afghan, était comme un opiacé. Cela a fait en sorte que certains d'entre nous (sans moi) se sentent bien, mais ce n'était qu'une expérience temporaire,finalement creuse, au mieux. Je doutais qu'il y ait un accord avec les talibans que nous devrions trouver acceptable, compte tenu de leurs antécédents. Si le «total retrait» était la cible, les violations des «conditions» ne changeraient pas ce résultat, compte tenu de l'avis de Trump. Une fois que nous avons plongé à zéro, c'est là que nous finirions. Mais si la poursuite des négociations nous a permis de nous préparer et de maintenir une présence antiterroriste durable, alors continuez.
Shanahan, Dunford, Pompeo et moi pensions tous que le plus tôt nous pourrions informer Trump sur la façon dont ces opérations fonctionneraient dans la pratique, mieux ce serait. Un briefing était prévu pour le vendredi 15 mars et les préparatifs ont commencé sérieusement.

Sachant combien était en jeu, nous avons eu une séance de préparation dans le Tank le vendredi précédent. Curieusement, Pompeo a invité John Sullivan à sa place; Peut-être ne voulait-il pas révéler l'état actuel de la diplomatie avec les talibans avant le briefing de Trump, ce qui serait conforme à sa pratique de partager le moins possible les négociations. Je n'ai pas été dérangé par son absence, car j'avais conclu que la diplomatie afghane n'aurait pas beaucoup d'importance à long terme de toute façon. Mon horizon était plus limité: comment rendre la présentation du ministère de la Défense à Trump le vendredi suivant aussi efficace que possible, le persuadant ainsi que nous devions conserver d'importantes ressources de lutte contre le terrorisme dans le pays.

Typique de ses briefings, le Pentagone avait préparé des graphiques et des diapositives rendant tout plus compliqué que nécessaire, même lorsqu'ils transmettaient à Trump de «bonnes» nouvelles, telles que les réductions substantielles de personnel et de coûts que l'armée entraînerait. J'ai exhorté Shanahan et Dunford à prêter une attention particulière aux réactions de Trump lors de leur briefing et pas seulement à lire les diapositives et les graphiques. C'était le style de Mattis, et j'avais entendu les histoires, vraies ou non, de Trump en train d'écouter de longs briefins exhaustifs de McMaster. Pas besoin de revivre ça. Je pensais que tout le monde était d'accord, mais le test viendrait la semaine suivante.

Le matin du 15 mars, Trump a appelé le président éthiopien Abiy Ahmed Ali (qui est devenu lauréat du prix Nobel de la paix en octobre 2019) pour lui présenter ses condoléances pour le récent crash d'Ethiopian Air (qui a conduit à l'échouement mondial de tous les Boeing 737 Max). Pendant que Trump et moi parlions, attendant que l'appel soit passé, il a soulevé l'Afghanistan et a dit: «Nous devons sortir de là.» Ce n'était pas une bonne façon de commencer la journée. Je l'ai rappelé après l'appel d'Abiy pour lui expliquer que le briefing consisterait en grande partie à montrer au Pentagone comment il avait redéfini la mission afghane sur la base de ses instructions de réduire la présence américaine. "Cela ne nuira pas aux négociations, n'est-ce pas?" demanda-t-il, inquiet que le fait de baisser nos chiffres indique une faiblesse, et j'ai dit que non. Il a demandé que je monte avec lui dans la Bête au Pentagone, avec Pence, ce qui m'a donné une autre chance de prendre sa température et de répondre à toutes les préoccupations, mais la conversation pendant le trajet s'est révélée être principalement sur la Corée du Nord.

Dans le tank, Shanahan a déclaré que le briefing expliquerait comment maintenir notre contre-terrorisme et autres moyens maintenant que les talibans négociaient. Trump a immédiatement interrompu pour demander: «Affaiblissons-nous notre main dans les négociations en disant que nous lâchons nos forces?» J'avais appelé Shanahan et Pompeo juste après mon échange précédent avec Trump, et leurs réponses étaient bien préparées. Ils ont dit que le timing était en fait parfait. Comme c'est souvent le cas, décimer l'opposition rend souvent les survivants plus désireux de négocier. Trump a ensuite discuté de la gravité des commandants précédents (injuste, mais une plainte fréquente), sans parler de la performance de Mattis, bien que Trump ait approuvé les règles d'engagement demandées par Mattis. "Comment se déroulent les négociations?" Trump a demandé, mais a coupé presque immédiatement dans la réponse de Pompeo, augmentant la corruption endémique parmi les fonctionnaires afghans, en particulier le président afghan Ghani et ses prétendues richesses, bien que malheureusement confondant Ghani avec l'ancien président Hamid Karzaï, comme il le faisait constamment. Avec un peu de chance, j'ai fait signe à Dunford d'intervenir pour dire que la réduction de la violence grâce à

notre stratégie actuelle signifiait que nous pouvions remplir nos activités antiterroristes et autres missions dans la pratique avec des ressources réduites, même sans l'accord des talibans. "Nous vous avons écoutés", a déclaré Dunford à Trump, qui était une bonne ligne dans l'ère post-Mattis.

Dunford a également déclaré que nous pourrions gérer tout affaiblissement du gouvernement afghan, si cela se produisait, et nous concentrer sur Al-Qaïda et l'Etat islamique, les véritables menaces terroristes contre l'Amérique. J'ai souligné que la faiblesse du gouvernement central était la position historique par défaut de l'Afghanistan et ne serait pas nouvelle pour les habitants.

Dunford a en outre expliqué la nécessité de maintenir une présence antiterroriste dans la région au sens large. Alors qu'il se lançait dans ses tableaux et diapositives pour montrer comment nos opérations afghanes en cours seraient financées et chiffrées, Trump a déclaré: «Il y a encore beaucoup de gens là-bas», mais heureusement, il a poursuivi : «Avoir personne n'est dangereux, parce qu'ils [les terroristes] ont tendance à s'y former et à faire tomber des bâtiments », ce qui était exactement le problème. Trump a répété l'un de ses chevaux de bataille, à savoir qu'il était moins cher de reconstruire le World Trade Center que de combattre en Afghanistan, sans tenir compte des pertes de vies humaines lors des attaques du 11 septembre, et pas seulement du coût de la reconstruction. Il a également ignoré la réalité qu'un retrait de Trump, suivi d'une attaque terroriste, serait dévastateur sur le plan politique. Dunford a poursuivi en disant que notre pression militaire empêchait les terroristes de se reconstituer et était comme une police d'assurance. Il n'avait pas de calendrier précis en tête, mais le Pentagone permettrait au processus de réconciliation diplomatique de fixer le calendrier. Je pensais que nous approchions d'un terrain dangereux ici, ouvrant à nouveau la question de savoir si nous devrions être en Afghanistan. La discussion a tourné autour pendant un moment, Trump me demandant pourquoi nous combattions en Irak et en Afghanistan mais pas au Venezuela, ce qui a au moins montré à tous les autres dans la salle ce qu'il voulait vraiment faire.

Après plus de bavardages, Shanahan s'est tourné vers les réductions de coûts qu'entraînerait le maintien de la capacité de lutte contre le terrorisme, mais avant d'aller trop loin, Trump est intervenu pour se plaindre du refus du Congrès de financer le mur frontalier du Mexique. Puis il est parti: «Pourquoi ne pouvons-nous pas simplement quitter la Syrie et l'Afghanistan? Je n'aurais jamais dû accepter les deux cents autres [en Syrie], et c'est vraiment quatre cents de toute façon. » Dunford a expliqué que d'autres pays de l'OTAN contribueraient, espérons-le, à la force d'observation multilatérale en Syrie, et Trump a répondu: "Nous payons pour l'OTAN de toute façon", ce qui a à son tour produit un autre riff sur Erdogan et ce qu'il faisait en Turquie. Puis, après littéralement quarante-cinq secondes de retour sur l'Afghanistan, Trump a demandé: «Pourquoi sommes-nous en Afrique?» Il a rapidement indiqué clairement qu'il voulait quitter l'Afrique, exposant pendant un certain temps sur notre dette nationale de 22 billions de dollars, suivi des problèmes de nos déficits de balance commerciale, puis se plaignant, encore une fois, de la façon dont le Nigeria recevait 1,5 milliard de dollars par an en l'aide étrangère, comme il l'a dit, le président du Nigéria l'avait confirmé lors d'une précédente visite, même s'ils n'achèteraient pas de produits agricoles américains. Après plus de discussions sur l'Afrique,

Trump est retourné en Afghanistan, en disant: «Faites[le descendre coût annuel] à dix milliards de dollars [un chiffre dérivé des ressources requises par notre réflexion pour la présence américaine continue], et descendez vite». Cela a entraîné les coûts des bases militaires américaines en Corée du Sud et combien Séoul devrait contribuer à couvrir les dépenses. Trump a déclaré avec bonheur que nous avions extrait 500 millions de dollars de plus du Sud lors des négociations à la fin de 2018 (il s'agissait en fait d'environ 75 millions de dollars, comme presque tous les autres membres du Tank le savaient). Il voulait toujours que le paiement de la Corée du Sud soit égal aux coûts américains plus 50%. Et quelles que soient nos divergences politiques avec l'Irak, Trump nous a rappelé qu'ayant tant payé pour construire nos bases là-bas, nous ne partions pas.

Après un peu moins d'une heure, alors que nous terminions, Trump a demandé à Dunford devant tout le monde: «Comment va notre secrétaire par intérim?»

Dunford, visiblement stupéfait, est revenu rapidement pour offrir: «Voici où je dis quel excellent travail il fait», et tout le monde a ri. Je voulais juste sortir de la porte du Tank, alors Pompeo et moi nous sommes simplement levés et avons commencé à rassembler les papiers. D'autres se sont alors levés et nous avons tous marché jusqu'à l'entrée de la rivière du Pentagone, où le cortège attendait. Pence et moi avons roulé avec Trump dans la Bête, où la conversation était principalement sur le terrain du Max 737.

De retour dans l'aile ouest, j'ai appelé Shanahan pour le féliciter du résultat et dire qu'il devrait prendre le reste de la journée. Ce n'était pas joli, comme je l'ai également dit à Dunford lorsque je l'ai appelé quelques minutes plus tard, mais c'était définitivement une victoire. Dunford a déclaré: «[Trump] croit maintenant que nous l'écoutons, ce qu'il ne croyait pas auparavant», ce qui était catégoriquement correct.

Pompeo, avec qui j'ai parlé le lendemain, pensait également que le briefing était une victoire.

Cependant, le problème n'est toujours pas résolu: les négociations avec les Taliban.

Lors d'un petit déjeuner le 21 mars, Shanahan et Dunford ont apporté un tableau montrant plusieurs façons dont le Département d'État s'était écarté de ce que le Pentagone croyait être les directives de négociation convenues. Le plus troublant pour moi était que les objectifs de négociation du Département d'État étaient complètement détachés de ce que je considérais comme nos véritables objectifs: être pleinement capable de prévenir une résurgence du terrorisme et rester vigilant contre les dangers nucléaires de l'Iran et du Pakistan. Les niveaux de ressources que Trump avait implicitement approuvés lors du briefing de Tank n'étaient pas proches de ce dont nous aurions besoin dans une crise majeure, mais, à mon avis, nous aurions au moins plusieurs bases en Afghanistan et la possibilité d'augmenter rapidement nos capacités. Pompeo et Khalilzad, cependant, négociaient toujours comme si nous nous retirions entièrement. Nous avons peut-être commencé là-bas en novembre, mais nous nous étions griffés depuis longtemps, et Shanahan, Dunford et moi craignions de perdre ce progrès. Dans les trente minutes suivant le petit-déjeuner, j'ai appelé Trump et lui ai dit que c'était sa décision de laisser Khalilzad et le Département d'État agir en toute indépendance dans les négociations, mais je pensais que c'était dangereux pour ce que Trump avait dit vouloir. "Je ne sais même pas qui il est", a répondu Trump à propos de Khalilzad. "Faire ce qui te semble le mieux." Le même matin, j'ai rencontré Khalilzad, quelqu'un que je connaissais, comme je l'ai dit, depuis près de trente ans. Il a dit que Pompeo lui avait ordonné de ne pas communiquer avec moi parce que je sapais Pompeo avec Trump.

C'était faux, et je me demandais si la véritable motivation de Pompeo était de savoir qui obtiendrait le crédit pour l'Afghanistan, uncourant à Washington phénomène. Si c'était vrai, c'était mal placé. Je ne pensais pas qu'il y avait une chance matérielle que les négociations aboutissent à un résultat acceptable, donc je n'étais guère désireux d'obtenir un «crédit» pour le résultat. Khalilzad a accepté une réunion informelle avec tous les fonctionnaires impliqués pour résoudre les malentendus avant de quitter Washington pour reprendre les pourparlers avec les talibans. Je pensais que c'était une bonne décision. Plusieurs jours plus tard, cependant, Pompeo a appelé pour se plaindre que des hauts responsables du Pentagone et Lisa Curtis, nationale directrice principale du Conseil de sécurité pour l'Asie du Sud, interféraient avec Khalilzad et devraient le laisser tranquille. Normalement, ces réunions constituaient une «coordination interinstitutions», mais Pompeo y voyait une ingérence. Pas étonnant que nous ayons eu des problèmes administratifs internes en Afghanistan.

Au milieu de ces difficultés, nous avons reçu une très bonne nouvelle, le 12 avril, lorsque la chambre «préliminaire» de la Cour pénale internationale a rendu un avis de trente-deux pages rejetant la demande de son procureur d'ouvrir une enquête sur la conduite de Personnel militaire et de renseignement américain en Afghanistan. J'ai parlé à plusieurs reprises avec l'ancien membre du Congrès Pete Hoekstra, notre ambassadeur aux Pays-Bas, où se trouvait le tribunal, à La Haye, et je l'ai trouvé presque aussi surpris que moi que nous ayons réussi à mettre fin à cette erreur judiciaire. Je m'étais longtemps opposé à la cour3 et j'avais fait un discours au début de mon mandat à la Federalist Society de Washington sur les raisons pour lesquelles l'administration l'avait rejeté par principe et sur les mesures que nous étions prêts à prendre contre la cour si elle présumait pour viser les citoyens américains.4 J'ai appelé Trump à 9h 15 pour lui faire part de la décision, et il a dit: «Éteignez quelque chose de puissant», ce que j'ai été ravi de faire. Quant aux réunions américano-talibanes, j'étais moins préoccupé qu'auparavant par leur substance, et donc moins exercé que le Pentagone, car je pensais que nous avions largement remporté la bataille clé dans l'esprit de Trump. Les États-Unis ne se retireraient pas complètement de l'Afghanistan, mais maintiendraient une présence de troupes persistante pour la lutte contre le terrorisme et d'autres objectifs. S'il s'est avéré que Trump a inversé le cours et qu'un jour il a simplement dit de partir immédiatement (ce qu'il faisait périodiquement), même cette décision ne dépendait pas de l'état d'avancement des pourparlers. Bref, la posture militaire américaine n'était plus liée au processus de paix, si elle l'avait jamais été.

Ainsi, dans mon esprit, il n'y a eu aucune pression particulière pour que Khalilzad produise des résultats et aucune date cible réelle pour achever les négociations.

Pourtant, le 1er juillet, la Défense a appris que Khalilzad était sur le point d'annoncer un accord avec les talibans sans informer quiconque à Washington de ce qu'il contenait. Pas déraisonnablement, Esper a appelé Pompeo, son camarade de classe de West Point, pour suggérer de ramener l'accord à Washington pour examen. Kupperman a entendu le chef d'état-major d'Esper que Pompeo avait «illuminé Esper» en termes clairs et ses subordonnés, pour s'être impliqués dans les négociations afghanes. Pompeo, criant souvent, nous a-t-on dit, a déclaré que Khalilzad avaitn'avait pas précisé reçu des instructions - ilpar qui - conclure un accord sans supervision extérieure. Shanahan avait essayé d'être raisonnable et avait échoué, et maintenant c'était au tour d'Esper. Lorsque je lui ai parlé le lendemain, ses préoccupations étaient en fait plus tactiques, telles que son intérêt légitime pour la sécurité du retrait des forces

américaines, plutôt que de viser la politique. "Mike s'est un peu animé", a déclaré poliment Esper, mais alors que notre conversation se poursuivait, il y avait clairement une disjonction entre l'objectif du Département d'État - zéro forces américaines - et mon désir (et celui du Pentagone) de préserver le contre-terrorisme et d'autres capacités. Esper s'inquiétait, à juste titre, de la façon dont le fonctionnement réel des opérations militaires serait affecté si nous perdions même pied en Afghanistan.

J'ai amené cette schizophrénie au sommet lors d'une discussion avec Khalilzad le 19 juillet. Mon objectif était de parvenir à un accord au sein du gouvernement américain parmi tous les différents courants de pensée, et de résoudre les déconnexions dans nos délibérations internes. Plus précisément, alors que ses instructions de Trump (ou Pompeo, qui que ce soit) à l'époque étaient de ramener les forces américaines à zéro, il avait également des instructions de Trump pour soutenir les capacités de lutte contre le terrorisme conformes à ce qui avait été précédemment informé à Trump dans le réservoir, essentiellement sans date de fin. L'astuce consistait à faire en sorte que les Taliban et le gouvernement afghan conviennent que nous allions mettre à zéro la mission existante, tout en créant simultanément une mission modifiée pour soutenir les capacités de lutte contre le terrorisme. Khalilzad a volontiers accepté, disant qu'il comprenait parfaitement ce à quoi Trump s'attendait, j'ai donc considéré ces progrès importants. Mon objectif ici était de m'assurer que notre gouvernement était d'accord en lui-même dans le contexte où nous nous trouvions à ce moment-là. Nous aurions pu le faire plus tôt et plus facilement si Pompeo avait laissé Khalilzad avoir ces conversations plus souvent et nous n'avions pas à les organiser comme des rencontres d' espionnage . En tout état de cause, les pourparlers avec les talibans se sont poursuivis au cours de l'été.

Le mercredi 14 août, Kupperman a d'abord entendu le chef d'état-major d'Esper à propos d'une réunion de vendredi sur l'Afghanistan au Trump's Bedminster golf club, où il a séjourné pendant environ une semaine. C'était une nouvelle pour nous, donc à 7 h 10 le lendemain matin, j'ai appelé Mulvaney, qui était également dans le New Jersey, pour voir ce qui se passait. Il a dit qu'il avait entendu parler d'une réunion de vendredi et a interrogé Westerhout à ce sujet. Elle a dit que c'était avec «le gars d'Afghanistan» (c'est-à-dire Khalilzad) et Pompeo. "Vous pouvez venir", a déclaré Mulvaney, "est-ce que [lela ministère deDéfense] vient?" J'ai dit que je le pensais et l'appel s'est terminé. Tout cela a montré une fois de plus comment l'État traitait le reste de l'équipe de sécurité nationale. Je ne doutais pas que les talibans étaient de plus en plus satisfaits des termes de l'accord naissant, dont la plupart, selon moi, n'avaient guère l'intention de suivre. Je soupçonnais Pompeo de vouloir que Trump signe avec l'opposition interne minimale possible, mais les négociations sans fin avaient produit un résultat que je croyais et beaucoup d'autres auraient de graves conséquences négatives pour l'Amérique. Le travail du conseiller à la sécurité nationale consiste à coordonner les activités entre l'État, la défense et les autres membres du NSC. Si je ne pouvais pas jouer ce rôle, cela ne servait à rien de rester. Entre-temps, au moins, j'avais «réussi» à me faire inviter.

J'ai parlé à Pompeo plus tard dans la matinée, évoquant le rassemblement de Bedminster, entre autres. Il a dit que nous n'avions «pas terminé» les négociations, comme la nature du cessez-le-feu, la réduction globale de la violence de la part des talibans et la mission de lutte contre le terrorisme, qui n'étaient pas encore résolues. J'ai dit que je volais pour la réunion, probablement sur Air Force Two avec Pence, et lui ai demandé quand il montait. Vous auriez pu

entendre une broche tomber. Il n'avait manifestement pas prévu qu'une petite armée de personnes assisterait à la réunion de Bedminster, et certainement pas moi. Il s'est avéré que Haspel, Cipollone, Marc Short (le VP Chef de cabinet) et Kellogg étaient également présents, ainsi que Mulvaney, Esper et Dunford.
Lindsey Graham m'a appelé, après avoir entendu parler de la réunion de Bedminster et a souligné mercredi à Trump la nécessité d'une force résiduelle pour contrer la menace terroriste et à d'autres fins. Néanmoins, il était très préoccupé par les articles depresse indiquant que l'accord avec les talibans ne contenait aucune disposition de ce type, et il m'a demandé de parler avec Jack Keane, le général à la retraite quatre étoiles qui était un commentateur régulier de Fox. J'ai appelé Keane Andrews et je l'ai exhorté à appeler Trump Directement en attendant de décoller d', car lui et Trump parlaient souvent de ces problèmes. S'il y a jamais eu un moment pour Keane pour parler à Trump sur l'Afghanistan, c'est bien celui-ci.
Pence m'a demandé de le rejoindre dans sa cabine pour le vol, et j'ai expliqué les risques de l'accord proposé, du mieux que je l'ai compris, ainsi que les inconvénients politiques considérables pour Trump, notant que Graham et d'autres étaient déjà francs dans leurs opinions. . Nous avons atterri à l'aéroport de Morristown dans le New Jersey, et nous nous sommes, rendus en voiture à Bedminster.
La réunion a commencé peu après 15 heures, Pompeo a déclaré: «Nous n'avons pas tout à fait fini avec les talibans», mais a ensuite exposé les termes généraux d' un accord qui semblait presque terminé. Cette description contrastait fortement avec ce que Pompeo m'avait dit au téléphone plus tôt dans la journée. Trump a posé des questions, en particulier sur une disposition pour un échange de prisonniers et d'otages entre les talibans et le gouvernement afghan, qui, en termes numériques, semblait beaucoup plus favorable aux talibans qu'à nous.

Trump n'aimait pas ça du tout. Puis Trump a commencé à fouiner sur le président afghan Ghani et sa maison raffinée à Dubaï, que nous savions d'après des recherches réelles que Ghani ne possédait pas. Mais peu importe, parce que Pompeo a souligné la réalité que Ghani était maintenant président et contrôlait les forces armées du gouvernement. De manière tout à fait prévisible, Trump a demandé: «Qui les paie?» Esper, nouveau dans ce scénario de film, a rapidement répondu: «Nous le faisons», lançant ainsi Trump dans le riff sur la façon dont Mattis a toujours dit: «Ces soldats se battent courageusement pour leur pays», jusqu'à ce que Trump demande qui les a payés et découvre le coût total (y compris l'équipement et les autres fournitures) était d'environ 6,5 milliards de dollars par an. «Ce sont les soldats les mieux payés du monde», a conclu Trump. Puis il est parti sur des attaques «vert sur bleu», où des soldats du gouvernement afghan ont attaqué les forces américaines: «Nous leur apprenons à tirer, puis ils prennent les armes et disent:« Oh, merci, monsieur », puis tuez nos gars. " Ensuite, nous étions partis pour les élections afghanes et une reprise des raisons pour lesquelles Trump n'aimait pas tel ou tel haut fonctionnaire afghan. Si seulement Trump pouvait garder la vérité que le président sortant Ghani n'était pas l'ancien président Karzaï, nous aurions pu nous épargner beaucoup de problèmes.
Alors que la discussion avançait, Trump a déclaré à un moment donné: «Faire une mauvaise affaire est pire que de simplement sortir. Je préfère ne pas conclure un accord. " Je pensais que ce commentaire donnait une lueur d'espoir. Mais avant d'aller trop loin, Trump est de nouveau passé à se plaindre des fuites, y compris que CNN avait déjà rapporté cette réunion. «Ces gens

devraient être exécutés, ce sont des scumbags» , a-t-il dit, mais a ensuite observé que «ce n'était pas une mauvaise chose que les nouvelles soient parues» que nous parlions de l'Afghanistan. Cela a conduit à l'un des gambits juridiques préférés de Trump, à savoir que le ministère de la Justice arrête les journalistes, les force à purger une peine de prison, puis leur demande de divulguer leurs sources. Ce n'est qu'alors que les fuites s'arrêteront. Trump a dit à Cipollone d'appeler Barr à ce sujet, ce que Cipollone a dit qu'il ferait. Trump a poursuivi: «J'aime mon message. S'ils viennent à nous, nous allons détruire toute leur nation. Mais pas avec des armes nucléaires. Ils nous détestent aussi.

Les talibans veulent leur terre. Nous sommes entrés pour prendre leurs terres, et ils ont des escrocs »aux plus hauts niveaux du gouvernement.

La conversation s'est poursuivie, mais j'ai senti que Trump s'en éloignait de plus en plus. Quelque chose le dérangeait, mais je ne pouvais pas dire quoi. Soudain, repartant pour les courses: «Je veux sortir de tout», a-t-il dit, critiquant nos programmes militaires en Afrique, alors qu'au retour de Esper et Dunford se hâtaient de l'assurer qu'ils étaient déjà réduits. Ensuite, c'était sommet de l'OTAN de 2018 et comment il avait menacé de se retirer (ce qui n'était pas tout à fait vrai), et combien nous avons dépensé en Ukraine. Puis il a de nouveau raconté sa première conversation avec Angela Merkel, et comment avant même de le féliciter pour sa victoire, Merkel avait demandé ce qu'il allait faire de l'Ukraine.

Trump avait répondu en demandant à Merkel ce qu'elle allait faire de l'Ukraine5. Puis il a demandé: «Voulons-nous vraiment Fort Trump [en Pologne]?» J'ai dit qu'il l'avait accepté dans plusieurs conversations avec le président polonais Andrzej Duda, que les Polonais payaient pour sa construction et qu'il se rendait en Pologne le 1er septembre pour commémorer le quatre-vingtième anniversaire de l'invasion nazie, qui n'a pas ralenti le descendre. Il a dit qu'il ne se souvenait pas d'avoir accepté Fort Trump, ce qui reflétait sa mémoire ou sa capacité à ignorer tout ce dont il ne voulait pas se souvenir.

Esper a essayé d'expliquer que les troupes en Pologne seraient tournantes plutôt que permanentes, mais Trump en était à son point suivant, les jeux de guerre en cours en Corée du Sud. «Vous n'auriez pas dû les laisser continuer», m'a-t-il dit, même s'il les avait acceptés, sachant qu'il s'agissait d'exercices sur table et non de manœuvres sur le terrain. "J'essaie de faire la paix avec un psychopathe", a-t-il dit, qui a au moins reconnu que Kim Jong Un pourrait être quelque peu problématique. «Les jeux de guerre sont une grosse erreur. Je n'aurais jamais dû accepter les exercices », a-t-il finalement dit. «Sortez de là si nous n'obtenons pas l'accord de cinq milliards de dollars [pour le soutien sud-coréen des bases américaines]. Nous perdons 38 milliards de dollars de commerce en Corée. Sortons." Il a demandé à plusieurs reprises la fin des exercices en cours, soit le 20 août, et il a dit: «Mettez-y fin en deux jours; ne les prolongez même pas pour une journée.

Comme s'il avait déjà décidé d'approuver l'accord Pompeo-Khalilzad, Trump a déclaré: «Faisons un gros problème à ce sujet, comme si c'était une merveilleuse affaire. S'ils font quelque chose de mal [ce que j'ai compris, si les talibans rompent l'accord], nous allons faire exploser leur putain de pays en un million de morceaux.

[Je n'ai pas considéré que c'était une stratégie militaire bien pensée, mais simplement une analyse typique de Trump.] Et je ne blâme pas les militaires parce qu'on ne vous a pas donné les outils. » Ce dernier point aurait surpris Mattis, à qui Trump avait constamment répété qu'il avait fait exactement cela. Puis ce fut le sujet du Groenland, mais rapidement de retour en

Afrique: «Je veux quitter l'Afrique et autant d'autres endroits que possible. Je veux nos soldats sur notre sol. Sortez-les d'Allemagne. Je vais dire à l'Allemagne: «Vous devez payer immédiatement». »Ensuite, il est retourné à Fort Trump, et Esper a tenté une deuxième fois d'expliquer que les troupes américaines allaient et venaient en rotation, pas réellement stationnées là-bas. «J'ai été élu en quittant l'Afghanistan et ces jeux de guerre.» Puis il a déclaré: «Nous avons 522 soldats en Europe… Les gens sont tellement amoureux de l'OTAN.» Puis, en passant au Cachemire, "je veux appeler Modi lundi", a-t-il déclaré. «Nous avons un énorme pouvoir[…] à cause du commerce.»

Pence a tenté de reprendre la conversation pour annoncer l'accord afghan, demandant si cela devait être la semaine prochaine. Trump a déclaré: «Ne mentionnez pas le« retrait » dans la déclaration, mais dites que nous irons à zéro en octobre [2020] juste avant les élections. Nous pourrions le repousser après les élections. À quoi cela ressemble-t-il politiquement? » Dunford a déclaré que nous pourrions réduire les ressources proposés, Trump avait été informé dans le réservoir (discuté ci-dessus) et s'arrêter là. Pompeo a de nouveau poussé à un engagement à zéro dans l'accord parce que les talibans ont insisté sur ce point. C'était le cœur du problème. J'ai dit vers la fin de la réunion que je n'avais pas réellement vu le texte de l'accord, et Pompeo a déclaré: "C'est vrai que nous avons tenu très fort, mais nous aurons des fuites dès que nous élargirons la distribution." C'était un autre problème.

Pompeo a essayé de garder le tout entre lui, Khalilzad et Trump (même si, au début de la réunion, Trump a déclaré que cela faisait longtemps qu'il n'avait pas vu Khalilzad). En le gardant si serré, Pompeo a garanti qu'il le possédait entièrement. Cela me convenait parfaitement. Si c'est ce que lui et Trump voulaient, ils pourraient avoir le revers politique pour eux-mêmes. La réunion s'est terminée vers 16 h 50, sans qu'une décision soit prise ou non la semaine prochaine. Cela était dû en partie au fait que des problèmes importants n'étaient toujours pas résolus, s'ils pouvaient être résolus du tout.

Lundi, j'ai rencontré Khalilzad à sa demande de suivi de la réunion de Bedminster. Lui et Pompeo avaient clairement considéré le résultat de vendredi comme signifiant qu'ils avaient carte blanche pour poursuivre les négociations, ce qui, comme je l'ai dit à Khalilzad, je pensais avoir exagéré leur mandat. En tout cas, je ne doutais pas que Trump se réservait le droit de rejeter tout ce qu'il n'aimait pas, jusqu'à et même après la dernière minute. Khalilzad a d'abord voulu que je lise les documents qui étaient généralement acceptés, mais il ne pouvait pas en laisser de copies. Je lui ai remercié, mais je lui ai rendu les documents non lus, disant qu'il n'y avait aucun moyen que je me précipite sur ces choses. Je voulais du temps pour étudier les documents, et je n'ai pas changé mon point de vue même après que Khalilzad a déclaré qu'Esper, Dunford et Haspel avaient tous accepté son approche proposée. Il semblait stupéfait que je n'accepterais pas , mais j'étais clair que je n'allais pas consommer dans dix minutes quelque chose sur lequel Pompeo et lui avaient travaillé pendant dix mois. J'ai dit que je ne pouvais pas, pour la vie de moi, comprendre le désir de Pompeo de tenir tout cela si fermement, en utilisant la prévention des fuites comme argument pour ne le montrer à personne. Pourquoi, ai-je demandé, étant donné que nous savions tous que les risques politiques de cet accord provenaient de la plupart des républicains, et encore moins des démocrates, Pompeo ne voulait-il pas d'alliés? S'il voulait tout le mérite, je pouvais le comprendre, mais il y aurait peu de «crédit» précieux lorsque l'accord s'effondrerait, ce que même Pompeo m'a dit qu'il pensait

inévitable. Quelle était la logique? Khalilzad n'a pas répondu, je suppose, car il ne comprenait pas non plus pourquoi il opérait sous autant de contraintes imposées par Pompeo.
Nous avons ensuite discuté de ce qui se passerait dans les négociations. J'ai expliqué pourquoi un retrait «basé sur les conditions», lié au retour à zéro des forces américaines, était intrinsèquement peu susceptible de voir les conditions réellement remplies. Nous pourrions répéter l'expression «selon les conditions» tout ce que nous voulions, mais en réalité, cet accord serait considéré comme un enjeu et une sortie (ce que Trump aurait probablement préféré, même si aucun d'entre nous ne l'a fait), avec tous le chaos qui allait suivre. Khalilzad a compris mais a dit que c'était le mieux que nous puissions faire. Mon opinion personnelle était que j'étais toujours prêt à réduire les forces dans une certaine mesure sans aucun accord (bien que malheureusement, car bien que ces niveaux précédemment informés à Trump soient les meilleurs que nous puissions obtenir de lui, je restais convaincu qu'ils étaient trop bas).
Néanmoins, Khalilzad a déclaré qu'il pensait toujours que Trump et certainement Pompeo voulaient un document signé, point final. Espérant toujours le meilleur, j'ai demandé à Khalilzad de rester en contact une fois qu'il serait revenu aux négociations.
Lors d'un déjeuner plus tard dans la journée avec Esper et moi, Pompeo a déclaré qu'il lisait Trump comme «mal à l'aise», ce qui n'était pas loin de ma propre opinion. Trump ne voulait pas arrêter les négociations, mais il était clairement inquiet de s'exposer à plus de risques politiques qu'il ne l'avait prévu, et peut-être sans raison valable. Quelques jours plus tard, le 27 août, Pompeo est arrivé à Kiev pour me dire que Khalilzad avait tout emballé et s'attendait à rapporter les documents finaux. Fait intéressant, il pensait que Trump se penchait vers mon option de réduire les forces au niveau de la mission antiterroriste (8600, que même Trump utilisait maintenant en public) 6 sans signer l'accord. Pompeo pensait que Trump appréciait combien il serait dévastateur de voir le niveau «zéro» par écrit, en particulier avec tout le langage basé sur les conditions quelque part dans les mauvaises herbes, ce qui était certainement mon analyse, et ce que j'avais argumenté aussi vigoureusement que possible à Bedminster. Quant à savoir si les militaires pourraient vivre sans la «protection» d'un accord, Pompeo a déclaré qu'il pensait que le commandant américain préfèrerait un accord mais pourrait vivre avec lui de toute façon. Cela me l'a emporté. Trump a également déclaré dans une interview à la radio avec BrianFox:
Kilmeade de«Nous allons y rester. Nous réduisons considérablement cette présence et nous allons toujours avoir une présence.
Nous allons avoir un niveau élevé d'intelligence… Mais nous l'abaissons - si l'accord se produit. Je ne sais pas si ça va arriver… Tu connais mon attitude à ce sujet, Brian. »7 Le 29 août, j'ai appelé Pompeo de mon avion en route pour Varsovie, et il a dit que son téléphone s'était allumé avec des ministres étrangers de l'OTAN Stoltenberg et que Trump a fait ces remarques.

Plus tard dans la journée, à cause de l'ouragan Dorian, Trump a annulé sa visite en Pologne, affirmant que Pence dirigerait plutôt notre délégation. Par conséquent, ce qui s'est avéré être une réunion clé sur l'Afghanistan a eu lieu le vendredi 30 août, avec Pence lié de l'extérieur; Khalilzad connecté depuis Doha,je pense; vous participez vraiment par vidéoconférence depuis Varsovie; et tous les autres participants dans la salle assise, y compris Kupperman, qui m'a plus tard donné l'ambiance dans la salle. Nous devions couvrir non seulement l'Afghanistan, mais

aussi l'Ukraine. Il y avait donc beaucoup de participants à cet appel, qui n'a pas commencé avant 20 h 45, heure de Varsovie. C'était une ironie fine, car le Washington Post, toujours diligent, était sur le point de publier (et a fait) une histoire disant que j'étais exclu des réunions clés en Afghanistan. (Ces personnes étaient un travail.) La discussion initiale ressemblait beaucoup à celle de Bedminster, Trump affirmant: «Les talibans veulent juste que leur terre leur soit restituée» et confondant le président Ghani avec l'ancien président Karzaï et leur valeur nette respective.
"Voulez-vous le signer, John?" Trump a ensuite demandé, et j'ai dit: «Je ne le ferais pas, monsieur le président.» J'ai expliqué à nouveau mes raisons pour lesquelles Trump devrait simplement descendre à 8600 militaires, plus les forces associées et de coalition, si c'est ce qu'il voulait faire, puis attendre et attendre de nouveaux développements, tels que les élections afghanes. Il n'y avait aucun moyen de faire confiance aux talibans et aucun mécanisme d'application. Ce n'était pas une affaire immobilière à New York.
Khalilzad a ensuite expliqué que c'était l'accord que Trump avait dit vouloir. Esper a dit qu'il pensait que j'avais fait beaucoup de bons arguments, mais le ministère de la Défense voulait l'accord, car après tout, il était «basé sur les conditions». Trump a posé ce qui a toujours été sa question clé: «À quel point cet accord me fera-t-il mal paraître?
Les démocrates jetteraient un grand accord. » Esper a suggéré de faire venir des dirigeants de Hill pour des consultations. Trump a demandé: «Cet accord est-il vendable?» et j'ai dit que je ne le pensais pas, en grande partie parce que, à mon avis, les talibans n'y adhéreraient pas et tout le monde le savait.
Puis Trump a fait exploser toute la réunion en disant: «Je veux parler aux talibans. Qu'ils viennent à Washington. » Je n'aurais pas pu être plus heureux d'être dans une pièce sécurisée au plus profond de l'Europe de l'Est plutôt que dans la salle assise lorsque j'ai entendu cette déclaration. Trump a demandé à Pence ce qu'il en pensait, et Pence a répondu avec soin: «Nous devons réfléchir avant de prendre cette décision. Ils ont abusé et opprimé leur peuple. Ont-ils réellement changé? " Trump a ensuite fait référence au petit-fils de Billy Graham, un major qui avait servi en Afghanistan, qui a déclaré: «Nous avons pris leurs terres.»

"Pourquoi est-il seulement un major?" Demanda Trump à Dunford. "Il est beau, dès le casting central." Nous avons ensuite discuté de la manière dont le Congrès réagirait à l'engagement des États-Unis de retirer complètement nos troupes et de ce que nous allions faire avec le gouvernement afghan dûment élu, quelles que soient les vues de Trump sur Ghani.
Trump a déclaré: «Je veux aussi Ghani ici, ainsi que les talibans. Faisons-le avant qu'il ne soit signé. Je veux me rencontrer avant qu'il ne soit signé. Pas un coup de téléphone. ” "Ils adoreraient venir", a déclaré Khalilzad.
"Hé, John", a déclaré Trump à l'écran dans la salle de repos, "qu'envous pensez-?"
Mon instinct était que cette réunion pourrait mettre fin à l'accord en suspens tandis que les talibans et le gouvernement afghan luttaient avec ses implications, ou du moins le retarder pour une période suffisamment importante en raison du temps qu'il faudrait aux parties afghanes pour définir leurs positions.

Cela nous donnerait le temps de trouver une autre façon de conclure l'accord. Alors, j'ai dit: "D'accord, tant qu'ils doivent passer par le magnétomètre le plus puissant du monde avant de vous rencontrer." "Et chimique", a déclaré Trump, à juste titre.
Seul Trump pouvait imaginer une rencontre entre le président des États-Unis et ces voyous, mais ce faisant, il menaçait exactement ce que Pompeo voulait. "Peut-être qu'ils viendront ou ne viendront pas", a déclaré Trump.
"Nous devons y réfléchir", a déclaré Pompeo. Pence a demandé: «Voulez-vous rencontrer Ghani en premier?»
«Seulement si Ghani sait que je vais aussi m'asseoir avec les talibans plus tard», a déclaré Trump.
La prochaine pensée de Trump était de commencer immédiatement à réduire les niveaux de troupes. Personne n'a soutenu l'idée, bien que seul Khalilzad se soit prononcé contre. Trump a déclaré: «Notre attitude est que je ne cherche pas à sortir. Je rencontrerai d'abord Ghani . Cela pourrait être un home run. Les talibans aimeraient parler à Donald Trump pour parler de paix. Nous devons dire à la presse que le président a accepté une réunion et qu'il attend cette réunion avec impatience. » Je pouvais même sentir à travers ma connexion à distance (et Kupperman a convenu plus tard) que Pompeo et les autres dans la salle d'attente étaient proches de l'effondrement. Pence a ajouté:
"Pour rencontrer Ghani et d'autres membres du gouvernement afghan", et Trump a accepté, "Oui, et avant la rencontre avec les talibans."
Avec cela, Trump s'est levé et a commencé à partir. J'ai presque crié de Varsovie: «Et l'Ukraine?» et la réunion est passée à ce sujet, que je décrirai en détail dans le chapitre suivant.
J'ai conclu après l'appel que Trump avait suggéré de rencontrer les talibans parce qu'il cherchait des alternatives à la signature de l'accord Pompeo-Khalilzad . De toute évidence, il n'était pas entièrement d'accord avec moi pour dire qu'il ne devrait pas le signer, mais il voyait les risques politiques évidents, sinon rien, s'il le signait. Face à ce choix malheureux, il chercha quelque chose pour éviter le dilemme et trouver une option pour le mettre dans le rôle principal. Qu'est-ce qui pourrait mal se passer? La bataille a éclaté.
De retour à Washington, Kupperman a entendu Dan Walsh, un député de Mulvaney, mercredi après la fête du Travail, que Trump voulait les réunions des talibans et de Ghani à Camp David. J'avais par erreur mis de côté les dispositions pour cette réunion, en supposant que la logistique serait si compliquée qu'un retard serait inévitable, sans parler de la chance que les dirigeants talibans sentent un piège et rejettent l'invitation. Ainsi, l'idée que les choses avaient progressé au point où Camp David était la préférence de Trump était vraiment décourageante. Je ne voulais pas des réunions, et je ne voulais pas de l'accord, et maintenant il semblait que nous pourrions obtenir les deux. Le lendemain, 5 septembre, Mulvaney est venu à mon bureau juste avant huit heures du matin pour me dire personnellement que c'était là que les choses allaient. Il avait prévu de monter à Camp David avec Trump samedi et a suggéré que je vienne dimanche avec le reste du gang (Pompeo, Esper, Dunford et Khalilzad). Pompeo s'occupait des préparatifs de voyage des Taliban et les Qataris volaient dans les voyous talibans. Il était également intéressant de noter que Pompeo semblait s'éloigner de l'accord, réalisant peut-être finalement qu'il y avait un danger politique pour lui de continuer à être le plus grand partisan de l'accord.8 Walsh était apoplectique quant aux dangers physiques de cet exercice et au manque de temps pour planifier adéquatement, mais Trump était déterminé à poursuivre. Il craignait que

des mesures de sécurité trop intrusives n'offensent la dignité des talibans . Cela a précipité des réunions chaotiques tôt le matin entre nous pour discuter de la façon de protéger Trump de ses invités «dignes». Une chose Mulvaney, Kupperman, Walsh, et je tousaccord est que Pence ne va au Camp David, peu importe quoi. Il y a beaucoup de choses que je ne peux pas décrire ici, mais il suffit de dire qu'à une exception près, personne dans l'aile ouest n'était enthousiasmé par cette ébats.

Au milieu de ces conversations, nous avons entendu des informations provenant d'Afghanistan sur un attentat-suicide à la bombe à Kaboul, faisant dix morts, dont un militaire américain et un militaire roumain, et plusieurs blessés9. Il s'agissait presque certainement d'une attaque des talibans, bien que compte tenu des activités récentes de l'Iran en Afghanistan, cela aurait pu être un effort commun. Mulvaney est entré dans mon bureau un peu avant neuf heures du matin pour dire: «Si ma lecture de Trump-o-meter est exacte, je pense qu'il y a au moins 20% de chances qu'il annule [la réunion de dimanche]. Il [Trump] a dit immédiatement: «Nous ne pouvons pas faire la réunion» », ce qui m'a semblé plus de 20%. J'ai souligné - non pas qu'il n'était probablement pas trop tard - qu'une fois que Trump aurait rencontré Ghani et les talibans, il serait propriétaire de cet accord au-delà de toute chance de s'en séparer en cas de problème. En fait, les commentaires montaient déjà à quel point l'accord sous-jacent était mauvais , même si personne en dehors de l'administration ne savait quoi que ce soit au sujet d'une réunion des talibans, encore moins à Camp David. Ainsi, il y avait au moins une chance de différer les choses, avec la possibilité croissante qui s'ensuivait de tuer l'accord entièrement. De plus, si la réunion se poursuivait, ce serait le 8 septembre, trois jours avant l'anniversaire des attentats du 11 septembre d'Al-Qaïda, auxquels les Taliban avaient apporté aide et réconfort. Comment quelqu'un aurait-il pu manquer ça?

Mulvaney et moi avons convenu de voir Trump le plus tôt possible, ce qui s'est avéré être onze quarante-cinq ans, avec Pompeo et d'autres, y compris, pour une raison inconnue, Mnuchin. Presque avant de nous asseoir dans l'Ovale, Trump a déclaré: «Ne prenez pas la réunion. Faites une déclaration qui dit: «Nous avions prévu une réunion, mais ils ont tué un de nos soldats et neuf autres, alors nous l'avons annulée. Il devrait y avoir un cessez-le-feu, sinon je ne veux pas négocier.

Nous devrions larguer une bombe, frapper fort. S'ils ne peuvent pas faire un cessez-le-feu, je ne veux pas d'un accord. » Cela a assez bien réglé cela. Pompeo et moi avons parlé après son retour au Département d'État pour voir si sa compréhension était la même que la mienne, que non seulement les talibans mais aussi la réunion de Ghani avaient été annulés, et il a convenu que c'était ce qu'il avait entendu Trump dire. Nous avons également conclu, comme Mulvaney et moi-même, que nous ne devrions faire aucune déclaration au sujet de la non-rencontre des Taliban. Mieux vaut ne rien dire et espérer que cette possibilité ne deviendra jamais publique. Il y avait déjà des reportages dans les médias en Afghanistan sur la venue de Ghani à Washington, mais les articles de presse américains n'avaient pas saisi la vraie raison; il en resterait peut-être ainsi10.

Bien sûr que non. Le samedi soir 7 septembre, sans avertissement, Trump a tweeté:

À l'insu de presque tout le monde, les principaux dirigeants talibans et, séparément, le président de l'Afghanistan, allaient me rencontrer secrètement à Camp David dimanche. Ils venaient aux États-Unis ce soir. Malheureusement, afin de créer un faux effet de levier, ils ont admis ……

une attaque à Kaboul qui a tué l'un de nos grands grands soldats et 11 autres personnes. J'ai immédiatement annulé la réunion et annulé les négociations de paix . Quel genre de personnes en tuerait autant afin de renforcer apparemment leur position de négociation? Ils ne l'ont pas fait, ils …… n'ont fait qu'empirer les choses! S'ils ne peuvent pas accepter un cessez-le-feu au cours de ces très importants pourparlers de paix, et tueraient même 12 innocents, alors ils n'ont probablement pas le pouvoir de négocier un accord significatif de toute façon. Combien de décennies encore sont-ils prêts à combattre?

Il ne pouvait pas se retenir. Les médias du dimanche ont été inondés de récits sur la quasi-catastrophe de Camp David. Les talibans ont catégoriquement affirmé que les États-Unis seraient "plus lésés que quiconque" en annulant la réunion, ce qui était totalement faux, mais cela signifiait également que l'élection présidentielle du 28 septembre en Afghanistan se déroulerait maintenant, ce qu'il a fait. Ni le président sortant, le président Ghani, ni le chef de la direction de l'Afghanistan, Abdullah Abdullah, n'ont obtenu la majorité absolue, nécessitant un ruissellement, qui devrait être programmé en 2020. Ainsi, malheureusement, plutôt que de renforcer la main du gouvernement , l'exigence de ruissellement a introduit une nouvelle incertitude politique.

Néanmoins, la détermination des Afghans qui voulaient un gouvernement élu plutôt qu'un régime théocratique est restée forte, ce qui a ajouté au moins un peu de muscle à ceux qui étaient déterminés à éviter une liquidation aux talibans.

C'était effectivement la dernière de mon implication en Afghanistan. Depuis que j'ai démissionné, Trump a repris les pourparlers avec les talibans, qui ont été tout aussi préjudiciables aux États-Unis qu'auparavant. Combinée, cependant, avec la débâcle du retrait d'octobre en Syrie, une erreur évidente non confirmée de Trump personnellement, l'opposition politique à la capitulation en Afghanistan s'est renforcée. Néanmoins, le samedi 29 février 2020, les États-Unis et les talibans ont signé un accord qui, à mon avis, ressemblait beaucoup à l'accord qui avait été décomposé en septembre. Ceci étant toujours la présidence de Twitter, j'ai tweeté mon opposition ce matin: «La signature de cet accord avec les talibans est un risque inacceptable pour la population civile américaine. Il s'agit d'un accord de style Obama. Légitimer les talibans envoie un mauvais signal aux terroristes de l'Etat islamique et d'Al-Qaïda, et aux ennemis de l'Amérique en général. » Trump a répondu de façon typique lors d'une conférence de presse quelques heures plus tard, disant de moi: «Il a eu sa chance; il ne l'a pas fait. »11 Le chapitre précédent montre, au contraire, que cet accord avec l'Afghanistan est entièrement celui de Trump. Le temps prouvera qui a raison, et les pleins effets de l'accord ne deviendront apparents qu'après le départ de Trump. Mais il ne faut pas se méprendre sur cette réalité: Trump sera responsable des conséquences, politiquement et militairement.

CHAPITRE 14

LA FIN DE L'IDYLE

L’Ukraine semble un endroit improbable comme champ de bataille pour mettre en péril une présidence américaine, mais c'est exactement ce qui s'est passé en 2019, explosant littéralement quelques jours après ma démission. Mon timing n'aurait pas pu être meilleur. Non seulement j'ai participé et été témoin d'une grande partie de la débâcle au fur et à mesure qu'elle se déroulait, mais je semblais également prêt, pour le meilleur ou pour le pire, à ne réaliser que le quatrième effort sérieux de l'histoire américaine pour destituer un président. Tout au long de mon mandat dans l'aile ouest, Trump a voulu faire ce qu'il voulait faire, sur la base de ce qu'il savait et de ce qu'il considérait comme ses meilleurs intérêts personnels. Et en Ukraine, il semblait enfin capable de tout avoir.
L'Ukraine subit une pression politique et économique russe intense. En 2014, Moscou a orchestré l'annexion illégitime de la Crimée après une intervention militaire, le premier changement de frontières européennes dû à la force militaire depuis 1945. Les troupes russes sont restées déployées à travers ladu Donbass régiondans l'est de l'Ukraine, soutenant et en fait y dirigeant des forces séparatistes. Ce différend russo-américain majeur prouve que le fait de ne pas agir plus tôt pour faire entrer l'Ukraine dans l'OTAN a laissé ce grand pays d'une importance cruciale vulnérable aux efforts de Poutine pour rétablir l'hégémonie russe dans l'espace de l'ancienne Union soviétique. Lors du sommet de l'OTAN à Bucarest en avril 2008, l'administration Bush 43 a tenté de mettre la Géorgie et l'Ukraine sur la voie de l'adhésion à l'OTAN, ce à quoi les Européens, en particulier l'Allemagne et la France, se sont opposés. Les conséquences tragiques se sont manifestées en août, lorsque les troupes russes ont envahi la Géorgie, plaçant effectivement deux provinces sous le contrôle de Moscou, ce qui reste le cas jusqu'à ce jour. La souffrance de l'Ukraine a commencé plus tard, mais le schéma était le même. Des sanctions occidentales ont suivi, mais la Russie n'a ni retiré ni modifié son comportement belliqueux de manière substantielle pendant l'administration Obama, sentant la faiblesse palpable qu'Obama avait projetée à l'échelle mondiale.

Trump a hérité de cette débâcle, mais il n'y a prêté que très peu d'attention au cours de ses deux premières années de fonction, du moins officiellement. En 2017, Tillerson a nommé Kurt Volker, ancien officier du service extérieur que je connaissais, comme représentant spécial pour les négociations avec l'Ukraine. Ma première rencontre avec Volker à ce titre a eu lieu le 10 mai 2018, lorsqu'il a décrit son rôle et ses priorités. Il préconisait alors une «politique de non-reconnaissance» sur l'annexion de la Crimée par la Russie et sa présence militaire dans le Donbass, le long de leur frontière.
Pendant le reste de mon mandat à la Maison Blanche, Volker était un visiteur régulier, me tenant au courant de ses efforts. Je l'ai trouvé professionnel et
utile dans mes échanges avec mes homologues européens sur l'Ukraine et les questions connexes.
Ma première rencontre majeure avec l'Ukraine elle-même au sein de l'administration Trump est survenue en 2018 lorsque je me suis rendu à Kiev pour célébrer le 24 août la déclaration d'indépendance de l'Ukraine de 1991 vis-à-vis de l'Union soviétique. Jim Mattis avait assisté à cette cérémonie en 2017, sentant comme je l'avais fait l'importance de démontrer la détermination des États-Unis à soutenir l'indépendance et la viabilité de l'Ukraine. Compte tenu de l'annexion unilatérale de la Crimée par la Russie, ainsi que de l'aide et du contrôle

manifestes de la Russie sur les forces de «l'opposition» dans l'est de l'Ukraine, cette préoccupation était loin d'être hypothétique.
Je suis venu de Genève la veille au soir, après des réunions sur les questions américano-russes avec Nikolai Patrushev, mon homologue russe, où je leur ai dit avec plaisir que je volais de Suisse en Ukraine pour les célébrations. Des sourires tout autour. Que ce soit par intention russe ou non, l'Ukraine était l'une des dernières questions à l'ordre du jour avec Patrushev, et nous avions à peine le temps avant de quitter la mission américaine pour l'aéroport de Genève. Au lieu d'une véritable discussion, mais pour souligner à quel point nous étions convaincus de l'Ukraine, j'ai dit: «J'incorpore ici tout ce que nous avons dit auparavant, et nous le pensons toujours!» Patrushev n'a pas dit grand-chose.
Le 24 août, j'ai eu un petit-déjeuner de travail avec le Premier ministre Volodymyr Groysman sur l'économie ukrainienne et les efforts croissants de la Russie pour intervenir dans les prochaines élections de 2019. Groysman a fait valoir que l'Ukraine était une ligne pour Poutine, et s'il pouvait la franchir avec succès, il établirait l'impunité pour ses actions à travers l'Europe et dans le monde, ce qui posait des préoccupations tout à fait légitimes aux États-Unis.1 Marie Yovanovitch, notre ambassadeur en Ukraine, et plusieurs employés de l'ambassade ont également assisté au petit-déjeuner et m'ont accompagné à peu près tout au long de la journée. Après le petit-déjeuner, nous sommes allés au stand d'examen pour le défilé sur le boulevard Khreshchatyk où les manifestations d'Euromaidan avaient eu lieu 2013-2014 , forçant le régime pro-russe Ianoukovitch. Je me tenais sur l'estrade avec le président Petro Poroshenko et huit ou dix membres de son gouvernement, à côté du procureur général Iouri Loutsenko, ironique à la lumière des développements futurs. Bien que rappelant l'apparat du 1er mai sur la Place Rouge de Moscou pendant la guerre froide, le défilé était politiquement le contraire. Le discours de Porochenko était viscéralement anti-russe, et sa plus forte ligne d'applaudissements est la venue quand il a juré d'établir un autocéphale patriarcat de l'église orthodoxe ukrainienne(indépendante de Moscou).
Pendant le défilé, Porochenko m'a remercié à plusieurs reprises pourpar les États-Unis les systèmes d'armes et l'équipement fournisà leur passage, et pour l'unité de la Garde nationale du Tennessee qui a marché avec d'autres troupes de l'OTAN déployées en Ukraine pour former ses militaires. Ensuite, nous nous sommes rendus au Palais Mariinsky, construit à l'origine pour Catherine la Grande et récemment restauré par la femme de Porochenko, qui devait bientôt accueillir une grande réception que Porochenko organisait. À midi, j'ai rencontré Porochenko, le ministre des Affaires étrangères Pavlo Klimkin, le conseiller à la sécurité nationale Kostya Yeliseyev et d'autres. Nous avons discuté de la position de sécurité de l'Ukraine, en particulier vis-à-vis de la Russie et des diverses menaces qu'elle représentait, non seulement militairement, mais également des efforts de Moscou pour renverser les élections ukrainiennes de 2019. Porochenko voulait acheter plus d'armes américaines, et nous avons expliqué nos inquiétudes concernant la vente par les entreprises ukrainiennes de conceptions avancées de moteurs d'avion à la Chine, préoccupations qui n'ont fait que s'aggraver au cours de l'année précédant ma prochaine visite à Kiev.
Après la réunion, Porochenko m'a emmené dans une autre pièce pour un face à face, où il a demandé aux États-Unis de soutenir sa campagne de réélection. Il a également passer outre la demandé un certain nombre de choses que j'ai abordées, me permettant de demande d'approbation sans être trop grossier quand j'ai dit non. Ce que Porochenko voulait vraiment,

c'était que l'Amérique sanctionne Igor Kolomoisky, un oligarque ukrainien soutenant Ioulia Timochenko, qui était, au moins à ce stade, la principale compétition de Porochenko aux élections de 2019. Bien que cela n'ait pas été abordé dans cette conversation, Kolomoisky soutenait également Volodymyr Zelensky, alors en tête des sondages mais pas considéré comme sérieux, car, après tout, il n'était qu'un acteur ... (Pour les lecteurs libéraux, c'est une blague.
Ronald Reagan , l'un des plus grands présidents d'Amérique, était également un acteur.) J'ai dit à Porochenko s'il avait des preuves sur Kolomoisky, il devrait les envoyer au ministère de la Justice. J'ai accompagné Yovanovitch dans cette conversation alors que nous nous rendions au prochain événement, une conférence de presse avec les médias ukrainiens.
La dernière réunion a été un café de 14 h 45 à lade Yovanovitch résidence officielleavec divers dirigeants du Parlement, dont Timochenko, que j'avais rencontré dans l'administration Bush 43 et plus tard. Le Département d'État ne voulait pas que je rencontre Tymoshenko séparément parce qu'ils pensaient qu'elle était trop proche de la Russie, bien que typique des méthodes du département, ce n'est pas ainsi qu'ils l'ont dit. Cette réunion conjointe était la plus proche que je pouvais obtenir d'une réunion séparée, non pas que cela importait, car Timochenko, en tant que seul candidat à la présidence parmi les dirigeants parlementaires, a dominé la conversation, sans surprise. Elle m'a rappelé qu'elle avait lu mon livre Surrender Is Not an Option, toujours un bon moyen d'attirer l'attention d'un auteur, et a mentionné les conseils du sénateur Kyl de continuer à bouger et à continuer à battre, comme un gros cuirassé gris. Bien préparé. À ce stade, seul Zelensky réussissait bien dans les sondages, tous les autres candidats visant à finir parmi les deux premiers au premier tour, se retrouvant ainsi dans le second tour. Après cette réunion, nous nous sommes dirigés vers l'aéroport nous sommes, puis retournés à Andrews. Ce n'est que pendant près de trois mois que j'ai de nouveau été très impliqué dans les affaires ukrainiennes, jusqu'au début de l'après-midi du dimanche 25 novembre, lorsque j'ai appris un incident en mer entre la Russie et l'Ukraine.
Des navires de guerre ukrainiens et un remorqueur qui l'accompagnait avaient tenté d'entrer dans la mer d'Azov par le détroit de Kertch, l'étroit plan d'eau séparant la péninsule de Crimée de la Russie proprement dite et sur lequel la Russie avait récemment construit un pont. Notre information initiale était qu'un navire de guerre russe avait percuté un navire ukrainien, mais des informations ultérieures ont indiqué que les Russes avaient tiré ce qui devait peut-être servir de coups de semonce, dont un ou plusieurs ont touché les navires ukrainiens. Rien de tout cela ne pourrait être accidentel. Les Russes ont saisi les trois navires ukrainiens et leurs équipages (certains d'entre eux auraient été blessés), mais il n'était pas clair dans quelles eaux les navires se trouvaient lorsqu'ils ont été emmenés. La plupart de ces informations ont été transmises par notre ambassade à Kiev, nous avons donc entendu la version ukrainienne de l'histoire, du moins au début.
Parce que l'escalade était possible, j'ai décidé d'appeler Trump. Je voulais être sûr qu'il savait que nous surveillions la situation, au cas où les journalistes commenceraient à poser des questions. Sa première réponse a été: «Que font les Européens à ce sujet?» la réponse à laquelle, bien sûr, était «Rien», la même chose que nous faisions. (L'Union européenne a publié plus tard une déclaration, mais c'était la bouillie habituelle.) La première pensée de Trump était que l'Ukraine avait été provocatrice, ce qui était au moins possible, compte tenu des présidentielles imminentes élections. Mais il était également possible que les Russes

recherchent une confrontation, essayant peut-être d'une certaine manière de légitimer leur «annexion» de la Crimée, ce que très peu d'autres pays reconnaissaient. Trump n'était pas intéressé à faire quoi que ce soit rapidement, même si la Russie avait entièrement tort. Le soir, Porochenko semblait prêt à déclarer la loi martiale, ce qui semblait une réaction surprenante à un incident en mer. Le Département d'État voulait publier une déclaration anti-russe ferme, que j'ai bloquée en raison de ce que Trump avait dit quelques heures plus tôt. De plus, il y avait toutes les chances d'une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU lundi, ironiquement convoquée par la Russie, au cours de laquelle il y aurait évidemment une déclaration américaine, ce qui nous donnerait plus de temps pour obtenir les faits.

L'allemand Jan Hecker m'a appelé lundi à sept heures trente du matin, et le premier problème qu'il a soulevé a été l'incident du détroit de Kertch. Les Allemands ont été prudents et j'ai eu l'impression que Hecker pensait que Porochenko n'était pas du tout mécontent de ce qui s'était passé en raison des avantages politiques potentiels qu'il prévoyait; il ferait campagne en tant que puissant candidat anti-russe, a spéculé Hecker, notant que la Rada devait voter dans environ deux heures et demie sur un projet de loi proposé par Porochenko déclarant la loi martiale pour soixante jours. Le projet de loi activerait cent mille réservistes pour la formation et empêcherait également toute activité politique pendant son entrée en vigueur. Depuisautre loi ukrainienne doit y avoir au moins quatre vingt dix jours de campagne juste avant une élection nationale, le projet de loi Porochenko garantirait les élections 31 Mars serait repoussé,quelque chose sûrement à son bénéficient, étant donné son numbers.2 faible sondage Allemagne opposé reporter les élections, a déclaré Hecker; jusqu'ici, l'Ukraine et la Russie ont donné des récits concurrents de l'épisode, mais les faits restent flous. Merkel devait s'entretenir avec Porochenko de façon imminente parlions, et en effet, pendant que nous, Hecker a été appelé au bureau de Merkel pour l'écouter, disant qu'il téléphonerait à nouveau une fois terminé.3En attendant, Pompeo m'a dit qu'il venait de parler avec Trump au sujet du briefing que lui et Mattis devaient remettre au Congrès dans quelques jours concernant la législation interdisant l'aide à l'Arabie saoudite liée à la guerre du Yémen.

Lors de cet appel, Trump a soulevé la question du détroit de Kertch, affirmant que Porochenko aurait pu provoquer quelque chose à des fins politiques. "Que les Européens en soient propriétaires", a déclaré Trump, "je ne veux pas en être le propriétaire". Pompeo n'a pas soulevé la demande de déclaration de Trump State dimanche à la Maison Blanche, mais il lui a dit que son personnel tentait d'édulcorer les remarques du Conseil de sécurité de Nikki Haley, où elle était en armes contre Moscou à propos de l'incident. (Elle profitait du très petit nombre d'apparences devant la caméra alors que son séjour à New York diminuait.) Pompeo a dit à Trump que lui et moi veillerions à ce que Haley suive ses instructions. J'ai suggéré que nous considérions la déclaration prospective de Haley comme le véhicule pour transmettre le point de vue définitif des États-Unis plutôt que d'en avoir plusieurs, et il a accepté. Pompeo a dit qu'il appellerait Haley et lui dirait de «colorier dans les lignes», ce qui sonnait bien. J'ai ensuite appelé Trump et lui ai dit ce que Pompeo et moi avions décidé concernant la déclaration de Haley, qu'il aimait, et je l'ai également informé de la réaction de l'Allemagne et de la législation ukrainienne sur la loi martiale.

En attendant que Hecker me rappelle, j'ai essayé de joindre Sedwill à Londres et Étienne à Paris pour voir comment ils évaluaient la situation. Étienne n'était pas à Paris, mais Sedwill a rappelé assez rapidement, et nous avons comparé les notes sur ce que nous savions. Sedwill

avait déjà entendu que le Canada, toujours président du G7 jusqu'à la fin de 2018, préparait un projet de déclaration, bien qu'aucun de nous ne l'ait encore vu. J'ai dit à Sedwill ce que Trump avait dit au cours des vingt-quatre dernières heures pour que les Britanniques puissent en tenir compte.4

À 11 h 05, Pompeo a appelé, rebondissant sur les murs. Il a dit qu'il avait appelé Haley lui avait, dit ce que nous avions convenu et qu'elle avait également accepté. Puis, comme il l'a appris par la suite, elle a immédiatement appelé Trump pour se plaindre. Elle a lu à Trump un ensemble de points de discussion complètement différent, que Trump a accepté. Pompeo voulait une conférence téléphonique avec elle et moi pour que tout le monde soit sur la même, mais avant que l'appel ne puisse être organisé, Trump a longueur d'ondeappelé Pompeo pour dire que les points de discussion de Haley étaient bons et qu'il ne voulait pas être martelé dans la presse pour avoir été trop mou. Pompeo et moi étions parfaitement heureux d'avoir une déclaration plus forte que nous pourrions attribuer à Trump, mais nous savions tous les deux que Haley était motivée par son désir de ne pas se faire marteler dans la presse. Peu de temps après, dans l'Ovale pour le briefing régulier du renseignement, Trump m'a dit: «Vous comprenez que la[Haley] a déclarationété un peu plus difficile que je l'ai dit, mais ça va. Vous vouliez probablement que ce soit plus dur de toute façon, non? " J'ai dit que j'étais satisfait de la déclaration, ajoutant que nous avions appelé la Russie à libérer les navires et les équipages ukrainiens, lorsque Trump a interrompu: «N'appelez pas à la libération des équipages. S'ils ne le font pas, cela ressemble à l'otage en Iran. Je ne veux pas ça. " J'ai dit que je le dirais à Haley, mais au moment où je suis sortie de l'Ovale, elle avait déjà fait ses remarques. De nombreux autres pays ont dit la même chose, donc je ne pensais pas que nous nous distinguerions d'une manière que Trump n'aimerait pas. Quoi qu'il en soit, l'incident a incité Trump à raconter une fois de plus une de ses histoires préférées, impliquant son premier appel téléphonique avec Merkel, quand elle lui a demandé ce qu'il allait faire à propos de l'Ukraine, et il avait répondu en lui demandant ce qu'elle allait faire. faire sur l'Ukraine.

Lorsque Pompeo et moi avons revu tout cela par la suite, il était clair que nous voyions à nouveau comment Haley fonctionnait lorsque Tillerson était secrétaire d'État: en tant qu'électron libre. Cela changerait dans un mois avec son départ, et Pompeo et moi avons vu exactement la même chose, que son successeur, quel qu'il soit, ne fonctionnerait pas de cette façon. "Léger comme une plume", comme Pompeo l'a décrite dans une conversation ultérieure.

Hecker a appelé à 13 h 30 pour terminer notre conversation et a indiqué qu'à une réunion à peine conclue impliquant des représentants de l'Ukraine, de la Russie, de la France et de l'Allemagne, la Russie avait déclaré que les navires ukrainiens n'avaient pas donné l'avis requis pour transiter par une zone d'exclusion temporaire (permis par le droit international à des fins telles que des exercices militaires), ce qui semblait ridicule. Dans la conversation de Merkel avec Porochenko, il a déclaré qu'il avait modifié le projet de loi sur la loi martiale en suspens à la Rada, réduisant la période affectée de soixante à trente jours, permettant ainsi aux élections de mars de se dérouler comme prévu. C'était un progrès, bien que la loi martiale aiderait Porochenko sur le plan politique, et cela mériterait d'être surveillé pour voir si la période de trente jours était prolongée plus tard (ce n'était pas le cas). Merkel parlait à Poutine dans environ une heure pour exhorter la désescalade des deux côtés, demandant spécifiquement à Poutine de s'engager directement avec Porochenko.5

Le matin du 28 novembre, je me suis rendu d'Andrews à Rio de Janeiro pour voir le président brésilien nouvellement élu Jair Bolsonaro avant la réunion du G20 de Buenos Aires. J'ai appelé Trump depuis l'avion vers huit heures quarante-cinq heures du matin, pour lui demander s'il avait d'autres réflexions sur le bilatéral de Poutine prévu au G20, car la Russie détenait toujours les navires et les équipages ukrainiens.
Trump a déclaré qu'il pensait que ce serait terrible de rencontrer Poutine dans ces circonstances, et que la presse ne parlerait que de la question ukrainienne.
Il a dit que je devrais envoyer un message à Poutine expliquant qu'il attendait avec impatience la réunion, mais que la Russie devait d'abord libérer les marins et les navires, afin que la réunion puisse se concentrer sur les questions clés et non sur l'Ukraine. Je suis arrivé à Patrushev à Moscou environ deux heures plus tard pour transmettre le message de Trump, et il a dit qu'il le transmettrait immédiatement au président Poutine, qui, selon lui, le considérerait certainement. Même s'il savait que je connaissais la position russe, il me l'a répété assez longuement.
J'ai atterri au Brésil vers 23 heures, heure de Rio. Trump a appelé à nouveau pour dire qu'il ferait le bilatéral si Poutine annonçait, à la fin, qu'il libérerait les navires et les équipages, donnant ainsi à Trump le mérite de les avoir créés. Compte tenu des décalages horaires, je n'ai pas appelé Moscou.
De plus, changer notre position à ce stade rendrait Trump désespéré pour la réunion, ce qu'il était probablement. Le lendemain matin, je me suis entretenu avec notre chef de mission adjoint à Moscou, Anthony Godfrey (Huntsman étant absent), qui a déclaré que les Russes accusaient les équipages d'intrusions, ce qui n'est pas bon signe, pour dire le moins. Patrushev m'a atteint alors que j'étais dans les airs à Buenos Aires, disant qu'il avait un message qu'il voulait que je transmette de Poutine à Trump, à savoir qu'en raison de l '"illégale intrusion" de la frontière russe, une affaire pénale, y compris des enquêtes, a été lancé. Les Russes ont affirmé que, à en juger par les documents qu'ils avaient saisis sur les navires et les informations fournies par les équipages, il s'agissait d'une provocation militaire, une opération guidée et contrôlée par les services de sécurité ukrainiens. Par conséquent, a déclaré Patrushev, conformément aux procédures légales russes, les formalités étaient désormais en cours, de sorte que la libération des navires et des équipages était impossible.6 Il a dit qu'il était convaincu que nous ferions de même, en comparant les actions de Moscou aux politiques de Trump le long de la frontière mexicaine. . Il s'en est suivi une conférence sur nos actions ces dernières semaines sur ce sujet, et plus encore.
Il y avait peu de place pour confondre le message de Patrushev, mais j'ai demandé combien de temps les procédures contre les équipages ukrainiens pourraient prendre. Il a dit qu'il ne pouvait pas me donner de réponse, mais qu'il me trouverait et me le ferait savoir. J'ai dit que j'allais parler à Trump et voir s'il y aurait toujours une réunion bilatérale. Il s'est avéré que Trump était en retard (comme d'habitude), donc je ne l'ai pas atteint sur Air Force One avant 11 h 20, heure de Washington. J'ai décrit ce que Patrushev avait relayé de Poutine, que j'ai considéré comme un «non très dur».
"Qu'est-ce que tu ferais?" Trump a demandé, et j'ai dit que j'annulerais la réunion.
Trump a immédiatement accepté, disant: «Nous ne pouvons rien donner». Un tweet à cet effet est sorti peu de temps après, avant que je puisse revenir à Patrushev, qui a refusé mon appel pour montrer à quel point ils étaient irrités.

À Buenos Aires, le conseiller diplomatique de Poutine, Iouri Ouchakov et moi, nous sommes rencontrés à plusieurs reprises pour voir s'il y avait un moyen de tenir une réunion Poutine-Trump, ce que nous avons conclu impossible, étant donné les positions publiques respectives des deux parties sur l'incident du détroit de Kertch. Au lieu de cela, Trump a parlé à Poutine lors du dîner des dirigeants du G20, sans aucun autre Américain que la Première Dame. Ils ont utilisé l'interprète de Poutine, et l'homme avancé américain suivi par le président n'a pas pu entendre la conversation. Les Russes n'ont rien dit sur la réunion dans leur presse, et Trump m'a raconté le lendemain matin qu'il avait essentiellement dit à Poutine qu'il ne voyait pas comment les deux pourraient se rencontrer longuement jusqu'à ce que l'incident du détroit de Kertch soit résolu et les navires et les équipages sont retournés en Ukraine, ce qui ne semblait pas probable avant un certain temps. Dans un accord bilatéral Trump-Merkel ultérieur, Trump a laissé entendre qu'un président ukrainien favorable à la Russie pourrait aider à éviter une troisième guerre mondiale. Les Russes auraient adoré ça.

L'Ukraine est restée essentiellement silencieuse alors que nous attendions son premier tour des élections présidentielles le 31 mars, mais d'autres questions ont commencé à apparaître. Trump s'était plaint de notre ambassadrice Yovanovitch, pendant un certain temps, me notant le 21 mars lors d'un appel téléphonique couvrant un certain nombre de sujets qu'elle «nous faisait la gueule comme un fou» et que sa seule préoccupation était les questions LGBTQ. "Elle dit de la merde sur moi et sur vous", a-t-il ajouté, disant qu'il voulait la faire "aujourd'hui". J'ai dit que j'appellerais Pompeo, qui était au Moyen-Orient; J'ai essayé plusieurs fois de le joindre, mais je ne l'ai pas fait en raison des horaires de réunion et des différences de fuseau horaire. Après les comités des directeurs d'école plus tard dans l'après-midi, j'ai mis de côté le sous-secrétaire d'État John Sullivan pour transmettre la direction de Trump, afin qu'il puisse informer Pompeo. Sullivan savait que Trump voulait que Yovanovitch soit incendié, il comprit donc que cette répétition des instructions de Trump était sérieuse.

Quelques jours plus tard, le 25 mars, Trump m'a appelé à l'Ovale, mais je l'ai trouvé dans sa petite salle à manger avec Rudy Giuliani et Jay Sekulow (un autre de ses avocats privés), appréciant évidemment de discuter de la réaction au rapport de Mueller sur sa Russie. enquête. Lors de cette réunion, j'ai appris que Giuliani était à l'origine des histoires sur Yovanovitch, qui, selon lui, était protégé par un sous-secrétaire adjoint du bureau européen de l'État, George Kent (je ne pense pas que Giuliani connaissait le titre de l'emploi de Kent avec précision; Pompeo l'a clarifié pour moi plus tard). Trump a de nouveau déclaré que Yovanovitch devrait être licencié immédiatement. Je suis arrivé à Pompeo par téléphone en fin d'après-midi pour relayer ces dernières nouvelles, maintenant avec la mise à jour qui venait de Giuliani. Pompeo a déclaré avoir déjà parlé à Giuliani, et aucun fait ne soutenait aucune de ses allégations, bien que Pompeo ne doutait pas que, comme 90% du service extérieur, Yovanovitch ait probablement voté pour Clinton. Il a dit qu'elle essayait de réduire la corruption en Ukraine et qu'elle pourrait très bien s'en prendre à certains clients de Giuliani. Pompeo a dit qu'il rappellerait Giuliani et parlerait ensuite à Trump. Le lendemain matin, j'ai appelé Trump sur plusieursai questions et luidemandé si Pompeo et lui s'étaient entretenus sur Yovanovitch. Ilsavaient ne l'pas fait, mais il a répété qu'il était «fatigué qu'elle nous répudie» et qu'elle ait dit qu'il serait mis en accusation, etc. "Vraiment mauvais", a déclaré Trump. J'ai appelé Pompeo vers neuf heures quarante-cinq heures pour rapporter cette conversation. Il a de nouveau protesté que les allégations de Giuliani n'étaient tout simplement pas vraies et a dit qu'il

appellerait Trump. J'en ai parlé à Trump plus tard dans la journée, juste pour qu'il sache qu'il n'était pas ignoré.
Que l'importation de Giuliani ait été liée ou non à l'l'Ukraine élection imminente de, dimanche 31 mars, avec les retours entièrement comptés, Zelensky a terminé en premier, Porochenko en deuxième, les plaçant dans le second tour du 21 avril . Peu de temps après, j'ai discuté avec Étienne de France et Hecker d'Allemagne comment nous allions tous procéder. Bien que nous ayons précédemment convenu de garder les mains entièrement à l'écart, Hecker a déclaré que l'Allemagne invitait Porochenko à Berlin, malgré le risque d'une réaction de l'Ukraine si Zelensky remportait le deuxième tour. Étienne m'a dit que, même avant le deuxième tour, la France avait invité Porochenko et Zelensky à Paris, qui était au moins plus impartial. Aucun de nous ne savait grand-chose de la capacité de Zelensky à être président, et il y avait des inquiétudes quant à sa proximité avec l'oligarque Kolomoisky, ce qui pourrait soulever des problèmes de corruption. Des allégations inquiétantes tourbillonnaient et la prudence indiquait une approche sans intervention. Le changement de cœur des Allemands et des Français - leur empressement à s'engager - m'a paru erroné. Il n'y avait aucun désaccord Zelensky se dirigeait vers le second tour avec une grosse avance dans les sondages, en grande partie sur son opposition aucorruption important de l'Ukraine problème de.

Le soutien de Zelensky a été maintenu et, le dimanche de Pâques 21 avril, il a battu Porochenko avec 73% des voix. Nous avions un «paquet d'appel» prêt pour Trump s'il décidait de féliciter Zelensky ce jour-là, ce qu'il a fait vers 16 h 30 notre temps. J'ai informé Trump avant l'appel que Zelensky pourrait l'inviter à son investiture (la date pour laquelle n'avait pas encore été officiellement fixée), et Trump a dit qu'il enverrait Pence à la place. L'appel a été bref, moins de cinq minutes, mais très chaleureux, avec l'ouverture de Trump, "Je veux vous féliciter pour un travail bien fait." Zelensky a répondu: «Merci beaucoup», et a dit qu'il appréciait les félicitations, ajoutant:
«Nous vous avions comme un excellent exemple.» Trump a déclaré qu'il avait de nombreux amis qui connaissaient Zelensky et l'aimaient, ajoutant: "Je ne doute pas que vous serez un président fantastique." Zelensky a invité Trump à son inauguration, et Trump a répondu qu'il "regarderait la date" et a dit: "Nous vous aurons un grand représentant pour les États-Unis le grand jour." Trump a également invité Zelensky à la Maison Blanche, en disant: «Nous sommes avec vous tout le long.»
Zelensky a poussé Trump à visiter, disant que l'Ukraine était un grand pays avec des gens sympas, de la bonne nourriture, etc. Trump a déclaré qu'en tant qu'ancien propriétaire du concours Miss Univers, il savait que l'Ukraine était toujours bien représentée. Zelensky a signé, disant en anglais: «Je vais faire une grande pratique en anglais» (afin qu'il puisse le parler lors de leur rencontre). Trump a répondu: «Je suis très impressionné. Je ne pouvais pas faire ça dans ta langue. »
Quelques jours plus tard, le 23 avril, j'ai été appelé à l'Ovale pour retrouver Trump et Mulvaney au téléphone, discutant à nouveau de Yovanovitch avec Giuliani, qui faisait toujours pression pour son renvoi. Il avait fait croire à Trump les "nouvelles" qu'elle avait parlées au président élu Zelensky pour lui dire que Trump lui-même voulait que certaines enquêtes des procureurs ukrainiens soient interrompues. Dans l'esprit de Giuliani, Yovanovitch protégeait Hillary Clinton, dont la campagne aurait fait l'objet d'enquêtes criminelles ukrainiennes, et il y avait également

un lien avec le fils de Joe Biden, Hunter. Giuliani livrait ce qui n'était que du ouï-dire du troisième ou du quatrième degré; il n'a présenté aucune preuve lors de l'appel concernant ses allégations. J'ai dit que j'avais parlé avec Pompeo sur Yovanovitch et que je vérifierais de nouveau avec lui. Trump ne pouvait pas croire que Pompeo n'avait pas encore atteint Yovanovitch, et c'est ce qu'il voulait, pas de si, ni de mais. Trump a dit que je devrais trouver immédiatement de Pompeo ce qui se passait, et je devrais appeler Zelensky pour qu'il soit clair que Yovanovitch n'a pas parlé au nom de l'administration. Bien sûr, comme nous ne savions pas vraiment ce qu'elle avait dit, il était difficile de savoir ce que je devrais dire à Zelensky d'ignorer.

Je suis retourné à mon bureau et j'ai atteint Pompeo vers 16 heures. Il a dit qu'il avait déjà réduit Yovanovitch de fin novembre ou début décembre au 1er juin, et quelque temps auparavant en avait informé Trump, qui ne s'y est pas opposé. Pompeo voulait en rester là. Je lui ai dit que l'ambiance était plutôt volcanique car elle n'était pas complètement partie, ce qui a suscité un gémissement. Il a de nouveau mentionné ses conversations précédentes avec Giuliani, qui ne pouvait pas décrire en détail ce qui était censé être arrivé mais qui l'avait constamment évoqué avec Trump au cours des derniers mois. Mais Pompeo a également déclaré qu'en regardant l'ambassade, le Département d'État avait maintenant une pile de documents qu'ils envoyaient à la justice qui impliquait Yovanovitch et son prédécesseur dans unenon nommée et non décrite activitéqui pourrait bien être criminelle. Pompeo a conclu en disant qu'il lui ordonnerait de retourner à Washington cette nuit-là. Avec Yovanovitch commandé à la maison, il était inutile d'appeler Zelensky (ce que je n'avais pas voulu faire de toute façon), donc je ne l'ai pas fait.

J'ai informé Eisenberg de ce dernier développement de Yovanovitch. Un peu plus tard, Mulvaney est venu à mon bureau avec Cipollone et Emmet Flood, l'avocat du bureau de l'avocat de la Maison Blanche chargé de l'enquête Mueller. J'ai soulevé avec eux une question que j'avais posée auparavant, avec Cipollone ou Eisenberg: si Giuliani avait des problèmes de responsabilité professionnelle en vertu du Code éthiques des avocats pour utiliser une relation avocat-client pour promouvoir les intérêts d'un autre client, une dynamique que je pensais pourrait être à l'œuvre dans ses relations au nom de Trump. J'ai dit que je pensais que c'était une violation éthique de le faire, mais j'étais en minorité; les autres ont convenu qu'il était «gluant». Voilà pour l'éthique juridique.

Plus tôt dans la journée, j'étais allé à la Justice pour déjeuner avec Bill Barr, que je connaissais depuis le milieu des années 80, devant l'administration Bush 41. Barr était devenu (encore) procureur général à la mi-février, et nous essayions depuis lors de trouver une date convenable pour nous réunir et parler de la vie au sein de l'administration Trump. En particulier, je lorsque voulais exprimer ma détermination à avoir une meilleure coordination de la sécurité nationale
les intérêts et les actions des procureurs se recoupent et peuvent entrer en conflit.

Nous avions besoin de décisions conscientes sur les priorités américaines dans de tels événements, plutôt que de les régler au hasard. En tant que personne profondément intéressée par les questions de sécurité, Barr était tout à fait disposé à de meilleures relations de travail entre les ministères et organismes concernés.

Plus précisément, cependant, je voulais également l'informer du penchant de Trump pour, en fait, accorder des faveurs personnelles aux dictateurs qu'il aimait, tels que les affaires criminelles de Halkbank, ZTE, potentiellement Huawei, et qui savait quoi d'autre. Barr a déclaré

qu'il était très préoccupé par les apparences que Trump créait, en particulier ses remarques sur Halkbank à Erdogan à Buenos Aires lors de ladu G20 réunion, ce qu'il avait dit à Xi Jinping sur ZTE et d'autres échanges. J'avais eu essentiellement cette même conversation avec Cipollone et Eisenberg pendant environ une heure le 22 janvier, peu de temps après que Cipollone ait remplacé McGahn le 10 décembre 2018. À ce moment-là, nous avons discuté de Halkbank, ZTE, un agent turc qu'Israël avait arrêté (et Trump avait a été libéré lors de son séjour en juillet

à Turnberry lors d'appels avec Netanyahu), la question de savoir s'il fallait lever les sanctions américaines contre l'oligarque russe Oleg Deripaska (ce qui a été fait début avril), Huawei, les implications pour les négociations commerciales avec la Chine,de Trump les déplacements légaux personnels, et autres issues. Je n'avais aucun doute sur le pouvoir constitutionnel du président de hiérarchiser les responsabilités conflictuelles du pouvoir exécutif, telles que l'application des lois et la sécurité nationale.

Néanmoins, dans l'atmosphère fébrile de Washington causée par les allégations de collusion avec la Russie, il n'était pas difficile de voir politiquement comment tout cela serait caractérisé. Qu'il y ait encore quelque chose de plus troublant sous la surface, aucun de nous ne le savait. Cipollone n'avait pas eu d'information préalable sur ces questions, et il était clairement stupéfait de l'approche de Trump en matière d'application de la loi, ou de son absence.

Plus tôt encore, le 10 décembre, à la suite des remarques de Trump sur la fête de Noël de Huawei et des Ouïghours, j'ai parlé à Pompeo de ces problèmes, ainsi que de questions sur le règlement de certains despersonnels de Trump problèmes juridiques. Le modèle ressemblait à une obstruction à la justice comme un mode de vie, que nous ne pouvions pas accepter. De plus, la clémence pour les entreprises chinoises violant les sanctions américaines, trompant nos sociétés ou mettant en danger notre infrastructure de télécommunications ne peut être décrite que comme apaisant nos adversaires, totalement contraire à nos intérêts. Quelque part à proximité se trouvait un territoire de démission, dis-je , avec lequel Pompeo était d'accord. Cela n'a pas encore nécessité la rédaction d'une lettre de démission, mais les voyants clignotent.

Trump a appelé Poutine le 3 mai, car, comme il l'a dit sans fondement apparent, Poutine «mourait d'envie» de lui parler. En fait, Trump «mourait d'envie» de parler, n'ayant pas eu de véritable conversation avec Poutine depuis que l'incident du détroit de Kertch a forcé l'annulation de leur bilatéral au G20 de Buenos Aires. Bien que Trump ait alors annoncé que les réunions de fond étaient suspendues jusqu'à la libération des navires et des équipages ukrainiens, cet appel à Poutine a levé sans cérémonie ce moratoire, qui durait depuis fin novembre, la Russie les tenant toujours. Ils ont discuté de l'Ukraine brièvement mais sans grand succès. Poutine s'est demandé si Igor Kolomoisky récupérerait ses avoirs ukrainiens, étant donné son soutien financier à la réussite de la campagne de Zelensky. Zelensky, a déclaré Poutine, était assez connu en Russie en raison de sa carrière à la télévision, et il y avait de nombreux contacts. Cependant, Poutine a ajouté qu'il n'avait pas encore manifesté. Il a dit qu'il n'avait pas encore parlé à Zelensky parce qu'il n'était pas encore président et parce qu'il n'y avait pas encore de résultat final. Il n'était pas clair si,Poutine voulait dire le sort de la Rada actuelle ou si Zelensky convoquerait des élections législatives anticipées7.

Le 8 mai, le rythme ukrainien a commencé à s'accélérer. Vers 14 h 45, Trump m'a appelé à l'Ovale, où il rencontrait Giuliani, Mulvaney, Cipollone et peut-être d'autres. Le sujet était

l'Ukraine et le désir de Giuliani de rencontrer le président élu Zelensky pour discuter de l'enquête de son pays sur les efforts d'Hillary Clinton pour influencer la campagne de 2016 ou quelque chose ayant à voir avec Hunter Biden et les élections de 2020, ou peut-être les deux. Dans les divers commentaires que j'ai entendus sur ces sujets, ils ont toujours semblé entremêlés et confus, une des raisons pour lesquelles je ne leur ai pas beaucoup prêté attention. Même après leur publication, je pouvais à peine séparer les volets des multiples théories du complot au travail. Trump était clair que je devais appeler Zelensky et m'assurer que Giuliani avait sa réunion à Kiev la semaine prochaine. Giuliani a juré qu'il n'y avait aucun client impliqué, ce que j'ai eu du mal à croire, mais j'espérais toujours éviter d'entrer dans ce pétrin. Le tournage de Yovanovitch était déjà dans la presse et une visite de Giuliani en Ukraine y trouverait certainement son chemin également. Giuliani a également déclaré qu'il recherchait un fonctionnaire de l'État, nom de famille de Kent, qui, selon Giuliani, était lié à George Soros et très hostile à Trump. J'avais déjà entendu le nom à propos de Yovanovitch mais je ne le connaissais pas d'Adam.

J'étais heureux de m'évader vers 1 h 55 et de retourner dans mon bureau, où je n'ai pas appelé Zelensky sans attendre, en espérant que le tout disparaîtrait. Je m'étais à peine installé à mon bureau avant que John Sullivan et Marc Short arrivent, disant que Trump les avait envoyés de la réunion commerciale hebdomadaire dans la salle Roosevelt pour parler de Kent. (J'ai trouvé ces réunions commerciales hebdomadaires si chaotiques que je les ai largement laissées à Kupperman pour y assister, peine qu'il ne méritait pas, mais la vie est dure.) Sullivan savait à peine qui était Kent, mais il a décrit la scène dans la salle Roosevelt, Trump lui parle à voix basse tandis que Bob Lighthizer passe en revue une série de graphiques sur diverses questions commerciales, Trump ne faisant manifestement pas attention. Après avoir fini de parler à Sullivan de Kent, Trump s'est tourné vers Lighthizer pendant quelques secondes avant de dire à haute voix à Sullivan: «Va parler à Bolton de Kent.» Il a ensuite dit à Short: «Montrez-lui où se trouve le bureau de John.» Alors, ils étaient là. Short partit et j'expliquai à Sullivan la dernière conversation ukrainienne que je venais d'avoir dans l'Ovale et lui demandai de parler à Pompeo dès qu'il le pouvait. Pompeo rentrait à Washington à neuf heures du matin le lendemain matin, et Sullivan a dit qu'il le brieferait à ce moment-là.

La question du voyage de Giuliani en Ukraine s'est infiltrée pendant quelques jours sansdécision claire. Cipollone et Eisenberg sont venus me voir le 10 mai, le reportage de Yovanovitch ayant reçu une plus grande couverture médiatique (bien que la presse grand public ait montré peu d'intérêt), et Giuliani à lui tout seul générant une assez grande attention. Dans une interviewNew York Times publiée ce matin dans le8, il aurait déclaré: «Nous ne nous mêlons pas d'une élection, nous nous mêlons d'une enquête, ce que nous avons le droit de faire… Il n'y a rien d'illégal à ce sujet … Quelqu'un pourrait dire que c'est inapproprié. Et ce n'est pas de la politique étrangère - je leur demande de faire une enquête qu'ils font déjà et que d'autres personnes leur disent d'arrêter. Et je vais leur donner les raisons pour lesquelles ils ne devraient pas l'arrêter, car ces informations seront très, très utiles à mon client et pourraient s'avérer utiles à mon gouvernement. » Nous avons tous les trois convenu que Giuliani ne pouvait pas être autorisé à se rendre en Ukraine, mais le brouhaha a également rendu incertain qui de l'administration Trump pourrait assister à l'inauguration de Zelensky, compte tenu de la publicité défavorable qu'il pourrait recevoir.

La participation de Pence paraissait donc douteuse, compliquée car la date exacte de l'inauguration n'était toujours pas fixée. L'ambassade de Kiev a été assez surprise le 16 mai d'apprendre que la Rada ukrainienne avait choisi le 20 mai, ce qui ne nous a pas laissé beaucoup de temps pour vérifier les horaires et choisir la délégation américaine.
À ce moment-là, Trump avait conclu que Pence ne pouvait pas y aller, et Pompeo a décidé de ne pas le faire pour ses propres raisons. À la fin de la journée du 16 mai, il semblait que le secrétaire à l'Énergie, Rick Perry, serait le chef de file, ce qui était justifié en raison des importants problèmes énergétiques posés par l'Ukraine et de l'importance de la coopération Kiev-Washington face à l'exploitation de l'énergie par Moscou.
ressources en Europe centrale et orientale. L'ambassadeur des États-Unis auprès de l'Union européenne, Gordon Sondland, a travaillé dur pour être ajouté à la délégation américaine, mais comme il n'avait aucune raison légitime de participer, j'ai à plusieurs reprises supprimé son nom. Pourtant, finalement, il faisait partie de la délégation, car, apprend-on, Mulvaney avait insisté. La raison pour laquelle la Rada a choisi une inauguration aussi précoce n'était pas claire, mais nos observateurs sur le terrain pensaient que le parti de Porochenko avait décidé qu'il était prêt à risquer des élections législatives anticipées, estimant que Zelensky ne pourrait pas répondre aux attentes qui grandissaient autour de lui. Cela s'est avéré être une erreur de calcul par les conseillers de Porochenko et un énorme coup de pouce à Zelensky.

En fait, l'inauguration de Zelensky le 20 mai a apporté la surprise supplémentaire qu'il appelait le bluff de Porochenko et organisait des élections législatives anticipées. Aucune date exacte n'a été fixée, mais le vote devrait avoir lieu à un moment donné en juillet. Il est également devenu de plus en plus clair, non seulement pour moi mais aussi pour d'autres, y compris Fiona Hill, directrice principale du NSC pour l'Europe et la Russie, que Trump a complètement accepté la ligne de Giuliani selon laquelle le récit de la Russie «collusion avec la», inventé par des adversaires politiques américains, avait traversé l'Ukraine. En d'autres termes, Trump achetait l'idée que l'Ukraine était en réalité responsable des efforts de Moscou pour pirater les élections américaines. Cela signifiait clairement que nous ne ferions pas quelque chose de bien pour l'Ukraine de sitôt, peu importe à quel point cela pourrait nous aider à anticiper de nouvelles avancées russes là-bas.
Le 22 mai, après m'être adressé à la cérémonie de remise des diplômes de la Coast Guard Academy à New London, Connecticut, j'ai quitté Andrews pour le Japon, pour les derniers préparatifs de la visite d'État de Trump, la première sous le nouvel empereur Naruhito. Deux jours plus tard, de Tokyo, j'ai parlé avec Kupperman, qui avait assisté au débriefing de Trump plus tôt dans la journée (c'était encore le 23 mai à Washington lorsque nous avons parlé) de notre délégation à l'inauguration de Zelensky:
Perry, Sondland, Volker et le sénateur Ron Johnson. C'était un classique. "Je ne veux rien avoir à faire avec l'Ukraine", a déclaré Trump, selon Kupperman. «Ils m'ont attaqué. Je ne comprends pas pourquoi. Demandez à Joe diGenova, il sait tout. Ils ont essayé de me baiser. Ils sont corrompus.
Je ne baise pas avec eux. " Tout cela, a-t-il dit, concernait les efforts de la campagne Clinton, aidés par Hunter Biden, pour nuire à Trump en 2016 et 2020.

Volker a tenté d'intervenir pour dire quelque chose de pertinent sur l'Ukraine, et Trump a répondu: «Je m'en fous.»
Perry a déclaré que nous ne pouvions pas autoriser un État en faillite, vraisemblablement une Ukraine où un gouvernement efficace s'était effondré, et Trump a déclaré: "Parlez à Rudy et Joe."
«Donnez-moi quatre-vingt-dix jours», a de nouveau essayé Perry, mais Trump a interrompu, disant:
«L'Ukraine a essayé de me faire tomber. Putain, je ne suis pas intéressé à les aider », bien qu'il ait cédé de dire que Zelensky pourrait lui rendre visite à la Maison Blanche, mais seulement si on lui disait ce que Trump ressentait en la matière. «Je veux le putain de serveur DNC», a déclaré Trump, revenant à la mêlée, ajoutant: «D'accord, vous pouvez avoir quatre-vingt-dix jours. Mais je n'ai aucun intérêt à le rencontrer. »
Par la suite, Perry et Kupperman ont convenu que Zelensky ne devrait être invité qu'après les élections de juillet à la Rada, pour voir s'il avait une chance de gouverner efficacement. (Plusieurs dirigeants à proximité, comme le Hongrois Viktor Orban, pensaient que les perspectives de Zelensky étaient sombres, ce qui n'était pas incompatible avec les opinions de Poutine.) Il y avait aussi des rumeurs selon lesquelles Perry quitterait l'administration dans un avenir proche, de sorte que le chiffre des «quatre-vingt-dix jours» cadrait avec l'idée qu'il voulait le temps de réaliser quelque chose en Ukraine. Le sénateur Johnson m'a dit plusieurs semaines plus tard, à propos de cette réunion de Trump, "J'ai été assez choqué par la réponse du président." Je pensais que cela ressemblait à un autre jour au bureau.
Néanmoins, dans les semaines qui ont suivi, Sondland, qui n'avait apparemment pas assez à faire avec l'Union européenne à son siège de Bruxelles, a continué de faire pression pour une visite rapide de Zelensky à Washington.
Pompeo s'en fichait beaucoup d'une façon ou d'une autre. Il était clair qu'il n'avait aucun appétit pour contrôler le Sondland, malgré son insistance normale que les ambassadeurs lui signalaient (ce qu'ils faisaient, généralement par l'intermédiaire des secrétaires adjoints), et qu'il ne voulait pas qu'ils le contournent auprès du président. C'était la même chose pour le cours sur la gestion par Pompeo du Département d'État: éviter les conflits. Trump a résolu le problème des visites juste avant de partir pour le Royaume-Uni en juin en disant que ce n'était qu'à l'automne, le bon résultat à mon avis. Les principaux Européens ont également fait preuve de prudence quant aux perspectives de Zelensky. Le ministre allemand des Affaires étrangères Heiko Maas et le ministre français des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian se sont rendus à Zelensky à Kiev fin mai, mais n'ont tiré aucune conclusion définitive. Lorsque Trump a rencontré le président français Macron le 6 juin, Macron semblait réchauffer Zelensky, tout comme Merkel lorsque Trump l'a rencontrée au G20 d'Osaka. Cependant, sur la base de l'appel récent de Trump avec Poutine, il n'y avait aucun signe que Poutine était prêt à des discussions sérieuses sur la Crimée ou le Donbass, certainement pas avant les élections à la Rada.
La prochaine discussion avec Trump sur l'Ukraine que je me souviens n'a eu lieu que le 25 juin. J'étais en Israël pour rencontrer Netanyahu et pour une réunion trilatérale avec Patrushev et Ben-Shabbat, mais j'ai assisté à une réunion du NSC par vidéoconférence depuis notre ancien consulat de Jérusalem, près de l'David hôtelCitadel, où je logeais. La réunion, qui s'est tenue à Washington dans la salle de repos avec l'équipage habituel, devait discuter d'autres questions, mais à un moment donné, Trump a critiqué Nord Stream II, se plaignant de «nos grands alliés

européens» et des faibles dépenses de l'Allemagne en matière de défense: « Angela [Merkel] disant qu'elle serait là [2% du PIB] d'ici 2030, souvenez-vous de cela, John », a-t-il déclaré à l'écran du Sit Room, où j'étais visible d'Israël.9« J'écoute mes conseillers malgré ce que les gens pensent », a ri Trump (moi aussi), puis il est reparti en plein rugissement:« Tout le monde nous fout le commerce. Ce sera le meilleur mois de juin depuis des années. Les tarifs ont beaucoup d'argent. » Puis ce fut le départ pour l'Ukraine et de 250 millions de dollars d'un programme assistance pour l'achat d'armes. "L'avez-vous approuvé, John?" J'ai dit que c'était une affectation du Congrès avec laquelle le ministère de la Défense procédait. "Comment est-ce stupide?" Demanda Trump. «L'Allemagne ne dépense pas pour les pays voisins. Angela dit: "Nous ne dépensons pas parce que c'est un pays voisin." 10 John, êtes-vous d'accord sur l'Ukraine? " Je n'ai pas répondu directement, m'inquiétant de ce qui avait soudainement poussé Trump à prêter attention à cette assistance militaire particulière. Au lieu de cela, j'ai suggéré qu'Esper soulève toutes ces questions sur le partage des charges entre l'OTAN et l'Ukraine lors de la réunion des ministres de la Défense de l'OTAN prévue dans les prochains jours. C'était probablement la première fois que j'entendais une assistance à la sécurité de l'Ukraine remise en question, mais le vrai problème était de savoir comment Trump l'avait découvert et qui avait eu l'idée de l'utiliser comme levier contre Zelensky et son nouveau gouvernement. Je n'ai jamais appris les réponses à ces questions, mais Mulvaney, en sa qualité permanente de directeur du Bureau de la gestion et du budget, était certainement une source possible. Le point clé que j'ai retenu de cette conversation était que l'aide à la sécurité de l'Ukraine risquait d'être avalée par les théories du complot fantasmatique ukrainien.

Le 10 juillet, j'ai rencontré dans mon bureau mon homologue ukrainien, Oleksandr Danylyuk, le nouveau secrétaire de leur Conseil national de sécurité et de défense. Danylyuk était un réformateur pro-occidental. Anciende Porochenko ministre des Finances, il avait démissionné parce qu'il ne croyait pas que le gouvernement de Porochenko était engagé dans une véritable réforme.11 Perry, Sondland et Volker ont tous demandé à y assister (Sondland a-t-il passé du temps à Bruxelles?), Et il était clair immédiatement que tous les trois essayaient de me pousser à inviter Zelensky à la Maison Blanche avant les élections législatives de juillet. Depuis que je savais, et ils auraient dû se rendre compte après leur réunion du 23 mai du bureau ovale avec Trump, qu'il ne voulait rien avoir à faire avec les Ukrainiens de toute allégeance (influencé, à tort, par le non-sens que Giuliani lui avait donné à manger), Je n'ai pas joué le jeu. Danylyuk voulait évidemment une relation plus étroite avec nous, ce que j'ai fortement soutenu et dont il était beaucoup plus facile de parler. Danylyuk était surpris et mal à l'aise de ne pas avoir accepté volontiers une visite à Zelensky, qui provenait du boosterisme incessant des autres lors de la réunion, mais je n'allais pas expliquer aux étrangers que tous les trois conduisaient hors de leurs voies .

Plus je résistais, plus Sondland poussait, pénétrant dans le territoire de Giuliani que je considérais comme hors limites.

Lors des audiences ultérieures du Congrès, Fiona Hill a témoigné avec précision qu'après la réunion et une photo avec Danylyuk et les hordes de fonctionnaires américains lors de la réunion, je lui ai dit de participer à une réunion que Sondland aurait tenue seule dans la salle commune avec les Ukrainiens et les d'autres de la réunion dans mon bureau. J'ai été stupéfait de la simplicité d'esprit de faire pression pour une réunion Trump-Zelensky en face à face où les «problèmes de Giuliani» pourraient être résolus, une approche qui, semble-t-il, a été

partagée par Mulvaney lors de ses fréquentes réunions avec le Sondland. Je lui ai dit de porter toute cette affaire au bureau du conseil de la Maison Blanche; elle m'a cité avec précision en disant: «Je ne fais pas partie de tout ce que Sondland et Mulvaney préparent.» Je pensais que toute l'affaire était une mauvaise politique, contestable légalement et inacceptable en tant que comportement présidentiel. Cela a-t-il été un facteur dans ma démission ultérieure? Oui, mais comme l'une des nombreuses «pailles» qui ont contribué à mon départ. Plus tôt, a témoigné Hill , j'avais appelé Giuliani «une grenade à main qui va faire exploser tout le monde», ce qui sonne toujours bien aujourd'hui. Perry et Sondland en particulier ont continué à pousser, y compris sur Danylyuk pour me faire pression au moins pour un appel téléphonique Trump-Zelensky avant les élections à la Rada. J'ai continué à les repousser, craignant que l'appel ne puisse se retourner.

Je me suis rendu au Japon et en Corée du Sud samedi matin 20 juillet, la veille des élections législatives, pour discuter des questions de coût de base. J'ai appelé Kupperman depuis les airs, maintenant qu'il était clair que tout appel de Trump serait après les élections à la Rada, lui demandant d'appeler Danylyuk et de lui dire poliment d'arrêter d'écouter Sondland. Kupperman m'a dit peu de temps après que Danylyuk était très reconnaissant de recevoir cette nouvelle, tout comme Bill Taylor, notre chargé de mission à Kiev, qui savait comme nous que Sondland était indépendant.

Plus intéressant, Danylyuk a déclaré que la réunion (ou appel) Trump-Zelensky n'était pas son idée mais celle de Sondland. Le tout était une corde de chèvre complète.

Les partisans de Zelensky ont très bien réussi aux élections, obtenant environ 43 % des suffrages, suffisamment pour donner à son parti et aux candidats indépendants aux vues similaires une majorité de travail à la Rada. J'espérais que c'était une étape importante vers le retour des choses dans les canaux appropriés.

Je suis revenu d'Asie la veille de l'appel désormais célèbre de Trump le 25 juilletà Zelensky. Je l'ai informé rapidement avant l'appel à neuf heures du matin, qui je m'attendais à être une répétition de l'appel de félicitations essentiellement pro forma que Trump a fait le soir de la victoire de Zelensky dans le second tour présidentiel . J'ai expliqué que l'Ukraine venait de saisir un pétrolier et un équipage russes en représailles aux saisies russes qui ont déclenché l'incident du détroit de Kertch en 2018, qui a montré une véritable colonne vertébrale de la part de Zelensky et de sa nouvelle équipe. Sondland, que j'avais tenu à l'écart de mon appel bref (ce qui aurait été la première fois dans mon mandat qu'un ambassadeur aurait participé à un tel appel bref), avait, par l'intermédiaire de Mulvaney, parlé avec Trump à sept heures trente, Dieu sait quel programme .

Le «dossier d'appel» de la discussion Trump-Zelensky, que j'ai écouté, comme d'habitude, compilé par les noteurs du NSC, maintenant rendu public, n'est pas une «transcription» comme celle produite par un sténographe judiciaire de témoignages en procès ou en dépositions. . Peu de temps après son arrivée à la Maison Blanche, le 18 mai 2018, j'ai rencontré Eisenberg pour discuter du processus de création de ces enregistrements d'appels et de son évolution. Nous avons décidé de laisser les choses telles qu'elles étaient, pour éviter d'enregistrer comme finales, en vertu de la Presidential Records Act, des choses qui ne devraient pas être conservées pour la postérité. Jusqu'à l'éclatement de la controverse sur l'Ukraine, je ne savais pas que nous nous étions écartés de cette politique, y compris des procédures de «stockage». À l'époque, je ne pensais pas non plus que les commentaires de Trump dans l'appel reflétaient

un changement de cap majeur; le lien entre l'aide militaire et les fantasmes de Giuliani était déjà établi. L'appel n'était pas la clé de voûte pour moi, mais simplement une autre brique dans le mur. Ce sont mes souvenirs de ce qui était important dans la conversation, pas du registre des appels.
Trump a félicité Zelensky pour les élections à la Rada et Zelensky a remercié Trump, ajoutant: «Je devrais me présenter plus souvent, afin que nous puissions parler plus souvent. Nous essayons de vider le marais en Ukraine. Nous avons fait venir de nouvelles personnes, pas les anciens politiciens. »
Trump a déclaré: «Nous faisons beaucoup pour l'Ukraine, bien plus que les pays européens, qui devraient en faire plus, comme l'Allemagne. Ils parlent juste. Quand je parle à Angela Merkel, elle parle de l'Ukraine mais ne fait rien. Les États-Unis ont été très, très bons envers l'Ukraine, mais ce n'est pas réciproque à cause des choses qui se sont produites [les théories du complot de Giuliani]. »
Zelensky a répondu: «Vous avez absolument raison, mille pour cent. J'ai parlé et rencontré Merkel et Macron, et ils ne font pas autant qu'ils devraient faire. Ils n'appliquent pas de sanctions [contre la Russie]. L'UE devrait être notre plus grand partenaire, mais les États-Unis le sont, et je vous en suis très reconnaissant. Les États-Unis font beaucoup plus sur les sanctions. » Il a ensuite remercié les États-Unis pour leur aide à la défense, disant qu'il voulait acheter plus de Javelins.
Trump s'est tourné vers le vrai problème: «J'aimerais que vous nous rendiez service, car notre pays a traversé beaucoup de choses et l'Ukraine en sait beaucoup à ce sujet. Découvrez CrowdStrike [une cyber-entreprise utilisée par la DNC], le serveur, les gens disent que l'Ukraine l'a. J'aimerais que notre procureur général vous appelle pour aller au fond des choses. Le tout s'est terminé hier avec Mueller [son audience télévisée à la Chambre12]: impuissant, incompétent. J'espère que vous pourrez aller au fond des choses. »
Zelensky a répondu: «C'est très important pour moi en tant que président, et nous sommes prêts pour une coopération future et pour ouvrir une nouvelle page dans nos relations. Je viens de rappeler l'ambassadeur d'Ukraine aux États-Unis, et il sera remplacé pour s'assurer que nos deux pays se rapprochent. Je veux une relation personnelle avec toi. Je vais vous dire personnellement qu'un de mes assistants vient de parler à Giuliani. Il se rendra en Ukraine et nous nous rencontrerons. Je vais m'entourer des meilleures personnes. Nous poursuivrons notre partenariat stratégique. L'enquête se fera ouvertement et franchement. Je le promets en tant que président de l'Ukraine. »
Trump a déclaré: «Vous aviez un bon procureur. M. Giuliani est un homme très respecté. S'il pouvait vous appeler avec le procureur général et si vous pouviez lui parler, ce serait formidable. L'ancien ambassadeur des États-Unis était une mauvaise nouvelle. Les gens avec qui elle avait affaire étaient de mauvaises nouvelles. Il y a beaucoup de discussions sur le fils de Biden arrêtant la poursuite [contre ceux qui formulent et exécutent l'opération de collusion en Russie].
Il s'est vanté d'avoir arrêté les poursuites. Cela semble horrible. "
Zelensky a déclaré: «Puisque nous avons la majorité absolue au Parlement, le prochain procureur général sera à cent pour cent mon candidat. Il débutera en septembre. Il se penchera sur l'entreprise. L'enquête vise à rétablir l'honnêteté. Si vous avez des informations supplémentaires à nous fournir, veuillez le faire. En ce qui concerne l'ambassadeur américain en Ukraine, Yovanovitch, je suis heureux que vous m'ayez dit qu'elle était mauvaise. Je suis

d'accord à cent pour cent. Son attitude envers moi était loin d'être la meilleure. Elle ne m'accepterait pas comme président. »
Trump a répondu: «Je vais le dire à Giuliani et au procureur général Barr. Je suis sûr que vous le comprendrez. Bonne chance pour tout. L'Ukraine est un grand pays. J'ai beaucoup d'amis ukrainiens. »

Zelensky a dit qu'il avait aussi beaucoup d'amis ukraino-américains et a ajouté: «Merci pour votre invitation à Washington. Je suis très sérieux au sujet de l'affaire. Il y a beaucoup de potentiel pour nos deux pays. Nous voulons l'énergétique indépendance. »
Trump a dit: «N'hésitez pas à appeler. Nous allons fixer une date. "
Zelensky a ensuite invité Trump en Ukraine, notant que les deux seraient à Varsovie le 1er septembre pour le quatre-vingtième anniversaire de l'invasion de la Pologne par l'Allemagne, lançant la Seconde Guerre mondiale, suggérant que Trump pourrait alors venir à Kiev, ce que Trump a poliment découragé.
Ce sont, pour moi, les remarques clés de l'appel du 25 juillet qui ont attiré plus tard autant d'attention, à juste titre, qu'elles soient impénétrables, criminelles ou autres.
Lorsque, en 1992, des partisans de Bush 41 ont suggéré de demander aux gouvernements étrangers de l'aider dans sa campagne ratée contre Bill Clinton, Bush et Jim Baker ont complètement rejeté l'idée.13 Trump a fait exactement le contraire.
La semaine suivante, les départements d'État et de la Défense ont insisté pour transférer près de 400 millions de dollars d'aide à la sécurité en Ukraine, appelant à des réunions de haut niveau, comme le font les bureaucraties de manière réflexible. Bien sûr, les bureaucrates ne savaient pas que Pompeo, Esper et moi discutions tranquillement de ce sujet depuis un certain temps, faisant des efforts avec Trump pour libérer de l'argent, ce qui avait échoué. (Au moment où j'ai démissionné, nous avons calculé que, individuellement et dans diverses combinaisons, nous avions parlé à Trump entre huit et dix fois pour obtenir la libération de l'argent.) Si les bureaucrates pensaient qu'un comité des directeurs changerait Trump, ils n'avaient pas prêter beaucoup d'attention depuis deux ans et demi. J'ai dit à Tim Morrison, le successeur de Fiona Hill, que les départements d'État et de défense cessent de se concentrer sur les réunions, mais je voulais que les fonds soient prêts au cas où Trump accepterait de les libérer. Pour que cela se produise, nous devions préparer les documents nécessaires, pour être sûrs que nous pourrions obliger l'assistance en matière de sécurité avant la fin de l'année budgétaire qui se profile le 30 septembre. En vertu des règles budgétaires de longue date applicables à la législation affectant ces fonds, ils disparaîtraient s'ils n'étaient pas obligatoires à ce stade. C'est pourquoi la bureaucratie commençait à montrer des signes d'agitation. Bien sûr, on pourrait se demander pourquoi la bureaucratie n'a pas commencé à s'agiter plus tôt dans l'année budgétaire, plutôt que d'attendre la fin et de blâmer ses problèmes potentiels sur quelqu'un d'autre. On pourrait se demander, mais c'est ainsi que les bureaucraties fonctionnent, douloureusement lentement, puis blâmer les autres lorsque les choses tournent mal.

Le 1er août, j'ai parlé à Barr pour l'informer de ce que Trump a dit à Zelensky à propos de Giuliani et des références de Trump à Barr lui-même. Je lui ai suggéré d'avoir quelqu'un pour contrôler Giuliani avant qu'il ne devienne complètement hors de contrôle. Nous avons également discuté du statut de Halkbank et de la question toujours en suspens de sanctionner

la Turquie pour l'achat de systèmes de défense aérienne S-400 russes. Barr a déclaré qu'il attendait de recevoir des nouvelles de l'avocat de Halkbank sur la dernière offre de règlement du ministère de la Justice. (Le 15 octobre, juste après avoir quitté l'administration, le ministère de la Justice a rendu un acte d'accusation torride contre Halkbank à New York, ayant manifestement trouvé l'offre de règlement final des avocats de la banque inadéquate.) 14

Esper, Pompeo, et j'ai continué à échanger des idées sur comment persuader Trump de libérer l'aide à la sécurité avant le 30 septembre. Nous aurions pu confronter Trump directement, en essayant de réfuter les théories de Giuliani et en arguant qu'il n'était pas permis de tirer parti des autorités du gouvernement américain pour un gain politique personnel. Nous aurions pu, et nous aurions presque certainement échoué, et peut-être aussi créé un ou plusieurs postes vacants parmi les conseillers principaux de Trump. La bonne solution consistait à séparer l'aide à la sécurité de l'Ukraine des fantasmes ukrainiens, à faire approuver l'aide militaire et à gérer Giuliani et les fantasmes plus tard. Je pensais, en fait, que j'avais déjà entamé la deuxième piste, liée à Giuliani, avec le bureau du conseil de la Maison Blanche et par la suite avec Bill Barr.

Il était également inutile d'encourager une mouture plus infructueuse aux niveaux inférieurs de la bureaucratie. Rien de tout cela n'aurait un impact sur la prise de décision de Trump et ne pourrait que risquer des articles de presse qui inciteraient Trump encore plus profondément à ne pas libérer l'aide. C'était du moins mon appréciation à l'époque, et je crois qu'Esper et Pompeo étaient d'accord avec cela.

Nous avons pleinement apprécié les implications de l'échéance imminente, mais nous savions également que notre marge de manœuvre était limitée, avec le problème généralement non énoncé à la racine des théories du complot électoral de 2016 et 2020. Nous savions tous exactement ce que pensait Trump, c'est pourquoi nous pensions qu'il était essentiel de ne soumettre la question à sa décision qu'au bon moment.

Un mauvais timing de l'approche pourrait condamner l'assistance une fois pour toutes.

Ainsi, lorsque Trump a soulevé la question de l'Ukraine lors de la discussion sur l'Afghanistan à Bedminster le vendredi 16 août, demandant combien nous y dépensions, je craignais que, dans le feu de la discussion afghane controversée , l'aide à l'Ukraine ne soit perdue. pour de bon. Esper m'a surpris par sa réponse, disant que lepar intérim du directeur de la gestion et du directeur budget, Russ Vought, avait «stoppé cela», ce qui signifiait que les tentatives d'empêcher la libération de l'aide étaient interrompues. Cela impliquait que la décision avait été prise et que la discussion avait été close, ce que je ne croyais pas du tout. Heureusement, l'Ukraine est entrée et sortie du monologue fluide de Trump sans autre incident.

L'Office of Management and Budget était, bien sûr, entré dans le tableau, apparemment pour des raisons budgétaires, mais nous le soupçonnions plus probablement parce que Trump avait utilisé Mulvaney pour mettre fin à tous les efforts déployés par l'État ou les départements de la défense pour déplacer des fonds qu'ils supervisaient respectivement. . Le bureau du budget tentait également d'annuler plus de 4 milliards de dollars d'étrangère aide économique(qui ne touchait que le Département d'État, pas le Pentagone), un exercice annuel. Comme en 2018, les budgétaires ont finalement reculé, principalement parce qu'il y aurait eu une guerre ouverte avec le Congrès si Trump avait décidé de procéder à l'annulation. Mulvaney et d'autres ont soutenu plus tard que le différend concernant l'aide à la sécurité de l'Ukraine était lié à

l'annulation de l'aide économique, mais il s'agissait entièrement d'une rationalisation ex post facto.
Avec le temps qui me manquait, j'ai suggéré à Pompeo et Esper de voir à nouveau comment Trump se penchait, et nous coordonnions tous les trois nos horaires pour parler à Trump ensemble, avec lesquels ils étaient d'accord. Le lendemain matin, le 20 août, j'ai pris la température de Trump sur l'aide à la sécurité de l'Ukraine, et il a dit qu'il n'était pas en faveur de leur envoyer quoi que ce soit tant que tous les documents d'enquête sur la Russie liés à Clinton et Biden n'auraient pas été remis. Cela pourrait prendre des années, il ne semblait donc pas qu'il y avait de fortes chances que l'aide militaire se poursuive. Néanmoins, avec le temps qui s'écoule, j'ai dit qu'Esper, Pompeo et moi aimerions voir Trump à propos de la question plus tard dans la semaine, ce qu'il a accepté. En raison des difficultés de planification pour Pompeo et Esper, et parce que je suis parti vendredi matin pour le sommet du G7 de Biarritz, Kupperman est venu me voir le 23 août pour discuter de l'Ukraine. Malheureusement, c'était lors d'une réunion où Trump a de nouveau décidé de ne rien faire après la chute d'un Iran-Houthi d'un autre drone américain, le troisième au cours des derniers mois. La discussion sur l'aide ukrainienne a été brève. Trump a donné un coup de pied en disant: «Laissez-moi y réfléchir pendant quelques jours. J'en parlerai à d'autres au G7. » Esper, sur le point d'assister à une réunion ministérielle de l'OTAN sur la défense, a déclaré qu'il ferait pression sur les autres membres pour qu'ils fassent plus sur l'Ukraine, ce qui pourrait également aider. Cela aurait pu être pire, mais le temps s'écoulait toujours.
Au G7, il semblait que la France et l'Allemagne étaient plus optimistes que Poutine pourrait prendre des mesures pour réduire les tensions avec l'Ukraine, comme un échange d'otages et les équipages des navires arrêtés en novembre. Parce que Biarritz était si lourd de quasicollisions dangereuses surIran, cependant, Ukrainejoué un rôle relativement mineur (bien queplupartautres membres du G7 fermement opposés invitantRussie au G7 hébergéÉtatsUnis en 2020). Après Biarritz, ayant failli démissionner, je me suis envolé pour Kiev pour rencontrerZelensky personnellement, ainsi que des membres clés de sa nouvelle équipe. J'espérais que la prochaine réunion Zelensky-Trump à Varsovie, qui ne pouvait être évitée, serait un succès. En avion pour Kiev le 26 août, j'ai parlé avec Volker du Jour de l'Indépendance de l'Ukraine deux jours auparavant, ce qu'il pensait avoir bien géré Zelensky. Volker a souligné que Zelensky ne souhaitait pas s'impliquer dans la politique intérieure américaine, bien qu'il soit heureux d'avoir enquêté sur tout ce qui aurait pu se produire en 2016, avant son temps.
À Kiev, j'ai rencontré à nouveau Danylyuk, accompagné du chargé Bill Taylor et de plusieurs responsables du NSC, pour une discussion approfondie sur le fonctionnement d'un Conseil de sécurité nationale ukrainien, ainsi que pour traiter avec les Russes en Crimée et dans le Donbass. Taylor et moi avons ensuite déposé une couronne sur un mémorial pour les quelque 13 000 Ukrainiens tués dans la guerre en cours avec la Russie. Le lendemain, nous avons déjeuné avec Ivan Bakanov, alors président par intérim des services de sécurité ukrainiens, qui a confirmé quelques jours plus tard la suppression de «l'intérim» de son titre. Bakanov était responsable de la réforme des services de sécurité, une tâche redoutable, mais notre ambassade pensait qu'il était la bonne personne pour ce travail. Une grande partie de notre conversation, comme avec Danylyuk la veille, a porté sur Motor Sich et Antonov, deux sociétés aérospatiales clés qui risquaient de glisser sous le contrôle chinois (ou d'un autre étranger), ce

qui rendrait presque impossible pour les États-Unis de coopérer avec leur. Ces entreprises (et bien d'autres) étaient l'héritage de l'époque soviétique, mises à disposition par ces experts en planification économique communiste sans raison particulière, mais laissant à une Ukraine indépendante des atouts importants qu'elle ne voulait pas voir disparaître.

Il y avait maintenant un intérêt stratégique qui aurait dû être une priorité élevée pour les décideurs américains.

Vint ensuite une rencontre avec le ministre désigné de la Défense, Andriy Zagorodnyuk, qui était déterminé à faire des réformes importantes dans l'armée ukrainienne, au milieu d'un conflit armé en cours avec la Russie et ses forces de substitution dans le Donbass. Il préférait utiliser l'aide à la sécurité américaine en attente non seulement pour acheter des armes aux entreprises américaines, bien qu'il veuille certainement le faire, mais aussi pour obtenir l'aide des États-Unis pour renforcer les capacités institutionnelles de l'armée ukrainienne. Ce faisant, il s'attend à multiplier les effets de l'aide à l'avenir. (À la fin de la journée, j'ai également rencontré le général Ruslan Khomchak, chef d'état-major général d'Ukraine, avec qui j'ai longuement discuté du Donbass et de la Crimée. Khomchak était également un fervent partisan de l'assistance militaire américaine: il a souligné la nécessité de changer la culture de l'armée ukrainienne, notamment en offrant une formation en anglais et d'autres réformes pour se libérer de l'de Moscou influence. Il était également très préoccupé par les efforts russes pour renforcer les forces militaires dans la région, ce qui constituerait une menace directe pour la Pologne. et l'Ukraine. Ce sont des questions graves que Zagorodnyuk et Khomchak prenaient au sérieux.)

Nous sommes ensuite allés au bâtiment de l'administration présidentielle pour une réunion avec le chef de cabinet de Zelensky, Andriy Bohdan, et l'un de ses adjoints, Ruslan Ryaboshapka. Bohdan avait été l'avocat de Zelensky dans la vie privée et représentait également l'oligarque Igor Kolomoisky. Il y avait une tension visible entre Bohdan et Danylyuk, qui nous ont rejoints un peu plus tard, préfigurant la démission de Danylyuk à la mi-septembre de son poste de conseiller à la sécurité nationale pour Zelensky.15 L'arrivée de Danylyuk a également amené Ivan Bakanov, Vadym Prystayko (le ministre des Affaires étrangères désigné) et Aivaras Abramovicius (le chef de la société holding publique qui contrôlait efficacement la base industrielle de défense de l'Ukraine, y compris Motor Sich et Antonov) à la réunion. Bohdan a souligné que l'Ukraine comptait sur le soutien américain au programme de réforme. Bien que Zelensky ait la majorité absolue à la Rada, la plupart des nouveaux parlementaires, ainsi que le cercle restreint de Zelensky, n'avaient aucune expérience gouvernementale. En conséquence, le Cabinet avait été sélectionné sur la base de l'expertise technique et comprenait des personnes provenant d'un certain nombre d'autres partis politiques et de certains fonctionnaires de carrière comme Prystayko, qui était alors ambassadeur d'Ukraine auprès de l'OTAN, plaidant sa cause pour l'admission.

Nous avons discuté d'un large éventail de questions, après quoi j'ai eu 45 minutes seul avec Prystayko pour parler de politique étrangère. Il est intéressant de noter que l'Ukraine, avec presque inimaginablement le bureau du conseiller juridique de l'État, avait conclu que notre retrait du traité INF signifiait que l'intégralité du traité était expiré.16 En conséquence, en tant qu'État successeur de l'URSS, et auparavant donc théoriquement lié par le traité, L'Ukraine est désormais libre de développer ses propres systèmes de missiles non conformes INF. Étant donné la situation avec la Crimée annexée et le Donbass en danger, ce n'était pas une mince affaire pour l'Ukraine, l'Europe ou les États-Unis. Quelle que soit l'opinion des Européens de

l'Ouest, l'Ukraine et d'autres États d'Europe de l'Est avaient leurs propres idées sur la façon de répondre aux capacités de missiles à portée intermédiaire de la Russie. À la fin de la grande réunion, avant de rencontrer Prystayko, j'ai mis Ryaboshapka de côté pour lui parler en tête-à-tête. Il n'avait pas dit grand-chose pendant la réunion, ce qui, je l'espérais, montrait sa discrétion. Ryaboshapka, en tant qu'équivalent prochain du procureur général américain, était le responsable du cabinet Zelensky le plus susceptible de traiter les théories du complot de Giuliani , ainsi que le fonctionnaire ukrainien Bill Barr vers lequel se tourner pour toute légalité légitime de gouvernement à gouvernement. problèmes. Ici, j'ai eu ma seule conversation en Ukraine sur les problèmes de Giuliani, et très brève à ce sujet. J'ai exhorté Ryaboshapka à parler directement à Barr et au ministère de la Justice dès qu'il a pris ses fonctions, pensant que c'était le meilleur moyen d'empêcher la fantaisie de submerger la réalité. Je n'ai pas mentionné les mots «Rudy Giuliani», espérant que l'omission en disait long. Le temps le dirait.
La réunion Zelensky a commencé à midi trente heures et a duré jusqu'à environ deux heures. Du côté ukrainien se trouvaient essentiellement tous ceux qui avaient participé aux réunions précédentes. Bill Taylor, des fonctionnaires du NSC, et plusieurs officiers d'ambassade étaient du côté américain. Zelensky a été impressionnant tout au long, très maître des problèmes. Il a commencé par nous remercier d'avoir maintenu nos sanctions contre la Crimée et de continuer à ne pas reconnaître la prétendue annexion de la Russie. J'ai pensé: Si seulement il savait à quel point nous étions sur le point de tout donner! Nous avons discuté de la Crimée, du Donbass, de l'échec du processus de paix au format Normandie et de son désir de rendre les États-Unis et le Royaume-Uni plus actifs dans la résolution du différend Russie-Ukraine. Au plan national, Zelensky a déclaré que la lutte contre la corruption, pièce maîtresse de sa campagne présidentielle, était sa plus haute priorité. Son «Serviteur du Parti populaire»,
nommé d'après son émission de télévision, comptait 254 membres Rada, et il a déclaré que lorsque la nouvelle session s'ouvrirait, ils présenteraient 254 projets de loi de réforme, un pour chaque membre du parti à traverser. Zelensky a souligné que le temps des promesses était révolu et qu'il était maintenant temps de mettre en œuvre les Promesses sur lesquelles il avait fait campagne.

Il a déclaré que le problème qui avait motivé son premier appel à Poutine tentait de faire libérer les marins ukrainiens. Il était déterminé à récupérer le Donbass dès que possible et à mettre fin à la guerre dans le cadre des accords de Minsk. Zelensky avait des idées très spécifiques pour un cessez-le-feu, en commençant par une ville en particulier puis en l'agrandissant. Il n'aurait pas de jeux diplomatiques de sa part, a-t-il dit, mais l'Ukraine devait voir des démarches réciproques de la Russie: il voulait résoudre le problème, ne pas le laisser traîner pendant des années. Nous avons également discuté de la question délicate de ce qui se passerait si le Donbass était résolu mais pas la Crimée.
Personne, y compris les États-Unis ne pouvait contourner ce dilemme, mais Zelensky a souligné que l'Occident dans son ensemble devait maintenir les sanctions liées au problème de la Crimée, et pas seulement mettre fin à la guerre du Donbass. Après avoir discuté de la Biélorussie et de la Moldavie, et de leurs problèmes communs avec la Russie et la corruption, nous avons conclu. Il n'y a eu aucune discussion sur Hillary Clinton, Joe Biden ou quoi que ce soit au pays de Giuliani. Si cela ne démontrait pas quels étaient les véritables intérêts de

l'Amérique et ce que Zelensky devrait soulever avec Trump à Varsovie, je ne savais pas comment faire autrement.
J'ai quitté Kiev confiant que Zelensky comprenait l'ampleur de la tâche à laquelle il était confronté, au pays et à l'étranger, tout comme sa nouvelle équipe. C'étaient des gens avec qui on pouvait travailler, tant qu'on ne se perdait pas dans les marais de fièvre, qui restaient à voir. Taylor, qui avait participé à toutes mes réunions, à l'exception de mon bref Ryaboshapka en tête-à-tête, m'a parlé seul avant mon départ pour l'aéroport, lui demandant ce qu'il devait faire au sujet des tourbillonnants problèmes de Giuliani. J'ai sympathisé avec son sort, alors je l'ai exhorté à écrire un «câble à la première personne» à Pompeo pour lui dire ce qu'il savait. Les «première personne câbles à la» sont de rares messages directs d'un chef de mission adressés directement au secrétaire d'État, réservés à des circonstances extraordinaires, que nous avions évidemment ici. En outre, il était temps de mettre Pompeo plus activement dans la mêlée. Le témoignage ultérieur de Taylor au Congrès a fait de lui l'un des témoins les plus importants de l'enquête sur la destitution de la Chambre17.
Le 29 août, j'ai quitté Kiev pour la Moldavie et la Biélorussie, poursuivant mes voyages dans les anciennes républiques de l'URSS. Je voulais montrer à la Russie que nous nous concentrions durablement sur sa périphérie et que nous ne nous contentions pas de laisser ces États en difficulté affronter seuls Moscou. Si j'étais resté plus longtemps à la Maison Blanche, j'avais des plans plus substantiels pour les relations des États-Unis avec les anciens États soviétiques, mais cela ne devait pas l'être. En particulier à Minsk, malgré le bilan des droits de l'homme moins qu'excellent d'Alexandre Loukachenko, je voulais prouver que les États-Unis ne regarderaient pas simplement la Biélorussie se résorber par la Russie, ce que Poutine semblait sérieusement envisager. Un aspect de ma stratégie a été une réunion que les Polonais ont organisée à Varsovie le samedi 31 août entre les conseillers à la sécurité nationale de la Pologne, du Bélarus, de l'Ukraine et des États-Unis. Laissez le Kremlin y penser pendant un moment. J'avais évidemment une manifestation bien plus à l'esprit que la simple tenue de réunions supplémentaires, mais c'était qui signifierait aux autres anciennes républiques soviétiques que ni nous ni elles ne devaient être passives face à la belligérance russe ou aux menaces à leur gouvernance interne. Il y avait beaucoup de choses que nous pouvions tous faire diplomatiquement et militairement. Après ma démission, l'administration et d'autres semblaient s'orienter dans la même direction18. En volant de Minsk à Varsovie, j'ai appelé Pompeo pour l'informer du voyage en Ukraine, en Moldavie et en Biélorussie. J'ai relayé précisément ce que Taylor m'avait dit franchement à Kiev: il avait quitté le secteur privé pour rejoindre temporairement le gouvernement en tant que chargé de mission dans un pays où il avait été ambassadeur (un cas rare, si cela s'est déjà produit auparavant), en raison de la force avec laquelle il soutenu une relation étroite entre l'Ukraine et les États-Unis. Si nous avons adopté une approche indifférente ou hostile envers l'Ukraine, il a déclaré: «Je ne suis pas votre gars ici», ce que Pompeo a confirmé explicitement, avait également déclaré Taylor avant de prendre ses fonctions au printemps, après la destitution de Yovanovitch. Ni Pompeo ni moi ne doutions que la démission de Taylor était presque certaine si l'aide militaire ne passait pas.
J'ai demandé s'il serait possible d'obtenir une décision sur les fonds de sécurité avant le départ de Trump pour Varsovie. Pompeo l'a pensé, notant également qu'il aurait une autre chance sur Air Force One, qui quitterait Andrews vendredi soir et arriverait à Varsovie samedi matin. La

rencontre avec Zelensky était prévue dimanche matin, il y avait donc aussi au moins un peu de temps à Varsovie. Jim Inhofe, président du Comité sénatorial des forces armées, essayait de me joindre, et Pompeo et moi avons examiné les différentes options que nous avions envisagées et discutées tranquillement pour obtenir un certain soulagement de la date limite du 30 septembre. Il pourrait y avoir des moyens de gagner plus de temps, généralement impossibles à la fin d'une année budgétaire, mais réalisables ici de diverses manières en raison du soutien bipartisan écrasant à l'aide à la sécurité en Ukraine.

Cette nuit-là, nous avons appris que Trump ne se rendrait pas en Pologne en raison de l'approche de l'ouragan Dorian en Floride, et que Pence viendrait à la place, n'atterrissant que dimanche matin. Pompeo et Esper ont abandonné le voyage, et le programme de Varsovie a été plongé dans le désarroi car Pence arriverait vingt-quatre heures plus tard que prévu pour Trump. En particulier, la réunion de Zelensky devrait désormais avoir lieu après la cérémonie du quatre-vingtième anniversaire de l'attaque nazie contre la Pologne plutôt qu'avant. Tout cela pouvait être fait, mais cela signifiait évidemment qu'une décision de Trump sur l'aide militaire à l'Ukraine avait de nouveau été mise au second plan.

Le temps nous échappait maintenant.

Vendredi soir, heure de Varsovie, le 30 août, j'ai participé de Varsovie par vidéoconférence à une réunion du NSC sur l'Afghanistan avec Trump et la plupart des autres dans la salle de repos. Comme je l'ai décrit, la discussion sur l'Afghanistan était si brûlante que Trump quittait la pièce avant que je ne réalise que la réunion allait se terminer. J'ai presque crié sur l'écran: "Attendez, qu'en est-il de l'Ukraine?" et tout le monde se rassit. Trump a déclaré: «Je m'en fous de l'OTAN. Je suis prêt à dire: «Si vous ne payez pas, nous ne les défendrons pas». Je veux que les trois cent millions de dollars [il voulait dire deux cent cinquante millions de dollars, une partie de l'aide destinée à l'Ukraine] soient payés par l'OTAN. » Bien sûr, rien de tout cela n'était physiquement possible, reflétant le manque continu de compréhension de Trump de ce que ces fonds étaient et comment ils ont été affectés, mais il n'y avait rien de nouveau là-bas.

"L'Ukraine est un mur entre nous et la Russie", a-t-il déclaré, ce qui signifie, je pense, un obstacle à des relations plus étroites entre Moscou et Washington. Il a ensuite dit à Pence: «Appelez [le secrétaire général de l'OTAN] Stoltenberg et faites-lui payer l'OTAN.

Dites «Le président est pour vous, mais l'argent devrait provenir de l'OTAN» », ce qui n'avait toujours aucun sens. «Attendez la réunion de l'OTAN en décembre», a déclaré Trump, laissant entendre, du moins dans mon esprit, qu'il allait annoncer notre retrait.

Ce n'était pas une bonne nouvelle, bien que Kupperman m'ait dit que le sénateur Inhofe avait parlé à Trump pendant près de trente minutes après la réunion du NSC, travaillant sur la question de l'aide à la sécurité. Trump lui a finalement dit: «Pence va adoucir mon message», quoi que cela signifie. Le sénateur Ron Johnson m'a dit quelques jours plus tard qu'il avait également parlé à Trump et a fait valoir que le soutien à l'Ukraine au Congrès était presque unanime. Il n'était pas sûr d'avoir déménagé Trump, mais je savais que le nombre de membres de la Chambre et du Sénat se préparant à appeler ou à rencontrer Trump augmentait rapidement. La politique brute pourrait encore mieux faire avec Trump que les arguments de fond. En tout cas, la réunion s'est terminée sans résultat.

Pence a appelé samedi soir en volant à Varsovie pour discuter de Trump: «Je pensais l'avoir entendu dire qu'il savait que c'était la fin de l'année budgétaire et qu'il n'y avait eu aucune notification préalable [à l'Ukraine], nous voudrions couper l'argent , mais il avait de réelles

inquiétudes. Je pense que je connais assez bien le président pour qu'il dise: "Faisons-le, mais faisons en sorte que nos alliés en fassent plus à l'avenir". «J'espérais que c'était le message qu'il livrerait à Varsovie.

Aucun de nous, cependant, ne le savait encore. Pence a atterri à Varsovie dimanche matin, un peu plus tôt que prévu, juste avant dix heures du matin. À ma grande surprise, Sondland avait volé sur l'Air Force Two et a également réussi à écraser le brie fi ng que le personnel du VP avait organisé, malgré les efforts de l'équipe avancée pour le garder à l'écart . Sondland a témoigné plus tard qu'il avait été «invité à la toute dernière minute». Il s'est invité au-dessus des efforts quasi physiques des gens avancés du VP pour le garder à l'écart. Au briefing, j'ai raconté en abrégé à Pence mon voyage dans les trois pays d'Europe orientale, en particulier ma rencontre avec Zelensky et les autres Ukrainiens à Kiev.

Par la suite, Sondland a témoigné avoir déclaré lors de cette même réunion que l'aide à l'Ukraine était liée aux «enquêtes» souhaitées par Trump et Giuliani, et que son commentaire avait été «dûment noté» par Pence. Je ne me souviens pas que Sondland ait dit quoi que ce soit lors de cette réunion.

Le temps était compté avant de partir pour la place Pilsudski, lieu de la cérémonie, et où le pape Jean-Paul II avait donné la célèbre messe de 1979 qui, selon de nombreux Polonais, a marqué le début de la fin de la guerre froide. Nous ne sommes rentrés à l'hôtel qu'à 14h30, bien en retard par rapport à la logistique complexe de tous les dirigeants nationaux présents. Dans une autre occasion de briefer Pence, sans la présence de Sondland, j'ai expliqué que je devais quitter la réunion Zelensky (qui avait commencé à trois heures trente, presque une heure de retard) au plus tard à trois heures quarante-cinq. Pence et moi nous sommes concentrés sur la question de l'aide à la sécurité, et il a reconnu que nous n'avions toujours pas de bonne réponse à donner. Une fois Zelensky arrivé, la foule de la presse est intervenue, posant des questions sur le sujet, que Pence a esquivé aussi habilement que possible.

La presse est partie, comme je l'ai fait simultanément pour que mon avion ne perde pas son créneau de décollage à l'aéroport bondé de Varsovie. Je n'ai donc entendu que plus tard, lorsque Morrison a appelé, que Zelensky avait rejoint le paquet de sécurité dès le départ de la presse. Pence dansait autour de lui, mais l'absence de déclaration «oui, ça vient définitivement» était impossible à cacher. Heureusement, Sondland n'a pas soulevé les questions de Giuliani lors de la rencontre avec Zelensky, comme il nous avait pressé de le faire. Par la suite, cependant, a déclaré Morrison, Sondland avait saisi l'un des conseillers de Zelensky, Andriy Yermak, qui s'occupait des «affaires américaines» et qui avait déjà rencontré Giuliani. Morrison n'était pas pleinement au courant de ce que Sondland et Yermak avaient discuté, mais je doutais que cela ait à voir avec la Crimée ou le Donbass, sans parler des implications de la disparition du Traité INF. Morrison m'a dit dans une conversation ultérieure que Sondland avait soulevé les problèmes de Giuliani avec Yermak.

Après une fête du travail tranquille, j'ai passé mardi à la Maison Blanche pour rattraper mon retard. Quand Haspel et l'équipe de renseignement sont arrivés avant de voir Trump, elle a dit: «Vous ne pouvez plus recommencer!» "Quoi?" J'ai demandé. "Partez pendant une semaine", a-t-elle dit, et nous avons tous ri. Le 4 septembre, j'ai parlé à Pence, toujours en Europe au Trump's Doonbeg, en Irlande, au golf resort, qui était devenu le dernier scandale de la journée. Pence a été impressionné par Zelensky et en a informé Trump, concluant: «Ma recommandation et la recommandation consensuelle de vos conseillers est que nous allions de

l'avant avec les deux cent cinquante millions de dollars.» Pence a également pressé Trump de rencontrer Zelensky à l'Assemblée générale des Nations Unies et a déclaré que "juste entre nous, les filles", il pensait que Trump cherchait une information pour prendre ce que nous espérions être la bonne décision. "Zelensky n'a pas tout à fait clôturé l'argument [lors de leur réunion], alors je l'ai clos pour lui", a déclaré Pence, qui semblait positif. Entre-temps, la presse commençait à flairer le lien entre la suspension de l'aide militaire à l'Ukraine et l'obsession de Trump pour les élections de 2016 et 2020 chez les personnes de Hillary Clinton et Joe Biden.19suspension

L'opposition de Bipartisan Hill à lade l'aide a continué d'augmenter (qui, à défaut de quoi, j'espérais produire le bon résultat). Ce n'est que fin septembre, cependant, que les médias ont commencé à apprécier ce qui s'était passé depuis bien avant l'appel du 25 juillet20.

Au cours du week-end, l'échange de prisonniers de Zelensky avec la Russie s'est déroulé, un événement positif en soi, et ce que Trump avait apparemment indiqué pourrait suffire à le faire libérer l'aide à la sécurité. Pompeo et moi en avons discuté le matin du 9 septembre, et Esper et moi en avons parlé par téléphone plus tard dans la journée, dans les deux cas, continuant de faire pression pour obtenir un allègement législatif pour gagner plus de temps. Mercredi après-midi, Trump a décidé de libérer l'argent de l'Ukraine.21 À ce moment-là, j'étais un simple citoyen. Vers 14 h 15, le lundi 9 septembre, Trump m'a appelé à l'Ovale, où nous nous sommes rencontrés seuls. Il s'est plaint de la couverture médiatique de l'Afghanistan et de l'annulation de la réunion de Camp David avec les talibans, sans parler de la réaction extrêmement négative, certainement parmi les républicains, à la fois à l'accord et à l'invitation des talibans à Camp David. Bien sûr, la plupart des réactions négatives qu'il s'était provoquées par ses tweets mal avisés. Étonnamment peut-être , rien n'avait fuité avant les tweets, mais ils ont fait sauter le couvercle de l'histoire. Il était furieux qu'il soit décrit comme un imbécile, non pas qu'il le dise ainsi. Il a dit: «Beaucoup de gens ne vous aiment pas. Ils disent que vous êtes un leaker et non un joueur d'équipe. " Je n'allais pas laisser tomber ça. J'ai dit que j'avais fait l'objet d'une campagne de fuites négatives contre moi au cours des derniers mois, que je serais heureux de décrire en détail, et je serais également heureux de lui dire de qui je pensais que les fuites provenaient. (Surtout, je pensais que les fuites étaient dirigées par Pompeo et Mulvaney.)

Quant à la prétention que j'étais un bélier, je l'ai exhorté à rechercher toutes les histoires favorables à mon sujet dans le New York Times, le Washington Post et ailleurs, ce qui révélait souvent qui faisait la fuite, et il n'en trouverait aucun. Trump a posé des questions précises sur la rencontre avec les talibans, et je lui ai rappelé que j'avais simplement dit que les talibans devaient passer par un puissant magnétomètre. Ce que j'avais dit, c'est que je n'aurais pas signé l'accord du Département d'État, et Trump a pointé son doigt sur moi et a dit: «Je suis d'accord.» Puis il est reparti en disant: «Vous avez votre propre avion», ce que j'ai expliqué brièvement que je n'avais pas. J'ai piloté des avions militaires lors de tous mes voyages officiels, en suivant exactement la même politique qui régissait mes prédécesseurs et de nombreux autres hauts fonctionnaires impliqués dans la sécurité nationale. Je n'ai pas écrit ces règles; Je les ai suivis. Je savais que c'était précisément une plainte de Mulvaney, la source de beaucoup de ces bêtises. "Vous avez tous vos propres gens là-bas [au sein du personnel du Conseil de sécurité nationale]", a déclaré Trump, une autre plainte de Mulvaney. Bien sûr, la plainte habituelle de Trump était que le personnel du NSC comprenait trop de membres de «l'État profond».

À ce moment-là, je me suis levé de la chaise devant le bureau de Resolute en disant:
«Si vous voulez que je parte, je partirai.» Trump a dit: "Parlons-en le matin."
C'était ma dernière conversation avec Trump. J'ai quitté l'Ovale vers deux heures trente et je suis retourné à mon bureau. J'ai parlé à Kupperman et Tinsley de la conversation et lui ai dit que c'était tout pour moi. J'ai donné ma courte lettre de démission, écrite plusieurs mois auparavant, à Christine Samuelian, mon assistante, pour mettre du papier à en-tête de la Maison Blanche. J'ai dit que je rentrais chez moi pour y dormir toute la nuit, mais j'étais prêt à démissionner le lendemain. À la lumière de la controverse qui a suivi, je dois noter que mardi, Kupperman m'a dit que Dan Walsh, l'un des députés de Mulvaney, l'avait appelé lundi soir,revenant avec Trump sur l'Air Force One lors d'un rassemblement politique en Caroline du Nord, Trump était parti pour la droite. après avoir parlé avec moi. Trump était toujours tourné vers le haut au sujet de mon utilisation d'avions militaires, que Walsh avait essayé de lui expliquer en vain, et a dit à Walsh: "Vous lui dites qu'il n'obtiendra pas un autre avion à moins que je ne l'approuve spécifiquement." Ce commentaire de Trump démontre que tard lundi, il pensait toujours que je serais là pour faire des demandes d'avions militaires après l'avoir vu mardi.
Le mardi 10 septembre, dans la matinée, je suis arrivé à mon heure habituelle, j'ai rempli quelques obligations restantes puis je suis parti pour être à la maison lorsquela tempête de feu a frappé. J'ai demandé à Christine de prendre la lettre à l'Outer Oval et d'en remettre des copies à Pence, Mulvaney, Cipollone et Grisham à 11h30. Je suis convaincu que Trump ne s'y attendait pas, tweetant vers 11h50 pour faire sortir son histoire en premier. . J'aurais dû frapper préventivement - il y a une leçon à cela - mais je me contentais de contre-tweeter avec les faits. Je sais comment cela s'est réellement terminé. Et avec ça, j'étais à nouveau un homme libre.

CHAPITRE 15

ÉPILOGUE

Lorsque j'ai démissionné de mon poste de conseiller à la sécurité nationale le 10 septembre 2019, personne ne prédisait la prochaine saga de la destitution de Trump. Je n'étais alors pas au courant de la plainte désormais célèbre du lanceur d'alerte, ni de son traitement au sein de l'exécutif, mais cette plainte et la publicité qu'elle a reçue par la suite ont transformé le paysage politique de Washington de manière totalement imprévue. Je n'ai aucune idée de qui est le dénonciateur.
Néanmoins, comme le chapitre précédent le démontre, j'en savais plus que je ne voulais sur la gestion par Trump des affaires ukrainiennes, et bien que la nation dans son ensemble se soit concentrée sur les événements en cours liés à la destitution, je me suis concentré sur la décision de mes responsabilités personnelles et constitutionnelles concernant cette information. Que la conduite de Trump ait atteint le niveau d'une infraction impénétrable, je l'avais trouvée profondément troublante, c'est pourquoi je l'avais signalé au conseil de la Maison Blanche Pat Cipollone et à son personnel et au procureur général Bill Barr, et pourquoi Pompeo, Mnuchin et moi avions inquiet à ce sujet dans nos propres conversations. Mais l'importance de maintenir l'autorité constitutionnelle du président, et ce que Hamilton appelait «l'énergie dans l'exécutif» n'étaient pas non plus de petites questions. Dans l'Armageddon partisan qui a suivi, les

signaleurs de vertu des deux côtés de la bataille n'ont pas tardé à dire au monde à quel point les choix étaient faciles. Je ne l'ai pas vu de cette façon.
Ni moi ni mes avocats, une équipe exceptionnelle dirigée par Chuck Cooper, un vieil ami et collègue du ministère de la Justice sous l'administration Reagan, ne nous sommes adressés à la presse, pour de bonnes et suffisantes raisons. Le peu de sens de la complexité et de la rigueur intellectuelle que le débat débat politique en Amérique conserve encore a rapidement été perdu dans la lutte contre la destitution, et essayer d'expliquer mes points de vue n'a pas réussi mon analyse coûts-avantages du temps et des efforts consacrés, compte tenu des résultats prévisibles.

Cependant, de nombreux autres participants au conflit de destitution avaient leurs propres programmes, souvent poursuivis avec plus de vigueur dans les médias que dans le monde réel. Inévitablement, par conséquent, la couverture médiatique était souvent très mauvaise, reflétant à la fois les agendas pas si cachés de nombreux autres acteurs, et le biais médiatique habituel, la paresse, le manque d'éducation et de professionnalisme, et la courte durée d'attention. Je ne me sentais alors, et je ne me sens plus, obligé de corriger les erreurs des journalistes à mon sujet au coup par coup; si je le faisais, j'aurais à peine le temps de faire autre chose. Je croyais que j'aurais mon mot à dire en temps voulu (l'un des rares commentaires que j'ai fait à la presse, à plusieurs reprises), et je me suis contenté d'attendre mon temps. J'ai toujours cru, comme le dit Hamilton, que «je ne jette pas mon coup», surtout pour ne pas plaire à la presse hurlante, aux partisans hurlants de la destitution ou aux défenseurs hurleurs de Trump.
Mes vues de fond sur le processus de destitution étaient résolument partagées. Le plus important, depuis le tout début des débats à la Chambre des représentants, les partisans de la destitution de Trump sur la question ukrainienne ont commis une faute de mise en accusation. Ils semblaient gouvernés davantage par leurs propres impératifs politiques à agir rapidement pour voter sur les articles de destitution afin d'éviter d'interférer avec le calendrier de nomination présidentielle démocrate que pour achever une enquête approfondie.
Une telle approche n'était pas sérieusement constitutionnelle. Si Trump méritait la mise en accusation et la condamnation, le public américain méritait un effort sérieux et approfondi pour justifier la punition extraordinaire de destituer un président élu de ses fonctions. Cela ne s'est pas produit. Les impératifs perçus par les démocrates posés par le calendrier électoral ont peut-être soulevé des questions politiques difficiles et des problèmes logistiques difficiles pour les défenseurs de la destitution, mais c'était leur propre faute. Leurs limites de calendrier auto-imposées n'ont pratiquement pas atteint un niveau constitutionnel, encore moins un équivalent à la destitution d'un président, l'une des responsabilités constitutionnelles les plus graves du Congrès. Les problèmes de calendrier ne justifiaient pas non plus les décisions tactiques ultérieures des promoteurs de la destitution, telles que de ne pas poursuivre en justice les mesures d'exécution des assignations à comparaître, ou de constituer non seulement un dossier de preuve «adéquat», mais convaincant. En fait, à certains égards, c'était une image miroir de ce que les défenseurs de la destitution accusaient Trump de faire: serrer des pouvoirs gouvernementaux légitimes autour d'un objectif non gouvernemental illégitime.
Les conséquences de cette approche partisane de la Chambre étaient doubles.

Premièrement, il a considérablement réduit la portée de l'enquête de mise en accusation et n'a fourni aucune occasion d'explorer l'implication de Trump dans d'autres affaires - criminelles et civiles, internationales et nationales - qui ne devraient pas à proprement parler être manipulées par un président pour des raisons personnelles (politique , économique ou autre). Cela ne veut pas dire que j'ai des doutes sur le pouvoir conféré par le président au titre de l'article II au ministère de la Justice. Mais cela signifie que l'obligation constitutionnelle du président de «veiller à ce que les lois soient fidèlement exécutées» signifie que les lois doivent être appliquées de manière impartiale. Un président ne peut pas abuser des pouvoirs légitimes du gouvernement national en définissant son intérêt personnel comme synonyme d'intérêt national, ou en inventant des prétextes pour masquer la poursuite de l'intérêt personnel sous le couvert de l'intérêt national. Si la Chambre ne s'était pas concentrée uniquement sur les aspects ukrainiens de la confusion de Trump dans ses intérêts personnels (politiques ou économiques), mais sur le schéma plus large de son comportement - y compris ses campagnes de pression impliquant Halkbank, ZTE et Huawei entre autres -, il aurait pu y avoir été une meilleure chance de persuader les autres que des «crimes et délits graves» ont été commis. En fait, j'ai du mal à identifier toute décision importante de Trump pendant mon mandat qui n'a pas été motivée par des calculs de réélection.

Deuxièmement, la précipitation des procédures, combinée à l'humeur hystérique de nombreux défenseurs de la destitution, qui n'a suscité aucune dissidence de la proposition selon laquelle Trump devait être démis de ses fonctions par tous les moyens disponibles, signifiait que l'élaboration d'un dossier vraiment précis - au minimum, un dossier complet [...] n'était pas une option que les démocrates à la Chambre souhaitaient. À son tour, cela a abouti, littéralement, à chasser les républicains de la Chambre qui auraient au moins été enclins à envisager des articles de destitution impliquant des aspects plus larges de la conduite de Trump. Dès les premiers jours des travaux de la Chambre, cela signifiait que toute l'affaire serait amèrement partisane, ce qui est exactement ce qui s'est avéré être. Cela était particulièrement vrai du deuxième article de mise en accusation («obstruction au Congrès»), qui était frivole à première vue. Et ce qui était vrai de la Chambre l'était également au Sénat, ce qui signifie que les lignes étaient tracées sur la base des partis, ce qui rend l'acquittement de Trump au Sénat une certitude avant même que la dernière Chambre vote pour la destitution. Ce scénario n'était pas inévitable ab initio, mais il l'a été par les décisions conscientes des défenseurs de la destitution de la Chambre.

C'est une faute pure et simple. Et c'est ainsi que je l'ai vu presque depuis le début. Bien sûr, il n'a pas fallu longtemps avant que l'ancien conseiller adjoint à la sécurité nationale, Charlie Kupperman et moi, reçoive des demandes du Comité permanent des renseignements de la Chambre pour savoir si nous allions témoigner. Tout comme les avocats des autres témoins qui ont témoigné devant le comité. Cooper a demandé des assignations à comparaître, et une a été dûment délivrée pour Kupperman. Immédiatement, la Maison Blanche a informé Kupperman que le président avait ordonné d'invoquer «l'immunité de témoignage», une instruction plus stricte que d'autres témoins assignés à comparaître par le comité du renseignement avaient reçu jusqu'à présent, et qu'il ne comparaissait même pas à la déposition constatée. Au nom de Kupperman, Cooper a rapidement intenté une action en justice pour savoir lequel des deux ordres contradictoires suivre, exactement ce que j'aurais fait si j'avais été à la place de Kupperman. Les divers actes de procédure que Cooper a déposés au nom de Kupperman ont

montré clairement qu'il ne défendait pas le bien-fondé ni du pouvoir exécutif ni du pouvoir législatif sur ce que devait être son comportement, mais se contentait de solliciter les conseils du pouvoir judiciaire.

Bon nombre des développements qui ont suivi ont été dénaturés de plus de façons que cela ne semble possible, mais la déclaration que j'ai publiée le 6 janvier 2020,toujours représentele meilleur résumé de ces événements et ma pensée:

«Pendant la controverse actuelle sur la destitution, j'ai essayé de remplir mes obligations en tant que citoyen et ancien conseiller à la sécurité nationale. Mon collègue, le Dr Charles Kupperman, confronté d'une part à une assignation à comparaître devant un comité de la Chambre et à une directive présidentielle de ne pas témoigner d'autre part, a demandé au pouvoir judiciaire fédéral de résoudre définitivement ce conflit constitutionnel. Après que mon avocat eut informé le comité de la Chambre que moi aussi je demanderais une résolution judiciaire de ces questions constitutionnelles, le comité a choisi de ne pas me citer à comparaître.

Néanmoins, j'ai résolu publiquement d'être guidé par l'issue du cas du Dr Kupperman.

«Mais le président et la Chambre des représentants se sont opposés à ses efforts pour des raisons de compétence et l'un pour l'autre sur le fond. Le comité de la Chambre est allé jusqu'à retirer son assignation au Dr Kupperman dans une tentative délibérée de plaider la cause et de priver la cour de juridiction. Le 30 décembre, le juge Richard Leon a estimé que le cas du Dr Kupperman était sans objet et, par conséquent, n'a pas abordé les questions de séparation des pouvoirs.

«La Chambre a conclu sa responsabilité constitutionnelle en adoptant des articles de mise en accusation liés à l'affaire de l'Ukraine. Il incombe maintenant au Sénat de remplir son obligation constitutionnelle de juger les accusations et il ne semble pas possible qu'une résolution judiciaire définitive des questions constitutionnelles restées sans réponse puisse être obtenue avant que le Sénat n'agisse.

«En conséquence, étant donné que mon témoignage est à nouveau en cause, j'ai dû résoudre au mieux les graves problèmes concurrents, sur la base d'un examen et d'une étude attentifs. J'ai conclu que si le Sénat émet une citation à comparaître pour mon témoignage, je suis prêt à témoigner. »

Le Sénat, bien sûr, a refusé d'entendre des témoins et a ensuite acquitté Trump des deux articles de mise en accusation que la Chambre avait adoptés. Si une majorité du Sénat avait accepté d'appeler des témoins et si j'avais témoigné, étant donné l'environnement qui existait alors en raison de lamise en accusation de la Chambre faute de, cela n'aurait fait aucune différence significative dans l'issue du Sénat.

Un incident survenu au cours des travaux du Sénat qui a suscité une attention considérable a été la fuite de ce qui était censé être des informations du manuscrit de ce livre au New York Times. En réponse à cette évolution inquiétante et indésirable, Cooper a publié une déclaration le samedi 26 janvier 2020, en joignant la lettre d'accompagnement (datée du 30 décembre 2019) du manuscrit au NSC pour examen avant publication. Cet examen vise à garantir qu'aucune information classifiée n'est rendue publique. Bien que nous ne pensions pas que nous devions soumettre le manuscrit, nous l'avons fait par prudence, et parce que j'ai toujours eu la ferme intention de ne rien inclure légitimement jugé classifiable. Nous avions, jusque-là, gardé même

le fait de soumettre le manuscrit aux yeux du public, mais la fuite nécessitait clairement une réponse publique. La déclaration de Cooper a déclaré, en partie:
«Il est clair, malheureusement, d'après l'article du New York Times publié aujourd'hui que le processus d'examen de la prépublication a été corrompu et que des informations ont été divulguées par des personnes autres que celles qui ont été correctement impliquées dans l'examen du manuscrit. Nous avons soumis le manuscrit… avec l'assurance que le «processus d'examen des documents soumis est limité aux fonctionnaires et employés de carrière régulièrement chargés de telles révisions» et que le «contenu du manuscrit de l'ambassadeur Bolton ne sera ni révisé ni autrement divulgué à toute personne qui n'est pas régulièrement impliquée dans ce processus. » "Cooper a également déclaré au Washington Post," Je peux vous dire sans équivoque que nous n'avons rien à voir avec la fuite d'informations concernant le manuscrit de John. "1 Le lendemain, 27 janvier, nous avons également publié cette déclaration:" Ambassadeur John Bolton , Simon & Schuster et Javelin Literary affirment catégoriquement qu'il n'y avait absolument aucune coordination avec le New York Times ou toute autre personne concernant l'apparence des informations sur son livre, THE ROOM WHERE IT HAPPENED, chez lesligne libraires en. Toute affirmation contraire est une spéculation non fondée. »
Celui qui a entrepris ces fuites, une question qui reste malheureusement sans réponse, n'est certainement pas un de mes amis.
L'acquittement ultérieur de Trump a démontré une autre conséquence de la faute professionnelle de mise en accusation commise par la Chambre des représentants.
Les démocrates ont fait valoir que la destitution elle-même entacherait à jamais la présidence Trump, justifiant ainsi leurs actions à la Chambre. Inexplicablement, ils ont ignoré la réalité palpable que la conséquence inévitable d'un échec de la destitution signifiait que Trump pouvait revendiquer la justification et agir en conséquence, ce qui est précisément ce qu'il a fait. C'est exactement le contraire de ce que prétendaient les défenseurs de la destitution de la Chambre, et pourtant ils ont marché au pied de la falaise, éliminant ainsi encore un autre "garde-corps", le terme couramment utilisé, limitant le détournement par Trump du pouvoir gouvernemental. Comme Yogi Berra l'a déjà demandé au sujet des malheureux Mets de NewYork: «Personne ici ne sait comment jouer à ce jeu?»
L'impeachment, bien sûr, n'est, pour la plupart, qu'un garde-corps théorique constitutionnellement. La véritable rambarde est les élections, auxquelles Trump sera confronté en novembre 2020. En cas de victoire, le vingt-deuxième amendement exclut (et devrait continuer d'exclure) toute autre contrainte électorale pesant sur Trump.
Alors que les libéraux et les démocrates se concentrent sur la destitution, les conservateurs et les républicains devraient s'inquiéter de la suppression de la rambarde politique de Trump devant faire face à une réélection. Comme le démontrent ces mémoires, de nombreuses décisions de Trump en matière de sécurité nationale reposaient davantage sur des considérations politiques que sur des principes de philosophie, de stratégie ou de politique étrangère et de défense. Plus largement, face à la crise des coronavirus, Trump a déclaré: «Quand quelqu'un est le président des États-Unis, l'autorité est totale, et c'est ainsi que les choses doivent être.» 2 Il a menacé d'ajourner le Congrès, citant à tort une disposition constitutionnelle. cela n'a jamais été utilisé3. Aucun conservateur qui a lu la Constitution ne peut qu'être étonné de ces affirmations.

Bien sûr, la politique est toujours présente au sein du gouvernement, mais un Trump de deuxième mandat sera beaucoup moins contraint par la politique qu'il ne l'était lors de son premier mandat.
L'ironie pourrait bien être que les démocrates se trouveront beaucoup plus satisfaits d'un Trump «hérité» à son deuxième mandat que les conservateurs et les républicains. Quelque chose à quoi penser.

Comme si la mise en accusation ne suffisait pas, je me suis également retrouvé confronté au défi décourageant de lutter contre un président sortant déterminé à empêcher la publication d'un livre sur mes expériences à la Maison Blanche. Trump s'est comporté de manière typique, ordonnant la saisie et la rétention des documents de mes conseillers personnels et autres documents non classifiés, malgré de nombreuses demandes de retour; obstruer mon compte Twitter; et des menaces de censure pure et simple4.
Sa réaction allait donc de la moyenne à l'impossibilité constitutionnelle. Ma réaction… ma réponse? Jeu sur.
L'une des voies ostensiblement «légitimes» de l'attaque de Trump était le processus de révision prépublication bureaucratique et bureaucratique du gouvernement américain, que j'ai accepté à contrecœur de subir pour que ce livre puisse être publié. Afin d'avoir accès à des informations classifiées tout en agissant en tant que conseiller à la sécurité nationale, et comme de nombreux autres fonctionnaires du gouvernement, j'ai signé de nombreux accords de non-divulgation avant et pendant mon mandat.5 Sans aucun doute, toute personne qui reçoit des informations classifiées est dans l'obligation permanente de ne pas divulguer à des personnes non autorisées, ce que je n'ai jamais eu l'intention de faire en écrivant le manuscrit de ce livre. Il y avait beaucoup à dire sans avoir besoin de révéler de tels documents.
Ces accords de non-divulgation sont, au mieux, formulés de manière obscure sur les circonstances dans lesquelles un tel manuscrit est soumis au processus d'examen préalable à la publication, qui vise à garantir qu'aucune information classifiée n'est révélée. Par exemple, je n'ai pas soumis Surrender Is Not an Option pour un examen préalable à la publication en 2007, ni, si je me souviens bien, Colin Powell n'a soumis ses mémoires, My American Journey, 6 pour examen. En revanche, James Baker m'a dit peu de temps après la publication de son livre, The Politics of Diplomacy7, sous l'administration Clinton, qu'il souhaitait ne pas l'avoir soumis pour examen. Il a été à juste titre consterné par le nombre d'objections formulées parce que ses déclarations concernant, disons, la politique américaine à l'égard de la Chine ne reflétaient pas la politique de l'administration Clinton. Cela a entraîné des retards importants dans la publication. Toutes ces expériences déconseillaient le risque de censure inhérent au processus de révision du gouvernement, en particulier sous une présidence comme celle de Trump.
D'un autre côté, il était clair dès le départ, sur la base des circonstances de mon départ de l'Administration, et lors de la production du livre, que Trump ferait tout son possible pour empêcher sa publication, au moins jusque après la présidentielle de 2020 élection. À la lumière de cette hostilité sans précédent et des avis juridiques prudents de Chuck Cooper, j'ai décidé de me soumettre à l'examen préalable, malgré notre conviction que nous n'étions pas tenus de le faire parce que le manuscrit ne contenait aucun élément légitimement classifiable. À l'ère Trump, les règles normales ne s'appliquaient tout simplement pas.

Le processus d'examen lui-même a été mené de manière professionnelle, courtoise et méticuleuse, mais certainement pas aussi rapidement que je l'aurais souhaité (bien que la crise du COVID-19 ait eu un effet sur le calendrier).

J'ai apporté de nombreuses modifications au manuscrit afin d'obtenir l'autorisation de publier, dont la grande majorité, à mon avis, n'a pas modifié les faits exposés. Dans certains cas, j'ai simplement dû ajouter une phrase comme «à mon avis» (voir la phrase précédente), pour préciser que j'exprimais mon opinion plutôt que de me fier à des informations très sensibles. Dans d'autres cas, j'ai dû caractériser les faits dont je discutais à un niveau d'abstraction légèrement plus élevé, comme, par exemple, décrire les cibles militaires potentielles en Iran un peu plus généralement que dans mon projet initial. Les lecteurs peuvent donc bien s'imaginer ce que moi et d'autres, y compris Trump, avions réellement en tête.

Deux catégories de changements se distinguent. Premièrement, dans presque tous les récits de conversations entre Trump et des dirigeants étrangers, et entre moi et mes homologues étrangers et d'autres hauts fonctionnaires étrangers, on m'a demandé de «supprimer les guillemets». Dans de nombreux cas, c'est littéralement tout ce que j'ai fait:

supprimer les guillemets. Dans de nombreux autres cas, une paraphrase a été nécessaire pour refléter le fait que je n'utilisais plus de citations directes, de sorte que les pronoms personnels et autres devaient être modifiés pour permettre une transmission claire de la substance. Dans un très petit nombre de cas, j'ai été empêché de transmettre des informations que je pensais ne pas être correctement classifiables, car elles révélaient des informations qui ne peuvent être décrites que comme gênantes pour Trump, ou comme révélatrices d'un éventuel comportement inadmissible. J'ai l'intention de continuer à lutter soit pour la déclassification de ces passages, soit pour le droit d'utiliser des citations directes dans les éditions ultérieures de ce livre ou d'autres écrits.

Les lecteurs peuvent être assurés que, dans ce texte, j'ai présenté aussi fidèlement que possible la substance des conversations de Trump avec des dirigeants étrangers, et la mienne également. Dans certains cas, placez simplement vos propres guillemets autour des passages pertinents; vous ne vous tromperez pas bien. Et fait intéressant, presque aucun changement n'a été nécessaire dans ma discussion des conversations entre Trump et ses subordonnés. Cette anomalie apparente est due au fait que l'classification examen devisait à empêcher les dirigeants étrangers d'avoir à nier ce que Trump leur a dit. Au lieu de nier les citations directes, ils devront refuser les paraphrases. Il peut bien y avoir une explication à ce traitement disparate, mais je ne le vois pas. Trump l'aime peut-être encore moins que moi.

Le deuxième grand ensemble de changements impliquait de tripler approximativement le nombre de notes de fin dans le livre. Le but de cet exercice était de prouver le négatif que je ne comptais pas sur le matériel classifié pour les informations véhiculées dans le texte. Cette note finale était certes fastidieuse, mais chaque fois que je fournissais une citation, j'évitais d'avoir à supprimer des éléments de fond, un compromis que j'étais toujours heureux de faire.

Un certain nombre de commentateurs ont observé que le processus d'examen préalable à l'autorisation du gouvernement est truffé de lacunes constitutionnelles; le potentiel d'obstruction, de censure et d'abus; et préjudiciable à un débat opportun sur des questions critiques de politique publique. Vous pouvez ajouter mon nom à la liste des critiques, surtout lorsque le

processus est entre les mains d'un président si opposé aux critiques que l'idée d'interdire les livres lui vient naturellement et sereinement.
Il y a un autre point qui mérite d'être abordé, non lié au processus de dédouanement, mais à l'idée d'écrire un livre comme celui-ci immédiatement après avoir quitté les services gouvernementaux. Un certain nombre de critiques, n'ayant bien sûr pas lu le livre, l'ont dénoncé comme un révélateur qui était au mieux inconvenant et, selon les mots de Trump lui-même, traître. J'ai abordé précisément ces questions en 2014, en écrivant une revue des mémoires de Robert Gates, Duty: Memoirs of a Secretary at War, 8 en adressant des critiques de Gates similaires à celles qui sont maintenant dirigées contre moi:
«Les critiques de Gates ont fait deux remarques fondamentales, une politique , une éthique.
Tout d'abord, disent-ils, il n'était pas approprié pour lui d'écrire sur une administration toujours en fonction, avec la guerre d'Afghanistan (un aspect majeur du livre) toujours en cours, et, plus amusant, avec l'ancienne secrétaire d'État Hillary Clinton en train de l'intensifier.prévue pour 2016 campagne présidentielle.
"Deuxièmement, ils soutiennent que Gates a trahi la confiance du président Obama et d'autres collègues de haut niveau de la Défense et de l'Administration en révélant leurs conversations, leurs positions et leurs émotions.
" "Je crois que les anciens hauts fonctionnaires ont pratiquement l'obligation d'expliquer ce qu'ils ont fait au gouvernement. […] Il est d'une évidence déconcertante pour les vétérans du gouvernement que ceux qui n'ont jamais été «à l'intérieur» trouvent difficile, sinon impossible, de comprendre ce qui se passe et pourquoi. Les comptes rendus de presse et les «histoires instantanées» manquent trop souvent de compréhension et de compréhension du gouvernement en place. En conséquence, les mémoires sont essentielles pour ouvrir le rideau pour les non-initiés, comme le fait Gates.
«Quant au timing de Gates, je pense que les critiques sont injustes et déplacées. Il n'y a pas de meilleur moment pour un futur auteur pour écrire que tant que sa mémoire est encore fraîche, juste après avoir quitté le service gouvernemental. Si un tel timing ne convient pas à l'administration en place ou aux anciens collègues, c'est leur problème, pas celui de l'auteur. Surtout pour ceux qui sont soumis au genre de critiques flétries de Gates chez Obama, le temps n'est pas opportun. Imaginez ce que ceux qui se plaignent maintenant du timing de Gates auraient dit si le livre avait été publié en septembre 2012.
«En effet, si Gates fait l'objet de critiques sur le timing, c'est précisément qu'il n'a pas publié avant les élections de 2012, où exposant les vues de Barack Obama sur L'Afghanistan et son désintérêt pour la guerre mondiale contre le terrorisme auraient pu être importants. Par exemple, les électeurs auraient pu bénéficier de savoir à quoi pensait Gates lors d'une réunion du Conseil de sécurité nationale en mars 2011 dans la salle de situation de la Maison Blanche, en écoutant le commandant en chef: `` Le président ne fait pas confiance à son commandant, ne peut pas se tenir debout Karzaï, ne croit pas en sa propre stratégie et ne considère pas la guerre comme la sienne. Pour lui, il s'agit de sortir.
«La question la plus difficile et la plus importante est de savoir si Gates a violé les confidences implicites du président et d'autres collègues de haut rang.
À certains égards, cette critique est parallèle à la justification du `` privilège exécutif '', à savoir que le président doit pouvoir recevoir des conseils francs de ses subordonnés et qu'une telle franchise est tout simplement impossible si les gens s'attendent à en lire davantage par la suite.

Étant donné que l'intégrité du processus décisionnel du pouvoir exécutif est menacée dans pratiquement toutes les directions imaginables, il n'est pas sans importance qu'il soit vulnérable aux personnes qui conseillent directement le président.
«Mais l'analogie privilège exécutif n'est que superficiellement exacte.
Toutes les histoires constituent une menace pour le privilège exécutif, et les initiés fuient les batailles de l'administration interne depuis qu'Alexander Hamilton et Thomas Jefferson se sont propagés l'un contre l'autre par le biais de journaux partisans. D'une manière ou d'une autre, le président Washington s'est embrouillé. De plus, la véritable justification du privilège exécutif est de se défendre contre un congrès ou un pouvoir judiciaire intrusif, et sa justification est donc différente de l'attente humaine normale selon laquelle les confidences ne durent pas éternellement. Sauf dans le cas d'informations classifiées, qui ne sont pas en cause ici, les adultes de la politique américaine comprennent aujourd'hui qu'ils sont toujours sur scène. Il n'y a pas de règle d'omerta en politique, sauf peut-être à Chicago. »
Je maintiens encore ces vues aujourd'hui.